



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel n° 04 | Session ordinaire 2021-2022

Politique de coopération (déclaration et débat)	p. 158	Sommaire des séances publiques n°s 12 à 14	p. 192	12 ^e séance	Mardi 16 novembre 2021
Débat d'orientation au sujet du discours de haine	p. 174	Sommaire des questions parlementaires	p. Q41	13 ^e séance	Mercredi 17 novembre 2021
Aides au logement	p. 187			14 ^e séance	Jeudi 18 novembre 2021

Présentation du rapport annuel 2021 de l'Ombudsman

Les interactions entre les citoyens et les administrations publiques à la loupe

Faciliter le dialogue entre les citoyens et les administrations publiques de l'État et des communes, améliorer la communication et renforcer la confiance : ce sont les objectifs de l'action de l'Ombudsman. Le 12 juillet 2022, la médiatrice, Mme Claudia Monti, a présenté les chiffres-clés de l'année 2021 aux députés réunis à l'Hôtel de la Chambre des Députés.

975 réclamations ont été introduites en 2021 par des citoyens qui ont estimé que leur dossier n'a pas été traité convenablement par les administrations publiques de l'État et des communes.

Parmi les doléances des personnes sollicitant l'Ombudsman figuraient entre autres la lenteur des administrations, un manque d'informations, un manque de flexibilité ou encore une application trop stricte de la réglementation.

Quelques cas de figure

En tout, le rapport d'activité de l'Ombudsman prend environ 70 cas de figure pour illustrer les problèmes auxquels font face les citoyens. Au niveau communal par exemple, la plantation d'arbres ou encore le ralentissement de la vitesse ont mené à certains litiges. Un autre dossier concerne un empêchement au mariage sur base d'un refus de reconnaissance des documents émis par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

D'autres dossiers ont trait à des ministères. L'Ombudsman dénonce par exemple que certains dossiers de ressortissants afghans soient gardés en suspens. Dans plusieurs cas de figure, les concernés ont même dû attendre près de deux ans afin que leur dossier soit instruit, parfois avec un résultat négatif.

Il s'agit d'une situation intenable, selon Mme Monti.

Le regroupement familial est une autre cause de litiges, tels que des bénéficiaires de protection internationale désirant procéder à un regroupement familial avec des enfants qui n'ont pas de lien biologique ou d'adoption avec eux, mais qui sont néanmoins à leur charge.

La médiatrice a cité d'autres conflits, en relation avec des reclassements, l'allocation d'indemnités de chômage ou l'allocation de vie chère.

Lors de la présentation du rapport d'activité, Mme Monti a indiqué que les personnes qui se rapprochent de son institution ne sollicitent souvent pas par elles-mêmes les administrations, car elles ont peur des conséquences.

Les personnes seraient par ailleurs mal ou pas du tout informées, a-t-elle ajouté.

Les recommandations de l'Ombudsman

La médiatrice formule trois recommandations dans son rapport qui visent à adapter les dispositions légales pour éviter certains litiges. Elle recommande ainsi d'inclure la comaternité et la copaternité dans la loi, de modifier les dispositions rela-



L'Ombudsman, Mme Claudia Monti (au milieu), lors de la présentation de son rapport annuel 2021 à la Chambre des Députés

tives aux prestations de l'allocation de vie chère et de réviser le cadre juridique en ce qui concerne le droit à l'allocation familiale pour un enfant du conjoint ou du partenaire d'un travailleur frontalier au Luxembourg.

Les différentes doléances évoquées dans le rapport 2021 seront traitées par les commissions parlementaires compétentes, qui par la suite élaboreront une prise de position. Le rapport des députés sera présenté ensuite lors d'un débat en séance publique.

Visite cubaine à la Chambre des Députés

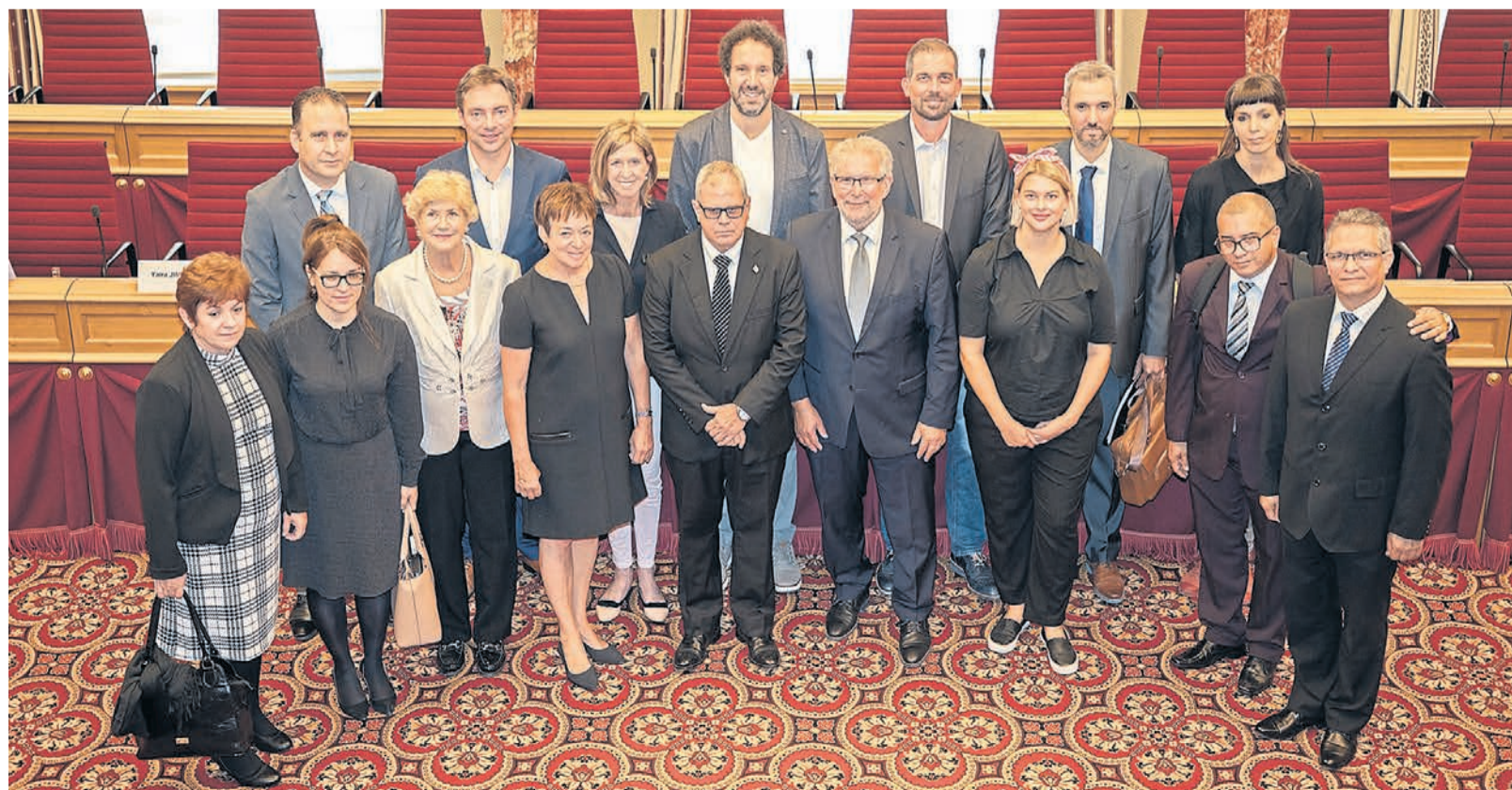
Échange de vues sur l'actualité avec des parlementaires cubains

« Les liens entre le Luxembourg et Cuba sont forts. Notre relation est marquée par une grande sympathie et un esprit critique, signes d'une véri-

table amitié. » C'est avec ces mots que le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a ouvert l'échange de vues avec une dé-

légation parlementaire cubaine le 24 juin 2022 à la Chambre. Les députés des deux pays ont échangé leurs points de vue sur différents sujets d'actualité,

notamment la guerre en Ukraine et ses conséquences économiques telles que la hausse des prix des denrées alimentaires.



Les délégations luxembourgeoise et cubaine

Les relations avec la Russie ont également été abordées, les invités cubains assurant que leur pays entretenait historiquement de bonnes relations avec la Russie tout comme avec l'Ukraine et qu'ils s'engageaient en faveur d'une solution pacifique et pour le respect des normes internationales.

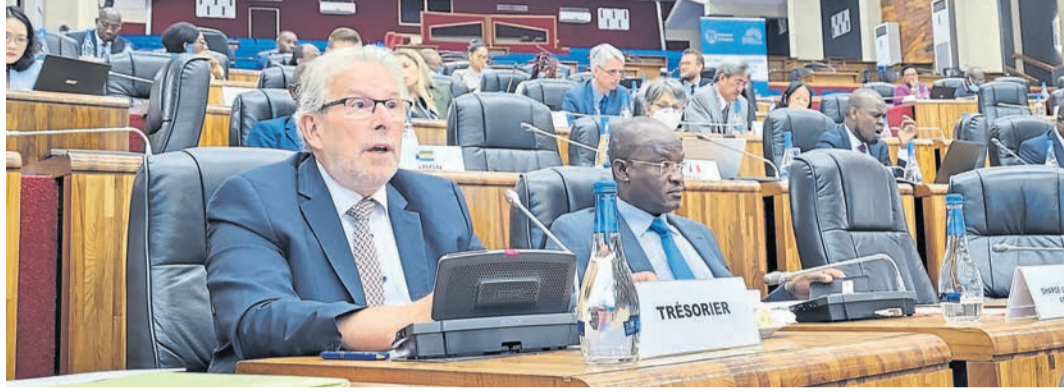
Quant à l'embargo américain, les élus luxembourgeois ont exprimé leur espoir d'un rapprochement entre les États-Unis et Cuba. Ils se sont dits préoccupés par les vagues migratoires d'émigrants cubains. Les différents points de vue concernant les valeurs démocratiques et le pluralisme étaient également au cœur des discussions.

En outre, les députés luxembourgeois se sont intéressés aux domaines dans lesquels Cuba s'est spécialisé tels que l'énergie renouvelable et le développement des vaccins, notamment contre la Covid-19.

La délégation parlementaire cubaine, sous la conduite de M. Homero Acosta Álvarez, Secrétaire de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba et du Conseil d'État de la République de Cuba, a été accueillie par le Vice-Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten.

Une délégation de la Chambre des Députés avait effectué une visite officielle à Cuba en 2018.

47^e Session de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) Gouvernance mondiale : le rôle des parlements pour une paix durable



Le trésorier de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, M. Mars Di Bartolomeo

La section rwandaise a endossé le rôle d'hôte à l'occasion de la 47^e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) qui s'est tenue du 5 au 9 juillet 2022 à Kigali. Ayant comme objectifs la défense de la démocratie et de l'État de droit, le rayonnement international de la langue française et la diversité culturelle, l'Assemblée se réunit annuellement dans un pays de la communauté francophone. Dans ses fonctions de trésorier de l'APF et de membre de la délégation luxembourgeoise, M. Mars Di Bartolomeo s'est déplacé dans le pays couramment surnommé « terre des mille collines ».

La diplomatie parlementaire comme fer de lance de la paix mondiale

La diplomatie parlementaire comme fer de lance de la paix mondiale a été au cœur des débats et les membres se sont échangés sur les différents défis, essentiellement de nature sécuritaire, auxquels est actuellement confrontée la communauté francophone. La Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), qui est le pendant exécutif de l'APF, Mme Louise Mushikiwabo, a fait le point sur les conflits resurgissant dans certains pays d'Afrique subsaharienne et les instabilités d'ordre institutionnel qui en résultent, sur les effets néfastes de la pandémie du coronavirus ainsi que sur les conséquences de l'invasion de l'Ukraine souveraine par la Fédération de Russie.

M. Adama Bictogo, Président de l'APF et Président de l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire, a proposé de mettre en œuvre un parlementarisme nouveau, qui s'adapte aux exigences d'un monde de plus en plus complexe et dynamique.

Il préconise par ailleurs une APF « plus conquérante, plus entreprenante et plus flexible », celle-ci devant axer ses priorités sur le renforcement des systèmes démocratiques, sur la parité des genres, tout en incluant les jeunes dans les processus décisionnels.

Les comptes de l'Assemblée en équilibre

C'est aussi dans cet esprit de diplomatie interparlementaire que s'inscrivent les propos tenus par M. Mars Di Bartolomeo lors de la présentation du rapport financier. Avant d'entrer dans les détails de son intervention, il a tenu à rendre hommage aux victimes du génocide rwandais de 1994 tout en rappelant qu'il est nécessaire de se battre chaque jour pour les valeurs communes à la francophonie qui ne sont, malheureusement, pas « bétonnées ».

En sa qualité de trésorier de l'APF, le député luxembourgeois a obtenu quitus pour sa gestion financière, notamment pour l'exécution des comptes de l'année 2021 et pour l'actualisation de l'année 2022. À son initiative, un fonds de solidarité, alimenté par des versements volontaires, avait été créé en janvier 2021. Les sections béninoise et luxembourgeoise étant les deux seuls contributeurs jusqu'à présent, M. Di Bartolomeo

Hommage à M. Shinzo Abe

Signature du livre de condoléances

Suite à la mort tragique de l'ancien Premier Ministre japonais, M. Shinzo Abe, le 8 juillet 2022, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, s'est rendu à l'Ambassade du Japon au Luxembourg pour y signer le livre de condoléances.

Il était accompagné du Secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck. L'ancien Premier Ministre japonais a été attaqué lors d'une manifestation dans la ville de Nara au Japon et a succombé à ses blessures.

M. Shinzo Abe avait rencontré l'ancien Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors d'une visite officielle au Grand-Duché en décembre 2015.



(de gauche à droite) M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Jiro Okuyama, Ambassadeur du Japon, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre

a, premièrement, proposé d'apurer les sommes débitrices des Comores par ce fonds afin de reprendre les actions de coopération avec la section comorienne, et, deuxièmement, appelé aux sections pouvant se le permettre de contribuer audit fonds. La section ivoirienne a répondu à l'appel en s'engageant à contribuer au fonds à hauteur de 30.000 euros.

Un partenariat entre l'Université du Luxembourg et l'APF

Enfin, un accord-cadre de partenariat entre l'Université du Luxembourg et l'APF a été ratifié pendant la session plénière. Sous la houlette du Pr Dr Phi-

lippe Poirier, professeur titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires, cet accord cible la promotion des valeurs démocratiques et de la langue française à travers des programmes tels que le Master en études parlementaires en langue française proposé par l'institut universitaire luxembourgeois. Cet accord engage les parties également à développer des formations et des séminaires spécifiques censés œuvrer en matière de coopération interparlementaire. Il propose aussi de mettre sur pied un programme de stages auprès des administrations parlementaires, membres, associés ou observateurs de l'Assemblée.

NOUVELLES LOIS

Suppression du Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall

7806 - Projet de loi portant suppression du Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall et :

- 1^o modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » ;
- 2^o abrogeant la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall »

Le projet de loi vise à supprimer le Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall et à confier l'ensemble des actifs et des passifs au Fonds du logement.

Pour rappel, le Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall (ci-après le « Fonds ») fut créé par la loi modifiée du 10 décembre 1998. Il avait pour mission :

- l'assainissement, la restauration, la transformation ou l'adaptation des immeubles de la Cité Syrdall ;
- la réfection des infrastructures et des aires d'agrément ;
- l'acquisition des terrains de la Cité Syrdall.

L'accomplissement de la mission principale du Fonds, l'assainissement des terrains, touche à son étape finale. Dans un souci de rationalisation et d'efficacité, il est dès lors proposé de ne laisser subsister plus qu'un seul des deux établissements publics. Après le vote du présent projet de loi, le Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall sera supprimé.

Le Fonds du logement sera dorénavant en charge de l'achèvement des travaux et surtout du développement et de la réalisation ultérieure de logements. Le Fonds du logement dispose de l'expérience, des services et des ressources humaines nécessaires pour mener à bien cette mission ainsi que le suivi des futurs locataires.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 22.04.2021
Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

28.10.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen des autres avis
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.11.2021
Loi du 10 décembre 2021
Mémorial A : 2021, n° 941, page 1

Koweït : Convention de non double imposition

7867 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007, ainsi que l'Avenant, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007, ainsi que de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007.

La Convention et l'Avenant s'inscrivent dans le cadre des efforts menés par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ayant pour but d'élargir le réseau existant de conventions fiscales.

Les modèles de convention fiscale respectifs conçus par les autorités compétentes des deux États ont servi de base pour les négociations.

La Convention et l'Avenant ont pour objet d'éliminer la double imposition tout en évitant de créer des possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscales.

L'Avenant négocié entre les deux parties signataires leur permet d'inclure dans le texte de la Convention les mesures sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (« base erosion and profit shifting », BEPS) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28.07.2021
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

04.10.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
18.10.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.11.2021
Loi du 17 décembre 2021
Mémorial A : 2021, n° 922, page 1

Projet « Wältgebond » à Mamer

7889 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « Wältgebond » à Mamer

Le projet « Wältgebond », sis à Mamer, dont le Fonds du logement, promoteur public, est le maître d'ouvrage, prévoit la construction de 162 logements et permettra, à terme, d'accueillir quelque 370 habitants. Le projet « Wältgebond » devrait prendre entre six et huit ans avant d'être finalisé. Le Fonds du logement prévoit la réalisation du projet par lots.

Les dépenses engagées ne peuvent pas dépasser le montant de 83.000.000 d'euros.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 24.09.2021
Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

28.10.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.11.2021
Loi du 10 décembre 2021
Mémorial A : 2021, n° 866, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

- Exposé : Mme Martine Hansen

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 252 du 16 novembre 2021 de M. Claude Wiseler relative au contact tracing, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- M. Claude Wiseler - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Question n° 253 du 15 novembre 2021 de M. Gusty Graas relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- M. Gusty Graas - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Question n° 254 du 16 novembre 2021 de Mme Myriam Cecchetti relative à une nouvelle alliance pour la sortie des énergies fossiles créée à Glasgow dans le contexte de la COP26, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Mme Myriam Cecchetti - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Question n° 255 du 15 novembre 2021 de Mme Cécile Hemmen relative à la réforme du Régime général des transports routiers (RGTR) et aux problèmes en résultant pour l'est du pays, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Mme Cécile Hemmen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 256 du 16 novembre 2021 de M. Marc Goergen relative à l'impact d'une panne du réseau informatique de l'État sur les examens concours du 12 novembre 2021, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

- M. Marc Goergen - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

Question écrite n° 5221 du 12 novembre 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch, de Mme Octavie Modert et de M. Léon Gloden relative à la promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 », adressée à M. le Ministre de l'Économie et à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Question n° 257 du 12 novembre 2021 de Mme Chantal Gary relative à la sélection de vins du pavillon luxembourgeois à l'Expo 2020 à Dubaï, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Mme Octavie Modert - Mme Chantal Gary - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Question n° 258 du 16 novembre 2021 de Mme Martine Hansen relative aux certificats de vaccination falsifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- Mme Martine Hansen - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Question n° 259 du 16 novembre 2021 de M. Claude Lamberty relative au congé sportif, adressée à M. le Ministre des Sports

- M. Claude Lamberty - M. Dan Kersch, Ministre des Sports

Question n° 260 du 15 novembre 2021 de Mme Francine Closener relative aux effets de la pandémie sur le taux d'absentéisme et la santé des enseignants et éducateurs, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Francine Closener - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 261 du 15 novembre 2021 de Mme Djuna Bernard relative à la formation continue dans le secteur de l'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Djuna Bernard - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 262 du 15 novembre 2021 de M. André Bauler relative à l'estimation globale des dégâts causés par les catastrophes naturelles récentes, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Question n° 263 du 16 novembre 2021 de M. Dan Biancalana relative à l'évolution récente de la production industrielle au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Dan Biancalana - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

6. Motion de Mme Martine Hansen concernant l'offre d'une nouvelle injection dite de « booster » et le lancement d'une campagne de sensibilisation et d'information relative à la vaccination

- Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

- Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo - Mme Martine Hansen - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis - M. Mars Di Bartolomeo (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gilles Roth)

- Vote sur la motion modifiée (adoptée)

7. Question élargie n° 111 de M. Paul Galles au sujet du Traité de la charte sur l'énergie

- M. Paul Galles - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. Paul Galles - M. le Ministre Claude Turmes

8. Question élargie n° 120 de M. Charles Margue au sujet de la politique d'investissement du Fonds de compensation

- M. Charles Margue - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

9. Question élargie n° 114 de M. André Bauler au sujet de l'évolution de l'économie digitale durant la crise sanitaire

- M. André Bauler - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

10. Question élargie n° 115 de M. Laurent Mosar au sujet des investissements publics dans le secteur spatial

- M. Laurent Mosar (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar

11. Question élargie n° 118 de M. Laurent Mosar au sujet du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange

- M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot

12. Question élargie n° 112 de M. Charles Margue au sujet des assurances couvrant les risques liés aux inondations et autres catastrophes naturelles

- M. Charles Margue - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

13. Question élargie n° 117 de M. Laurent Mosar au sujet de l'attractivité de la place financière

- M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna

14. 7867 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007, ainsi que l'Avenant, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt

- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **Une voix.**- Nee, Här President. Dat ass net de Fall.

2. Communications

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzungswoch deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 16 novembre 2021

1) *La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) *Les projets de loi suivants et les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés ont été déposés à l'Administration parlementaire :*

7909 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 08.11.2021

7910 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2020

Dépôt : Commission des Comptes, le 10.11.2021

7912 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 15.11.2021

3) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

2099 - Demande de pétition publique : Booster Impfung op fräiwëlleger Basis, fir jiddwereen

Dépôt : Mike Dostert, le 10.11.2021

2100 - Demande de pétition publique : Mettre fin à l'application du code CPI lié à un rendez-vous

Dépôt : Rafaela Ribeiro da Cruz, le 11.11.2021

2101 - Demande de pétition publique : Nee zum Veggy-Day, Nee zu engem Dag, wou et an de Schoulkantinne just vegetaresch z'iesse gëtt

Dépôt : Gérard Koneczny, le 11.11.2021

2102 - Demande de pétition publique : Pas de chasse les weekends et pendant les vacances scolaires

Dépôt : Cyril Perrichon, le 12.11.2021

2103 - Demande de pétition publique : Interdiction des battues organisées pour chasser

Dépôt : Cyril Perrichon, le 12.11.2021

2104 - Demande de pétition publique : Obligation de rouler avec les phares allumés pendant les saisons automne - hiver du 01.10 - 31.03.

Dépôt : Graziella Santuari, le 12.11.2021

2105 - Demande de pétition publique : Droit aux congés parentaux pour les co-parents (homosexuel et n'ayant pas porté l'enfant)

Dépôt : Pamela Bilas, le 12.11.2021

2106 - Demande de pétition publique : Adaptation du cadre juridique des syndicats, droits propriétaires, et adoption des technologies du 21^e siècle - mise à jour de la loi de copropriété de 1975 (modifiée en 1985)

Dépôt : Ricardo Topham, le 14.11.2021

2107 - Demande de pétition publique : Schluss mat der steierlecher Diskriminierung géint Eleng-

erzéier! / Mettre fin à la discrimination fiscale des familles monoparentales !

Dépôt : Jean Marie Jean-Pierre Heuschling, le 14.11.2021

2108 - Demande de pétition publique : Manque de carte d'identité luxembourgeoise pour les résidents européens à Luxembourg ne détenant pas la citoyenneté luxembourgeoise

Dépôt : Colette Bugeja, le 15.11.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e festgehalen huet, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstannen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Ech géif dann d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen gi fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.**- Villmools merci, Här President. D'Situatioun hei zu Lëtzebuerg a Bezuch op Covid gesäit net glörräich aus: D'Unzuel vun den Infizéierten, vun de Leit op den Intensivstatiounen hëlt dramatesch zou a leider stierwen och erëm vill méi Leit u Covid.

Vu datt awer d'Impfung u sech deen eenzege Moyen ass, fir géint déi Pandemie virzegoen, muss genau do agéiert ginn an et dærf elo net ofgewart ginn an diskutéiert ginn, fir „eventuell“ eppes maachen. Et ass bekannt, datt de Schutz vun der éischter Impfung noléisst. Mir begrëssen och, datt d'Regierung elo deene Leit iwwer 65 Joer an de Leit aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur d'Méiglech-

keet gëtt vun enger Boosterimpfung, mee dat geet net duer. Mir brauchen hei e klore Message: Eng Boosterimpfung ass wichtig, eng Boosterimpfung ass wichtig fir jiddwereen! An duerfir muss och do gehandelt ginn.

An duerfir fuerdere mer d'Regierung op, fir éischten der gesamter Populatioun eng Boosterimpfung ze erméiglechen; fir zweetens, falls de Bedarf do ass, d'Impfzenteren, déi elo zou sinn, erëm opzemaachen, fir datt mer mat deene Boosterimpfung virukommen, an drëtten, an dat ass extreem wichtig, eng richtig Campagne de sensibilisation an Informationscampagne iwwert d'Impfung ze lancéieren. De klore Message muss sinn: Boosteren ass wichtig, an duerfir eng fräiwëlleg Boosterimpfung fir jiddwereen!

Wannechgelift, Här President.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la vaccination contre le Covid-19 reste à ce jour le moyen le plus efficace pour freiner la propagation de variants et pour protéger contre les formes graves de la maladie ;

- sachant que de nombreux pays, dont le Luxembourg, connaissent actuellement une résurgence des infections au Sars-CoV-2 ;

- notant qu'une majorité des experts et des études préconisent l'administration d'une troisième - ou le cas échéant d'une deuxième - dose de vaccin pour limiter les évolutions graves liées à l'infection au Covid-19 ;

- salvant ainsi l'annonce du Gouvernement de l'extension de la dose dite de « booster » pour les 65 ans et plus ainsi que pour les personnes travaillant dans le secteur de la santé et des soins,

invite le Gouvernement

- à offrir une nouvelle injection de rappel dite de « booster » à toute la population éligible à la vaccination pour renforcer le système immunitaire des vaccinés ;

- à ouvrir, en cas de besoin, tous les centres de vaccination afin de pouvoir administrer la dose de « booster » le plus rapidement possible ;

- à lancer une vaste campagne de sensibilisation et d'information relative à la vaccination.

(s.) *Martine Hansen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Gilles Roth, Claude Wiseler.*

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Hansen.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an der Regierung sti véier Minutten zou. Ech wier jidderengem dankbar, sief dat de Froesteller, sief dat d'Regierung, wa jidderee sech géif un déi Zäit halen. Da kéinte mer d'Froen alleguer evakuéieren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 252 vum Här Claude Wiseler un d'Madamm Gesondheitsministesch iwwert de Contacttracing. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 252 du 16 novembre 2021 de M. Claude Wiseler relative au contact tracing, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- Merci, Här President. Mir hate 490 Neiinfektione gëscht. Dat sinn am Fong Tauxe vun Neiinfektione wéi mer se ufanks des Joers haten. Mir sinn nach bei manner wéi am Oktober, November, mee trotzdeem schon extrem héich par rapport zu deem, wat mer an deene leschte Méint kannt hunn.

Mir wëssen, dass mer am leschte Joer a verschidene Méint, verschidene Wochen extrem Schwierigkeeten hate mat eisem Contacttracing, dass se net méi richteg nokomm sinn, dass et laang Delaie waren, fir unzeruffe bei Infizierten, dass duerno och Delaie waren, éier déi Leit ugeruff kruten, déi hu mussen en quarantaine gesat ginn.

Déizäit ass gesot ginn, dass mer gutt ekipéiert wäeren, fir de Contacttracing ze maache bei bis zu 200 Neiinfektione den Dag. Et ass gesot ginn, dass mer mat augmentéierte Capacitéite bis zu 400 Infektione kéinte behandelen, déizäit. Haut gesi mer, dass d'Delaie och een, zwee Deeg sinn, bis d'Resultater vu PCR-Tester do sinn, zwee Deeg, bis de Contacttracing urifft, och nach een, zwee Deeg, bis d'Kommunikatioun bis bei déi Leit kënnt, déi sollen a Quarantän gesat ginn. Dat sinn awer véier bis sechs Deeg, déi relativ wichteg sinn an deem ganze Prozess, déi hei momentan elo oflafen, éier déi Leit dann definitiv Bescheed kréien, déi mussen, déi sollten en quarantaine gesat gi respektiv déi sollten op sech selwer oppassen.

Meng Fro un d'Madamm d'Minister ass, éischtens: Ass hei elo opgestockt ginn an dem Contacttracing? Et ass eng Ekip, déi eng gutt Aarbecht mécht, mee hu se genuch Capacitéiten? Wéi eng Capacitéiten hu se? A wéi eng Delaie existéiere momentan?

Da wollt ech och nach hannendrun d'Fro stellen, dass et esou ass, dass mer och gesinn, dass eng ganz Rei Leit Schwierigkeeten hunn, och praktesch, wa se PCR-Tester maachen, fir déi ofgewéckelt ze kréien. Zum Beispill muss ee fir e PCR-Test online d'Ordonnance eraginn, fir e QR-Code ze kréien. Mat deem QR-Code muss een dann op d'Impfstatioun goen. Déi Leit, déi awer Schwierigkeeten hunn, e QR-Code ze kréien, hunn heiansdo elo wierklech Schwierigkeeten, fir sech kënnen deene Prozeduren ze ennerwerfen. An et kënnt souguer vir, dass se dann op der Impfstatioun gesot kréien: „Mee krut Der dat net herausgeprint?“ Eng Rei Leit hu kee Printer doheem, ginn dann op d'Tankstell niewendrun, fir et dann do herausgeprint ze kréien, fir sech mam QR-Code kënnen impfen ze goen. Dat heescht, eng ganz Rei Situatiounen, déi schwierig sinn.

An do wollt ech froen, ob déi Prozeduren och nach eng Kéier kéinten iwwerkuckt ginn, fir se ze vereinfachen an och esou gerecht ze maachen, dass jiddwereen déi Tester, déi e brauch, ouni ze vill Problemer mat de QR-Code ka kréien. Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wiseler. D'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Wéi Der lech alleguer kéint virstelle mat den Aktualitéiten déi lafen, sinn eis Ekippen an deene leschten zéng Deeg op Héichtouren ennerwee. Mir schaffen op der Gestiou vum der Kris, ganz intensiv, bis an d'Nuecht eran. An ech kommen och ouni Pabeier heihinner, well et mengen Ekippen net méiglech war, déi vill Question-parlementaire-urgenté plus déi mëndlech elo hei esou ze preparéieren, wéi een dat an normalen Zäite misst kënnen maachen.

Ech kann lech awer gären Äntwert stoen. Mir sinn natierlech mat dem Ustig vum den Neiinfektione mam Contacttracing amgaangen, eis Lëschten ofzeruffe vu Leit, déi mer kënnen an den Asaz huelen. Et ass awer och esou, dass een d'Leit net vun haut op muer iwwer Nuecht do stoen huet. Mir hu Liste-de-réservé vu Leit, déi disponibel sinn, déi an

der Normalitéit manner disponibel si wéi zu Zäiten, wou mer am Lockdown waren, wou vill Aktivitéiten net fonctionéiert hunn. Dat ass an engem Kontext, wéi mer en haut hunn, vill méi schwierig, well d'Leit erëm schaffen - Gott sei Dank nees schaffen! - an op der Aarbecht sinn.

Ech kann lech awer rassuréieren, dass mer bannent kuerzer Zäit vill Beamten nees mobiliséiert hunn, déi ofgeruff gi sinn, déi och iwwert de leschte Weekend schon an den Asaz gaange sinn. Mir si mat der Arméi amgaangen, do hu mer eng éischt Ekip vu Leit, déi schon an den Asaz koumen. A mir sinn amgaangen, weider Ekippen opzustellen, mee et hëlt e puer Deeg Zäit.

Mir sinn am Verglach, international, mengen ech, ganz reaktiv. Contacttracing ass de Schlëssel vum der Gestiou vum der Kris, d'äers si mer eis bewusst. Mee vun haut op muer an iwwer Nuecht geet et leider néierens, och bei eis net. Mee et ass genau dorobber, wou eis Leit schaffen am Moment. An ech sinn och fro, dass se prioritär dorobber schaffen a mir net laang Notte schreiwen. Ech si genuch an der Kris dran, fir hoffentlech hei genuch Ried an Äntwert kënnen ze stoen.

Fir Är Fro ze beäntwerten: Mir sinn iwwer 30 % eropgaangen. An effektiv, mir sinn extrem beméit, fir Mann a Maus ze beweegen, fir eis Räng do ze verstärken. Dat wäert iwwert den Hierscht nach ëmmer d'Schlëselfunctioun sinn am Contacttracing. D'Gestiou vum der Kris, déi steet a fällt domadder, wéi aktiv mer sinn. Dat ass bei eis net anescht wéi an deenen anere Länner. An do si mer am Moment beméit, eeben och privilegiéiert mat der Arméi ze kucken, erëm ganz Ekippen ze kréien. Dat hate mer an där éischter Phas och schon an do wäerte mer och haut elo erëm drop zrëckgräifen, fir iwwert dee Wee eis Ekippe verstärkt ze kréien.

De Prêt de main d'œuvre huet ons laang iwwer Waasser gehalen. Dat ass och elo - ech muss soe Gott sei Dank! - net méi esou einfach; dat ass alles relativ. Dat si Leit, déi och elo erëm normal kënnen schaffen. Mir hate ganz vill Leit vum der Luxair beispillsweis am Asaz déi Zäit, wou net esou vill geflu ginn ass, pandemiedéngt. Haut gëtt erëm geflunn, dann ass déi Pist natierlech net méi fruchtend. Mee dofir si mer amgaangen, aner Weeër ze exploréieren.

Ech si mer awer bewusst, dass grad am Moment an och déi lescht Woche Schwierigkeete waren, an och dofir vu mir aus hei eng Kéier den Opruff fir Verständnis. Eis Hotline ass immens gefuerdert. Et ass eng grouss Nervositéit do elo bei de Leit. D'Leit hu vill Froen, si maache sech vill Suergen. Eis Hotline ass iwwerlaf. An do géif ech wierklech jiddereweie bidden, dat néidegt Verständnis opzebréngen. Mir brauchen e gewëssene Moment, fir nees operéierten hannendrun. Mir si relativ schnell, am Verglach zu anere Länner. Mir si jo och do am permanenten Austausch.

Och do lafen eis Aarbechten op Héichtouren, fir den Austausch ze hu mat eisen Nopeschlänner. Iwwerall gesitt Der, dass Annoncé vun neie Mesurë kommen. Och dat fuerdert eis. Dat suivéiere mer natierlech. Mir echangeieren eis och en direct. A mir kucken do, beschtméiglech Proposen och hei fir d'best Haus ze maachen, dat esou zäitno wéi méiglech. Mee dat Onméiglech kréie mer net hin. Mir hu leider keen Zauberstab. Wann iergendeen dee fir eis huet, huelen ech e gären.

Ech géif och gären drop hiweisen, zu der Motioun, déi virdrun eragaangen ass, dass mer schon annonciéiert hunn als Regierung, dass mer zäitno, souguer dës Woch nach, wäerten iwwer weider Schrëtt nodenken, mat de Boosterimpfungen. À ce stade suivéiere mer exactement eis Experten. Dat si fir eis d'Medezinner, dat ass eise Conseil supérieur des maladies infectieuses, deen eis eng ganz kloer Weisung ginn huet, wéi mer elo prioritär solle booster. Dat ass um Lafen. Dat sinn déi eeler Leit. Et ass do, wou et wierklech sanitär indiquéiert ass. Do si mer jo mam Alter och erfogaangen, à la lettre esou, wéi et vun eisen Experte virginn ass.

Mee mir sinn ons dem politeschen Drock bewusst, mir sinn ons dem psychologeschen Enjeu bewusst. Et ass eng grouss Demande do fir Boosterimpfungen. An dat si mer och dës Woch amgaangen ze evaluéieren a mir wäerten dat nach fir dës Regierungsrot um Ordre du jour hunn, sou wéi et annonciéiert war. Do kann ech lech berouegen. Do wäerten och nächst Schrëtt kommen, fir ëmmer erëm en Equilibre ze fannen tëschent dem gesellschaftspoliteschen Drock an deem, wat sanitär eebe maassgebend ass.

A wéi gesot, do si mer à ce stade à la lettre bei deem, wat eis Experten eis zäitno roden. Dat heescht, de leschte Méindge ass deen Avis komm an den hu mer elo mol ëmgasat, deem hu mer wierklech déi Prioritéite ginn, déi sanitär gebuede sinn. An deen anere Volet, do wäerte mer eis och drëms këmmen, souwäit mer Raum dofir hunn.

Ech géif lech Merci soen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci der Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 253 vum Här Gusty Graas un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung iwwert d'Vullegripp. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 253 du 15 novembre 2021 de M. Gusty Graas relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

■ **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. D'Gefligelpesch oder d'Vullegripp, déi huet eis jo schon an deene leschte Joren ëmmer eng ganz Rei Problemer gemaach. Dat huet derzou geféiert, dass eng Rei Bestänn eebe leider dann och hu mussen dout gemaach ginn. Dee leschte Fall, mengen ech, war de leschte 6. September hei zu Lëtzebuerg.

Elo ass et allerdéngs esou, dass d'aviaire Influenza mat de Virus-Soustypen H5N1, H5N8 an H7N7 sech elo schnell an Europa ausgebreit huet, dat och virun allem an enger Rei vu Länner, déi an der Europäescher Unioun sinn: enner anerem Dänemark, Estland, Italien, Holland, Polen an och eis Nopeschlänner Frankräich an Däitschland. Besonnesch dramatesch ass d'Situatioun jo de Moment a Polen. Do hu bis elo eng Véierelsmillioun Hénger a Schnuddelhénger mussen noutgeschluecht ginn. Och an Holland goufen 127.000 Déiere gekuelt, an Däitschland 42.500. Ech wëll betounen, dass ech déi Informatioun alleguer aus dem „Lëtzebuurger Bauer“ vum leschte Freiden hunn.

An de Landwirtschaftsministère hat do jo och scho relativ séier reagiert: En huet e Communiqué erausginn de leschten 9. November, wou e matgedeelt huet, dass de Virus de Moment, glécklecherweis, hei zu Lëtzebuerg net present wär. En huet och en Appell gemaach, dass d'Déiere sollen ennerdaach gehale gi respektiv dass se net sollen den Accès hunn zu Plazen, wou se kéinten drénken, wou awer och wëll Déiere kéinten hikommen.

Ech hätt awer an deem Kontext trotzdeem elo dräi Froen hei ze stellen, Här Minister.

Éischtens: Wéi huet d'Situatioun sech lo an deene leschten Deeg entwéckelt? Sinn do nei Momenter agetrueden?

Zweetens: Besteet eng reell Gefor, dass d'Vullegripp erëm op Lëtzebuerg zrëckkënn?

An drëtens wollt ech nach wëssen, inwiefern awer vläicht d'Detenteuren, d'Propriétaire vum esou Bestänn och méi geziilt informéiert ginn. Geet dat iwwer e Communiqué vum Ministère eraus? Gëtt do versicht, nach méi eng geziilt Informatioun ze maachen?

Voilà, dat war et schon. An ech soen lech am Viraus Merci fir d'Äntwerten.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Graas. Den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider huet d'Wuert.

■ **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Merci, Här President. Merci och dem Här Graas fir dës Froen; en Thema, dee mer scho méi dacks op dës Tribün diskutéiert hunn, well d'Vullegripp ëmmer erëm regelméisseg zrëckkënn.

Ben, effektiv kënnen mer soen, dass an Europa de Moment ganz vill Fäll vu Vullegripp sinn, virun allem, mengen ech, bei Wäldgefligel, mee och bei Hausgefligel, dat bedéngt virun allem och duerch Kontaminatioun iwwer Zuchvigel.

An ech mengen, verschidde Souchen, déi effektiv de Moment ennerwee si vum Virus - engersäits den H5N8, den H5N1 an deen neien H5N7 (veuillez lire: engersäits d'Souchen H5N8, H5N2, H5N3 a virun allem d'Souche H5N1, déi am heefegsten opréit) -, sinn der, déi natierlech och bekannt sinn, virun allem och bei eiser Veterinärinspektioun.

Ech mengen, d'Vullegripp hei zu Lëtzebuerg, déi war ausgebrach eng Kéier 2017 an eng Kéier 2021. Si war allkéiers ausgebrach bei Hobbyziichter virun allem, an dat allkéiers, wann et drëm goug, aus dem Ausland Gefligel heihin ze importéieren, dat virun allem vu Mäert aus der Belsch. An ech mengen, vun do aus ass et esou, dass virun allem an deene groussen Ziichtereie bis elo nach ni e Fall opgefall ass.

Et ass och elo esou de Moment - dat war jo eng vun de Froen: Wéi gesäit et de Moment aus? -, dass mer hei zu Lëtzebuerg effektiv de Moment nach kee Fall vu Vullegripp hunn, mee dass mer dat natierlech vu ganz no suivéieren.

An dofir hu mer och an der Tëschenzäit schon an dësem Joer véier Communiquéen erausginn, fir allkéiers matzäit drop hinzeweisen - Dir hutt gefrot: Wéi gi virun allem déi Professionell, mee och soss jiddwereen drop higewisen? -, dass virun allem gekuckt soll ginn, déi sanitär Moosnamen ze respektéieren.

An et ass och esou: Wann e positive Fall géif opkomme bei eis, géifen direkt och déi Professionell

informéiert ginn an engem direkte Kontakt. Do ass e Listing do, fir se séier ze informéieren. Mir kucken, wéi gesot, dat och allkéiers ganz no ze suivéieren.

Bei eis gi jo och Tester gemaach, engersäits op dem Gefligel, wat ofgeliiwert gëtt, souwuel Wäldgefligel wéi och normaalt Gefligel, iwwert d'Hausgefligel. Et gi regelméisseg och Tester gemaach bei deene professionelle Strukturen. A wéi gesot, bis elo ass et an eise Laboen esou, dass nach kee positive Fall konnt festgestallt ginn, ausser eeben deem engen, deen do aus dem Ausland agefouert gi war bei engem Hobbyziichter. Do goufen dann och déi néideg Moosname getraff. Dëse Bestand ass an deem Moment och gekuckt ginn ze eliminéieren. An an deem Moment ass och de Status ronderëm erëm organiséiert gewiescht.

Bon, wéi gesot, iwwer Communiqué kommunikéiere mer, an de Fachzäitschrëften, awer och an der normaler Press. A wann eng Kéier e Fall opréit, ginn och déi Professionell direkt informéiert. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

An mir kommen elo zur Fro Nummer 254 vum der Madamm Myriam Cecchetti un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert déi nei Allianz am Beräich vum der Sortie aus de fossillen Energien, an dat am Kontext vum der COP26 zu Glasgow, wat do entstanen ass. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 254 du 16 novembre 2021 de Mme Myriam Cecchetti relative à une nouvelle alliance pour la sortie des énergies fossiles créée à Glasgow dans le contexte de la COP26, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Lo ass d'Fro scho bal gestallt.

(Hilarité)

Merci, Här President. Här President, déi lescht Woch huet sech am Kader vum der COP26 eng Allianz gegrënnt mam Numm „Beyond Oil and Gas Alliance“, kuerz BOGA genannt. Dänemark a Costa Rica stinn um Ursprung vun dëser Allianz, där sech op der COP zu Glasgow och nach Frankräich, Schweden, Grönland, Irland, Quebec a Wales ugeschloss hunn. Donieft sinn och nach de Bundesstaat Kalifornien, Neiséiland a Portugal associéiert, an Italien ennerstëtzt d'Allianz och emol nach am Moment.

D'Allianz huet sech gegrënnt op Basis vum der gemeinsamer Iwwerzeugung, dass d'Investitioun an d'Produktioun vu fossillen Energieträger onbedéngt muss ophalen, wann d'Ärderwärmung nach enner 1,5 °C soll bleiven, wat scho schlëmm genuch ass fir verschidde Staaten a Vëlker. Si ennersträicht, dass déi aktuell Investitiounspolitik vun de Staaten zu enger Steigerung vum der Produktioun ëm 2 % d'Joer wäert féieren, während eng Reduktioun vun 3 % bis 4 % d'Joer néideg wär, fir dat Zil vun 1,5 °C nach realistesch kënnen ze errechen.

Lëtzebuerg huet sech dëser Allianz net ugeschloss. Dozou wëllt ech dann der Madamm Ëmweltminister folgend Froe stellen.

Éischtens emol: Wéi schätzt d'Regierung dës Allianz an? Steet se hir positiv géigeniwwer?

Zweetens: Deelt d'Regierung d'Positioun vun dëser Allianz, dass d'Investissementer an d'Produktioun vu fossillen Energien direkt gestoppt muss ginn, fir dass d'Ärderwärmung enner déi 1,5 °C fale kann?

Drëtens: Wéi begrënnt d'Regierung hir Decisioun, dës Allianz net bäizetrieden, respektiv plant d'Regierung, dës Allianz zukünfteg awer vläicht nach bäizetrieden?

An da véiertens, wat e ganz wichtege Punkt ass: Steet d'Investitiounspolitik vum Fonds de compensation an och vum Fonds souverain intergénérationnel net am Widdersproch zu der Zilsetzung vun dëser Allianz? Well do gëtt a verschidde Rapporten ëmmer nach vun 2 % Ärderwärmung geschwat.

Schonn am Virus villmools merci fir d'Äntwerten.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Cecchetti. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

■ **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Villmools merci, Madamm Deputéiert, fir dës Fro, déi mer d'Geleeënheet gëtt, nach eng Kéier op déi sellegen Initiative vun der COP26 hinzeweisen.

A vläicht zu der éischter an der zweeter Fro: Déi kann ee kloer mat Jo beäntwerten. Dee Moment, wou mer gwuer gi sinn, dass Dänemark a Costa Rica dat lancéiert hunn, hu mer, wéi aner Länner och, bei eis e Prozess lancéiert, fir fir d'éischt ze analyséieren, wat dat doten ass. Well et ass d'Allianz, déi heescht „Beyond Oil and Gas“ - dat incluéiert jo och nach net all aner Energien, déi mer net wëllen hunn. Dir wësst, dass mer op der COP26 och mat véier aneren europäesche Memberlänner

am Beräich Atomenergie - wou mir och mengen, dass et wichteg ass, dass déi net an der neier Taxonomie mat dran ass - aktiv waren. Dat heescht, mir hu fir d'éischt elo analyséiert: Wat ass dat heiten, wat vun Dänemark a Costa Rica lancéiert ginn ass? An dunn hu mer natierlech direkt Kontakt opgeholl mat Dänemark.

Mir sinn nach net als „friend“ opgeléicht. Mir maachen awer grad d'Effort, mir maachen eng Prozedur, déi all Memberstaat, deen do wëllt Member ginn, mécht. Dat ass eng Due-Diligence-Prozedur. A wann dat bis ofgeschloss ass, da wäert och Lëtzebuerg hoffentlech net nëmmen zu den associéierte Memberen a Friends zielen, mee d'Zil ass et schonn, e vollwäertege Member vun där Allianz ze ginn.

Well ech awer nach ganz e bësse Riedezäit hunn: Déi wichtigst Allianz op der COP, fir d'Ambitioun bäizehalen, fir d'1,5-Grad-Zil nach maachbar ze maachen, dat war d'High Ambition Coalition. Déi ass jo 2015 ënnert dem Tony de Brum vun de Marshall Islands zesumme mat Europa deemools op de Wee geschéckt ginn, an do hu mer mol dat 1,5-Grad-Zil an de Paräisser Accord erakritt. Déi Allianz huet sech während dëser COP vermeert getraff. Mir haten och wichteg Invitéen, wéi en Obama, dee schwätzt komm ass, virun deene Ministeren. An dat huet och mat dozou bäigedroen, dass dat 1,5-Grad-Zil ganz kloer gestärkt ginn ass an dem Outcome vun dëser COP26 zu Glasgow. Also déi High Ambition Coalition, do ass Lëtzebuerg zanter 2015 Member. An dat ass déi, déi politesch sécherlech dat gréisst Gewicht bis ewell hat an op all COP den aktivste Rôle hat.

Vläicht awer och net ze verpassen: Zanter 2017 ass Lëtzebuerg och an enger Allianz, déi heescht Powering Past Coal Alliance. Dat heescht, do geet et ëm de Kuelenausstieg. An Dir hutt jo matkritt, dass mer et op dëser COP bal gepackt hätten - an um Applaus am Sall huet een et ganz kloer héieren: Ausser Indien a China wär jidderee bereet gewiescht, aus der Kuel erauszeklammen. Elo ass d'Resultat net immens, net esou gutt: Mir ginn elo erof mat der Kuel, mee nach net eraus. Do wäerte mer sécher weider dru schaffen, an dat besonnesch an där Allianz, déi Powering Past Coal heescht, déi et zanter 2017 gëtt, wou awer mëttlerweil 137 Acteuren aktuell mat dra sinn.

An da gëtt et nach eng, déi ech perséinlech och ganz wichteg fannen, eng, wou mer dru schaffen, fir de Lien ze maache mat zum Beispill Methan, mat zum Beispill grad all deene Saachen, déi mat Loftqualität och direkt ze dinn hunn. Déi Allianz heescht Climate and Clean Air Coalition. Do si 46 Länner dran an do ass Lëtzebuerg och en Deel vun den Acteuren. Well de Klimaschutz an d'Loftqualität, dat geet ganz oft zesummen. Dat heescht, et ass ganz wichteg. Dofir mäi Message: Mir wëllen hei net nëmme Member ginn, mee et ass ganz wichteg, dass mer eis zesummendinn, fir op deenen nächste COPen dann och déi nächst grouss Schrëtt kënnen ze maachen, grad am Beräich vun den Ambitiounen.

An domadder soen ech lech Merci, dass Der mer d'Méiglechkeet ginn hutt, heiroop anzugeen.

■ **Une voix.** - Très bien!

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Dieschbourg. Madamm Cecchetti, et ass net virgesinn, eng Zousazfro bei dem Exercice vun de mëndleche Froen ze stellen.

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

Mir kommen elo zur Fro Nummer 255 vun der Madamm Cécile Hemmen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwer d'Reform vun RGTR an déi doduerch entstane Problemer am Oste vun Land. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 255 du 15 novembre 2021 de Mme Cécile Hemmen relative à la réforme du Régime général des transports routiers (RGTR) et aux problèmes en résultant pour l'est du pays, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Virun engem knappe Joer ass d'RGTR-Reform jo a Kraaft getrueden. Déi huet fir vill Géigende Virdeeler mat sech bruecht. An et ass jo och gewosst, dass dat, wat d'Attraktivitéit vum effentlechen Transport ausmécht, fir vill Leit d'Zäit ass, déi si mat dësem Modell am Verglach zum Auto fir op hir Destinatioun brauchen.

Manner zefridden, Här Minister - leider wësst Der et -, sinn dohier vill Gemengen an och vill Leit aus dem Oste vun Land, notament aus der Géigend ronderëm lechnach a Jonglënster. Hir Linnen, den 110 an den 111, sollen duerfir ab Dezember bis op de Glacis verlängert ginn. Här Minister, wat wäert dës Ëmstellung dann elo a puncto Zäitgewënn mat sech bréngen?

An enger Entrevue mat mengem Kollege Ben Streff hat Dir de Problem och erkannt an lech fir Léisungen oppe gewisen, déi d'Leit erëm méi séier mam effentlechen Transport an de Stadzentrum kéinte bréngen an och esou d'Attraktivitéit vun Bus erëm

géife klamme loosse. An an den Informationsversammlungen hutt Der och de Bierger versprochen, dass, wann et gréisser Problemer géif ginn, punktuell Upassung vun de Linne géife gemaach ginn.

Sidd Dir, wéi deemools an där Entrevue, Här Minister, nach ëmmer der Meenung, dass e Plus vu 40 Minuten den Dag - also mëttlerweil iwwer 100 Stonne méi -, déi d'Leit wéinst der Reform gebraucht hunn op dese Linnen, einfach ze vill ass? A wa jo, wéi eng Léisunge gesitt Dir hei?

Ech hunn lech zu dësem Sujet jo och am Laf vum leschte Joer net nëmmen eng Question parlementaire gestallt, an an all Äntwert hutt Dir, Här Minister, ugin, dass de Bus téschent Gonnereng an dem Kierchberg e staufräie Couloir sollt kréien an dass dës och eng absolut Prioritéit fir lech wier. Meng Fro hau: Kënn Dir eis wannechgelift soen, wou dese Projet drun ass?

An an der Äntwert vun enger weiderer rezenter parlamentarescher Fro vun der Madamm Carole Hartmann sot Dir, Här Minister, dass et zu dese Linne weider keng „signifikativ“ Reklamatioune géif ginn. Mee niift de Reklamatioune vun de Bierger hu jo awer notament nach mat Bäerdref a Bech och zwou Gemengen offiziell reklaméiert. Ech géif mengen, wann Der erlaabt, dass dat awer signifikativ genuch ass.

Dir verweist och op Etüden, déi beleëen, dass fir d'Leit aus dem Raum lechnach den Terminus Kierchberg vill méi attraktiv wier. Wéi sinn dës Etüden zustane komm?

A wéi erkläert Der lech dann elo ofschléissend nach d'Resultat vun enger Enquête an der Gemeng Bäerdref, wou iwwer 78 % vun de Leit soen, dass si zanter der Reform méi op den Auto wéi op den effentlechen Transport zréckgräifen. D'Dierfer Bäerdref a Consdorf sinn am Feierowend mol net méi eemol an der Stonn ze errechen. Fir an d'Haaptstad ze kommen, soll net hei wéinstens fir déi schaffend Leit eng Verbesserung kommen, sprich erëm minimum een 111 all Stonn agesat ginn?

Ech soen lech Merci fir den Osten.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Hemmen. Den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci Här President, an och fir d'Fro vun der Madamm Hemmen.

Et ass natierlech e bësselche méi komplizéiert. Wann ech natierlech nëmme misst no Bäerdref an no Konsdorf kucken, da wär dat natierlech vill méi einfach. An et ass och esou, dass ... Bei allem Respekt, ech wëll net soen, Bäerdref a Konsdorf, déi wäeren net gradesou vill wäert wéi eng aner Gemeng, mee wann Der hei schwätzt vu signifikativ an net signifikativ, da muss Der mer awer Recht ginn, dass den Oste méi wäit geet, wéi dass ee just Bäerdref a Konsdorf géif kucken.

A wat d'Schwierigkeet heiran ass, fir Léisungen ze sichen, dat ass, dass mer musse Léisunge fannen, déi net erëm op d'Käschte gi vun anere Regionen. Well wann dann op eemol musse Detoure gemaach ginn oder méi muss gehale ginn, wat och ëmmer, da mussen aner Regionen herno duerfir de Präis bezuelen. Also et kann net sinn, dass mer eppes op enger Plaz maache fir en Deel vun der Bevölkerung, wou mer eppes erëm ännere ginn, an dass dat op där anerer Plaz dann erëm zu Verschlechterunge féiert. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Ech liesen lech elo mol Zuele vir, fir dass et awer och jiddwerengem dobausse kloer ass, well wa mer hei schwätzen ... Et gëtt jo e bëssen duergestallt dobausse vu verschiddene Leit, wéi wa mer fir den Oste respektiv fir d'Region do näischt gemaach hätten. Mir fueren haut 44 % méi Kilometer wéi virun der Reform; also virun der Reform, dat war virun 2019. An déi 44 %, dat ass am Juli d'nächst Joer, well am Juli d'nächst Joer soll jo dee Reformdeel, de groussen Deel ofgeschloss sinn. Mir si jo nach net ganz um Enn: Et kommen elo am Dezember nach Ännerungen an et kommen der och nach am Juni d'nächste Kéier. Dat hat ech och alles schon ugekënnegt, mee dat gëtt ëmmer alles ganz gär iwwerhéiert. Also déi 8,2 Milliounen Kilometer, déi mer méi fuere par rapport zu virun, dat entsprécht engem Invest, eleng fir den Osten, vu 26 Milliounen Euro d'Joer - d'Joer! Et gëtt méi gefuer, wéi den RGTR virun hat.

Da gëtt et e spezifesch Problem, dee gëtt et effektiv: lechnach an dann déi Uertschaften, wou Der gesot hutt, an haaptsächlech e spezifesch Problem vun deene Leit, déi do wunnen an déi gären an d'Uewerstad wëllen. Ech wëll awer och derbäisoen: Datt de Gros vun de Bussen op de Kierchberg fiert, dat huet domat ze dinn, well do déi décksten Demande ass. De Gros vun de Leit, déi reklaméieren natierlech net, dat heescht all déi, déi am lechnacher Raum wunnen an déi um Kierchberg sinn, déi immens frou sinn, well d'Verbinding do vill besser ginn ass. Déi gi jo natierlech net Lieserbréwer

schreiwen an déi äussere sech och net dobaussen. Dat ass verständlech, dat ass och normal. Hei äussere sech natierlech déi, déi elo hei méi schlecht eweckkommen, déi, déi wëllen an d'Uewerstad fueren.

An ech hunn och deemools gesot ... An dat huet och näischt mam Här Streff ze dinn, ech hunn dat och scho virdu gesot. Ech hat och eng Question parlementaire, mengen ech, vun Här Gloden schonn eng Kéier gestallt kritt dowéinst, wann ech mech net ieren. Ech hunn der schonn esou vill musse beäntwerten zu deem Sujet hei, dass ech net méi weess, wie wat fir eng Fro entre-temps gestallt huet, mee ech soen och ëmmer dat nämmlech: dass mer natierlech dat alles kucken an dass mer nach net um Enn si vun der Reform - dat ass eréischt am Juli d'nächst Joer - an dass mer och bis dohinner Léisunge fonnt hunn.

A mir hunn och scho vill Variante gekuckt. Och déi, déi ech vu verschiddene Leit virgeluecht kritt hunn, hu mer gekuckt. Ech kann lech awer als gutt Nouvelle matdeelen, dass fir den 12. Dezember 2021 d'Linnen 110 an 111 bis bei den Arrêt Theater wäerte verlängert ginn.

Gesitt Der, Madamm Hemmen: Mir schaffe vill, mee mir wëlle gär déi Léisunge sichen, déi och Kapp a Fouss hunn, an net déi, déi vläicht gutt Klängen, gutt wierken a gutt maachen, wann een déi esou seet a sech vläicht et selwer opzeechent unhand vu Pläng. A mir hunn elo eng Léisunge fonnt, wéi mer déi Linne kënnen esou organiséieren, dass mer dat dann dohinner kënnen verlängeren.

Ech soen lech awer och derbäi, dass am Kader vun där ganzer Reorganisatioun vum effentlechen Transport och no 2022 nach wäerte Verännerungen kommen, well mir si jo nach net fäerdeg mat allen aneren Infrastrukturen, déi wäerte gebaut ginn. An et sinn och aner Regionen am Land, genausou gutt wéi deen dote Raum, déi nach net 100 % zefridde sinn a fir déi sécherlech och nach musse Verännerunge gemaach ginn. Mee dat ass alles evolutiv. Déi Investissementer, déi mer de Moment maachen am effentlechen Transport - an de Bus ass en Deel dovunner, et muss een et ëmmer kombinéiert gesi mam ganze Rescht -, sinn enorm.

Dat kënn Der och international kucken, dat kréie mer och international mega unerkannt entre-temps. Mir hunn de loin déi héchsten Investissementer am Ausbau vum effentlechen Transport, mee nach muss alles fir d'éischt eng Kéier fäerdeg gebaut sinn! An de grouse Sprong kënn fir de Farplangwiessel am Dezember 2024, also no de Wälen 2023 - Dir gesitt also, wéi mir déi Wälen esou egal sinn!

(Exclamations et hilarité)

Ech hunn dat esou getimet, dass et souguer hannert d'Wale kënn.

(Hilarité)

Dat ass awer Zoufall. Ech kann lech awer och soen, firwat dat esou ass. Dat ass net, well ech et net gär éischer fäerdeg hätt, mee dat ass, well d'Chantieren esou geplangt sinn, dass de Gros vun de Chantieren am effentlechen Transport eréischt da fäerdeg ass.

Also den Dezember 2024 kënn de grouse Sprong. A bis dohinner wäerten am Bus och nach vill Ännerungen kommen. An och nach dono wäerten der nach eng Kéier vill kommen. A fir déi zwou Linnen do, wéi gesot, hu mer eng Léisunge fonnt an déi gëtt am Dezember agefouert. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 256 vun Här Marc Goergen un den Här Minister fir d'Fonction publique iwwer den Impact vun der informatescher Pann op d'Staatssexame vum 12. November 2021. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 256 du 16 novembre 2021 de M. Marc Goergen relative à l'impact d'une panne du réseau informatique de l'État sur les examens concours du 12 novembre 2021, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique**

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Leschte Freideg koum et zu enger gréisserer Pann an den IT-Serviceur vum Staat. An do waren awer och Staatssexamen amgaangen. A wéi mer do Leit gesot hunn, koumen déi dann dunn net an de System era bezéiungswies goufen erëm erausgehait, während se mam Staatssexamen amgaange waren. An dofir hunn ech haut e puer Froen un de Minister, wéi et dann an deem Fall vun deene Leit weidergeet, déi do amgaange waren, de Staatssexamen ze maachen.

Fir d'éischt emol natierlech d'Fro, ob Der nach eng Kéier kéint erklären, wéi et zu dëser Pann komm ass.

Dann: Wéi wäert mat deenen ugefaangenen Examen emgaange ginn? A falls de Minister plangt, fir dës Kandidaten nach eemol an den Examen kommen ze loosse: Wéini wäerten dës Widderhuelunge stattfannen? A wäerten déi Kandidate sech dann erëm e gewëssenen Dag eraussiche kënnen oder

wäerten déi just op engem fixen Dag ugebuede ginn?

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. Den Här Minister fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen, huet d'Wuert.

■ **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.** - Här President, merci dem Här Goergen fir déi dote Fro. Déi ass ganz berechtigt. Wéi ass et zu där Pann komm? Den informatesche Staatsreseau - dat ass de Reseau, deen heescht Racine a konnektéiert iwwer 370 administrativ Sitte vun dem ganzen Zentralstaat: Dat ass fir den Telefon, fir d'Internetverbindungen, de VPN fir den Teletravail, d'Kommunikationsoutillen, d'GovCloud, d'Webseite vun Staat - ass effektiv den 12. November moies um 9.15 Auer net méi gaangen.

Wéi ass et dozou komm? Ma ganz einfach duerch e mënschleche Problem dës Kéier. Et gouf nämlech ganz normal Installatiounsaarbechten um Staatsreseau an dat war wierklech am zentralen Element vun deem ganzem Staatsreseau. A fir dat dann och richtig ze maachen, ass dat och nach nom Véier-Ae-Prinzip gemaach ginn. Dat heescht, et ware wierklech zwee spezialiséiert Leit amgang dorunner ze schaffen. An du koum et vun deenen zwee am Fong praktesch zesummen zu engem Manipulationsfeeler. Dat kënn nun emol leider vir. An dunn ass dee ganze Kommunikationsreseau zesummegefall.

Elo frot Der lech: Wéi ass et normalerweis, wann elo keen dorunner schafft? Dann ass natierlech alles redundant. Dat heescht: Wann anzwousch en techesch Element ewechfiert, dann ass dat direkt gedubbelt an dann iwwerhëlt dat anert. Dat konnt an dësem Fall, wou déi mattendran natierlech och nach zu zwee dorunner geschafft hunn, net geschéien. Du war de Reseau erfogefuer bis 10.06 Auer. Du vun 10.06 Auer u si Saache wéi Telefon, wéi d'Internetverbindungen, Mail-Kollaborationsoutillen erëm gaangen. Et huet awer hannendrun nach e bësse gedauert, bis awer Servicer erëm fonctionéiert hunn, well déi verschidde Configurationen sech da musse erkennen.

An Dir hutt Recht: Grad zu deem Moment waren natierlech vill Leit domadder net ganz zefridden. Déi konnten hir Aarbecht net méi weidermaachen. An et ass awer och e Staatssexame gelaf, an zwar eng A1-Sessioun. Do souze 40 Kandidaten, déi konnten dunn net méi weidermaachen. Et ass awer elo net, dass si sech hu misse eleng do aloggen. Do ass natierlech och Personal ronderëm, wat se begleet, an déi kruten dunn e ganze Koup un Hëllef, wéi et konnt weidergeen.

Éischtens krute se gesot, wéi et dunn um 10.15 Auer erëm fonctionéiert huet, dass se kéinte weidermaachen. Dat heescht, vun deene 40 hunn der 22 weidergemaach. Déi, déi da vläicht keng Zäit méi hätten, kruten och proposéiert, fir direkt mëttes um 13.00 Auer nees weiderzefueren. Do koumen der och e puer erëm. 15 Kandidaten hunn dono ugegriff kritt - well déi A1-Sessioun lafen och dëser Deeg nach weider - an déi hunn de Choix kritt, wéini se kéinten un deenen Examen deelhuele. Déi kruten de Choix zwëschen haut, muer, iwwermuer, dem 19., dem 22. oder dem 23. November. A well der awer och dobäi sinn, déi vläicht musse Congé huele, krute se souguer d'Optioun mat derbäi fir elo den 18. owes um 17.00 Auer. Do hu mer extra ee bäigesat, fir déi Leit da kënnen do ze recuperéieren.

Vun alleguerten deene Candidate ware se bis de Moie praktesch all ënnerdaach. Si ware ganz zefridden. Haut de Mëttag ass nach een, dee sech zréckgemellt huet. Deen hat e Message kritt. An deen huet och eng Offer kritt: entweder an deenen Datumen, wou se konnten de Choix hunn, respektiv déi nächst A1-Sessioun. Déi ass elo erëm am Januar. Et ass ee vun de Kandidaten, deen do erëm kënn, soudass se alleguerte konnten opgefaange ginn an den Examen maachen. Et gouf souguer eppes bäigesat, fir dass keen extra Congé muss huele.

Dat ass natierlech och bedauerlech fir déi Kandidaten. Déi waren awer ganz verständnisvoll. An eis Servicer hunn och alles probéiert, fir deenen do entgéintzekommen, an der Hoffnung, dass dat dote sou mann wéi méiglech geschitt. Och d'Serviceur vun dem CTIE hunn natierlech dono en Debriefing gemaach vun deem, wat dann do geschitt ass, fir ze kucken, ob net awer nach an der Vitess vläicht eppes ze verbessere wier, wann emol erëm eng Kéier esou eppes geschitt. Och dorunner gëtt geschafft. An ech hoffen och, dass dat esou mann wéi méiglech virkënn.

Ech soen awer op där anerer Säit: Do, wou Leit schaffen a gutt schaffen, kann och emol eppes schifgoen. An dowéinst ass dat dann an deem Sënn natierlech net flott, fir vill Leit awer och net esou dramatesch, well do, wou geschafft gëtt, falen och heiansdo Spéin an do kann och emol eng Kéier eppes schifgoen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos dem Här Minister fir d'Fonction publique Marc Hansen.

Mir kommen elo zur schrëftlecher Fro Nummer 5221 vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch, vun der Madamm Octavie Modert a vum Här Léon Gloden un den Här Wirtschaftsminister an un de Wäibauminister an zur Fro Nummer 257 vun der Madamm Chantal Gary un den Här Wirtschaftsminister iwwert d'Förderung vun de Lëtzebuurger Wäiner op der Expo 2020 zu Dubai. Madamm Octavie Modert, Dir hutt d'Wuert.

- **Question écrite n° 5221 du 12 novembre 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch, de Mme Octavie Modert et de M. Léon Gloden relative à la promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubai 2020 », adressée à M. le Ministre de l'Économie et à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

- **Question n° 257 du 12 novembre 2021 de Mme Chantal Gary relative à la sélection de vins du pavillon luxembourgeois à l'Expo 2020 à Dubai, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

(*Interruption par Mme Josée Lorsché*)

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Macht Dir roueg Reklam fir de Lëtzebuurger Wäin, Madamm Lorsché. Dat wär ganz gutt, wann Der dat géift maachen, jo.

Villmoos merci, Här President.

(*Brouhaha*)

Déi lescht Woch - fënneg Deeg sinn et eréischt hier - hate mer hei am héijen Haus eng Debatt iwwert d'Zukunft vum Lëtzebuurger Wäin. An da muss een deen Dag dono eng Fro stellen, firwat am Ausland op enger Plaz, wou systematesch gesot gëtt, datt et eng Plaz ass, fir Lëtzebuerg an d'Vitrinn ze stellen a fir déi Lëtzebuurger Produkter an d'Vitrinn ze stellen, dann net nëmme Lëtzebuurger Wäin am Pavillon do zu Dubai verkaaft gëtt. 60 % Lëtzebuurger Wäin gëtt do verkaaft, 40 % anere Wäin. Dat ass awer bal d'Hallschecht, wat deen anere Wäin, den net Lëtzebuurger Wäin, ubelaangt.

Mir kréie geäntwert, datt d'Regierung hätt missen aus reglementareschen an aneren Ursachen d'Bedreiwe vum Pavillon erausginn un en externe Prestataire an datt se awer gesot hätt, et wär eng Bedéngung, datt dee Bedreiwer dann och misst kënnen d'Méiglechkeet hunn, fir déi gastronomesch Offer am Restaurant mat Wäiner aus anere Länner ze erweideren.

Elo ass d'Fro un d'Regierung: Firwat ass dat eng Bedéngung gewiescht? A virun allem: Firwat huet d'Regierung déi Bedéngung akzeptéiert? Firwat huet se dann net och imposéiert - wéi se aner Saachen imposéiert huet -, datt nëmme Lëtzebuurger Wäin géif an deem Pavillon verkaaft ginn? Ech verstinn dat nämlech net.

(*Interruption*)

Wann et dann e Problem vum Präis gewiescht wär, dann ass d'Fro: Firwat huet d'Regierung dann do net zousätzlech selwer e Sponsoring gemaach? Well et ass jo net, wéi wann den Ausstellungspavillon zu Dubai d'Regierung soss näischt géif kaschten. Mir hunn eng Generalkommissärin, mir hunn e Generalsekretär, mir hunn en Direkter, mir hu Personal, wat do bezuelt gëtt. Ech mengen, da wär dat hei och net weider an d'Käschte gefall niewent all deem, wat do muss bezuelt ginn.

Stëmmt et, datt déi Fläschen och net méi deier hunn däre si wéi 10 Euro, déi de Wënzer huet däre si dofir froen? Dir schreift vum administrativen Opwand. Da gesitt Der jo, wéi schwierig dat insgesamt fir d'Wënzer ass, dat ze maachen. A wann ech bedenken, datt ech en Donneschdeg e ganze Koup Virschléi gemaach hat fir d'Commercialiséierung vum Lëtzebuurger Wäin, déi allegueren ofgeleent gi si ...

(*Brouhaha*)

... vun der Majoritéit a vu Gambia, da muss ech natierlech nach eng lescht Fro stellen, nämlech déi un den Här Wäibauminister, ob hien averstanen ass mat deser Virgoensaart a -weis vun der Lëtzebuurger Regierung am Pavillon zu Dubai.

Villmoos merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Modert. D'Madamm Chantal Gary huet d'Wuert.

■ **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Här Wirtschaftsminister, mir haten d'lescht Woch hei an der Chamber eng Debatt iwwert de Wäibau zu Lëtzebuerg. An där Debatt gouf et e groussen iwwerparteilche Konsens driwwer, datt mer zu Lëtzebuerg Wäiner a Cremante vun exzellenter Qualitéit hunn an datt mer nach méi dofir mussen maachen, fir dës Produiten national a virun allem och international ze promovéieren.

Ech hat a menger Interventioun och betount, datt mer méi op den nohaltege Wäibau mussen setzen. Ech erënneren hei och nach eemol un déi ambitiéis Ziler, déi d'Regierung sech am Bioaktionsplang fir d'Landwirtschaft am Allgemenge ginn huet: 20 % Bio fir 2025 an 100 % bis 2050.

D'Expo zu Dubai ass en Deel vun der wirtschaftlecher Promotiounsstrategie vun der Regierung. Elo ass et awer esou, dass an der Schengen Lounge am Lëtzebuurger Pavillon zu Dubai nieft e puer Lëtzebuurger Wäiner - fënneg Stéck, fir genee ze sinn - an engem Cremant och eng ganz Rei auslännesch Wäiner a Prosecco a Schampes verkaft ginn. A Biowäiner feelen. Ech hu mer och d'Gedrénkskaarte vun anere Pavillonene ugekuckt: Frankräich, Italien, Däitschland. Bei de Fransouse souwéi bei den Italieener gëtt et ausschliisslech lokal Wäiner. Am däitsche Pavillon gëtt et och e puer net däitsch Wäiner, mee net an deem Desequilibrium, wéi et am Lëtzebuurger Pavillon de Fall ass.

Hei stelle sech mir folgend Froen:

Ass de Minister net der Meenung, datt et, fir eis exzellente lëtzebuergesch Wäiner a Cremanten ze promovéieren, méi sënnavoll wier, och just lëtzebuergesch Wäiner an eisem Pavillon unzebidden? Firwat gouf decidéiert, och auslännesch Wäiner unzebidden, respektiv hätt ee sech do net méi missen duerchsetze bei de Verhandlungen?

Eng zweet Fro: Firwat ginn net méi Biowäiner ugebueden, fir den nohaltege Wäibau ze férdere an och international ze promovéieren? Wuel wëssend, datt zu Lëtzebuerg eng blann Degustatioun stattfonnt huet, wou d'Wënzer am Virfeld invitéiert waren, fir Wäiner a Cremanten eranzeschécken, hätt een hei net kënnen op de Wee goen a vun d'Fank u méi wéi just fënneg Wäiner an ee Cremant selektionéiere loosse? A wier et net och eng Iwwerleeung, d'office och zwee bis dräi Biowäiner mussen mat derbäizehunn?

Drëttes: Wéi wëllt de Minister d'Promotioun vun eise lëtzebuergesche Wäiner a Cremanten an Zukunft besser an d'wirtschaftlech Promotiounsstrategie vum Ministère afléisse loosse?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech si gespaant op d'Äntwerten. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Gary. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Här President, léif Deputéiert, merci fir déi Question-parlementairen. Ech géif gär soen, dass mer effektiv am Laf vum Moien dräi Question-parlementairen zu deem Sujet schrëftlech beäntwert hunn, ech selwer an de Landwirtschaftsminister a Wäibauminister Romain Schneider, déi vun den CSV-Deputéierte Modert, Hetto-Gaasch a Gloden, déi vun de Piraten an och déi vun der Deputéierter Tess Burton. An d'Deputéiert Modert ass jo och schonn op eng Partie vun deenen Äntwerten agaangen, déi de Moie schrëftlech erakoumen.

D'Participatioun un enger Weltausstellung ass ëmmer eng gutt Geleeënheet, fir sech ze presentéieren als Land, mat senger Wäerter, senger Errungenschaften, awer och mat senger Kultur, senger Kichen an och senger Wäiner.

D'Expo 2020 zu Dubai hunn ech selwer am Oktober besicht, och de Pavillon inauguréiert. Ech kann lech soen, dass mer ganz vill positiv Echoe kréien zu deem Pavillon. Et ass ee vun deenen zéng meescht besichte Pavillonene op der ganzer Exposition. D'Leit sinn extreem zefridden an interesséiert. Ech hunn och am Oktober selwer an deem Restaurant giess. Et gouf Kniddelen, bei 30 °C, wou ech frou war, dass ech se konnt mat engem gudden kille Lëtzebuurger Wäin dann net „erofspullen“, mee awer trotzdeem degustéieren.

Zur Fro: Firwat sinn net nëmme lëtzebuergesch Wäiner op der Kaart? Abee, do gëtt et kommerziell a reglementaresch Grënn derfir. Dat sinn haapt-sächlech sanitär Grënn, déi maachen, dass mer als Lëtzebuurger GIE dee Restaurant do net selwer exploitéieren, mee dass mer déi Exploitatioun vun der Schengen Lounge engem externe Partner iwwerlooss hunn. Deen externe Partner ass de Jumeirah Group, dat sinn emiratesch Hotellen - eng Hotelschaïne aus den Emirater -, déi och dann domadder de kommerzielle Risiko droe fir de Succès oder fir den Echec vun deem Restaurant. Dee Restaurant gëtt geleet vum Stärekech Kim Kevin de Dood an Zesummenarbecht justement mam Jumeirah Group an der Dikrecher Hotelschoul.

De Verkaf vu Lëtzebuurger Wäin war am Kader vun där Negociatioun mat Jumeirah Group eng Bedéngung, un déi sech de Group huet missen halen, och wa se zousätzlech d'Méiglechkeet kruten, fir och aner Wäiner op hir Kaart ze huelen, wat dann hir Oplag war. Wann een esou e Kontrakt negociéiert, ass een natierlech ëmmer zu zwee: Wann deen een eppes wëllt duerchsetzen, muss en op där anerer Säit och deem anere seng Konditionene deelweis un huelen.

Et ass esou, dass an där Schengen Lounge systematesch Lëtzebuurger Wäiner ervirgehuewe ginn. Dat sinn och déi Wäiner, déi am beschte passen zu der Offre culinaire. Ech hunn d'Kniddle genant, et sinn och eng ganz Rei aner Lëtzebuurger Platen, déi een am beschte mat engem Lëtzebuurger Wäin drénkt. An et weist sech och, wéi gesot, dass 60 % vun deene Wäiner, déi bis elo do verkaft gi sinn, Lëtzebuurger Wäiner a Cremante sinn, a 40 % sinn aner Wäiner.

Et ass richtig, dass Italien a Frankräich menges Wëssens déi zwee eenzeg Länner sinn, déi just eenheemesch Wäiner op hire Kaarten hunn. All déi aner Länner, déi och Wäin produzéieren, hunn och eng Offer vun anere Wäiner aus anere Länner op hirer Kaart. An ech mengen, do si mer also bei Wäitem net déi Eenzeg an deem Fall.

Wéi goufen déi Wäiner ausgesicht am Pavillon? Majo, dat ass 2016 ugaangen, wéi eis Presenz do geplangt ginn ass. Dat war vun d'Fank un d'Konzept, dass d'Lëtzebuurger Kichen an och Wäiner sollten do am Mëttelpunkt stoen. D'Generalkommissärin Maggy Nagel huet dunn dee Prozess mat Lëtzebuurger Wënzer en fait ugefaangen. Et ass e Blind Tasting gemaach ginn. Et si sechs Wäiner erausgesicht ginn a Cremanten op 106 Testprouwen. An et sinn du vun deene Wäiner am Ganzen 3.600 Fläsche bestallt a kaf ginn.

Et muss een och wëssen, dass Lëtzebuurger Wäiner bis dohinner, oder bis elo net an d'Veereenegt Emirater exportéiert gi sinn. Et ass also keen Importateur do gewiescht, deen déi Wäiner importéiert huet. A wann ee weess, dass et komplizéiert ass, fir Alkohol ze importéieren an d'Emirater - do si Surtaxé vu bis zu 400 % um Alkohol -, dann ass dat natierlech och beluecht mat enger Partie Formalitéiten op den Douannen, enger Partie administrative Formalitéiten, déi de GIE Lëtzebuerg allegueren iwwerholl huet. Dat heescht, déi Wäiner sinn direkt bei de Lëtzebuurger Produzenten akaf ginn. De GIE huet sech ëm déi komplex administrativ Formalitéit bekümmert an och d'Käschte beim Import vu Gedrénks an lesswueren iwwerholl.

Ech mengen, et kann een also net soen, dass hei näischt gemaach ginn ass fir d'Lëtzebuurger Wënzer. Bien au contraire! Et sinn eng ganz Rei Wäiner, déi hei bestallt gi sinn an déi och elo do ugebuede ginn an engem attraktive Pavillon. A vläicht gëtt jo och domadder en neie Maart opgemaach fir eis Wäiner an den Emirater.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

(*Brouhaha*)

Mir kommen elo zur Fro Nummer 258 vun der Madamm Martine Hansen un d'Madamm Gesondheitsministesch iwwert déi gefälscht Impffertifikater. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 258 du 16 novembre 2021 de Mme Martine Hansen relative aux certificats de vaccination falsifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Et existéieren also esou fake QR-Codé vun Impfpas-Coden, déi op Fantasienimm wéi Mickey Mouse, SpongeBob oder nach aner Nimm ausgestallt sinn. Zanter Enn Oktober sinn déi bekannt. Dat konnt een och an der auslännescher Press liesen. De Problem ass, datt eis CovidCheck-App dës Certificaten nach ëmmer als valid uweist. An deenen anere Länner ass dat awer net de Fall. Wann een déi franséisch App kuckt, da kënn do stoen: « Ce certificat semble être utilisé frauduleusement. » Bei där däitscher kënn dohinnerstoen, dass déi digital Signature ongültig wär. D'Italieener soen och, datt et net valid wär.

Meng Froen also un d'Madamm Gesondheitsministesch: Ass de Problem mëttlerweil och hei zu Lëtzebuerg bekannt? Wéi vill fake Impfcertificate sinn dem Ministère bekannt? Firwat ass bis haut nach net dorobber reagéiert ginn? Firwat weist eis App déi QR-Coden nach ëmmer als valid un? An anere Länner hu se et awer esou fäerdegbruecht, datt hir Appen dat net méi unerkennen. Wat gëtt gemaach, fir eis App zumindest esou sécher ze maachen, wéi se och am Ausland ass?

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Hansen. D'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Eis si Fälschung selbsterständlech bekannt. Do schaffe mer drun. Net méi spéit wéi d'lescht Woch sinn der och, déi associéiert ware mam Numm „Adolf Hitler“, zirkuléiert iwwert d'Netzer, iwwert de Réseau Telegram, wou e Gruppement, dee sech „netgepickt.lu“ nennt, och Werbung derfir mécht, dass ee sech déi kann eroflueden. Dat hu mir selbsterständlech - ech weess net, wat aner Leit gemaach hunn -, mee mir hunn dat un de Parquet weiderginn, wéi sech dat gehéiert.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Do ass och eng Instruction opgemaach ginn.

A fir de Rescht hu mir eng Rei gefälscht Coden, vun deene mer Kenntnis hunn, déi net liesbar si bei eis, déi einfach banal gefälscht sinn. Wann natierlech e Code ganz professionell gefälscht ass, da mag dat sinn, gi mer dat weider un de Centre informatique, fir dass en déi néideg Schrëtt ënnerhëlt, respektiv un de Parquet, wann eis Fälschung bekannt sinn, wéi mer dat mat allen anere Frauden, déi eis zu Ouere kommen, op wéi enge Weeër och ëmmer, maachen. Esou Saache gi mir systematesch weider un de Parquet, dohinner, wuer dat higehéiert a wou dann, op alle Fall an deem Fall, vun deem ech lech elo geschwat hunn, och Enquëten opgemaach gi sinn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Très bien!

■ **Une voix.** - D'Fro ass jo awer ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, der Madamm Gesondheitsministesch.

Mir kéimen dann un d'Fro Nummer 259 vun der Claude Lamberty un den Här Sportsminister iwwert de Congé sportif. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

(*Brouhaha et interruptions par Mme Martine Hansen et M. Mars Di Bartolomeo*)

Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Claude Lamberty (DP).** - Ech lauschtere ganz gespaant no. Et ass eng interessant Diskussioun.

(*Hilarité*)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Merci, merci.

- **Question n° 259 du 16 novembre 2021 de M. Claude Lamberty relative au congé sportif, adressée à M. le Ministre des Sports**

■ **M. Claude Lamberty (DP).** - Här President, de Congé sportif ass säit Joerzéngten e wichtegt Element am Fonctionnement vun eise Sportsverbänn op internationalem Plang. An Zäiten, wou ëmmer méi an och nei Oplage vun den internationale Verbänn kommen, wou d'Professionaliséierung am Sportsberäich op villen Niveaue virgedriwwen gëtt a wou och ëmmer méi Wäert op eng professionell Virbereedung vun eise Sportler an op administrativem Plang vun eise Leit, awer och zum Beispill vun eisen international tätigen Arbittere verlaangt gëtt, kritt de Congé sportif net just op Verbandsniveau eng ëmmer méi wichteg an eng ëmmer méi grouss Roll ze spillen.

De Facteur Zäit ass u sech duerch näischt ze ersetzen. Wann ee sech wëllt administrativ an och sportlech esou virbereeden, wéi een dat am Joer 2021 vu Sportler a vu Verbänn, awer och vu Clibb, déi international vertruede sinn, kann a muss erwaarden, da muss een déi Zäit och kréien.

Am Juni 2020 hat de Sportsminister am Kader vum Plan de relance Sport 2.0 gesot, dass de Congé sportif géif reforméiert ginn an et kéint ee bis Enn des Joers mat engem Projet rechnen. De Minister wëllt natierlech och den Avis vum Conseil supérieur des sports, dee jo elo säit engem gudden Joer en place ass, ofwaarden. An am Oktober, dat heescht virun engem Mount, hat de Minister bei der Virstellung vun „Du bass de Veräin. Géff Benevole.“ erkläert, dass et e puer Méiglechkeete géif ginn, wéi een déi Reform kéint ugoen, zum Beispill, pro Lizenz kréich ee Stonnen u Congé sportif, déi een da misst selwer verdeelen, oder och e Modell, wou de Congé sportif un eng Position am Veräin oder am Verband gebonne wär.

Dofir haut konkret meng Fro un de Minister: Weess de Minister haut, a wéi eng Richtung en tendéiert ze goen oder wéi en dat wëllt ëmsetzen an, ganz besonnesch wichteg, wéini een um Terrain da mat der Ëmsetzung vun der Reform vum Congé sportif ka rechnen? An zu gudder Lescht nach vläicht d'Fro, ob den Avis vum Conseil supérieur des sports dann och schonn do ass.

Ech soe Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Lamberty. Den Här Sportsminister Dan Kersch huet d'Wuert.

■ **M. Dan Kersch, Ministre des Sports.** - Merci, Här President. Merci och dem Här Lamberty fir déi ganz pertinent Fro, op déi d'Äntwert jo an der Sportswelt, ech mengen, dat kann ee soen, mat enger gewëssener Ongedold erwaart gëtt. Ech mengen, et ass een Deel vun Regierungsprogramm, dass de Congé sportif soll iwwerkuckt ginn an och no uewen ugepasst ginn.

Ech mengen, et ass och genau un deem Projet, wou mer amgaange sinn ze schaffen. An ech soe ganz bewusst „Projet“, well et wäert e Projet de loi ginn - also keng Proposition de loi. An deem Sënn wäert et och esou sinn, dass de Regierungsrot natierlech als Éischt wäert d'Detailer gewuer ginn. Mee eng Rei vun de Richtungen, an déi mer denken, hunn ech schonn an der Éffentlechkeet gesot. An et ass dat, wat den Här Lamberty hei och elo erëmbrecht huet.

Ech mengen, et ass ganz kloer, dass mer wëllen e Sprong no vir maachen, dass mer also de Congé sportif net nëmme wëlle reduzéieren op d'Fédération, esou wéi dat haaptsächlech ass, mee en och konkret an d'Veräinswelt wëllen elargéieren an domadder och e grouss Schrëtt maachen, fir de Benevolat an der Sportswelt ze ënnerstëtzen.

Wat den Zäitplang ugeet, kann ech soen, dass ech dat, wat ech an der Effentlechkeet gesot hunn, wëll anhalen. Ech ginn also dervun aus, dass dëse Projet de loi nach dëse Mount oder ufanks nächste Mount wäert am Regierungsrot sinn. Ech soe ganz bewusst och keen Datum, well de Premier ëmmer seet: „Et kann net sinn, dass een als Minister dee ganze Regierungsrot ënner Drock setzt.“ Mee wéi gesot, dat heiten ass en Deel vum Koalitionprogramm, vum Regierungsprogramm, soudass ech dervun ausginn, dass mer hei kuerzfristeg kënnen e Projet de loi op den Instanzwee bréngen an domadder eppes kënnen realiséieren, wat vun der ganzer Sportswelt och erwaart gëtt.

Merci villmools.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Sportsminister Dan Kersch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 260 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Auswierkung vun der Pandemie op den Absenteismus an d'Gesondheet vun den Enseignanten a vun den Educateuren. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 260 du 15 novembre 2021 de Mme Francine Closener relative aux effets de la pandémie sur le taux d'absentéisme et la santé des enseignants et éducateurs, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

■ **Mme Francine Closener (LSAP).** - Villmools merci, Här President. Déi véiert Coronawell zu Lëtzebuerg mécht natierlech och net virun de Schoulen an de Betreijungsstrukturen halt. D'Kanner, d'Enseignanten an d'Éducatrice sinn och dës Kéier betraff. A fir datt de Schoulbetrib ka weidergoen, hate mer jo virun der Sommervakanz nach eemol e Gesetz gestëmmt, fir de Pool vun de Remplaçanten ze verstärken, souwuel fir d'Grondschoul wéi och fir de Secondaire. Dat Gesetz huet et erméiglecht, 325 zousätzlech Agente fir de Fondamental an 150 Leit fir de Lycée ze rekrutéieren, déi jo bis den 31. Dezember dëst Joer sollen hëllef, Enseignanten ze ersetzen, déi krank, am Isolement oder an der Quarantän sinn.

An deem Kontext géif ech gär Follgendes vum Minister wëssen: Wéi akut ass de Personalmanckem zu dësem Moment an eise Schoulen? Wéi gutt fonctionéiert dee System mat dëse Remplaçanten? Ancheinend gi se „d'Poolien“ genannt. Si hu keng Attestation de remplacement misse virleeën. Si hunn also kee Stage misse maachen, e Premières-diplom geet duer.

Sinn d'Direktiounen zefridde mat der Qualitéit vun der geleschter Aarbecht vun deene Leit? Oder huet de Minister wëlles, d'Kontrakter mat deene Leit och iwwert den 31. Dezember eraus nees ze verlängeren? Dat géif jo dann och nees eng Gesetzesännerung mat sech bréngen.

Wéi dacks ginn, trotz dësem System, awer och nach Klassen zesummegeluecht, well einfach net genuch Personal an de Schoule present ass? An ass d'Zuel och vun den Iwwerstonne vun den Enseignanten zanter der Rentrée signifikant geklommen?

Et gëtt eng Rei Enseignanten, Här President, déi den Drock an de Stress elo während der Pandemie net méi gutt packen. De Fait, datt et wuel och extreem laang kann daueren, bis een zum Beispill Hëllef kriit, wann e Kand mat spezifische Besoinen an engem seng Klass kënn, dréit zu engem gewëssene Frustr, zu engem gewëssenen Desespoir vum Personal an de Schoulen an och an de Maison-relaisse bäi.

Mir schwätze vill vum Bien-être vun de Kanner. Ech denken, et ass och wichteg, datt de Bien-être vun den Enseignanten an Educateuren net vergiess gëtt. Wéi gesäit et do aus a puncto Preventioun, fir datt net nach méi Leit och an de Burnout geroden?

En Enn vun der Pandemie ass net en vue. Dofir ass et wichteg, alles ze maachen, fir datt d'Kanner an d'Enseignanten an der Schoul all Hëllef kréien, déi se brauchen, fir d'Wanter ze kommen a fir datt och d'Qualitéit vum Unterrecht net leit.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Closener. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet d'Wuert.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och merci fir déi Fro do. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, kuerz de Point ze maachen iwwert d'Situatioun vun der véierter Well an eise Schoulen. Déi geet effektiv net laanscht eis Schoulen, dat ass wouer.

Obscho mer jo awer relativ héich Inzidenze mëttlerweil erëm hunn an der Gesamtpopulatioun, obscho mer wëssen, datt e gudden Deel vun de Schüler sech nach net konnt impfe loossen, ass et awer esou, datt mer nach bei de Schüler, souwuel am Fondamental wéi am Secondaire, ënnert der Inzidenz leie vum leschte Joer ëm dës Zäit an datt mer am Fondamental sécherlech méi héich leien an der Inzidenz wéi am Secondaire. Datt mer am Secondaire däitlech ënnert der Inzidenz leie vum leschte Joer, erkläert sech sécherlech duerch den Effet vun den Impfungen, bei deenen mer bei iwwer 70 Prozent vun de Schüler am Secondaire sinn, déi eng éischt Kéier geimpft sinn. Dat weist, datt do awer eng grouss Adhesioun zur Impfung ass an domadder och de Schoulbetrib sech vill méi wäit normaliséiert huet.

Mir hunn domadder awer och en Absenteissem, deen ënnert deem läit, wéi mer en d'lescht Joer haten ëm dës Zäit, natierlech awer méi héich nach ëmmer wéi déi Jore virun, aus ganz ënnerschiedleche Grënn. Mir hunn Enseignanten, déi nach ëmmer vulnerabel sinn, déi hir Aarbecht anescht erséieren, op Distanz oder an der Schoul, awer a manner enkem Kontakt mat de Schülerinnen an de Schüler.

Mir hunn nach ëmmer ganz vill Enseignanteën, déi, soubal se wëssen, datt se schwanger sinn, dann och zu deene Vulnerabele gehéieren an net méi direkt an de Klasse kënnen intervenéieren. Dat ass eng grouss Laascht, fir déi dann och direkt ze ersetzen, e groussen Challenge, dee mer awer bis elo ëmmer reusséiert hunn.

Mir hunn en däitlech manner groussen Impakt natierlech dëst Joer wéi d'lescht Joer, wat d'Quarantäne bei den Enseignanten ubelaangt. Scho bei der Rentrée ware knapps iwwer 90 % vun den Enseignanten am Fondamental an am Secondaire zweemol geimpft, soudatt déi jo alleguerten net méi a Fro kommen, fir och a Quarantän mussen ze goen an doduerjer net méi ausfalen.

Insgesamt ass dat doten eng Situatioun, déi also gerabel ass momentan. Mee natierlech muss ee kucken, wat nach weider kënn.

Well mer musse kucken, wat nach weider kënn, huet d'Regierung de leschte Freideg decidéiert, datt déi Remplaçanten, déi zousätzlech engagéiert goufen, fir souwuel kënnen Remplacemter ze maache bei Absencé vun Enseignant wéi awer och zousätzlech an de Klassen ze intervenéieren, fir bei de Schülerinnen a Schüler Covidretarde kënnen opzehuelen, fir och an aneren Aktivitéite kënnen ënnerstëtzen, och emol eng Kéier kënnen relativ schnell agesat ginn, wann Nout um Mann ass, wann eng schwierig Situatioun sech iergendwéi an der Schoul ergëtt an e weideren Intervenant gebraucht gëtt, an net zu gudder Lescht och emol kënnen eng Hand upaken, wann et ëm d'Tester geet, déi nach ëmmer an de Schoule gemaach ginn: zwee am Fondamental, een am Secondaire. Dat ass jo och eng logistesche Aarbecht.

Alles dat maache se. An et war virgesinn, datt dat Gesetz jo sollt auslafen de leschten Dezember. D'Regierung huet mech och prinzipiell chargéiert, datt ech e Gesetzesprojet soll erabréngen, fir dat bis d'Enn vum zweeten Trimester och ze verlängeren. Domadder hätte mer déi Ressourcen.

Ech denken - dat ass awer elo keng statistesch belaauschtbar Ausso, mee dat ass den Echo, deen ech esou hunn an dem Echange mat den Direktiounen -, datt do Leit derbäi sinn, déi absolutt hir Aarbecht gemaach hunn a wierklech eng grouss Stäip waren. Bei iwwer 300 gëtt et vläicht och emol deen een oder aneren anere Fall. Do ass et ganz kloer, datt den Direkter jo net obligéiert ass. Wann e schlecht Erfarunge mat engem „Pooly“ gemaach huet, da muss en dee jo net bis d'Enn vum zweeten Trimester verlängeren. Mee de Gros dovunner ka sécherlech och eng Stäip sinn an där nach net ëmmer einfacher Situatioun, déi virun eis läit.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 261 vun der Madamm Djuna Bernard un den Här Educatiounsminister iwwert d'Formation continue am Beräich vun der nonformaler Educatioun. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 261 du 15 novembre 2021 de Mme Djuna Bernard relative à la formation continue dans le secteur de l'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Merci, Här President. D'nonformal Bildung ass do, wou eis Kanner a Jugendleche ausserhalb vun der Schoul betreit, encadréiert ginn a léieren, mee dëst net am Unterrecht, mee op eng spilleresch an entdeckeresch Aart a Weis, an enke Kontakt mat anere Kanner an ënnerstëtzt duerch sozioedukatiiv Personal.

De Secteur erstreckt sech vun de Crèchen iwwert d'Maison-relaisse a Foyere bis zu de Servicer fir

Jonker, notamment de Jugendhaiser an de Jugendorganisationen. Mir schwätzen also vun engem immens heterogeenen, mee virun allem staark wuessende Secteur, deen eng grouss Roll an dem Eruwessen an der perséinlecher Entwécklung vu Kanner a Jonke spillt.

Am Rapport annuel 2020 vum MENJE gëtt däitlech, wéi vill de Secteur vun der nonformaler Bildung gewuess ass: vu liicht iwwer 20.000 Plazen am Joer 2009 bis zu zirka 60.000 Plazen am Joer 2020. Et handelt sech also ëm en ëmmer méi komplexe Secteur, mat villen Ufuerderungen an awer och mat enger grousser Personalpenurie, e Secteur, wou mer entre-temps vill Schwierigkeeten hunn, fir qualifizéiert Personal ze fannen. An ëmsou méi wichteg ass et, vill Wäert op Qualitéit an op d'Weiterbildung an d'Begleitung vum Personal ze setzen.

Am 2016er Gesetz zur Jeunesse ass all Gestionnaire gehalen, e Plan de formation continue fir den SEA-Beräich ze definéieren, fir d'Minicrèchen an och fir d'Servicer fir Jonker. Dëst betrëfft natierlech d'Pedagogik, mee och d'Gestioun an d'Administration, d'Sécherheet, de Kanner- a Jugendschutz an de gesetzleche Kader.

De Ministère huet d'Organisation vum Formationssystem nei iwwerschaafft an opgestallt. An dozou géif ech gär den Här Educatiounsminister eng ganz Rei Froe stellen.

Wat sinn d'Grondprinzipie vun dësem nei organiséierte System vun der Formation continue? Wie kann déi Formationen ubidden an no wéi enge Krittäre gi se agreéiert? A kënnen och privat Formationen ubidden an no wéi enge Krittäre gi se agreéiert? A kënnen och privat Formationen ubidden an no wéi enge Krittäre gi se agreéiert?

Awéiwäit gouf dëse verännerte System mat de betroffenen Acteuren, souwuel den Ubidder vu Formationen wéi och de private konventionéierten Träger, kommunizéiert?

Awéiwäit ginn d'Qualitéitssécherung, d'Austauschplattformen an d'Supervioun fir d'edukatiivt Personal an dësem neie Konzept abezunn a séchergehalt?

An zu gudder Lescht: Wien ass en charge fir sécherzestellen, datt eng breet Offer do ass, déi op déi ganz verschidde Besoine vun dësem Secteur ageet? E Service, dee Kolonië fir Jonker organiséiert, huet natierlech ganz aner Besoinen an Ufuerderunge wéi en Educateur aus enger Crèche.

Ech soen lech villmools Merci.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Bernard. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet d'Wuert.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och hei e Merci, fir mer d'Geleeënheet ze ginn, ganz kuerz op déi nei Approche zur Weiterbildung am Beräich vun der nonformaler Bildung anzegoen.

Am Regierungsprogramm hu mer eis kloer derzou bekannt, datt mer d'Qualitéit generell an der nonformaler Bildung weider wëllen developpéieren. Mir haten an der leschter Legislativperiode e Qualitéitsgesetz - d'Gesetz vun der Jeunesse -, wou ganz kloer Prinzipien definéiert waren, ënner anerem och eng obligatoresch Weiterbildung fir alleguerten d'Agenten.

Nun, hei si mer elo iwwereneekom mat den Träger vun der nonformaler Bildung, wat konventionéiert Acteure sinn, wat Gemenge kënnen sinn, wat awer och privatrechtlech Acteure kënnen sinn, datt mer souwuel de Finanzement iwwerhuelen als Staat vun engem gudden Deel vun der Weiterbildung, an doduerch awer och nach eng Kéier fir eng qualitativ Weiterbildung suergen an domadder och kucken, datt mer déi Qualitéit errechen an der Weiterbildung, déi mer eis zesumme virstellen, an datt och all Acteur, all Educatrice, all Educateur, all Agent vun all Struktur, egal ob et e konventionéierten Träger ass, een, dee bei enger Gemeng schafft, oder een, dee bei enger privatrechtleche Partner schafft, an de Genoss dovunner ka kommen.

Mir hu fir d'Joer 2022 net manner wéi 5,7 Milliounen dofir budgetiséiert. An ech denken, datt dat en Ufank ass an datt et déi nächst Joren éischerter nach wäert eropgoen.

Mir hu verschidden Acteuren haut schon, déi an der Weiterbildung an deem Domän tätég sinn, an et wäerten och verschiddener bleiwen. Et ass also net virgesinn, datt mer do eng grouss Agence maachen, mee déi Acteuren, déi haut eng gewëssen Erfahrung, eng Kompetenz, awer och eng Capacitéit hunn, fir Formation continue an deem doten Domän kënnen unzebidden, wäerte mer als Agence de formation continue weiderféieren.

Mir wäerten awer och do Wäert drop leeën, datt net déi Agencé sech elo e feste Stack vu Formateuren zouleeën an déi rekrutéieren, mee datt se mat externe Formateuren eigentlech e ganz flexibelen an upassbare Programm erstellen, deen dann och dem Besoin vun deene jeeeweilege Secteuren do

gerecht gëtt. An déi jeeeweileg Formateure mussen dann och eng Accreditatioun dee Moment hunn.

Beim Service national de la jeunesse gëtt eng Cellule de qualité geschafen, déi eng Rei vu Missionen huet: ënner anerem, de Besoin ze analyséieren, ze kucken, wéi vill Formationen vu wat fir engem Typ fir wat fir en Zil-Public gebraucht ginn, eng Koordinatioun och ze maachen téschent den Agence-de-formationen, awer gläichzäitig och Qualitéitskrittären ze definéieren an awer och ze kucken, eng Enquête de satisfaction an och de besoins kënnen ze erstellen an dohier eeben eng gewësse Gestioun vun deem ganze Secteur kënnen ze iwwerhuelen. Zäitgläich wäerte mer och nach eng zousätzlech Kommissioun mat all den Träger schafen, fir och do permanent en Austausch kënnen ze hunn.

Et ass esou, an Dir hutt et gesot: All Struktur am nonformale Bildungsberäich muss sech e Plan de formation ginn. Dee gëtt och aviséiert vun eis, vun den Agent-régionellen, déi jo eng Qualitätskontroll maachen. Mir wäerten och deementsprechend - wat do virgesinn ass - da Formationskreditter un deen Träger ginn. An de Chargé vun där Struktur ka mat deene Formationskreditter da kucken, datt e seng Leit do matabënt an déi Formationen bei déi Leit bréngt, geméiss deem Plan de formation, wéi et eebe virgesinn ass.

Et ass esou, datt déi Formateure mussen accreditéiert ginn. Do gëtt et eng Rei vu Krittären, déi mer amgaange sinn auszeschaffen. Déi wäerte mer awer och mat de Gestionnaires zesummen auschaffen.

Wat d'Qualitéit ubelaangt, ass et virun allem den Inhalt, deen do zielt, awer och d'Methodik an och d'Form, ënnert där een eng Formation continue ubitt. Et gëtt virun allem awer hei keen Ennerscheid gemaach, ob dat elo eng Formation ass, déi een als eenzelne Formateur ubitt oder déi eng besteeënd Agence de formation ubitt oder en aneren Träger vun där Formation. Do soll also Abstraktioun dovunner gemaach ginn, fir et nach eng Kéier deenen ze erméiglechen, déi haut eigentlech och schonn aktiv an deem Domän sinn, datt déi och weiderhi kënnen do aktiv bleiwen.

Mir hu vun Ufank un - an dat zum Schluss nach, Här President -, vun Ufank un hu mer ganz enk hei mat den Träger zesummegeschafft, en enken Echange mat der FEDAS, awer och mam Syvicol gehat. Virun allem, muss ech soen, ass d'Diskussion do ugaangen, wéi mer vun den Träger drop opmierksam gemaach gi sinn, datt eng Rei vu Forfaiten, déi mer fir de Finanzement vun den Aktivitéite bezuelen, net méi duergaange sinn. An dunn hu mer gesot: Amplaz elo einfach déi Forfaiten eropzeschrauwen, kommt, mir finanzéieren eppes, wat haut um Träger senger Täsch läit, nämlech d'Formation continue, a kënnen doduerjer eigentlech och e Qualitéitssprong erméigleche fir dee ganze Secteur. Dat war d'Ambitioun. An duerfir waren d'FEDAS, de Syvicol an awer och d'FELSEA vun Ufank u matagebennen an och rezent nach a ganz villen Echange mat derbäi.

An d'Informatioun ass jo och virun e puer Wochen un den Terrain gaangen. All SEA huet eng Fiche d'information kritt. Et waren och zwee Webinaren an der leschter Woch, fir breet doriwwer ze informéieren, wat déi nei Krittären an och den Zougang zu där staatlech finanzéierter Formation continue da sinn.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 262 vum Här André Bauler un den Här Wirtschaftsminister iwwert déi global Estimatioun vun de Schied no deene rezenten Naturkatastrophen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 262 du 15 novembre 2021 de M. André Bauler relative à l'estimation globale des dégâts causés par les catastrophes naturelles récentes, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

■ **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Mir erënneren eis: Den 9. August 2019 gouf et en Tornado am Südweste vum Land, deen zu engem ri-sege Schued fir déi betraffe Leit gefouert huet. D'ACA, also d'Associatioun vun den Assurancëcompagnien, huet deemools de Schued op ronn 100 Milliounen Euro beziffert. Dat war natierlech eng graff Schätzung. Haut gesi mer méi kloer an et ass wichteg ze wëssen, wéi héich den definitiven, jo, et kann ee soen, vollekswirtschaftleche Schued vun dëser Naturkatastroph war.

Vläicht konnt de Stateg do entre-temps Zuelematerial sammelen?

Doriwwer eraus hunn d'Iwwerschwemmunge vu Mëtt Juli dëses Jores en nach méi grouss Schued ugeriicht, well se grouss Deeler vum Land betraff hunn. Och hei wier et interessant, fir véier Méint méi spéit gewuer ze ginn, wéi héich dëse Schued fir eis Vollekswirtschaft ageschat gëtt. De Romain Schneider sot, datt et d'Landwirtschaft 1,65 Mil-

lioune kascht hätt. Eng bekannt Lëtzebuerger Firma am Beräich Traiteur/Pâtissier soll, „Paperjam“ no, aleng e Schued vu ronn 2,5 Milliounen gehat hunn. An d'ACA huet vun engem Gesamtschued vun op d'mannst 120 Milliounen Euro geschwat.

Dofir meng Froen un den Här Wirtschaftsminister: Ass et méiglech, gewuer ze ginn, wéi héich den definitive Schued war, deen den Tornado ugeriicht hat? Konnt de Statec dës Schued zwee Joer méi spéit genee chiffréieren?

Ass den Här Wirtschaftsminister an der Lag, fir de vollekswirtschaftleche Schued vum Summerhéichwaasser dës Jores anzuschätzen? Verfüügt de Statec do schonn iwwer méi prezis Daten?

An zu gudder Lescht: Ass den Här Wirtschaftsminister bereet, fir eemol e Rapport iwwert de Wee vum Statec ze verëffentlechen, fir den direkten an indirekte vollekswirtschaftleche Schued, deen d'Naturkatastrophen an der rezenter Vergaangenheet ugeriicht hunn, ze quantifizéieren? Gëtt et an deem Beräich vläicht eng Cellule am Statec, déi sech spezifesch mat där do Problematik befaasst?

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Bauler. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.**- Merci dem André Bauler fir déi pertinent Fro. Et ass effektiv esou, dass déi Naturkatastrophe sech an deene leschte Jore multipléieren an effektiv och ëmmer méi heftig ginn, sief dat d'lwverschwemmungen am Ärenzdall 2016, den Tornado 2019 oder elo déi schlëmm lwverschwemmungen dës Summer.

Et ass effektiv wichtig, fir sech e Bild ze maachen iwwert déi gesamtwirtschaftlech Konsequenzen, d'Schied vun deenen Naturkatastrophen, déi leider och mam Klimawandel net manner wäerte ginn, a sech do och e kontabele Kader ze ginn.

Et ass esou, dass et effektiv hei natierlech Schued gëtt un den Aktiven, net nëmme vun de Stéit, mee och vun de Betriber, déi ënnert deene Katastrophen do leiden. Et ass esou, dass de SEC 2010, den europäesche kontabele Kader fir national Konten, effektiv och esou eng Positioun virgesäit. E chiffréierte Gesamtschued vun Naturkatastrophen, dat kann een uginn a verbuchen. Dat ass allerding's eppes, wat à l'heure actuelle fakultativ ass. Dat heescht, dat muss net all Land maachen. A fir de Moment ass et esou, dass de Statec dat bei eis nach net kontabiliséiert.

Mir hunn also fir de Moment do keng Linn an eisem Tablo vun nationale Konten, fir den ekonomeschen Impakt vun Naturkatastrophen ze berechnen. Ech huelen awer elo och d'Geleeënheet hei op, fir dat do matzuehuelen an och mam Statec ze diskutéieren, ob et net effektiv opportun wär a wat de Käschtpunkt ass, fir dat doten anzeféieren an eis national Kontabilitéit, well ech effektiv mengen, dass et wichtig ass, dass mer an Zukunft déi Saachen do kënnen kontabiliséieren, dass mer se kënnen berechnen an och chiffréieren. Mee wéi gesot, dat ass eng Saach vu Ressourcen. Dat muss mer kucken, wat dat kascht a wéi schnell een dat dann och aféiere kann.

De beschten Indicateur, dee mer fir de Moment hunn, sinn d'Zifferen - an Dir hutt der eng Partie genannt - aus verschiddene Secteuren an aus dem Assurancésektor. En aner Indicateur sinn natierlech déi Hëllef, déi mer ausbezuelet hunn un d'Stéit, déi gelidden hunn ënnert deenen Naturkatastrophen, awer och un d'Betriber, dat an de Classe-moyennes an der Haaptsaach, awer och am Familljeministère. Ech kann lech de Chiffer elo net ginn. Ech proposéieren, dass ech lech deen dann norechen.

An ech mengen, dat ass een Indicateur. Mir sinn eis awer alleguer bewosst, dass dat net dat ganz Bild ass. De Manque à gagner, d'Perte en chiffre d'affaires ass doranner natierlech net berechent. Mir wëssen, dass deen och natierlech considerabel ass. An och aus deem Grund, mengen ech, wär et gutt, wa mer eis an Zukunft géifen d'Outile ginn, fir déi Saachen do méi genee ze chiffréieren.

Merci villmoos.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Wirtschaftsminister.

An da kéime mer zur Fro Nummer 263 vum Här Dan Biancalana un den Här Wirtschaftsminister iwwert déi rezent Evolutioun vun der Industrieproduktioun hei zu Lëtzebuerg. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 263 du 16 novembre 2021 de M. Dan Biancalana relative à l'évolution récente de la production industrielle au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).**- Merci, Här President. D'Industrie am europäesche Bannemaart ass ënnerschiddlechen Erausforderungen ausgesat, déi ënner sech an enger Wiesselbeziehung stinn. D'Penuriën u verschiddene Materialie wéi Holz, Plastik, Pabeier a Biens intermédiaires, déi sougenannt Semi-conducteurs, féieren zu Enkpäss an de

Liwkerketten. Gläichzäiteg ass d'Demande vun de Stéit, vun de Menagen, opgrond vun enger Épargne forcée, déi sech accumuliert, staark ugezunn.

Esou verwonnert et net, dass déi grouss international Häfe saturéiert sinn a grouss Containerschëffer carrement an der Schlaang stinn, fir kënnen ofgelueden ze ginn. Déi industriell Produktioun an der Eurozon ass fir den zweete Mount hannereen zrëckgegaangen, dat esou engem Rapport och vum Eurostat no. An den Automobillsektor ass staark dovun betraff, notamment an Däitschland an a Frankräich.

Zu Lëtzebuerg ass déi industriell Produktioun am drëtten Trimester 2020 erëm staark ugezunn, mee de Summer dës Joer huet se dem Statec no eng lichte Tendenz no ënnen uegoll. Ech wëllt dofir hei vun dem Wirtschaftsminister wëssen, wéi déi rezent Evolutioun vun der industrieller Produktioun hei zu Lëtzebuerg sech presentéieren, dat déi éischt Fro. A wéi staark impaktéieren d'Penurie u Materialien an d'Enkpäss um Niveau vun de Liwkerketten, an der Supply chain, d'Lëtzebuerger Industrie?

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Biancalana. An d'Wuert huet nach eng Kéier den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.**- Merci. Merci un den Dan Biancalana fir déi gutt Fro, déi mer jo och schonn d'Geleeënheet haten, hei an der Chamber an der Vergaangenheet ze diskutéieren. Et ass effektiv esou, dass eng vun de Lektionen aus dëser Pandemie déi ass, dass an eiser globaliséierter Economie d'Liwkerketten ausenangerappt goufen, dass et Enkpäss gëtt, dass am Transport extrem héich Präisser fir de Moment gefuer ginn. An dat huet natierlech Effeten an och Inzidenzen op eis industriell Produktioun.

Wat fir en Impakt huet dat elo prezis op déi Lëtzebuerger Economie an och insbesonnesch op eis Industrie? De Statec suivéiert ganz genau, Mount fir Mount, déi industriell Produktioun heizuland. An do gesäit ee ganz kloer, dass d'Demande fir ze produzéieren staark geklommen ass. Mëtt lescht Joer hunn nach bal 70 % vun den Industrië geklot, si hätten net genuch Demanden fir ze produzéieren. Dat ass haut op 30 % erofgegaangen, a mat Tendenz falend.

Et ass also esou, dass och bei eis, wéi e bëssen iwwerall op der Welt, d'Produktioun erëm unzitt, dass d'Carte-de-commande sech erëm ganz staark fëllen. Dat gesäit een och, wann ee bei d'Industriebetriber geet. Do kritt een dat iwwerall gesot.

De leschten Donnéeën no hunn haut an der Moyenne d'Lëtzebuerger Industriebetriber 4,5 Méint Produktioun geséiert. Dat ass esou vill wéi säit dem Joer 2000 net méi. Den Taux vun industriellen Entreprises allerding's zu Lëtzebuerg, déi soen, si hätten net genuch Material, fir kënnen ze produzéieren, geet och staark an d'Luucht: vun ongeféier 5 % virun der Pandemie, fir elo am zweeten Trimester 2021, den aktuellsten Donnéeën vum Statec no, bei bal 20 % ze leien. An och déi Tendenz geet weider no uewen. Dat confirméiert also den Trend, deen een international gesäit, och hei zu Lëtzebuerg.

Insgesamt gesi mer, an dat ass positiv, dass de Chiffer vum Statec no d'Situatioun sech awer par rapport zum leschte Joer verbessert huet. Et si bal 10 % méi produzéiert ginn. A wat produzéiert ginn ass, konnt och méi deier verkaaft ginn, en Ennerscheid vu ronn 20 %. Dat huet awer natierlech och domat ze dinn, dass d'Matière-première méi deier gi sinn an dass déi Präisser dann natierlech och repercutéiert ginn op d'Vente.

An der Lëtzebuerger Industrie gëtt et Differenzen zwëschen deene verschiddene Secteuren. Ech hat d'lescht Woch eng Entrevue mat der Branche vun den Autozulieferer, der ILEA, an dat ass e Secteur, deen ech reegelméisseg gesinn, deen natierlech eng Branche vertritt, déi am Wandel ass: Mir wëssen alleguer, dass d'Automobilindustrie sech staark amgaang ass ze modifizéieren: Dieselautogil ganz staark erof, et gëtt ëmmer méi Elektromobilitéit gebaut an och verkat. An also ass et wichtig, fir sech hei reegelméisseg e Bild ze maachen. Et ass kloer, dass wann x Prozent manner Autoen ausgelievert ginn, wéi dat jo fir de Moment de Fall ass weinst de Semi-conducteuren, awer net nëmme, dass dann och d'Lëtzebuerger Zulieferer x Prozent manner Stécker produzéieren an och liwweren. A mir wëssen, dass eis Autozulieferer a bal allen europäeschen Autosmarke Stécker hunn. Dat ass e Secteur, deen also do ganz seriö betraff ass.

Ech hat och leschten Dënschdeg eng Entrevue mat Vertrieber vun der Fédération des artisans, och besonnesch wat d'Situatioun vu Garagisten a Concessionnaires ueget. Do ass et esou, dass dës Joer 20 % manner Autoen zu Lëtzebuerg ausgelievert gi wéi 2019, also virun der Pandemie. Also och do eng seriö Incidence.

Et sinn och aner Secteure betraff, wéi zum Beispill d'Konstruktioun. Fir dësen Entrepreneuren temporär ze

hëllefen, wësst Der, dass de Konjunkturrot dem Regierungsrat proposéiert huet, dës Firmen exzeptionell och fir déi zweet Hallschent Mee a Juni de Chômage partiel opzemaachen, ënner verschiddene Konditiounen.

Et ass elo fir de Moment schwéier, eng Previsioun ze maachen, wéi laang dat Phänomeen do nach unhält, souwuel un internationale wéi och um nationale Plang. Déi meescht international Analyste ginn am Moment awer dovun aus, dass hei d'Problemer temporär sinn a sech déi Enkpäss do 2022 wäerte resorbéieren.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

6. Motion de Mme Martine Hansen concernant l'offre d'une nouvelle injection dite de « booster » et le lancement d'une campagne de sensibilisation et d'information relative à la vaccination

(*Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 145 de ce compte rendu*)

Et ass de Wonsch, dass mer elo iwwert déi Motioun vun der Madamm Martine Hansen iwwer eng Boosterimpfung ofstëmme. Wie wëll zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Gesondheitsministeresch, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Erlaabt mer, nach eng Kéier kuerz Stellung ze huelen. Ech hat et virun tangéiert en marge vun enger vun de Froen, déi mer gestallt ginn ass. Et ass eng Motioun, déi eis opriff, eng Boosterimpfung jiddwerengem iwwer zwielef Joer hei am Land unzibidden, dat heescht, deen eligibel ass fir geimpft ze ginn. Ech hu virdu gesot, dass mer zu dësem Zäitpunkt à la lettre dat suivéieren, wat eis vun den Experten empfuehl ginn ass. Et ass recommandéiert fir eeler Leit. A mir hunn ons och engagéiert, dat hu mer och effentlech annoncéiert, dass mer ganz zäitno, net méi spéit wéi dës Woch, am Regierungsrat wäerten evaluéieren, ob et vertriebar ass, eng Boosterimpfung jiddwerengem unzibidden ab zwielef Joer.

Fir mech ass dat net eng reng politesch Decisioun. Ech si mer dem gesellschaftspoliteschen Drock bewosst, well et ganz vill gefuerdert gëtt. Mir hu probéiert, déi ganz Kris iwwer dem Drock Stand ze halen an alles an d'Balance ze geheien. An hei wäerte mer och mat der Direktioun zesummen evaluéieren, ob dat vertriebar ass vun engem gesondheetleche Standpunkt. Mir schwätzen hei net vu Kamellen, déi ee sech kafe geet, wann ee Loscht drop huet. Et ass eng Impfung. An ech wëll gär d'Gewëssheet hunn, dass och vun engem sanitäre Point de vue näischt dergéint schwätzt, esou eng Offer en place ze setze scho fir Leit ab zwielef, dat heescht fir jiddwereen, deen eligibel ass.

Mir sinn eis dem Enjeu bewosst, dem Drock bewosst, an dofir hu mer dat och um Ordre du jour. Allerding's wäert ech mech haut net festleeën, ob mer dat wäerte maachen oder net. Mir wäerten do en Avis och froe vun eiser Direktioun, fir do Gewëssheet ze hunn, dass näischt dergéint wäert schwätzen.

Wann dat de Fall ass, si mer sécherlech oppen, fir et ze maachen. Mee eng reng politesch Decisioun wäerte mer net draus maachen. Mir wäerten dat diskutéieren, „le pour et le contre“ ofweien. An eeben zäitno, dës Freideg, hu mer dat um Ordre du jour a mir wäerten eng Decisioun huelen.

Deen zweete Punkt vun der Motioun geet ëm d'Impfzentren. Do, muss ech éierlech soen, sinn ech och e bëssen erstaunt, dass dat gefuerdert gëtt, well et u sech den A an den O vun eiser Impfcampagne ass. Mir si mat der Logistik u sech ëmmer op der Schinn gefuer, dass mer en cas de besoin déi Impfzentren opmaache respektiv zoumaachen. Mir hunn all Woch e Comité de pilotage, deen evaluéiert en fonction vun der Demande, vun Invitatiounen, déi erausginn, wat Sënn mécht a wat net. An deem Sënn sinn och am Moment d'Impfzentren op. A mir sinn eigentlech déi ganzen Zäit beméit, dat esou ze maachen, wéi et gefrot ass an der Motioun. En cas de besoin ginn déi op-respektiv zougemaach, soudass dat fir eis elo näischt Neies ass. Et ass esou, wéi mer fonctionéiere ronderëm d'Impfzentren. Dat evaluéiere mer wierklech Woch fir Woch, wat Sënn mécht, wat net. Déi Impfzentere si jo och ganz ..., dat ass e groussen Enjeu financier, och Ressource-humain, déi do am Asaz sinn. An dofir evaluéiere mer dat ëmmer relativ genau an zäitno en fonction vun deem, wat ufält.

Dat Drëtt dann och, mam Appell, mir sollen eng Sensibilisationcampagne maachen, do géif ech och gären drop hiweisen, dass mer déi lafen hunn. Mir sinn an der véierter Impfcampagne amgaangen. Mir hunn eng ganz Rei Impfcampagnë lafen. Et ass zu kengem Zäitpunkt envisagéiert gewiescht, déi zrëckzeschrauwen. Au contraire. Mir hunn och do

annoncéiert, dass mer un enger nächster schaffen, déi gepushed wäert ginn. Dat ass u sech lafend Aarbecht bei eis. D'Impfcampagnë lafe vun Ufank un, si gestaffelt, evoluéieren. An och do si mer natierlech amgaangen, fir den Hierscht, mat der Saison, déi usteet, a mam Drock, deen ass, un enger nächster Push-Campagne ze schaffen, déi sech wäert enchainéieren zu där, déi am Moment um Lafen ass.

Dat wäert fléissend goen, soudass u sech keng nei Saache sinn. An deen éischte Volet, wéi gesot, dat wäerte mer decidéieren an awer nolauschteren, wat derfir an dergéint schwätzt. Mir wäerten et net einfach esou an d'Blant era maachen.

Ech géif lech Merci soen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci der Gesondheitsministeresch. Dann huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert. Oder d'Madamm Martine ...?

■ **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.**- Nee, nee.

Discussion générale

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. Eis ass déi Motioun, wat d'Soustrichtung ueget, sympathesch. Dat ëmsou méi, well jo och d'Regierung an déi dote Richtung wëllt eraugen.

Ech wollt just eng Rei vu Modifikatiounen proposéieren. Wann d'Madamm Hansen déi géif akzeptéieren, da kéinte mir mat an déi dote Richtung goen. Ech géif proposéieren: « invite le Gouvernement à offrir après avis conforme des experts, une nouvelle injection » an esou weider. A bei deem leschten Turet: « à adapter en fonction des décisions à la campagne de sensibilisation et d'information relative à la vaccination. »

Wann d'Madamm Hansen mat deenen Adaptatiounen d'accord wär, géife mer dat matdroen, well et mer schéngt, dass et an deem heite Fall wichtig ass, dass mer als Chamber d'Regierung an deenen Efforten ënnerstëtzen. Dat ëmsou méi, well d'Regierung e Freideg wäert eng ganz Rei vun Decisiounen huelen. Ech wär an deem Sënn der Madamm Hansen an der CSV dankbar, wa mer kéinten hei zesummen e Signal ginn, dass mer hannerun der Regierung stinn, wa se déi doten Decisiounen opgrond vun Expertenavisen hält an déi Efforte weidermécht, déi jo och, dat geet aus der Motioun eraus, vun den Auteurs ënnerstëtzt gëtt.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Di Bartolomeo. An da ginn ech d'Wuert zrëck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Hansen.

■ **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.**- Merci, Här President. Ech hunn u sech e bëssen e Problem, well eis Fuerderung baséiert op der Wëssenschaft an op Aussoe vun den Experten. An ech denken, dass d'Experten zu Lëtzebuerg warscheinlech näischt aneschtens soe wéi d'Experten aus dem Ausland.

Ech wëll awer, dass et virueget, an dofir kann ech dann domadder averstane sinn, awer zumindest da wannechgelift draschreien: „dans un délai rapproché“ vun deenen Avisen, well ech fannen, ech fanne wierklech perséinlech, dass deen Avis scho längst hätt missen do sinn. An deenen Zäiten, an deene mer sinn, wou eisen Impftaux extrem niddreg ass, kann et net sinn, dass mir ëmmer erëm zögeren. Well wa mir zögeren oder d'Regierung zögert, dann zögeren och d'Leit, an dofir misst et séier goen!

(Brouhaha)

Dofir muss a mengen Aen oder an eisen Aen de Message kloer sinn: D'Boosterimpfung ass wichtig fir jiddwereen!

Mee wéi gesot, mir si kompromëssfäeg an hätte gär, dass et virueget. Also akzeptéieren ech déi do Propos, fir dat mat derbäizeschreien. An d'ADR hat och gefrot, fir eng „injection volontaire“ dranzeschreien. Dat hat ech och gesot gehat, mat eise Verb „offrir“ hat ech geduecht, wär dat „volontaire“. Mee d'Prezisioun vun „injection volontaire“ géif ech dann och mat derbäizesetzen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Hansen. Dann huet d'Madamm Ministeresch d'Wuert gefrot. An duerno den Här Kartheiser.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.**- Jo, merci. Ech wier natierlech ganz dankbar, wann ech kéint wëssen, op wéi eng Experten Der lech berufft, well mir hunn hei am Land eisen offizielle Gremium, deen och vun der Chamber virgesinn ass am Gesetz. De Conseil supérieur des maladies infectieuses huet sech rezent ausgeschwat an dat dote just recommandéiert eebe fir Eelerer. Dofir wär et ganz léif, wann Der mer kéint déi doten Informatioun ginn, op wéi eng Experten Der lech berufft. Ech huelen dat natierlech ganz gäre mat an der Regierungsrat. All Informatioun an deem Sënn ass wëllkomm.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci der Madamm Ministeresch fir déi Prezisioun. D'Madamm Hansen direkt nach eng Kéier.

■ **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.**- Ech wëll just soen, dass genau dat hei e schlechte Message ass. Elo seet d'Regierung: „Dat hei ass gutt fir déi eeler Leit.“ Ech mengen, dass d'Leit sech alleguer missten impfe loossen.

(Brouhaha)

Am Ausland - Dir frot, wéi eng Experten -, am Ausland lauschteren d'Regierungen och op Experten, do hunn d'Wëssenschaftler gesot: „D'Boosterimpfung ass wichteg fir jiddwereen, well den Impfschutz léisst no, am Prinzip no sechs Méint.“ A wann et fir d'Gesondheet vum Gesondheetspersonal gutt ass - an Onofhängegkeet vum Alter, dat heescht, egal wéi al se sinn, soe mer dem Gesondheetspersonal: „Impft lech!“ -, wann et also fir déi gutt ass, dann ass et fir jiddweree gutt, onofhängeg vum Alter. Dat heescht, et ass einfach wichteg. Den Impfschutz léisst no. Also musse mer eis impfe loossen nach eng Kéier.

(Interruption)

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.**- Ech froe jo just Prezisiounen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Hansen. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo. Villmools merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt der CSV Merci soen, dass se d'Initiativ geholl huet, fir hei déi Motioun ze tabléieren. Ech mengen, mir sinn och fir Impfungen, dat ass ganz kloer. Allerdéngs wëlle mer betounen: ëmmer fir d'Fräiwëllegkeet! An ech sinn och dofir der Madamm Hansen dankbar, dass se dee Begrëff explizit matophëlt. „Offrir“ ass e bësse sou e Wuert ... Jo, mir sinn eis och eens, dass déi Impfung solle gratis sinn, awer ech mengen, et ass och heiansdo nëtzlech ze rappeléieren, dass och déi net geimpft Leit, deenen heiansdo reprochéiert gëtt, si wäeren net solidaresch, déi Impfung matbezuelen. Och dat sollt eng Kéier hei vläicht ënnerstrach ginn.

An deem selwechte Kontext wëll ech och soen, dass eng Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne vun der Regierung fir Impfungen u sech eng ganz gutt Saach ass. Awer ech mengen, hei musse mer oppassen op de gesellschaftspolitesche Klima, an eng Sensibiliséierungs- an Informatiounscampagne iwwer Impfungen daerf eppes net sinn: eng Diskreditierungs- oder eng Diskriminéierungscampagne géint déi Leit, déi eppes anescht fir sech decidéieren. Mir hunn nach ëmmer hei am Land de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet vun den Impfungen. Mir insistéieren dorobber! An de Fräiwëllegkeetscharakter vun den Impfung bedéngt e géigesäitege Respekt: Respekt géintwuer deene Leit, déi déi Decisioun fir sech huelen, sech impfen ze loossen, Respekt och géintwuer deene Leit, déi fir sech déi Decisioun huelen, dat net ze maachen. Wa mer dat alleguer als Grondlinn vun eisem Verhalen adoptéieren, mengen ech, hu mer wierklech e Progrès gemaach am Zesummeliewe vun eis alleguer.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Jo, villmools merci fir d'Wuert, Här President. Also ech mengen, mir als déi Lénk, mir sinn déi Eenzeg heibannen, déi säit dem Ufank vun der Pandemie en internationale Bléck op déi Pandemie geheien a soen ...

(Protestations)

Nee, mir sinn déi Eenzeg, déi vun Ufank u gesot hunn: „Mir mussen d'Brevete suspendéieren.“

(Brouhaha et interruptions diverses)

Mir brauchen en internationalen Accès zum Impfstoff. Mir hunn et vun Ufank u gesot. A mir waren déi Eenzeg heibannen, déi gesot hunn: „Mir brauchen eng weltwäit Léisung an net eng national Léisung.“ Dofir droe mir dat heiten net mat, well mer der Meenung sinn, dass mer en universellen Accès brauchen. A wéi de Generaldirekter vun der OMS et nach gesot huet, soll et keng drëtt, also keng Boosterimpfung gi fir net vulnerabel Leit, dat soll suspendéiert ginn, soulaang net weltwäit jiddereen och Accès huet zu deem Impfstoff! Mir si weltwäit do dran, mir wäerte weltwäit entweeder do erauskommen oder net erauskommen.

(Interruption)

Dofir ass et ganz wichteg, dass dat heiten net de Fall ass. Mir sinn derfir, dass déi vulnerabel Leit natierlech sollen eng Boosterimpfung kréien. Dat ass eng Evidenz! An dat geschitt jo och effektiv. Mee et soll net fir déi Netvulnerabel geschéien. Do soll emol jiddweree weltwäit kënnen Accès hunn, a virun allem och déi vulnerabel Leit weltwäit sollen Accès hunn, well déi si genesou vill wäert wéi mir och!

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Oberweis. Dann nach eng Kéier den Här Mars Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. Bon, ech mengen, dass dee Begrëff „offrir“ ganz kloer ass. Dat ass ubidden, dat heescht net „gratis schenken“. Ubidden heescht: Et mécht een d'Ugebuet un d'Leit a si si fräi, et unzehuelen oder net unzehuelen. An dat geet och da selbstverständlech esou weider, wéi dat bis elo de Fall war. Déi Impfung ass net op d'Käschte vun de Leit, mee déi gëtt de Leit zur Verfügung gestallt, déi se wëllen.

Mir sinn och net der Meenung, dass mer nach eng Kéier mussen ënnersträchen, dass dat zäitno geschitt. Wann ech d'Madamm Minister richtig verstannen hunn, ass den Datum souwiso scho festgeluecht, wéini d'Regierung wëllt weider Schrëtt an déi dote Richtung maachen. An dat ass virgesinn am Regierungsrat vun deem nächste Freideg, sou dass ech mengen, dass do d'Wuert awer duergeet, dass d'Madamm ...

(Interruption)

Jo, voilà!

(Brouhaha)

Ass dat geschenkt?

■ **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.**- Mir si kompromëssfäeg, jo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci villmools. Ech soen dofir och nach eng Kéier extra Merci, dass mer an esou wichtige Froe wéi där heiter keng Grief ausgruuewen, mee zesummen ...

(Brouhaha)

... dat uginn. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da wëllt den Här Fernand Kartheiser nach d'Wuert froen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ganz, ganz kuerz, Här President. Ech wëll just soen, dass dat Wuert „offrir“ awer och heescht, dass all Steierzueler hei am Land contribuéiert! Et si Steiersuen, a mir sollen dat net vergiessen! Also, et ass net e Geschenk un d'Leit, d'Leit bezuelen dat alleguer hei am Land. An dat wollt ech just ënnersträchen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Kartheiser.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Dat ass e Motif ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, da kënnen mer ...

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- ... de santé publique, Här President. An duerfir sinn d'Steiersuen och do.

■ **Une voix.**- Jo.

■ **Une autre voix.**- Genau.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci fir déi Prezisioun, Här Roth.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott vun dëser Motioun kommen, sou wéi den Här Mars Di Bartolomeo se modifizéiert huet.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- *considérant que la vaccination contre le Covid-19 reste à ce jour le moyen le plus efficace pour freiner la propagation de variants et pour protéger contre les formes graves de la maladie ;*

- *sachant que de nombreux pays, dont le Luxembourg, connaissent actuellement une résurgence des infections au Sars-CoV-2 ;*

- *notant qu'une majorité des experts et des études préconisent l'administration d'une troisième - ou le cas échéant d'une deuxième - dose de vaccin pour limiter les évolutions graves liées à l'infection au Covid-19 ;*

- *saluant ainsi l'annonce du Gouvernement de l'extension de la dose dite de « booster » pour les 65 ans et plus ainsi que pour les personnes travaillant dans le secteur de la santé et des soins,*

invite le Gouvernement

- *à offrir, après avis conforme des experts, une nouvelle injection volontaire de rappel dite de « booster » à toute la population éligible à la vaccination pour renforcer le système immunitaire des vaccins ;*

- *à ouvrir, en cas de besoin, tous les centres de vaccination afin de pouvoir administrer la dose de « booster » le plus rapidement possible ;*

- *à adapter en fonction de ces décisions la campagne de sensibilisation et d'information relative à la vaccination.*

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Vote sur la motion modifiée

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 58 Jo-Stëmmen an enger Abstentiuon ugehol.

Résultat définitif après redressement : la motion modifiée est adoptée par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. Question élargie n° 111 de M. Paul Galles au sujet du Traité de la charte sur l'énergie

Mir kommen elo zur erweideter Fro Nummer 111 vum Här Paul Galles iwwert d'Energiecharta. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zusazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Paul Galles (CSV).**- Merci villmools, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Här Energieminister, ech wollt eng Fro stellen zu deem sougenannten „Energiecharta-Vertrag“ (ECT). Et ass e Vertrag, deen héchstwahrscheinlech net immens bekannt ass, mee dee ganz relevant ka ginn. Et ass e Vertrag, deen a leschter Zäit ëfters an der Diskussion war. Et ass e Vertrag, deen eigentlech deemools, wann een et geschichtlech wëllt anuerdnen, no dem Zesummebroch vun der Sowjetunioun verabschit ginn ass, nämlech fir all déi Nofollgestaate vun der Sowjetunioun an all déi osteuropäesch Staaten, déi dunn an en anere System eriwergaange sinn, an de globalen Energiemarkt matanzubannen. Et ass e Vertrag, deen eigentlech neutral ass, dat heescht, e mécht, souwäit ech dat verstinn, elo keng Wäertung vun de verschiddenen Energieformen.

An dee Vertrag riskéiert am Moment, géint sech selwer gedreit ze ginn, an e riskéiert, d'Transitioun op déi erneierbar Energien, déi mer eis jo alleguer wënschen, ze bremsen, auszebremmen, vläicht souguer e Problem fir déi Transitioun ze ginn.

Wourëms et geet ass, dass d'Entreprises d'Recht hunn, géint Staaten ze kloen, also och géint EU-Staaten, déi Member si vun deem Vertrag, well se opgrond vun der Transitioun hin zu den erneierbaren Energië kéinten als Entreprisé Verloschter maachen, déi mat där Transitioun zesammenhänken. A si kéinten dann déi Staate verkloen op Schuedenersatz. Et ass iwwregens scho geschitt. An Däitschland gëtt et eng Klo vu Vattenfall, an Holland gëtt et eng vun RWE, an et gëtt och nach aner Fäll.

De Problem ass, dass dës Mechanismus, fir dee Vertrag an Udsproch ze huelen, fir esou kloen ze maachen, eeben net nëmme kéint derzou féieren, dass d'Klimatransitioun an domat och d'Klimarechtegkeet ausgebremst ginn, well d'Staaten natierlech da méi virsiichteg ginn an hire Mesuren, well se Angscht kéinten hu viru méiglechem Schuedenersatz. Mee et féiert och derzou, dass deen eigentlech ursprénglech anescht geduechte Vertrag géint sech selwer gebraucht a mëssbraucht gëtt an dann op eemol net méi funktionéiert, dass en eigentlech net méi Entreprisé schützt op Marchéen oder a Länner, wou d'Justiz net esou gutt funktionéiert, mee dass se dee Vertrag dann eigentlech ëmwende géint déi Staaten.

Wat och nach derbäikënn, dat ass, dass déi Vertrag beziéungsweis déi kloen dann net viru Gerichter, wéi mir se kennen, verhandelt ginn, mee viru Schidsgerichter vun der Weltbank zu New York, wou keen Appell méiglech ass a wou och d'Urteil selwer net transparent ass a wou een net ganz genau weess, wou ee mat de Saachen drun ass.

Ausserdeem, an dat muss een och nach bedenken, geet et hannen um Enn em enorm héich Zommen. Et gëtt Schätzungen, déi si vun Investigatioun Europe, deem Konsortium, wou Reporter.lu derzougehéiert, ugestallt ginn, dass dee ganze Marché, de Wäert vun der Infrastruktur, déi ënnert den ECT fält, also alles, wat Kuel, Gas, Ueleg a Pipelines an esou weider ugeet, 350 Milliarden Euro kéint wäert sinn. Einfach just, fir eis eng Gréisstenerdnung ze ginn, bis zu wat fir engen Zommen dat kéint goen.

Déi Konsequenz ass natierlech kloer, dass et kee Wonner ass, dass et eng ganz Rei Länner gëtt, déi Verännerungen un deem Vertrag wëllen, an dass et souguer eng Rei Länner gëtt, déi aus dem Vertrag erausklamme wëllen. A souguer Italien ass am Joer 2016 schonn erausgeklommen, huet awer d'Erfahrung gemaach, dass dat net grad esou einfach ass, well et eng „sunset clause“ gëtt vun 20 Joer, dat heescht, et ass een 20 Joer laang nach u seng Verpflichtunge vun deem Vertrag gebonnen.

Et gëtt awer elo nach en neie Moment. Nämlech am September 2021 gouf et en Urteil vum EuGH, wat seet, dass déi ECT-Verfahren intra-EU eigentlech onwierksam sinn. Dat ass e relativ komplex Bild an ech wëll duerfir dem Här Energieminister e puer Froe stellen:

Nämlech déi Fro, wat dat do elo grad fir eis, fir Lëtzebuerg, bedeit.

Déi Fro: Wéi ass déi Erklärung, dat Urteil vum EuGH, fir Lëtzebuerg ze verstoen an ze interpretéieren, an iwwerhaupt och fir eis Partnerstaaten aus der EU?

Déi Fro awer och un de Minister: Gëtt et scho Kloe géint Lëtzebuerg, also direkt Kloe géint de Lëtzebuerger Staat? Gëtt et vläicht awer och aner Kloen, déi iwwer den indirekte Wee, iwwert d'Finanzplaz, vun aneren, vun Entreprises oder vu Fongen, gemaach goufen an déi doduerch iergendwéi Lëtzebuerg indirekt implizéieren?

Déi Fro awer och vun der Reform vum Sekretariat vum ECT. Wat nämlech an der leschter Zäit eng Kéier an de Medie war, ass, dass eng Whistleblowerin erausgaangen ass a gesot huet, dass et onméiglech Zoustänn an deem Sekretariat géif ginn. A wann ech dat richtig verstannen hunn, da war et duerch e Bestriewe vu Lëtzebuerg, fir dat Sekretariat ze reforméieren an och d'Kompetenzen ze besetzen an eng nei Opstellung vun deem Sekretariat vum ECT ze fuerderen.

An natierlech dann déi zentral Fro un den Här Minister: Soll Lëtzebuerg aus deem Vertrag erausklammen? Soll Lëtzebuerg drableiwen? Wat ass strateegesch besser? A woufir? Oder huet sech dat alles vläicht nom Urteil vum EuGH elo souwiso erleedegt?

Ech soen lech villmools Merci fir d'Äntwerten.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Galles. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.**- Här President, léif Deputéiert, effektiv handelt et sech beim Energiecharta-Traité em en internationalen Traité, deen 1994 gegrënt ginn ass sengerzäit. D'Sowjetunioun brécht zesummen an et gëtt probéiert, en Traité ze maachen, fir - historesch gesinn - an deene Länner fossill Energien ze exploitéieren. Dat heescht, du hues europäesch Konzern, japanesch Konzern, déi et deelweis méi einfach solle gemaach kréien, fir an deene Länner ze investéieren.

Et si 57 Länner (veuillez lire: 53 Länner) Signataire, dovunner déi 27 europäesch Länner. Dann awer och Norwegen, England, also UK, d'Schwäiz. An dann op där anerer Säit huet ee Länner wéi Aserbaidschan, Kasachstan an esou weider.

Wou ass de fundamentale Problem a firwat gëtt elo an dësen Deeg oder an dës Jore méi doriwuer diskutéiert? Dat hei ass eigentlech en Traité, deen Investitiounen a Kuel, a Pétrol an och a Gas schützt. A mir hunn zesumme geschaff mat enger Rei Experten, och mat ONGen, an et ass relativ evident: Dat, wat mer musse maache wéinst dem Klimaschutz, gëtt zum Deel ënnerwandert duerch deen heiten Traité, well nämlech dann Investitiounen a Pétrol, a Kuel an a Gas iwwer Joren a Joren, iwwer Joerzénge, geschützt sinn. A mir wëssen, dass Klimaschutz just méiglech ass, wa mer erausklammen aus de fossillen Energien.

Duerfir hu mir als Lëtzebuerg, mat enger Rei anere Länner, iwwert déi lescht zwee Joer ganz vill Drock gemaach, fir dass deen Traité soll geännert ginn, an zwar fundamental geännert ginn: dass de Schutz vu fossillen Investitiounen soll erauskommen aus deem Traité.

Mir hunn dann och Ufank 2020 endlech eng Verhandlungspositioun kritt vun der Europäescher Unioun, dat heescht, déi 27 europäesch Länner hunn der Europäescher Kommission, déi an eisem Numm an deem Traité d'Verhandlung féiert, e Mandat ginn. An dat Mandat, dat seet ganz kloer:

All nei Investitiounen a fossill Energijë sinn net méi geschützt. An déi fossill Energien, an déi investéiert ginn ass, ginn nach héchstens während zéng Joer ënnerstëtzt. Dat ass d'Verhandlungspositioun vun der Europäescher Unioun. An elo geet et drëm, fir an deem Traité eeben déi aner Signataire dovunner ze iwwerzeegen.

Déi Verhandlungen, déi lafen. Déi nächst Verhandlungsrund ass den 13. Dezember. A mir ginn dervun aus, dass se iergendwann Mëtt nächst Joer kënnen ofgeschloss ginn.

An Tëschenzäit ass, nieft eeben deene Verhandlungselwer, um internationalen Niveau an Europa eng Decisioun geholl gi vum Europäesche Gerichtshaff. An zwar huet Ufank September op eng Fro hin, déi d'belsch Regierung un den Europäesche Gerichtshaff stellt huet, den Europäesche Gerichtshaff Folgendes decidéiert: Europäesch Länner kënnen ënnerenee sech net méi attackéieren ënner deem Traité, mee mussen einfach respektéieren, dass mir eng Staatgemeinschaft si vu 27 an dass mer aner Méiglechkeeten hunn, wa mer eis emol net eens sinn. Dat heescht, Intra-EU-Arbitragen, wéi een dat nennt, Schidsgerichtsrueteeler, sinn net méi méiglech säit September. An dat, mengen ech, ass elo eng relevant nei Informatioun, well dat nämlech derzou féiert, dass e gudden Deel vun den Urteeler, déi bis elo eigentlech geschwat gi sinn, an deem Traité net méi kommen.

Dat betrëfft Lëtzebuerg och an där Hisiicht. Dir musst verstoen: Lëtzebuerg ass eng grouss Investitionfongeploz. A mir hate ganz vill Investitiounen, déi a Solarenergie gemaach gi sinn. Zum Beispill a Spuenien hat eng Virgängerregierung eng Kéier déi ganz Aspeisepräisser vun den Erneierbare ganz abrupt gestoppt. An do sinn eng Rei Fongen, déi iwwer Lëtzebuerg dann do geklot hunn. Déi Kloe sinn elo net méi méiglech. Dat ass eeben eppes, wat een elo muss wëssen, wann een iwwer den Traité schwätzt.

Dann ass déi Fro, déi net einfach ze verstoen ass: Italien ass 2015 aus deem Traité erausgekammen. Allerdéngs ass Italien och mëttlerweil op d'mannst a véier Fäll weiderhin op Milliouneschued verlot vu Firmaen, déi soen: „Ech wöhl do virun der italieenescher Küst bueren an Dir hutt mer déi Geneemegung erëm ewechgeholl“, oder, wat weess ech, aner Sträitpunkten. An dat weist ganz kloer: Erausklammen, ouni dass déi „sunset clause“ net méi am Vertrag ass, heescht: Da klammen ech eraus aus dem Vertrag, an awer kann ech nach ëmmer beklot ginn. An duerfir ass eng vun den Haaptstoussrichtungen, wou mir och mat anere Länner drop drécken, dass mer an der Moderniséierung vum Vertrag, nieft deem, dass mer de Fossill-Energie-Schutz beendegen, wat wichteg ass weinst dem Klimaschutz, et eeben och méiglech maachen, dass déi „sunset clause“ net méi géllt. An dat ass eigentlech duer, wuer mer probéieren, déi international Verhandlungen elo hinze kréien.

Vläicht einfach zum Schluss: Dat hei sinn immens wichteg Verhandlungen, well et eigentlech ëm dat geet, wou d'lescht Woch zu Glasgow op der Klimakonferenz eigentlech elo Konsens war: Mir wëllen a mir mussen alleguer op der ganzer Welt erausklammen aus der fossiller Energie!

Dat ass een internationalen Traité. Deen Traité steet vu sech aus net iwwer dem Energiecharta-Traité. Déi stinn niewenteneen. An déi sinn elo quasi a Kollisioun. An duerfir muss mer elo och alles maachen, fir dass deen Energiecharta-Traité esou geännert gëtt, dass fossill Energien do net méi geschützt sinn. An dorunner si mer amgang ze schaffen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci, Här Turmes. Ech ginn d'Wuert un den Här Galles fir eng Zousazfro.

■ **M. Paul Galles (CSV)**.- Jo. Merci villmools fir déi ganz interessant Äntwerten, déi mer och hëllef, déi Saachen da méi kloer ze gesinn. Wat ech elo just nach wollt nofroen: Also, ech verstinn da richteg, dass Lëtzebuerg elo guer keen Interessé drun huet erauszeklappen, mee mir wëllen do verhandelen, dass dee Vertrag elo iwwerschaft gëtt an dass e gutt gëtt?

Ech hu mer nach déi Fro gestallt mam Sekretariat, well ech hat dat eng Kéier als Informatioun opgegraff, dass eebe gesot ginn ass, dass d'Strukturselwer vum ECT-Sekretariat och schwierig wär. Ech weess net, ob Der dozou eppes kënn soen, ob et do Bestriewunge gëtt, fir also eigentlech d'Institioun vu bannen ze reforméieren.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci, Här Galles. An d'Wuert geet zréck un den Här Energieminister.

■ **M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie***.- Also, et ass esou: Bei internationalen Organisatiounen, wann een do den Androck huet, dass eppes schifleeft, da kann een e sougenannten internationalen Audit maachen. Da ginn Experte vu fënnf Länner genannt, déi dann am Detail den Uschëllegungen,

déi do sinn, noginn. An esou en internationalen Audit ass gemaach gi fir d'Energiecharta. An et ass effektiv och festgestallt ginn, dass de Generalsekretär, also d'Generalsekretariat eng Rei Manktumen huet. An et ass och esou, dass d'Mandat vum aktuelle Generalsekretär net verlängert ginn ass, an dat deelweis och opgrond vun deem Audit, dee gemaach ginn ass. Do huet och - dat, wat Dir virdu gesot hutt - eng Whistleblowerin intern eis eigentlech gehollef ze verstoen, wat do an deem Sekretariat net funktionéiert huet. Doropshin ass eeben dunn deen Audit gemaach ginn. An doropshin ass dunn d'Mandat vun deem aktuelle Generalsekretär net verlängert ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci dem Här Energieminister.

8. Question élargie n° 120 de M. Charles Margue au sujet de la politique d'investissement du Fonds de compensation

Da komme mer elo zur erweiterter Fro Nummer 120 vum Här Charles Margue iwwer d'Investitiounspolitik vum Kompensationsfond. Här Charles Margue, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Charles Margue (*déi gréng*)**.- Merci, Här President. Här Minister Schneider, ech mengen, mer féieren d'Diskussioun, déi elo tëscht dem Paul Galles an dem Claude Turmes gefouert ass ginn, iergendwéi weider. Mir bleiwen an der Aktualitéit am Kontext vun der COP26 zu Glasgow. Et gouf nach ni esou e grouss gesellschaftleche Konsens, dass mer am Klimaschutz handele mussen. Déi Jonk gi reegelméisseg op d'Strooss, ëmmer méi Länner engagéiere sech, klimaneutral ze sinn, ëmmer méi Biergerinnen a Bierger setze sech op lokalem Plang an.

De 26. Oktober huet den hollännesche Pensiounsfond ABP ugekënnegt, net méi an d'fossill Energien ze investéieren. Dat ass dee gréisste Pensiounsfond an Holland. E puer Deeg virun hunn dräi Pensiounsfonge vun der Stad New York ugekënnegt, hir Investissementer bis 2040 karbonneutral ze gestalten an hir Investissementer an déi erneierbar Energien ze verduebelen.

Finanzflëss a Richtung klimafreundlech Investitiounen ëmlenken ass weesentlech, fir d'Klimatransitioun ze finanzéieren. Grouss Fonge kënnen eppes bewirken an och eng Virbildfunktoun hunn. Dofir klamme grouss Pensiounsfongen an anere Länner ganz aus de fossillen Energien eraus.

Ass den FDC, de Fonds de compensation, eise Pensiounsfond, an deem Sënn virbildlech? Net wierklech. De Lëtzebuergesche Pensiounsfond ass net en ligne mat den Ziler vum Paräisser Klimaaccord. Aus dem Rapport d'investisseur responsable 2020 wësse mer, dass d'Investitiounen vum Fong op enger Trajectoire vun zwee bis dräi Grad plus sinn, net vun annerhallwem.

D'Analys vu Greenpeace weist, dass d'Investitiounen a „carbon majors“ erfogaange si vun 2019 op 2020. Mee d'Investitiounen an d'Kuel sinn eropgaangen. Dobäi ass d'Kuel, wéi mer et elo wëssen, op d'mannst zënter leschtem Weekend, déi klimaschiedlechste fossill Energiequell. An de Fong investéiert och weider an Atomkraft.

Ech erënneren drun, dass mer virun engem Joer ongeféier, am Dezember, hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt hunn, an där d'Regierung opgefuerdert gouf, d'Investitionsstrategie vum Pensiounsfond an och vum Zukunftsfond méi nohalte opzestellen.

Meng prezis Froen: An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro sot de Sozialminister, dass d'Revue vun der Strategie d'investissement 2023 fir fënnf Joer a Kraaft trëtt. Vu d'Urgence vun der Klimakris, ass dat net eng ze laang Echeance? Wéi wëllt de Minister derfir suergen, dass den FDC séier konform mat de Klimaziler gëtt?

All dräi Joer soll gekuckt ginn, ob d'Investitiounen vum FDC konform si mat de Klimaziler vum Paräisser Accord. Déi nächst Evaluatioun wier also 2024. Wëllt de Minister eventuell op de Wee goen, d'Konformitéit mat de Klimaziler méi oft wéi nëmmen all dräi Joer ze evaluéieren, fir dann och méi séier ze reagéieren, falls d'Trajectoire net agehale gëtt?

De Koalitionsaccord gesäit vir, dass gepréift gëtt, ob eng Ännerung vum legale Kader vum Fong soll virgeholl ginn, fir d'Investissementer méi nohalte opzestellen. Wat ass d'Resultat vun der Analys, ob de legale Kader vum Fong muss ugepasst ginn oder net, fir nohalte Investissementer ze féideren?

Véier vun den aktiv gemanagete Kompartimenter vum Fong hunn am Moment guer keen nohalte ESG-Kritikären. Hei ginn dräi Mandater um Enn vun deem Joer awer erneiert. D'Appels d'offres goufen den 1. Oktober lancéiert. Am Text vun den Appels d'offres schéngt et awer, wéi wa just beim passiv gemanagete Fong d'Konformitéit mat de Klimaziler e Kritikär wär. Bei den dräi aktive Kompartimenter

geet just vum „sustainability criteria“ rieds. Kann de Minister des Divergenz erklären? Firwat gouf am Appel d'offres net och bei den dräi aktiv geréierte Kompartimenter d'Konformitéit mat de Klimaziler als Kritikär geholl? Misst dese Kritikär net bei all neier Ausschreiwung virgesi ginn, fir de Fong insgesamt nohalte opzestellen? A misst een net och d'Ponderatioun, déi vun 10 % op 20 % eropgaangen ass, vläicht nach e Krack unhiewen?

D'lescht Woch hutt Der eis an der Kommissiounssetzung gesot, dass d'Reserv vum Fong vun elo 26 Milliarde bis 2025 op 23 Milliarde (veuillez lire: op 30 Milliarde) klamme wäert viraussichtlech. Wier dat dann net d'Geleehheet, des Sue separat ze investéieren, fir dass de Fong senger Virbildfunktoun kéint gerecht ginn am Sënn vum Paräisser Accord? Do wäert dach näischt dergéint schwätzen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci, Här Margue. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Romain Schneider.

■ **M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale***.- Här President, Här Margue, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, iwwer de Fonds de compensation hu mer scho méi dacks diskutéiert, virun allem an der Kommissioun ëmmer erëm. Et sinn och eng Rei Question-parlementairen erakomm. Et ass richteg, dass selbstverständlech an de Suite vun der COP26 zu Glasgow och dat en Thema ass, well do natierlech jo och virun allem den Ausstieg aus der Kuel, mee generell och déi ganz Nohaltegkeet respektiv déi eenzel Ziler nach eng Kéier ugeschwat ginn.

Fir unzefänke wëll ech vläicht awer eng Kéier soen, dass jo och dese Fong virun allem opgebaut gouf opgrond vun de Reserven, déi aus der Pensiounskeess entstamen. An Dir hutt zu Recht drop higewisen, dass ech an der Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget) zesumme mat der Commission TESS (ndlr: Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale) vun der Sécurité sociale eng Kéier de Bilan gemaach hunn, wou mer da sti mat deenen eenzelne Reserven. An déi Zuele muss een och eng Kéier nennen. An déi Zuele sinn, dass mer effektiv de Moment ongeféier eng 23 Milliarden (veuillez lire: eng 26 Milliarden) Euro Reserv an eise Pensiounen hunn, fir d'Pensiounen ze bezuelen. Dat heescht, dass mer kënnen fënnf Joer Pensiounen bezuelen, ouni iergendeen Euro Cotsatioun opzehiewen, an dass dat histeiert op dat, wat den Här Margue zitëiert huet: bis 2025 bis op 30 Milliarden.

Et muss een also soen, dass de System, deen deemools opgebaut gi war, fir mat de Reserven an de Fong ze investéieren, eng Chance fir eis war, well soss stéinge mer net esou do. An da géife mer, fir eis Pensiounen ze bezuelen, eis warscheinlech aner Fro stellen. Dat also, ze kucken, fir engersäits eng Perennisatioun an de System ze kréien an op där anerer Säit eng Diversifikatioun ze kréie vun deenen eenzelne Placementer, ass dat, wat gelongen ass.

Et ass awer och richteg, an do ginn ech lech Recht, an da kommen ech op déi zweet Etapp, dass natierlech och d'Zäit virugaangen ass an dass och de Lëtzebuergesche Pensiounsfond ..., deen ech awer ganz gären hei als ee vun deene beschtergeréierten zitëieren! Hollännescher ... Et gëtt dacks den norwegesche Fong presentéiert hei, deen, wat ech awer wëll soen, exklusiv jo bal gespeist gëtt aus dem Budget vum norwegesche Staatsfond!

A wou kommen déi Suen dann hier? Kommen déi vläicht all aus der Mëllechindustrie hier? Ech gleewe kaum, well d'Landwirtschaft ass wéineg verbreet an Norwegen. Mee virun allem d'Pétrolsindustrie ass awer massiv verbreet. An ech ginn awer gären dervun aus, dass 60 % bis 70 % vun de Recetten eeben an de Fong kommen. Dann ass et natierlech einfach, herno alles ze excuséieren, wat an deem dote Beräich leeft.

Mee de Lëtzebuergesche Fong huet sech esou opgestallt, dass en engersäits sech eng Rei Kritikäre ginn huet, mee virun allem awer och, an ech mengen, Dir konnt dat noliesen an deem flotte Rapport d'investisseur responsable, dee mer gemaach hunn, war eent vun den Uleiesen - wat mer gemaach hunn opgrond vun der Motioun, déi d'lescht Joer gestëmmt ginn ass - fir ze kucken: Wéi kënnen mer eise Fong nach méi sozial, wéi kënnen mer en nach méi ëmweltfrëndlech, wéi kënnen mer en nach méi an d'Richtung vun Nohaltegkeet orientéieren?

An ech mengen, do ass e Rapport komm, dee ganz kloer weist, an Dir hutt ee vun de Voleten zitëiert, deen ech iwwregens och mat den ONGen an och mat Greenpeace diskutéiert hunn, fir eng Kéier auserneezeleeh: Wat ass da lo geschitt? A mir gesinn do, dass mer wierklech mat der Trajectoire, op där mer amgang sinn, effektiv de Moment nach bei 2 °C leien. Mir leien net bei deenen 1,5 °C, déi ugestriift sinn. Mee ech muss awer och soen, dass dat d'Situatioun vun 2019 ass. Wa mer dann 2020 an 2021 derbärechnen - 195 Milliounen, déi nach eng Kéier supplementar derbäikoumen -, da komme mer där Saach well erëm méi no.

An doriwwer eraus, mengen ech, si mer virun allem an dat ass eng Äntwert op d'Froen, déi Der hannendru gestallt hutt - awer markant och virugaangen, an den 1. Oktober 2021 huet de Fong nei Soumissions publiques lancéiert, fir Gestionnaires de portefeuille ze fannen. Engersäits an den Obligatiounen bei enger Approche durable, dat vun 850 Milliounen Euro, zwee Mandater. Zweetens, Aktiounen, do hu mer effektiv och Portefeuilles d'actions lancéiert, Appels d'offres, dat vun 1 Milliard Euro pro Mandat, och hei zwee Mandater. Doriwwer eraus hu mer och gekuckt, Aktiounen am Marché émergent, och an enger Approche durable, ze lancéieren, dat nach eng Kéier mat 600 Milliounen Euro. An doniewent hu mer virun allem gekuckt, Aktiounen lancéiert ze kréien, déi alignéiert sinn op d'Accords de Paris, wat Der och selwer zitëiert hutt, fir also ze kucken, fir eeben déi Ziler ze erreechen. An och dat sinn nach eng Kéier 500 Milliounen Euro derbäi.

Wann ech dat eng Kéier zesummerechnen ... A virun allem hänke jo nach eng Rei Obligatiounen vun de Gestionnaire vum deene Portefeuillen drun, déi net nëmmen ugehale ginn, effektiv déi Approche ze hunn, mee virun allem ze kucken, och d'Preuve ze maachen, dass se dat realiséieren. Also net nëmmen en Engagement ze schreiwen, mee et gëtt effektiv och kontrolléiert, dass des Approche eng global nohalte ass. Et muss ee soen, dass mer hei op eng Zomm kommen - an dat ass effektiv en Deel vun deem, wat mer de Moment gutt an eise Reserven hu vu 26 Milliarden -, dat si 4,3 Milliarden Euro, déi also de Lëtzebuergesche Pensiounsfond elo ab dem éischte Semester 2022 méi wäert an eng Nohaltegkeetsstrategie erabrénge!

Dat ass déi Strategie, déi Der ugeschwat hutt, déi och mat de Sozialpartner ausgeschafft gouf, esou wéi dat jo och am Koalitionsaccord steet: dass et soll do duerchdiskutéiert ginn, fir effektiv de Fong méi nohalte opzestellen. Also, 4,3 Milliarden, déi supplementar derbäikommen! Dat sinn ëmmerhin 18 % vun den Investissementer vun der Sicav vum Fong. Dat ass schon enorm, wat do, mengen ech, nei ab dem éischten Trimester wäert lancéiert ginn.

Derniewent wäerte mer d'Trajectoire, wat d'Intensité carbone ugeet, järelech kucken, mir wäerten déi also schon ab 2022 kucken. Wat och eng vun Äre Froen ass: Ass dat net ze laang? Ech sinn och der Meinung, dass dat ze laang ass. Dofir gëtt déi jo op järelecher Basis gekuckt, fir dann och en noe Suivi ze hunn an dann effektiv och nach eng Kéier ze reajustéieren, wann et muss sinn. An derniewent, mengen ech, muss een natierlech och allkéiers déi Portefeuillen analyséiere par rapport zum Accord vu Paräis.

Doniewent ass vläicht awer och ze soen, dass niewent deenen Engagementer, déi mer gemaach hunn, mir eis och zesummegedoen hu mam Finanzministère a mam Ëmweltministère, déi de Lead och do hunn, an der Luxembourg Sustainable Finance Initiative, déi eeben och genau dat doten analyséiert: Wéi kréie mer an eis zwee Fongen, déi mer hunn, engersäits de Fong vun Finanzministère, dem Staat säi Fong, an da virun allem de Pensiounsfond, eebe genau déi Nohaltegkeet do nach méi dran? Och do, mengen ech, wäerte mer an deenen nächste Méint nach eng Kéier konkret Iddien als dräi Ministeren zesumme fannen, fir Lëtzebuerg an och eis Fongen esou opzestellen. Och dat ass eppes, wat en linge ass och virun allem zur Motioun, déi am Februar 2020 hei presentéiert gouf.

A wann ech eng Kéier de Regierungsprogramm kucken, deen Der zitëiert hutt, mengen ech, ass et genau dat, wat eigentlech och hei steet. Et steet genau dran, dass mer engersäits kucken, d'Perennisatioun vum System ze garantéieren, dass mer kucken, eng Diversifikatioun eriwwerzebrénge, an dass mer doniewent probéieren, déi Approche vun engem „investissement responsable aux niveaux social et environnemental“ ze féideren. Dass mer dat maachen! An déi beschte Preuve ass déi, dass mer eeben elo 4,3 Milliarden Euro nei dran investéieren.

Ech menge schon, dass mer um richtege Wee hei sinn. A mir hunn och gefrot, dass effektiv de CA vum Fong eis en Avis schreift, wat eng Ännerung géif betreffen, wat d'Legislatioun betrëfft. Dësen Avis sinn ech amgang ze analyséieren an ech wäert en deemnächst och eng Kéier dem Regierungsrot presentéiere fir ze kucken, ob een op déi Schrëtt muss goen, ob effektiv dat, wat elo och an deem ganze Rapport erauskoum, net déi néideg Äntwerten drop gouf, fir dass mer hei op deem richtege Wee ënnerwee sinn.

Merci fir d'Nofro. A mir bleiwe selbstverständlech am Austausch, fir och transparent ze weisen, wéi eise Lëtzebuergesche Pensiounsfond funktionéiert. Merci bien.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Sozialminister Romain Schneider.

9. Question élargie n° 114 de M. André Bauler au sujet de l'évolution de l'économie digitale durant la crise sanitaire

Da kéime mer elo zur erweiterter Fro Nummer 114 vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vun der digitaler Wirtschaft während der sanitärer Kris. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir liewen am Zäitalter vun der Digitalisierung. Émmer méi Firme mussen sech de Gesetzer vum numereesche Wandel ennerwerfen. Maache se dat net, riskéiere se, d'Pedallen ze verléieren. Si gi manner performant, manner attraktiv, manner kompetitiv.

Enn September 2019 hat den Étienne Schneider, de fréiere Wirtschaftsminister, de Luxembourg Digital Innovation Hub ageweit. Et ass d'Ét d'numereesch Innovationsportal oder den numereeschen Innovationspol, deen d'Missiou huet, divers Firmen aktiv am digitale Beräich ze begleeden, virun allem also, wann et ëm d'Integratioun vun den numereeschen Technologie geet.

Enn Oktober hutt Dir, Här Wirtschaftsminister, am „Paperjam“ en Interview ginn, wou Der ganz pertinent gesot hutt, ech zitieren lech: « La transformation digitale est l'affaire de toutes les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, car elle impacte l'entreprise à tous les niveaux, que ce soit dans son organisation, dans la production ou encore en relation avec les clients. Elle s'inscrit comme un élément indispensable dans la stratégie de chaque entreprise, petite ou grande. » Enn vum Zitat.

Iwwert dës Feststellung eraus gëtt et awer och ëmmer méi Betriber, déi exklusiv Déngschtleeschter am digitale Beräich sinn an déi also digital Produiten ubidden. Dat geet vun de bekannten Datenzentren iwwer Internetagenturen bis hin zu Mobile-Marketing-Firmen. Dës Betriber diversifizéieren eis national Wirtschaft a schafen Aarbechtsplazen an eng Valeur ajoutée, e Méiwäert, deen an der Economie u Gewicht gewinnt.

Et schéngt mer awer wichteg ze sinn, virun allem mat Bléck op d'Pandemie, besser ze kucken, wéi sech dës Betriber vun der digitaler Wirtschaft entwéckelt hunn a wéi grouss hiert Wuesstumspotenzial heizuland ass. Dofir wollt ech dem Här Wirtschaftsminister folgend Fro stellen:

Wou ass de Secteur vun der digitaler Wirtschaft de Moment drun? Wat fir Aktivitéite maachen de Profil vun deem Secteur aus? Wat sinn dat also fir Firmen? Wéi vill Datenzentren zielt d'Land de Moment? Wat fir Servicer ginn do uegebueden?

Wéi vill Leit schaffen am Secteur? Wat fir beruflech Profiler gi gesicht? Gëtt et de Moment och hei Enkpäss, Enkpäss beim Personal? Wéi steet et ëm d'Promotioun vu Lëtzebuerg als Standuert fir digital Betriber? Wéi kënne mer also och hei méi attraktiv ginn?

Wat fir Auswirkungen hat dann d'Pandemie op den digitale Secteur? Koum et zu enger spierbarer Croissance vun hierer Wäertschöpfung? Konnten duerch déi sanitär Kris nei Creneaven opgemaach oder bestoender entwéckelt ginn?

Wat si generell d'Perspektive vum betroffene Secteur? Gëtt et vun dese Firme prezis Fuorderungen a puncto Infrastruktur, a puncto Plaz an Aktivitéitszonen an a puncto Weiterbildung?

An zum Schluss kann ee froen: Ass et virgesinn, fir an Zukunft reegelrecht digital Aktivitéitszonen ze schafen?

Dat gesot, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Merci dem Deputéierte Bauler. Hien ass ee vun de Grënn, firwat ech haut e Festival de questions hei hunn an der Chamber. Mee et si lauter gutt Froen a pertinent Froen, dofir äntwerten ech natierlech och ganz gären drop.

En huet Recht natierlech, dass d'Digitalisatioun eppes ass, wat während der Pandemie e Push krut, wat wierklech weiderkomm ass. Et ass e Beräich, deen transversal ass, deen d'ganz Economie betrëfft, deen och all d'Betriber, all d'Secteurs betrëfft, souwuel kleng Entreprisé wéi och industriell Entrepreneuren. An all Betrib, wou Der haut higitt, hutt Der eng Digitalisatioun, vu ganz weineg bis ganz vill, Industrie 4.0, ganz vill Roboteren, ganz vill artificiell Intelligenz op Plazen, wierklech eng Produktioun, déi héich technologesch ass. Dat ass e Phenomeen, deen een iwwerall begéint.

An et ass eng vun deenen zwou Transformatiounen vun eiser Economie: Dat ass déi gréng Transitioun

vun enger méi nohalteger Economie, mee et ass natierlech och déi digital. An déi zwou ginn Hand an Hand. An dofir ass et net iwwerraschend, dass een déi zwou Saachen och ëmmer méi staark erëmfënnt op allen Niveauen.

Et ass natierlech schwéier, an Dir hutt do ganz Recht, et ass schwéier ze kategoriséieren, wat wierklech reng digital Betriber sinn. Et gëtt Betriber am Digitalen, déi queesch duerch all Secteurs ginn, mee déi awer ganz schwéier als reng ICT-Entrepreneuren ze kategoriséieren sinn. Bei allen Entrepreneuren, Startuppen, PMEen an esou weider, Finanz-, Kreativ-Industrie, Space fannt Der haut Digitalisatioun. An iwwerall do spillen déi digital Technologien eng Roll, ouni dass dat elo reng Daten- oder ICT-Entreprisé sinn.

De Stateg seet eis awer fir den ICT-Secteur, an och dat ganz kloer, dass deen 2020, am Joer vun der Pandemie, wierklech d'Economie eropgehuewen huet. Dat heescht, ganz vill vun deene Secteuren, déi gelappt hunn, sinn am Fong opgefaange ginn duerch déi staark Performance am ICT-Secteur, souwuel, wat déi generéiert Valeur ajoutée ugeet - do hu mer e Plus vun 11 % par rapport zum Virjoer -, wéi och den Emploi an deem Secteur.

Alles dat huet natierlech ze di mat Teletravail, mat E-Commerce, mat Digitalisatioun an alle Beräicher vun der Economie, déi, wéi gesot, mat der Pandemie wierklech e Push krut. Mir soen heiansdo am Wirtschaftsministère, dass d'Digitalisatioun ëm véier Joer acceleréiert ginn ass, u sech e Fast Forward mat der Pandemie. Och dat ass natierlech an deem Fall dann eng positiv Begleeterscheinung vun deser Pandemie.

2020 war dat e Secteur, deen 20.500 Leit beschäftegt huet. Dat ass e Plus vun 2,5 % vum Emploi an deem Secteur. Et gesäit een och, dass op déi lescht zéng Joer järelech do eng Croissance vu plus 4,2 % fir d'Valeur ajoutée war an 3,5 % fir den Emploi. Dat ass also en extreem dynamesche Secteur, een, dee sech staark entwéckelt, dee sech iwwert déi lescht Jore staark entwéckelt huet an deen och nach weider sech ganz staark entwéckelt.

Dat huet natierlech en direkten Impakt op den Emploi. Dat ass jo eng vun deene Froen, déi Der gestallt hutt. Et gëtt eng ganz staark Demande fir ICT-Profiller. Dat ass natierlech en Defi zu Lëtzebuerg wéi och am Rescht vun Europa. Mir wëssen, dass et net genuch d'Profiler gëtt, also mussen mer der méi forméieren. Mir müssen déi Filière méi attraktiv maache fir eis Jugendlech. Mee mir müssen natierlech och Talenter aus dem Ausland unzéien an deem Beräich.

Och do ass et natierlech e Phenomeen, dass et do ganz vill Teletravail gëtt, dass insbesonnesch am Coding, an der Programmatioun, ganz vill Leit à distance schaffen. Dat ass eppes, wat een am FinTech gesäit, mee awer och an aneren Entrepreneuren, Startuppen. Do ass et am Fong egal, ob d'Leit zu Lëtzebuerg setzen, an der Ukrain oder soss iergendzousch an der Welt, wou se dann hir Programmatioun kënne maachen.

Eng Eurostat-Studie seet, dass an der EU d'Unzuel vun de Leit, déi als ICT-Spezialisten ugestallt sinn, am Zäitraum 2011 bis 2020 ëm 50 % an d'Luucht gaangen ass. Dat ass bal néngmol méi wéi d'Hausse vum Emploi en général, déi bei 5,5 % louch. Enger Schätzung no bräicht d'Europäesch Unioun bis 2030 20 Milliounen ICT-Experten, zemoools Kompetenzen a Cybersecurity, Cloud, Datenanalys an och Dategestioun, mee awer och an allem, wat High-Performance-Computing ass.

Eurostat seet eis och, dass Lëtzebuerg europawäit op der véierter Plaz ass, wat de Prozentsatz vun IT-Experten an der aktiver Bevëlkerung ugeet. Den Thierry Breton huet dat och nach eng kéier gëschter ennerstrach, wéi en hei zu Lëtzebuerg war. Mir si ganz virbäi bei deenen digitale Kompetenzen an och an dem Training, dee mer deene Leit ginn, dat heescht, an der Formation continue, déi mer an dem Beräich vun den ICT-Skills ginn.

Mir sinn natierlech do weltwäit an och europäesch an enger Konkurrenz. Mir sinn an engem vun deenen Indexen, am Global Talent Competitiveness Index, op aachter Plaz, wat d'digital Kompetenzen ugeet. Ganz wäit virdu geseit ee Länner wéi d'Schwäiz, d'USA oder och nach Singapur.

Ech hunn et gesot: Et ass wichteg, fir eeben déi Lück do ze fëllen, fir déi Besoinen ze fëllen u Skills an deem Beräich, dass mer weiderhin eis Jonk dorobber sensibiliséieren, dass mer och déi Rekonversiounen, déi elo kommen an enger Transformatioun vun der Aarbechtswelt, orientéieren op déi Sparten, wou ganz vill Leit gesicht ginn, an dat ass d'Digitalisatioun.

Och do gëllt et Efforten ze maachen am Beräich vum Upskilling vun de Leit. Mir müssen awer och kucken, dass mer Frae fir de Secteur vun den ICT gewinnen. An dofir ass d'Wichtigkeet vun der Aarbecht vun esou Associatioune wéi Women Cyber Force oder Women in Digital Empowerment, déi och hei bei eis ganz aktiv sinn.

Mir hunn och am Beräich vun der Cybersecurity e Secteur, deen extreem wichteg ass, well et ass kloer, dass alles, wat konnectéiert gëtt, alles, wat online ass, attaquabel gëtt fir Cyberkriminalitéit. An och do mussen mer eis Kompetenze ganz staark verstärken. Dat maache mer mat eisem Centre for Cybersecurity mat deene Partenariats publics-privés, déi mer hunn am Beräich vun der Cybersecurity. Mee och do ass et natierlech eng Kompetitioun fir d'Talenter.

Zum Schluss, mengen ech, kann een zum Emploi an zu den Talenter nach soen, dass et eng nei Formatioun och gëtt bei eis zu Lëtzebuerg. Dat ass e BTS en cybersécurité, deen elo am Hierscht 2021 ugefaangen huet.

Wat elo d'Projeten ugeet, fir nach déi digital Economie weiderhin ze stäerken an och als Reaktioun op d'Pandemie weider auszubauen, mengen ech, kann ee fir d'Éischt nach eng kéier soen, dass wierklech hei alles, wat digital ass, e risege Boost krut. Mir hunn dat natierlech och nach ennerstézt mat enger Partie Hëllef, déi mer speziell adoptéiert hunn am Kontext vun der Pandemie.

Ech hunn des Éfteren hei an der Chamber vun der Neistart-Hëllef geschwat, déi mer am Juli 2020 adoptéiert hunn. Dat ass eng Hëllef, déi ausgeluecht war, fir d'Entrepreneuren ze encouragéieren, fir an ëmweltfrëndlech Prozesser ze investéieren, fir awer och an d'Digitalisatioun ze goen, fir hir Prozesser ze moderniséieren an an der Kreeslafwirtschaft weiderzokommen. An dat ass eng Hëllef, déi ganz staark gegräff huet. Do konnt ee bis zu 50 % digital Prozessinnovatioun bezuschosst kréie vum Staat.

An et si ganz vill Betriber, déi dës Hëllef effektiv och genotzt hunn, fir sech ze digitaliséieren. Vun 279 Dossieren, déi bei där Hëllef bis ewell traitéiert goufen, waren der 107 am Beräich vun der digitaler Innovatioun. Dat weist also, dass d'Entreprisé wierklech op déi Hëllef do zréckgegräff hunn, fir déi digital Transitioun do bei sech ze begleeden.

Eng aner Hëllef, déi mer agefouert huet, dat war de Fit 4 Resilience vu Luxinnovation, wat u sech eng Kofinanzéierung vun enger Consultance war, wou Entreprisé konnten zesumme mat Luxinnovation an zesumme mat engem Consultant sech conseilléiere loosse, fir méi resilient ze ginn, dat heescht och méi digital ze ginn an engem Environnement post-pandémique.

Voilà. Ech mengen - just nach ganz schnell, ech ginn elo net an den Detail -, Dir wësst, dass et eng ganz Rei Strategie gëtt vum Wirtschaftsministère fir d'digital Economie, wéi och natierlech vum Rescht vun der Regierung. Säit 2019 hu mer eng Innovatiounsstrategie, déi op Date berout. Mir hunn d'Joer eis Strategie „Ons Wirtschaft vu muer“ adoptéiert. Och do geet et ëm d'Digitalisierung.

Mir hunn och eng ganz Rei Projeten an Infrastrukturen, déi natierlech e bëssen d'Réckgrat si vun där ganzer Strategie, sief et d'Datenzentren, sief et eisen High Performance Computer, sief et och déi verschidden europäesch Projeten, déi mer matmaachen: GAIA-X, den europäesche Cloud, wat en europäeschen IPCEI ass, Important Projects of Common European Interest, wou et drëm geet, en europäesche Cloud ze bauen, deen dann och eisen héije Sécherheetsuspréich gerecht gëtt.

An dann hu mer ee ganz ambitiöse Projet, dat ass dee vun enger nationaler Dateplattform, wou et wierklech drëm geet, fir Daten ze kollektéieren an deene verschiddenste Beräicher, se interoperabel ze maachen an esou zur Verfügung ze stelle vu Betriber wéi awer och vun der Recherche, awer och am Santéberäich, fir eebe kënnen nei Saachen ze modelliséieren, fir Intelligence artificielle weiderzobringen an och an der Digitalisatioun weiderhin nach e Sprong ze maachen.

Voilà. Dat alles, mengen ech, fir lech nach eng kéier ze soen, dass mer do gutt geschafft hunn, dass d'Pandemie eis e Push ginn huet, fir nach méi digital ze ginn, an dass mer do, mengen ech, relativ gutt ennerwee sinn. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

10. Question élargie n° 115 de M. Laurent Mosar au sujet des investissements publics dans le secteur spatial

An da komme mer zur erweiterter Fro Nummer 115 vum Här Laurent Mosar iwwert d'ëffentlech Investitiounen am Weltraumsektor. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn elo fënnf Joer hier, dat de fréiere Wirtschaftsminister Étienne Schneider déi Spaceresources-Initiativ gestart huet. Dat war am Laf vum Joer 2016. Déi Initiativ huet eng ganz Rei vu Business hei zu Lëtzebuerg generéiert. Et sinn och eng ganz Rei vu Gesellschaften, déi sech an deem Secteur entretemps hei niddergelooss hunn. Et ass also eng Initiativ, déi eng ganz Rei vu positiven Effeten hat.

Allerdéngs dierf een och net vergiessen, dass eng Rei méi negativer derbäi waren. Ech wëll hei net nach laang iwwer Planetary Resources schwätzen. Mee wann ech haut gefrot hunn, fir déi Fro op den Ordre du jour ze kréien, ass et eigentlech, fir e kuerzen Tëschebilan kënne vum zoustännege Minister ze kréien. An ech hunn do och haaptsächlech véier Ursachen, déi mech derzou gefouert hunn, dat haut an hei ze froen.

Dat Éischt ass, dass am Kader vum ICT Spring, deen elo am September stattfonnt huet, eng ganz Rei vun Initiativen och do vum zoustännege Minister, awer och vum Privatsektor virgestallt gi sinn.

Eng zweet Ursach ass, dass de Minister elo mat engem Wirtschaftsmissioun, och am Kader vum Dubai, do op der Plaz war an do op engem Kongress derbäi war, deen IAC heescht, de Congrès international d'astronautique. Och do schéngen eng ganz Rei vu Kontakter geknäppt ginn ze sinn, wou et interessant ass, awer vum Minister ze héieren, wat do ganz konkret wäert kommen.

En drëtten Punkt ass, dass d'SNCI, awer och de Staat selwer iwwert de Wirtschaftsministère eng substaanzuell Participatioun bei engem Fong geholl hunn, engem lëtzebuergesche Fong, Orbital Ventures. Et ass e Fong, deen entre-temps 120 Milliounen scho realiséiert huet, wat also och e grouss Succès schéngt ze sinn.

An dann e leschte Punkt, dat ass deen, dass anscheinend och zwee MoUen (ndlr: Memorandum of Understanding) ofgeschloss gi sinn, ee mat Airbus an ee mat der ASI, dat ass déi italieenesch Space-agence.

Dorausser ergi sech da fir mech folgend Froen:

Eng éischt Fro ass, fir genau emol gewuer ze ginn, Här Minister, wat dann elo déi global Enveloppe ass, déi direkt vum lëtzebuergesche Staat respektiv vun der SNCI oder och vun der Spuerkeess a Space-resources-Projete gestach ginn ass. Et liest een do, dat wär e Montant vun 30 bis 40 Milliounen. Ech wär frou, wann Der eis de Mëtten do vläicht kéint méi e genaue Montant ginn.

Zweetens: Wivill Entreprisé sinn an der Tëschenzäit an deem Secteur aktiv? Och do geet dervu rieds, dass 20 Entreprisé sech an de leschte Méint hei niddergelooss hätten a mer entre-temps op ronn 70 Entreprisé wieren. Och do wär ech frou, wa mer méi Prezisioune kéinte kréien.

Drëtten: Wivill Leit schaffen ongeféier haut an deem gesamte Secteur?

A véiertens, eng ganz wichteg Fro: Kann ee schon ongeféier soen, wat dee Secteur och als steierlech Recetten entre-temps generéiert? Well dat soll jo en zousätzlecht Standbee ginn.

Da fënneftens: Ech hu vun där Participatioun vun Orbital Ventures virdu geschwat, mee niewent där sinn nach aner gréisser Participatiounen envisagéiert. Kann de Minister eis eventuell do haut scho méi soen?

Sechst Fro: Ech hunn et schon ugeschnidden, déi zwee MoUen, kann de Minister eis do vläicht déi eng oder aner Prezisioun ginn? Ech wär d'ailleurs do dankbar, wa mer vläicht och eng kéier an der zoustänneger Wirtschaftskommissioun déi MoUen dann à huis clos och no där Prozedur, déi mer eis ginn, kéinte virgestallt kréien.

Siwent Fro: Wéi gesäit et um Niveau vun der Kooperatioun mat anere Länner aus? Do waren enner dem Étienne Schneider relativ intensiv Kontakter mat Russland, och mat China geknäppt ginn. Wou si mer do drun?

Aacht Fro: Et soll nach ëmmer en internationale „legal framework“ do kommen. Et war ee Moment envisagéiert, deen um Niveau vun den Nations Unies ze concluéieren. Wou si mer do drun? Si mer e bëssen do virukomm?

Néngt Fro: Wéi gesäit et mat deem geplangte Spacecampus aus? Wou soll deen entstoen? Ech hunn do och héieren, dass eventuell zwou oder dräi Plaze solle kommen.

An zéngt a lescht Fro: All déi Weltraumaktivitéite solle jo awer och nohalteg sinn. An do kritt een awer elo an de leschte Woche mat, dass do verschidde Leit, déi warscheinlech e bëssen ze vill Suen hunn, eng Aart Weltraumtourismus maachen. Och do: Ass ofgeséichert, dass all déi Aktivitéiten, déi hei vu Lëtzebuerg aus gesteiert ginn a wou mir och Participatiounen hunn, net dozou do sinn, fir esou Weltraumausfluch ze maachen?

Ech soe scho Merci fir d'Äntwerten.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, nach eng kéier den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - ... gejëngert hat. Zéng Stéck.

■ **Une voix.** - Zéng konkret Froen.

■ **Une autre voix.** - ... eng konkret Äntwert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Eng extraterrestresch.

(*Interruption*)

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie**.- Hār President, et ass effektiv wouer, dass ech zu Dubai war - ech hunn dat schonn de Mëtte gesot -, fir gutt Kniddelen z'essen a gudde frësche Muselwäin ze drénken, awer och haaptsächlech, fir effektiv um International Astronautical Congress derbäi ze sinn, wat déi gréisst Konventioun ass am Beräich vum Space a vun de Spaceresources. Wat mer dann effektiv och d'Occasioun gëtt, fir hei e bëssen de Punkt ze maachen iwwer alles, wat mer do gemaach hunn, an och, wat an deem Secteur fir de Moment leeft.

Ech kann lech soen, dass bei där Missioun eng 34 Betriber derbäi waren, déi am Spaceselector aktiv sinn. Mir haten e Stand op deem IAC mat aacht Lëtzeburger Expositanten, dee ganz gutt besicht war, wou och all déi Leit, déi do matgemaach hunn, ganz begeeschtert waren an och ganz gutt Kontakter erëm konnte knäppen. Et huet een erëm gesinn, dass dat Zesummekommen, u sech den Networking a physiquement sur place sinn wierklech awer eppes aneres ass wéi déi ganz Visiokonferenzen, déi mer elo all déi Zäit do gemaach hunn.

Ech hunn och do effektiv eng Rei Annoncë gemaach an där Woch. D'Presentatioun vum Spaceselector Orbital Ventures, do kommen ech nach drop zréck. Mir hunn och am Kader vum ESRIC, eisem European Space Resources Innovation Centre, dee mer zesumme mat der ESA maachen, en neien Incubateur annonciéiert an och e Plang, fir Startuppen ze encadréieren.

Mir hunn eng Rei Signaturë gemaach vu Kooperatiounsaccorden tëschent der LSA an der italieenescher Spaceselector. Dat war de Follow-up vun enger Rencontre, déi ech mam italieenesche Staatssekretär am Februar 2020 hat. An dat war d'Konkretisatioun vun där Kollaboratioun, awer och effektiv tëschent der LSA an dem CNES (ndlr: Centre national d'études spatiales), der franséischer Spaceselector, wéi awer och tëschent ESRIC an Airbus, déi zesumme wäerte schaffen am Kader vun deem neie Spacecampus.

Mir hunn och deen neie Space Directory presentéiert. Dat ass e Bichelchen, wou all d'Acteuren aus dem Space dra resuméiert sinn. Et ass effektiv esou, dass trotz Pandemie den Ekosystem sech developpéiert huet vu 50 Acteuren op elo 70 Acteuren. Dat heescht, dat ass eppes, wat sech ganz dynamesch entwéckelt. Dat sinn net nëmmen Entreprises, mee dat sinn och Acteuren aus der Recherche an aus anere Beräicher.

Wat elo d'effentlech Investitiounen ugeet a Betriber aus dem Spaceselector, esou ass et effektiv esou, an Dir wësst dat, dass et een Deel vun eiser Strategie ass am Beräich vum Space, fir och Investissemenen ze maachen an Entreprises, a jonk Entreprises, déi e grousst Potenzial hunn an déi am Beräich vum NewSpace a vun de Spaceresources ënnerwee sinn. Dat maache mer souwuel direkt wéi och indirekt. An ech kann lech do natierlech och eng Rei Detailler dozou ginn.

Mir sinn als Staat direkt an zwee Investitiounsfonge bedeelegt, déi esou Investissemenen am Secteur spatial maachen. Deen een ass Orbital Ventures, wou mer effektiv de Closing annonciéiert hunn zu Dubai. An deen zweeten ass den Digital Tech Fund. Mir hunn och indirekt Bedeelegunge vum Staat an esou Fongen iwwert d'SNCI, déi jo och an den Digital Tech Fund investéiert huet wéi och an den Orbital Ventures an och zousätzlech an de Luxembourg Future Fund, deen och kann a Spacecentres investéieren.

Déi Fonge sinn tatsächlech a Spacebetriber, a Startuppen investéiert. Als Beispill kann een hei de Luxembourg Future Fund ginn, deen en Investissemenen huet an d'Spire Global. Spire Global ass eng Entreprise, déi hei zu Lëtzebuerg hire Siège huet, déi sech ganz staark entwéckelt, déi och op anere Plazen an der Welt Filialen huet, mee déi hei zu Lëtzebuerg hire Siège huet. Si huet u sech eng Aktivitéit vun Observatioun vum Espace, kombinéiert dat mat Datesets, déi se hei ënnen op der Äerd fënnt, woumat se zum Beispill am Beräich vun der Observation maritime, vum Trafic maritime, awer och dem Klima e ganz gudde Business huet, à tel point, dass déi Entreprise elo am August cotéiert ginn ass um New York Stock Exchange an elo valoriséiert ass op e puer Milliarden Dollar.

Dat ass dee Moment natierlech och e ganz lukrativen Investissemenen fir de Lëtzeburger Staat. An dat, mengen ech, muss een dann awer och deenen Echecken entgéintsetzen - Dir hutt vu Planetary Resources geschwat. Et ass kloer: Wann een an deem Beräich do investéiert, bréngt dat Risike mat sech, bréngt natierlech awer och, wann et eppes gëtt, ganz grous Plus-valuë mat sech. An dat ass zum Beispill am Beräich vu Spire Global de Fall: e Succès an e ganz rentabelen Invest, awer och doriwwer eräus eppes, wat sech am Emploi ganz gutt entwéckelt.

De Luxembourg Future Fund ass ausserdeem och nach an där finnescher ICEYE investéiert, wat och e Betrib ass, dee sech ganz gutt entwéckelt. Dat ass eng Flott vun Nanosatelliten, vu ganz klengen Satelliten, déi an der Äerdbeobachtung aktiv ass.

Da gëtt et den Digital Tech Fund, deen am Spatial an Hydrosat investéiert, déi zu Lëtzebuerg ugesiddelt sinn. Och déi maachen Analyse vu geospatialen Donnéeën: zum Beispill fir Clienten, déi Wiederdonnéeën maachen, awer och fir d'Landwirtschaft plangen. Och do sinn dat ganz wichteg Donnéeën an deem Beräich. Dat si Fongen, déi, wéi gesot, net exklusiv op de Spaceselector fokusséiert sinn, déi awer och Entreprises hunn am Spaceberäich.

Mee den Orbital Ventures ass e Fong - an do kommen ech elo vläicht méi am Detail drop ze schwätzen -, dee wierklech exklusiv am Beräich vum Space investéiert ass. Déi Initiativ, déi effektiv ufank 2000 nach vum Étienne Schneider annonciéiert gouf, ass wierklech, fir e Spaceselector opzebauen. Dat ass vun der Regierung, der Luxembourg Space Agency a mengem Ministère deemoos gemaach ginn an zesumme mat Partner aus dem Privé an dem Public opgesat ginn. De Fong gëtt vu Promus Ventures geréiert. Dat ass en Investmentmanager, dee spezialiséiert ass op déi Beräicher, an do gëtt dann d'Selektioun vun deenen interessanten Entreprises gemaach. Et gëtt natierlech eng Due Diligence gemaach, wéi seriö déi Entreprisë sinn, wat hire Business-Case ass. An da gëtt decidéiert, fir dran ze investéieren.

Nieft der Regierung, déi 27 Milliounen Euro via de Wirtschaftsministère investéiert huet, huet nach d'SNCI an dee Fong investéiert mat 18 Milliounen Euro, awer och den Europäeschen Investitiounsfong, den EIF - wat jo awer och ëmmer eng Caution ass vu Seriö a vu Kreditabilitéit -, dee 40 Milliounen Euro an dee Fong investéiert huet. Awer och d'Spuerkeess, BGL, BIL, POST, OHB, SES a Promus selwer hunn allegueren an dee Fong do mat investéiert.

Dir hutt et selwer gesot: Dee Fong huet e gesamt Volume vun 120 Milliounen Euro, deen d'Joer säi Closing gemaach huet. D'Zil ass et wierklech hei, fir Kapitalinvestitiounen a Startuppen aus dem NewSpace mat innovativen Iddien an Technologien ze maachen, déi nach relativ fréi an hirer Entwécklung dru sinn. Do kann ee Beispiller ginn. Dee Fong ass elo a siwe Betriber investéiert, zum Beispill an Isotropic Systems. Dat ass eng englesch Gesellschaft, déi spezialiséiert Satellitbau mécht. Ellipsis Drive ass eng Entreprise, déi eng Dateplattform fir geospatial Informatiounen mécht. An eng Rei anerer.

Et ass effektiv esou, dass dat net nëmme lëtzeburgeresch Entreprisë sinn. Et ass awer ëmmer de Gedanken dohannert, dass - well dat ass en Ekosystem, deen nach relativ kleng ass, deen extreem international ass - een iergendwann eng Kéier e Spillover kritt fir Lëtzebuerg, dat heescht, dass ee probéiert, en Deel vun deenen Aktivitéiten dann och op Lëtzebuerg ze kréien.

Op alle Fall ass et esou, dass et hei eng Transparenz gëtt, wat elo d'Performance vun deem Fong ugeet, an dass dese Fong wierklech och ganz kloer d'Positioun vun eisem Land als Leader am Beräich vu kommerziellen Aktivitéiten am Space stäerkt. Et war wierklech impressionnant ze gesinn zu Dubai, wéi staark eis Kreditabilitéit ass als Land am Beräich vun de Spaceresources, an deem ganze Beräich vun deenen Entreprises, déi sech drop spezialiséieren, Saachen hierzestellen, awer och Servicer unzubidden, fir déi kommerziell Exploitatioun am Space weiderzebréngen. An do schwätzen ech elo emol net méi vu Mining, do schwätzen ech wierklech vun Daten, Datenökonomie, well do geet et och ganz vill ëm Daten.

Et geet ëm Äerdobservatioun, et geet awer och ëm Saache wéi - an Dir hutt et och ugeschwat - Space-traffic, dee ganzen Debris-Management, wou et jo haut nach d'Nouvelle war, dass elo e Satellitt vun de Russen do uewen an d'Luucht geschoss ginn ass, deen elo Space-Debris do hiestellt. Dat heescht, dat sinn déi Applikatiounen, déi wierklech dans un premier temps elo kommen. Awer och déi vun Entreprisë wéi Maana Electric, déi Fotovoltaikpannoen hiestellen, déi duerno kënnen um Mound selwer mat Regolith fabrizéiert ginn, déi awer och entre-temps op der Äerd kënnen gemaach ginn. Dat heescht, dat sinn Dual-Use-Saachen, déi och an deem Spaceselector amgaange sinn, ganz staark opgekomen. Dat si wierklech Beräicher, déi sech ganz staark entwéckelen.

Da gëtt et nach eng Rei Privatfongen, Fonge mat privatem Kapital, déi zum Deel oder integral a Betriber aus dem Spaceselector investéiert sinn, wéi zum Beispill Expon Capital, awer och NewSpace Capital. Dat si Fonge mat experimentéierte Leit aus deem Secteur, déi och do ganz staark ënnerwee sinn.

Voilà. Ech mengen, Hār President, ech krut ganz vill Froe gestallt vum Hār Mosar. Ech weess awer, dass ech meng Zäit elo hei opgebraucht hunn. Ech mengen, dat gëtt lech awer e gudden Aperçu.

Den ESRIC ass en anere wichtige Baustee vun där ganzer Initiativ, deen elo d'lescht Joer lancéiert gouf. Do geet et wierklech drëm, zesumme mat der ESA am Beräich vun de Spaceresources hei en Zentrum opzebauen, wou déi ganz Infrastruktur och do ass: wéi zum Beispill eng sougenannt „dirty vacuum chamber“, wou kënnen Simulatiounen gemaach ginn dans des conditions réelles, wéi wann een um Mound wär, fir do Roveren an allméiglech Saachen ze probéieren, am Fong ze simuléieren, de Kontext ze simuléieren vum Space. Och dat ass eppes, wat natierlech e ganz wichtige Bausteen ass vun där ganzer Initiativ.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Hār Wirtschaftsminister.

(*Interruption par M. Laurent Mosar*)

Ech wëll lech just soen, Hār Mosar, Är Zäit war och schonn opgebraucht.

■ **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Ech wollt eng Propositioun maachen, Hār President. Ech verstinn, ech hat vill Froe gestallt. Et ass eng ganz passionnant Matière. Den Hār Minister - an ech maachen en awer do kee Reproche - konnt net op all meng Froen äntwerten. Ech wëll och elo hei net méi laang Zäit an Usproch huelen. Ech géif vläicht proposéieren, mam Accord vum Minister - ech kucke mäi Kolleg President vun der zoustänneger Kommissioun -, dass mer vläicht eng Kéier kéinte bei enger nächster Geleeënheet déi Froe méi am Fong an där dofir zoustänneger Kommissioun diskutéieren. Ech mengen, dat géif eis allegueren arrangéieren. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Très bien!

11. Question élargie n° 118 de M. Laurent Mosar au sujet du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange

Mir kënnen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 118 vum Hār Laurent Mosar kommen iwwer Liberty Steel. An ech wëll drop opmierksam maachen, dass och hei d'Spillereegelen net geännert hunn, dass de Frosteller fënnf Minutten Zäit huet, ...

(*Interruption*)

... fir d'Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousatzfro. An och hei stinn der Regierung nëmmen zéng Minutten zou. Hār Mosar, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Jo, merci, Hār President. Hār Minister, ech kann lech berouegen: Hei wäert et weesentlech méi kuerz sinn.

Ech wollt nach eng Kéier op dee Sujet Liberty Steel zréckkommen. Mir hate schonn e puermol souwuel hei am Plenum iwwert dee Sujet geschwat wéi iwwerengs an an der zoustänneger Kommissioun. Fir d'lescht war dat den 29. Juni. An ech hunn d'Gefill - an ech weess net, ob dat Gefill herno och vum Minister a senger Äntwert gedeelt gëtt -, dass mer leider Gottes nach net weesentlech virukomm sinn an deem doten Dossier an dat d'Situatioun eigentlech och nach keng fundamental aner ass wéi déi, déi mer viru fënnf Méint virfonnt hunn.

Ganz kuerz: Wat ass entre-temps vläicht passéiert, wat ee kéint erwänen? Et huet een d'Gefill, dass d'Financiere vun deem Grupp Liberty Steel, de Grupp GFG Alliance, amgaange sinn, massiv an déi englesch Fabricken an Usinnen ze investéieren. Et huet een och d'Gefill, dass een anere vun den Elementer vun deem Grupp, nämlech LIBERTY Galati, déi a Rumänien sinn, och amgaange sinn, ganz staark ze expandéieren. Meng Informatiounen no géifen déi och richteg gutt Geld verdéngen.

Allerdéngs féiert dat alles derzou, dass souwuel zu Léck wéi och zu Lëtzebuerg - zwee Wierker, déi jo ganz enk zesammenhängen - leider Gottes net ganz vill geschitt a mer mengen Informatiounen no hei eigentlech just op engem Niveau vun 20 % Auslastung vun der Produktioun sinn. Wat eigentlech lächerlech ass fir e super flotten a performante Site, dee mer zu Diddeleng hunn, och mat ganz kompetenten an engagéierte Mataarbechter.

Wat awer elo nei ass: dass net méi spéit wéi haut - an duerfir, mengen ech, ass et och gutt, dass déi Fro haut diskutéiert gëtt - jo anscheinend e Sanéierungsplang, dee Léck betrëfft an dee sécherlech och wäert Auswierkungen op de Site Diddeleng hunn, vun engem belsche Geriicht entweder approuvéiert oder eventuell och net approuvéiert gëtt. Dat ass eigentlech dat eenzegt neit Element, wat een elo hei ka preziséieren.

Ech wollt dem Minister dofir eng Rei vu Froen dozou stellen, fir d'ëischt effektiv wat dat Sanéierungsverfahren ubelaangt: Huet de Minister eventuell schonn Informatiounen, wat do geschitt ass? Wat huet dat fir Konsequenze fir de Site zu Diddeleng?

Zweetens: Wéi vill Mataarbechter sinn am Moment erëm a Kuerzaarbecht zu Diddeleng? D'leschte Kéier waren dat der nach 85. Wéi huet dat evoluéiert?

Drëtters: Wéi ass et mat de Gehälter vun de Mataarbechter? Ech muss lech soen, dass dat wierklech eng ganz traureg Situatioun ass fir déi Leit, déi quasi all Mount ëmmer erëm mussen zidderen, ob se och hir Pai kréien. Ech wär och do frou, vläicht ze héieren, ob zumindest déi Paie bis Enn des Joers vun deene Mataarbechter ofgeséichert sinn.

Dann eng véiert Fro: De Minister hat eis gesot, dass en d'SNCI beoptraagt hätt mat enger Analys an enger Expertise, wéi een eventuell an där Saach do kéint virufueren. Dat och fir ze kucken, ob et eventuell do kéinte Kooperatiounen mat anere potenziellen Investisseuren ginn. Do wollt ech froen: Wou si mer am Moment drun? Kann de Minister eis do de Mëtting vläicht schonn e bësse méi soen? Wéi sinn am Moment d'Gesprécher mat der Direktioun respektiv och mat de Gewerkschaften, déi jo do ganz aktiv um Terrain sinn? A wat sinn och déi laangfristeg Perspektiven fir dat dote Wierk? Well et huet een einfach d'Gefill, dass souwuel d'Mataarbechter wéi d'Direktioun eigentlech och net méi schrecklech glécklech iwwert déi aktuell Situatioun sinn a léiwer haut wéi muer do géifen erauskommen.

An dann eng lescht Fro, Hār Minister. Dir hat d'leschte Kéier gesot - dat war also den 29. Juni -, Är Gedold wär bal um Enn an dem Dossier. Elo si mer fënnf Méint méi spéit. Et ass nach net schrecklech vill geschitt. Meng Fro ass: Ass Är Gedold dann elo um Enn oder wéini ass se um Enn?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmoos, Hār Mosar. D'Regierung huet d'Wuert. An dat ass nach eng Kéier den Hār Wirtschaftsminister Franz Fayot.

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie**.- Jo, Hār Mosar, et ass nach ëmmer esou. Wat net geännert huet, dat ass, dass et fir d'Regierung nach wie vor absolutt prioritär ass, fir an deem Dossier do eng Léisung ze fannen, déi fir de Lëtzeburger Site zu Diddeleng an och fir déi Leit, déi do schaffen, eng durabel a perenne Léisung ass, fir hiren Emploi ofzesécheren, fir och d'Aktivitéit do ofzesécheren.

An et ass och richteg, dass d'SNCI do an deene leschte Méint ganz vill un deem Dossier geschafft huet, fir eng Rei Zenarien ze analyséieren, fir och mat enger Partie méiglechen industrielle Partner iwwer eng Reprise vun deem Site mat neien industrielle Pläng ze diskutéieren an och natierlech iwwert d'Modalitéit vun enger Finanzéierung vun esou enger Léisung.

Et ass awer ëmmer erëm wichteg ze betounen - an do ass et mat menger Gedold och net vill besser gi mat der Zäit an deene leschte fënnf Méint -, dass d'Situatioun vun Diddeleng ganz staark un där vu Léck hänt. Déi zwee Sites de production sinn ënnerwee liiert. Dir wësst, dass Diddeleng am Fong haaptsächlech Travail à façon gemaach huet fir déi Coils, déi vu Léck koumen. An natierlech: Wa Léck au ralenti dréit, dann dréit och Diddeleng au ralenti.

An Dir wësst, dass Léck - an Dir hutt selwer elo drun erënnert - fir de Moment an enger Réorganisation judiciaire ass, säit dem 11. Mee d'Joer. Dat ass eng Prozedur, déi elo nach bis den 30. November leeft, wou elo also muss ofgestëmmt gi vun de Creanciere vu Léck, ob se mat där Propositioun, déi do virlirt, d'accord sinn. Et sief och gesot, an dat ass wichteg, dass déi Réorganisation judiciaire net effentlech ass. Dat ass keng effentlech Prozedur, dat heescht, Externer kënnen am Fong keng Asiicht kréien, wat dann elo do um Dësch läit.

Dofir ass dat eppes, op dat mer natierlech waarden och hei zu Lëtzebuerg. Mir wëssen net, wat elo do erauskënn. Mir mussen also dorobber waarden an eis dann en fonction dovunner natierlech och hei ëmkucken an decidéieren, wat ... Bon, net decidéieren, mee mir kréien dann am Fong plus ou moins imposéiert, wat dann elo hei geschitt. Dat ass natierlech dat Frustrantst, dass een d'Kaarten hei net all am Grapp huet. Dee Grupp Liberty Steel gëtt ëmmer nach kontrolléiert vu GFG, vum Hār Gupta sengem Grupp. Trotz all sengen Deboiren a sengem Empêtement an där Faillite vu Greensill ass dat nawell nach ëmmer esou, dass hien de Patron ass vun där Entreprise a mer dat natierlech net alles einfach esou kënnen do eraushuelen oder nationaliséieren.

An deem Kontext a parallel gëtt fir Léck eng sougenannt „procédure loi Renault“ gemaach, et gëtt un engem Sozialplang geschafft. A wéi gesot, ech mengen, do ass et wichteg ze wëssen, dass och deen un där Procédure de réorganisation judiciaire hänt, wou da muss eng Majoritéit vun de Creancieren deen approuvéieren, fir dass en och duerchgeet.

Et ass also weiderhin eng Situatioun, déi extreem komplex ass, déi markéiert ass vun Onsécherheet, wat d'Pläng vum Grupp Liberty Steel de manière générale ugeet, awer och insbesonnesch déi zukünftig Opstellung vun der belscher Entitéit am Kader vun där Procédure de réorganisation judiciaire, an dann natierlech par conséquence och d'Operatiounen vun der Lëtzeburger Entitéit, déi effektiv och elo nach ëmmer ganz staark au ralenti

dréit. Wat net verwonnerlech ass, well se, wéi gesot, nach ëmmer u Léck hänkt.

Derbäi kënn natierlech, dass dat aktuellt Ëmfeld, d'gesamtwirtschaftlecht Ëmfeld mat ganz staarke Präishausen, souwuel um Niveau vun de Matière-première wéi och um Niveau vun der Energie, natierlech net dozou bäidréit, dass den Dossier besser gétt, och wann een iwwer méiglech Pläng B oder méiglech alternativ Solutione fir de Site Diddeleng diskutéiert. Et ass also ganz schwéier, lech à l'heure actuelle ze soen, wéi dat alles elo wäert weidergoen. Mee nach eng Kéier: Et ass wierklech nach wie vor de Wëlle vun der Regierung, fir hei eng Léisung ze fannen, wann et nëmme méiglech ass.

Wat awer sécher ass, dat ass, dass et hei zwee entschuedend Facteure gétt. Éischtens brauch ee ganz kloer en industrielle Partner, deen eng Capacitéit huet, fir an engem aktuell schwierigen Ëmfeld - trotz enger Conjoncture haute an engem schwierigen Ëmfeld, dat ech elo beschriwwen hunn - en industrielle Plang ëmzesetzen, deen eng stabil a laangfristeg Perspektiv fir de Lëtzebuerg Site a seng Leit mat sech bréngt. An deen zweete Punkt ass natierlech och - an deen ass gradessou wichtig -, dass ee muss eng Capacitéit hunn, fir sech op eng rentabel Aart a Weis anzedecke mat Matière premières, fir dass esou e Wierk och kann uerdentlech fonctionéieren.

Ech si weider amgang, mat der SNCI, awer och mat allen anere Partner ... An do géif ech och wierklech gären déi gutt Relatioun mat de Gewerkschaften ënnersträchen, déi mer déi ganzen Zäit haten, wärend deem ganzen Dossier, mam LCGB an dem OGB-L, déi sech natierlech Suerge maachen ëm d'Belegschaft, déi do schafft an déi bei hinne Member sinn, an hinnen och Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Et ass, wéi gesot, e ganz frustrant Dossier, dee scho ganz laang an der Schwief hänkt, mee wou mer nach wie vor nach e bëssen Gedold mussen hunn, obwuel eis allegueren de Fuedem gerass ass, fir do ze kucken, wéi et weidergeet. Mee Dir kënn sécher sinn, dass ech mech weiderhi wäert asetzen, fir do eng Léisung ze sichen an ze fannen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wirtschaftsminister. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo. Merci, Här President. Ech hu jo nach e bëssen Zäit.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Absolutt!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Nach eng Kéier merci fir déi Explikatiounen. Ech mengen, mir sinn eis och an der Analys eens. An ech deelen och déi Ausso vum Minister: Mir mussen do wierklech en industrielle Partner fannen, dee Sënn mécht.

Nach stellt sech awer d'Fro: Dat kann net méi éiweg daueren! Well, ech mengen, mir sinn eis och eens, datt den Dossier net besser gétt, wat e méi laang schleeft. Duerfir hunn ech awer nach eng Kéier eng Zousazfro. Et war ee Moment och nach ëmmer dervu geschwat ginn, ob net awer ArcelorMittal nach eng Kéier kéint vläicht erëm do dat Wierk iwwerhuelen. Géift Der dat haut komplett ausschléissen, déi Optioun?

An zweetens: Trotzdeem, mengen ech, Här Minister, iergendwéi ... Dir hutt Gedold, mir hu Gedold, mee déi Leit, déi do schaffen, et muss een ëmmer gesinn, datt dat zum Deel dramatesch ass. Do stinn och ganz vill mënschlech Schicksaler um Spill. An iergendwéi muss awer eng Kéier Schluss sinn. Dat ka jo elo net nach iwwer Méint schleefen. Duerfir meng Ofschlossfro: Wéini kënn de Moment, wou Dir awer sot: „Elo ass Schluss! Elo muss mir och hei als lëtzebuergesch Regierung eng Initiativ huelen, fir där doter Situatioun en Enn ze maachen“, dat am Interessi vum Wierk an haaptsächlech och am Interessi vun deene ville Leit, déi do schaffen?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mosar. An den Här Wirtschaftsminister huet och nach Zäit fir ze äntweren.

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Jo. Här Mosar, also wat déi Leit ueget, déi do schaffen, gleeft mer, ech fillen do natierlech mat all eenzelnem Mataarbechter, dee fir de Moment an enger ganz schwieriger Situatioun ass, well en net weess, wéi et laangfristeg mat deem Betrib do weidergeet. Dir musst och wëssen natierlech ... An Dir hutt ganz Recht: D'Situatioun gétt net besser. Et sinn elo schon natierlech Mataarbechter, déi sech anerwäerts ëmkucken. Et ass fir de Moment an der Industrie eng grouss Demande no qualifizierter Main d'œuvre. An dat sinn alles Leit, déi gutt forméiert sinn. Dat heescht, och dat mécht natierlech d'Situatioun vum Betrib op länger Dauer net besser. Dat ass evident.

Fir de Rescht, ech hunn lech dat gesot: Ech kucken no allen Optiounen, wéi et nëmme geet, fir do eng Léisung ze fannen. Méi kann ech lech zu deem Zäitpunkt do net soen.

Et ass awer - an ech mengen, Dir wësst dat och - net einfach, fir ... Et ass net un enger Lëtzebuerg Regierung, fir engem Betrib de Stecker erauszéien -

wa se dat dann och kéint! Mir sinn awer nach ëmmer an enger Maartwirtschaft. Dat heescht, wann e Betrib, souguer mat enger reduzierter Aktivitéit, sech iwwer Waasser hält, da kann een do net alles maachen, souguer wann et eng ganz frustréierend Situatioun ass mat engem Betrib, deen effektiv anescht kéint fonctionéieren, wann e finanziell méi zolidd wär a wann e sech kéint anescht provisionéieren an eeben net an där mësslecher Situatioun wär, an där Liberty Steel elo dran ass am Sog vun där Greensill-Affär.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wirtschaftsminister.

12. Question élargie n° 112 de M. Charles Margue au sujet des assurances couvrant les risques liés aux inondations et autres catastrophes naturelles

Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 112 vum Här Charles Margue iwwert d'Versécherungen, déi den Iwwerschwemmungs- an Naturkatastrophenrisiko couvréieren. Här Charles Margue, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Charles Margue (déi gréng).** - Merci, Här President. Här Minister Gramegna, mir sinn erëm bei der COP26 - Glasgow - Klima - Intemperien. Et verléisst eis net. Et schéngt keen Zoufall ze sinn: Ärendzall 2016, Tornado Péiteng/Käerjeng 2018, Iwwerschwemmung Juli 2021. Eng Gréisstenuerdnung vu schätzungsweis 230 Milliounen Indemnisiatiounen, wat net ze verwisselen ass mat de reelle Käschten a mam reelle Schued.

Extrem Wiederevenementer ginn ëmmer méi heefeg. D'Wëssenschaftler soen eis, dass sech dat duerch de Klimawandel nach wäert weider verstärken. Heefegheet an Intensitéit huelen zou. Wat exzeptionell war virun e puer Joer, riskéiert elo reegelméisseg ze ginn.

Natierlech muss mer preventiv handelen: Réckhaltebecken, Renaturéierung. Dat alles ass wichtig a muss gemaach ginn. Ech erënneren drun, dass mer virun e puer Wochen eng Debatte hei iwwert d'Iwwerschwemmungen haten an dass an deene Froen, wat d'Preventivmoossnamen ueget, sech wierklech e breede Konsens fonnt huet iwwer all d'Bänken eraus.

Et stellt sech d'Fro eebe vun de Moyenen, déi mer eis ginn, fir déi Schied, déi trotz alle Preventivmoossnamen dann awer nach entstinn. Wéi kënnen mer déi finanziell opfänken? Well et geet dobäi awer net just ëm Suen, et geet fir vill betraffe Leit carrement ëm d'Existenz. E Bléck bei eis belsch an däitsch Noperen huet eis dat kloer virun Ae gefouert, an eis Lëtzebuerg Rettungsdéngschter waren dovunner direkt Zeien am Juli.

De Risiko, dass Stéit, Familljen hir ganz Existenz verléieren, ass deemno reell. Et ka Lëtzebuerg muer treffen. An et kann all Famill hei am Land treffen, egal wou se wunnt. Op der Musel ware mer et gewinnt, mee et kann och un der Sauer sinn, am Minett, am Mëllerdall, ëm Éislek, am Uelzechtdall, am Westen, am ganze Land.

Zënter 2017 gétt et eng fräiwëlleg Zousazversécherung géint Schied duerch Iwwerschwemmungen. A mengen Aen eng Plooschter um System, kee Solidaritéitsgedanken, kee Mutualitéitsgedanken. Mir hunn de Leit eng Chance ginn, selwer no sech dann ze kucken, an der Hoffnung, dass d'Leit da breetgestreet am Land géifen dorobber zréckgräifen.

De System vun haut huet dës Limiten um Niveau vun der Couverture - mir hunn et gesinn -: Iwwerschwemmungsgebitt - eng Couverture maximum vun 20.000 Euro. Wa mer an engem Gebitt waren, wat net ausgewisen ass als Iwwerschwemmungszon, hu mer eng Null drugehaangen - dann ass et 200.000. Bis elo keng generell Adhesioun zu der Zousazversécherung: Just 50 % hunn eng ofgeschloss, wat d'Iwwerschwemmungen ueget. Wa mer d'Stiern kucken, do hunn 80 % vun de Stéit ënnerschriwwen.

D'Primmen, déi recoltéiert goufen, gi bei Wäitem net duer, fir d'Käschten ze decken. Am Duerchschnitt goufen ongeféier 7 Milliounen pro Joer an de leschte fënnf Joer agedriwwen. Den Total vun de Primmen zënter 2017 geet also däitlech net duer, fir d'Onkäschte vun de Sinistren ofzedecken duerch d'Naturkatastrophen an deem Zäitraum.

Wéi laang geet de System mat de Réckversécherungen nach op, wouduerch d'Asssureuren den Impakt an hire Bilanen offiederer? War et e Schrëtt an déi richteg Richtung, d'Aféierung vun enger optionaler Zousazversécherung? Nee, ech fäerten net!

Am Juli dëst Joer huet den Administrateur délégué vun der ACA an engem Interview ugedeit, dass d'Assureure warscheinlech kuerzfristeg missten d'Primmen an d'Garantien ajustéieren. Primmen erop, Garantien erof, oder wat bedeit dat?

Fir d'Zukunft stellt sech d'Fro, wéi mer en anere Modell ariichten, fir dass an Zukunft d'Familljen net ëm hir Existenz mussen fäerten. An anere Länner goufen d'Assurance géint Catastrophes naturelles d'office an eng generell Habitatsversicherung abegraff. Domat sinn déi Stéit also automatesch géint

Iwwerschwemmung verséichert. Bei eis ass et eng zousätzlech Optioun.

D'Fro kann och gestallt ginn, awéifern de Staat kann eng Garantie iwwerhuelen am Fall vu ganz schlëmmen Iwwerschwemmungen. Aner Länner, wéi zum Beispill d'Belsch a Frankräich oder och d'USA, hu spezifesch staatlech Fongen, déi am Fall vun enger Naturkatastroph séier aktiv ginn, fir de Betreffenen ze hëllef.

Meng konkret Froen: Wat sinn déi aktuellst Zuelen zu de Käschten fir d'Schied bei de Stéit vun den Iwwerschwemmungen am Juli 2021? Wat hunn d'Assureuren dovunner gedroen? Wat sinn d'Schied am Ganzen? Hutt Der do Zuelen? Hutt Der och Zuele vun den Entreprises?

Wat ass den Echo, deen de Finanzminister aus dem Assurancésektor kritt? Huet de Minister Informatiounen driwwer, wéi d'Primme sech wäerten entwéckelen? Gétt driwwer nogeduecht, d'Couverturen an den Iwwerschwemmungsgebitt ze erhéien?

Wat fir Piste proposéiert de Minister, fir den Assurancésektor esou ze verbesseren, dass e kann dauerhaft fonctionéieren, wann ee weess, dass dës Evenementer méi heefeg ginn? Eventuell kompletéiert duerch eng staatlech Komponent, e staatleche Fong?

Ass de Minister der Meenung, dass de volontairen Assurancemodell duergeet? Oder mengt hien, dass een an d'Richtung vun enger obligatorescher Assurance fir all Stot muss goen, am Sënn vun der gesellschaftlecher Solidaritéit?

Ech soen lech Merci a si gespaant op Är Äntwerten.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Margue. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci fir d'Fro, déi eng ganz wichteg ass an déi desto méi wichteg gétt, well, wéi den Deputéierte Margue dat richteg gesot huet, déi klimatesch bedéngt Katastrophen an Evenementer jo ëmmer méi heefeg ginn. Dir hutt se opgezielt. An ech mengen, dass dës Regierung op deem dote Sujet en fait 2016 relativ séier reagéiert huet. Well mir haten en fait zu Lëtzebuerg iwwerhaupt keng Assurance, et ass emol keng ginn am Privatsektor. Et konnt een déi Risiken do net versécheren.

Nodeem wat dann 2016 op der Ernzung geschitt ass, hunn ech den Dialog mat den Assurancégesellschaften gesicht. Se si relativ séier, muss ech soen, mat engem Produit op de Maart komm. An dee Produit, wéi mer dat och haut gesinn, ass relativ gutt ukomm, well en fait méi wéi 50 % vun de Leit do duerch elo an där heiter Situatioun fënnf Joer duerno eng Couverture hunn.

Wat elo de Schued ubelaangt, sinn d'Schätzungen, déi mer och zesumme mam Assurancésektor maachen als Staat, dass et warscheinlech zwëschen 120 an 130 Milliounen Euro sinn, Stand haut. Déi Zuel ass nach ëmmer net definitiv, aus verständleche Grënn, well jo nach Experten amgaange sinn, verschidde Schied héichzerechnen, ze estiméieren.

Ech hunn och eng parlamentaresch Fro kritt, op déi ech lech an deenen nächsten Deeg d'Äntwert wäert ginn. Wann Der wëllt, liesen ech lech alles vir, mee dat si ganz vill Zuelen - oral bréngt dat net ganz vill. Mee ech kann lech soen, dass ech et en fait - well ech och déi Zuelen elo an de leschten Deeg krut, wivill a wéi séier schonn entschiedegt ginn ass, souwuel vun den Assurancé wéi vum Staat - am Fong geholl relativ gutt fannen. Also, et si scho Personnen am August indemnisiéiert ginn, an am September an am Oktober natierlech. Dat heescht, déi Waardezäiten, op d'mannst zu Lëtzebuerg, wann ech dat mam Ausland vergläichen, dat schéngt mer extrem rapid ze goen.

Et ass natierlech an deene Fäll, wou de Schued méi grouss ass, wou et méi schwéier ass. Mee do ginn och Avancen ausbezuel. Mir Staat, awer och d'Assurancé selwer, bezuelen Avancen aus. Also, fir et emol generell auszedrücken: Net nëmme dat Gefill, wat ech hunn, mee och dat, wat um Terrain geschitt, beweist mer dat, wat mir als Regierung gären hätten an och gesot hunn, dass keen am Ree stoe gelooss gétt.

Bon, ass de System, wéi mer en elo hunn, perfekt? Ganz bestëmmt net! Mir léieren zesummen, wéi mer mat deene Situatiounen kënnen ëmgoen. Mir hu souwuel Hëllef ... Wann d'Assurancen net spillen - fir et emol einfach auszudecken -, da kann de Familljeministère Demandé kréien. An en huet méi wéi 300 Demandé kritt. D'Entreprisë kënnen sech un de Ministère des Classes moyennes wenden. An do hu mer ronn 80 Demandé kritt. Dat geet alles sai Wee. Wéi gesot, eng ganz Retsch vun deenen Demandé si scho positiv aviséiert ginn.

Mee ech mengen, déi méi generell Fro, déi den Deputéierte Margue stellt, an déi ass, mengen ech, och wierklech fundamental, dat ass: Vu dass mer an enger Klimakris sinn ... Ech hu mer iwwerhaupt virgeholl - ech soen dem Här Margue dat haut -: Ech gebrauchen dat Wuert „Klimachangement“ oder

„Changement climatique“ iwwerhaupt net méi! Dat Wuert nervt mech. An ech soen lech, firwat et mech nervt: well een do d'Perspektiv gétt, dass do eppes amgaangen ass. Mee et ass net eppes amgaangen, et ass eppes do! D'Crise climatique ass do! A wann een nach ëmmer vu „Changement climatique“ schwätzt, da gétt een esou dat Gespier: Majo, mir hu bis 2050 Zäit. Dat ass guer net wouer! Mir si scho matzen dran! An déi Diskussioun, déi mer haut hunn, déi hu mer jo dowéinst, well déi Tempëten, déi Stierm, déi Iwwerschwemmungen, majo, déi sinn alljoers bal do. Also: Mir sinn an enger Klimakris, also muss mer handelen.

Also ech sinn an der Diskussioun mat der ACA fir ze kucken, inwiefern een hir „optionell“ Assurancen, wéi Der se richtegerweis genannt hutt, kann ausdeenen. Ech géif et emol „ausdeenen“ nennen, well wann ech elo dee Verglach do e bësse ka maachen: „Obligatoresch“ Assurancen erënnert mech un eng Debatte, déi mer jo vill hunn: obligatoresch Vaccinatiounen! Mir liewen an enger Zäit, wou d'Leit dat net méi esou gären hunn! Ech weess, dass et net dee selwechte Sujet ass.

Mir hu gekuckt, wat et an deenen anere Länner gétt. A Frankräich, an der Belsch ënner anerem, do hu se dat un d'Assurance incendie ugehaangen. An an der Belsch och nach ugehaangen, wann een e Crédit hypothécaire mécht. Ech mengen, dat si ganz interessant Pisten, grad d'Assurance incendie, mee och de Crédit hypothécaire. Wann ee jo e Kreditt opëhlt, fir en Haus ze kafen, fir do dann d'Assurance matzemaachen, dat kann och eng interessant Pist sinn.

An dann, mengen ech, ass d'Fro gestallt ... De Moment, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg maachen, dat ass lech jo net entgaangen, dass d'Regierung gesot huet: „Mir mobiliséieren op d'mannst 100 Milliounen Euro, fir dee Schued do ze behiemen.“ Mee déi 150 Milliounen, dat ass, fir de Privatleit, déi e Schued haben, entgéintzekommen, dat ass, fir den Entreprises entgéintzekommen, mee dat ass awer och, fir allegueren déi Schied, déi d'Infrastrukturen am Land an d'Gebaiheeketen am Land erliden hunn, fir dat ze flécken, fir dat neizemaachen. Dat heescht, dat ass eng relativ pauschal Approche, déi mer de Moment hunn.

Et gétt Länner, déi hunn e Fong fir Catastrophes naturelles. Ech mengen, Frankräich huet dat, aner Länner hunn dat. Ech schléissen dat net aus! Wéi dee Fong awer gespeist gétt, dat schéngt mer déi richteg Fro ze sinn. Soll do de Staat ganz eleng soen: „Ech setzen elo Milliounen dran“? Ech mengen net! Mir sollen an engem System sinn, dee mat der Assurance verbonnen ass. Et couvriert een e Risk. An ech mengen, et misst ee mam Secteur beschwätzen, wéi een dat kéint maachen.

Da stellt sech ... An dat ass da meng lescht Remark oder mäi leschte Kommentar, dat ass follgenden: D'Assurancen, an Dir hutt et och richteg gesot, hunn elo eng Assurance uegebueden, déi u sech ganz bëlle ass. Fir de Wäert vun 100.000 Euro ongeféier ze assuréieren géint e Stuerem, géint eng Catastrophe naturelle, kascht et lech zwëschen 20 an 30 Euro. Dat ass e gutt Geschäft! A wann ech elo am Fall wär an ech dat net hätte, géif ech mech drop stieren, mech ze assuréieren: fir 20, 30 Euro mat 100.000 Euro, déi couvriert sinn. Mee mir wëssen, an Dir hutt et selwer gesot: Dat ass ze bëlle ugesat ginn, well d'Assurancé geduecht hunn: „Dat do geschitt all Schaltjoer“, wat weess ech, „all zéng Joer emol, esou eng Katastroph.“ An elo stelle mer fest, dass et bal alljoers ass. Dat heescht, déi Rechnung geet jo net op!

Dofir huet den Assurancésektor, fannen ech, en toute clarté, kommuniquéiert a gesot: „Mir kënnen déi Primmen net esou déif halen.“ Dir hutt lech d'Fro gestallt, wat dat heescht: „Mir ajustéiere se.“ Also si ajustéieren, dat kann ech lech virussoen, déi Primmen net no ënnen! Wann d'Garantië solle bleiwen, wéi se sinn, an ëmmer méi Schued kënn an ëmmer méi Crise-climatiqué sinn, jo, da kënnen d'Primmen nëmme eropgoen. Dat schéngt mer evident ze sinn.

Dat ass e Problem, dee mer mussen erkennen. An dofir och d'Räsonement: Wéi kann de Staat intervenéieren, fir dass dat vläicht méi attraktiv ka gemaach ginn oder manner deier?

An dann hu mer eng zweet Saach, déi därff ee guer net vergiessen, dat ass, dass de Moment de System opgebaut ass op Zones inondables a Zones non inondables. Kann een deen Ennerscheid nach maachen? Déi éischt Echoen, déi ech vun den Assureuren kréien, sinn: „Abstrakt, viru fënnf Joer, huet déi Distinction nach Sënn gemaach.“ Haut menge si - menge mir och als Regierung, mengen ech -, dass déi Distinction artificiel ass an eis net weiderhëlft an dass mer warscheinlech eng Solidaritéit um Niveau vum ganze Land brauchen.

Well wann een e Stuerem huet - de Stuerem kann am ganze Land herrschen, an en Tornado och. An dat ass net onbedéngt ... D'Degate sinn net nëmme verbonnen en fait mam Waasser - si kënnen jo mam Wand verbonne sinn. Bref, mir mussen eng Reflexioun maachen. Déi leeft de Moment. A mir

wäerten lech och do reegelméisseg au courant halen. Mir kënnen dat vläicht an der Commission des Finances et du Budget maachen, an der Cofibu, oder an enger anerer. Mee ech kann lech soen: Mir schaffe ganz aktiv drun!

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Finanzminister.

13. Question élargie n° 117 de M. Laurent Mosar au sujet de l'attractivité de la place financière

Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 117 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Attraktivitéit vum der Finanzplaz. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister ... Et wär vläicht gutt, wa mer dem Här Finanzminister awer d'Geleehheet géife ginn, sech ze setzen?

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, hien héiert lech gutt.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Hien héiert iwwerall. Et ass gutt. Merci, Här President.

Ech wollt de Mëtten eng Fro iwwert d'Attraktivitéit vum eiser Finanzplaz stellen, an dat eigentlech aus dräi Grënn.

En éischte Grond ass, dass virun enger Rei vu Wochen en internationalen Index erauskomm ass, dat ass de Global Financial Centres Index - dat ass ee vun deene ganz, ganz wictegen an deene ganz groussen Indexen -, deen zweemol am Joer erauskënnt an deen elo iwwer ee Joer eraus Lëtzebuerg vun der 12. Plaz op déi 23. zrëckgesat huet, also eelef Plazen innerhalb vum engem Joer. Mir kréien an deem Financial Centres Index keng ganz gutt Zensur. Ech wëll elo net an den Detail vun där Zensur goen. Mir kréien awer haaptsächlech eng ganz katastrophen Zensur um Niveau vun de FinTechen, well do si mer „unter ferner liefen“, wat natierlech net ganz gutt ass.

Elo sinn ech kee Fetischist, Här Minister, vun all deenen Indexen. Well ech weess, et gëtt där enger an et gëtt där anerer. Nach ass dat heiten awer ee vun deenen, déi ech elo emol géif als méi seriös aklasséieren. An duerfir, mengen ech, kann een dat awer net einfach esou laanschtoe loosse.

En zweet Element awer, an ech mengen, do si mer mat konkreeten Zuele befasst, dat ass, wat d'Kierperschaftssteuer och am Budget fir d'nächst Joer ugeet, dat déi ganz besonnesch och um Niveau vun der Finanzplaz stagnéiert. Déi Diskussioun hate mer och scho mat der Steierverwaltung elo am Kader vum Budget, eppes, wat engem natierlech dann och muss Suerge maachen.

An eng drëtt Ursaach ass eigentlech déi: Do wëll ech op eng Ausso zrëckkommen, déi den Här Nicolas Mackel gemaach huet, senges Zeechens Chef vu Luxembourg for Finance, wat en exzellente Mann ass, deen d'ailleurs e super Job mécht, wëll ech och elo mol eng Kéier hei ënnersträchen, an duerfir lauschteren ech och ëmmer opmierksam no, wann den Här Mackel esou moies um Radio ass an do Ausso mécht. An do huet den Här Mackel gesot, dass am Moment déi ganz Situatioun vun de Finanzplaze sech ganz staark géif veränneren an datt mir eis och hei zu Lëtzebuerg net op deem Erreichte kéinten ausrouen. Ech huelen un, „sech net um Erreichten ausrouen“, dat adresséiert sech natierlech och un de Secteur selwer, mee et adresséiert sech awer och fir mech un eng Regierung, déi dofir jo eigentlech och muss de legale Kader schafen.

An aus deenen dräi Grënn wollt ech lech eng Rei vu Froe stellen, fir d'éischt fir ze héieren, wat Är Interpretatioun souwuel vun deem Index wéi awer och vun de Budgetszuelen ass.

Zweetens: Wann esou Indexe publizéiert ginn - wéi gesot, ech wëll elo net op de Bien-fondé do goen -, sinn déi och net onbedéngt ganz gutt fir d'Reputatioun vun der Finanzplaz, wa mir do esou vill Plaze verléieren.

Drëttens wollt ech froen, ob déi Iwwerregulatioun, an dat ass och eppes, wat mer schonn oft hei an deem Haus beschwat hunn, op europäeschem Niveau net awer amgaangen ass, e Problem, an net nëmme fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg, mee fir all europäesche Finanzplaze par rapport zu aneren, ze kreéieren. An da kënnst och déi ganz Diskussioun am Kontext vum Brexit, wou London amgaangen ass, sech ganz anescht an nei opzestellen.

Dann, wat d'Attraktivitéit betrëfft, och nach, mengen ech, ee Problem, wou ech wollt e bëssen Äre Feeling kréien, dat ass, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, och dat qualifizéiert Personal hei op eis Banken- a Finanzplaz ze kréien.

Dann eng Fro: déi vun der Minimalbesteuerung, déi jo soll kommen, wat eigentlech eng ganz gutt Saach ass, déi mir och begrëissen. Nach stellt sech

awer d'Fro, wat déi Minimalbesteuerung, wa se dann esou kënnst, wéi se geplangt ass, eventuell och ka fir Konsequenze fir d'Finanzplaz hunn. Ech weess, datt d'Äntwert net ëmmer ganz einfach ass. Trotzdeem wollt ech lech d'Fro stellen.

Dann eng Fro iwwert d'FinTechen: Wéi gi mer do virun? Firwat kréie mer do déi relativ schlecht Zensur an deem Global Financial Centres Index ausgestellt?

An dann eng lescht Fro, wat d'Kommunikatioun betrëfft. Ech mengen, et ass och wicteg, wéi ee kommunizéiert, och no baussen. Duerfir nach eng Kéier: Wéi ass och d'Kommunikatioun vun der Regierung generell, wat d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz ugeet?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, an dat ass nach eng Kéier den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Ech mengen, d'Fro vum Deputéierte Mosar kënnst an engem ganz opportune Moment.

Ech hat mat menger Ekip hei fënnf Säite virbereet an ech wäert och doranner Saache fannen. An dann hunn ech elo all Är additionell Froen hei drënnergeschriwwen. Dir gesitt, et ass net einfach, fir an zéng Minuten dat dōten alles ze traitéieren.

Zum Éischten: Dir hutt Recht, dass de Global Financial Centres Index e wictegen ass. Mir suivéieren deen. An ech muss lech soen: Et ass ee vun deene besseren. En huet e groussen Nodeel: En ass extreem volatil. Also, zwielef ass dat Besch, wat mer jee ware weltwäit. An dat ware mer virun engem Joer. A wann Der mech op Anhiab fro: „Wat hu mer dann an deem Joer gutt oder schlecht gemaach?“, oder: „Wat ass geschitt op der Finanzplaz, wat géif erklären, dass mer vun der 12. Plaz an engem Joer op déi 23. gefall sinn?“, ech muss lech éierlech soen, ech hunn do keng Äntwert drop!

Natierlech déi eenzel Kategorien, dat sinn 156 Froen, déi an deem Survey do gestallt ginn. An do sinn der iwwerregens 40, wou se iwwer Lëtzebuerg iwwerhaapt näischt soen, well si soen: „Do fanne mer keng Statistiken.“ Oder se si stänneg anescht. Zum Beispill beneficiéiert Edinburgh vun der gudder Konnektivitéit vu London als Flughafen. Do gëtt da gesot: „Jo, Edinburgh ass ganz liicht ze errechen, well London e ganz effikassen a grouse Flughafen ass.“ Jo, menger Meenung no ass Edinburgh net besser errechbar wéi Lëtzebuerg, ech géif souguer mengen, nach vill méi schlecht fir d'Kolleegen, déi op d'COP26 geflu sinn. Déi wäerte gemierkt hunn, wéi einfach et ass, op Glasgow oder Edinburgh ze fléien! Enfin, just fir ze soen. Mee ech mengen, d'Volatilitéit ass dat, wat mech am meeschte stéiert an där ganzer Saach, sou wéi mer eis virun engem Joer hätte kënnen freeën, dass mer 12. sinn, an haut elo e bëssen traureg sinn, dass mer 23. sinn.

Dovunner ofgesinn, mir kucken dat awer ëmmer. An an där ganzer Volatilitéit, déi mer hunn, si mer awer am Fong geholl säit Joerzéngten, an ech géif soen, an deene leschten zéng Joer, ëmmer bei den Top-Fënnf-Finanzplaze vun Europa. An do ass awer eng gewësse Konstanz.

Nun, an der Tëschenzäit huet déi selwecht Institution ..., also déi, déi deen Index do ausrechen, mécht och e Global Green Financial Index. An do si mer d'Nummer fënnf op der Welt an d'Nummer zwee an der EU. Och dat ass scho bal e bëssen en contradiction, wann ee weess, wéi wicteg soute-nabel Finance sinn a wéi vill mer eis jo doranner positionéieren. Et ass eng vun de wictegstes Achse vun eiser Aktivitéit vun Diversifikatioun vun der Finanzplaz selwer.

An ech kéint der nach vill opzielen. Mee ech zielen der elo nach just zwou op: Luxembourg for Finance, wou Der ganz gentil Wieder fir den Här Mackel fonnt hutt, deenen ech nëmmen zoustëmme kann - an iwwerhaapt, Luxembourg for Finance, do ass eng super Ekip, déi maachen eng ganz gutt Aarbecht! - Luxembourg for Finance mécht reegelméisseg eng Enquête beim Secteur selwer. A si ass elo just erauskomm - ech weess net, ob Der se gesinn hutt - an doranner fanne justament mat engem Ecart vun engem Joer déi, déi do gefrot gi sinn, elo zu 60 %, dass et op der Finanzplaz relativ gutt ausgesäit, dass d'Zukunft plutôt besser ausgesäit, wéi se geduecht haten, an dat sinn 10 % méi, oder 9 % méi wéi virun engem Joer. Dat ass jo och en contradiction, mee dat soen eeben d'Leit, déi op der Finanzplaz selwer schaffen.

An Dir hutt - an dat ass da schonn eng partiell Äntwert op eng vun Äre leschte Froen - vun der Attraktivitéit vun den Talenter geschwat, an do ass de Global Talent Competitiveness Index, dee vun der INSEAD gemaach gëtt, och virun zéng Deeg, mengen ech, erauskomm. An do si mer Nummer

aacht an der Welt. An déi schreien dran, dass am „talent attraction“ Lëtzebuerg d'Nummer eent ass! Ech fannen dat super, dass mer Nummer eent sinn. Mee ech hunn awer och e bësse Misär, fir dat gutt ze verstoen, a wellecher Hिसicht mer Nummer eent sinn, well wann ech mat Acteuren vun der Finanzplaz schwätzen, ass eng vun den éischte Saachen, déi si mer soen: „Mir fanne keng Leit!“ An hei si mer Nummer eent dran. Bon, comme quoi.

Dat gesot, ech hunn elo wéinst dem Covid net vill Geleehheet gehat fir ze reesen, Finanzmissiounen ze maachen, ech war awer um FMI zu Washington an ech war op New York. Dat Éischt, wat ech iwwerall erzielt kréien, ass Manktem u Personal. An Amerika, an Europa, iwwerall wou Der higgitt, an net nëmmen an de Restauranten oder an de Spideeler, mee och bei de Banken an de Fongen. Et ass natierlech esou, wann d'Ekonomie weltwäit an engem Coup, no enger Pandemie, sech erëm erkrabbelt an eng spektakulär Croissance ass, jo, da stellen d'Patronen iwwerall méi an. A wa se dat all matenee maachen, jo, dann huet een natierlech Enkpäss.

Wéi geet et dann eiser Place financière? Ech géif soen: raisonnablement gutt. An ech géif soen, plutôt besser wéi mer hätte kënnen mengen no der Pandemie. Erënnert lech, am März vum leschte Joer war während 14 Deeg e bësse Panik op alle Mäert, do sinn d'Valeure vun den Avoiren iwwerall gefall, awer nëmme während 14 Deeg, an dann huet alles sech erëm erkrëtt. Haut sinn d'Vvoiren, déi duerch d'Fongendindustrie geréiert ginn, hei zu Lëtzebuerg op 6.500 Milliarden Euro geklommen, dat ass Rekordniveau, an ech mengen, do gesäit een, dass déi Pandemie en fait keen dauerhaften Impakt op eis Finanzplaz an op d'Finanzmäert hat, wat e groussen Ënnerscheid ass natierlech zu der Kris vun 2008 an 2009.

Wann ech elo d'Croissance op de Fongegeschäfte kucken, ass et, mengen ech, impressionnant ze gesinn, dass mer ganz vill Zouwuess hunn a soute-nabelen Aktivitéiten, a soute-nabelen Aktivaen. A 44 % vun allen Aktivaen, déi nohalteg sinn, sinn op Lëtzebuerg an eis Fongenindustrie komm. Ech mengen, dat ass eng remarkabel Zuel. Dat mécht mech och ganz frou.

En aneren Indicateur, deen ech ganz gutt fannen, an dat erlaabt mer dann och, op déi Fro mam Brexit ze äntwerten ... Mir hate jo mam Brexit en Test grandeur nature vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg, en fait vun der Attraktivitéit vun alle Finanzplazen. An dozou kann een zwou Saache soen: Wat fir eng sinn d'Finanzplazen, déi d'Gewënner waren? Eh bien, do gëtt et och vill Statistiken, mee Lëtzebuerg ass ëmmer an den Top Dräi, egal wat fir eng Statistiken ee kuckt. A mir hunn ongeféier 80 Acteuren op Lëtzebuerg ugezunn oder verschidder, déi schonn hei waren, hu sech substanzuell verstärkt. Dat wär net geschitt, wa mer net attraktiv wäeren, an ech wëll ënnersträchen, ech hunn dat hei schonn e puermol gesot: Mir hu keng extra Mesuré geholl. Mir hu keng Steiermoossname geholl. Mir hunn net de rouden Teppich ausgeluecht. Net, well mer dat net hätte kënnen maachen, mee ech wollt wierklech testen: Si mer da wierklech attraktiv? An hätte mer missen extra Mesuren huelen, dann hätt dat jo geheescht, dass mer net attraktiv sinn.

Also ouni dat ze maachen, hu mer jo do e relativ gutt Resultat errecht. Wéi gesot, mir leien do an den Top Dräi bei verschiddeenen. Zwëscht 17 % an 20 % vun der ganzer Aktivitéit, déi sech relokaliséiert hunn, wäeren op Lëtzebuerg komm. Mir wëssen, dass dat am Beräich ass vun den Assurances dommagés, dass dat am Beräich ass vu Gestion de fortunes an dass dat am Beräich ass vun de Fongen. Dat sinn déi dräi Haaptdomänen, wou mer staark sinn.

An dann e leschte Punkt ... Nee, ech bleiwe vläicht ee Moment nach beim Brexit, well Der mer do eng Fro gestallt hutt. Ech weess net, ob Der haut gelies hutt, dass Royal Dutch Shell gesot huet, si géifen dann elo hire Sëtz vun Holland op London plënnen. D'Hollänner maachen nach esou e leschten Effort, fir se awer dann do ze halen, fir se do unzankeren. Ech weess net, ob dat hinne geléngt. Mee dat ass e ganz interessant Beispill, well d'Veereenegt Kinnekräich jo keng Retenue à la source huet op den Dividenden, scho laang net méi, an Holland huet eng. Déi meescht Länner hunn eng, mir hunn och eng. Dat gëtt fir mech e ganz interessanten Test, wéi mer mat UK, mat England wäerten an Zukunft fueren als EU.

D'Kommissioun wäert sech elo doriwuer opreegen, dass dat dote geschitt, mee d'Veereenegt Kinnekräich ass nun eeben net méi an der EU a si kënnen maachen, wat se wëllen. Ech muss lech soen, op där anerer Säit kann all Land an Europa e bësse maachen, wat et wëllt op verschiddeenen Taxen, déi eebe fräi sinn. Mee et gesäit een, an dat hate Verschiddener jo komme gesinn, dass d'Veereenegt Kinnekräich versicht, mat alle Moyenen déi Schwächung, déi London wéinst dem Brexit krut, mat extrae Mesuren ze kompenséieren. Mee kommt, mir sinn awer och elo net ze vill pessimistes doriwuer!

An dat ass jo och eng aner Fro, déi Der mer gestallt hutt: Wéi ass dat elo mat der neier Steuerlandschaft? BEPS, OCDE, déi zwee Pilieren, wou jo elo en Accord um Weltniveau geschitt ass, do wäerte jo eng ganz Rëtsch Saachen iwwerhaapt net méi méiglech sinn. Do kënnst jo och eng Minimalbesteuerung. Jo, wann eng Minimalbesteuerung kënnt, da si vill Saachen net méi méiglech. Zu dëser Minimalbesteuerung - déi trëfft natierlech och d'Services financiers an d'Banken an esou - wëll ech awer och soen, dass am Pilier 1 de Secteur bancaire ausgeschloss ginn ass. An do hate mer eis als Lëtzebuerg ganz staark derfir gemaach. An ech si frou, dass dat ons gelongen ass.

Also, de ganze Kontext Brexit huet e Mouvement an déi ganz Saach bruecht, wou mer nach net um Enn sinn. Mee bis elo ass Lëtzebuerg ee vun de Gagnanten. Doriwuer kann ee sech freeën.

Wann Der erlaabt, Här President, huelen ech nach eng, zwou Minuten, da kann ech bal op all d'Froen vum Deputéierte Mosar äntwerten. De Personnel qualifié hat ech ugeschwat, mat där Enquête. D'Taxation minimale hunn ech och elo ugeschwat. Do bleift nach d'Baisse des impôts, also d'Recettes, FinTech an d'Kommunikatioun.

Zu der Baisse des recettes fiscales bei den Entrepreneurs: Mir haten téschent ... Ech soen dat elo aus dem Kapp aus, ech mengen, bis 2016 oder 2017 war den Impôt sur le revenu des sociétés, d'Kierperschaftssteuer, flaach, déi ganzen Zäit flaach. A si ass déi lescht dräi, véier Joer spektakulär eropgaangen. A si war flaach bei 1,6 Milliarden. Dat kënnst Der nokucken. Dir wësst dat warscheinlech och nach. A mir konnten eis iwwerhaapt net erklären, firwat se esou flaach war. Well et geschéien ëmmer positiv Saachen, negativ Saachen an der Wirtschaft - mee si war flaach. An dann ass se op zwou Milliarden eropgaangen. An d'lescht Joer oder d'virlescht Joer war se op 2,6 Milliarden. Dat heescht, mir haten do e Phenomeen an dräi, véier Joer, do sinn eng Milliard Steiere bei de Gesellschaften bäikomm. Wann déi elo erëm e bëssen zrëckginn, da soen ech lech, dat muss een natierlech analyséieren, ech géif awer doraus elo net direkt eng dramatesch Konklusioun zéien. Vläch ware just speziell Evenementer an deenen zwee, dräi Joer, déi ee misst hannerfroen. Mee dat muss een natierlech suivéieren.

Zu de FinTechen: Ech kann lech soen, dass souguer am Joer 2020 an am Ufank vun 2021, wéi mer jo matten an der Pandemie waren, 10 % nei Gesellschaften vu FinTech am Luxembourg House of FinTech, am LHOFT, komm sinn. Mee mir hunn elo do iwwer 80 Gesellschaften. Viru fënnf Joer hate mer nach keng oder net vill. Dat ass also eng gutt Noriicht. Mir sinn och den Hub, de Gateway, fir zwee schéin englesch Wieder ze gebrauchen, fir de Paiement électronique an Europa. Dat si mer nach.

Kommunikatioun: Jo, mir hunn eng grouss Campagne d'lescht Joer gemaach, eng Campagne bannen a Lëtzebuerg, fir de Leit ze erklären, wéi wicteg d'Finanzplaz ass fir eis Wirtschaft - nee, net nëmme fir eis Wirtschaft! -, fir eist soziaalt Netz ze finanzéieren, fir eis Liewensqualität ze garantéieren. Dat verdanke mer der Finanzplaz! Wa mer do géife kucke goen - dat kann een erausfannen, dat ass kee Staatsgeheimnis, da muss een dat anonymiséieren -, wéi vill vun deene ronn zwou Milliarde vum Finanzsektor bezuelt ginn, da wësst ee genau, wou dat alles hierkënnst.

Mir versichen, an der Kommunikatioun mam Ausland esou zilgerecht ze si wéi méiglech, iwwerhaapt net arrogant ze sinn, well wa mer do arrogant sinn, da schléit dat zrëck. An ech mengen, grad dee Succès, dee mer och am Kontext Brexit haten, dozou hutt Der mech net oft héieren, e puermol heibannen, mee dobaussen hunn ech net vill driwwer geschwat, well ech wëll d'Leit net neidesch maachen. De Moment geet et nach gutt, a mir mussen natierlech weider Efforte maachen, fir eis ze diversifizéieren. A mir wëssen, dass d'Konkurrenz net schléift!

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Finanzminister. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zrëck un den Här Mosar.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, merci. Merci och dem Finanzminister fir déi ganz extensiv an och, en gros, ganz zefriddestellend Äntwerten. Ech deelen och op ganz ville Punkte seng Analys. Awer trotzdeem nach eng Kéier zwou Prezisiounen, wat d'Kierperschaftssteuer betrëfft - an hei sätze vill eminent Membere vun der Finanzkommissioun -, do ass a sech gesot ginn, datt déi Stagnatioun, zwar op héijem Niveau, a sech och op de Finanzsektor zrëckzeféieren ass, datt et elo net generell d'Entreprisé sinn, mee d'Madamm Steierdirekter huet gesot, et géif ee scho mierken, datt et do zu engem gewëssenen Tassement géif kommen.

A si huet dat selwecht och gesot, wat Dir elo gesot hutt, Här Finanzminister, datt ee sech am Moment nach net d'Ursachen dovunner kéint erklären. Mee just awer, fir déi ganz Saach an dee richtege

Kontext ze setzen: Et ass also net generell, mee et schéngt wierklech hei um Niveau vun der Finanzplaz eng gewësse Stagnatioun ze sinn. An ech mengen, duerfir ass et wichteg, datt een dat doten awer ganz genau am A behält.

Zweetens: Dir hutt mer op eng Fro net geäntwert, déi awer net onwichtig ass an déi och e bësse mam Brexit a mat de Konsequenze vum Brexit ze dinn huet, dat ass déi, wat ech emol géif nenne „relativ lwwerregulatioun“, déi sech am Moment international a ganz besonnesch um Niveau vun der EU mécht. An ech mengen - an dat hutt Dir an ech och ëmmer gefaart -, datt eeben d'City of London justement do an déi doten Nisch géif erasprangen, fir vun där lwwerregulatioun ze profitieren a fir do einfach ganz villen Investisseuren eebe Saachen op méi eng einfach Aart a Weis unzibidden, wéi mir dat am Moment um Niveau vun der EU kéinte maachen.

Duerfir awer do nach eng Kéier meng Fro, ob een net awer misst lues a lues och zu Bréissel e bësse géigesteieren. Dat heescht net, datt mer alles sollen erëm zrëckdréien, mee e bësse géigesteieren, fir awer och där doter neier Situatioun Rechnung ze droen.

Merci.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, Dir hutt ganz Recht. Deen zweete Punkt - ech hat en opgeschriwwen an deem hat ech elo nach vergiess -, ech sinn och ganz frou, nach dorop ze äntwerten.

Mee virdu vläicht nach zur Kierperschaftssteuer: Ee Phänomeen, deem 2020 geschitt ass, deem ass, mengen ech, relativ einfach nozevollzéien, an dat ass, dass natierlech d'Banken an deem verréckte Joer 2020, mat Lockdown an allem, ganz héich Provisiounen gemaach hunn. Dir wësst och, dass d'Banke jo Moratoire ginn hunn an esou weider. An d'Banken hunn natierlech ganz staark Provisiounen fir 2020 drageschriwwen. An dat reduzéiert natierlech hire Benefiss mechanesch!

Ech kann lech awer elo scho soen - bon, elo si mer jo Enn 2021 -, dass ech vu ville Banke gesot kréien an och vun der Ekippe gesot kréien, dass den Impakt vun der Pandemie vill méi kleng war, d'Failliten och méi kleng waren, och well de Staat dat alles ofgefiedert huet, oder ganz vill ofgefiedert huet, dass also déi Provisiounen wäerten erëm opgeléist ginn. A wann dat dann och wierklech sech komplett esou ausféiert, da kéint et jo och sinn, dass dat wierklech nëmme passager war an dass et net e strukturelle Phänomeen war. „Et kéint sinn“, ech muss do de Conditionnel gebrauchen.

Zu der lwwerregulatioun, e grouse Sujet! Jo, eng intelligent Regulatioun ass u sech haut onabdingbar. Mir kommen - dat geet e bësse méi wäit zrëck - vun enger Pendelsituatioun, wou esou vill dereguléiert ginn ass an de leschten, elo net méi an de leschte fënnel, siwe Joer, mee do virdrun an deenen 20 Joer, esou vill dereguléiert ginn ass, dass mer jo och d'Finanzkrisis vun 2008 kruten. An dee Pendel ass amgaangen, weider elo an déi aner Richtung ze goen. A mir ginn an eng Zon, déi e bësse geféierlech ass: wann een iwwerreguléiert. Zemoos, dat ass jo e bëssen eng Manie vun Europa, fir vill ze reguléieren.

Mee eng intelligent Reguléierung kann och e Virdel sinn! Zum Beispill am Paiement, am Paiement électronique huet Europa déi sophistiquéiertst Regulatiounen. A mir kréie vu villen Acteuren gesot: „Doduerch, dass Dir déi hutt an Europa, majo, sinn do ganz vill Acteuren, déi sech och grad an Europa nidderloossen, fir och eng Lizenz ze kréien, fir dass dat Ganzt an engem Kader sech ofspillt, dee kloer ass.“ Wouvu Lëtzebuerg da beneficiéiert huet; mee Dir hutt Recht: Et besteet e Risk vun lwwerregulatioun.

Mee dozou muss een awer nach zwou Saachen soen. Dat eent ass: Wéi reguléiere mer d'digital Finanzwelt? Do ass eng Direktiv, déi heescht DORA - dat ass fir all déi Avoiren, déi digital sinn, Cryptomonnaien an esou -, do ass eng Direktiv amgaang verhandelt ze ginn. Déi wäert et vläicht bis Enn des Joers oder Ufank d'nächst Joer definitiv ginn. Och do gi mer an Neiland eran. A fir ze wëssen, ob dat elo eng gutt Saach ass, dass Europa dat reguléiert, oder eng schlecht Saach, do tendéieren ech awer plütôt dozou ze mengen, dass et gutt ass, dass een dat e bësse reguléiert. Dat kann engem an Avantage compétitif ginn. Et gétt aner Regulatiounen, déi ze wäit ginn.

An deem zweete Sujet, dee ganz wichteg ass, ass den Anti-blanchiment. Um Anti-blanchiment gétt elo vill geschafft. Och do ass eng Proposition de directive. Do soll jo eng Agence européenne geschafe ginn. Mir ënnerstëtzen als Lëtzebuerg, dass eng Agence européenne soll gemaach ginn. Dat garantéiert, mengen ech, e Level-Playingfield, dee mer brauchen. An dat geet awer a Richtung vill méi Regulatioun. Dofir, ech wéilt net pauschal soen, dass een dergéint soll sinn.

An da muss mer op eppes oppassen: Dir hutt Länner, déi wëllen ëmmer méi reguléieren, an Dir hutt Länner, déi wëlle méi liberal sinn. England war jo

typesch e Land, wat méi liberal ëmmer wollt sinn. A mir als Lëtzebuerg géife soen: „Wat mer wierklech wëlle verhënnere, dat ass, dass Mauere ronderëm de Marché intérieur gebaut ginn.“ Dovunner ofgesinn, dass souguer am Marché intérieur heiansdo versicht gétt, d'Saache méi schwéier ze maachen. Mee mir wëlle keng Mauere ronderëm de Marché intérieur, well dat géif der Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz an der Attraktivitéit vun Europa schueden.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci Här Finanzminister Pierre Gramegna.

14. 7867 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007, ainsi que l'Avenant, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7867, eng Konventioun tëschent Lëtzebuerg an dem Kuwait am Beräich vun der Besteuerung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech versichen, et relativ kuerz ze maachen, fir Är Zäit net ze vill ze strapazéieren.

Steiergerechtkeet um internationale Plang, dovunner gétt oft geschwat. Et ass fir vill Leit en deels emotionale Sujet. An dach finalement ass et e Sujet, deem immens komplex ass. Verbesserung ginn oft Juridiction pro Jurisdiction, Text pro Text ëmgemat. Dat brauch Zäit a Fangerspëtzegefill.

Esou e Beispill sinn d'Duebelbesteuerungsofkommissen, déi Lëtzebuerg mat anere Länner verhandelt huet. De Grand-Duché huet iwwer 80 där Konventiounen mat Staaten aus der ganzer Welt. Dozou gehéieren eis Nopeschlänner, awer och Staaten an där anerer Säit vum Planéit. Effektiv sinn d'Duebelbesteuerungssaccorden e wichtege Bestandteil vun eiser Finanzpolitik. Iwwerdeems erlaben dës Konventiounen, déi bilateral wirtschaftlech Relatiounen ze stäerken.

Haut dierf ech lech an deem Kontext de Projet de loi 7867 fir d'Ratifikatioun vun esou engem Offkomm mam Kuwait virstellen.

Am Joer 2007 hunn d'Regierung vu Lëtzebuerg a Kuwait d'Konventioun géint d'Duebelbesteuerung a géint d'Steierhannerzëiung am Kader vun der Akommes- a Verméigenssteuer ënnerschriwwen. Dës Konventioun ass bis elo nach net ratifizéiert ginn, well entre-temps nach en Avenant ausgeschafft ginn ass. Dësen Avenant ass op ministeriellem Niveau de 25. März 2021 ënnerschriwwen ginn.

Et geet drëm, d'Duebelbesteuerung ze vermeiden an och Steuerbedruch op d'Akommes ze verhënnere. Dat heescht, et gétt vermieden, datt ee keng oder bal keng Steiere bezilt, also Steierevasioun oder Steuerbedruch mécht.

Den Avenant erlaabt et, fir de BEPS-Mesurë vun der OECD Rechnung ze droen. An notament den Artikel 26 ass ëmgeännert ginn, fir d'international Standard beim Informatiounsautausch ze respekéieren.

D'Konventioun bezitt sech op d'Besteuerung vun Akommes a Verméige vu Persounen a Sociéitéten, déi an engem oder an deenen zwee Länner ugesidelt si respektiv do ugemellt oder gegrënt gi sinn.

Et ass finalement eng equilibréiert Konventioun, déi Dispositiounen aus de Steierregime vun den zwee Länner iwwerhëlt a gläichzäiteg den internationalen Normen Rechnung dréit.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 28. September 2021 keng Observatioun um Fong gemaach. Och d'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 14. Oktober keng Bedenken ervirgehewen an huet also hiren Accord fir dës Gesetzesprojet ginn. Deen Avis huet d'Finanz- a Budgetkommissioun leider eréischt erreecht, nodeems mir de schrëftleche Rapport schon ugeholl haten.

Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Finalement dierf ech dem Här Finanzminister a senge Beamten aus dem Finanzministère souwéi

de Mataarbechter aus dem Parlament villmoos Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet. D'DP-Fraktioun gétt hiren Accord zu dësem Projet. An ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- An ech soen dem Här Rapporteur Guy Arendt villmoos Merci a ginn d'Wuert weider un deem éischten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, an ech fänken och u mat engem ganz grouse Merci un eise Spezialist an där Matière, de Guy Arendt, deem dat ëmmer op eng ganz prezis, awer verständlech Aart a Weis hei virbréngt. Duerfir him e grouse Merci. Mir wäerten och eisen Accord zu dësem Projet bréngen.

Ech wollt mer awer vläicht just eng Remark erlaben, déi elo manner hei mat där Konventioun ze dinn huet, mee déi méi generell mat de Konventiounen ze dinn huet. Mir hu virdrun hei iwwert d'Attraktivitéit vum Finanzsecteur geschwat. Ech mengen, datt déi Duebelbesteuerungsofkommissen ëmmer méi wichteg ginn, well déi och kënnen en Element vun Attraktivitéit a vu Kompetitivitéit ginn.

Duerfir mengen ech, datt et och wichteg wier, datt een déi vläicht nach méi reegelméisseg géif versichen op de Leescht ze huelen, och wann ech weess, datt dat net ëmmer ouni Risiko ass. Well wann een eppes op de Leescht hëlt, well ee wëllt eppes verbessert kréien, leeft een natierlech och ëmmer d'Gefor, datt een och emol eppes ka manner kréien, wéi ee virdrun hat.

Nach mengen ech, datt et awer, wéi gesot, en ëmmer méi wichteg Element an Instrument gétt, besonnesch an enger Welt, déi leider Gottes net ëmmer esou global fonctionéiert, wéi se misst fonctionéieren, mee awer nach op enzel bilateral Accorde fokusséiert ass. An duerfir wollt ech nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, fir den Här Finanzminister dofir ze sensibiliséieren, datt ee vläicht och an Zukunft nach méi intensiv sech generell mat deenen Duebelbesteuerungsofkommissen beschäftegt.

Dat nach eng Kéier gesot, gi mir awer den Accord zu dësem Projet. An ech soen dem Här Arendt nach eng Kéier villmoos Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Mosar. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Claude Haagen.

■ **M. Claude Haagen (LSAP).**- Jo, merci, Här President. Mat engem Merci un de Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndlechen Accord ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, ... **(Brouhaha)**

... Här Haagen. An de Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Villmoos merci, Här President. Ech maachen et och kuerz. Ech wollt dem Här Guy Arendt villmoos Merci soen an den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech géif soen, datt ech mech an dësem Fall nëmme dem Merci un den Här Arendt kann uschléissen. An d'ADR dréit dat hei mat. Villmoos merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. An ech ka mech dem Merci just uschléissen. A mir ginn och den Accord. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, merci, Här President. Ech freeë mech iwwert de Konsens iwwert dës Konventioun mam Kuwait, wou ech wëll ënnersträichen, dass mer eng Rëtsch finanziell an industriell Interëten do hunn. An dofir ass dës Netduebelbesteuerungskonventioun eng wichteg.

De Fall hei beweist, wéi d'international Fiskaliteit iwwert d'Zäit evoluéiert huet, well d'Ufangsnegotiatioun geet zrëck op 2007. An do war nach ... Den Échange automatique gouf et net. Den Échange sur demande, deem ass 2008, 2009 komm. An de Kuwait wollt dunn dee Changement, wat den Échange sur demande ubelaangt, net maachen.

An der Tëschenzäit ass BEPS komm, 2015. An elo steet déi nächst a lescht Etapp virun der Dier vun der Transformatioun vun der internationaler Steuerlandschaft mat der OCDE hirem Accord fir de Pilier 1 a Pilier 2.

Dat heescht, mir maachen hei zwee Changementer. Dat eent ass d'Adaptatioun par rapport zu de Ree-

gele vun 2009, 2010. A mir maache schon d'Adaptatioun vu BEPS, déi mer generell elo do eranhuelen. An am Fong geholl applizéiere mer dann elo déi neist Gesetzgebung, déi et haut gétt, un de Kuwait.

An da profitéieren ech vun der Geleeënheet, well den Deputéierte Mosar dat ervirgestrach huet: d'Wichtigkeet vun den Netduebelbesteuerungsofkommissen, dass déi géife méi wichteg ginn. Ech mengen, et ass gutt, dass mir e grouse Réseau vun esou Traitéen hunn. Mir hunn der 80 Stéck a mir hunn der eng ganz Rëtsch nach am Tüb. Mee déi mussen all evoluéieren.

Mam MLI, dem Multilateral Instrument vun der OCDE (ndlr: MLI, Multilateral Convention to implement tax treaty related measures to prevent base erosion and profit shifting), wat mir ugeholl hunn, geschitt elo zu engem gewëssenen Deel eng automatesch - eng automatesch! - Transformatioun vu verschiddene vun deenen Accorden. Dat ass gutt! Do brauch een net erëm vu vir unzefänken.

An da wäert mat deenen neisten Traitéen, déi elo d'nächst Joer ausgeschafft ginn an déi sollten 2023 a Kraaft trieden iwwert de Pilier 1/Pilier 2 ... Do ass d'Iddi, dass dann déi nei Konventioun, Pilier 1/Pilier 1, wann déi da ratifizéiert gétt, dass dat en fait iwwert deenen heiten Traitéen eng Roll spillt - Taxation minimum effective zum Beispill.

Dat heescht, dat ass e Sujet, dee mer elo nach laang wäerte matschleefen, deem evoluéiert. Mir hunn all Interêt, dass dat iwwer relativ breet Aart a Weisen, wéi dat elo virgeduecht ass vun der OCDE, ka geschéien, well soss misste mer jo all déi bilateral, déi 80 Stéck, amendéieren! Dat wär a kengem sengem Interêt. An et wär och net an eisem Interêt als Lëtzebuerg, well verschiddener vun deenen Accorden, wéi Der richtig gesot hutt, verschiddener vun deenen Accorde si relativ avantagéis. A wa mer déi opmaachen, déi kréie mer net méi esou avantagéis negociéiert.

Bref, et ass gutt fir Lëtzebuerg, dass dat alles elo multilateral geschitt. An dat grefféiert sech dann op déi bilateral Konventiounen. Dat ass bal nach dat Bescht, wat mer kënnen kréien. Domat erreeche mer e relativ groussen Niveau vu Level-Playingfield. An dat ass gutt fir d'Previsibilitéit.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7867. Den Text steet am Document parlementaire 7867².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7867 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuratioun. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7867 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lambert et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);
MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non: Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kennt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.17 heures.)

Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
 - M. Fernand Etgen, Président
- Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat**
 - Déclaration : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (intervention de M. Laurent Mosar)
 - Débat : M. Paul Galles - M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch - Mme Stéphanie Empain - M. Fred Keup - Mme Nathalie Oberweis (dépôt des motions 1 et 2) - M. Marc Goergen
 - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
 - Motion 1 : Mme Lydia Mutsch - Mme Nathalie Oberweis - M. Paul Galles - M. Fred Keup
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 - Motion 2 : Mme Lydia Mutsch - M. Paul Galles - Mme Nathalie Oberweis - M. Fred Keup
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Franz Fayot, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

- **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?
- **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Nee, Här President.

2. Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Haut de Mëtteg presentéiert den Här Franz Fayot, Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten, eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt.

Den Här Minister huet d'Wuert.

Déclaration

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Här President, léif Deputéiert, Excellences, Mesdames les Ambassadeurs, Messieurs les Ambassadeurs, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer hu mer zesummen am Kader vu menger Deklaratioun vill iwwert d'Pandemie vum Covid-19 geschwat an hir verheerend Konsequenze fir d'Mënschen op der ganzer Welt.

Haut gesi mer Liicht um Enn vun Tunnel. Mir sinn nach laang net derduerch, mee mir si besser préparéiert op déi nächst Wellen an och de Wuesstum ass nees um Rendez-vous. Mir sinn institutionell a finanziell zolidd opgestallt, fir ons Wirtschaft ze stimuléieren an ons Impfcampagnen duerchzeféieren.

Déi Luucht ass awer fir verschidde Länner méi hell wéi fir aner. Vill Entwécklungslänner hunn nach ëmmer kee gudden Zougang zu Vaccinen, an déi ekonomesch Relance bleift och oft nach schwaach. D'Pandemie huet e staarke Réckfall verursaacht a Saachen Aarmut, Educatioun, Ernährung, Sécherheet an a villen anere Beräicher. Loosse mer net vergiesse, dass méi wéi 100 Milliounen Leit an d'extrem Aarmut gefall si wéinst de Konsequenze vum Covid an eng 250 Milliounen Leit hir Aarbecht verluer hunn, ganz ze schweige vun de Milliounen Kanner, déi net an d'Schoul konnte goen an a ville Länner nach ëmmer net kënnen goen.

Wa fir ons den Distanzunterricht schonn eng Erausforderung war, kënn Der lech jo virstellen, wéi dat a Länner ass, wou d'Schüler kee Computer oder Tablet hunn an och oft keng oder wéineg Konnektivitéit an, vill schlimmer nach, de Lockdown a miserabelen Heemer hu misse verbréngen.

Ech wäert mech ëmmer erënneren an déi enorm Freed an och d'Hoffnung vun deene syreschen a palästinensesche Flüchtlingkanner, déi ech am September zu Amman gesinn hunn, dass se endlech nees konnten an d'Schoul goen.

A wa bei eis de Lockdown ganz schwierig war, da kënn Der lech och virstellen, wéi eng Konsequenzen esou e Lockdown huet op Leit, déi a sougenannten Economies de survie liewen oder éischer iwwerliewen, dat heescht, déi all Dag schaffe ginn, fir hiert lessen dee selwechten Dag kënnen ze bezuelen.

Am Senegal zum Beispill ass um Ufank vun der Pandemie no dräi Woche Lockdown bal eng Revolutioun ausgebrach. Vill Leit wäer carrement verhéngert, wa se net méi hätten erausdierfen. « Ils se lèvent le matin et partent chercher à manger », esou de Responsabele vun enger ONG, wéi ech virun zwou Wochen am Senegal op Visitt war. Aneerer deele sech eng Wunneng oder e Schlofzëmmer. Déi eng gebrauche se nuets a schaffen am Dag, an déi aner schaffen nuets a brauchen d'Wunneng an

dat selwecht Bett dann am Dag. Do ass einfach net genuch Plaz, fir am Lockdown zesummen doheimzebleiwen.

Glécklecherweis waren d'Infektiounszuelen am Senegal relativ niddreg, soudass d'Regierung dee Lockdown séier nees konnt ophiewen. Op menger rezenter Visitt konnte mir eis gutt Bezéiunge mam Senegal op enger Commission de partenariat ënersträchen, an ech hunn och do direkt zousätzlech Ënnerstëtzung fir 2 Milliounen Euro zougesot. Dat verstärkt ënner anerem eis Zesummenaarbecht mam senegalesesche SAMU an och zwou historesch Infrastrukture vun der Lëtzebuurger Kooperatioun am Senegal, de Centre Hospitalier Abass N'dao an de Lycée technique de Thiès.

Während der Visitt konnt ech mech vun der Pertinenz vun eisem Fokus op d'Beräicher vun der Santé a vun der Formatioun an Insertion professionnelle am Senegal iwwerzeegen. Ech hat och d'Éier, de Centre régional de prise en charge holistique des victimes de violences sexuelles zu Ziguinchor, an der Casamance am Süde vun Senegal, anzeweien, deen zesumme vun der Lëtzebuurger ONG SANACCESS an der westafrikanescher ONG ENDA Santé, zwee laangjäreg Partner vun der Lëtzebuurger Kooperatioun, do konnt gebaut ginn.

D'Visitt war fir mech awer och d'Geleeënheet, fir mam President Macky Sall iwwert d'Zukunft vun onserer Kooperatioun kënnen ze diskutéieren an och iwwert déi generell Situatioun an der Region. Well wann de Senegal e séchere Pol an enger onstabiller Region ass, mussen mer leider feststellen, dass d'Situatioun a ville Länner net besser ginn ass, ganz am Contraire. D'Sécherheitslag am Sahel spëtzt sech ëmmer méi zou, wat ons Zesummenaarbecht op der Plaz natierlech net méi einfach mécht. Ech kommen nach duerno eng Kéier dorobber zréck.

Mee och an anere Regionen huele Krisen a Konflikter zou. D'Walen an Nicaragua de 7. November kann een natierlech net seriö huelen. Am Myanmar herrscht säit dem Militärschlag virun zéng Méint Gewalt a Chaos. An Äthiopien eskaléiert de Konflikt ëmmer méi. D'lescht Woch nach si 16 lokal Mataarbechter vun der UNO vun den äthiopeschen Autoritéite festgeholl ginn. D'Situatioun ass do op engem Punkt ukomm, wou mir, gradwéi d'USA an aner Partner, onst sougenanntent „net essentiell“ Personal vun der Ambassade zu Addis Abeba zréckgeholl hunn. Konkreet heescht dat, dass onsen Agent de la coopération zréck op Lëtzebuerg komm ass a just nach de Chargé d'affaires sur place ass.

Am Myanmar hu mer ons bilateral Kooperatioun gestoppt an d'Büroe vun onser Agence LuxDev zougemach. Zanterhier ënnerstëtze mer am Myanmar awer nach humanitär Projeten, fir op d'Besoinen vun der lokaler Bevëlkerung ze äntweren.

An Nicaragua, wou mer scho säit 2019 keng direkt bilateral Kooperatioun méi hunn, mécht d'Degradatioun vun de Mënscherechter mer ëmmer méi Suerge. Lëtzebuerg, zesumme mat sengen europäesche Partner, condemnéiert den Oflaf vun de rezente Presidentschafts- a Parlamentswahlen, an d'Resultater ginn an deem Sënn och net unerkannt. Mir wäerten dofir och an deem Land ab ufangs nächst Joer keen Agent de la coopération méi sur place hunn an ons iwwer eng méi regional Approche an Zentralamerika nei opstellen. Och dorobber kommen ech nach eng Kéier zréck. An Nicaragua selwer wäerte mer natierlech weider ons multilateral an ONG-Partner ënnerstëtzen, déi direkt de Besoinen vun der Bevëlkerung zeguttkommen. Mir loosse och do d'Leit net am Stach.

Nieft de Konflikter spillt natierlech d'Klimakris och eng ëmmer méi wichteg Roll. De Klimawandel stellt eng enorm Erausforderung a Bedroung fir d'Entwécklung duer: All Aspekt vun eiser Gesellschaft ass betraff, an dat Phenomeen wäert sech an Zukunft nëmmen nach verstärken.

Am Kader vun der COP26 hunn d'Entwécklungslänner, déi am vulnerabelste sinn a gläichzäiteg am

staarke vum Klimawandel betraff sinn, e staarke Message geschéckt. Si brauchen dréngend Ënnerstëtzung, fir mat den Émwelt- a Klimakrisen ëmzegoen. Mir sinn do gefuerdert.

Dir Dammen an Dir Hären, et gesäit een, dass déi Aarm an déi Vulnerabel esou Situatiounen vill méi staark ausgeliewert si wéi déi aner. De Slogan vun den SDGen, eisen Objectifs du développement durable, a vun onser Kooperationsstrategie „leave no one behind“, keen op der Streck loosse, ass haut also méi wichteg wéi jee a wäert och de roude Fue dem fir ons aktuell an zukünfteg Kooperationspolitik sinn a bleiwen.

Mee wat heescht dat, „keen zréckloossen“, an Zäite vu Krankheeten a Pandemien, an Zäite vu Klimawandel a vu Konflikter, grad ewéi an Zäite vun Ongläichheeten tëscht de Länner, tëscht de Schichte vun der Populatioun an och tëscht de Geschlechter? Konkreet heescht dat, dass mer ons Politicken an Aktiounen mussen iwwerdenke fir sécherzegoen, dass mer déi Leit erreechen, déi et am néidegsten hunn, an déi stärke, déi am vulnerabelste sinn. Ons geografesch an thematesch Prioritéite bleiwe pertinent. Mee mir brauchen eng nei Approche fir eng méi nohalteg, eng méi resilient a méi inklusiv Entwécklung.

Fir deem entgéintzekommen, hu mer am Mee dëst Joer während den Assises de la coopération dräi nei Strategie lancéiert, déi zesumme mat all de concernéierte Partner ausgeschafft goufen an de Beräicher vum Klimawandel, vum Genre a vun der innovativer an inklusiver Finanz. Dës dräi Strategie si selbstverständlech keng komplett eegestänneg nei Strategien; si schreiwe sech an ons generell Kooperationsstrategie an an hëllefen ons, dës ëmzesetzen.

Als eent vun de wéinege Länner mat enger feministescher Aussepolitik, vertritt Lëtzebuerg kontinuéierlech d'Rechter an d'Wärd vun all Genre an deenen ënnerschiddleche Gremien an engagéiert sech, fir all Form vun Diskriminatioun an Ongläichheet ze bekämpfen. Dës Elementer gehéieren och zu de Prioritéiten, déi Lëtzebuerg sech am Zesammenhang mat sengem Mandat fir den UN-Mënscherechtsrot fir d'Period 2022 bis 2024 gesat huet.

Virun allem a fragillen a konflikträchtege Situatiounen leide Fraen a Meedercher weiderhin onverhältnisméisseg staark ënner souwuel politescher, sozialer, wirtschaftlecher wéi och duerch de Klimawandel bedéngter Ausgrenzung. Virun allem a schwierigen Zäiten an der Situatioun vun enger multidimensionaler Pandemie, där mir nach ëmmer ausgesat sinn, ass et noutwendeg, d'Rechter vu Fraen nohalteg ze schützen. Dofir steet dës Dimension am Mëttelpunkt vun der Lëtzebuurger Kooperatioun als eng vun de Bedéngunge fir d'Aarmutsbekämpfung an all eise Partner- a Projetslänner.

Ons Strategie gesäit en transformativen Usaz fir d'Gläichstellung vun de Geschlechter an alle Beräicher vir. Ee goet et drëm, en internen Aktionsplan auszuschaffen, fir d'Ëmsetze vun deene Richtlinnen ze garantéieren. Fir eis verschidden Acteure bei der Ëmsetzung vun eiser neier transversaler Strategie ze ënnerstëtzen an domadder och de Wéi ze beäntweren, wäerten dës weider spezifesch Outilen ausgeschafft ginn.

E konkret Beispill an der afrikanescher Region südlech vun der Sahara ass d'Initiativ Education Plus“, déi Lëtzebuerg mat ONUSIDA ënnerstëtzt, fir den Zougang zu Gesondheetszerzéiung a Rechter souwéi d'Stärkung vun der Roll vu Fraen a Meedercher ze féieren. Mir hunn an deem Kader virun zwou Wochen och eng éischt regional Konferenz fir West- an Zentralafrika zu Dakar am Senegal do kofinanzéiert, zesumme mat UNAIDS an ENDA Santé; eng Konferenz, déi e Succès war.

Am Kontext vum Klimawandel hu mer dëst Joer d'Ambitiounen vun eiser Kooperationspolitik erhéicht. Engersäits hu mer op den Assisen eng nei Émwelt- a Klimastrategie validéiert, anersäits stärke mer eis Zesummenaarbecht mam Émweltministère, deen iwwert de Klimafong zousätzlech Ënnerstëtzung fir staark Aktiounen an den Entwécklungslänner am Beräich Klimawandel bitt. D'Zesammenhäng tëschent Klima, Genderongläichheeten, wirtschaftlechen a soziale Froe mussen systematesch betruecht ginn, fir méi resilient Gesellschaften opzebauen. Wa mer zum Beispill am Beräich Waasser oder Agrikultur schaffen, da mussen mer sécherstellen, dass déi Projeten och nach an zéng Joer un de klimatesche Kontext adaptéiert sinn. Oder an engem Educatiounsprojet muss séchergestallt ginn, dass d'Gebaiere klimaresistent sinn an dass lokal Bevëlkerunge Liewensbedingunge hunn, déi et hinnen erméiglechen, an d'Schoul ze goen.

Konkreet huet eis Strategie bis 2030 zum Zil, alle guerten d'Aktivitéite vun der Kooperatioun an d'Dynamik vun enger nohalteger, inklusiver, erneierbarer a resilienter Entwécklung ze setzen. Och hei schaffe mer un engem Plan d'action an un Outilen, fir dass all d'Acteure vun der Lëtzebuurger Kooperatioun ekipéiert sinn, fir souwuel hei zu Lëtzebuerg

wéi och um Terrain sécherstellen, dass d'Nohaltegkeet vun eisen Aktiounen optimiséiert ass. D'Etabléierung vun engem neien, méi nohaltege Paradigma ass e laange Prozess, deen dréngend muss ëmgesat ginn. D'Kooperatioun ass fest decidéiert, an déi Richtung ze schaffen.

Och d'Mënscherechter an d'Governance spillen eng ëmmer méi wichteg Roll am Développement. Erlaabt mer e puer Wieder zu de Mënscherechter an de Partnerlänner vun der Lëtzebuurger Kooperatioun.

Wéi Der wësst, sinn d'Mënscherechter als transversal Prioritéit vun onser Kooperationsstrategie festgehale ginn, zesumme mat Geschlechtergläichheet an émweltfrëndlecher Nohaltegkeet. Fir där Prioritéit gerecht ze ginn, ginn d'Mënscherechtssituatiounen an eise Partnerlänner um héchsten Niveau bilateral ugeschwat, spezifesch am Kader vun engem strukturéierte politeschen Dialog. A mir maachen dat och op multilaterale Fore wéi mat der EU oder zum Beispill am Kader vum Universal Periodic Review vum Comité des droits de l'homme, wou Lëtzebuerg jo viru Kuerzem fir e Mandat vun zwee Joer eragewielt ginn ass.

Mir wäerten an deem Kontext weider eis Partnerlänner op d'Situatioun vun de Mënscherechter uschwätzen a konstruktiv mat hinnen no Léisungen sichen. Am Kader vun der Campagne fir eist Mandat am Mënscherechtsrot hu mir och sougenannten Engagements volontaires geholl, déi vun enger ganzer Rëtsch Acteuren ëmgesat mussen ginn.

Dovun ofgesinn, wëll ech nach kuerz dorun erënnere, dass d'Essenz vun der Kooperatioun an och vun den ODDen näischt anescht ass wéi d'Stärkung an déi konkret Ëmsetzung vun de Mënscherechter. An deem Sënn sinn och déi véier Haaptthematike vun onser genereller Strategie ze gesinn, déi da sinn: éischtens, Accès op sozial Basisrechter; zweetens, sozioekonomesch Integratioun; drëtzens, Governance; a véiertens, inklusiven an dauerhafte Wuesstem. Dofir féiere mer och an de leschte PICen, déi ënnerschriwwen gi sinn, eng „rights-based approach“. Et ass net méiglech, eng konsequent Aarmutsbekämpfung ze erreechen, onni dass d'Mënscherechter, an notament déi sozial an ekonomesch, mee awer och déi zivill a politesch, oprechterhale gi fir jiddwereen. A genau dat maache mer elo schonn an onser Entwécklungspolitik.

All d'Mënscherechter hänke mateneen zesummen, grad ewéi déi 17 nohaltege Entwécklungsziler och mateneen zesammenhängen. Et ass am Endeffekt eng Fro vun der Kohärenz tëscht de Politicken. Den Erfolleg vun enger Entwécklungspolitik hänkt och vun de Wierkunge vun anere Politicken of, déi gewollt oder ongewollt eng nohaltege Entwécklung ënnerstëtzen oder awer bremsen.

Déi Fro vun der Kohärenz läit mer besonnesch um Häerz. An ech si frou, dass mer do an deene leschten zwee Joer och e gutt Stéck weiderkomm sinn. Ons approche-pays, déi mer um Cabo Verde ugefaangen hunn, breet sech entre-temps och op aner Länner aus. Ech wäert herno nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Mee och heiheem huet sech vill gedoen. Zesumme mam Environmentsministère hu mer eng Etüd mat der OCDE gemaach fir ze kucken, wéi mer d'Kohärenz tëscht de Politicken zu Lëtzebuerg nach weider kënnen stärke. Dëst gouf an interministerielle Komiteeën zesumme mat der Zivillgesellschaft diskutéiert a verschidden Elementer konnten an den neien nationale Plang fir en nohaltegen Développement, de PNDD, afléissen. De Lëtzebuurger Nohaltegkeetscheck gouf zum Beispill héich gelueft vun der OCDE, grad wéi déi substanzuell Ënnerstëtzung, déi mer den ONGe ginn, fir an deem Beräich aktiv kënnen ze sinn.

Dir gesitt, dass alles zesammenhängt, an et muss een e gesamtheetlechen Usaz hu fir weiderzokommen. Fir eng méi nohaltege, méi resilient a méi inklusiv Entwécklung ze kréien, mussen mer duebelgleisig fueren: Op där enger Säit wäerte mer eis traditionell Kooperatioun an de Services sociaux de base, wéi Gesondheet, Educatioun, proppert Waasser, weiderféieren an och ausbauen, besonnesch an deenen am mannsten entwéckelte Länner. Op där anerer Säit wäerte mer e verstärkter Akzent op innovativ Finanzmechanismen an nei Technologie setzen, fir eng méi émweltfrëndlech a méi inklusiv Entwécklung ze féieren. Mir mussen do och eis Atouten als Land ausspillen. Mir maachen dat och a sougenannte „lower middle income countries“, wéi zum Beispill dem Ruanda, wou ech de leschte Mount op Visitt war, an dat am Kader vun der Semaine africaine de la microfinance, déi vun der ONG ADA zu Kigali organisiert gouf an déi mat méi wéi 500 Experten aus der Region, déi do zesummekomm sinn, e reelle Succès war, déi d'Lëtzebuurger Expertisen an deem Domän och ganz kloer um afrikanesche Kontinent plazéiert a soulignéiert huet.

Fir kënnen en Impakt ze hunn an eng Differenz ze maachen, mussen mer ons d'Moyene ginn, an dat souwuel um Niveau vun de Ressources humaines an der Expertise, wéi um Niveau vun de Budgeten.

Um Niveau vun de finanzielle Mëttele kann ech haut mat Erliichterung soen, dass mer d'Schwierigkeete vun leschte Joer hanner ons hunn! Nodeems 2020 jo eng Kontraktioun do war an eisem Budget doduerch, well de Revenu national brut, de Bruttonationalrevenu, erofgaangen ass, wat dozou gefouert huet, dass d'Enveloppe vun eiser öffentlecher Entwécklungshëllef, APD, am Laf vum Joer ëm eng 43 Milliounen erfroeschrauft huet misse ginn, ass dës Joer d'Reprise nees um Rendez-vous. D'Bugete ginn nees an d'Luucht. Ech erënnere hei awer nach eemol drun, dass och a Krisenzeiten um Zil vun 1 % vum RNB fir d'APD festgehale gouf. Schlussendlech huet sech d'APD 2020 op 396 Milliounen Euro belaf, wat 1,03 % vum RNB entsprécht. Mir si mat deem 1 % an engem ganz selektive Club, an och dat gëtt eis international eng ganz grouss Kreditabilitéit.

Wéi ech schonn d'lescht Joer a menger Deklaratioun um lech annoncéiert hat, ass besonnesch Wäert dorop geluecht ginn, dass déi budgetär Oplagen net op d'ONGen zrëckgefall sinn. Sou sinn dann och d'Enveloppen, déi de Lëtzebuurger ONGen zoustinn, net reduzéiert ginn, dat am Géigesaz zu deem, wat vu verschiddener Säit d'lescht Joer behaupt gouf.

Den Deel vun der APD, deen duerch d'ONGen ëmgesat gouf, beleeft sech fir 2020 souguer op 17 %, wat 25 % vun der bilateraler APD ass. E läit also iwwer der Moyenne vu 15,5 % vun de viregte Joren.

An deem Kontext ass och ze erwänen, dass, wann d'Situatioun um Terrain e Weiderféiere vun de Projeten onméiglech gemaach huet, de Ministère sech do flexibel gewisen huet an alle Partner et erlaabt huet, fir Fongen op aner Aktivitéiten ëmzeverdeelen, an dat besonnesch, fir géint d'Covidkris an eise Partnerlänner unzegoen. Deemo si ronn 70 Milliounen Euro gewährt ginn, fir Entwécklungslänner ze hëllefen, d'Pandemie ze bekämpfen.

Dës Joer stinn d'Prognose vum Statec, wéi gesot, ganz positiv, wat eis wirtschaftlech Entwécklung ugeet, wat eng Besserung vun der wirtschaftlecher Situatioun ugeet. Dofir wäert d'APD fir 2021 deemno tëscht 455 a 461 Milliounen Euro leien. Och wann den RNB eropgeet, hale mer selbstverständlech un onsem Zil vun 1 % fest.

Fir déi nächst Joren ass och e kontinuéierleche Wuesstem virausgesinn an d'APD 2022 kéint dann, de pluriannuelle Previsiounen no, 476 Milliounen errechen, wat dann dee Moment e Rekordmontant fir d'Lëtzebuurger Kooperatioun wier.

Domat kënnen mer e wichtege Bäitrag liwweren. Wann Der mech froet, ob dat duergeet, dann ass d'Äntwert ganz kloer nee. Am Verglach mat den Dausende Milliarden, déi gebraucht ginn, fir d'SDGen ze errechen, bleiwen ons Kontributiounen relativ modest. Dofir mussen déi Moyenen effikass agesat ginn. A mir hunn an deem Sënn an deene leschten zwee Joer ganz vill an Expertis investéiert.

En anere wichtege Punkt ass awer, dass mer déi SDGen, déi Objectifs de développement durable, nimmools wäerten errechen ouni d'Hëllef vum Privatsektor, dat souwuel am finanzielle Beräich wéi an der Expertis an der Innovatioun. Vill Efforte sinn dofir gemaach ginn, fir de Privatsektor ze sensibiliséieren, fir an nohaltege a responsabel Finanzproduiten ze investéieren.

D'Abanne vum Privatsektor, wat meng zwee Ressort concernéiert, muss natierlech streng konform no den nohaltege Reegelen a Krittäre geschéien. Et ass zum Beispill eng Grondvoraussetzung, dass sech eis Partner strikt un d'Mënscherechter halen. Och de Respekt vun den Aarbechtsrechter an den Ëmweltoplagen ass ganz wichtig.

E konkret Beispill fir esou eng Zesummenaarbecht ass d'Business Partnership Facility. Do hunn ech derfir gesuergt, am Kontext vun där Diskussioun iwwer den Devoir de diligence des droits de l'homme, dass all d'Partner sech mussen dofir engagéieren, déi sougenannte Devoirs de diligence anzehalen, wa si vun engem Kofinanzement wëlle profitéieren. An dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Aiden, déi een vun Ekonomiesministère kritt.

Wéi Der wësst, gëtt et zu Lëtzebuerg en nationale Plang fir den Devoir de diligence a senger zweeter Oplag, deen amgaang ass, ëmgesat ze ginn. Dat ass d'Resultat vun engem inklusiven Prozess gewiescht, an deem och d'Zivillgesellschaft systematesch mat agebonne gouf, besonnesch am Kader vum Comité interministériel des droits de l'homme.

Zum selwechten Thema maache mer natierlech och de Suivi op EU-Niveau, wou den Ament nach Diskussiounen lafen, déi dann hoffentlech eventuell op eng europäesch Léisung erauslafen.

Och an deem Beräich wëlle mer als Kooperatioun mat guddem Beispill virgoen a weisen, wéi eng nohaltege an inklusiv Entwécklung méiglech ass. Mam Instrument vun der Business Partnership Facility ënnerstëtze mer elo säit bal fënnf Joer Innovatiounen, déi zur internationaler Entwécklung bäidroen, an duerch dës Zesummenaarbecht goufe mëttlerweile iwwer 25 Projeten initiéiert an de Be-

räicher vun der FinTech, der Mobilitéit, der Logistik, souwéi an deene vun der CleanTech, der Kreeslafwirtschaft, der Ecoinnovatioun an den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien.

Doduerch konnte mer weider Ressourcë fir Entwécklungslänner mobiliséieren, den Transfer vun Technologien erméiglechen, lokal Aarbechtsplaze schafen an d'Kooperatioun tëscht dem geografeschen Norden a Süde verstärken. An dës erlaabt eis et och, fir eisem Objektiv vun inklusiver Wuesstem méi no ze kommen.

Ech hu wëlles, d'Kooperatioun mam Lëtzebuurger Privatsektor nach méi staark auszubauen, wéi gesot, do wou et Sënn mécht an natierlech am Kader an am Respekt vu klore Krittären.

Mir hunn eng ganz Partie privat Acteuren hei zu Lëtzebuerg, déi e Savoir-faire unique hunn oder Produiten hierstellen, déi dréngend an onse Partnerlänner gebraucht ginn. Een esou e Beispill ass d'Entreprise B Medical vun Housen, e Betrib, deen an der medezinescher Chaîne du froid eng Virreiderroll spillt, dee mat enger OMS scho viru ganz laanger Zäit Standarden ausgeschafft huet an deem seng Frigoen a portabel Killtäsche säit Covid weltwäit gefrot sinn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - E Méindeg virun enger Woch konnte mer am Kader vum europäesche Mechanisme de protection civile 50 Frigoen mat Solarpanelen, fir Impfdosissen ze stockéieren, an de Burkina Faso schécken. Déi ginn do batternéideg gebraucht, well am Burkina Faso ass eréischt 1 % vun der Populatioun - jo, 1 % vun der Bevëlkerung! - bis elo geimpt.

E wichtege Punkt fir mech, an och fir mäi Kolleg Franz Bausch, war, dass dës Frigoen konnte mam Lëtzebuurger A400M Militärflieger dohinner transportéiert ginn. Dat huet Käschte gespuert, huet Lëtzebuerg nach eng Kéier méi Visibilitéit ginn an ass och e gutt Beispill vun der Ëmsetzung vun onser 3D-Politik (ndlr: Diplomatie, Développement et Défense).

Nëmme mat esou technesche Solutiounen... B Medical ass ee vu ville Beispiller, mir hunn nach ganz vill aner am Beräich vum ICT, vun de Finanzen, och vläicht souguer vum Space, wéi ech zu Dubai konnt feststellen. Nëmme mat esou technesche Solutiounen a mat der Zesummenaarbecht mat diversen Acteuren kënnen mer déi weltwäit Vaccinatioun virubringen, ouni déi mer d'Pandemie ni wäerten an de Grëff kréien.

Erlaabt mer, an deem Kontext de Punkt ze maachen iwwer eis Kontributiounen un de sougenannte Garanties de marché COVAX, dem COVAX AMC. De COVAX-Mechanismus finanziéiert den Akaf vu Vaccine fir 92 eligibel Entwécklungslänner. Ech hunn d'lescht Woch nach eng weider Kontributioun decidéiert, fir ons Ënnerstëtzung vum COVAX nach eng Kéier ze verduebelen, an zwar elo op 4 Milliounen Euro.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Très bien!

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Wat eis materiell Ënnerstëtzung an der Pandemiebekämpfung ugeet, hu mer bis elo 400.000 Dosisse Vaccin un de COVAX-Mechanismus ginn, an dës am Kader vum Team Europe. Dat heescht konkret, dass mir mat eisen europäesche Partner zesummeschaffen, zum Beispill fir juristesche Froen, an als Team Europe um COVAX deelhuefen.

Konkret hu mer en Don vun 300.000 Dosisen AstraZeneca gemaacht, deen de Gavi wäert un eng Rei Partnerlänner verdeelen, an zwar do, wou se am meeschte gebraucht an och direkt verbraucht kënnen ginn.

100.000 Dosisse Pfizer si virgesinn, fir als Don un de Vietnam ze goen, deen d'Capacitéit huet, fir déi Vaccinen ze administréieren, déi jo ganz déif mussen gekillt ginn, an och ze conservéieren. A mir plangen, och nach weider Impfdosisse fir ons Partnerlänner zur Verfügung ze stellen, dorënner ronn 10.000 Dosisse vum Moderna-Impfstoff.

Nieft eisem Engagement am COVAX ass d'Kooperatioun och um bilaterale Niveau aktiv gewiescht. Sou hu mer am September en Don vu 56.000 Dosisen AstraZeneca un de Cabo Verde gemaacht - an hunn domadder direkt op eng Demande vun hinne geäntwert -, déi duerch de Mécanisme de protection vun der EU dunn dohinnergeschéckt goufen.

Och Material gouf esou verschéckt, wéi zum Beispill en Don vu Ventilatoren an Tunesien, Antigen-Tester un de Kosovo oder eeben déi Frigoen, vun deenen ech elo just geschwat hunn, un de Burkina Faso.

Am Allgemengen ass et awer effektiv esou, dass leider nach enorm Retarden an der weltwäiter Impfcampagne ze verzeche sinn. Och wann d'Diskussiounen ëm d'Aussetze vun de Patentrechter sech fir de Moment e bësse geluecht hunn, si mer vun enger gerechter Verdeelung vu Vaccine leider nach

wäit ewech. Et ass net akzeptabel, an ech géif dat hei gäre ganz kloer soen, et ass net akzeptabel, dass verschidde wéineg Pharmakonzerne riseg Profitter op der Basis vun öffentlecher Recherche maachen an d'Leit an de méi arme Länner keen Zougang zu Impfungen hunn!

Mir ënnerstëtzen dofir d'Europäesch Unioun an och aner Initiativen, fir d'Produktioun vu Covid-19-Vaccinen ze férdere. Mir wëssen allegueren, dass et sécher eng Fro vu Propriété intellectuelle ass, mee dass et grad esou vill eng Fro ass vu Capacity Building, vun Technologietransferen, déi et erméiglechen, an deene Länner Vaccinen ze produzéieren.

Wat gutt ass, dat ass, dass et do éischt positiv Resultater gëtt. Esou gesäit zum Beispill BioNTech vir, Produktiounssitte vu messenger-RNA-Vaccinen am Senegal an am Ruanda ze bauen, an dat kuerzfristeg.

Et ass awer och kloer, dass de System vun der internationaler Gesondheet muss verstärkt a verbessert ginn, fir besser op déi nächst Pandemie virbereet ze sinn. An deem Sënn schaffen d'Memberstaate vun der OMS un Prinzip vum engem internationalen Ofkommes, dat d'Staate rechtlech géif bannen, fir eng global Gestiou vun der Pandemie ze maachen - eppes, wat ech natierlech och absolutt ënnerstëtzen.

Mee loosse mer nees zrëckkommen op déi méi nohaltege, méi resilient a méi inklusiv Entwécklung an op de „leave no one behind“, de Keen-op-der-Streck-loossen. Innovatioun zesumme mat Privat- a Finanzsektor ass hei ganz wichtig. D'Zil ass et nämlech, net nëmmen op déi aktuell Verännerungen a Bedierfnisser um Terrain ze reagéieren, mee proaktiv dese Wandel ze begleeden an ze formen. Digitaliséierung ass ee Beräich, an deem et e besonnesch grouss Potenzial fir esou eng innovativ an nohaltege Entwécklung gëtt.

D'Pandemie huet dozou gefouert, dat hu mer och gëschter diskutéiert, dass d'Digitaliséierung e grouss Schratt gemaach huet, net nëmme bei eis, och an den Entwécklungslänner. Am Fachjargon heescht dat „Digital for Development“ a bedeit näischt aneres, wéi duerch digital Léisunge mat der Hëllef an Expertis vun eise Partner en Impakt um Terrain ze schafen. Am sougenannten ICT-Beräich kënnen mer als Lëtzebuerg op en dynameschen an innovativen nationalen Eco-System zrëckgräifen. Nei Technologien si besonnesch nützlich an de Secteuren de Finanzen, der sougenannter FinTech, der Medezinn oder an der Weiterbildung fir déi jonk Leit.

Fir konkret Beispiller ze nennen, schaffe mer do zum Beispill mat Satellitentechnik, fir Spideeler an och ONGe mat Patienten ze vernetzen, déi soss keen Zougang hätten zu medezinescher Versuergung, dat am Kontext vum Projet SATMED. Mir ënnerstëtzen Acteuren, déi sech fir responsabel an nohaltege Finanzproduiten, mat Hëllef vun digitalen Outilen, wéi engem Smartphone, asetzen. Wuelgemerkt: Dës si Leit, déi soss keen Zougang zu engem traditionelle Finanzservice hunn. Och d'Weiterbildung am digitale Beräich ass ons wichtig, well an enger vernetzter Welt brauche mir gutt ausgebildete Aarbechtskräften. An esou probéiere mer, de Leit eng Perspektiv ze ginn a se prett ze maache fir d'Zukunft an d'Veännerungen an den oft dynameschen Aarbechtsmärchen an Entwécklungslänner. Ee Projet ass do zum Beispill de LuxWays-Projet mat der Uni.lu, deen am Beräich vun der Cybersecurity usetzt.

Dës, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen, woubäi ee sécherlech ka betounen, dass mer am Beräich justement vun der Cybersecurity eis Partner a Partnerlänner bei den Erausforderungen vun der Digitaliséierung ënnerstëtzen. An deem Beräich hu mer aktuell schonn eng ganz Rëtsch Initiative lancéiert, virun allem mat engem geographesche Fokus op Afrika. Domat wäerte mer och déi technesch Hëllef bereitstellen, fir d'Digitaltransformatioun an onse Partnerlänner ze férdere.

Eng modern Kooperatiounspolitik bedeit awer och, dass mer weider am Beräich vun der inklusiver Finanz schaffen an op innovativ an inklusiv Finanzinstrumenter zrëckgräifen, fir eng responsabel Entwécklungshëllef ze promovéieren.

Dir wësst, dass Lëtzebuerg eng Virreiderroll spillt an deem Secteur mat senger Expertis an deem breetgefächerten Eco-System, dee mer elo scho säit méi wéi 20 Joer amgaang sinn opzubauen. Als Beispill kann een hei natierlech d'Maison de la microfinance nennen, déi direkt eng ganz Rëtsch vun Experten an deem Domän zesummebréngt an u sech déi ganz Palett vu Finanzdéngschtleeschungen ofdeckt an déi och weltwäit operéiert.

An der Entwécklungszesummenaarbecht si sech d'Acteuren all eens: Nohaltege Investissemter sinn eng absolutt Noutwendegkeet, fir den Agenda 2030 ze errechen. Eis feelen do weltwäit 2.500 Milliarden, fir déi 17 Ziler ze errechen - an dat pro Joer!

An deem Beräich huet Lëtzebuerg natierlech e Rise-potenzial mat senger Finanzplaz. An dowéinst ass

et wichtig, dass mer weiderhin innovativ Finanzinstrumenter ënnerstëtzen, dës natierlech unhand vu Qualitétskrittären, déi kënnen nogewise ginn, wéi zum Beispill duerch den Impact Label vu LuxFLAG, dee mer zesumme mat dem Finanz- an dem Ëmweltministère ënnerstëtzen. Konkreet investéiere mer an Instrumenter, mat deene mer zesumme mat UNO-Agencen, ONGen, bilaterale Acteuren an och privaten Investisseuren geziilt Investissemter erdieren, déi e positiven Impakt op nohaltege Entwécklungsobjektiver hunn. Dat ass zum Beispill den ABC Fund an der Agrikultur, de Build Fund fir Investissemter an am mannsten entwéckelte Länner oder nach de BLOC Smart Africa fir Investissemter an nei Technologien an Afrika.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Deputéierter, wéinst den enormen Erausforderungen, déi weltwäit virun ons stinn, kënnen mer natierlech net aleng schaffen. Mir brauche stabil Partnerschaften op europäeschem an internationalem Niveau, grad ewéi e verstärkt Abanne vun der Zivillgesellschaft an d'Kooperatiounsaktivitéiten.

Op EU-Niveau schreiw mer ons an d'Approche Team Europa an, zesumme mat den anere Memberstaaten an den europäeschen Institutiounen. Et geet hei drëm ze weisen, dass Europa faeg ass, gemeinsam, séier, koordinéiert an effikass Hëllef ze leeschten.

Lëtzebuerg setzt sech och weiderhin a fir eng europäesch Entwécklungszesummenaarbecht, déi e klore Fokus op Aarmutsbekämpfung huet. An deem Kader besti mer drop, dass dat neit europäescht Instrument fir Noperschaft, Entwécklung an internationaler Kooperatioun, dat sougenannt NDICI, säi Fokus op déi Länner behält, wou d'Besoinen am gréisste sinn, an deene Mënschen hëllef, déi am meeschten an Nout sinn. Dozou gehéiert och e staarken Engagement, dass mer ons finanziell Moyene fir d'Entwécklungszesummenaarbecht fir d'Partnerlänner, an net fir d'Migratiounsgestioun, also direkt fir ons, ausginn.

Mir hoffen och, dass den Accord zwëschen der EU an den 79 Partnerlänner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik, de sougenannten Accord post-Cotonou, geschwéi kann applizéiert ginn. Dës Accord promovéiert ënner anerem d'Mënscherechter, demokratesch Prinzipien an de Rechtsstaat. Wéi Der wësst, ass et eis als Lëtzebuerg wichtig, eng zuverlässige Gespärchspartner ze sinn, dee sech de Surgen a Problemer vun eise Partnerlänner unhëlt.

Och op europäeschem Niveau setze mer ons ganz staark fir eng ambitiéis Mënscherechtopolitik am Développement an, besonnesch fir d'Geschlechtergerechtegkeet, well mer iwwerzeugt sinn, dass all Mënsch dat selwecht Recht op Entwécklung huet, getrei dem Prinzip, dass keen op der Streck soll bleiwen.

Dës Prinzipie verdeedege mer natierlech och um Niveau vun der UNO. Sanitär a politesch Krisen, Naturkatastrophen an d'Konsequenze vun der Ärdewiermung hunn natierlech Diskussiounen um multilaterale Niveau gepräagt. Säit dem Covid huet sech bal alles online ofgespillt an et war net einfach, fir eis mat eise Partner ze koordinéieren an zesummeschaffen.

Dofir sinn ech frou, dass mer als Lëtzebuerg e klore Message konnte setzen, andeems mer am Fong als éischt Land säit ganz laanger Zäit erëm en präsentiel am Juli mat eise laangjäreg Partner, dem Programm vun de Vereenten Natiounen fir den Développement, UNDP, an dem UN-Kapitalentwécklungsfong, UNCDF, nei Partneriater fir 2021 bis 2025 ënnerschreiw konnten.

Mat dem UN-Hëllefswierk fir palästinensesch Flüchtlingen, UNWRA, hu mer esou e Partneriat méi spéit am Joer, am September, zu Amman ënnerschriwwen. All dës Accorden erméiglechen et den Agencen, eng besser Previsibilitéit ze kréien an ënnersträchen eis Ambitiounen um multilaterale Plang. Enn des Joers wäerte mer weider Partneriater mam Bevëlkerungsfong vun de Vereenten Natiounen, dem UNFPA, mat Unicef a mat der internationaler Aarbechtsorganisatioun, der ILO, an deem Sënn ënnerschreiw.

Erlaabt mer op deser Plaz, eng Kéier ze ënnersträchen, wéi wichtig dës Partneriater fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg sinn. Am Géigesaz zu deem, wat nämlech op verschiddene Plaze gesot gëtt, wësse mer ganz genau, fir wéi eng vun onse Prioritéiten dës Kontributiounen agesat ginn. D'Manéier, wéi mer dës Partnerschaften strukturéieren, gëtt onsem Land eng enorm Unerkennung a Visibilitéit um internationale Plang. Dat ass natierlech net ze ënnerschätzen, well d'Welt hält net hannert onse kleng Grenzen op.

A wa mer gär matdiskutéieren op internationalem Niveau a matdecidéieren an och matgestalten, da muss mer och matagéieren. An dat maache mer relativ gutt. „Lëtzebuerg ass eng Stëmm vun der Veronft“, sot de Filippo Grandi, den UN-Flüchtlingskommissär, deen d'lescht Woch hei op Visitt war.

Et gëtt vill Beispiller vun effikasser Zesummenaarbecht op internationalem Niveau. Eent dovun ass d'School Meals Coalition, déi d'Joer am Kader vum UN Food Systems Summit an d'Liewe geruff gouf an där Lëtzebuerg bäigetrueden ass. Sait Jore scho finanziert d'Lëtzeburger Kooperatioun Molzechte fir Schoulkanner an deene verschidde Länner. Momentan si mer do zum Beispill an Nicaragua aktiv.

D'Schoul ass net nëmmen eng Plaz, wou d'Kanner eng Education kréien, mee se spillt och besonnesch an Entwécklungslänner eng wichteg Roll an hirem Sozialliewen. Andeems mer et erméiglechen, de Schoulkanner eng Molzecht unzëbieden, gräife mer deene Familien ënnert d'Äerm, déi sech all Dag op en Neits mussen Suerge maachen, wéi se hir Kanner ernäre sollen. Mir hunn eis och agesat fir d'Éducation de base a fir d'Definitiou vum nationalen Educationssplang duerch eist Partenariat mam Global Partnership for Education.

D'Kooperatioun engagiert sech natierlech och weiderhi ganz staark an der Santé, fir déi mer 15 % vun eiser Entwécklungshëllef virgesinn. D'Wichtigkeet vum Zougang zu essentielle Gesondheetsservicer wéi Impfung gëint de Covid ass natierlech an deene leschten zwee Joer jiddwerengem nach vill méi staark bewosst ginn.

D'Pandemie huet awer leider och als Konsequenz, dass d'Fortschrëtt an der Bekämpfung vun aneren Epidemien, déi Entwécklungslänner méi staark betreffen, wéi den Aids - dat konnte mer viru Kuerzem am Senegal um Terrain feststellen -, Malaria oder Tuberkulos, zréckgaange sinn. D'Leit hate kuer oder manner Zougang zu de Medikamenter oder zu den Depistagen, a besonnesch Jonker a Frae sinn disproportioneel dovunner betraff. Dofir hu mer och an dese Beräicher ons Kontributiounen un d'OMS an UNAIDS eropgesat.

En vue vun der positiver Evolutioun vum RNB konnte mer och ons Kontributiounen un aner UNO-Agencen eropsetzen, wéi d'UNWRA, fir déi mer gëschter op enger Konferenz 2 Milliounen Euro annoncéiert hunn, awer och de FIDA oder d'Vaccinsalliance Gavi, un déi mer allkéiers zousätzlech Kontributiounen gemaach hunn, well mer gesinn, dass se do am meeschte gebraucht gi fir de Moment.

Fir och mat globale Programmen no un d'Communautéiten an déi lokal Bevëlkerung erunzekommen, brauche mer d'Zivilgesellschaft an d'ONGen. Si sinn e kruzialen Deel vun onser Kooperatioun. An zu Lëtzebuerg hu mer net manner wéi 92 ONGen, déi en Agreement hu bei eis um Ausseministère. Wéi virdu gesot, setze se 17 % vun onser APD ëm, e Pourcentage, dee bewosst eropgesat gouf am leschte Joer. Aktuell finanziert de Ministère 24 Entwécklungs-Accord-cadren an eng 96 Projeten, déi vun 61 ONGen ëmgëtt ginn a méi wéi 40 verschidde Länner.

Doriwwer eraus sinn d'ONGen och ganz wichteg Partner fir onse staarken Engagement fir d'Sensibiliséierungsarbecht an d'Éducation au développement hei zu Lëtzebuerg iwwert Theeme wéi zum Beispill Mëscherechter, Education a Klimawandel. An deem Kontext wäerte 16 pluriannuell Programmen an en neie Mandat fir de CITIM, Centre d'Information Tiers Monde, ufangs 2022 ënnerschriwwen ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Mir wäerten och ab 2022 eng ganz Rei vun eenzelne Projete weiderfinanzéieren. Ech hunn och wëlles, e verstärkten Accent op Sensibilisatioun an Entwécklungseducation ze setzen. Déi budgetär Mëttelen op där Budgetsinn ginn dann och d'nächst Joer staark an d'Luucht gesat, vun 2,7 Milliounen dëst Joer op 4 Milliounen Euro fir 2022.

Och dëst Joer huet sech d'Covidkris nach bemierkbare gemaach a mir hunn och weiderhi Reallocatiounen, Erhéijungen a Verlängerungen accordéiert, fir dass d'ONGen hire lokale Partner konnten ënnert d'Äerm gräife mat Moosname gëint d'Veerbredde vum Virus.

An ech si frou, dass ons proaktiv Approche am ganz rezenten AidWatch Report ervirgehewe gouf. Am Géigesaz zu anere Länner ass de Budget fir ONGen heizuland während der Covidkris net erofgaangen. Fir 2022 sinn déi éischt Previsiounen vum Budget positiv, soudass dat eis erlaabt, eisen ONGen och weider staark ënnert d'Äerm ze gräifen.

Zënter Januar 2020 kënnen d'ONGen och Subside beim Ministère ufroe fir Sécherheetsformatiounen oder Ekipementer, fir hire Lokalpartner um Terrain nach méi Sécherheet garantéieren ze kënnen.

Fir eis ONGen op verschidde Situatiounen virzebeereeden, hu mer och dëst Joer zousätzlech Finanzementer un de Cercle de coopération des ONG deblockéiert, fir dass si Sécherheetsformatiounen hei zu Lëtzebuerg organiséieren kënnen.

Dir Dammen an Dir Hären, den Haaptdeel vun der Lëtzeburger Kooperatioun gëtt bilateral an onse Partnerlänner ëmgëtt. Et ass enorm vill geschitt

op deem Plang an d'Zäit feelt mer hei, alles opzezielen. Mee ech wëll hei awer op d'Haaptpunkten a Perspektiven agoen.

De Fokus bleift nach wie vor op deene mannst-entwéckelte Länner op der Welt, an notament op der Region vum Sahel. Déi kritesch Sécherheets-situatioun, den Impakt vum Klimawandel, déi undauernd politesch Onstabilitéit, déi kontinuéierlech Ofwieseneheet vum Staat an de rurale Regiounen an den demographeschen Drock si Facteuren, déi sech géigesäitig beaflossen an e groussen Impakt op d'humanitär Situatioun am Sahel hunn, déi sech weider verschlëmmert.

En Zesummebrieche vum där Region, esou wéi mer et am Afghanistan gesinn hunn - a verschidde soen, dass de Sahel den Afghanistan vum Europa kéint sinn -, wier eng riseg Katastroph, net nëmme fir déi 80 Milliounen Leit, déi do liewen, mee och fir ganz Europa. Ëmmer méi europäesch Länner gesinn dat an a verstärken hir Kooperatioun an hir Presenz am Sahel. D'Koordinatioun gëtt do natierlech dann ëmmer méi wichteg, notament am Kader vun der internationaler Koalitioun fir de Sahel, an där mer ganz aktiv sinn.

Mir insistéieren an deem Kader, dass d'Äntwert op déi multidimensional Krisen am Sahel net nëmmen där militäresch sinn, mee virun allem an der Promotioun vun der Gouvernance a vun de basesche soziale Servicer leie muss. Virun allem ass awer wichteg, dass d'Länner am Sahel selwer am Lead vun där Äntwert sinn an dass mir si dobäi ënnerstëtzen.

Am Mali ass et fir den Ament besonnesch komplizéiert an eis Kooperatioun wou dëst Joer vun der politescher Situatioun geprägg. Mir hu kee PIC méi mam Mali, mee eng Transitionstrategie, fir haaptsächlech deene Jonke weiderhin eng Perspektiv ze ginn, wat e wichteg Facteur am Kampf géint d'Verbredung vum Terrorismus ass, well Jonker, déi keng Perspektiv hunn, sinn extreem vulnerabel fir d'Appelle vun deene Banden, déi do ënnerwee sinn.

Zesumme mat eisen internationale Partner encouragéiere mer d'Transitionregierung am Mali, d'Delaie fir d'Organisatioun vu fräien a faire Walen anzehalen. Ons Presenz op der Plaz ass duerch eng Chargée d'affaires renforcéiert ginn. Interessant ass awer och, dass mer do zwee Lëtzeburger Representanten hu vun zwou UNO-Agencen am Mali, nämlech vun der UNDP an der UNFPA.

Mam Niger konnte mer ons laangjäreg Relatiounen nach verstärken dëst Joer duerch en neie véierte PIC fir d'Joren 2022 bis 2026, mat hei engem Rekordbudget vun 145 Milliounen Euro.

Den Niger ass dat ärmst Land op der Welt. An dach hält et dem Terrorismus besser Stand wéi muncher vu sengen Noperen. Onsen ambitiöse Programm mam Niger hu mer während der Aarbechtsvisitt zu Lëtzebuerg vum neien nigresche President Mohamed Basum ënnerschriwwen. Am Secteur vum Waasser si mer do Chef de file vun engem Programm vu ronn 92 Milliounen Euro, déi vun onser Agence, der LuxDev, ëmgëtt gëtt a wou d'EU, Dänemark an Holland ons bal 50 Milliounen Euro delegéieren, déi LuxDev geréiert. Och dat beweist d'Qualitéit vun der Lëtzeburger Kooperatioun an d'Vertrauen, dat mer vun anere Länner kréien.

De Burkina Faso organiséiert den 2. an 3. Dezember eng Konferenz zu Bréissel, fir säin neien nationalen Entwécklungsplang ze presentéieren. Mir wäerte vun där Occasion profitéieren, fir ons op en neie PIC mam Burkina ze eenegen, fir och si an hiren Efforten ze ënnerstëtzen. No der erfolgräicher Piloterfahrung vun der pangouvernementaler Approche, der Approche par pays, mam Cabo Verde sinn ech ganz frou, dass den Ëmweltministère och am neie PIC mam Burkina mat u Bord ass, fir do gezielt a komplementär Ënnerstëtzung am Kampf géint de Klimawandel ze ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Mir setzen déi pangouvernemental Approche, also d'Approche par pays, konsequent ëm. Fir dëst an d'nächst Joer hunn ech och eng zousätzlech Enveloppe vu 7 Milliounen Euro accordéiert, notament, fir onse Bäitrag am Educationssektor ze erhéien, fir och a Krisesituatiounen de Kanner eng Bildung ze erméiglechen. Lëtzebuerg huet och hei weiderhin de Rôle vum Chef de file am Educationssektor am Burkina, och am deem Beräich natierlech en Zeeche vun der Qualitéit vun eiser Aarbecht am Beräich vun der Education.

Am Cabo Verde si mer och dëst Joer eng zousätzlech Ënnerstëtzung vun 2 Milliounen Euro wéinst dem negativen Impakt vun der Pandemie op den Aarbechtsmaart an op d'Gesondheitsstrukturen agaang. Doriwwer, och iwwer ons allgemeng Zesummenaarbecht, wäert ech am Dezember am Kader vun enger Commission de partenariat mat der kapverdianescher Regierung schwätzen. Nieft Portugal bleift Lëtzebuerg weiderhin dee wichtigste Bailleur um Cabo Verde.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Deputéierter, ech hunn lech am Ufank vun dëser Ried iwwert déi divers Problemer informéiert, déi mer an enger Rëtsch Länner begéien, wou mer aktiv sinn. A Länner wéi Nicaragua a Myanmar si mer leider op e Punkt komm, wou mer ons bilateral Hëllef hu misse ganz stoppen, well ons Prinzippe vu Gouvernance, Partenariat a Respekt vun de Mëscherechter net méi agehale goufen. Dat huet mat sech bruecht, dass mer eng strateegesch Reflexioun hu misse féieren iwwert den zukünftege Positionnement vun onser Kooperatioun a verschidde Géigenden.

An Zentralamerika zum Beispill, wou Lëtzebuerg schonn zanter den 90er-Jore present ass, wäerte mer ons verstärkt um regionalen Niveau opstellen. Nieft dem Klimawandel an dem sanitären a sozio-ekonomeschen Impakt vum Covid-19 ass et d'Verschlechterung vun der Mëscherechtesituatioun, virun allem an Nicaragua, déi ons am meeschte Suerge bereet, och well se riskéiert, op verschidde Nopeschlänner ofzefierwen.

Ons Ambassade am Nicaragua gëtt deemno, wéi gesot, zougemaach a regional repositionéiert. Et geet hei dorëms, déi betraffe Populatiounen net am Stach ze loossen a weider ze ënnerstëtzen, notament iwwer ONGen an UNO-Partner, mee och iwwer innovativ an nohaltege Finanzmechanismen.

Eng Etüd gouf hei lancéiert, fir ons zukünftege Kooperatioun ze orientéieren an eng méi inklusiv an nohaltege regional Integratioun ze féieren. Dës wäert sech op dräi Schwéierpunkte konzentréieren a sech prioritär an deene Beräicher, déi wichteg si fir d'Rechter vun de Fraen, de Jonken a Minoritéiten, asetzen: éischten eng inklusiv sozioekonomesch Integratioun, zweetens eng nohaltege Ëmwelt an Transition fir de Klimawandel, an drëtten d'Veerdeegung vun demokratesche Basisprinzipien a Mëscherechter.

Och d'Coopération Sud-Sud an triangulaire an d'Zesummenaarbecht mat onsen europäeschen an internationale Partner wäerten do verstärkt ginn an am Fokus stoen.

An Asie konzentréiert sech eis Kooperatioun weiderhin op ee prioritäert Partnerland, nämlech de Laos. A mir si weiderhin och op Projetsbasis nach am Vietnam an an der Mongolei vertrueden.

D'Covidsituatioun am Laos ass weiderhin alarmant an d'Land kënn net aus dem Lockdown eraus, wat natierlech och en negativen Impakt op ons Programmer an ons Projeten huet. Mir hunn deemno de Start vun onsem fënnefte PIC, deen ech am Juli ënnerschriwwen hunn an dee 95 Milliounen Euro schwéier ass, leider missen ëm ee Joer verréckelen, nämlech op Januar 2023.

Och an der Mongolei, wou mer den 20. Anniversaire vun onser Kooperatioun dëst Joer am Fong sollte féieren, hunn déi unhalend Covidpandemie an déi domadder verbonnen Aschränkung signifikant Auswierkungen op d'Ëmsetzung vun eise aktueller Projete an der Telemedezinn. Och hei ass et zu Verzögerungen a Verlängerungen komm, an nei Projete wäerte fréistens Enn März 2022 ufänken.

A last but not least hu mer och am Kosovo eng onafhängeg Etüd lancéiert mam Zil, Pisten opzeweisen, wéi mer an Zukunft kënnen an deem Land aktiv sinn.

Wéinst dem bilaterale Récktrëtt aus dem Nicaragua an dem Myanmar an der Onsécherheet, wéi et a Länner wéi dem Mali weidergeet, hu mer och ugefaang, ons an Zentralamerika ze repositionéieren - dat hunn ech elo just gesot - a mir hunn och ugefaang, an Afrika no neie Partnerlänner ze sichen. Meng Visitt am Ruanda war och an deem Kader ze gesinn.

De Ruanda, dee jo laang e Partnerland vun der Lëtzeburger Kooperatioun war, huet e gewëssenen Niveau vun Entwécklung erreicht, deen et ons erlaabt, do eng nei Form vu Kooperatioun ëmzesetzen. Ech hunn an deem Sënn en MoU, deen ech elo natierlech hei wäert gefrot ginn deemnächst, ...

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo.

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - ... mat dem Finanzminister ënnerschriwwen, fir de Kigali International Financial Center ze ënnerstëtzen. Dat ass, Här Mosar, mengen ech, an Ärem Sënn.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ganz a mengem Sënn.

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Hei ginn direkt Neel mat Käpp gemaach. Et geet zwar e bëssen an eng aner Richtung wéi dat, wat mer heiansdo hei zu Lëtzebuerg maachen. Hei ginn direkt Neel mat Käpp gemaach, an eng Delegatioun vun techneschen Experten ass dëser Deeg zu Lëtzebuerg, a mir wäerten och eng Ekippe aus Lëtzebuerg op Kigali schécken, fir dese Projete konkret auszeschaffen, mee och fir d'Kooperatioun an aneren Domänen ze identifizéieren. Eng Pist ass zum Beispill, fir ons Relatiounen mat der regionaler Allianz Smart Africa auszebauen, am Kader notament vun den digitale Kompetenzen. D'Ambitiounen an deem Domän si

grouss a wäerten um Sommet Transform Africa am Mee 2022 virgestallt ginn.

Ech hat awer och um Rand vun der Semaine africaine de la microfinance interessant Gespréicher mat e puer anere Länner aus Westafrika, mat deenen Entwécklungszesummenaarbecht nützlech wär, notament fir d'Aarmut ze bekämpfen an d'Stabilitéit an der Region ze verstärken.

Dir gesitt, et kommen eng Rei Changementer an nei Opportunitéiten op ons duer. Mir mussen preparéiert sinn a méi Synergien opbauen tëscht all den Acteuren vun der Kooperatioun, bi- a multilateral, mee och den ONGen, dem Privatsecteur souwéi der Uni an der Recherche. An där gesamtheetlecher Approche mat diversen Acteuren kritt ons Agence LuxDev eng verstärkte Koordinatiounsroll ze spillen. An deem Sënn wäerten d'Statuten, déi nach vun 2004 datéieren an doduerch e bëssen depasséiert sinn, iwwerschaft ginn. An ech hunn och wëlles, e Rapprochement vun der Agence mam Ministère ze maachen, fir zesumme gestärkt a méi effikass un déi nei Erausforderung an der Kooperatioun erunzegoen.

Léif Deputéierter, Stabilitéit, Sécherheet a Mëscherechter sinn d'Grundsteng vum Développement. D'Affirmatioun vum Kofi Annan, déi vun 2005 staamt, bleift nach ëmmer aktuell: « Il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité, et il ne peut y avoir ni sécurité, ni développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés. »

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - An dëst Joer 2021 ass leider erëm e Joer, dat geprägg gouf vun Negativrekorder an deene Beräicher a wou déi humanitär Hëllef op ville Plazen ëmmer méi néideg ginn ass, notament fir déi Mënschen, déi hiert Doheem verloosse mussen, well se viru Gewalt flüchten, well se verfollegt ginn oder wéinst dem Klimawandel keng Liewensgrundlag a keng Perspektiv méi hunn, déi Mënschen, déi a fragille Kontexter, a chronesch Krisen- oder Krichsgebiddere liewen oder direkt vun Naturkatastroph betraff sinn an alles verluer hunn.

D'Nout, déi mir am Moment a verschidde Regiounen erliewen, ass einfach erschreckend. Opground vun deene permanent wuessenden Zuele vu betraffene Mënsche gëtt déi international an och déi lëtzebuergesch Nouthëllef ëmmer méi an Usproch geholl an erreicht ëmmer méi oft hir Limiten.

Afghanistan ass e gutt Beispill fir ze illustréieren, wéi eng Ufuerderungen am Moment un déi humanitär Acteuren gestallt ginn. Den afghanesche Staat, deen och an deene leschten 20 Joer senger Verantwortung, essenziell Servicer ze offréieren, nëmmen deelweis, wann iwwerhaupt, gerecht gouf, ass elo komplett zesummegebrach. An déi international Acteuren vun der Entwécklungshëllef, déi virdu bis zu 70 % vun de Servicer gestallt hunn, kënnen aus ville Grënn net méi am Land operéieren. Elo, wou de Wanter sech annoncéiert an och nach d'lesse knapp gëtt, ass et kloer, dass mer kuerz virun enger humanitärer Katastroph sinn. Den humanitär System ass eigentlech geduecht, fir gezielt ze intervenéieren, Liewen ze retten, eng Éischt-Hëllef-Stellung ze leeschten, mee net, fir de soziale System vun engem ganze Land ze ersetzen.

Eng ganz besuergniserreegend Tendenz ass d'Instrumentaliséierung vun der humanitärer Hëllef. Am Moment, wou ech hei schwätzen, riskéieren Honnerttausende Mënschen an der Tigray-Region am Norde vun Äthiopien enger mënschegemaachter Hongersnout zum Affer ze falen. Déi schlimmsten Hongersnout momentan, seet d'UNO.

Kuerz nodeem de Martin Griffiths, den UN-Coordinateur fir humanitär Hëllef, den 29. September genau heirop opmierksam gemaach huet, goufe siwen héichrangeg Mataarbechter vun UN-Agencé vun der äthiopischer Regierung aus dem Land verweisen. Den humanitären Accès un d'Bevëlkerungen, déi am dréngendsten Hëllef brauchen, ass doduerch nach méi schwéier, wann net onméiglech gemaach ginn.

Den Tigray ass am Moment och wuel déi déidlechste Kriseregion fir humanitär Personal. Dofir muss sech déi international Gemeinschaft nach méi staark fir eng imminent Wafferung asetzen, fir dass déi dréngend néideg Hëllef och do ukënn, wou se gebraucht gëtt. De sougenannten „Nexus“ tëscht Fridden, humanitärer Hëllef an Développement huet hei seng ganz Pertinenz.

Loosst mech och nach e Moment op déi regional Flüchtlingskris am Noen Osten agoen. Genau zéng Joer ass et elo hier, dass de syresche Biergerkrich ausgebrach ass an déi ganz Region destabiliséiert huet mat de Konsequenzen, déi mer all kennen. Ech hat d'Geleeheneheet, mer perséinlech am September e Bild ze maache vun de Flüchtlingscampen a Jordanien, wou och haut nach Honnerttausende syresch an, net ze vergiessen, palästinensesch Flüchtlinge liewen. Lëtzebuerg mécht säi Bescht, fir déi jordanesche Autoritéite wéi och d'Autoritéite vun deenen anere betraffene Länner an der Region an dëser schwieeger Situatioun ze ënnerstëtzen.

Ech wëll hei nach emol drun erënneren, dass 80 % vun de Refugié weltwäit net bei ons an Europa kommen, mee ganz no an hirer Region bliwen. Lëtzebuerg dréit dofir säin Deel bäi mat der Hëllef vu senge strateegesche Partner, wéi dem Welt-ernährungsprogramm, dem UNHCR an enger Rei ONGen, déi och hei eng onersätzlech Aarbecht leeschten. Ons Kontributiounen sinn dofir an där Regierung dést Joer ëm eng Millioun Euro erhéicht ginn, soudass ons Ënnerstützung sech 2021 op 7,5 Milliounen Euro fir d'UNRWA an 10,5 Milliounen Euro fir den UNHCR beleeft.

Well d'Tragik ass natierlech an deene Regionen, dass et am Fong bal esou eppes wéi e Beautycontest zwëschent humanitärer Krisen gëtt. Wann am Afghanistan eng humanitär Kris ausbrécht, brécht och eng „donor fatigue“ aus, déi et Länner oder Regione wéi Jordanien ëmmer méi schwéier mécht, Suen ze kréien, fir hir Flüchtlingskris ze bewältegen.

Virum de villen Erausforderungen hu mer vill investéiert an deene leschte Joren, fir dass ons Nout-hëllef - ech schwätzen hei net nëmme vu mengem Service, mee vun all de lëtzebuergeschen humanitären Acteuren -, weesentlech méi professionell an effikass konnt ginn. Dofir hu mer dést Joer och eng nei humanitär Strategie zesumme mat de concernéierten Acteuren ausgeschafft, déi ech lech ganz geschwéiert wäert kënnen virstellen.

Ons Prioritéiten a Schwéierpunkte si méi kloer definiéiert ginn, an Elementer wéi Innovatioun, digital Transformatioun mat lëtzebuergeschem Knowhow souwéi och dat international humanitär Recht ginn hei geförderet, fir e sécheren an onageschränkten Zougang fir humanitär Hëllef ze verbesseren a fir déi vulnerabelst Mënschen ze schützen.

Den néidege Budget fir humanitär Hëllef hunn ech dofir dést Joer ëm ronn 11 Milliounen Euro erhéicht, notament, fir d'Besoinen a Länner wéi Jordanien, Syrien, Mali, Haiti, Südsudan, Afghanistan a Jemen besser ze couvréieren. An d'nächst Joer wäert den humanitär Budget op ganzer 60 Milliounen Euro klammen, e Budget, wou ee muss fäerten, dass e batter néideg wäert sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschluss vu menger Ried wëll ech jidderengem Merci soen, deen am leschte Joer, wat wierklech keen einfach war, matgewierkt huet an der Lëtzebuergescher Entwécklungszesummenaarbecht. Onse ville Partner, bi- a multilateral, de Lëtzebuergesche lokale ONGen, der LuxDev an natierlech onsen Ekkipen um Ministère an op den Ambassaden. Jiddereen huet héijen Asaz bewisen a schwierege Circumstancen. A mir sinn d'Verännerungen an d'Adaptatiounen zesumme mat Kompetenz a mat Professionalismus ugaangen. Dat bréngt ons, dat bréngt onsem Land eng grouss international Unerkennung. An dat soen net ech, mee ons Partner.

Ech zitieren nach emol de Filippo Grandi während senger Visitt hei d'lescht Woch, dee sot: „D'Flüchtlingskris verschäerft sech weltwäit, mee op Lëtzebuerg kann ee sech verlossen.“ An ech kann lech soen, vu villen Diskussiounen mat Direkteren, mat Kommissären vun UNO-Agencen: Dat ass keng eenzel Stëmm!

Dofir e grouse Bravo un all d'Acteure vun der Kooperatioun. Zesumme wäerte mer och an Zukunft déi néideg Aktiounen a Reformen duerchféieren, fir en innovativen a flexibelen Partner ze sinn, op deen ee sech verlossen kann, mee deen och seng Prinzippien duerchsetzt.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Déi Haaptperspektive fir d'Zukunft gesinn ech follgendermoossen:

D'Covidpandemie wäerte mer weider an der Team-Europe-Approche bekämpfen.

Sou wéi op der COP26 festgehalten, wäert ons APD nach méi staark mam Paräisser Accord fir de Klima alignéiert ginn. Dozou gehéiert, dass ons gutt Kollaboratioun a Koordinatioun mam Ëmweltministère a mam Finanzministère weider gestärkt wäerte ginn, gradesou wéi mat de villen aneren Acteuren.

Mir wäerten ons Expertisen weider ausbauen a mussen un der Spëtzt vun der Innovatioun bliwen, fir weider iwwer onser Gewichtsklass ze boxen. An deem Kontext hunn ech wëlles, en Innovation Summit ze organiséieren, wou mer innovativ Acteuren aus dem Privatsecteur, der Société civile, den UNO-Agencen an der Recherche zesummebréngen, fir nei Solutiounen ze fannen, déi den Entwécklungs-länner zeguttkommen.

An deem Sënn wäerte mer och nei Partneriater agoen, nei an innovativ Weeër goe mat neie Länner, wéi zum Beispill mam Ruanda, mee och mat aneren a Westafrika an an Zentralamerika.

Mir wäerten d'Effikassitéit an d'Transparenz vun der APD weider stäerken. Ech zielen do och op onsen neien integrierten Informatiounssystem, dee gutt virukënn.

A last but not least, d'Dimensiounen vun der Gläicheit a vum Genre grad ewéi vun de Mënscherechter

wäerte weiderhi verstärkt an all Kooperatiounsak-tiounen agebonne ginn. Nëmme esou kënnen mer eng méi nohalteg, eng méi resilient a méi inklusiv Entwécklung erreechen a keen Zrécklossen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn dem Här Kooperatiounsminister Akt vu senger Deklaratioun.

Mir kommen elo zur uschlëssender Debatt. D'Rie-dezäit ass nom Modell 2 festgehalten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Gusty Graas, d'Madamm Lydia Mutsch, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fred Keup, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. Här Paul Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech soen lech Merci fir deen Tour, deen Der elo mat eis gaange sidd, eng Kéier ronderëm d'Welt souzesoen, fir d'Kooperatiounspolitik an déi humanitär Ugeleeënheeten, déi Lëtzebuerg vertritt, eng Kéier ënnert d'Lupp ze huelen.

Merci fir déi engagéiert Wieder, an ech wëll dee Merci, deen Dir un Är Ekkipen ausgeschwat hutt, och hei vun eiser Säit, vun der Fraktioun vun der CSV, ënnerstützen, well mer wierklech der Meenung sinn, dass hei vill ganz gutt Aarbecht geleescht gëtt.

Ech soen lech och besonnesch Merci, dass Der gewëssen Akzenter an Är Ried hat, wéi zum Beispill den Aspekt vun der Pandemie eng Kéier ze belichten, ënner wat fir engen Ëmstänn iwwerhaapt am leschte Joer huet misse geschafft ginn. An Dir hutt och schonn eng ganz Rei Äntwerte ginn op déi Froen, déi ech hat zum COVAX-Mechanismus, soudass ech déi elo a menger Ried hei op der Säit loos-sen.

Merci och fir Är Wieder zu där schwiereger Situa-tioun am Nicaragua. Merci och zu deene Wieder zur Hongersnout an Äthiopien an och fir déi zéng Joer Krich a Syrien, wat eng Geschicht ass, déi mech selwer ganz staark betrëfft, well ech kuerz virum Ausbruch vun Krich nach a Syrie war a mat ganz ville Leit deemools zesumme Saachen erlieft hunn, vun deenen ech elo weess, dass déi duerno ënnert dem Krich gelidden hunn a souguer gestuerwe sinn.

Wann ee sech fret, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Lëtzebuergescher Kooperatioun eigentlech ass, da geet et duer, an d'Strategie 2030 kucken ze goen an da fënnst een eraus, dass se dat Zil huet, fir déi extreem Aarmut op dëser Welt ze re-duzéieren, vläicht souguer ganz auszeradéieren duerch e Bäistand zu enger nohalteger Entwécklung op ekonomeschem a sozialem Plang an op dem Ëmweltplang. An dat sinn immens grouss Ziler.

D'Definitioun vun der Kooperatioun, vun der Lëtze-buergescher Kooperatioun, ass eng gutt Definitioun. Do stécht ganz viles dran. An dat geschitt duerch déi véier prioritär Thematiken, déi Dir och virun, Här Minister, hei genannt hutt: déi sozial Basisservicer, d'Integratioun vun de Fraen an deene Jonken, den nohaltegen an inklusive Wuesstum an och d'Inklusioun vun der Gouvernance.

An et geschitt och duerch déi dräi transversal Stra-tegien, déi mer dést Joer hei an der Chamber schonn eng Kéier, et war nach do iwwer am Cercle, diskutéiert hunn, nämlech Gender, Klima, Finanzen. An ech wëll nach eng Kéier dem Lydia Mutsch Merci soen, wat deemools d'Iddi hat, fir eebe genau déi Strategien op den Ordre du jour ze setzen, fir deemools eng Tëschevaluatioun vun der Koope-ratiounspolitik vu Lëtzebuerg während dem Joer ze maachen. An et geschitt och duerch d'Integratioun vun 12 vun de 17 Nohaltegkeetsziler an eis Koope-ratiounsstrategie.

Et geschitt mat Partner, multilateral a bilateral. Et geschitt op Regierungsniveau. Et geschitt duerch ONGen, deenen ech och eng Kéier wëll Merci soen an eisem Numm fir dee villen Asaz, dee se leeschten. Et geschitt duerch d'Universitëiten. Et geschitt duerch de Privatsecteur. A ganz vill Acteure si matimplizéiert an eng grouss Strategie, fir eng gutt Kooperatiounspolitik hei zu Lëtzebuerg an dës Welt eran ze maachen.

Et geschitt mat Finanzen, mat engem Prozent vun RNB, an d'CSV-Fraktioun ënnerstützt mat allem, wat mer sinn, dat Zil, dass dat och bei deem enge Pro-zent do bleift. A mir ënnerstützen och de Prinzip vun der Additionalitéit, dass deen ee Prozent vun RNB bleift an niewendrun déi Sue fir d'Finanzie- rung vun Internationalen, d'Finanzierung vun der Klimagerechtegkeet an och d'Finanzierung vun der Opnam vun de Flüchtlingen dovu getrennten Dëppe sinn an dass mer dofir eng Additionalitéit hu vu ver-schiedene Finanzmëttelen, déi allen dräi zesummen zu enger grousser Zilgebung féieren.

Et geschitt a prioritäre Partnerlänner. An eng ganz Rei vun eise prioritäre Partnerlänner leien eeben an enger Region, déi ganz interessant ass, nämlech

grad a Westafrika a ronderëm d'Sahelzon. Et geschitt och a Projetslänner. An Dir hutt viru grad gesot, dass mer a 40 Länner engagéiert sinn. Et geschitt mat enger Bereitschaft och zur humani-tärer Hëllef, dat hutt Der zum Schluss vun Är Ried nach gesot, iwwerall do, wou et am Laf vum Joer dann op eemol néideg wäert ginn. Et geschitt mat engem Bléck op d'Politikkohärenz, dass een net mat där rietser Hand eppes gëtt a mat där lénsker Hand erëm ewechhëlt, eppes, wat vill ze oft scho passéiert ass. An dofir ass et wichteg, dass mer de Bléck grad dorop behalen, déi Kohärenz, déi fair Politik ze halen, dass mer eeben net dat erëm ewechhuelen, wat mer op engem anere Wee ginn hunn. An et geschitt och duerch eng pangouverne-mental Approche, duerch de CID, de Comité intermi-nistériel.

A wann ech lech dat, Här Minister, direkt mat op de Wee dierf ginn: Am Gespréich mat den ONGen ass kloer ginn, dass si sech géife wënschen, nach méi doran agebonnen ze ginn an déi Dynamik, fir kë-nen och selwer hir Stëmm an där Dynamik, an där participativer Dynamik, ze erhiewen.

A wat doran, an dëser Kooperatiounsstrategie, wierklech faszinant ass, an dat wëll ech am Ufank vun dëser Ried och soen, wat wierklech faszinant ass, ass éischtens, dass mer eis Kooperatiounspoli-tik maachen ausgeeënd vun engem Wäerteko-dex. Mir hunn eng Visioun. Mir hunn eng Siicht op dës Welt, eng positiv Siicht op dës Welt an hir Mën-schen. A mir wëllen als Lëtzebuerg eise Bäitrag dozou leeschten, dass et op dëser Welt méi gerecht zougeet.

Dat Zweet ass eisen Usaz vun der Hëllef zur Selbst-hëllef. Mir wëllen net aner Länner, Partner, Mënsche vun eis ofhängeg maachen, mee mir wëllen derzou bäidroen, dass se sech selwer kënnen hëllefen an dass se iergendwann eng Kéier, wann et dann esou gewollt ass a wann et dann endlech esou wäit kéint sinn, kënnen onofhängeg ginn.

An dat Drëtt ass: Mir hunn tatsächlech grouss Ziler an eiser Kooperatiounspolitik. An dat gréissten Zil, an Dir kënnst lech virstellen, dass dat mech fasz-i-néiert, ass dat vun der Ausradéierung vun der extremer Aarmut an der ganzer Welt.

Fir dést Joer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert d'Kooperatiounspolitik vu Lëtze-buerg ze kucken, wëll ech e bëssen en aneren Usaz wéi wéi déi aner Joren. Ech wëll net klasesch vir-goen am Sënn, dass ech nach eng Kéier duerch d'Länner ginn, déi den Här Minister elo alleguerte genannt huet oder déi eenzel Projeten nach eng Kéier kucken oder d'Strategien an d'Ziler nach eng Kéier duerchkucken, duerchfuerschen oder vläicht souguer hannerfroen.

Mee ech wëll ee Focalpoint huelen, ee Fokuspunkt, a vun deem aus probéieren, eis Kooperatiounspoli-tik ze verstoen an ze duerchlichten. An zwar wëll ech dat maachen ausgeeënd vun der Aktualitéit, déi mer am Moment op dëser Welt hunn, nämlech aus-geeënd vun deem, wat ech selwer zesumme mam Carlo Back op der COP26 duerft erliwien, nämlech den Afloss vun der Klimakris op eis weltwäit Poli-ticken, op eis Aussepolitik, op eis Sécherheetspoli-tik, an haut - an Dir wäert mer erlaben, dass ech mech dorobber konzentréieren - op eis Koope-ratiounspolitik. Well ech si fest dervun iwwerzeegt, dass d'Klimakris dee groussen Trigger an déi grouss Erausforderung gëtt, déi ganz grouss Erausforderung vun der Kooperatiounspolitik, zumindest an deem nächste Joerzéngt, wann net an deenen nächste Joerzéngten, an dass et dee groussen Trigger wäert ginn, deen eis ëmmer erëm wäert derzou féieren, ze iwwerleeën, ob dat, wat mer an der Kooperatiounspolitik maachen, net nach eng Kéier nei muss iwwerducht ginn an net nach eng Kéier nei muss identifizéiert ginn.

De Gerd Müller, däitsche Minister vun der Ent-wécklungszesummenaarbecht - elo nach, a wie weess, ob säi Ministère dann nach bestoe bleift -, huet eng Kéier gesot: „Klimaschutz ernst nehmen heißt: Wir müssen nicht nur im eigenen Land han-deln, sondern vor allem unser Engagement für den globalen Klimaschutz massiv ausbauen. Denn Klimaschutz ist eine Überlebensfrage der Mensch-heit.“

An op där anerer Säit steet déi Feststellung, déi mer ëmmer erëm mierken - mir mierke se hei zu Lëtzebuerg, awer och, wa mer op déi ganz Welt kucken -, wéi d'Klimakris am Moment zouschléit.

„Klimaschutz muss ee sech kënnen leeschten.“ Dat ass eng Feststellung aus engem Leitartikel, ech mengen, e war aus dem „Lëtzebuergescher Wort“ vun dëser Woch. An dat ass sécherlech e Saz, deen zoutréfft op d'Kooperatiounspolitik. An ech wëll dee Saz elo e bëssen eng Kéier durchdeklinéieren duerch dat, wat ech hei preparéiert hunn.

Et ass wouer, d'Kooperatiounspolitik ass vill méi, wéi nëmme elo op d'Klimakris ze kucken. Et si vill méi Saachen, et si vill méi Aspekter - Dir, Här Mi-nister, hutt Der selwer vill genannt. An ech ginn der-vun aus, dass d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus deenen anere Fraktiounen herno nach aner Aspek-

ter a Perspektiven op dës Problematik oder op eis Politik vun der Kooperatioun wäerte leeën.

Mee et ass awer interessant, eis Kooperatiounspoli-tik eng Kéier ze duerchlichten ausgeeënd vun der Fro vun der Klimakris. Well éischtens gehéiert d'Klima schonn zu eiser transversaler Strategie, dat heescht, mir si scho liicht preparéiert. Mir hunn de Mindsetting dofir. Dann ass et awer och esou, dass mer dee Prinzip vun der Additionalitéit hunn, an do kënnen eeben dat Dëppen derbäi vun der interna-tionaler Klimafinanzierung, vun der Klimagerech-tegkeet, wou et wichteg ass, dass een déi Dëppen do gutt ënnerscheet. An trotzdeem wäert sech an Zukunft d'Fro stellen, ob déi Finanzstréim, déi Fi-nanzdëppen net mussen nach iergendwéi austar-éiert ginn, fir dass et och wierklech cibléiert ass op déi Problemer, déi sech an der Kooperatiounspolitik an duerch d'Klimakris erginn.

Dann ass et dach esou, dass mir als Lëtzebuerg gewinnt sinn, op globalem Niveau ze denken. An Dir hutt och virun all déi Netzwerker genannt, an deene mer elo scho vertruede sinn, zum Beispill op EU-Niveau mam Team Europe, oder op UNO-Niveau, wou et natierlech grad elo vun der COP26 hier dat groust Netzwerker war, an deem déi ganz Klimakris geduecht ginn ass.

An dann ass et och esou, dass eeben eng Region, ëm déi mir eis an der Kooperatiounspolitik beson-nesch zentral a prioritär këmmen, nämlech de ganze Sahel a Westafrika, also déi afrikanesch Zon, dass déi zu deenen Zone gehéiert, zu deene Re-giounen, déi vun der Klimakris op dëser Welt mat am stärkste wäerte betrafft sinn. An dofir wäert och eis Kooperatiounspolitik dovu ganz staark betrafft sinn. An ech erlabe mer, mech haut an dëser Ried zur Kooperatiounspolitik eebe besonnesch dorop ze konzentréieren, an net op déi aner Länner.

Et betrëfft natierlech all d'Länner op dëser Welt, wa mer vun der Klimakris schwätzen. Et betrëfft déi ganz Welt. A wann et stëmmt, dass een e globale Problem mat enger globaler Léisung muss léisen, da gëtt d'Kooperatiounspolitik vun den nächste Joren a Joerzéngten en enorm wichtige Facteur an der Léisung vun dësem Problem.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen nämlech, dass et kéint sinn, dass et e Paradigmewissel an der Kooperatiounspolitik vun den nächste Jore kéint ginn. Mir hate jo schonn eng Kéier dee ganz grouse Paradigmewissel. Dee-mools, viru laange Joren, do war Entwécklungsze-summenaarbecht, Entwécklungshëllef, esou en Top-down-Schema. Déi eng hunn eppes ginn, déi aner hu geholl, si konnten awer näischt zréckginn. Dat war esou e bëssen Almosegeeberei an et war eigentlech de Contraire vun de Fair Politics. Oft ass dat zréckgeholl gi mat der lénsker Hand, wat déi riets Hand ginn hat.

Dee grouse Paradigmewissel hin zur Ent-wécklungszesummenaarbecht mat eenzelne Part-ner ass natierlech dee Modell, dee mer elo nach ëmmer verfolgegen: op Aenhéicht, wou een d'Gou-vernance organiséiert, d'Zesummenaarbecht mat de Locals, mat deene Leit, déi wierklech direkt betrafft sinn, mat de Stakeholder, an dat theemeba-séiert eebe grad op déi Theemen, déi mer hunn, a wou mer dunn ugefaangen hunn, zesummen ze schaffen an zesummen e Projet auszeschaffen, mat deem een herno eppes ka bewierken.

An ech mengen, dass elo nach eng Kéier e Paradi-gmewissel fir d'Kooperatiounspolitik an den nächste Jore kéint ustoen, well déi Fro vun der Klimakris wäert derzou féieren, dass d'Kooperatiounspolitik vum globalen Norden, wa mer en esou dierfen nen-nen, hin zum globale Süden, also d'Zesummenaar-becht mam globale Süden, zu enger globaler Dyna-mik muss ginn. Eng global Dynamik, déi Lëtzebuerg nach vill méi fest a grouss Netzwerker abanne wäert, wou et drëms geet, dass eis Kooperatiounspoli-tik dozou hëllef, dass mer hannen um Enn déi Kli-makris hei global a weltwäit geléist kréien.

A wann Der erlaabt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da wëll ech ganz kuerz erklären, wat menger Meenung no d'Verbindung ass tëschent Kooperatiounspolitik a Klimakris, esou, wéi mer se och op der COP26 erkläert kruten a wéi se mech immens staark markéiert huet, well ech mer geduecht hunn: Hei ass wierklech déi Aart a Weis, fir ze verstoen, wou dann d'Kromm an der Heck läit fir déi nächst Joren. Et geet ëm dat Thema vun der Historical Responsibility, déi historesch Responsa-bilitéit vun de Länner aus dem globalen Norden.

Wann een elo géif vun haut op muer d'Treibgas-emissiounen op null erofschräwen, vun haut op muer einfach domat ophalen, da géif sech d'Ärd-erwärmung, d'Temperatur, apendelen op deem Ni-veau, dee mer momentan ongeféier hunn: 1,1 Grad. Wann een also elo direkt géif op null goen, géif ee bei 1,1 Grad-Temperaturerwärmung kommen. Dofir kann een, wann een e bësse strukturéiert driwwer nodenkt, dat andeelen an dat, wat bis elo geschitt ass an dat, wat vun elo u passéiert, soudass et awer net bei 1,1 bleibt, mee dann - leider, wéi et schéngt - och am Moment nach ëmmer vun der Tra-jectoire hier doriwwer erausgeet.

Wat war bis elo? Wann een déi Historical Responsibility e bësse kuckt an déi Äerderwärmung vun deenen 1,1 Grad do emol nach eng Kéier probéiert opzeschlësselen, an et geet een e bëssen an „Our World in Data“ wullen, da fënnt een eraus, dass d'Responsabilitéit vun där Äerderwärmung ongeféier zu 75-80 % an den Hänn vun den Industrielänner läit, ongeféier 10-20 % - et ass net ëmmer ganz kloer, et ass net ëmmer ganz prezis, mee Dir kënnt verstoen, woufir - an der Responsabilitéit vu China a vun anere Schwellelänner, an nëmme 4 % vun där Responsabilitéit vun der Äerderwärmung an den Hänn vun den Entwécklungsänner.

De Boris Johnson - ech betounen, de Boris Johnson!, dee jo den Host war vun deser COP26 zu Glasgow -, de Boris Johnson huet am Virfeld vun der COP26 geschwat vun der historiescher Responsabilitéit vu sengem Land fir déi Klimaerwärmung an deser Welt. An natierlech hu se eng aner Geschicht wéi mir mat hirer enganter kolonialer Geschicht. An trotzdem, en huet eng Kéier ëmschriwwen an och konkret gemaach, wat déi Historical Responsibility, déi historiesch Responsabilitéit, fir deen Zoustand, dee mer an deser Welt am Moment hunn, konkret ka bedeiten.

A wann een op där enger Säit dat kuckt, wat bis elo war, an op där anerer Säit dat kuckt, wat vun elo u kënnt, da stellt sech jo déi Fro: Wat passéiert elo? An d'Industrielänner, inklusiv d'EU, hu sech jo virgeholl, esou séier wéi méiglech klimaneutral ze ginn. Dat heescht, mir maache Mitigatioun, mir probéieren, op erneierbar Energien ëmzeswitchen, esou séier wéi méiglech. Mir maachen Adaptatioun, dat heescht, mir maachen dat, wat mer elo probéieren, hei zu Lëtzebuerg ze installéieren, fir eis géint Iwwerschwemmungen ze wieren an ze preparéieren, dat heescht, mir maachen eng Preventivaarbecht. A mir probéieren, esou séier wéi méiglech op d'Klimaneutralitéit ze kommen.

Awer d'Schwellelänner an d'Entwécklungsänner sinn an enger ganz anerer Situatioun: Si sinn an der Situatioun, dass se natierlech och probéieren, Mitigatioun ze maachen, also erneierbar Energiesystemer opzebauen, dass se ganz vill Adaptatioun musse maachen, well se scho méi staark betraff si vun de Klimaschied, wéi mir dat selwer sinn. An da gëtt et e ganz neit Déppen do vu „loss and damages“ - iwwregens en Theema, wou Lëtzebuerg zesumme mat Jamaica op der COP26 eng ganz wichteg Roll gespilt huet bei der Facilitéierung vun där Diskussioun.

Natierlech gëtt et esou eppes wéi moraleschen Drock, fir eis Responsabilitéit ze iwwerhuelen, eis historiesch Responsabilitéit, an och eis Vue op de globale Süde kloer an A ze behalen, well si verdéngt hunn, dass mer eisen Deel derzou bäidroen, dass si kënnen aus deem Schued erauskommen, an deem se sinn.

An op där anerer Säit gëtt et och eng politesch Verantwortung, fir d'Zukunft an eis selwer esou opzestellen - an do ass eeben dann och d'Kooperationspolitik, mengen ech, gefuerdert -, dass mer dee Gruef tëschent globalem Norden a globalem Süde probéieren, méi kleng ze maachen. An do sinn natierlech déi 100 Milliarden Dollar, déi eigentlech vun 2020 un all Joers sollte vun Norden no Süde fléissen, e wichteg Element. Leider ass et nach ëmmer net esou, dass et wierklech passéiert.

A wa mir eis als Lëtzebuerg inklusiv mat eiser Kooperationspolitik op déi dote Verantwortung aloossen a wa mer eis dorop astellen, da wäert sech natierlech d'Fro stelle vun eiser finanzieller Strukturpolitik. A mir hunn eng Finanzstrategie. Wéi wäerten déi Finanzdéppen herno matenee korrespondéieren? Wéi wäerte se een deem aneren zouspillen, fir dass mer déi Klimakris wierklech zentral uginn? An et ass déi Fro, ob mer eis dann och bewosst sinn, dass mat enger transversaler Strategie d'Klima héchstwahrscheinlech net méi gemaach ass, well mer eis da mussen zentral mam Theema vun der Klimakris befaassen, well d'Klimakris den Haapttrigger gëtt vun der Kooperationspolitik vun den nächste Joren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erlabe mer, ausgeeënd vun deem Theema de Bléck eng Kéier e bësse méi genau op déi Länner ze werven, déi mer an Afrika begleeden, bezéiungsweis iwwerhaupt op déi Regioun Afrika, de Kontinent Afrika, mat engem besonnesche Fokuspunkt op déi Regioun, an där mir mat der Kooperationspolitik aktiv sinn.

Zwee Drëtzel vun den am mannsten entwéckelte Länner leien an Afrika. D'Temperatur klëmmt do méi séier wéi am Rescht vun der Welt. An et gëtt Regiounen an Afrika, wou d'Temperatur scho längst méi wéi 2 Grad Celsius iwwert deem ass, wat mer als Referenzpunkt uginn hunn.

An dann ass et och esou, dass Naturkatastrophen an deene Länner oft zu engem Schued féieren, deen elo zéngmol méi grouss ass wéi virun, well och keng Main d'œuvre a keng Mëttele méi do sinn, fir dee Schued ze behiemen a sech da vun Naturkatastrophen zu Naturkatastrophen de Schued potenziert, multiplizéiert an ëmmer méi déif gëtt.

De Kontinent Afrika ass vun der Klimakris tatsäcchlech esou staark betraff, dass eis Kooperationspolitik zentral mat där Fro an Zukunft nach méi a méi wäert beschäftegt sinn. Zum Beispill: En Artikel am „Spiegel“ huet iwwer Kenia gesot, dass an der Reenzäit, déi elo am Oktober ugestanen huet, zwar am Weste ganz vill Ree gefall ass, mee an deene Géigenden, déi souwisou schonn dréche sinn an déi de Ree gebraucht hätten, ass et dréche bliwwen. Kee Waasser, kee Weedeland, a si rechnen dermat, dass 2,4 Milliounen - 2,4 Milliounen! - Kenianer an Aarmut an am Hunger wäerte liewen.

Op ville Plazen ass d'Temperatur esou héich, dass de ganze System schonn duerchenaner geroden ass. An et gëtt och deru geschwat, dass 30 bis 50 Milliarden Dollar pro Joer missten an déi dote Géigende fléissen, fir d'Upassung - eleng d'Upassung - vun Afrika un déi momentan Situatioun ze finanzéieren, an dass Afrika selwer just 10 % dovou kéint opréngen.

E Bericht vun der Weltwiederorganisatioun a vun der Afrikanescher Unioun huet gewisen, dass d'Iwwerschwemmungen, d'Dréchenten, awer och dann d'Äerdrutscher ëmmer méi zu Aarmut an zu Hongersnout féieren. Afrika spiert d'Konsequenze vun Klimawandel vill méi staark wéi aner Plazen op deser Welt. D'Gletscher an Ostafrika schmélzen, zum Beispill am Kenia - mer hu schonn driwwer geschwat -, an Tansania, an Uganda.

Ech wëll eng Klammer opmaachen: Och op anere Plaze vun der Welt schmélzen d'Gletscheren. De Bhutan wäert an eng ganz schwierig Situatioun kommen, well d'Gletscheren am Himalaya och schmélzen, an dat sinn d'Spächere vun hirem Drénkwaasser. An dee Moment wäert e Kampf, e Konflikt, vläicht souguer e Krich kënnen entstoe wéinst dem Waasser. An et gëtt och héichrangeg Militären op deser Welt, déi soen, dass d'Waasser wäert den Ueleer oder d'Gold gi vun der Zukunft, eebe grad, well d'Drénkwaasser net méi wäert zur Verfügung stoen, wéi dat bis elo de Fall war. An da wäerte grouss Länner a kleng Länner a Konflikt geroden, fir hir Waasserressourcen iwwerhaupt nach kënnen ze gebrauchen.

An domat kommen natierlech och indirekt Suiten - ech sinn elo erëm zrëck bei Afrika -: Schädingen, wirtschaftlech Depressioun, politesch Instabilitéit. An et gëtt eebe Berechnungen, déi soen, dass ee bis 2030 muss mat 118 Milliounen Mënsche rechnen, déi an Afrika manner wéi 1,90 Dollar pro Dag hu fir ze liewen. An dat nennt een eeben extreem Aarmut.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess, ech maachen hei eng Beschriewung vun enger Situatioun, wou et fir eis alleguerte kloer ass, dass se dramatesch ass. An et ass, mengen ech, gutt, dass mer se och eng Kéier an Zuele faassen an och eng Kéier kucken, wéi eis Kooperationspolitik an eis historiesch Responsabilitéit domat ze dinn hunn.

An ech gesinn dräi Beräicher, an deenen ee sech elo muss kënnen strukturell opstellen, fir dogéint virzegoen. Den éischte Beräich ass dee vun Klimaschutz a vun der Upassung: Zum Beispill Bewässerungsstrukturen ze schafen, ze kucken, wéi ee Stied nei kann uerdnen, wéi iwwerhaupt de bewunnte Raum kann nei geuerdent ginn. Dat Zweet ass d'erneierbar Energie an d'Energieeffizienz an deene Länner. An dat Drëtt ass zum Beispill déi nohalteg Stadentwécklung, an des Kéier wierklech mat engem Fokus op d'Stied. Si selwer si jo net virun allem d'Versaacher vun deem Problem, dee se hunn. Dat heescht, si hu verdéngt, dass mir eis mat eiser Kooperationshëllef hannendru stellen an hinnen hëllef, sech esou opzestellen, dass si hir Zukunft kënnen selwer gestalten.

An ech wëll, wann ech déi doten dräi grouss Theme genannt hunn, einfach elo véier kleng Punkten erausgräifen, einfach Beispiller, well et wär esou viles ze soen. An ech wëll einfach just beispillhaft déi véier Punkten eng Kéier esou ginn.

Dat Éischt ass: D'Gefor ass jo grouss, dass Afrika zu engem groussen Emittent vun Treibhausgaser, vun CO₂, kéint ginn. Woufir? Well et schéngt, dass 2019 600 Milliounen Mënschen an Afrika kee Stroum haten. Dat heescht, d'Bedierfnes, de Besoin vu Stroum ass enorm grouss an dee muss jo iergendwou hierkommen. A wann dann an deem Moment zum Beispill e Land wéi China kënnt a seet: „Ma mir bidden lech elo hei groussaarteg Kuelekraaftwierker un!“, dann ass déi Versuchung natierlech immens grouss.

Dat heescht, grad mir - an dat ass och eng Aufgab vun der Kooperationspolitik, awer net nëmme -, grad mir als déi europäesch Länner, zesumme mat aneren Industrielänner, mat den USA, mat anere Partner, mussen derfir suergen, dass et intelligent a gutt Alternativen an deene Länner gëtt, dass mer hinne kënnen hëllef, Energiesystemer opzebauen, déi nohalteg sinn an déi eeben net op fossillen Energie baséieren. Dat ass dat, wat een oft an der Wëssenschaft de „Leapfrogging“ nennt, op Lëtzebuergesch géif ee soen: d'Bocksprangen. Mir iwwersprangen eng Etapp. Well déi Länner si jo elo eigentlech an der

Haltung ze soen: „Ma mir hunn elo d'Méiglechkeet, endlech emol Stroum ze produzéieren. Kommt mat Äre Kuelekraaftwierker, da maache mer dat, da kënnen mer endlech op deen Niveau kommen, op deem Dir sidd an Ären entwéckelte Länner!“

Mee genau déi Etapp ze iwwersprangen an ze soen: „Ma wann et geet ouni Kuelekraaftwierker, mir kommen hin, fir erneierbar Energiesystemer opzebauen“, da wär dat dach den entscheidende Punkt an och dee Bäitrag, dee mir kéinte leeschten, zesumme mat eiser Lëtzebuerg Kooperationspolitik, fir dass dat erreicht gëtt, wat mer alleguerte wëllen, nämlech dass d'Klimakris weltwäit bekämpft gëtt an dass mer eeben och do net dee Gap behalen tëschent globalem Norden a globalem Süden an net nach eng Kéier déi riets Hand ganz vill gëtt an déi lénks Hand et erëm ewechhëlt.

Eng Iddi, déi sech zum Beispill an deem Kontext ergëtt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass déi, déi schonn an enger Rei afrikaneschen Dierfer a Quartieren ugewannt gëtt, nämlech déi sougenannt Minigrids: Solaranlagen - Sonn steet meeschtens genuch zur Verfügung -, déi dann an engem geschlossene System e ganze Quartier, e ganz Duerf, vläicht souguer bis hin zu enger ganzer Stad kënnen versuergen. De Virdeel ass Onofhängegkeet, an dass och net muss agespeist ginn an e grousst Netz, an natierlech, dass genuch Sonn do ass, fir dat do iwwerhaupt ze leeschten. En nohaltege Wuessstum opgrond vu bëlleger Energie, déi selwer a sech nohalteg ass.

Dat Zweet, wat ech wollt soen ... Genau: dezentral. Dat Zweet, wat ech wollt soen, an ech erlabe mer do mat deem zweete Punkt, eng kleng Klammer opzemaachen, well héchstwahrscheinlech eng Rei vun lech änlech E-Maile krute wéi ech am Virfeld vun deser Debatt vun der Kooperatioun, wou et ëm d'Fro gaangen ass, ob et eng Kohärenz gëtt an der Responsabilitéit, an der Organisatioun vun de Human Resources an de groussen Organisatiounen. Ech wëll net weider op den Detail vun deenen E-Mailen agoen. Ech wëll einfach déi Lektionen ervirhiewen, déi mer kënnen aus deem erauszéien, wat mer do bericht kruten a wat mer gesot kruten.

Et ass wichteg, an ech gi fest dovun aus an ech gleewen dat och an ech wëll och dofir déi Lëtzebuerg Kooperationspolitik luewen, dass eng grouss Kohärenz an der Lëtzebuerg Kooperationspolitik besteet an herrscht an dass déi och bleift. Mee et schéngt net iwwerall esou ze sinn, och bei internationalen Netzwierker, bei internationalen Organisatiounen. Déi Prinzipien, déi mer doraus mussen erauszéien, fir eis Kooperationspolitik iwwerhaupt, si jo, dass et keng Détournements de fonds daerf ginn, dass och déi Agenten integer Mënsche mussen kënnen sinn, op déi ee ka vertrauen an déi och wierklech dat als Mënschen ëmsetzen, wat se professionell vertrieben, an dass och keng Kooperatioun a keng Vetterwirtschaft besteet.

Nach eng Kéier ganz kloer e Luef fir déi ganz Lëtzebuerg Kooperationspolitik, do wou se dat doten anhält, sech dofir asetzt a wou eis genau déi dote Kohärenzen, nämlech déi „fair politics“, déi iwwer Mënsche leeft, bewosst ass a wou mer déi och afuerderen - well Kooperationspolitik gëtt hannen um Enn ëmmer vu Mënsche gemaach.

Deen drëtte Punkt, deen ech wollt kuerz erwänen, ass deen: Wa mer scho beim Theema vun de Minigrids oder de Microgrids, den dezentralen Netzwierker, waren, da wëll ech awer och eppes soen iwwert d'Energieversuergung am grouse Ganzen.

Ech wëll do zrëckkommen op en Theema, wat mech - awer, ech weess, och aner Kolleeginnen a Kolleegen hei an der Chamber - immens fasziniert a wat mer eng Kéier an enger Ëmwelt- an Energiekommissionen haten als Diskussiounstheema, an zwar deemools nach zesumme mam Energieminister, wéi mer geschwat hunn iwwert déi Energieinselen an Dänemark, déi jo e ganz interessante Projet sinn. A mir hunn iwwregens als CSV och do eng Convocatioun erausgeschéckt, fir eng Jointe eng Kéier ze kréien, ech mengen, fir den Deel Kooperatioun zesumme mam Deel Ëmwelt. An ech wëll hei nach eng Kéier, Här President, och ganz gären drun erënnere, dass mer eis ganz vill driwwer géife freeën, wann déi Jointe eng Kéier géif aberuff ginn.

Et geet ëm d'Iddi vun der Energiezesummenaarbecht, Energiezesummenaarbecht mat Partner aus der Kooperatioun, zum Beispill d'Kapverden. De Carlo Back huet mer op der COP26 erkläert, aus senger Erfahrung mat de Kapverden, dass d'Kapverden eng Zäit laang e ganz groussen, ee vun de gréissten, Kuelenhafte vun der Welt waren, dee ganz vill ugelaft ginn ass a wou natierlech e Ravitaillement gemaach ginn ass, fir dann erëm erauszufieren. Firwat net mat de Kapverde grad op engem Niveau ufänken ze schaffen, dass d'Kapverden esou en Hafen, en Hub gi fir erneierbar Energien? Dat wier dach méiglech!

De kuerze Resümee, ech maachen dee just vun eiser Iddi, an an der Jointe kënnen mer se dann, mengen ech, am Detail nach eng Kéier besser duerchgoen. De kuerze Resümee vun där Iddi ass deen, dass d'Produktioun vun erneierbarer Energie jo grad an deenen dote Länner opgrond vun hirer

Sonnenstrahlung, vun de Solarméiglechkeeten immens grouss ass. Do hu mer dach immens vill Potenzial! Dat muss een dach kënnen notzen, wa mer scho mat engem Partner zesummeschaffen.

An de Prinzip ass, dass d'Energie muss fir d'éischt kënnen fir si selwer genotzt ginn, fir dass mer eis am Prinzip vun der Hëllef zur Selbsthëllef trei bliewen, an dann de Surplus awer och fir d'EU an domadder och fir Lëtzebuerg kënnen notzen. Mir hunn déi géeegegt Finanzinstrumenter, dat sinn Experten an de Finanzinstrumenter, fir esou grouss Projeten ze ënnerstëtze mat all deem, wat een hannendrun als Finanzënnerstëtzung brauch. Mer kéinten dat parallel zu engem Ausbau vum Tourismussektor op de Kapverde maachen, wou jo scho ganz viles leeft. Dat wär jo nach eng Kéier en zousätzleche Projet.

Ech hunn de PIC vun de Kapverden extra a Preparatioun vun deser Diskussioun haut den Nomëtteg hei gelies. Ech mengen, dat géif an de PIC tëschent Lëtzebuerg an de Kapverden och erapassen. An d'Perspektiv wär jo och interessant fir de gréng Waasserstoff. Wann eng Kéier d'Kapverden esou e groussen Hub waren fir Energie, firwat net elo eebe grad fir d'Schëffahrt en Hub draus maache fir gréng Waasserstoff, deen een dann awer och kéint bis bei eis an d'EU an dann och op Lëtzebuerg transportéieren. Do sinn enorm Potenzialen, an déi kéinten an Zesummenaarbecht mat der Kooperationspolitik realiséiert ginn.

An da kënnt nach e Punkt derbäi, an Dir hutt, Här Minister, de Meritt, deen och wierklech genannt soll sinn, an ech hunn dat ganz wichteg fonnt, nämlech dass mer domat och eppes maache fir d'Zukunft an d'Perspektiv vun deene jonke Leit an Afrika, well grad do den Altersduerchschnitt esou déif ass, dass et fir eis och eng Verantwortung ass, derfir ze suergen, dass déi Kanner an déi Jugendlech, déi jonk Leit an Afrika, an den afrikanesche Länner Perspektive gebuede kréien, déi mir mat hinne kënnen zesummen entwéckelen.

An erlaabt mer nach e véierte kleng leschte Punkt zu deem Thema vun der Klimakris als Trigger fir d'Entwécklungszesummenaarbecht. An der Strategie fir d'Ëmwelt an de Klima hu sech d'ONGen an hire Recommendationen - déi mer héchstwahrscheinlech alleguerte souwäit gelies hunn, a mir hunn och eng Kéier driwwer diskutéiert hei an der Chamberskommission - , gewonnen, firwat Finanzen am Digitalen esou eng grouss Plaz géife kréien, awer net d'Agrikultur an d'Infrastruktur, well jo awer d'Landwirtschaft e groussen Deel vun der Léisung beim Klimawandel ass.

Si soen, et wär interessant an et wär wichteg, dass een do op de Modell vun der Agroökologie géif goen an net den Agrobusiness. Den Agrobusiness géif erëm heeschen: eng Landwirtschaft, déi eleng op Exportatioun, op Exporter opgebaut ass an net dorop, eng familiär Agrikultur opzemaachen mat kleng Produzenten, déi ze ënnerstëtzen um Niveau Ernährung, Gesondheet an an der Gestiou vun natierleche Ressourcen, do lauter Virdeeler ze kréien. Dat ass zumindest eng Propos vun den ONGen, déi ech hei och wollt am Kader vu mengem Plädoyer fir d'Klimagerechtkeet an d'Kooperationspolitik erwänen.

Et ass nämlech och erschreckend, dass een Drëtzel vun allen attackéierte Mënscherechtsverteideger op deser Welt attackéiert gi wéinst der Fro vun der Ausbeutung vun de Ressourcen: Bëscher, Minnen, awer och Landwirtschaftsflächen.

An domat sinn ech bei deem Thema, dat ech nach zum Schluss vu menger Ried kuerz wollt uschneiden a wat och e Meritt ass vun den ONGen, dass se eis dat nach eng Kéier an d'Stammbuch vun der Kooperationspolitik geschriwwen hunn: nämlech d'Theema vun de Mënscherechter.

D'ONGen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, d'ONGe fuerdere vun eis eigentlech eng transversal Strategie fir d'Mënscherechter, zousätzlech zu deenen dräi transversale Strategien, déi mer schonn hunn. Dat ass interessant, et ass och novollzéierbar, well déi Mënscherechter si jo iergendwou an all deenen aneren Ziler, an all deenen anere Strategie schonn enthalen.

Et spillt och eng Roll, mengen ech, während där Zäit, besonnesch während där Zäit, wou Lëtzebuerg mat engem Sëtz am Mënscherechtsrot vun der UNO vertrueden ass. A grad do, op deem Niveau, mussen mir - ganz wichteg, mengen ech - e gutt Beispill ginn, wéi ee Mënscherechter wierklech als Mënscherechter interpretéiert an och Mënscherechter ëmsetzt. A vläicht wär et an deem Kader schonn interessant, eeben eng transversal Mënscherechtsstrategie ze entwéckelen, déi och fir aner Länner eng Kéier kéint zu engem Virbild ginn.

Ausserdeem ass d'Theema héich aktuell, och nach eng Kéier wéinst den Attacken op d'Défenseurs des droits humains. An och hei, nach eng Kéier, géllt de Meritt den ONGen, eis dat an eist Stammbuch geschriwwen ze hunn. 2020 sinn 227 Ëmweltrechtsverteideger ëmbruecht ginn. Dovun een op de Philippinen, deen op eng Zesummenaarbecht och mat enger Lëtzebuerg ONG geschafft huet, een och am Guatemala, deen och enger Zesummen-

arbecht mat enger Lëtzebuerger ONG war. Et sinn der eng Rei ëmbruecht ginn, anerer sinn emprisonéiert ginn, anerer sinn intimidéiert, bedrot ginn.

Dat Theema vun de Mënscherechter gëtt héchstwahrscheinlech och als transversaalt Theema ëmmer méi wichteg. An ech kann et natierlech ouni Weideres verbanne mat där Fro, déi ech hei virun allem wollt opwerfen, nämlech der Klimaproblematik. Well an der Klimaproblematik geet et hanner um Enn ëm näischt aneres wéi ëm d'fundamental Mënscherechter: d'Recht ze liewen, d'Recht, gutt ze liewen, d'Recht. doheem dierfen ze bleiwen, do würdeg ze liewen, d'Recht op e gesond Liewen, an zum Beispill bei de Baueren, déi net Affen vun iergendengem System sinn, mee déi Detenteure vu de Rechter sinn, esou wéi et am Pabeier vun den ONGen steet: d'Detenteure vu Rechter.

D'Theema vun de Mënscherechter, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëtt ëmmer méi wichteg.

Zum Schluss nach e kuerzt Wuert zu där Fro, déi mer alljoers mat op de Wee kréien, nämlech d'Theema vum Devoir de vigilance. An ech soen och do dem Här Minister Merci, dass e schonn e puer Wuert dozou gesot huet. Et ass en Theema, dat mat de Mënscherechter ze dinn huet. An et ass eis alleguerter bewosst an der Tëschenzäit, well mer eis alleguerter an déi Thematik vun der Klimakris erandenken, dass et och mam Theema vun Klima a vun der Kohärenz vun eiser Politik ze dinn huet.

De Kommissär Reynders war jo am Ufank vun dëser Woch hei an der Chamber. An e gouf do vum Charles Margue gefrot, wéi et mat deem Projet zum europäeschen Text vun engem Devoir de vigilance géif ausgesinn, en Text oder e Projet de texte, deen eigentlech schonn eng Kéier fir de Juni dëst Joer virgise war, an du fir den Oktober dëst Joer, an deen zweemol verluecht ginn ass, well et awer net esou einfach ass, zu deem Text ze kommen. An de Kommissär Reynders huet gemengt, dass et kéint sinn, dass et bis Enn des Joers esou wäit wier, dass do en Text prettléich.

Natierlech wär eng europäesch Léisung tatsächlech dat Einfachst an dat Bescht fir eis alleguerter. Dat géif eis eng enorm Kraaft ginn, fir dat, wat an deem Text virgesinn ass, deen Devoir de vigilance, och wierklech ëmzesetzen. Mee eng ganz Rei Leit hu Bedenken, dass et, obwuel vläicht den Text dann hoffentlech bis Enn des Joers virläit, dann awer insgesamt ëmmer nach ze laang dauert, bis mer e finalen Text hunn, deen een dann och kann ëmsetzen.

An dofir wollt ech einfach froen, Här Minister, wéi Dir dat gesitt. Well ech verstinn, dass e puer Länner do nervös ginn. Däitschland huet zum Beispill do jo op nationalem Niveau schonn eng Initiativ ergraff an ass dee Wee gaangen a probéiert, dat Gesetz elo ëmzesetzen. An ech kann dat duerchaus novollzéien, dass een iergendwann eng Kéier seet: „Et dauert eis ze laang.“

Ech wëll awer nach eng Kéier betounen: Et wär wierklech fir eis alleguerter gutt, wa mer déi europäesch Léisung esou séier wéi méiglech hätten, da bräicht ee sech nämlech ganz vill Gedanken net ze maachen.

Dofir meng Froen un lech, Här Minister: Wéi schätzt Dir d'Situatioun an? Wou ass de Kippunkt, op deem et fir Lëtzebuerg ze laang dauert, fir dass mer awer géife vläicht national legiferéieren? Oder hu mer déi berechtigt Hoffnung, dass et op europäeschem Niveau séier genuch virueet?

An ech wollt och nach eng Kéier no deem Comité interministériel froen, deen no der Etüd vum der Dokter Başak Başlayan agesat gouf. Ginn et aus deem Komitee scho Resultater? A wa jo, wéini ass wat ze erwaarden? Wat sinn d'Resultater? Wéi ass de Stand vun de Gedanken a vun den Iwwerleeungen a vun de Planungen op Ärem Niveau?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, Klimagerechtheet gëtt zu där ganz grousser zentraler Erausforderung vun der Kooperatiounspolitik vun deem nächste Joerzëngt an doriwier eraus. Et gëtt een Theema an et gëtt eng Kris, déi eigentlech nach méi déif läit, wann een et genau kuckt, nämlech déi vun der sozialer Ongerechtheet. Ëmmer dann, wann eng nei Kris op eis duergerrullt kënn, wéi an dësem Fall d'Klimakris, elo och d'Pandemie, mierkt een, wéi déif de Gruef ass tëschen Räich an Aarm, egal ob dat elo hei am Land oder op der ganzer Welt ass.

Dat ass eng Kris, déi esou déif ass, déi ëmmer erëm nei operappt gëtt. An et kënn eeben d'Kris vun der Pandemie derbäi, déi Dir, Här Minister, och virdu beschriwwen hutt, wou hei zu Lëtzebuerg an an der Welt um Terrain, bei eise Partner, ganz vill ONGen a ganz vill Leit drënner gelidde hunn, bis zu deem Punkt, dass och eng Rei Projeten a Fro gestallt ginn. An ech wëll lech elo nach eng Kéier froen, ob Der kënn ee Wuert dozou soen, ob et tatsächlech esou ass, dass eng Rei Projete wäerten an Zukunft a Fro gestallt ginn opgrond vun de Konsequenzen vun der Pandemie.

D'Pandemiebekämpfung léiert eis menger Meinung no zwou Saachen: Positiv ass déi, dass e globale Problem, eng global Kris ka global geléist ginn. Et ass méiglech. Awer negativ ass och dat, dass déi sozial Ënnerscheeder esou grouss sinn, dass se oft d'Léisung vun enger neier Kris behënneren. A bei der Pandemie hu mer gemierkt, an Dir hutt selwer virdu gesot, wéi ongerecht d'Impfstoffen an dëser Welt verdeelt sinn. An ech soen lech nach eng Kéier Merci fir déi Saachen, déi Der zum COVAX-System gesot hutt.

Dat selwecht wäert bei der Klimakris dee groussen Challenge, déi grouss Gefor an déi grouss Erausforderung sinn, dass d'Klimakris net och nach méi grouss gëtt doduerch, dass mer an dëser Welt grouss sozial Ongerechtheeten hunn.

An dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Kooperatioun gëtt d'Klimakris zu enger enormer Chance, fir op déi Klimakris anzewierken an zugläch awer och déi sozial Ongerechtheeten als eng enorm déif an déifgrënneg Kris och an de Grapp ze huelen. D'Bekämpfung vun der extremer Aarmut ka geléngen, andeems mer eng gutt Bekämpfung vun der Klimakris mat der Hëllef vun der Kooperatiounspolitik maachen, fir d'Weltgemeinschaft méi resilient ze maache fir déi zukünftige Erausforderungen a besonnesch fir déi zukünftige Generatiounen.

Ech hoffen, ech hunn net ze vill Blablabla gemaach an ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Une voix.** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Galles. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, genau wéi d'lescht Woch, muss ee leider dësen Debat och erëm mam selwechte Sujet ufänken, an zwar mat der Pandemie Covid-19. Fir eis huet sech déi Situatioun elo net verbessert, mee zumindest kann een awer soen, dass mer relativ gutt bis elo derduerch komm sinn. Mee dat gëllt awer fir vill Plazen op der Welt absolut guer net. De Gros vun de Leit bei eis huet erkannt, dass et nëmme en Schlëssel zur Léisung gëtt: Dat ass d'Impfen. Et ass ze bedauern, dass Eenzeler dat nach net erkannt hunn. Mee bon, mir mussen dat awer dann esou akzeptéieren.

Dramatesch ass d'Situatioun natierlech op villen anere Plazen. A wéi eng Länner huet et erëm am meeschten erwëscht? Mee just déi, déi schonn am mannsten hunn. An et gëtt eng Rei Länner besonnesch an Afrika, wou den Taux de vaccination bei 1 % läit. Dat muss ee sech emol virstellen! An dowéinst fannen ech et awer ganz gutt, dass mer grad op deem Gebitt schonn eis Hëllef ugebueden hunn an och realiséiert hunn. An éischter Linn natierlech um Niveau vun der Europäescher Unioun, wou jo awer 1 Milliard Vaccinen an iwwer 150 Länner exportéiert gouf a 87 Milliounen Dosen iwwert de COVAX gespent gi sinn. Och Lëtzebuerg stoung, wéi gesot, do an der éischter Rei. Mir hu 400.000 Dosisen an gespent. An och wëll ech hei un déi rezente Aktioun erënneren, déi d'lescht Woch war, wou da 50 Frigoe vu Lëtzebuerg aus an de Burkina Faso geliwwert gi sinn, a besonnesch, dass dat och mam A400M gemaach gouf - ech sinn elo ganz op der Linn vum Här Minister -, ass awer hei ouni Zweifel ze ënnersträchen.

Deen Debat hei huet natierlech eng ganz laang Traditioun. Ech sinn och fro ze héieren, dass mer d'nächst Joer e klenge Changement kréien, an zwar, dass mer et da maache wéi mat der Aussepolitik, dat heescht: De Minister hëlt deen een Dag Stellung an den Dag drop kënn mir dann och Positioun huelen. Ech mengen, dass ass och gutt esou, da kann een déi Ried vum Minister nach e bësse méi am Detail analyséieren.

Ech wëll mech haut am Fong geholl op dräi Hauptpunkte konzentréieren. Éischtens: Wat sinn d'Erausforderungen an der Entwécklungs- a Kooperatiounspolitik vu muer? Zweetens: Wou gëtt et nach potenziell Zillänner? An drëttes: de Stellwäert vun den ONGen an anere wichtegen Acteuren.

Zu Punkt 1: Wou leien dann elo d'Erausforderungen vu muer? Ech mengen, den internationale Kontext vun der Kooperatiounspolitik huet sech natierlech och enorm an deene leschte Jore geännert. Mee et gëtt eng Erausforderung, déi ouni Zweifel wäert, net nëmme elo schonn, mee och an der Zukunft, alles méi dominéieren - dat ass scho vu mengem Virriedner hei och richtegerweis ugeschwat ginn -: Dat ass ganz kloer de Klimaschutz. Ech mengen, mir sollten eis do kengen Illusiounen méi hignen. All déi aner Sujeten, déi ganz wichteg sinn, wäerten awer vun deem heiten Theema dominéiert ginn.

Wa mer op Glasgow zrëckkucken - ech war zwar elo net derbäi, mee et huet ee jo awer vill kënnen iwwert d'Press gewuer ginn -, schéngt dat jo net deen allgréisste Succès gewiescht ze sinn, woubäi een awer och muss fairerweis soen, dass eng Rei wichteg Decisiounen do geholl goufen.

Ech wëll allerdéngs hei den Här António Guterres, den UNO-Generalsekretär aus dem „Figaro“ vum 15. November zitieren, dee sot: « [...] malheureusement la volonté politique collective n'a pas été suffisante pour surmonter certaines contradictions profondes. » Dat seet jo awer och scho ganz viles aus. An dat virun allem de Klimawandel natierlech um Niveau vun den Drëttlänner dee gréissten Impakt huet, ech mengen, och dass ass eis alleguerter bewosst. Zum Beispill d'Banannen- an d'Kaffisproduktioun a Mëttelemerika oder d'Kakaosproduktioun an der Dominikanescher Republik an am Peru wäerten déi nächst Jore ganz kloer drënner ze leiden hunn.

Et ginn och Studien, déi elo scho behaupten, dass bis d'Joer 2050 d'Hallschent vun de Kaffisplantagen net méi brauchbar sinn, eeben och duerch de Klimawandel. Et kann een also kee Projet méi net duerch de Brëll vun dem Klimaschutz kucken. A wann ech dann och nach Aussoe vun der Organisation météorologique mondiale huelen, dann ass de Mieresniveau am leschte Joerhonnert ëm 20 Zentimeter an d'Luucht gaangen.

Elo kann ee soen: Ok, 100 Joer gebraucht fir 20 Zentimeter, dat ass nach ze verkraaften. Mee et dierf een awer net vergiessen, dass eebe grad an deene leschten 20 Joer de Rhythmus awer e ganz anere war. A wa mer et elo et net sollte fäerdegbréngen, dat Zil, dat mer eis gesat hunn, dass heescht d'Äerderwiermung op 1,5 Grad ze limitéieren, da riskéiert ee souguer bis d'Joer 2100, dass de Mierespiegel ëm 60 Zentimeter bis 1 Meter wäert klammen. Wat fir eng Konsequenzen dat wäert mat sech bréngen, dat brauch een hei, mengen ech, och net méi weider auszebreden.

Wa mer scho beim Klimaschutz sinn, da muss mer hei natierlech awer och e Wuert iwwert déi internationale Energiepolitik verléieren. An da kommen ech och net derlaanscht, iwwert déi berüümt-berüchtigt, kann ee scho bal soen, Charte de l'énergie hei ze schwätzen ze kommen. Déi gouf jo de 16. Abrëll 1998 vu 57 Länner ënnerschriwwen (veuillez lire: Déi ass jo de 16. Abrëll 1998 a Kraaft getrueden a gouf vu 57 Länner ënnerschriwwen).

Déi gëtt jo a priori gesinn als e Protecteur vun de fossilen Energien. Do sinn och afrikanesch Länner, déi wëllen dem TCE bäitrieden, ënner anerem Uganda, Burundi, Niger an den Tschad. Awer op där anerer Säit soll den TCE jo elo reforméiert ginn. An ech beruffe mech hei och op eng Äntwert op eng Question parlementaire, déi ech dem Energieminister de leschten 9. Abrëll gestallt hat, wou en ënner anerem gesot huet, well jo, wéi gesot, den TCE sollt reforméiert ginn: « C'est la raison pour laquelle l'Union européenne propose que, dans le cadre des travaux de modernisation de la charte, les investissements dans les énergies fossiles soient progressivement exclus du champ d'application, afin que le TCE ne protège plus que les investissements dans l'Union européenne qui sont opérés dans le domaine des énergies renouvelables. »

Dat ass natierlech e wëschenswäert Zil. Mee et muss een awer genau esou gutt hannendrun awer d'Fro stellen: Firwat soll sech dat dann elo nëmme op d'Länner hei an der Europäescher Unioun limitéieren?

D'Regierung huet jo, an dat ass jo hei de Mëtteg schonn e puermol gesot ginn, déi transversal Prioritéit virgesinn, d'Egalité vum Genre, d'ökologesche Nohaltegkeet an déi inklusiv an innovativ Finanzen. Dat sinn ouni Zweifel ganz nobel Ziler, woubäi ee sech och iwwert d'Hierarchie vun deenen einzelen Ziler kéint ënnerhalen. Vum Cercle des ONG ass jo awer e bësse monéiert ginn, och wéi mer déi Entrevue hei haten, op déi ech och nach wäert eng Kéier kuerz zrëckkommen, dass d'Mënscherechter u sech net géife genuch an de Fokus vun eiser Entwécklungspolitik gestallt ginn. An ech mengen, et ass evident, dass de Respekt vun de Mënscherechter awer ëmmer méi en Élément clé vun eiser Politik muss ginn.

2020 war iwwerregens dat bluddegst Joer, wou Ëmweltschützer zum Beispill ëmbruecht goufen an och aner Leit, an de Paul Galles huet dat scho virun hei erwänt. Ech beruffe mech hei, et muss ee jo ëmmer seng Quellen uginn, op d'„Last line of defence“, dee Rapport vun der Organisatioun Global Witness. An déi hunn dra gesot, dass en Drëtter vun deenen Attacke géint Leit gericht wieren, déi sech géint d'Attzug vun Ressourcen agesat hätten, zum Beispill Bëscher oder Minnen.

Och ONGen gi menacéiert. Dat kritt een och direkt vun deene Leit selwer matgedeelt. An dierf mer och kucken, eeben esou vill Aktiounen wéi méiglech ze ënnerhuelen, bei deene Mënscherechter nach vill méi respektéiert ginn. An hei zu Lëtzebuerg gëtt et e puer ganz flott, ganz gutt Aktiounen. Ech wëll zum Beispill un d'Aktioun „Rethink your clothes“ erënneren. Ech wëll awer och drun erënneren, dass zum Beispill de Projet vu Fair-Fashion Lab a vum Lët'z Refashion-Pop-up-Store op der Place Royale Hamilius hei an der Stad ganz wichteg Projete sinn.

An dann, virun allem, wat mer besonnesch gutt gefallt huet, dass ass d'Lëtzebuerger Post. Et gëtt jo ëmmer gär esou géint gréisser Firme gewiedert, mee och hei huet d'Post e wichteg Zeeche gesat, well d'Post eeben elo eng Rei Leit aus dem POST Courier an der POST Telecom mat Pulloveren a Giletten ekipéiert huet, déi aus Biokotteng sinn an déi och Fairtrade-certifiéiert sinn. An duerch deen Akaf do konnte souguer nach déi Ekipementer vu 6.000 op 9.000 eropgesat ginn.

Wa mer vu Mënscherechter schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier bei de Kannerrechter. Dat ass ganz evident. Och do ass et jiddefalls inakzeptabel, dass et nach ronn 160 Milliounen Kanner op dëser Welt gëtt, déi musse schaffen goen, an dat meeschtens ënner onméigleche Konditiounen! Et muss ee sech natierlech direkt d'Fro stellen: Wou läit dann d'Zukunft iwwerhaupt vun esou Kanner? Déi Chiffere stamen iwwerregens vun der Unicef a vun der OIT.

Ech wëll just drun erënneren: Den 20. November ass den Dag vun de Kannerrechter, well den 20. November 1989 gouf d'UN-Konventioun iwwert d'Rechter vun de Kanner ënnerschriwwen. Da si mer natierlech och ganz séier beim Devoir de diligence. Dat ass en Theema, wann een iwwer Entwécklungszesummenaarbecht ... - et heescht jo well neierdéngs esou, et dierf ee jo net Entwécklungspolitik soen; ech wäert nach Schwieeregkeeten hunn, mech un déi nei Terminologie ze winnen, mee dat ass jo elo net esou wichteg. Den Devoir de diligence ass e ganz weesentlecht Element an och do kënn een net derlaanscht, eng gewësse Positioun ofzeginn.

Effektiv huet den Didier Reynders, den zoustännegen EU-Kommissär, dee jo virun zwee Deeg hei op Besuch war a mat deem mer och op enger anerer Plaz nach d'Geleeenheet haten, e bësse méi am Fong iwwert déi ganz Problematik ze schwätzen, well he jo den EU-Kommissär en charge ass, ganz kloer gesot, dass den Text bal finaliséiert ass op EU-Niveau. E geet dovun aus, dass en dëst Joer nach definitiv kann deposéiert ginn. Dat freet eis. Mir als Demokratesch Partei setzen eis prioritär dierfir an, dass mer en Text op EU-Niveau kréien.

D'Fro ass dem Didier Reynders natierlech och gestallt ginn, am Fall wou deen Text awer elo net géif deen Impakt kréien, wat da géif geschéien. Well et dierf een net vergiessen, dass eng Rei Länner schonn national legiferéiert hunn: Frankräich, Holland, Däitschland. An dann entsteet eng gewësse Cacophonie. Dowéinst ass also d'Hoffnung grouss, dass elo awer och op europäeschem Niveau en Text erauskënn. Esou wéi eis dat matgedeelt ginn ass, géif dee sech dann op ronn 10.000 Betriber europawäit bezéien. An ech mengen och, mir liewen an enger Zäit, wou et awer méi wéi normal ass, dass een deem Volet an Zukunft och méi Rechnung dréit.

Dann dierf een natierlech och net vergiessen: Mir hunn do awer schonn e gewëssenen Effort gemaach, an dat um Niveau vun de Konfliktmineralien. Do besteet jo zënter dem 1. Januar dëst Joer eng europäesch Reglementatioun, an där et jo ëm Zënn, Tantal, Wolfram a Gold geet. An dat si jo Mineralien, déi virun allem a Produkter gebraucht ginn, déi mir jo besonnesch och ganz gären hei konsuméieren: Handyen, Tabletten an esou weider an esou fort.

Et kann also jiddweree selwer emol eppes derfir maachen, dass manner där Produite musse gebraucht ginn, well et dierf een net vergiessen, dass do eng ganz mafiös Organisatioun derhannert stécht, dass vill Erléis vun dem Verkaf vun deene Materialie genotzt gëtt, fir Waffen unzeschaffen. An d'Korruptioun gëtt doduerch natierlech och geféiert.

Wéi gesot, déi ass elo a Kraaft. Allerdéngs hu mir hei zu Lëtzebuerg nach net legiferéiert. Et ass e Gesetzestext am März deposéiert ginn an et muss een awer hoffen, dass deen dann och esou séier wéi méiglech d'Chamber wäert passéieren.

Den Haaptobjektiv jiddefalls vun enger moderner Lëtzebuerger Kooperatiouns- an Entwécklungspolitik muss doranner leien, de Leit eng beschtméiglech Basis ze ginn, fir dass se hir Heemecht eeben net musse verloossen.

Da si mer och ganz séier bei der Landwirtschaft, well d'Landwirtschaft dréit jo awer schlussendlech dozou bäi, dass een eng gewësse Selbstversuerung ka garantéieren. Dat steet jo esou am Koalitionsaccord op der Säit 224. Ech zitieren ganz kuerz: « [L]a Coopération luxembourgeoise entend privilégier les partenariats respectueux des besoins des petites structures agricoles et des méthodes agroécologiques. »

Dat ass eng Astellung, déi een op alle Fall nëmme kann deelen. An ech mengen, grad um afrikanesche Kontinent besteet do nach immens Potenzial! Et dierf een och net vergiessen, dass 2050 20 % vun der Weltbevölkerung aus Afrika kommen. A wat jo absurd ass, ass, dass de Moment alljoers 35 Milliarden Dollar ausgi ginn, fir Liewensmëttel an Afrika ze importéieren. An dat ass jo net méi nozevoll-

zéien. Déi Informatioun hunn ech aus dem Rapport „Afrika und Europa - Neue Partnerschaft für Entwicklung, Frieden und Zukunft“ vum däitsche Ministère fir wirtschaftlech Zesummenaarbecht an Entwécklung.

Afrika, dat jo en herrleche Kontinent ass, 54 Staaten, iwwer 3.000 Sproochen - dat muss ee sech emol virstellen, wat fir eng räich Kultur op deem ganze Kontinent do ass! Et wär also méi wéi schued, wann esou e Kontinent net den Uschloss do géif fannen, wou en am Fong geholl gihéiert, an duerfir ass de Schlëssel, fir eng Verbesserung an deene Länner unzestriewen, ouni Zweifel d'Agroökologie. Ech verweisen an deem Kontext op d'Deklaratioun vun de Vereenten Natiounen vun 2018 iwwert d'Rechter vun de Baueren. Iwwregens ware Lëtzebuerg a Portugal déi eenzeg Länner, déi déi ënnerschriwwen haten. Och dat muss ee vläicht emol eng kéier hei ënnersträchen. LuxDev a vill ONGe si jo och ganz aktiv op deem Gebitt, an dat ass och nëmmen ze begrëissen.

Et kënn een dann allerdéngs och net derlaanscht, an deem Kontext och e Wuert iwwert den ABC-Fong ze verléieren, dat heescht den Agri-Business Capital Fund. Deen ass jo op eiser Finanzplaz gegrennt ginn, wat och eng ganz gutt Saach ass. Ech mengen, et éiert och eis Finanzplaz, datt mer op deem Gebitt do aktiv sinn. En ass jo geschafte gi mam Objektiv, fir virun allem déi kleng landwirtschaftlech Betriber ze ënnerstëtzen. Domadder soll d'Aarmut reduzéiert ginn an d'Ernährungssécherheet soll dee Moment dann awer och an Zukunft méi garantéiert ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

De Cercle des ONG huet natierlech do eng Rei Froe gestallt, huet sech och zum Deel kritisches ausgeswat. An ech zitieren och do aus hirem Dokument, an deem se schreiwen, nodeems datt se e puer Beispiller zitieren haten: « À travers ces exemples, force est de constater que le modèle de développement agricole promu est loin de correspondre aux standards de l'agroécologie, alors que l'impact réel des investissements sur la lutte contre la pauvreté rurale reste à démontrer. »

Ech géif duerfir vläicht den Här Minister och froen, ob e kéint dozou eng Ausso maachen. Dat selwecht géllt iwwregens och fir déi Remark, déi se gemaach hu vis-à-vis vun der AGRA - Alliance for a Green Revolution in Africa -, wou se gesot hunn, datt den Operateur jo awer géif vun der westafrikanescher OSC kritiséiert ginn.

Vläicht an deem Kontext awer och e Wuert iwwert den Droit aux semences. Och do kann ee sech jo wierklech driwwer ënnerhalen, well et e ganz wichtige Aspekt ass. D'FAO seet zum Beispill, datt 75 % vun de fréiere Planzjekulturen entre-temps ausgestuerwe sinn. An den SSP, also de Système semencier paysan, soll jo an Zukunft och méi promovéiert ginn. Ech mengen, och dat géif dozou bäidroen, datt méi Qualitéit an d'lessenswuere kéim an datt dann och méi eng Onofhängegkeet vis-à-vis vun den industrielle Semencé géif entstoen.

D'Entwécklungs- an d'Kooperatiounspolitik wäert, wéi gesot, an Zukunft nach vill méi oft vun der Digitalisierung beaflosst ginn. Dat ass och schonn hei ënnerstrach ginn. Dat ass och richtig esou. Ech mengen, mir sollten dorobber setzen. Allerdéngs muss een och do awer elo virsiichteg sinn. Och do muss ee „la part des choses“ maachen an déi Digitalisierung erëm an dee richteg Kontext setzen an net iwwerbewäerten. Et weess een awer, datt do gewësse Geforen domat verbonne sinn: Virun allem den Aspekt Nohaltegkeet muss och an der digitaler Welt ëmmer méi eng grouss Roll spillen.

Dann ass hei scho vill iwwer inklusiv Finanzen geschwat ginn, iwwert de Privatsecteur. Ech mengen, et ass evident, datt mir als Demokratesch Partei natierlech deem Volet och ganz positiv entgéintstinn. Och d'Kollaboratioun mam Privatsecteur soll hei eng gewësse Roll spillen. Et dierf een op där anerer Säit net vergiessen: Et géife sech fir gewësse Betriber vläicht och nei Marchéen opdoen. Ech mengen, och um Volet vun de Finanzen - wat hei scho richtegerweis erkläert ginn ass - sinn nei Méiglechkeeten, déi sech opdynn an déi ouni Zweifel eis Ënnerstëtzung fannen.

Ech wëll allerdéngs och hei soen: Dat soll elo net esou interpretéiert ginn, datt mir mordicus fir eng Privatisierung op allen Niveaue sinn! Neen. Ech mengen d'Privatisierung hält do op, wou u sech gewësse Leeschtungen awer muss jiddwerengem zegutt kommen. An da si mer zum Beispill séier beim Waasser oder esou. Domadder jiddefalls muss dann eng Grenz gesat ginn.

Wichtig ass natierlech och an eiser moderner Entwécklungspolitik d'Zesummenaarbecht mat internationalen Organisatiounen. Ech denken un d'UNO, ech denken un d'Europäesch Uniou, ech denken un d'Weltbank, un den FMI zum Beispill. An duerfir ass et och wichtig, datt do ëmmer eng Rei Artikelen oder Kreditter alimentéiert ginn, fir datt aus deem Dëppen eraus dann och eng effikass Entwécklungspolitik ka gemaach ginn, woubäi een natierlech kann hannerfroen, ob net munchmol misst

e bësse méi eng grouss Transparenz spillen, fir datt ee méi eng genee Trace hätt, wou wéi eng Gelder investéiert ginn. Ech wëll allerdéngs hei elo net falsch verstane ginn an e bëssen en Doute opkomme loossen un deenen Organisatiounen - loin de là!

Wa mer iwwert d'Erausforderungen, wéi gesot, vun enger zukünftiger Entwécklungs- a Kooperatiounspolitik schwätzen, da si mer och ganz séier bei der Flüchtlingsproblematik. Dat ass keen neit Element, mee et ass en Element, wat eis an Zukunft mat Sécherheet nach vill méi wäert beschäftegen! Well et gëtt eng kausal Relatioun zwëschen der Entwécklungspolitik an och der Migratioun. A vill Leit wäerte dee Wee an Zukunft nach ëmmer wat op de Wee maachen, hir Heemecht verloossen. An déi éischt Regioun, déi se opsichen, ass ouni Zweifel Europa, mam Fokus natierlech virun allem op westeuropäesch Länner.

De Mëttelmeerraum huet eis jo déi lescht Jore schrecklech Biller geliwwert. Déi lescht Deeg kréie mer Biller - ech soen net, praktesch virun der Hausdier, mee net allze wäit ewech - geliwwert op der Grenz vu Wäissrussland a Polen. Wat sech do ofspilt, ass jo och u sech ganz schlëmm! Et sinn iwwregens virun allem vill Iraker, déi elo versichen, iwwert dee Wee an Europa ze kommen, wat e bëssen erstaunlech ass, well den Irak, zumindest de Moment, eng gewësse Stabilitéit huet. Et dierf een awer net vergiessen, datt do d'Uelegpräisser zënter 2014 immens agebrach sinn, wat eebe mat sech bruecht huet, datt d'Ekonomie drënner leit an datt eeben och jonk Leit keng Perspektive méi hunn an datt och keng Aarbechtsplaze fir jonk Leit do kënnen reservéiert ginn.

Fir déi ganz Kooperatiounspolitik eeben nach méi effikass ze koordinéieren, ass jo scho viru méi laanger Zäit e Comité interministériel op d'Bee gesat ginn. Dat ass och ganz wichtig. Ech mengen, et dierf een d'Kooperatiounspolitik haut och net méi ze vill isoléiert gesinn! An dat ass jo och e Prozess, deen amgang ass, ëmmer méi ze entstoen, wat mir och nëmme kënnen begrëissen, datt een och elo gesäit, datt ëmmer méi Ministère mat eragezu ginn. Dat ass och wichtig, well et gëtt praktesch bal kee Ministère méi, deen nach iergendwéi net touchéiert gëtt vun der Entwécklungspolitik!

An der Strategie vu muer - vun haut kann een awer och soen - ass natierlech den humanitär Volet warscheinlech ëmmer deen, dee méi wichtig wäert ginn. Ech mengen, de Moment ginn eng ronn 15 % vun der APD an humanitär Zwecker investéiert. Mir wäerte leider - ouni datt een elo ëmmer soll nëmmen ze vill negativ an Zukunft kucken - an Zukunft nach méi mat den Naturkatastrophe konfrontéiert ginn. An do hu mer jo schonn ee gutt Instrument. Ech erënnere un emergency.lu, déi, mengen ech, zënter 2012 operationell ass. An do gesäit een och, wat et vu Wäert ass, wann ee gutt technesch Ausrüstungen huet. An ech wëll an deem Kontext dann och nach eng kéier e kleng Lien zum Militärfliager maachen. Et gëtt jo ëmmer Leit, déi bei deem Wuert Militär Pautschen an d'Gesicht kréien, mee se solle sech awer emol bewosst ginn, wat do awer och u Wäertvollem ka geleescht ginn, haaptsächlech um humanitäre Plang. An den A400M huet seng Preuve elo schonn zweemol gemaach, net méi spët - ech hat et viru schonn ernimmt -, wéi dann déi Frigoen do an de Burkina Faso geflu gi sinn.

An dann dierf een och net vergiessen, datt den A400M eng besonnesch Spezifitéit huet: Dee kann do landen, wou vill aner Fliger net méi kënnen landen! An dat wäert leider an Zukunft awer méi oft gefrot ginn, datt een eeben direkt a Regiounen kann Hëllef leeschte mat esou Ekipementer. An dowéinst ass et och gutt, datt mer dee Fliger do hunn.

Den Här Minister huet och schonn drop higewisen: Et ass eng grouss humanitär Katastroph, déi sech de Moment op zwou Plazen ofzeechent: engersäits am Afghanistan - dat wësse mer ganz gutt -, mee anerersäits virun allem an Äthiopien. An effektiv, wann een do d'international Press liest an den Experten nolauschert, ass jo do eng extreem humanitär Katastroph amgang sech ze entwéckelen. Et ass och elo eng Enquête erauskomm vun der äthiopescher Mënscherechtskommissioun an dem UNO-Haut-Commissariat fir Mënscherechter. An do gëtt wierklech elo scho vu Mënscherechtsviolatioun a Krichsverbrieche geschwat! Vill Leit ginn einfach higeriicht a Frae gi violéiert, wat natierlech extreem schlëmm Zoustänn sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann zum zweete Punkt. Wou gëtt et nach potenziell Zillänner? Bon, datt ass eng Fro, déi effektiv net einfach ze beäntweren ass. Fir d'éischt muss ee vläicht emol e bëssen den Ist-Zoustand definéieren. Wa mer den Tour d'horizon maachen - mir hunn de Moment siwen Zillänner -, et muss ee ganz éierlech sinn, dann ass héchstens vläicht ee Land, wou ee ka vun engem plus ou moins stabile politesche Regimm schwätzen oder engem Regimm, deen no - loosse mer soen - u eis Wäerter erukënt: Dat ass de Cap Vert. Wa mer an Zukunft natierlech géifen als Haaptkrittär fir Projeten an der Entwécklungs-

politik de politesche Regimm huelen, ech fäerten da gëtt et bal kee Land méi, wou mer nach géifen Entwécklungshëllef maachen.

Dat ass natierlech dann déi schwierig Situatioun, an där mir eis befannen: Wat priméiert am Endeffekt? An do ass et natierlech net esou evident, fir ëmmer eng Decisioun ze huelen.

Ee Land, wat natierlech op der Schwell war, en Zilland ze ginn, ass de Myanmar. De Minister huet och schonn driwwer geschwat. Effektiv de Myanmar, wou zënter dem 1. Februar leider eng Militärjunta um Rudder ass, wou elo ganz schlëmm Mënscherechtsverletzungen iwwert d'Bün gaange sinn. Eng ronn 1.200 Leit sinn ëmbruecht ginn. Ganz vill Leit sinn emprisonnéiert ginn, anerer hunn d'Land verlooss, wann et gaang ass. De speziellen UN-Rapporter, den Tom Andrews, huet kierzlech esouguer vu Masseverbrieche geschwat, vun engem Vëlker-mord, vun ethnische Säuberungen a vu Krichsverbriechen!

Da stellt ee sech natierlech och d'Fro: Wou ass d'Madamm Aung San Suu Kyi drun? Och do kritt ee keng weider Nouvelles. An et sinn och vill Leit, déi versichen eeben, d'Land nach ze verloossen, zum Beispill an Indien an de Staat Mizoram. Wat awer e bësse positiv ass, dat ass, datt beim leschten ASEAN-Sommet u sech de Myanmar ausgewise gouf! Do war u sech nëmmen en net politesche Representant zougelooss, an dat hunn awer dunn d'Autoritéite vun ASEAN refuséiert. A virun allem hu se refuséiert, een ze empfänke vun der aktueller Regierung, well eebe bis elo och refuséiert ginn ass, datt ee Vertrieeder vun ASEAN konnt mat der Madamm Aung San Suu Kyi schwätzen.

Da muss een natierlech d'Fro stellen: Wëlle mer dat Land ganz fale loossen? Loosse mer déi Projeten, déi en cours sinn, auslafen? Gëtt et definitiv gestrach vun der Lëscht vun de potenziellen Zillänner? Ech si perséinlech der Meinung, datt mer et zu deemem Zäitpunkt jiddefalls solle strächen!

Et wier vläicht net onbedéngt e gutt Zeeche gesat, wann een enger Militärjunta elo och nach géif e bëssen d'Hand reechen, wat natierlech awer au détrimment vun deem Vollek do an deem Land ass a wat immens traureg ass. Allerdéngs gëtt et awer och Kanäl, wou een awer kann eng gewëssen Hëllef leeschten an deem Land, zum Beispill iwwer Associatiounen, déi eeben an Thailand lokaliséiert sinn.

Da si mer bei deem anere Land, wat och schonn hei ugeschwat ginn ass: Dat ass den Nicaragua. Do ware jo elo Walen - bon, wann ee vu Wale ka schwätzen. Dat war éischer eng Farce. Den Här Ortega mat senger Madamm - et ass jo eng Dynastie - huet anscheinend dann also 75 % vun de Stëmme kritt. Bon, ech mengen, et huet kee Wäert, datt ee sech weider iwwert déi Walen ausléist. Dat ass méi wéi schued, wat sech do ofspillt, besonnesch och, well et e ganz interessant Land ass.

An den Här Ortega - datt dierf een net vergiessen -, dee jo den 19. Juli 1979 d'Revolutioun géint d'Sandiniste gemaach huet an deemools vun der internationaler Communautéit immens gestäipt ginn ass, well se an him eeben de Revolutionär gesinn huet, dee géif fir eng Verbesserung suergen ... Just de Contraire ass entre-temps eeben agetratt.

Mee och do ass d'Fro natierlech: Wéi gi mer mam Nicaragua ëm? Ech mengen, den Nicaragua, wou mer ganz aktiv ware während Joren ... Mee och do muss een awer soen: Mir kënnen awer elo net nach eng Verbesserung vun eisen Aktivitéiten an deem Land ustriewen, wa mer op där anerer Säit gesinn, wéi dat Land do an eng politesche Onstabilitéit erageréit.

De gréisste Misär nieft Südamerika gëtt et ouni Zweifel awer virun allem natierlech um afrikanesche Kontinent. Duerfir mengen ech och, soll een, wann een no engem neien Zilland kuckt, awer éischer de Bléck op den afrikanesche Kontinent hunn.

Dir hat elo eng Rees an de Ruanda gemaach. Wann ech dat alles elo esou richtig interpretéieren, schéngt et net ausgeschloss ze sinn, datt Der gewëllt sidd, vläicht de Fokus an Zukunft méi op de Ruanda ze setzen. Jo, ech mengen et gouf jo och hei en MoU ënnerschriwwen. Bon, d'Fro ass effektiv: Wéi konkret sinn déi Pläng? Ech mengen, de Ruanda huet och eng Rei Avantagen. Et kënn jo en internationale Finanzzentrum an Ostafrika, géif ech mengen. Mir hunn den Knowhow virun allem och op deem Gebitt. En huet eng Weltraumagentur. Och do si mir ganz aktiv. Duerfir soll ee sech effektiv Gedanke maachen. Ech gi jo dovun aus, Här Minister, datt Der vläicht herno do nach eng e bësse méi daitlech Ausso wäert maachen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wa mer natierlech op der Sich no neien Zillänner sinn, muss eppes ganz kloer priméieren: Dat ass d'Sécherheet! Dat ass d'Sécherheet vun den Acteuren, déi do ënnen op der Plaz sinn. Ech denken natierlech un éischer Plaz u LuxDev. Ech denken awer och un all déi ONGen, u eis Vertrieeder, déi vum Staat do ënne sinn. A mir hunn de Moment awer do eng ganz Rei Schwierigkeeten, sief dat de

Senegal, sief dat de Mali, sief dat den Niger oder och de Burkina Faso, wou d'lescht Woch erëm e schlëmmt Attentat war, wou jo eng 30 Sécherheitsbeamten ëm d'Liewe koumen.

Vläicht dann och nach e puer Wuert zu den aktuellen Zillänner. Mir begrëissen deen neie PIC mam Laos - de Laos, wou Der och virun drop agaange sidd. Ech mengen, wie selwer eng kéier do war, weess, datt dat e Land ass, wat ganz vill Potenzial huet, wou mer och scho gutt Aktiounen gemaach hunn. Ech denke virun allem un de Bau vun enger Klinik nieft der Haaptstad Vientiane oder net allze wäit ewech vun do. Mee wann een déi géif ewechdenken, d'medezinnesch Versuergung, also da wier déi nach vill méi dramatesch. An dowéinst gesäit een also, wéi wichtig et ass, wann awer esou Infrastrukture realiséiert ginn.

Am Burkina Faso fanne mer et och gutt, datt nach zousätzlech Kreditter an den edukative Beräich investéiert ginn an och an eng nohalteg Bewirtschaftung vun de Bëscher. Déi bescht Relatiounen hu mer natierlech mam Cap Vert, Dir sidd selwer schonn drop agaang. An och dat begrëisse mer dann u sech, datt elo am Fong geholl eis Relatioun mam Cap Vert vläicht nach méi breet gesi gëtt an datt mer do e Pilotprojet wäerte starten, fir eng nei Form vu Partenariat opzebauen. De Moment si jo dräi ONGen um Cap Vert engagéiert. Ech si besonnesch frou, awer och kënnen ze soen, datt eng ONG do engagéiert ass, déi sech „Beetebuerg hëllef“ nennt.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech kommen dann zum drëtte Punkt. Do geet et ëm de Stellwäert vun den ONGen an anereren Acteuren um Niveau vun der Entwécklungszesummenaarbecht. An zwar bleiwen ech der Meinung, datt mir d'Populatioun nach méi sensibiliséiere mussen. D'Fro ass ze stellen: Wëssen d'Leit, datt plus ou moins 1 % vun dem Revenu national brut an d'Entwécklungspolitik investéiert gëtt? Wëssen d'Leit dobaussen, wéi vill de Lëtzebuurger Staat sech wierklech Méi gëtt mat ganz villen Acteuren zesummen, fir, och wann et nëmmen eng kleng Dréps ass, mee eng wichtig Dréps, déi awer eriwuer ze droen a Länner, déi et wierklech néideg hunn?

Ech denken do natierlech virun allem och un déi 91 ONGen, deenen een hei e ganz grouse Merci muss aussprechen. 2020 war natierlech och keen einfach Joer fir si, well se eeben hu missen op eng Rei Egemëttele verzichten, well se eng Rei Aktiounen net konnte maachen. Duerfir hu mer dat och ganz positiv fonnt, datt d'Regierung awer do ganz flexibel war. Ronn 20 % vun der APD gi jo un d'ONGen. Si bréngen ongeféier 16,5 Milliounen Euro selwer op. An trotz - wéi gesot - der Pandemie, och trotz de Minusrecetten, déi de Lëtzebuurger Staat ze verzechnen huet, ass hir Participatioun allerdéngs staatlechersäits nach an d'Luucht gaang, wat mer och nëmme kënnen begrëissen.

Si hunn et natierlech och de Moment vill méi schwéier, sief dat engersäits, well se hei zu Lëtzebuerg e bëssen ageschränkt sinn, anerersäits, well dat natierlech awer och um Terrain selwer ëmmer méi schwierig gëtt. Et dierf ee jo och net vergiessen, datt eng ONG 20 % bis 40 % Egemëtter muss hunn, fir datt e Projet eebe ka kofinanzéiert ginn, wat jo awer trotzdeem schonn e relativ héije Montant ass.

Ech wëll op dëser Plaz och dem Cercle des ONG Merci soen, och fir déi Entrevue, déi mer elo d'lescht Woch hei haten, déi ganz konstruktiv war, an och dat Dokument, wat se eis zur Verfügung gestallt hunn, wat et engem ouni Zweifel - ech maache keen Heel draus -, e bëssen erlaabt huet, sech och méi intensiv op deen Debat hei ze preparéieren.

D'Fro muss awer dann och gestallt ginn, ob een d'ONGen an Zukunft net nach méi misst mat abezéien. Firwat? Ma ech si virun d'Situatioun an deenen eenzelen Zillänner agaang, wat déi politesche Situatioun ubelaangt. Dann ass awer wierklech d'Fro ze stellen: Solle mer net versichen, nach méi Gelder laanscht d'Regierung u sech ze schleien an éischer iwwert de Wee vun ONGen zoukommen ze loossen, well dann awer d'Garantie méi grouss ass, datt déi Gelder och esou investéiert ginn, wéi mir eis et virstellen? Dowéinst muss ee kucken, ob ee seng zukünftige Entwécklungspolitik net nach verstärkt kann iwwert dee Wee maachen. Dat wëllt awer net heeschen, datt mer eis net selbstverständlech nach wie vor solle staark participéieren un deenen internationalen Organisatiounen, déi nach wie vor eng ganz wichtig Roll spillen.

Et ass awer och schued, wann dann a Länner selwer op eemol Decisiounen geholl ginn, déi et den ONGe schwéier maachen! Ech kommen op ee Fall ze schwätzen: Dat ass Indien. Indien huet duerch de Foreign Contribution Regulation Act natierlech do eng Decisioun geholl. Mee dat huet deenen ONGe weigedoen, déi do aktiv sinn! Dat hat als Konsequenz, datt zum Beispill eng Rei Patentschafte fir indesche Kanner elo suppriméiert goufen. Duerfir, Här Minister, ech weess net, gëtt et do net awer eng Méiglechkeet, fir um politesche Plang nach eng kéier ze intervenéieren, fir datt een dat do kann iergendwéi redresséieren?

An deem Kontext wëll ech awer och hiweisen op eng Rei aner wichteg Acteuren. Duerfir sollt hei stellvertretend och d'Caritas genannt ginn. Déi huet 2020 16,7 Milliounen a 64 verschidde Projeten investéiert. D'vunnen gongen 62,6 % an d'Aide humanitaire, ënner anerem a Syrien, Mosambik a Südsudan. Duerfir fannen ech et net méi wéi normal, datt och esou Associatiounen direkt vum Staat substanzuell ënnerstëtzt ginn.

Dann nach en Acteur, dee munchmol e bësse vergiess gëtt, mee deen awer och keng onwichtig Roll ze spillen huet: Dat sinn d'Gemengen. Et gëtt eng ganz Rei Gemengen - dat ass och meritoire -, déi iwwert de Wee vun enger ONG op hirem Territoire ganz vill Aktivitéiten deployéieren, fir och kënnen Fongen ze collectéieren, déi dann eeben och der Entwécklungszesummenaarbecht zeguttkomme sollen. An duerfir kann een och hei nëmmen den Appell maachen an déi Gemengen, déi vläicht bis elo nach e bësse méi retizent waren, datt se sech och do vläicht nach méi sollen engagéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gouf kierzlech an engem Interview gefrot, wat d'Entwécklungspolitik hei zu Lëtzebuerg wier a wéi se dobausse percevéiert géif. Ech hat dat scho kuerz virun erwänt, wéi eeben de Bekanntheitsgrad ass. Jiddefalls ass eppes ganz kloer: Mir sollen dat och haart soen, datt mer eis mat eiser Entwécklungspolitik un der Weltspëtzt beweegen, ouni dat awer elo ze vill duerzestellen.

Mee et muss een awer och soen: D'Entwécklungspolitik huet net iwwerall Frënn, och net hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, et braucht een nëmmen heiansdo en Tour ze maachen duerch d'sozial Medien. Do kommen heiansdo Aussoen, do stinn engem d'Hoer zu Bierg! Mee et soll een net esou naiv sinn a mengen, datt all Frang oder all Euro, deen do investéiert gëtt, wou e muss investéiert ginn, an zwar an deene Länner, déi vill, vill manner hu wéi mir, iwwerall och géif positiv opgeholl ginn.

Ech wëll och op eppes hiweisen, wat e bëssen de Stellewäert ënnersträicht vun der Entwécklungspolitik am Allgemengen, an zwar huet CARE do eng interessant Etüd gemaach. Si hunn 1,2 Milliounen Online-Artikelen analyséiert zwëschen dem 1. Januar an den 30. September 2020, wou se gekuckt hunn, wéi vill Artikelen zréckbehale gi sinn iwwert déi zéng Länner, wou déi gréisste Krisen op der Welt sinn. An zwar gouf am mannsten iwwert de Burundi geschriwwen.

Wat awer interessant ass ze ernimmen, dat ass, datt an där selwechter Zäit iwwert d'Playstation 5 26-mol méi geschriwwen gouf wéi iwwer all déi aner zéng Problemfelder zesummen. Ech mengen, dat seet awer alles aus! Do brauch ee kee weidere Kommentar ze ginn, wou u sech dann den Hauptinteressi, net nëmmen un Niveau vun de Medie läit, mee och op anere Pläng. Bon, dann ass dat eeben esou. Mee ech mengen, de Beweis ass geliiwert, datt mer nach zousätzlech Efforte mussen maachen, fir d'Entwécklungszesummenaarbecht dann awer och nach méi bekannt ze maachen an och virun allem d'Leit nach méi dovun ze iwwerzeegen.

Als Konkusioun jiddefalls kann een zréckbehalen, datt et hei zu Lëtzebuerg ouni Zweifel eis Verpflichtung ass, nach wie vor op deem héijen Niveau déi Entwécklungshëllef ze leeschten. Well dat wëllt jo elo net heeschen, datt et net och hei zu Lëtzebuerg natierlech Leit gëtt, déi Hëllef brauchen. Ech mengen, mir maachen och do mat Sécherheet ganz vill Efforten.

Mee et muss een awer ganz éierlech sinn: Een, dee schon emol an deene Länner war, wou mir en Zilland hunn - oder och doriwwer eraus an anere Länner -, dee weess awer ganz séier ze schätzen, déi zwou Situatiounen mateneen ze vergläichen, a fënn dat ganz séier eraus, datt mir hei éischer paradisesch Zoustänn hunn. An dat soll eis awer, mengen ech, Ulass genuch sinn, fir eis an Zukunft nach méi verstärkt am Interessi vun deene Länner anzusetzen.

Well, wéi gesot, eis kleng Ae sollen heiansdo och emol de Bléck op grouss Problemer werfen, da ginn eis Aen och mat Sécherheet méi grouss. A wann ee bedenkt, datt mir 360-370 Milliounen d'Joer ausginn - leet mech net fest op e puer Milliounen - vun engem Gesamtdepensebudget vun 20-21 Milliarden, da fannen ech et scho bal net derwäert, datt ee sech driwwer ënnerhält, ob et ze vill wär. Éischer ass et net genuch!

Well de Misär op der Welt wär ouni Zweifel manner grouss, wann emol all déi - a mir gehéieren och zu deenen -, déi méi wéi genuch hunn, nach méi bereet wäeren, eppes dobaussen ze deelen. Da géif et warscheinlech op verschidde Plaze vill besser goen.

Jiddefalls an deem Sënn: D'Demokratesch Partei steet hannert der Kooperatiouns- an Entwécklungspolitik vun dëser Regierung, an de Merci geet och un de Minister Franz Fayot, deen elo, mengen ech, schonn de richtigen Trëtt fonnt huet a sech och ganz engagéiert weist. A mir wäerten déi Richtung an deem Sënn och an Zukunft mat ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Graas. An nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Déi meescht vun eis, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kënnen sech nach gutt un 2015 erënneren, wou weltwäit e gewëssenen Optimismus ze verspiere war, nodeems sech kollektiv der Agenda 2030 an den SDGe fir eng nohaltege Entwécklung verschriwwen gouf. An am nämmlechte Joer gouf de Paräisser Klimaaccord adoptéiert, en zweete multilaterale Kraaftakt, deen eis alleguerten impressionéiert huet. Mir woussten, dass et net einfach géif ginn, fir dës Ziler ze erreechen. Mee et konnt een deemools jo och net virausgesinn, dass eng weltwäit Gesondheetskris d'Entwécklung esou op d'Kopp géif geheien, wéi et elo geschitt ass, an dass op ganz ville Plazen déi haart erkämpften Entwécklungsfortschreiter carrement a Fro gestallt géife ginn.

Am Juni dëst Joer hat ech an enger Heur d'actualité d'Fro an de Raum gestallt, wéi eng Effekter d'Covidpandemie dann op d'Kooperatioun hätt. A wéi mer zesummen doriwwer diskutéiert hunn, ass mer am Fong opgefall, dass mer eis op ville Punkten eens waren. Een dovunner war de gemeinsame Constat, dass eist Land schnell, flexibel an onkomplizéiert op déi erschwéierend Ëmstänn vun der Pandemie reagéiert huet an iwwerall do gehollef huet, wou een nëmme konnt. Mir waren eis och eens, dass déi vill negativ Tendenzen, virun allem déi erëm steigend Extreemaarmut, d'Ernährungssecherheet, d'Inegalitéiten, de Bildungsverloscht gekoppelt un déi politesch Onstabilitéit op ganz ville Plaze méi wéi beonrouegend wieren.

Och am Zesammenhang mat de Vaccine stelle mer fest, dass déi grouss Ongerechtheet beim Zougang zu de Vaccinatiounen bestoe bliwwen ass. An dofir begrësse mir éischtens emol déi Ausféierung vum Minister haut, och d'Annonce vum G20, alles drunzesetzen, fir bis Mëtt 2022 70 % vun der Weltpopulatioun ze impfen, woubäi ech awer drun zweifelen, ob mer dat wäerten erreechen.

Och als Lëtzebuerg droe mir wierklech eisen Deel dozou bäi, iwwert de COVAX-Mechanismus zum Beispill um Cap Vert oder mat de Spezialfrigoen vum B Medical fir de Stockage vu Vaccinen zum Beispill am Burkina Faso. A mir deelen d'Meenung vum Minister, dass mer hei wierklech ganz houfreg op eis Leeschtunge kënnen sinn.

Trotz oder grad wéinst Covid war et eis awer bei dësem Debat wichteg, no vir ze kucken an eis Entwécklungszesummenaarbecht op d'Erausfuereung vu muer ze preparéieren an och unzepassen. Dobäi hunn eis natierlech déi Initiativen an och déi Strategien, déi de Minister Fayot op den Assis presentéiert hat an déi en och haut prezisiéiert huet, ganz besonnesch interesséiert. De Minister huet dee Moment de Wee fir eng méi innovativ, eng méi inklusiv an durabel Kooperatioun virgezechent an och Ausblécker ginn, wéi mer an Zukunft nach besser op d'Erausfuereung ronderëm d'Aarmut an d'Inegalitéit an de Klimawandel reagéiere kéinten.

Och no deenen Ausféierung vun haut - an et ass mer am Fong schonn deemools am Juni esou gaangen - krut een den Androck, dass trotz Covid eng ganz grouss Dynamik an der Lëtzebuergger Kooperatiounspolitik besteet. Dat hänkt natierlech domadder zesummen, dass mer flexibel, innovativ a ganz tenace hu misse sinn, fir iwwerhaupt Projeten a Covidzäite kënnen ze realiséieren. Mee trotzdem dierfe mer eis awer näischt virmaachen, well d'Repercussione vun Covid an och vun de Confinementen, déi dodrun hongen a queesch duerch d'Welt hu misse gemaach ginn, waren a sinn nefaste. An déi covidbedéngte wirtschaftlech Repercussioneen a Krisen treffen natierlech déi aarm Länner mëttel- a laangfristeg am allerhärtesten.

Zënter Juni, wou mer eebe konkret iwwert déi do Problemer diskutéiert hunn, huet sech d'Situatioun um Terrain net verbessert, ganz am Géigendeel. International gëtt oft d'Kombinatioun vun de sougenannten dräi „C“en - Conflicts, climate change and Covid - an de Raum gestallt. An déi dräi „C“ bereeden op der ganzer Welt Kappzerbrieches, well dëst och d'Schinn vun der Nohaltegkeet beanträchtegt a well se riskéieren, déi Fortschreiter, déi mer awer op ville Plazen erziilt hunn, erëm réckgäנגeg ze maachen an domat natierlech d'Konditiounen fir eng nohaltege Entwécklungszesummenaarbecht massiv erschwéieren.

Mir sinn net déi Éischt, déi haart soen, dass mer riskéieren, déi berüümt Ziler vun der 2030 Agenda komplett ze verfeelen. Am Global Hunger Index vun 2021, deen en zimmlech beonrouegend Bild a Saachen Honger an Ernährungssecherheet zeechent, analyséieren d'Caroline Delgado an den Dan Smith vum SIPRI, dat ass de Stockholm International Peace Research Institute, den Interface tëscht Konflikt an Honger. Si ënnersträichen, dass gewaltsam Konflikter den Hauptgrond fir den Honger an der Welt bliwwen, wat natierlech dann

duerch de Klimawandel a Covid-19 dramatesch verschlémmert gëtt.

Dobäi kënnt, dass d'Ernährungssystemer a Länner mat ville Konflikter och vu strukturelle Schwächen, engem Mangel u Resilienz an enger grousser Vulnerabilitéit a Krisensituatiounen gekennzeechent sinn. Mir wëssen, dass et ouni Ernährungssecherheet bal onméiglech ass, en nohaltege Fridden ze erreechen. An ouni Fridden ass d'Probabilitéit, de globalen Honger ze iwwerwannen, ganz minimal. En Däiwelskrees deemno! Beispiller gëtt et der genuch. De Sahel, wou Lëtzebuerg op allen Niveaue vu senger 3D-Strategie - dat ass jo d'Entwécklungszesummenaarbecht, zesumme mat der Diplomatie a mat der Defense - aktiv ass, gehéiert leider och an deen Zenario.

Wéi mer schonn d'lescht Woch am Debat iwwert d'Lëtzebuergger Aussepolitik gesinn hunn, besteet an der Sahelzon eng ganz komplex Urgence mat ganz, ganz kriddlegen Dynamiken, déi och eis Partnerlänner ganz staark mat impaktéieren.

D'OCHA, dat ass d'UNO-Agence fir d'Koordinatioun vun humanitäre Froen, huet rezent informéiert, dass d'Zuel vun Incidenten an der Grenzregion tëscht dem Burkina Faso, dem Niger an dem Mali - dat sinn dräi vun eise Partnerlänner - massiv eropgaangen ass. Just e puer Zuelen: Aleng dëst Joer gouf et 292 Incidenten, bei deene 650 Persounen ëm d'Liewe komm sinn, Stand 30. September 2021. A jo, dës Onsecherheet mécht et fir déi politesch Decideuren, awer virun allem fir d'Hëlleforganisatiounen um Terrain vill méi schwéier, fir déi vulnerabel Populatiounen op deene Plazen iwwerhaupt ze erreechen. Dobäi kënnt, dass an deem Raum iwwer 5 Milliounen Mënschen an akuter Ernährungssecherheet liewe mussen. A wann een déi ganz Sahel-Region betruecht, da sinn dat ronn 14 Milliounen Mënschen. 14 Milliounen Mënschen!

D'Sahel-Region ass och eng vun deene Géigenden op der Welt, déi de Klimawandel ganz akut materielle. An do si meng Virriedner och schonn drop agaangen: Méi héich Temperaturen, Dréchtenen, Iwwerschwemmungen, all déi Phenomeener hunn e groussen Impact op de Bien-être vun de Leit an op hir au départ scho ganz fragill Existenzen. Net ze vergiessen: deen enormen Afloss, deen de Klimawandel op d'Agrikultur huet, wat mat dozou bäidréit, dass Liewensgrundlagen zerstéiert ginn.

Déi politesch Instabilitéit, notamment am Mali - fir ee Moment dobäi ze bliwwen -, hëllef natierlech näischt. Virun allem an de rurale Géigenden hält d'Gewalt un an hëlt ganz dramatesch Ausmoossen un. An och d'Interventiounen vun der UNO oder vun der EU hunn et bis elo net fäerdegbruecht, fir do nohaltege Léisungen ze fannen, wat immens schued ass. An och de Friddensaccord bleift zu engem ganz groussen Deel onerfüllt. Ma nawell mussen mir weider dorobber hischaffen, fir um diplomatesche Plang Verbesserung fir d'Leit, déi do liewen, erauszeschloen. Mir hu jo keen anere Choix wéi domadder weiderzefueren.

Mir fannen et op alle Fall als LSAP wichteg, de Mali weiderhin ze ënnerstëtzen, och a grad am Beräich vun der Kooperatioun, a mir sollten dobäi weider op Laangzäitstrategie setzen. Et ass awer kloer, dass d'Politiker an d'Zivilgesellschaft aus deene Länner selwer déi primär Responsabilitéit iwwerhuele mussen, fir hirt Land aus der aktueller Situatioun erauszemanövréieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, trotz deem awer weineg encourageante Bild, dat mer haut vun där Region zeechen, si mir als LSAP der Meenung, dass een net just d'Kris soll gesinn, mee och de Potenzial.

D'Mënschen aus dem Sahel hu ganz grouss Kontributiounen zum kulturellen, architektoneschen an och akadeemesche Weltierwe bäigedroen. Et ass eng Region mat ganz villen natierleche Ressourcen, enger massiver Capacitéit fir erneierbar Energien an immens vill mënschlech Kapital. Dofir mussen mer trotz deene schwierigen Ëmstänn weider alles drusetzen, fir déi nohaltege Entwécklung virunzedeiwen.

Mir stellen also insgesamt fest, wéi komplex déi verschidde Situatiounen sinn a wéi schwéier et op esou Plaze wéi dem Mali ass, fir iwwerhaupt nach Projeten ze lancéieren. Am Myanmar - an et ass elo scho souwuel vum Minister wéi och vu mengen zwee Virriedner hei ugeschwat ginn - si mir, nodeems e Coup d'État duerch d'Militär d'Aarbecht um Terrain onméiglech gemaach huet, just nach iwwert d'Kontributiounen un internationalen Organisatiounen am humanitäre Beräich aktiv an am Kontext vun den Droits de l'homme, wat richtig bedauerlech ass. Am Nicaragua huet opgrond vun der soziopolitamescher Kris d'Decision misse geholl ginn, keng direkt bilateral Kooperatioun mat der Regierung méi oprechtzeerhalen, wat ech richtig fannen, och wann et weiderhin nach Partnerschaften mat lokalen an internationalen ONGen op indirektem Plang gëtt.

Dass trotzdem och a ganz schwierige Kontexter a mat ganz ville Constraints nach Fortschreiter gemaach kënnen ginn, hu mer, mengen ech, dem

Devouement an der Expertis vun de Leit um Terrain ze verdanken. An ech wëll mech do gar de Mercie vum Minister an och vu mengen zwee Virriedner uschleissen un eis Fonctionnaire sur place, u LuxDev, un eis ONGen, un déi vill lokal Mataarbechterinnen a Mataarbechter, Partner, déi alleguer einfach eng formidabel Aarbecht leeschten. Also Respekt alleguerten!

Mee d'Fro stellt sech jo awer och fir si generell: Wéi positionéiere mir eis als Land, wann d'Plaz fir nohaltege Entwécklung ëmmer méi enk gëtt a wann d'Regierung vum eise Partnerlänner weineg oder iwwerhaupt keng Bereitschaft weisen, fir déi Valeure mat eis ze deelen, déi fir eis besonnesch wichteg sinn? Dat ass jo awer eng zentral Fro.

An eisen Ausseminister huet d'lescht Woch am ausepolitischen Debat vun enger Erosioun vun eise Wäerter geschwat. Ech hat mer deen Ausdrock gemierkt. Bon, Meenungsfräiheet, déi sech degradéiert, Fraarechter, déi mat Féiss getréppelt ginn, nei Gesetzer, déi d'Fräiheet an den Handlungsspielraum vun der Société civile an domat och vun den ONGen aschränken - d'lescht ass grouss. Et stellt sech ëmmer nees déi zentral Fro am Zesammenhang mat eisen Engagementer a mat eiser Kooperatiounspolitik am Allgemengen: Kann een eise Partner sinn oder bliwwen, deen eigentlech eis Wäerter iwwerhaupt guer net deelt?

De Cercle des ONG, dee virun zwou Woche bei eis an d'Kommissioun komm war an deen och hei schonn zitéiert ginn ass, ass jo der Meenung, dass eis Regierung dem Droit humain eng nach méi grouss strateegesch Bedeutung soll zoumoossen.

Elo ass et jo esou, dass d'Mënscherechter als eng vun deenen dräi transversale Prioritéiten awer fest am Regierungsplang verankert ginn - ech hu se extra nach eng kéier nogelies - an, genee wéi d'Gläichheet vu Mann a Fra an d'Bekämpfung vun der Klimakris, domadder eng iwwergeuerdent Bedeutung hunn. Dat ass jo awer schonn net näischt! Mir hu jo awer keng 50 Saachen am Regierungsprogramm stoen, déi eng iwwergeuerdent transversal Bedeutung hunn. An dat muss och eise Meenung no grad fir dee Beräich esou sinn. An et ass gutt, dass dat esou ass!

Mee op d'Fro, ob eis dann déi permanent Degradatioun vun de Mënscherechter dovun ofhale soll, an den aarme Länner weider ze hëlfe, hu mir awer och vun Acteuren um Terrain keng affirmativ Äntwert kritt. An dat huet mech och net gewonnert, dass mer keng affirmativ Äntwert kritt hunn, well gefaart gëtt - nämlech mat Recht -, dass sech an deem Fall d'Situatioun vun deene Vulnerabelsten nach weider géif degradéieren. An dat wëlle mer jo awer net! Si sinn als Éischt Victimme vun der politescher Instabilitéit a vun der Degradatioun vun de Mënscherechter an hire Länner, an deem musse mer einfach Rechnung droen.

Fir mech ass a bleibt et vun zentraler Bedeutung, dass mir bei eiser Kooperatiounsaarbecht weiderhin eis Wäerter no baussen droen - dat ass jo evident: Mënscherechter, Rechtsstaatlechkeet, eng gutt Gouvernance, Gläichheet tëscht Mann a Fra. Ech wëll och op dës Plaz dovun profitéieren, fir eise Regierung a besonnesch eise Ausseminister ze felicitéieren, dass mir elo eng éischte kéier Member am UNO-Mënscherechtsrot ginn an domat nach eng besser Visibilitéit wäerte kréien, wa mer eis an Zukunft verstärkt fir d'Droits humains asetzen.

Wa mer vun eise Asaz fir d'Mënscherechter a vu Rechtsstaatlechkeet schwätzen, dann dierfe mer d'Zivilgesellschaft net vergiessen, well hir Stärkung an hire Schutz leien eis als LSAP ganz besonnesch um Häerz. Et si ganz schwéier Zäite fir d'Zivilgesellschaft, wann ëmmer erëm nei Gesetzer kommen, déi hir Meenungs- a Bewegungsfreiheet aschränken, déi si stigmatiséieren amplatz se ze stärken. Op ganz ville Plazen op dës Welt sinn d'Défenseurs des droits de l'homme a Gefor. Déi sozial Acteuren um Terrain oder d'Journaliste si grouse Risiken ausgesat a mat Harcèlement, mat Menacen a mat Gewalt konfrontéiert. Eist Land schafft bei der Realisatioun vu Projeten um Terrain weider aktiv mat der Zivilgesellschaft zesummen.

Als LSAP ënnerstëtze mir och de Minister a senger Bestriewungen, d'Stärkung vun de Rechter vu Fraen a Meedercher virunzedeiwen. De Minister ass haut laang dorobber agaangen. En huet eng Strategie „genre“ ausgeschafft, déi hëllef soll, dëst Element an all eisen Interventiounen anzebauen. En Aktiounsplang wäert dat nach weider prezisiéieren. Mir si ganz interesséiert dorunner.

Mir sinn natierlech och frou, dass d'EU an deem Domän méi aktiv wëllt ginn. Enn 2020 gouf den drëten EU Aktiounsplang fir d'Gläichheet tëscht Mann a Fra an d'Emanzipatioun vu Fraen a Meedercher lancéiert. Et mécht eis awer weiderhi Surgen, dass verschidde EU-Memberstaaten - a mir wëssen alleguerten ëmmer, wéi eng et sinn, well et sinn ëmmer méi oder weineger déi nämmlech - aus ideologesche Grënn Efforten an deem Beräich ëmmer erëm ausbremsen. Dat mécht et awer wierklech schwierig!

Ech sinn ëmmer ganz frou an och ganz houfreg op eist Land, wa mir zu deene gehéieren, déi eng kloer Positioun verrieden an déi entaméiert Projeten an deem Domän weider ënnerstëtzen a souger nach weider ausbauen. Esou eng Virgoensweis ass natierlech net ëmmer evident. Wéi ech dat schonn ënnerstrach hunn, deele vill vun eise Partnerlänner eis Wäerter net ëmmer zu 100 %, mee si hunn deem hir eege Wäerter entgéintzestellen, déi historesch, kulturell gewuess sinn. An et ass eng kriddeleg Saach, fir aneren déi eege Valeuren opzedrängen. An awer ass et fir eis ganz schwéier virstellbar, net op d'Droits de l'homme hinczewierken an ze insistéieren, dat ëmsou méi, well mir fundamental dovun iwwerzeegt sinn, dass et keen nohaltege Fortschritt ka ginn, ouni déi elementar Rechter vun de Populatiounen ze respektéieren.

Et muss een also mat Fangerspëtzegefill un déi Saach erugeen, andeem ee beispillsweis ëmmer erëm ënnersträicht, dass staark Fraen a Meederscher, déi eng Bildung kréien, déi eng Stëmm hunn an hirer Communautéit an alle Beräicher vun der Gesellschaft agebonne sinn, déi e wirtschaftleche Bäitrag kënnen leeschten, e positiven Impakt fir dat ganz Land wäerten hunn.

Eng rezent Etüd vun Oxfam, „Women, Voice and Power“, ënnersträicht op en Neits, dass d'Decisionen, déi méi gläichheetlech a méi inklusiv getraff ginn a lokal verankert sinn, méi direkt a méi laangfristeg Entwécklungsbefrisse fir d'Gesamtpopulation hunn. An dofir begréisst mir och, dass Lëtzebuerg esou Projeten ënnerstëtzt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, insgesamt si mir als Land richteg gutt opgestallt, fir deenen ze hëlfe, déi d'Hëllef an meeschte brauchen. Mir hunn eis 3D-Approche, mir hunn d'Nohaltegekeetsstrategie 2030, mir hunn déi dräi transversal Prioritéiten a mir hunn dräi nei Strategien. Domat kënnen mer net nëmme beschtméiglech schaffen, mee mir kënnen och eise Mataarbechter um Terrain eng beschtméiglech Sécherheet garantéieren.

Dobäi kënt eis humanitär Hëllef, déi an alle Phase vu Konflikter a Krise reagéiert. An et ass och eng gutt Nouvelle, déi eis de Minister haut ginn huet, dass déi Strategie de Begebenheeten ugepasst gëtt an nach méi wäit wäert goen. Dat begréisst mir! An et ass och ganz gutt, dass mir hei net nëmme déi sougenannten High-Profile-Krisen op der Welt am A hunn, mee och déi, déi heiansdo net esou vill Attention kréien an de Medien, mee déi awer gläichermoossen dramatesch sinn.

Mir begréisst och ausdrécklech, dass de Kontrakt fir emergency.lu ausgebaut gëtt. Dat ass en Instrument, dat sech wierklech bewäert huet a Krisensituationen, an et ass eng enorm Plus-value fir déi international Communautéit.

D'lescht Woch war jo dann den UNO-Haut-Commissaire bei eis. Ech muss soen, dat war eng Entrevue, déi mech impressionéiert huet. An déi international Kontexter - dat huet hien och gesot - a Konflikter ginn ëmmer méi komplex a se gi virun allem ëmmer méi politiséiert: Beispill Syrien, Libanon, Sudan. Déi Leeddroend si wéi ëmmer déi Äermst - dat ass och näischt Neits.

A parallell geet d'Zuel vun deenen, déi hir Heemecht verlossen oder, besser gesot, verlosse mussen, massiv an d'Luucht. En huet eis vun deenen enorme Flux-migratoiré geschwat: 6 Milliounen Refugiéen along aus Syrien, 3 Milliounen an der Sahelzone, an d'Klimakris dann nach dobäi - dat ass e katastrophale Mix. An da kommen déi politesch Krisen. Do gëtt ganz oft op militäresch Äntwerte gesat, am plaz diplomatesch ze negociéieren - Beispill Äthiopien, wou ëmmer méi gefaart gëtt, dass de gesamte Staat zesummebrécht, oder Afghanistan, wou de Filippo Grandi d'lescht Woch gesot huet: « Tout est en crise. » Alles! Näischt fonctionéiert méi, vun den öffentleche Finanzen iwwert d'Schoulen, d'Versuergung an de Spideeler bis hin zum Accès zu elementare Sozial- a Gesondheedsdengschter oder der humanitärer Versuergung vun der Populatioun - Katastroph vu vir bis hannen!

Déi zwee sinn natierlech elo keng Partnerlänner vun eis an der Kooperatioun, mee dat kann eis awer net kalleossen, wat do geschitt. A mir droen deem och Rechnung mat Hëllef vun humanitärer Projeten am Verbond mat internationale Partner an Hëlleforganisatiounen.

Et gëtt also enorm Erausforderungen an der Zukunft. Nieft der Bekämpfung vun Inegalitéiten an der Verbesserung vun de Mënscherechter geet et virun allem drëm, eng gréng Transition fäerdegzibréngen, d'Digitaliséierung no vir ze dreihen an nei Finanzéierungsmodeller ze fannen.

Ech kommen ee Moment zum Finanzement, awer net esou vill, well de Minister selwer schonn e puer Explikatiounen an Äntwerten op déi Froe ginn huet, déi ech wollt stellen. Mee deen 1 % Engagement, wou mer ëmmer soen: Majo dann hu mer erëm eisen 1 %!, dat ass awer schonn impressionnant, sollt een awer och trotzdeem soen. An et ass och wichtig, dass mer dat weider maachen. Well grad a

Krisenzäiten ass dee Revenu do eng lieuwenswichteg Source. An et geet einfach net aneschtens. An dobäi ass natierlech d'Fro vun der Iwwerverschuldung e reelle Problem.

De G20 huet zwar eng Rei temporär Mesurë geholl, mee et stellt sech d'Fro, ob se duerginn. Bon, elo reng wat Lëtzebuerg ugeet, sou gi mir als Land Zouschëss a mir probéieren, net zur Verschuldung vun eise Partnerlänner bäizedroen. Mee mir ënnerstëtzen op alle Fall do d'Fuerderung vun Minister, dass mer op EU-Niveau doriwier nodenke missten, zumindest e groussen Deel vun deene Scholde systematesch ze erloossen, virun allem bei eisen afrikanesche Länner.

D'Organisatioun Jubilee Debt Campaign huet ausgerechent, dass Low-Income-Länner bis zu fénnefmol méi Suen ausginn, fir Scholden zrëckzebezele wéi fir Mesurë géint de Klimawandel. Dat muss eis awer ze denke ginn. Am Uganda dreift d'Regierung d'Extraktioun vu fossille Brennstoffe weider un, fir Scholde kënnen ze bezuelen. Dat dierft jo eigentlech net sinn, wa mer d'Klimapolitik wëllen escht huelen. Et wier och gutt, wann dee Sujet op deem Sommet tëscht der EU an der Afrikanescher Unioun 2022 kéint thematiséiert ginn.

Ech wëll eng kleng Reflexioun zu de Remittances maachen. Dat si Suen, déi vu Leit, déi am Ausland wunnen a schaffen, zrëck an hiert Heemechtsland geschéckt ginn. Et ass eng Source, déi heiansdo iwwersi gëtt, déi awer global gesinn déi gréisste Source vun externem Finanzement duerstellt, méi héich wéi d'APD oder d'auslännesch Direktinvestitiounen. Si sinn immens wichteg, well se fir déi aarm Länner zu hirer Resilienz a Krisenzäite bäidroen. Laut Weltbank sinn d'Remittances och während der Kris weider gefloss a just ëm 1 %, 2 % erfogaangen a Covidzäiten. Se sinn awer fir ganz vill vulnerabel Leit eng ganz wichteg Upak, grad an deesen Zäiten.

Et gëtt geschat, dass 2019 iwwer 200 Milliounen vu Migrant Workers un hir 800 Milliounen Familljemembere geschéckt goufen. Domat waren iwwer eng Milliard Leit weltwäit involvéiert an hunn domat e verbesserten Accès zu Gesondheetsservicer, Bildung a Logementer kritt.

Mir finanzéieren esou Projete wéi déi doten - dat kéint een och emol eng Käier hei soen -, zum Beispill iwwer Financing Facility for Remittances. Et ass nämlech esou, dass déi regulatoresch Kaderen an deene Länner, wou déi Suen hifléissen, ganz, ganz ënnerschiddlech sinn an dass et drëm geet, d'Schécke vun deene Remittances ze vereinfachen. Well et muss ee wëssen, dass vill vun deene Beneficiairen einfach keen Accès zu deene generelle formale Finanzservicer hunn an dofir dorobber ugewise sinn, dass si adequat Strukture virfannen, déi hinnen zur Säit stinn.

Et ass wierklech wichteg, Här President, hei nach weider Efforten ze maachen, well doduerch vill Familljen e ganz gudd Batz Sue kéinte spueren. Am Post-Cotonou-Accord ass iwwerengs virgesinn, d'Transaktionskäschten op manner wéi 3 % ze drécken an déi sougenannte Remittance corridors, wou d'Käschte bei iwwer 5 % leien, ganz ofzeschaffen. An dat wier wierklech eng wichteg Saach. An och hei kënnen déi nei Technologien an innovativ Finanzinstrumenter eng wichteg Roll spillen.

E puer Reflexiounen och zum Volet vun den inklusiven an nohaltege Finanzen, zu deem de Minister jo déi nei Strategie developéiert huet, déi mir als LSAP ausdrécklech begréisst, grad well se hëllef, déi marginaliséiert Populatiounen ze ënnerstëtzen, fir hinnen Accès ze ginn zu finanzielle Servicer oder fir hinnen ze erméiglechen, méi einfach u Geldmëttel vu Familljemembere ze kommen. Dat heescht, duerch déi ganz Saach gi mir eng Zort „Enabler“, dat heescht, een, deen eppes méiglech mécht, een, deen eppes méi einfach fir d'Leit mécht. An ech mengen, dat ass och e Grondprinzip vun eis, fir de Leit konkret zur Säit ze stoen an ze hëlfe.

Et ass hei scho vun deene jonke Generatiounen an den Entwécklungslänner geschwat ginn. Effektiv, a ville Länner klëmmt elo schonn den Drock op den Aarbechtsmaart, aleng schonn opgrond vun den demografeschen Entwécklungen an deene bestoenden Inegalitéiten. Mat Hëllef vun inklusiven an innovativen Léisunge gi mir grad deene jonke Leit méi Méiglechkeeten, fir och wirtschaftleche Opportunitéiten ze ergräifen an hir Liewensgrondlagen ze verbesseren.

Iwwerengs géllt och déi nämmelech Remark fir d'Fraen, déi och dacks vum Aarbechtsmaart ausgeschloss ginn. An do denken ech, dass och d'Digitaliséierung, de verbesserten Accès zu digitale Servicer, eng Roll ka spillen, engersäits fir innovativ Léisungen a Saache finanziell Inklusioun ze fannen, awer och anerersäits, fir den Accès zu elementare Servicer ze verbesseren.

Eng kleng Klammer just hei an deem Zesummenhang: En OECD-Rapport zur Digitaliséierung an Afrika huet ënnerstrach, dass d'Covidkris natierlech d'Roll vun der Digitaliséierung gestärkt huet. Ech mengen, dat ass iwwerall de Fall. An och do dréit

dann dozou bäi, dass déi Agenda vun der Afrikanescher Unioun, d'Agenda 2063, besser ëmgesat ka ginn. Mee - mee! -, et gëtt wuel schonn e puer Successstories. Allerdéngs sinn déi Innovatiounen op spezifesche Beräicher limitéiert, an dat muss mer geännert kréien. Well laut OECD sinn et déi digital Innovatiounen, déi wierklech herno den Ënnerschied maache kënnen, ob nei Aarbechtsplaz fir déi Jonk un afrikanesche Kontinent geschaaft ginn oder net. An do kënnen mir eng Hand upaken. Mee do muss awer virun allem d'EU eng ënnerstëtzend Roll spillen.

Doriwwer eraus erwaarde mir eis och aner Méiglechkeeten an der Agrikultur a virun allem fir d'Klengbaueren. Mäi Virriedner ass och schon dorobber agaangen. D'Klengbaueren, d'Klengproduzenten hunn dacks Schwieeregkeeten, fir e gudd Finanzement iwwerhaupt unzezeien. Dobäi kënt nach, dass Investissementer an deem dote Secteur, am Secteur agricole also, laang als ze vill riskéiert ugesi gi sinn. Mee d'Pandemie huet awer gewisen, dass et eigentlech e ganz resiliente Secteur ass an e fundamental wichtige Secteur an dass en duerch aus ënnerstëtzenswäert ass, och, wat déi finanziell Kontributiounen ubelaangt.

Bon, mir sinn do aktiv. Ingesamt hu mir jo e groussen Knowhow a Saache Finanzen, eng Expertis während 20 Joer opgebaut. An dofir wäert dat och fir d'Zukunft vun der Kooperatioun ganz wäertvoll a villversprechend sinn.

Stéchwuert Privatsecteur - och de Minister ass dorobber agaangen -: De Privatsecteur muss net nëmme eng wichteg Roll spillen, mee ouni d'Participatioun vum Privatsecteur ass et utopesch, fir d'Ziler, d'Nohaltegekeetsziler 2030 iwwerhaupt ze erreechen. An dofir ass et wichteg, eng nach méi staark Interface tëscht öffentlechen a privaten Acteuren opzebauen.

Kommt mir vergiessen net, dass déi zwou Säiten oft eng ganz aner Sprooch schwätzen, sech heiansdo net esou rapprochéieren, wéi et misst sinn. Mee et gëtt awer entre-temps ëmmer méi Beispiller, déi weisen, dass béid Säiten eppes dovunner kënnen droen an dovunner kënnen profitéieren. Ech denken zum Beispill u Business Partnership Facility, e flotte Projet, dee genee an déi Richtung geet.

Här President, ech war virdu schonn drop agaangen, wéi de Klimawandel d'Entwécklungsfortschritt ënnergruewe kann an dass déi vulnerabelst Länner am mannste Spillraum hunn, fir eng adaptéiert Klimapolitik ze maachen.

Dofir si mir ganz frou, dass och ein Europa mat där Team-Europe-Approche ganz aktiv dru geschaff gëtt, dass d'Relance nom Covid eng gréng an durable Relance gëtt. An dofir begréisst mir natierlech och d'Strategie, déi do developéiert gëtt, well se einfach konkret Weeër opweist, wéi mir méi effikass agéiere kënnen. Bon, d'Cop26, iwwert déi hei scho geschwat ginn ass, huet net déi Ziler erreecht, déi se sech gesat hat. An och wann eng Rei vun Ziler elo 2023 oder 2024 sollen erreecht ginn, virun allem an Zesummenhang mat de Kontributiounen fir d'Entwécklungslänner, sou ënnergrueft dat natierlech d'Vetraue vun den Entwécklungslänner, déi op déi Fongen, déi se versprach kritt haten, staark ugewise sinn.

Mir sinn op alle Fall der Meinung, dass mer als international Gemeinschaft en nach méi groussen Effort mussen maachen, fir eis Ambitiounen ze erreechen, a begréisst dofir, dass Lëtzebuerg mam richtege Beispill virgeet. De Minister huet eng Rei vun Zuele rappelléiert. Vun 2021 bis 2025 ginn 200 Milliounen zur Verfügung gestallt. De Premier huet och annoncéiert, dass d'Kontributiounen fir d'nächst Joer ëm 50 % erhéicht sinn. Dat ass alles dat richteg Signal a virun allem e Signal, ouni dat et net geet.

E Wuert nach zum Suivi vun de Projeten an der Lëtzeburger Kooperatioun: Mir wëllen op där enger Säit aus eisen Erfahrung léieren a méi effikass kënnen schaffen, zum zweeten awer muss mer och Rechenschaft ofleeë vis-à-vis vun de Steierzueler, vis-à-vis vun involvéierten Acteuren. Dat muss mer och maachen. An dofir sinn ech ganz frou, dass mer eis ëmmer méi professionaliséieren, souwuel fir d'Evaluatiounen ze maachen oder gemaach ze kréien - dat si jo neutral Gremien, déi dat maachen -, oder och fir déi Midterm-Reviews ze maachen, Tëschebilanen ze zéien, souwuel wat d'Projete selwer wéi och wat d'Finanzinstrumenter ueget. Dat ass wierklech ganz, ganz wichteg. A gutt war och déi Nouvelle, dass mer fir den internen an externe Reporting elo déi digital Servicer perfektionéiert hunn. Ech mengen, dat ass och e Stéck Professionalismus, an dat krute mer jo och vun der OECD temoignéiert, dass mer do ganz vill vun deene Recommendationen, déi mer 2017 mat op de Wee kritt haten, schon ëmgesat hunn.

Nach e Wuert zu der multilateraler Kooperatioun - och dat war hei scho gesot ginn -: Iwwer 88 % vun eiser Aide, déi an déi multilateral Kooperatioun fléisst, déi gutt 30 % vun der Gesamt-APD ausmécht, ass eng Aide non affectée, wou mir a plu-

riannuel a flexibel Projeten investéieren iwwer international Partner, sief dat d'OMS oder ONUSIDA. An do wier ech awer och interesséiert, mee d'Fro war schonn an de Raum gestallt ginn, ob de Minister hei d'Kritik novollzéie kann, dass ee bei där multilateraler Kooperatioun nach méi transparent kéint virgoen oder nach e bessere Suivi kéint maachen, oder ob et wouer ass, dass hei net genee gewousst ass, wou eis Aiden am Endeffekt agesat ginn.

Bon, ech ka mech erënneren aus menger Zäit am Gesondheetsministère, dass mer do ganz enk mat der Sécurité sociale mat internationale Gesondheetsacteurs zesummegegheft hunn an dass dat ganz, ganz seriö ass. Mee ech wëll awer trotzdeem d'Fro hei an de Raum stellen, well mer se mat op de Wee krute vum Cercle des ONG.

Eent vun de leschte Stéchwierder: d'Kohärenz vun eise Politicken. Wat ass entscheidend, fir dass mer déi richteg Beneficiairen och cibléiere kënnen an zesummen eppes erreeche kënnen? Mir wëlle jo, dass eis Partner d'Moyene kréien an d'Méiglechkeete kréien, fir sech nohaltege ze entwéckelen an hiert Schicksal selwer och an de Grapp ze huelen. Ëmsou méi wichteg ass et sécherzestellen, dass mir d'Fortschritt an der Kooperatioun net duerch aner Politicken erëm ënnergruewen oder eis eegen Aktiounen blockéieren. Dat wier natierlech eng Katastroph. An dofir ass d'Cohérence des politiques och esou wichtig an esou noutwendig.

Mir ginn an deem internationalen Center for Global Development op d'Plaz 14 vu 40 Länner gesat. Dat ass jo awer net schlecht, géif ech emol esou soen. Bon, dat muss een ëmmer mat Virsicht genossen, well do bei den Indexen ënnerschiddlech Methodologien benotzt ginn. Mee se sinn awer ganz gutt, well se eis och inspiréieren, fir eis nach weider ze verbesseren. An do gëtt et nach Verbesserungsmeiglechkeeten, zum Beispill am Beräich vun der Ëmweltpolitik, Zäregasemissiounen, oder Screening vun de Kapitalstréim op der Finanzplaz oder och eis Luxembourg Sustainable Finance Strategy, déi nach weider verfeinert ka ginn, an do hunn och eng Rei ONGen drop higewisen.

E weidert Uleies ass och - an dat kann ech ganz kuerz maachen, well meng zwee Virriedner dorop agaange sinn - déi Saach vum Liwwerkettegesetz, wou mer mussen wierklech weiderkommen. Et wier natierlech immens, wa mer op europäeschem Niveau schnellstméiglech eng Propos fir eng eenheetlech Approche géife kréien. Mir kruten do jo erëm Ukënnegunge gemaach, dass et elo ganz schnell soll weidergoen, mee egal wéi sollte mir awer Diskussiounen ronderëm déi verschiddenen Aspekter vun engem zukünftege Gesetz hei zu Lëtzebuerg aktiv féieren, ganz gären zesumme mat der Zivilgesellschaft. Dat betrëfft souwuel den Applikationskader vum Gesetz wéi och d'Fro, wéi eng Entrepreneurs da genee cibléiert sinn, wéi eng Verpflichtungen si sollen hunn a wéi eng Rechter si mussen kréien, well dat gehéiert jo och derzou.

Mir hunn iwwerengs zu Lëtzebuerg eng Etüd vun der Uni.lu virleien, déi des Froe ganz detailléiert analyséiert. A mir kënnen jo och op d'Erfahrungswäerter vun anere Länner, déi e Gesetz zum Devoir de vigilance hunn, zrëckgräifen, wat natierlech och ëmmer ganz wichteg ass.

Här President, ech wëllt dann zum Ofschluss kommen an nach eemol betounen, dass mir zu Lëtzebuerg institutionell gutt opgestallt sinn, fir d'Cohérence des politiques tëscht de verschiddene Ministèren an de verschiddenen Acteurs beschtméiglech ze assuréieren. An deem Zesummenhang begréisst mir och de gemeinsame Projet vun eiser Regierung a vun der OECD „Strengthening existing institutional mechanisms and capacities for policy coherence in Luxembourg“, dee vu Métt 2020 bis 2022 lafe soll. Dat fanne mir richteg gutt, well insgesamt sollte mir eis Efforten, déi awer impressionnant sinn, net klengrieden. An nawell muss mer eis ëmmer erëm bewosst sinn, dass mer grad als klengt Land nëmme mat engem kollektiven Effort zu fundamentalen Ännerunge weltwäit bäidroe kënnen.

Fir e groussen Impakt ze hunn, muss ee sech eeben zesummeendoen. Sou ass et nun eemol. Dobäi wëllt ech nach eemol ënnersträichen, dass d'EU als historesche Player, dee se jo awer ass, an och als ee vun de ganz groussen Donateuren, souwuel bei der APD wéi och am Beräich vun der humanitärer Hëllef, weiderhin eng zentral Roll spille muss. Mat hirer Team-Europe-Approche, déi fir d'éischt an der Covidkris agesat gouf an elo weiderentwéckelt gëtt, an iwwert déi vill Initiativen, déi do drunhänken, déi ënnert dee Label falen, kënnen mer wierklech eng nohaltege Reprise weltwäit erméiglechen an och d'Impakter vun eise Politicke verstärken. An et ass jo dat, wat mer gären hätten a wourunner mer schaffen. A genee wéi mer dat fir eis national Politik fuerderen a maachen, muss och de Suivi vun der Team-Europe-Approche gemaach ginn. Dobäi spillen alt erëm, wéi sollt et anescht sinn, d'Prinzipien vun der Effikassitéit, vun der Transparenz a vun der Participatioun vun der Zivilgesellschaft déi essentiell an zentral Roll. A well eeben d'Team-Europe-Approche nach esou nei ass, besteet nach ganz vill

Raum fir konstruktiv Virschléi a Verbesserungen, an déi sollte mir och als Lëtzebuerger weider maachen.

Op alle Fall si mir als LSAP net dergéint, dass d'APD op ganz vill an nei Objektivier hiwierke kann, mee fir eis muss se weiderhin als Alleréisch dofir do sinn, fir d'Aarmut an d'Inegalitéiten ze bekämpfen. Oder anescht gesot, an dat soll meng allerlescht Remark sinn, och wa mir nei Weeër sichen an eis Strategien upassen a weiderentwéckelen, sou därefer mir eist Hauptzil net aus den Ae verléieren: d'Bekämpfung vun der extremer Aarmut an eng nohalteg Entwécklung fir eis a fir eis Partnerlänner. An déi Schicksalsgemeinschaft dierf keen duerchbriechen. An dat muss och an den nächste Joren eise Kompass bleiwen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Mutsch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Villmoos merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Situatioun weltwäit mécht eis ëmmer méi Sueren: ëmmer méi schwéier Konflikter, ëmmer méi Aarmut an Honger, e Klimawandel, dee méttlerweil mat voller Wucht zouschléit a grad déi äermste Länner am stärksten impaktéiert, an dann eng weltwäit Pandemie, déi méttlerweil 20 Méint andauert an déi och e ganz groussen Impakt op d'Entwécklungslänner hat an och nach ëmmer huet. An dëst huet noutgedrongen och Repercussiouen op d'Kooperatioun an huet eis Partner an eis an eise Striewen no enger fair opgestallter internationaler Gemeinschaft staark no hanne geheit.

D'UN Sustainable Development Goals hate sech zum Zil gesat, den Honger weltwäit bis 2030 ze eliminéieren. A mir sinn absolut net ënnerwee, dat Zil ze erreechen. Au contraire, d'Zuele klamme rasant mat Estimatiounen, déi soen, dass mer am Joer 2030 méi wéi 840 Milliounen Mënschen op der Äerd wäerten hunn, déi ënnerernäert wäerte sinn.

Laut dem World Food Programme leiden iwwer 135 Milliounen Mënschen un akutem Honger, wat gréissendeels op arméiert Konflikter an de Klimawandel zrëckzeféieren ass, mee eeben elo och duerch dës Pandemie nach schlëmmer ginn ass.

Geschat sinn eng zousätzlech 130 Milliounen Leit duerch Covid a Gefor, un akutem Honger ze leiden. Laut de Vereenten Natiounen sinn aktuell zirka 235 Milliounen Leit, also eng Persoun op 33, op humanitär Hëllef ugewisen. Dat ass par rapport zu den Estimatiounen fir 2020 eng Augmentatioun vu 40 % a quasi eng Verdräifachung am Verglach mam Joer 2014.

D'Unzuel vun de Leit, déi vun hirem Doheem hu misse flüchten, huet sech zënter 2010 och verduebelt. An aus engem Bericht vun der Europäescher Unioun geet ervir, dass humanitär Krise méttlerweil an der Moyenne méi wéi néng Joer daueren.

Ganz rezent ass elo nieft Äthiopien nach eng weider humanitär Kris derbäikomm, nämlech déi am Afghanistan, wou Milliounen Leit op humanitär Hëllef ugewisen sinn, dat an engem ganz fragile Kontext, an deem et ganz, ganz schwéier ass, ze schaffen an Hëllef ze organiséieren. An eleng dës Tatsaache stellen e considerablen Challenge fir d'Weltgemeinschaft duer. An d'Resultat dovun ass, dass ze vill Krise quasi guer keng Opmierksamkeet méi kréien.

Leider ass et och esou, dass d'Geeberlänner de Besoinen hannendrunlafen, wann et ëm d'Finanzéierung vun der Aide humanitaire geet: Iwwer 17,5 Milliarden Euro géifen esou feelen. Dat wier laut de Vereenten Natiounen iwwer d'Hallschent vun deem, wat wierklech gebraucht géif ginn. An d'Tatsaach, dass wéinst Covid verschidde Geeberlänner hir Kontributioun elo nach erofgesat hunn, hëlleft natierlech och net, fir dee Gap méi kleng ze maachen. An dofir wollt ech hei och ganz besonnesch ervirhiewen, dass mir eis Kontributiounen an deem Beräich awer substanzuell eropgeschräuft hunn. Ech fannen dat e ganz, ganz gudder Message.

ler ech elo op Lëtzebuerg an déi lëtzebuergesch Kooperatiounspolitik ze schwätze kommen, wéilt ech awer och kuerz den europäesche Volet uräisen, well och hei géllt, an dat ass och schon ugeschat ginn: Zesumme si mer méi staark. D'Unioun zesumme mat hire Memberstaaten ass de weltwäit gréissten Donateur vun Aide humanitaire mat engem Undeel vun ëm déi 36 %.

An enger Welt, déi ëmmer méi vu Konflikter gepräagt gëtt, huet d'EU als Wäertgemeinschaft wierklech all Interêt drun, sech als staarken Acteur ze positionéieren. An natierlech geet et elo net drëm, wéi esou oft an der EU-Politik, um Niveau vun klengste gemeinsamen Nenner ze fonctionéieren. Dat wier wierklech net am Sënn vun eiser Kooperatiounspolitik, besonnesch well mer och wëssen, dass och innerhalb vun der Europäescher Unioun enorm Ecarte sinn an e Groussdeel vun den

humanitäre Finanzementer vun awer just enger Handvoll Länner assuréiert gëtt. Natierlech sollen déi Memberlänner, déi mam gudden Beispill virginn, weiderhin hir Efforte ganz héichhalen.

Elo steet awer um Niveau vun der Europäescher Unioun d'Iwwerleeung am Raum, dass d'EU sech déi néideg Tools sollt gi fir sécherstellen, dass an der Urgence Hëllef ka schnell an effikass ugebuede ginn, do, wou eventuell Lacunne sinn. An deem Sënn wéll d'EU sech Capacitéite ginn um Niveau vun der humanitärer Interventioun, fir eeben esou Lacunnen ze fëllen a schnell Hëllef unzëbiden, dëst complémentaire zum Mécanisme de protection civile vun der Europäescher Unioun.

Bon, ech muss lech soen, ech hunn dat elo eréischt kierzlech esou gelies. Ech hat dat virun net um Schierm. Es dofir wollt ech nofroen, wat et domadder genau op sech huet. Wéi sti mir zu esou enger europäescher Struktur oder Capacitéit? Well u sech ass et jo absolutt begréissenswäert, esou eng Hëllefstellung wëllen, kënnen unzëbiden. Op där anerer Säit mengen ech awer och, dass dat dann en zousätzlech Déppen ass, wat warscheinlech muss gefiddert ginn. An dat kéint eventuell dann awer op Käschte vun anere multilateralen Organisatiounen goen. An dofir wollt ech wëssen, ob et do scho konkret Iwwerleeungen dozou gëtt, besonnesch eebe wat den Aspekt vun der Zesummenaarbecht oder der Complementaritéit vun den internationale Strukturen ubelaangt. Voilà!

An da wollt ech och nach eng Kéier kuerz op d'Team Europe ze schwätze kommen. D'Team Europe ass am Kader vun der europäescher Äntwert op d'Covidkris an d'Liewe geruff ginn a besteet aus der Europäescher Unioun, de Memberstaaten, der Europäescher Investitiounsbank an der europäescher Bank fir de Wiederaufbau an d'Entwécklung. Et handelt sech hei ëm e Prozess, deen op ass fir all d'Memberstaaten, fir sech Projeten unzeschleissen. An esou gëtt sech och virgestallt, dass EU-Missiounen oder -Aktivitéite kënnen als Team Europe souzeseen esou gebrandet ginn an erkennbar sinn als Zeeche vu Solidaritéit a Partnerschaft.

Elo ass déi Demarche relativ nei a wäert wuel ..., ech denken, dass et nach wäert e bësselchen daueren, bis dass se sech richtig etabléiert huet a bis déi Struktur sech selwer fonnt huet. Ech muss och éierlech soen, dass ech nach net esou richtig konnt erauslesen aus deene ganze Schemaen, wou se sech am institutionelle Gefüge do erëmfënnt. Mee bon, ech hunn awer elo gelies, dass am Kader vun der Initiative Team Europe schon Done vu Material konnte realiséiert ginn. Also ginn ech dovun aus, dass dës Initiative elo schon, obwuel et se eréischt kuerz gëtt, grouss Friichten dréit an dass dat eng Partnerschaft ass, déi sech nach wäert kënnen ausbauen an op déi mer och an Zukunft kënnen zrëckgräifen.

An ëmmerhi schéng sech do och schon éischt gréisser Erfolgsgeschichte weisen ze loosse, mat elo rezent engem Accord vun Team Europe mam Senegal fir eng Produktionsstell fir Covid-19-Impfstoffe ze produzéieren. An och do hunn ech elo net direkt erausfonnt, wéi een Impfstoff do wäert hiergestallt ginn an ob dat ënner Lizenz leeft oder ob do kënnen Generika produzéiert ginn, mee ech mengen, d'Initiative ass awer egal wéi wichtig, vu dass bis Enn 2022 eng 25 Milliounen Impfdosen de Mount do solle kënnen produzéiert ginn.

Domadder ass e Schratt gemaach hin zu enger méi grousser Onofhängegkeet vun Importer vun Impfstoffen. An et gouf ugekënnegt vun der Europäescher Unioun, dass dat hei elo wierklech just en éischte Schratt wier vun enger méi breeder Initiative, fir och Medikamenter an Impfungen a verschidde afrikanesche Länner kënnen produzéieren ze loosse, dat zesumme mat der Annonce, dass BioNTech a Moderna och gedanken, grouss Produktionsstätten an Afrika opzerrichten. Dat sinn u sech ganz gudder Nouvelen, déi allerdéngs relativ laang op sech waarde gelooss hunn.

Nach stellt sech herno awer effektiv och d'Fro vun der Bezuelbarkeet vun deene Medikamenter an deenen Impfungen. Et ass eng net esou schlecht Nouvelle, dass elo ganz rezent och d'Pharmakonzerner Merck a Pfizer eeben ugekënnegt hunn, dass se hirt Covidmedikament, wat wuel relativ effikass ass, fir Hospitalisatiounen an Doud ze verhënneren, dass se den Accord ginn hunn, dass dat Medikament och hir Medikamenter als Generika kënnen a méi aarme Länner op de Marché kommen. Mee dat ersetzt natierlech nach ëmmer net de Besoin, fir och Impfstoffe kënnen méi gënscht als Generika ze produzéieren an ze verkaufen, well Preventioun ass awer nach ëmmer de wichtigste Pfeiler, fir aus dëser Pandemie erauszekommen. Mee do konnt bis elo och leider, leider nach keen Accord fonnt ginn.

Parallel dozou a well dat alles awer net grad esou schnell geet wéi et misst, fir der Saach, fir dem Problem kënnen nozekommen, ass de COVAX-Programm natierlech onentbierlech. Leider sinn och hei d'Ziler an den Timing net esou ganz erreecht gi

mat bis elo ëm déi 500 Milliounen Impfdosen, déi iwwert dee Mechanismus konnte verdeelt ginn. Zil war et awer, bis zum Enn vun dësem Joer 2 Milliarden Dose kënnen auszeliwweren. Elo, esou heescht et emol, kéint dat Zil eréischt um Enn vum éischten Trimester 2022 erreecht ginn.

Bon, wat d'Kontributiounen vu Lëtzebuerg an de COVAX-Mechanismus ubelaangt, sou kann ee soen, dass mir eis mat engem ganz ambitionéierten Engagement bedeelegt hunn. An ech begréisse wierklech Är Ukënnegung vun d'éinescht, Här Minister, dass mer déi Kontributiounen elo op 4 Milliounen Dosen eropgeschräuft hunn. Dat ass wierklech e ganz positive Message.

An et si jo och eng 56.000 zousätzlech Dosen aus eise Stock direkt un de Cap Vert transferéiert ginn. An net ze vergiessen, dass och medezinescht Material wéi Frigoe fir de Stockage vun Impfstoff zur Verfügung gestallt ginn ass. An deem Kader krute mer jo och ganz rezent d'Informatioun, dass medezinesch Frigoen, déi zu Lëtzebuerg produzéiert gi sinn, sech mat engem A400M aus eiser gemeinsamer Flott op de Wee an de Burkina Faso gemaach hunn, wat, ganz um Rand gesot, awer och wierklech e flott Beispill dofir ass, wéi Defense a Kooperatioun Hand an Hand schaffen a schéi Synergie schafe kënnen.

(**Mme Djuna Bernard prend la présidence.**)

Nieft der Covidkris steet natierlech och déi aner ganz grouss Kris am Fokus, dat ass d'Klimakris. Fir e puer Zuelen ze nennen, déi ech an enger Grafik vun United Nations Office for Disaster Risk Reduction fonnt hunn: Wou tëscht 1980 an 1999 nach vun 1.389 groussen Iwwerschwemmunge rieds war, schwätze mer am Zäitraum 2000 bis 2019 vun 3.254 Iwwerschwemmungen. An änlech Entwécklung gesäit ee bei ganz aneren Naturphänomeneener. Sou sti bei de Stierm der Zuel vun 1.457 Stierm elo fir déi nächst Zäitperiod 2.043 Stierm géigeniwwer. Dat selwecht géllt bei den extreme Hëtzwellen: Déi Zuel klëmmt vun 130 op 432. Dréchten: vun 263 op 338. An dës Katastrophe sinn d'Länner aus dem globale Süde besonnesch staark ausgesat, wëssend dass si vill manner d'Méiglechkeet hunn, Klimaadaptatiounen ze finanzéieren.

Bon, d'COP26 ass grad eriwuer an de Sujet vun Impakt vun der Klimakris ganz besonnesch op d'Entwécklungslänner huet d'Diskussiounen op dëser COP dominéiert. Vläch kann een och um Rand notéieren, dass et fir vill Länner aus dem globale Süden awer relativ schwierig war, iwwerhaapt mat enger Delegation op d'COP ze kommen, ganz einfach, well se net alleguernte konnte rechtzäitig geimpft ginn. Et sinn zwar effektiv grouss Efforte gemaach ginn, fir dass si konnte vertruede sinn, mee hir zivillgesellschaftlech Organisatiounen ware leider zu engem groussen Deel do net representéiert.

Jiddefalls sinn dës Länner, déi selwer kaum eppes zu der Klimakris bäigedroen hunn, mam groussen Wunsch op d'COP komm, vun de räiche Länner Zougständnisser ze kréien, fir hinnen ze hëllef, fir dee Schued opzekommen. Länner wéi Kenia hu ganz dätlich gemaach, dass bei hinnen iwwer 2 Milliounen Leit virum Hongerdoud sti wéinst dem Klimawandel. Aner kleng Inselstaate gesinn hiert Schicksal besigelt, wann d'Mieresspiegel weider klammen. An eigentlech war jo d'Zil gesat ginn, 100 Milliarden US-Dollar järelech zesummenzëckreie fir Klimafinanzéierungsmesuren, déi et eeben deene vulnerabelste Länner sollen erlaben, déi Klimaadaptatiounsmesuren ze finanzéieren. A Lëtzebuerg sengersäits ass sengen Obligatiounen do exemplaresch nokomm. Och dat ass ze begréissen. Eis Kontributiounen zu deene Klimafinanzéierungsmesurë kommen aus dem Klimafong. Deen huet elo dës Summer och eng nei Strategie krit. An där Strategie gouf kloer ageschriwwen, dass eis Kontributiounen zur Hallschent fir CO₂-Reduktiounsmesurë solle reservéiert ginn, an déi aner Hallschent fir Upassungsmesuren.

Lëtzebuerg huet esou festgehalten, dass fir den Zäitraum 2021 bis 2025 200 Milliounen Euro virgesi sinn. A wann all Land sech op deem Niveau engagéiert hätt, da wier d'Zuel vun den 100 Milliarden järelech erreecht ginn. Leider konnt deen Niveau un Ambitiounen zu Glasgow elo net erreecht ginn, wat wierklech enttäuschend ass. Mee elo geet et dann drëm, bis zur nächster COP déi néideg Efforten ze regruppéieren, fir dass spéitstens 2022 déi néideg Commitments kënnen gemaach ginn, dass déi entwéckelt Länner hirem Verspriechechen och tatsächlech nokommen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Wichtig ass hei ze widderhuelen, dass et sech bei deenen 200 Milliounen Euro ëm Gelder handelt, déi zousätzlech zu eiser classescher Kooperatioun dobäikommen, déi also net an deem 1 % vun PIB fir d'Entwécklungshëllef matagerechent sinn. An dat ass e Punkt, deen eis immens wichtig ass ervirzestrichen.

Wichtig ass dann awer och, drop ze pochen, an dat gëtt och exemplaresch gemaach, dass déi Koordinatioun tëscht dem Ëmweltministère an där enger Säit an der Kooperatioun op där anerer Säit einwandfrei fonctionéiert, fir dass d'Kohärenz vun de Programmer an eise Partnerlänner garantéiert ass.

Esou gëtt zum Beispill de Volet Sustainable Finance oder och de Volet Inklusioun vun de Frae geneesou an d'Strategie vun Environnement integréiert, wéi dat an der classescher Kooperatioun de Fall ass a wéi dat elo och an deenen dräi neie Strategien vun der Kooperatioun ausgeschafft ginn ass.

An ëmgedréit ass et awer och esou, dass de Volet Klima an Ëmwelt och ëmmer méi an d'Projete vun der Kooperatioun afléisst. Als Beispill kann een hei vläch de Cap Vert nennen, wou tëscht dem Environnement an der Kooperatioun wierklech ganz gudder Hand an Hand geschafft gëtt, fir erneierbar Energien ze férdere, zum Beispill eibe Sonnenenergie, fir Waasser ze pompelen, Educatioun fir Solarinstallatiounen ze maachen, hinne bei hirer Klimastrategie ze hëllef an esou weider. An do gëtt d'Hëllef iwwert de Klimafong ganz an d'Kohärenz gesat vun der Aarbecht, déi scho vun der Kooperatioun um Terrain geleescht gëtt. An esou kënnen d'Synergien natierlech och maximéiert ginn.

An do war ech och ganz frou ze héieren an deem Kader, dass dës „Approche pays“, wéi Dir se genannt hutt, elo och op de Burkina Faso ausgeweit gëtt, wou den Ëmweltministère dann och elo am neie PIC wäert matmaachen.

A wa mer da bei den dräi neie Strategien sinn, déi jo dëst Joer op den Assises de la coopération presentéiert gi sinn. Do ware mer an der Heure d'actualité, déi d'Madamm Mutsch virum Summer schonn ugefrot hat, scho relativ vill drop agang; dofir kann ech dat haut e bësselche méi kuerz halen. Ech wéilt just nach eemol widderhuelen, dass mer déi Approche wierklech begréissen. Hei si mer ganz en ligne mat eise Wunsch no enger beschtméiglecher Kohärenz vun de Politicken a mir gi ganz geziilt an innovativ ressortiwwergräifend nei Synergie sichen. An dat ass gudder esou. Well natierlech ass et essentiel, dass mer all déi Erausforderungen vun Klima, der Biodiversitéit, der Fruchtbarkeet vun de Biedem, dem Bien-être, der Aarmut, der Ongläicheit, der Geschlechtergläichstellung als interkonnektéiert ugesinn.

Nëmme mat enger ressortiwwergräifender Approche kréie mer et och als klengt Land hin, eis Efforten ze bündelen an dës wichtig Erausforderungen zesumme mat eise Partner unzeseen. An net just ressortiwwergräifend, et gëtt och méi e grouse Fokus op d'Zesummenaarbecht mam Privatsektor geluecht, wat enorm wichtig ass, well den Challenge, deem mer géigeniwwerstinn, deen ass eleng iwwert déi öffentlech Hand net méi ze stäipen.

Während den Assises war zu deenen dräi Strategien gesot ginn, dass déi géifen duerch esou Genre Plans d'action komplettéiert ginn. An ech hat gemengt ze verstoen, dass dat e relativ minutiéisen Exercice wier, fir déi Plans d'action opzestellen. An dofir wollt ech froen, Här Minister, ob déi schon elaboréiert gi sinn, ob déi schon um Pabeier sinn an awéieren bei der Elaboratioun heivunner eventuell och scho konnt op d'Expertisen vun ënner aneren de Representanten aus den ONGen zrëckgegraff ginn.

Fir op d'Aarbecht um Terrain an eise Partnerlänner ze schwätzen ze kommen, do musse mer forcement de Constat maachen, dass Covid eis staark zrëckgehait huet. D'Projete sinn eng Zäit zum Stëllstand komm, den Echange ass natierlech erschwéiert ginn an a ville Beräicher ass d'Normalitéit nach ëmmer net ganz zrëckkomm.

Fir eis Partnerlänner bedeit dat, dass si zum Deel nach Jore wäerte brauchen, fir erëm op dee Punkt zrëckzekommen, op dee se sech eigentlech virun der Kris scho ropgeschafft haten. A mir haten d'lescht Joer an der Kooperatiounsdebat schonns doriwwer geschwat, allerdéngs war d'Situatioun dunn nach komplett oniwiersichtlech. Dofir wollt ech nofroen, ob mer elo entre-temps wierklech ..., also wéi kloer mer déi ganz Projete gesinn, wat fir en Impakt d'Pandemie op d'Executioun vun deene grouse Projeten en cours hat a besonnesch, wat dat och Stand haut fir de Finanzement vun deene Projete bedeit. Bedeit dat och vläch, dass deen een oder deen anere PIC misst verlängert ginn, well et do ze Retarde komm ass?

Voilà. A wa mer elo de Budget vun 2021 kucke fir dëst Joer, sou stelle mer fest, dass eis ONGen e bësselche méi Gelder accordéiert krit hunn. Dat selwecht géllt fir LuxDev. Lëtzebuerg ass domadder eent vun deene weinege Länner, wann net esouguer dat eenzeg, wat effektiv seng ONGen nach gestärkt huet an dëser Kris. Par contre war de Budget fir déi multilateral Organisatiounen liicht erofgangan, also laut den initiale Prognosen. An déi Zuelen, déi beroue jo op de budgetäre Provisiounen, déi fir Lëtzebuerg gemaach gi waren. An do hätt ech am Fong och nach eng Verständnisfro

dozou, well vu dass d'Previsioun covidbedéngt méi schlecht waren an dës awer elo am Laf vum Joer vum Statec no uewe revidéiert gi sinn, wollt ech froen, wéi dat sech genau an der Praxis iwwer setzt, kuerzfristeg oder mëttelfristeg, op de Budget, den der Kooperatioun zur Verfügung steet.

Dir hutt jo och widderholl, dat ass eng gutt Saach: Mir bleiwe beim Konsens vun deem 1 % vum PIB, dee soll an d'Kooperatioun fléissen. Mee dat géif jo da bedeiten, ab deem Moment, wou d'Previsiounen am Laf vum Joer no uewe revidéiert ginn, dass de Budget fir d'Kooperatioun och eropgeet. Ass dat dann e Mechanismus, dee sech direkt op de lafende Budget applizéiert? A wa jo, wéi eng Struktur kënnen dann do mat deene Sue gestärkt ginn? Ech mengen, et ass jo och wahrscheinlech net ganz evident, fir kuerzfristeg Projeten ze fannen, an déi ee kann, wéi gesot, kuerzfristeg investéieren. An dofir kéint ech mer virstellen, dass een op de Wee geet, fir déi multilateral Kontributiounen dann dee Moment ze erhéien, well dat, éischtens, méi schnell geet an, zweetens, och déi sech immens driwwer freeën, wa se en Engagement hunn, fir laangfristeg ..., also laangfristeg Zousoe kréien.

Ech hunn nämlech nach deslescht e Post gesi vun der UNHCR, wou si Lëtzebuerg explizit gelueft hunn, dass mir meejäreg flexibel Fongen zur Verfügung stellen, well hinnen dat eeben eng gewësse Previsibilitéit gëtt a si domadder och kënnen flexibel an Urgencé reagéieren. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer dat bäibehalen.

Oder heescht dat op där anerer Säit, datt, wann een da méi Gelder zur Verfügung huet, een éischer op de Wee geet, vläicht an nei Partner ze investéieren? An dës Fro drängt sech jo souwisou och op, och haut schonn ass déi Fro e puermol an de Raum geheet ginn, wat eeben d'Schwierigkeiten an eise Partnerlänner ubelaangt.

Bon, d'Aarbechten am Myanmar an am Nicaragua sinn noutgedronge quasi agestallt ginn. An och am Mali ass d'Zukunft vun eiser Kooperatioun ongewëss, quitte dass mer nach ëmmer hoffen, dass mer dee PIC iergendwann eng Kéier erm kënnen relancéieren.

Wat de Mali elo konkreet ubelaangt, do wollt ech froen, wéi et do mat der Ëmsetzung vun de Projeten ausgesäit. Konnten déi iergendwéi plus/minus awer nach normal weiderlafen? Konnten déi clôturéiert ginn, respektiv wéi gesäit do eeben d'Zukunft aus? Wéi hale mer eis Partner quasi waarm, fir eventuell kënnen direkt erm ze relancéieren, wann et méiglech ass?

An ech wollt och froen, ob et eventuell scho konkreet Iwwerleunge gëtt, fir nei Partnerlänner ze fannen, mat deene mer och dann eng zolitt laangfristeg Kooperatioun kéinten opbauen. Wat wären d'Krittäre fir déi potenziell Länner? Jiddefalls schéngt et mer och net onwichtig, dass mer do awer erm e bësselche Stabilitéit erakriegen, fir och méi laangfristeg op eiser Säit kënnen ze plangen.

Ech si mer elo net sécher, ob ech dat richteg verstan hat, dass mer effektiv mam Ruanda esou eng Partnerschaft kéinten agoen, oder ob dat en anere Genre Partnerschaft war, den Der ugeschwat hat. Jiddefalls hu mer jo alleguerter matkritt, dass Der op Visitt waart am Ruanda, wou och den MoU ënnerschriwwen ginn ass, fir hinnen ze hëllefen, eng gréng Finanzplaz opzebauen. An den Environnement huet jo och schonn eng Partie Projeten iwwert de Klimafong am Ruanda. An ech mengen, do wären op alle Fall eng Partie flott Synergien, déi ee kéint opgräifen.

Voilà, da wollt ech op dee leschte Punkt ze schwätze kommen, nämlech d'Wichtigkeet vun der Kohärenz vun de Politicken. An dat ass jo och net nëmme haut, mee och an der Vergaangenheet schonn des Éfteren opgegraff ginn.

Ëm wat geet et do? Bon, et geet am Fong just drëm sécherstellen, dass mer net Gefor lafen an der Praxis, dass mer quasi mat där enger Hand eppes ewechhuelen, während mer mat där anerer Hand eppes ginn. A mir ginn zu Recht fir eis gutt Aarbecht um Terrain a fir eis Virreiderroll an der Kooperatioun gelueft. An trotzdem muss mer oppassen, wa mer de Rescht vun eisem PIB kucken an den analyséieren, ob mer do an anere Beräicher net eventuell eng Politik bedriewen, déi eis Verdéngschter an der Kooperatioun kéint ënnergruwen, sief dat de Finanzsystem, eise Rentensystem, eis Handelspolitik, eis Agrarpolitik an esou weider.

Eis Aart a Weis ze handeln huet och ëmmer en Impakt op anerer a virun allem op méi fragill Populatiounen. Do kann een zum Beispill d'Agrarpolitik nennen. Do huet eng rezente Etüd vum IBLA iwwert den Asaz vum Soja an Déierfedder erginn, dass mer hei zu Lëtzebuerg iwwer 27.000 Tonne Soja verfidderen, den zu 90 % aus Iwwerséi importéiert gëtt, haaptsächlech aus Latäinamerika. Domadder verbraucht all Awunner hei zu Lëtzebuerg eng Fläch vun 187 Meterkaree ausserhalb vun Europa, fir dass fir eis Soja ugebuede ka ginn.

Do geet et dann drëm, wann een dat weess, dass ee schnell op Alternative setzt an zum Beispill och

kuckt, eegene Soja unzebauen. Firwat? Ma well dës Aart a Weis ze fonctionéieren e staark negativen Impakt huet op déi concernéiert Populatiounen an d'Niewewierkungen dovunner dem Erreeche vun den ugestriefen UN Development Goals entgéinstinn.

Um Niveau vun der Ëmwelt schwätze mer do nämlech vu massiver Ofholzung, vun enger Verschlechterung vun de Biedem, vun engem grouse Biodiversitéitsverloscht a vun enger Kontaminatioun vum Waasser. Awer och um soziale Plang huet dat Konsequenzen: Do schwätze mer vun engem massiven Impakt op déi kleng Landwirtschaft, Enttegnung vu Land an esou weider.

D'Cohérence des politiques, do denke mer dann och un den Nohaltegkeetscheck am Gesetzgebungsprozess, iwwert deen och scho méi laang geschwat ginn ass. Dese soll et zu engem Automatismus gi loossen, dass mir eis an alle Ressorten am Virfeld déi richteg Froe stelle fir sécherstellen, dass eis Gesetzer keen negativen Impakt op anerer hunn. Zum Beispill misste folgend Froen an all Avant-projet de loi schonn am Virfeld gekläert gi sinn: Wéi een Impakt huet dësen op d'Entwécklungslänner? Kéint en en Impakt op d'Aarmut an der Welt hunn? Kéint en en Impakt op d'medezinesch Versuergung oder op den Zougang zu Bildung an den Entwécklungslänner hunn? Wéi e Klima- oder Ëmweltimpakt hunn eis verschidde Steiermesuren?

Wéi gesot, dat ass eng relativ laangjäreg Demande vun eiser Partei, esou en Nohaltegkeetscheck am Gesetzgebungsprozess anzeféieren. Mir haten d'lescht Joer an dëser Debatte och scho kuerz driwwer geschwat. An Dir hutt elo an Ärer Kontributioun virdu gesot, mir wieren hei vun der OECD effektiv och gelueft gi fir deen Nohaltegkeetscheck am Gesetzgebungsprozess. An dofir wollt ech froen, ob deen effektiv dann elo schonn um Pabeier steet. Dat wier nämlech eng ganz gutt Nouvelle, besonnesch dowéinsten, well mer dee Mechanismus deemnächst applizéieren wëllen, oder applizéieren kënnen, wa mer eis am kommende Joer bei der UNO bei enger Voluntary Review presentéieren, bei där mer eis ugemellt hunn. An dobäi handelt et sech ëm eng Iwwerprüfung am Kader vun der Agenda 2030 vun de Sustainable Development Goals, wou Memberstaaten och encouragéiert ginn, sech reegelméisseg esou enger ze ënnerzéien.

A wa mir dee Moment am Kader vun där Evaluatioun effektiv kéinte virweisen, dass mer deen Nohaltegkeetscheck agefouert hunn, ech mengen, da wier dat net zu eisem Nodeel. An ech begréissen dofir och, dass mer eis esou enger Review fräiwëllig ënnerzéien. Dat beweist nämlech, oder et zeugt vun eisem Bestriewen, ze evoluéieren an eis Saache besser ze maachen.

An ech mengen, et dierf een awer och soen, dass mer a ville Beräicher scho guer net esou schlecht dostinn. Als Beispill och eis Finanzplaz, do hu mer och scho vill driwwer geschwat, déi och vill Efforte mécht an ëmmer méi gréng gëtt. Natierlech, et ass ëmmer nach Sputt no uewen, mee de Wëllen ass do an dee gëtt och relativ daitlech siichtbar.

Nach ëmmer am Beräich vun der Cohérence des politiques, wollt ech nach emol d'Geleeënheet notzen, fir op de Sujet vum Devoir de vigilance fir Betriber anzegoen. Natierlech luewe mer och esou Initiative wéi déi, déi Dir zitëiert hutt, vun där Business Partnership Facility, trotzdem geet dat wahrscheinlech net duer.

Et ass scho ganz vill driwwer geschwat ginn, dofir ginn ech och elo net méi an den Detail vun esou engem Devoir de vigilance. Aktuell sti jo zwou Froen am Raum. Déi éischt Fro wier, ob d'EU et kuerzfristeg - an do poche mer op „kuerzfristeg“ - fäerdegbréngt, en Text ze proposéieren, deen eise Besoin an deem Beräich och wierklech géif mat couvréieren. An dann déi zweet Fro: Mécht et da Sënn, op de Wee vun engem nationale Gesetz ze goen, jo oder nee?

Déi zwou Froe sinn natierlech en liéiert an natierlech, idealerweises, an enger perfekter Welt, géife mer schnell en EU-Text virgeluecht kréien, deen tant soit peu ambitiéis ass an op deem mer opbaue kënnen am Kader vun eiser nationaler Ëmsetzung.

Bon, eng Propositioun vun der Kommissioun soll elo laut dem Kommissar Reynders bis Enn des Joers virgeluecht ginn. Bis dohin ass et net méi laang a mir sinn och alleguerter ganz gespaant, wat da wäert doranner stoen. Mee d'Fro hannendrun ass awer, wéi laang et da wäert daueren, bis dësen Text duerch d'Prozedur ass an ob mer eis et um nationale Plang awer erlabe kënnen, eis Aarbechten esou laang ze pausen an der Hoffnung, dass et op EU-Niveau relativ schnell weidergeet.

D'Tsaach, dass eng änlech Demarche am Kader vun de Konfliktmineralie quasi zéng Joer gebraucht huet, ier se konnt en vigueur trieden, stëmmt eis do éierlech gesot net immens optimistesesch. An elo si mer dës Woch och nach vum Kommissar Reynders an engem Gespréich gewuer ginn, dass hie selwer och nach net weess, a wéi eng Richtung de Gros

vun de Memberstaaten tendéiert. Säitens den Ostlänner ass bis elo nach net ganz vill Feedback komm, soudass een éischtens net ofschätze kann, wéi staark de Prozess eventuell nach kéint ausgebremst gi respektiv wéi kleng deen Dénominateur commun schlussendlech wäert sinn, op deen d'EU 27 sech wäert eenege kënnen.

An dat alles bestätegt eis am Fong an eiser Positioun, dass mer eis Aarbechten och um nationale Plang solle weiderdréieren, eebe fir ze verhënnern, dass mer am Endeffekt näscht hunn, weeder en europäeschen Text nach en nationalen Text.

An natierlech héiere mer och d'Stëmme vun deenen, déi soen, dass mer eis domadder e kompetitiven Nodeel verschafen, wa mer eis Betriber zwéngen, Mënscherechter anzehalen.

Bon, ech perséinlech di mech awer relativ schwéier domadder, well et am Fong gläichzäitig ausseet, dass mer drop beharre sollten, Mënsche weider dierfen ausbeuten, well mir soss en Nodeel hunn. An dovunner ofgesinn, dass bishereg Erfahrungen aus eisen Nopeschlänner, déi entsprechend Gesetzer schonn erlooss hunn, net zu Faillitten an net zu Delokalisatiounen vu Betriber gefouert hunn, wier et eis hei awer och wichteg ze soen, dass mer och net akzeptéiere kënnen, dass, wa grouss Entreprises - an ech geheie se hei sécher net alleguerter an en Déppen - hei vu rechtsstaatleche Garantië profitéiere kënnen fir ze schaffen, fir ze floréieren, wa se op fair Prozedure souwéi och op de Schutz vun eise Strukturen vertraue kënnen, an dann en contrepartie drop beharren, e Recht op Ausbeutung ze hunn, dass dat eppes ass, wat eis net wierklech an de Kapp goe wëllt.

An deem Sënn nach emol vun eis e waarmen Appell, eis Aarbechte konsequent weiderzedriewen a prett ze si fir all Eventualitéit.

Bon, zum Schluss - an dat ass elo eppes, wat wierklech, mengen ech, bis elo ze kuerz komm ass a menger Kontributioun - wéilt ech awer och nach eng Kéier d'Geleeënheet notzen, fir alleguerter deenen e ganz, ganz grouse Merci auszeschwätzen, déi sech et zur Liewensaufgab gemaach hunn, zesumme fir eng méi fair Welt anzestoen. Merci all de Beamten an der Kooperatioun, bei LuxDev an all eise Partner fir hir extrem professionell Aarbecht. Deene wëll ech alleguerter felicitéieren, well et ass hire Verdéngscht - wierklech hire Verdéngscht! -, dass mir et fäerdegbréngen, als klengt Land mat eise relativ gesinn dach weinege Moyenen e grouse positiven Impakt ze leeschten.

An hei hätt ech just nach eng kleng Fro, déi ech wollt drunhänken. Dir hutt nämlech geschwat gehat an Ärer Kontributioun vun engem geplangte Rapprochement vu LuxDev mam Ministère. Do wollt ech just nofroen, wat genau ee sech dorënner ka virstellen.

Ech wollt awer och nach e ganz besonnesche Merci un déi vill, ganz vill Benevollen an den ONGe lassginn. Si schaffen enorm vill um Terrain, mat eise Partner an eise Partnerlänner. Si bewisen a si hunn et bewisen iwwer Joren ewech, dass si flexibel sinn, fir do ze hëllefen, wou Hëllef am meeschte gebraucht gëtt. A grad an dëser Pandemie hu si och gewisen, dass si ganz, ganz flexibel a ganz schnell reagéieren kënnen, an dat - dat muss een och soen - a Pandemieszäiten.

Och elo, wou bei eis erm eng gewëssen Normalitéit agetratt ass, sinn trotzdem nach ëmmer net ganz vill Manifestatiounen, déi kënnen stattfannen, a si hunn nach ëmmer net ganz vill Méiglechkeeten, Fundraising ze maachen. An ech mengen, dofir ass et och wichteg, dass mer si grad an enger Zäit vun enger Pandemie ënnerstëtzen, nei Donateuren ze fannen, d'Sensibiliséierung vum Grand public unzekuerbelen. Ech mengen, dat wär hinnen eng grouss Hëllef, an domadder wär och garantéiert, dass si deen Niveau un Hëllef weider kënnen ubidden, op dee mir schlussendlech alleguerter och mat stolz sinn.

Duerch déi vill fräiwëllig Aarbecht, déi si leeschten, ginn nämlech och déi Fonge vum Kooperationsbudget, déi fir d'ONGen um Terrain zur Verfügung stinn, ëm e Villfach multiplizéiert. An ech mengen, dass dat dat beschinvestéiert Geld ass, wat et gëtt. An et ass mer wierklech immens wichteg, zum Schluss vu menger Ried dës Mënschen, déi sech wierklech am Alldag fir d'Kooperatioun, fir eng besser Welt asetzen, nach eng Kéier vun Häerzen ze luewen an hinne ganz vill Courage ze wënschen, dass se och an e puer Joer nach derbäi sinn, wa mer alleguerter erm an der Normalitéit ukomm sinn.

Villmools merci.

■ **Plusieurs voix** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance**.- Merci, Madamm Empain. An den nächsten ageadroene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fred Keup (ADR)**.- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, Här Minister, ech wollt lech am Ufank Merci soe fir déi

dach detailléiert Explikatiounen, Informatiounen, déi mer hei kruten. Mir konnten eis e gutt Bild maachen iwwert dat, wat Lëtzebuerg wëllen huet, an do ass jo och villes ganz gutt.

Ech wollt hei ufänke mat e bëssen eppes Änlechem wéi d'lescht Joer, an do hunn ech eng Erënnerung aus menger Kandheet. Mee warscheinlech kënnt Der lech och nach drun erënnern, wann Der am Reliounsunterrecht déi kleng Këscht hutt misse matbréngen, wou Der dann d'Suen dragemaach hutt fir déi aarm Kanner an Afrika. Dann hutt Der déi ofginn. An ech hu mech och drun erënnert, wéi dat ofgelaf ass an der Klass. Dann huet ee jo e bësse gekuckt, wéi vill dann d'Noperen, d'Klassekomehode ginn hunn. An da war ee frou, wann een 200 Frang ginn huet an den Noper an der Bänk just 100 Frang. Da konnt een owes ganz gutt schlofen, dann hat een e gutt Gefill. Wat dat Ganzt elo am Endeffekt bruecht huet, ass natierlech schwéier anzuschätzen. Mee wéi gesot, e gutt Gefill huet et ganz sécher bruecht.

Et gi gewësse Parallelen och zur Entwécklungspolitik, déi mir haut hei hunn. Engersäits gi mer jo daitlech méi aus wéi dat, wat mer eigentlech laut den Accorde vu Rio vun 1992 misste ginn. Deemools war gesot ginn: 0,7 % vum Bruttonationalakomes. Mir sinn do daitlech méi héich, och vill méi héich wéi eis Noperen. An dat hëlleft eis jo dann och, fir eis gutt ze spieren. Da gi mer gelueft vu riets a vu lénks, an dat ass eng gutt Saach.

An da stellt sech natierlech awer och d'Fro, wat dat Ganzt awer trotzdem iwwer all déi Jore bréngt, quitte dass mer ganz sécher ganz positiv Resultater hunn. Mir hunn och ganz vill flott Projeten, déi mer ëmmer erm gewise kréien. An dat ass absolutt ënnerstëtzenswäert. Mee mir wëssen alleguerter, dass dat Ganzt och keen Allheilmittel ass, dass Gelder detournéiert kënnen ginn - ech schwätzen net onbedéngt vu Lëtzebuerg, mee allgemeng -, duerch Korruptioun, Bürokratie, dass et och zu negative Konsequenze ka féieren: eng Lämung vun der lokaler Wirtschaft dohannen an och d'Verluerge vum eppes ganz Wichtige, vun der Eegeninitiatiiv!

Erlaabt mer, an deem Kontext dann och eng Kéier anzegoen op méiglech Kriticken, déi een un der, ech nennen et mol Entwécklungshëllef, ka maachen. An ech wëll am Ufank agoen op dat Bild, wat mer hunn, ganz besonnesch vun Afrika, oder soe mer mol, dat Bild, wat vill Leit hunn a wat am Fong dann e bëssen dee Stereotyp ass vun den ënnerentwéckelten Afrikaner. Dat ass e Bild, wat vill Leit hunn, dass do Leit sinn, déi permanent eis Hëllef brauche fir ze iwwerliewen, déi soss net eens ginn. An da gëtt vill gespent, an duerno froe sech da vill Leit, well se déi selwecht Biller nach ëmmer gesinn: „Jo, mee wat déngt dat dann iwwerhaupt? Firwat ännert sech näscht?“

Mee bon, d'Problemer si komplex a schwéier ze léisen. De Minister hat gesot an engem Interview: „Et ass eng Sisyphusarbeit.“ An dat ass natierlech ganz richtig. Ech kommen nach dorobber zréck.

An Afrika selwer, a ville Länner, gëtt et ëmmer méi Stëmme vun Intellektuellen an Organisatiounen, déi sech géint Entwécklungshëllef an och soss Kooperatioun ausschwätzen. Firwat sollte mir Europäer d'Recht hunn, d'Afrikaner aus hirer Verantwortung fir hir Entwécklung ze verdrängen? Déi Leit soen: „Afrika brauch net méi Geld, Afrika brauch net méi Hëllef.“ Si soen: „Afrika brauch méi Eegeverantwortung!“

Méi Entwécklungshëllef schwächt awer d'Eegeverantwortung. Mir kennen dat Beispill. Dat gëtt et jo net nëmme bei der Entwécklungshëllef. Dat gëtt et och bei der Kannererzéiung, dat gëtt et an der Schoul. Heiansdo ass et och gutt, wann een net ze vill hëlleft, fir grad esou d'Autonomie, d'Eegeverantwortung ze féieren a fir esou laangfristeg méi ze errechen.

Dat misst een eigentlech wëssen, an dach gëtt awer ëmmer iwwerschwänglech gefeiert, dass mir esou vill Entwécklungshëllef maachen. Mee méi Geld a méi Hëllef féiert net onbedéngt zu méi Entwécklung.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Très bien!

■ **M. Fred Keup (ADR)**.- An d'Entwécklungshëllef, quitte dass se sécher hir Meritten huet - an ech sinn och der Meinung, an dat ass wichteg elo ze soen, dass déi Lëtzebuerg Kooperatiounsstrategie eng vun deene wierklech besseren ass -, mee déi weltwäit Entwécklungshëllef dréit och en Deel Verantwortung u ville Feelentwécklungen an den aarme Länner.

Si huet iwwer Joerzénge den Bild vun Afrika ermëginn, dat laangwierig méi schuet wéi gutt mécht, an dat, andeems se eigentlech dat, wat haut e kolonialistescht Bild genannt gëtt, ofginn huet vun engem Afrika - an dat deelweis nach ëmmer mécht! -, engem Afrika mat Leit ouni Mëttelschicht, ouni Autoen, ouni iergendwéi positiv Säiten, e Kontinent, wou d'Leit näscht eleng op d'Rei kréien. Dat ass net gutt, well dat ass och net d'Realitéit!

Ma och Deeler - an ech mengen, dat ass och d'Responsabilitéit vun de Leit dohannen - vun de politeschen Elitten an Afrika, an d'Leit iwwerhaapt, hunn dovun profitéiert a profitéiere weider. Duerch déi Hëllefsgelder a soss Hëllefsmoosnamen, déi hinnen zur Verfügung gestallt ginn, brauche si sech och net déi néideg Méi ze maachen, selwer e Staat, dee gutt fonctionéiert, zum Beispill mat méigleche Sozialhëlfelefen an esou weider, opzebauen. Konflikter, Korruptioun an Detournement vu Gelder stinn op der Dagesuerdnung. Leider ass net jiddereen éierlech a vill afrikanesch Politiker kucken haapt-sächlech no sech an no hire Leit - domadder mengen ech awer net d'Bevëlkerung, leider!

Gefërdert gëtt dat natierlech och duerch eng Situatioun, déi vu viera ganz schwierig ass. An ech wëll hei op een Aspekt agoen, wou haut nach vläicht net esou vill driwwer geschwat ginn ass, mee wat awer ee vun den Haaptgrënn ass vun de Konflikter, déi mer haut an Afrika kennen, an dat ass de Fakt, dass déi afrikanesch Länner jo gréisstendeels kënschtlech Natiounen si mat enger ganz heterogeener Bevëlkerung. A si leiden nach haut ënnert deene Grenzzéiungen, déi deemools an der Kolonialzäit gemaach gi sinn, déi si zwar och deemools an de 60er-Jore wollten esou bäibehalen. Mee déi Grenzzéiungen, déi waren natierlech gewollt, an haaptsächlech Frankräich an England hunn dat deemools esou gemaach, well si eebe grad Entitéite wollten schafen, déi schwaach sinn, also Länner, déi schwaach sinn doduerch, dass se ganz divers Kulturen a Vëlker op engem Territoire vereenegen, wou déi dann ee géint deen anere kënnen ausgespillt ginn oder déi deelweis souguer scho säit Honnerte vu Jore Konflikter mateneen hunn. Vill vun de Konflikter, déi et an Afrika gëtt, déi gëtt et jo net eréischt säit 10, 20, 30 Joer, mee déi gëtt et säit 300 Joer oder nach méi laang.

Si hunn dat gemaach, fir hir Muecht ze festegen, an haut feelt do natierlech eppes. Déi Länner sinn dann eebe kënschtlech Konstrukter, wou mer keng homogene Gesellschaft hunn, wou mer keng Gemeinsamkeiten hunn a wou ganz oft dann net un engem gemeinsame Strang gezu gëtt. An ech mengen, soulaang déi Situatioun esou ass, dass och dat Denke present ass, dat Denken, wat dohanne besteet a ville Länner, vu Stammeszugehörigkeit an esou weider an esou fort, soulaang wäerten déi Länner déi gesellschaftlech, kulturell a politesch Krisen net iwwerwanne kënnen, egal wat geschitt.

E weidere risege Problem, dat ass ugeschwat ginn, ass dann d'Bevëlkerungsexplosioun. Dir kennt déi Zuelen. Den Niger hat 1980 6 Milliounen Awunner, haut sinn et der 24 Milliounen. Also, dat ka jo net fonctionéieren! Afrika huet 1,3 Milliarden Awunner, et wäerte warscheinlech 2 Milliarden Awunner sinn an 20 Joer. An déi Bevëlkerungsexplosioun, dat ass jo eng, wéi et se nach ni ginn ass! An dat wäert enorm Problemer mat sech bréngen: Mangel un allem, Iwwerweidung am ländleche Raum, Desertifikatioun - dat kënnt jo doduerch an der Sahelzon, well déi Populatioun sech esou vergréissert huet, dass net méi genuch natierlech Ressourcen do sinn -, Stied, déi explodéieren mat hirer Bevëlkerung, Manktem un Infrastruktur, Verkéiersweeër, Schoulen an esou weider an esou fort.

En aneren Aspekt ass dann, dass et an deene Länner natierlech och ganz vill u gutt ausgebildete Leit feelt. A wa se emol gutt ausgebildete sinn, da wandere se gutt a gär an Industrielänner aus. An ech hunn hei e Beispill, eng Zuel: Am subsahareschen Afrika geet ee vu 16 Studenten seng Studien an d'Ausland maachen. Dat ass de sougenannte „Braindrain“, d'Migration des cervaux. An dat ass schlecht fir déi Länner, wa se hir beschte Gehirer esou an d'Industrienatiounen verléieren. A wa mir hei wëlle fair sinn, da muss mer derfir suergen, dass déi ganz gutt ausgebildete Leit, Dokter, Ingenieuren an esou weider, net hei bei eis an Europa an zu Lëtzebuerg bleiwen, och wann dat gutt fir eis ass an och gutt fir déi perséinlech Situatioun vun deene Leit, mee dass se zrëckginn an déi aarm Länner, well do gi se am drénglechste gebraucht!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Et gëtt natierlech och ganz vill positiv Entwécklungen. Ech mengen, mir hunn haut trotzdeem eng besser Situatioun, wéi se mol war. Et kann ee soen, dass et der Mënscheit iwwerhaapt am grouse Ganzen haut esou gutt geet wéi nach ni.

An ech ginn elo vläicht laang zrëck - deemno wéi een eebe kuckt, ob dat historesch gesi laang ass -: 200 Joer. Den Undeel vun de Leit, déi an absoluter Aarmut liewen, ass weltwäit gefall, vu 94 % am Joer 1820 op 10 % haut, an e fällt weider. D'Liewens-erwaardung ass iwwerall däitlech geklomm. Et gëtt eng ëmmer méi grouss Mëttelschicht an Afrika, déi och vill konsuméiert. Trotzdeem gëtt et awer och nach ëmmer 30 % vun den Afrikaner, déi ganz aarm si mat manner wéi 1,9 Dollar den Dag.

Proppert Waasser ass nach ëmmer e Problem. Et feelt do un den néidegen Infrastrukturen. An et ass sécherlech net vu Muttwëll, wa mir do dann eebe

grad deenen Äermste vun deenen Aarmen hëlfelefen, och wann et vläicht déi berüumten Drëps op de waarme Steen ass. Mee vill Drëpse kënnen jo awer eppes beweegen.

Mir si kloer fir déi Zesummenaarbecht a fir déi néideg Hëllef, fir déi Kooperatioun ze maachen. Trotzdeem muss een awer och ëmmer déi Ausgabe vu Steiergelder - well dat ass dat heite jo, déi Sue komme jo vun iergendwou hier, déi komme vun de Leit vu Lëtzebuerg, d'Leit bezuele jo awer dofir -, dat Ganzt, mat der néideger Suergfalt geréieren.

Mir stinn hannert der Fuerderung vum Weltsommet vu Rio, déi virgesäit, dass déi räich Länner 0,7 % ginn. 0,7 % ass iwwregens schonn immens generéis. Et kann een natierlech och nach méi wëllen, 2 %, 3 %. Mee eis Noperen, déi sinn drënner; Frankräich, mengen ech, läit bei eppes ëm 0,4 %, vill europäesch Länner nach do drënner. Also, do si mer och souwisou mat 0,7 % scho ganz gutt!

Da géif ech eng Partie konkret Propositionen maachen. Éischtens: éierlech a komplett Zuelen. Mir sinn nämlech a Wierklechkeet däitlech iwwer 1 %. An do fuerdere mer och, dass mer endlech all déi öffentlech Gelder kontabiliséieren, déi reell an d'Entwécklungshëllef fléissen, fir de Prozentsaz ze rechnen, dëst no de Krittäre vum Comité d'aide au développement a vun der OECD. Da géif sech wuel erausstellen, dass mer nach vill méi an d'Entwécklungshëllef stiechen, wéi déi aktuell Zuelen dat soen. Dëst betrëfft ganz besonnesch déi Gelder, déi fir Flüchtlingen an och a puncto Klima nach zousätzlech ausgi ginn an eigentlech och zur Entwécklungshëllef kënnen gezielt ginn. Déi aner Länner maachen dat. A fir e bessere Verglach an der Statistik ze erméiglechen, géif ech proposéieren, dat zu Lëtzebuerg och ze maachen, déi Suen do mat anzerechnen, fir dee Prozentsaz da genee ze kennen.

Zweetens, mengen ech, wier et och gutt, wa mer eng Kéier eng onofhängeg Kontroll hätte vun allem, wat mer maachen an der Entwécklungshëllef. Eng Evaluatioun, déi net gemaach ass doduerch, dass Acteuren een deen anere kontrolléieren, déi awer finanziell a personell an institutionell enk matenee verstréckt sinn, wéi de Staat a LuxDev zum Beispill, mee dass een do kéint eng onofhängeg Evaluatioun eng Kéier maachen, och laangfristeg.

Dann eppes, wat mengen ech, ganz wichteg ass - an dat ass den nächste Punkt -: Dat ass, fir d'Chamber méi anzubauen. An ech mengen, et ware jo och hei aner Leit, wéi den Här Graas an och d'Madamm Empain, déi e bëssen d'Fro gestallt hunn, wéi eng Länner mer dann elo eraussiche fir déi nächste Joren. Do stelle sech och Froen. An et geet jo ëm ganz héich Zommen! Ech mengen, op eng Legislaturperiode berechent sinn dat fénnefmol 400 Milliounen, also iwwer 2 Milliarden Euro.

An duerfir géife mer et gutt fannen, wann hei an der Chamber géif doriwuer debattéiert ginn, wéi eng Länner mer eraussichen, an dass och déi Ratifizéierung vun deene Programmes indicatifs de coopération hei am Parlament géif gemaach ginn, esou wéi et am Fong och virgesi sollt si vun der Verfassung hier. An dat géif eis et eeben och erlaben, hei an der Chamber eng Debatt ze féieren iwwer d'Opportunitéit - oder d'Netopportunitéit -, déi sech ergëtt vun engem Projet. A mir hunn e bësse geschwat der-vun, dass mer dee Modell hei, wéi mer hei elo déi Debatt féieren, d'nächst Joer änneren, fir dass ee besser ka reagieren op dat, wat de Minister gesot huet. Ech mengen och, dass déi Rieden hei deelweis e bëssen ze laang sinn an dass et méi flott wier, wann een zwee-, dräimol am Joer vläicht méi kuerz an da méi gezielt géif iwwer e Projet schwätzen an dann eeben och doriwuer ofstëmmen.

Wat kann een elo nach konkret maachen? Wat géife mer virschloen? Dat Éischt, dat ass, géif ech elo mol soen - an dat ass och gesot ginn -, e méi korrekten Handel. Dat ass och hei gesot ginn: d'Liwerkettegesetz, d'Suergfalt, déi een do soll hunn. Absolutt richtig! Mir sollen op gutt Handelsrelatiounen mat deenen aarme Länner bauen, den Handel gerecht an esou op wéi méiglech maachen, fir dass mer keng onfair Konkurrenz hunn a fir dass se och Zougang zu de Mäert hunn. Ech mengen, dat ass e bessere Wee, dee mer kënnen aschloen. Ganz wichteg ass et awer trotzdeem och grad do nach ëmmer, d'Eegeverantwortung vun deene Länner an de Vierdergrond ze stellen.

Wat dat Liwwerkettegesetz an déi Suergfalt do ueegt, do sinn ech allerdinge e bësse skeptesch. Et huet een et och héiere bei der Madamm Empain vir-drun, wéi si dovun geschwat huet: Dat wäert sécher ganz laang daueren! An ech hunn och d'Gefill, wéi wa vill Leit, déi dat am Fong esou priedegen, dach awer et duerno wäerte verhënnere, wéi dat da gutt a gär bei esou Saachen ass. Well do, wou et op där enger Säit vläicht Leit gëtt, déi doduerch gewannen, gëtt et op där anerer Säit erëm Leit, déi verléieren, an dat probéieren déi ze verhënnere. Dat ass esou.

Wat mer absolutt gutt fannen, dat ass déi konkret humanitär Hëllef bei Katastrophen. An dat ass déi,

déi mer och géifen ausbauen. Mir hunn zu Rio1992 gesot: bei der normaler Entwécklungshëllef 0,7 %, alles mat agerechert. Tipptopp! Mee ech mengen, wou mer wierklech méi kënnen maachen - a mir hu jo och do de Fliger, wat eng gutt Saach ass -, dat ass, wa Krise sinn, wa Mënschen an Nout sinn - Iwwerschwemmungen, Hongersnéit, soss Katastrophen, bei Flüchtlingskrisen -, do muss mer an do wëlle mer gäre generéis hëlfelefen, dat ass eng elementar mënschlech Aufgab, a kuerzfristeg an Noutsituatiounen hëlfelefen, wéi zum Beispill - ech hunn dat elo nach erausfonnt, nee, erausgesicht - am August bei engem Äerdbiewen op Haiti.

Dann, zum Schluss, muss ech awer nach e bësse reagieren op dat, wat hei gesot ginn ass, wat de Minister sot. Wéi soll ech soen? Ech ka jo net ophalen hei, ouni iergendwéi awer ze probéieren, e bëssen d'Levitten ze liesen. An do ass da gesot ginn: „Et ass net méiglech, Entwécklung ze errechen ouni Mënscherechter.“ Och de Kofi Annan huet dat eng Kéier gesot. Also, ech mengen, mir hunn elo e grouse Pavillon stoen zu Dubai. Ech weess net, mee déi hu jo awer ganz vill Entwécklung a wéineg Mënscherechter!

(Brouhaha)

Där Länner gëtt et vill. A mir maachen och Kooperatioun mat Länner wéi Vietnam a Laos. Dat si kommunistesch Diktaturen ouni vill Mënscherechter. An den Här Minister huet nach geschwat vun der Visitt am Ruanda, fir do hire Finanzcenter ze ënnerstëtzen. Ech weess elo net genee, wéi dat konkret soll ausgesinn. Mee en huet och gesot: „Hei ginn direkt Neel mat Käpp gemaach!“ Da sinn ech emol gespaant.

D'Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung seet zu Ruanda: „Meinungs- und Vereinigungsfreiheit eingeschränkt, politische Gegner verfolgt, schwerwiegende Verstöße gegen Grundrechte, Tötungen, Folter, Verschwindenlassen von Menschen.“ Dat ass d'Realität am Ruanda!

Da froen ech mech: Wou ass dann hei elo eis Politik fir d'Mënscherechter bei all deenen dote Länner, wou mer Kooperatioun maachen? A firwat gi mer elo do e Finanzcenter ënnerstëtzen? Gëtt do mat der Regierung driwwer geschwat? Oder ass dat eis egal? Ass dat Ganzt vun de Mënscherechter net awer e bëssen och eng Fassad, déi mer hei opbauen?

An Dir kënnt dat maachen, wann Dir dat wëllt maache mam Ruanda, jo, mee da musst Der awer och erklären, wéi dat mat Ärer Konzeptioun vun de Mënscherechter iwwereneestëmmt.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance.** - Merci, Här Keup. An déi nächst agedroe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci, Här President, pardon, Madamm Presidentin. Merci villmoos. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, fir d'Éischt emol wéilt ech dem Minister Merci soe fir seng ausféierlech Ried duerch d'Lëtzebuurger Entwécklungskooperatioun. Ech war ganz beréiert, an ech soen dat ganz éierlech, iwwer verschidde Wieder, an awer och ganz erstaunt a beonrouegt iwwer anerer. Bon, dat ass esou.

D'Lëtzebuurger Kooperatioun huet international e gudder Ruff, och wa se net zu deene groussen Acteure gehéiert. Dat läit engersäits un der Konstanz vun eisem budgetären Effort, awer och zu engem groussen Deel un der Qualitéit vun der Aarbecht.

Wat d'Quantitéit, dat heescht, déi finanziell Moyenen ubelaangt, sti mir als Lénk natierlech hannert dem laangjäregen Engagement vun 1 %. Dat ass fir eis eng absolutt rout Linn an déi därerf net ënnerschratt ginn, geneesou wéi den Engagement, fir eis APD net ze diluëiere mat Klima- oder Asylausgaben.

Mir kéinten eis och ganz gutt virstellen, iwwer deen 1 % erauszegen, och wann dat warscheinlech politesch Diskussiounen géif mat sech bréngen, déi relativ schwéier ze féiere wieren. Mee ech denken, datt een de wuessenden Inegalitéiten an der Welt iergendwann eng Kéier muss Rechnung droen.

Virun e puer Joer hat mäi Kolleeg, de Marc Baum, hei op der Tribün gewarnt, dass de Budget fir Militärausgaben géif an noer Zukunft de Kooperatiouns-budget iwwerhuelen. D'lescht Joer, 2020, war et dann esou wäit. Op där enger Säit ass de Kooperatiouns-budget vu 420 Milliounen am Joer 2019 op 396 Milliounen am Joer 2020 gefall. Dir erënnert lech bestëmmt, déi Lénk haten an deem Kontext eng Motioun agereecht, fir den absolute Montant anzefréieren, déi awer vun der Majoritéit ofgeleent gouf. Op där anerer Säit ass, wéi Dir wësst, den Defensebudget spronghaft vun 382 Milliounen op 429 Milliounen eropgaangen. E louch also 2020 ronn 33 Milliounen Euro iwwer dem Kooperatiouns-budget, an déi Diskrepanz wäert sech an den nächste Joren nach verstärken.

Mir froen eis also wierklech, wéi eng Lecture ee vun der Realitéit an der Welt maache muss, wann ee méi Moyenen an d'Oprüstung stécht wéi an d'Kooperatioun. Eiser Meenung no, ...

(Interruption)

... eiser Meenung no ass et onendlech méi sënnvoll, an d'Verbesserung vun de Liewensbedingunge vun de Leit ze investéiere wéi an eng militäresch Symptombekämpfung, esou wéi mer se ënner anerem grad am Mali gesinn.

Här President, pardon, Madamm Presidentin, entschëllegt - et ass een esou routinéiert hei -, d'Qualitéit vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht, ech hunn dat grad scho gesot, gëtt souwuel vun internationale Gremie wéi och vun eise Partnerlänner ganz positiv gesinn. Dat läit natierlech an éischer Linn um Engagement an um Professionalismus vun deene bedeelegte Leit. Et läit awer och dorunner, dass déi Lëtzebuurger Kooperatioun bis elo gréisstendeels desinteresséiert ëmgesat gouf, dat heescht, ouni kommerziell Hannergedanken, wou probéiert gëtt, d'Interessie vun deenen eegene Betriber an de Mëttelpunkt ze stellen.

Ech géif dann och gären hei reagieren op dem Kolleeg Fred Keup seng Aussoen, dass menger Meenung no net d'Entwécklungskooperatioun, oder d'Hëllef, wéi hie gesot huet, de Problem ass. Dat heescht, déi soll een net erofschräuen, mee d'Interessien, déi hannendru sinn. En huet een Ament dovunner geschwat, dass et eventuell Ofhängegkeet schafft. Mir mengen awer net, dass duerch d'Entwécklungskooperatioun selwer eng Ofhängegkeet geschafft gëtt, mee éischer duerch d'Aart a Weis an d'Interessien, déi doduerjer och mat sech bruecht kéinte ginn.

Ech sot mat Absicht „bis elo“ a „gréisstendeels“, well mer mat enger gewëssener Suerg op verschidde Initiativen a Projete kucken, wou de private Secteur enk mat agebonne gëtt. An der internationaler Kooperatioun ass besonnesch de Begrëff Appropriation, dat weess de Minister, wichteg: Dat heescht, d'Initiativ, fir nei Projeten an d'Liewen ze rufen, muss vun de Partnerlänner, a besser nach vun de Populatiounen, ausgoen. Wann dat net de Fall ass, wa Projete vun Europa aus initiéiert ginn a wa Wirtschaftsinteressie matspillen, da riskéiert een, laanscht déi real Besoine vun de Leit ze goen. Dat ass eppes, wou ee ganz gutt muss drop oppassen an och e Grond, firwat mir am Abléck d'Abannung vun private Secteur an d'Kooperatioun ganz, ganz kritesch gesinn an eeben och ofleenen.

Dofir si bei mir och elo grad d'Alarmglacken e wéineg ugaangen, wéi ech de Minister héieren hunn, vun neien Opportunitéiten a vun enger neier Form vu Kooperatioun schwätzen. An ech froe mech, wéi eng nei Opportunitéiten a wéi eng nei Form vu Kooperatioun dat da sinn.

De Minister huet vun Ruanda geschwat, wou dann op - Zitat - „innovativ Finanzmechanismen an nei Technologie“ gesat gëtt. Ech froe mech da just, awéiwäit dat de Besoinen an der Demande vun der lokaler Bevëlkerung entsprécht, a wéi dës Kooperatioun dann den Ziler vun der lëtzebuergescher Entwécklungskooperatioun déngt.

Ech erfëiere mech awer och, wann ech héieren, dass d'SDGen, also déi nohalteg Entwécklungsziler, nëmme kënnen duerch den Engagement vun private Secteur erreecht ginn. Dat klängt fir mech e bësselche wéi eng Bankrotterklärung vun eis. Et ass ëmmer nach déi international Gemeinschaft, déi d'Veantwortung huet, fir dës Ziler ze errechen. Do sidd Der sécherlech mat mer averstane! Dat kënnt Der noliesen am Text. Dat steet esou am Text.

D'Qualitéit vun eiser Kooperatioun berout awer och zu engem groussen Deel op engem staarken ONG-Secteur. Déi direkt Zesummenaarbecht an déi geliefte Solidaritéit zesch den zivilgesellschaftlechen Acteuren am Norden an am Süde bréngt eng enorm Plus-value fir d'Kooperatioun.

Ech wëll dofir ënnersträichen, dass een den ONG-Volet net därerf als folkloristeschen Anachronismus betruechten, mee am Géigendeel als en immens wäertvollen an zukunftsorientéierte Bestanddeel vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht. D'ONGe sinn am direkte Kontakt mat de Beneficiairen an den Zivilgesellschaften am globale Süden a kennen d'Realitéit um Terrain meeschtens am beschten.

Si hunn hir eegen Analys sécherlech, well si am direkte Kontakt mam Terrain sinn, a kënnen a verschidde Secteuren aktiv ginn, déi fir déi staatlech Kooperatioun ganz komplizéiert sinn, wéi zum Beispill de politesche Capacitybuilding. Mir plädéieren dofir, weider verstärkt op d'ONG-Aarbecht ze setzen.

An deem Kontext bedauern ech dann och nach eng Kéier déi Decisioun vun 2017, de Kofinanzéierungstaux fir d'ONGen erofzesetze bei alle Projeten, déi net a „pays les moins avancés“, also den ärmste Länner, oder a Partnerlänner sinn. Dat mécht fir d'Aarbecht vun den ONGen iwwerhaapt kee Sënn a mir bieden den Här Minister, dës Fro eventuell nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, d'Tauxen, déi erofgaange sinn.

D'ONGE bréngen awer och nach aner wichteg Elementer mat eran, nämlech engersäits déi politesch Aarbecht hei am Land, déi eisen Debat a wichtige Froe stänneg weiderentwéckelt, an op där anerer Säit och d'Éducation au développement, déi ganz wichteg ass.

Madamm Presidentin, wéi ech 2007 an den Niger schaffe gaange sinn, huet et net laang gedauert, bis ech gemierkt hunn, dass et net do ass, wou een eppes muss änneren, mee dass et u sech bei eis ass, wou mer eppes mussen änneren.

Déi extreem Aarmut an d'Perspektivlosegkeet an d'ekonomesch Stagnatioun sinn zum groussen Deel d'Resultater vu vum Westen imposéierte kolonialen an neokoloniale Strukturen. Et sinn eis Denkscheemen, eise Brëll, dee mir unhunn a mat deem mir d'Welt liesen, déi mir mussen a Fro stellen. An dofir soen ech: Mir mussen eis entwéckelen!

Den Imperialismus geet och haut nach virun, mir dierfen eis näischt virmaachen! Mir gesinn et net, well mer eeben zum groussen Deel dee Brëll, dee koloniale Brëll, nach ëmmer unhunn. De koloniale Brëll erlaabt eis et, eis an eiser Welt, déi op Ausbeutung vu Mënsch, Natur an Déier berout, wuelzefillen. Déi Scheiklappen, déi mer unhunn, maachen, dass mer déi onfair Handelsstrukturen net gesinn, dass mer d'Muechtstrukturen tëscht dem Norden an dem Süden, oder dem Westen an dem Osten - nennt et, wéi Der wëllt - net gesinn an dass mer déi Muechtzentren, déi bei eis sinn, déi politesch, ekonomesch, finanziell, kulturell Muechtzentren, déi bei eis sinn, och net esou erkennen.

Dofir ass d'Éducation au développement an d'Éducation à la citoyenneté mondiale esou wichteg. D'Éducation au développement ass elo e ganzwäertegen Deel vun der Entwécklungskooperatioun. Leider gëtt dee Lien, déi Wichtigkeet vun deser Aarbecht hei bei eis zu Lëtzebuerg net ëmmer gesinn.

D'Prinzipie vun der ED - am Sproochgebrauch - sinn déi, dass een zum Beispill éischtens gesäit, dass mer all gemeinsam op engem Planéit liewen. Zweetens, dass eist Handels-, Produktiouns- a Konsumverhalten hei am Norden en Impakt op de globale Süden huet. Drëtens, dass mer mussen zesummeschaffen, fir eng nohalteg, inklusiv a gerecht Welt ze schafen. Mir kënnen eis net vuneneen ofschotten. Mir kënnen esou vill Mauere baue wéi mer wëllen, mee mir wäerten entweeder all zesummen eis Haut retten oder alleguerte mateneen zugronn goen!

„All Kand, dat un Honger stierft, gëtt ermort“, seet de Schwäizer Soziolog, Auteur a politeschen Aktivist Jean Ziegler. Hien huet Recht: All 3,6 Sekonne stierft e Mënsch un Honger, e groussen Deel dovunner Kanner, all 10 Sekonnen ass et e Kand. Wa mer eng aner, méi eng gerecht Weltuednung hätten a keng Dependence vun globale Süde vis-à-vis vum globalen Norden a wa mer zum Beispill géife virun allem op d'Souveraineté alimentaire setzen an déi an den Zentrum stellen, da wär dat sécherlech net esou de Fall.

All 30 Sekonne stierft och e Kand an Afrika u Malaria. Och dat ass keng Fatalitéit, genee esou wéi den Honger. Dat ass keng Fatalitéit! Och hei bei der Malaria gëtt et Medikamenter, mee Milliounen Mënschen hu keen Zougang zu dese Medikamenter. Ech hunn dat mat mengem eegenen Aen erlieft an och gesinn, well ech hat selwer Malaria am Niger. A wann ee ganz gutt Accès zu Medikamenter huet, ass dat iwwerhaapt kee Problem an iwwerhaapt keng Fatalitéit.

All dës Froe sinn also héich politesch a mussen och vun der Politik geléist ginn. An och d'Flüchtlingskrise si politesch Froen, wéi ech et och schonn d'lescht Woch a menger aussepolitichescher Ried betount hunn. Kee Mënsch verléisst fräiwëlleg säi Land, säin Doheem, seng Famill, wann et net aus grousser Nout eraus ass.

An der Éducation de développement geet et dann drëms, déi Zesammenhäng, d'Ursaache vun der Aarmut a méi generell vun de Mënscherechtsverletzungen - well Aarmut ass dat, et ass eng Mënscherechtsverletzung, an Honger och - ze verstoen an eventuell eis Roll dodraner ze gesinn. D'Éducation à la citoyenneté mondiale ziilt drop of, aus dem Bierger oder dem Jonken, wann Der wëllt, en Acteur ze maachen, en Acteur, dee sech fir eng nohalteg, friddlech a gerecht Welt engagéiert.

Mir soe jo ëmmer, mir wëllte gare Jonker, déi sech méi engagieren. Ma wann een hinnen d'Mëttele gëtt, also d'Schlëssele gëtt, fir d'Welt ze liesen an ze verstoen, da stäerkt ee si, et motivéiert ee si. Ech hunn et x-mol héieren, wéi ech fir meng ONG, fir déi ech deemools geschafft hunn - de Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient -, an d'Schoule gaange sinn a wéi déi Jonk mer gesot hunn, dass et si motivéiert a stäerkt, wa mer hinne Schlëssele ginn, Outils ginn, fir d'Welt ze liesen an d'komplex Situatiounen ze verstoen. D'Mënscherechter, d'Grille vun de Mënscherechter, déi maachen dat.

Et geet net duer, déi 17 nohalteg Entwécklungsziler auswennege ze kennen. Am Endeffekt sinn dat Absichtserklärungen, geneesou wéi deemools d'Millennium Developments Goals virduen. Wat déi Jonk wierklech interesséiert, sinn net esou vill d'theoretisch Ziler, mee wierklech, wat um Terrain schifleeft. Firwat liewen nach ëmmer Honnerte Milliounen vu Mënschen an Aarmut? Firwat leiden nach ëmmer iwwer 800 Milliounen Mënschen Honger? A firwat ënnerhëlt keen eppes? Dat si Froen, déi ech ganz oft gestallt krut. Déi Jonk hunn effektiv en immens staarke Sënn fir Gerechtegkeet an dee Sënn gëllt et u sech ze huelen, fir mat deem ze schaffen.

D'Mënscherechts- an Entwécklungsedukatioun soll méi e wichtige Stellwäert kréien. E kritt en, ech weess, ech hunn dat och gesinn. Mee e soll definitiv nach méi staark ginn. Net just well déi Jonk sech immens dofir interesséieren a well mer do-duerjer wierklech Jonker kënnen errechen a well mer e Bewosstsinns kënn schafe fir en nohaltege Wandel a Richtung vu méi enger gerechter an inklusiver Gesellschaft - an dat ass am Endeffekt wierklech Entwécklung -, mee och well d'Mënscherechts-situatioun sech weltwäit verschlechtert.

Mënscherechter ginn op alle Kontinenter verletzt, a spezifesch déi, déi sech fir d'Mënscherechter vun hire Matmënschen engagieren, also d'Mënscherechtsverteideger, ginn ëmmer méi ugegraff. Global Witness no sinn am Joer 2020 227 Defenseuren ëmbruecht ginn. Si stinn dacks an éischer Linn, fir Kollektiv-, Sozial- an Ëmweltrechter ze verteidegen. De Cercle de coopération huet eis drop opmierksam gemaach, dass et hei och ëm hir direkt Partner geet. An deem Kontext froe si, dass de Minister eng Referenzpersoun nennt fir déi Mënscherechtsverteideger, an dozou reechen ech dann och elo hei eng Motioun an.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la déclaration des Nations Unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus ;

- considérant que les défenseur.e.s des droits humains sont des personnes, des groupes de personnes ou des organisations qui, par des moyens non violents, promeuvent et protègent les droits fondamentaux ;

- considérant l'importance de l'engagement des défenseurs et défenseuses pour les droits humains et notamment les droits sociaux et environnementaux ;

- considérant l'obligation solennelle des membres de la communauté internationale de promouvoir et encourager le respect des droits humains ;

- considérant les nombreux rapports préoccupants de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains qui montrent qu'un nombre croissant de défenseur.e.s des droits humains sont victimes de répression et de violences à travers le monde ;

- considérant que notamment les ONG luxembourgeoises sont souvent confrontées directement ou indirectement à travers leurs organisations partenaires dans des pays tiers à des situations où des défenseur.e.s humains sont persécuté.e.s ;

- considérant que dans ces situations, les ONG ou autres acteurs non étatiques sont généralement impuissants et qu'une réaction gouvernementale rapide et efficace peut s'avérer décisive,

invite le Gouvernement

- à nommer au sein du Ministère des Affaires étrangères un référent pour les questions relatives aux défenseur.e.s des droits humains, notamment pour servir de point de contact pour les acteurs non étatiques et pour coordonner la réponse gouvernementale dans des situations de persécution de défenseur.e.s des droits humains.

(s.) Nathalie Oberweis.

Si hunn eis drop opmierksam gemaach, dass et esou eng Referenzpersoun an anerer transversale Froe gëtt. Dofir proposéieren ech dann och hei esou eng Referenzpersoun fir déi Mënscherechtsverteideger.

Et muss ee wëssen, dass, ëmmer nach Global Witness no, een Drëttel vun den Attacken op d'Defenseuren an direkte Kontext vun Ofbau vun den natierleche Ressourcë stinn. Do si mer dann erëm bei der Politikohärenz fir d'Entwécklung a fir d'Mënscherechter, well eis Demande vu Rohstoffe hei am globalen Norden dozou féiert, dass op anere Plazen am globale Süde Mënscherechter systematesch violéiert ginn. An dat muss mer gesinn! Dee Lien muss mer gesinn.

Well d'Defenseuren déi sinn, déi an éischer Linn d'Mënscherechter vun hirer Communautéit verteidegen a well si ëmmer méi ënner Beschoss geroden, eeben och am Kontext vun Ofbau vu Ressourcen, deen dacks eiser Demande déngt, proposéieren ech hei och an enger anerer Motioun, dass

mer Lëtzebuerg als „shelter city“ oder als „shelter country“ ausruffen a Mënscherechtsverteideger temporaire hei a Sécherheet kënnen opgeholl ginn. Et ass net eng international Protektioun, mee et geet drëms, dese Mënschen u sech eng temporaire Sécherheet ze bidden an enger Stad oder an engem Land, wou si dann eebe kënnen temporaire a Sécherheet sinn. An ech mengen, dat ass eng liewenswichtig an nobel Aufgab. Dofir géif ech lech dës Motioun dann och iwwerreechen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la déclaration des Nations Unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus ;

- considérant que les défenseur.e.s des droits humains sont des personnes, des groupes de personnes ou des organisations qui, par des moyens non violents, promeuvent et protègent les droits fondamentaux ;

- considérant les nombreux rapports préoccupants de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains qui montrent qu'un nombre croissant de défenseur.e.s des droits humains sont victimes de répression et de violences à travers le monde ;

- considérant que de nombreux défenseur.e.s des droits humains encourent des risques pour leur personne et peuvent être exposé.e.s à une pression psychologique intense ;

- considérant que des défenseur.e.s des droits humains peuvent se retrouver dans une situation dans laquelle ils/elles ont besoin d'une relocalisation temporaire sans toutefois avoir besoin d'une protection internationale permanente ;

- considérant qu'une telle relocalisation temporaire peut s'accompagner de programmes spécifiques qui soutiennent la démarche de la personne et renforcent ses capacités ;

- considérant le programme « Shelter cities » implémenté notamment au Pays-Bas depuis 2012,

invite le Gouvernement

- à analyser la possibilité de mettre en place un programme d'accueil temporaire pour des défenseur.e.s des droits humains issus de pays tiers et d'informer le moment venu la commission parlementaire compétente des résultats de l'analyse.

(s.) Nathalie Oberweis.

En anere geféierlechen Trend, dee parallel leeft, ass dee vum sougenannte „shrinking civic space“, also deem Espace, wou ee sech ka kritesch a kontradiktoresch äusseren, dee weltwäit méi kleng gëtt. Firwat gétt dee méi kleng? Ma well a ganz ville Staaten, wéi mer et och schonn d'lescht Woch an eiser aussepolitichescher Debat hei ugeschwat hunn, kritesch an oppositionell Stëmmen ënnerdréckt ginn, repressiv Politik gefuer gëtt a Kontrollmechanisme vun autoritäre Staaten ausgepaakt ginn.

D'Konditiounen, fir sech kënnen zesummen ze organisieren, ze associéieren an auszdrécke ginn ëmmer méi ageschränkt. 87 % vun der Weltbevölkerung liewen a Länner, déi vun dem Netzwerk vun ONGen CIVICUS als zou, ënnerdréckt oder agepaart agestuift ginn. Domadder wiisst dese Chiffer ëm 4 % par rapport zu dem Joer virduen. Méi wéi ee Véierel vun der Weltbevölkerung leeft an där schlëmmster Kategorie, also an där Kategorie, déi si „zoue Länner“ nennen. Déi späre staatlech an net staatlech Acteuren an, si ermorden, si blesséieren Mënschen, déi hir fundamental Rechter exercéieren an ausüben. Natierlech huet d'Covidpandemie dat verschlëmmert. D'Pandemie gouf a ville Staaten als Virwand benotzt, fir Rechter a Fräiheeten anzueschränken an och, wéi ech et schonn d'lescht Woch sot, an deene Länner, mat deene mir gutt sinn.

Aus all deene Grënn brauch Lëtzebuerg dann eng Mënscherechtsstrategie. De Cercle de coopération bedauert, dass et dës Strategie nach ëmmer net gëtt. Si war awer am Koalitiounsprogramm anoncéiert ginn. Eng Mënscherechtsstrategie géif et erlaben, sech op d'Ursaache vun de Mënscherechtsverletzungen ze konzentréieren, also net d'Aarmut bekämpfe well mer Aarmut bekämpfen, mee d'Ursaache vun der Aarmut bekämpfen. Dofir wëllt ech d'Regierung dann och nach eng Kéier un dëst erënneren. Ma och de Minister selwer huet virduen vun der Wichtigkeet vun de Mënscherechter geschwat mat dem Kofi Annan senger Citatioun: « Il ne peut y avoir ni sécurité, ni développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés. »

Och Partnerlänner vu Lëtzebuerg si vun deem Phenomeen vum „shrinking civic space“ betraff. Guatemala ass e Beispill: Do ass en neit Gesetz iwwer d'ONGen a Kraaft getrueden, dat riskéiert, d'Meenungsfreiheet an d'Associationsfreiheet anzueschränken. Mee och zum Beispill den Niger als eent vun eisen Zillänner ass dovunner betraff. Mee mir wëssen et alleguerten: Et sinn net just d'Länner am globale Süden, déi Attacken op de Rechtsstaat

erliewen, mee och ëmmer méi Länner bei eis an der EU. An dat weist eis eemol méi, dass mer alleguerten zesummen an engem Boot setzen.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kooperatioun ass eis immens wichteg. Mee natierlech ass et ëmmer nëmmen eng Drëps op de waarme Steen. Wierklech Verännerung brauch e ganzheetlechen Usaz an dofir ass d'Zauberwuert natierlech, wéi et och schonn hei e puermol gesot gouf, „Cohérence des politiques pour le développement“.

Ech wëll hei net laang op eenzel Beispiller agoen. Dir kennt se alleguer, och an eebe well d'Zivilgesellschaft ëmmer erëm drop hiweist. Eis Handelspolitik ass ausgerichtet op d'Interessie vun eise Multinationallen a verhënnert eng lokal Entwécklung an de Länner vun Süden op ganz villen Niveauen, an dat ass de Problem an net d'Entwécklungskooperatioun selwer. Eis Finanzplaz ass e wichteg Rad bei der Steeroptiméierungspraxis vun de Multinationallen, déi d'Entwécklungslänner all Joer Milliarden Euro kascht. Eise Rentefong investéiert nach ëmmer a Firmen, déi nogewise Mënscherechter verletzen, an ouni staarkt Liwwerkettegesetz riskéieren och Lëtzebuerg Firmen, direkt op der Plaz un esou Mënscherechtsverletzung bedeelegt ze sinn. Aner Theeme si Klima-, Agrar-, Wirtschafts- oder Defensepolitik. Et gëtt der vill.

Eise Constat ass, dass hei an de Kooperatiounsdebate scho säit 15 Joer vu Politikohärenz geschwat gëtt, dass awer an der Realitéit bis elo wéineg geschitt ass. Schlëmmer nach: Mir hunn d'Gefill, dass um institutionelle Plang éischer Réck- wéi Fortschreiter geschéien.

Virun enger Rei vu Joren ass vum Kooperatiounsministère e Prozess initiéiert ginn, fir déi Froe ronderëm d'Coherence des politiques méi strukturéiert unzagoen. De Comité interministériel pour le développement gouf chargéiert, déi Theemen der Rei no duerchzehuelen an Avisen ze verfaasse fir déi zoustänneg Ministeren. D'ONGe waren als Observateur invitéiert a konnten och selwer Theemen abréngen a presentéieren.

Dese Prozess war sécherlech net dat Gielte vum Ee. Wéi mer Leit confirméiert hunn, déi deemools un de Reunionen deelgeholl hunn, waren d'Diskussiounen oft iwwerflächlech. Et gouf selten eng verdéiwend Analys gemaach an d'Avisen waren zimlech schwach. Mee et war zumindest emol en Ufank vun enger méi methodescher Approche.

Dat alles schéngt awer elo e bëssen ageschlof ze sinn, fir et emol léif ze formuléieren. Wéi ee jo an deem rezenten Dokument vum Cercle de coopération kann noliesen, datéiert dee leschten Avis vum Juni 2017. An d'Plattform vun den ONGe kritiséiert och, dass dese Forum senger Roll net méi gerecht gëtt, sou wéi se am Gesetz virgesinn ass.

Et schéngt mer evident - ech wär frou, wann et net esou wier, vläicht kann de Minister jo herno drop agoen -, dass et hei en neie politeschen Impuls brauch, fir dës Aarbechten engersäits ze relancéieren, anerersäits awer och weider ze entwéckelen an ze verdéiwen. Ech notzen dofir dës Geleeënheet, fir den Här Minister ze invitéieren, sech där Fro méiglechst schnell unzehuelen.

Eng Aart a Weis, fir dës Aarbechte weiderzebréngen, wär zum Beispill wann de Comité interministériel géif extern an onofhängeg Etüden an Opdrag ginn, fir verschidde Problemfelder ze verdéiwen. Eng aner Pist wär, d'Parlament méi mat anzubannen. Esou kéinten déi Avisen - wa se dann iergendwann erëm géife vum Comité interministériel produziéiert ginn - och an där zoustänneger Kommissioun a firwat net hei an der Pleniéire behandelt ginn.

An eisen Aen ass de Kooperatiounsminister net nëmmen de Gestionnaire vun der Entwécklungszesummenaarbecht, hie muss och virun allem den Affekot vu sougenannten Entwécklungslänner sinn. Et wär schéin, wann den Här Fayot dat och géif esou gesinn.

Villmools merci fir d'Nolauschtenen.

■ **Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance.- Merci, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen** (Piraten).- Merci, Madamm Presidentin. Mir Piraten sinn houfreg, dass Lëtzebuerg senge Partnerlänner hëllef, sech esou gutt wéi et nëmme geet op d'Erausforderunge vu muer virzubereeden.

D'Kooperatiounshëllef ass e villfältig Thema, wou op ville Plazen an op villen Theemfelder muss gehollef ginn. Mir Piraten sti kloer zu enger grousser a staarker Kooperatiounshëllef an ënnerstëtzen d'Regierung an all hire Beméiungen, fir deene Länner an hire Leit op der Welt ze hëlfe, déi et net esou gutt hu wéi mir. Mir wëllen op deser Plaz awer och kloer soen, dass méi Partnerlänner net dierf heeschen, dass eis jëtzeg Partner manner Hëllef kréien. Wann de Ministère d'Unzuel u Partnerlänner wëllt erhéien, da muss och de Budget proportionell dozou klammen.

Lëtzebuerg huet vill Fongen, eng staark Bankeplaz, déi weltwäit aktiv ass a vill Benefisser mécht. Dofir hu mir als Land och eng besonnenes Verantwortung am Beräich vun der Kooperatioun. Et kann een net just op där enger Säit de Profitt erauszëien an net op d'Auswierkungen agoen a reagéieren.

Mir Piraten erkenne kloer d'Klimakris, jo, de Klimanoutstand un. Dofir gehéiert fir eis zur Kooperatioun och ganz kloer den Ausbau vun nohaltegen Industrien an Energien, fir esou Partnerlänner op d'Konsequenze vun Klimawandel virzereeden an dem Klimawandel entgéintzewierken. Mir begrëssen dofir, dass Lëtzebuerg en neie Kooperationsprogramm mam Cap Vert ausgeschafft huet, fir d'Ausbildung an d'Baue vun erneierbaren Energien unzekerbelen.

Zu den Erausforderunge gehéiert momentan awer leider och d'Bekämpfung vun der Pandemie. Lëtzebuerg huet Frigoen an Impfdosen an aner Länner geschéckt, fir de Leit och do Accès zu engem Schutz géint de Virus ze ginn. Mir sinn do ganz d'accord mat der Regierung. Dës Regierung huet och mat der globaler Allianz fir Impfstoffe, déi sech fir e besseren Zougang fir d'Impfung op der ganzer Welt asetzt, 2020 de Montant verduebelt. Dat fanne mir top!

Momentan leien awer och nach 13.000 Impfdose vun AstraZeneca bei eis am Lager, déi warscheinlech Enn des Mounts wäerten oflafen. Mir Piraten fannen, dass dës Dose mussen schnellstméiglech un aner Länner weidergereicht ginn. Lëtzebuerg braucht am Moment kaum bis keng AstraZeneca-Impfung méi, well den Impfstoff leider nach net als Booster zougeloo ass an d'Leit sech elo éischter impfen, fir séier déi zweet Dosis ze kréien, fir esou konform mam CovidCheck ze sinn. Mir dierfen dës Dosen net oflase loossen!

Lëtzebuerg huet d'lescht Woch jo och Frigoen an aner Länner geflunn, fir dass déi Impfstoffe ënnert de richtige Konditiounen kënnen gelagert ginn. Dofir gouf eisen A400M benotzt - wou mir scho beim Militärflieger sinn -, deen an dësem Fall awer éischter als Kooperatiionsflieger ze gesi war. Dofir fanne mir Piraten, dass souwuel den A400M wéi och eis MRTT-Flott eise Partnerlänner an Zukunft verstärkt méi flexibel zur Verfügung solle gestallt ginn. Mir sollten hinnen d'Optioun ubidden, Fluchstonnen, déi Lëtzebuerg zegutt huet, benotzen ze kënnen.

Zréck bei d'Pandemie. Mir Piraten stinn och weiderhin zu eiser Fuerderung, fir Zwangslizenz fir d'Covidimpfstoffe ofzeginn. Et gétt nach ëmmer ze vill Länner, wou ze wéineg bis bal guer keng Leit geimpft sinn. De Westen, jo dorënner och d'EU, huet d'Demande vu Südafrika an Indien fir d'Aussetze vun TRIPs-Accord blockéiert. Et ass nach net ze spéit, well och elo nach kënnen d'EU-Länner iwwerzeegt ginn, fir der Aussetzung vun TRIPs awer nach zoustëmme. Mir als EU mussen eis hei solidaresch weisen an eng Schëpp bäileeën, fir dass méi Impfstoffe an d'Entwécklungslänner kommen.

D'Lëtzebuenger Entwécklungshëllef baséiert sech ganz vill op d'Schafe vun enger finanzieller Onofhängegkeet duerch Mikrokreditter, déi virun allem u Frae vergi ginn. Eng méi staark Oftung vun der Finanzplaz an eiser Entwécklungspolitik an d'Egalitéit tëscht de Geschlechter si jo zwou vun den dräi Prioritéite bis 2030. Dat ass u sech e ganz gudden Usaz, dee mir och begrëssen, well mir doduerjer d'Fraen an eise Partnerlänner stäerken an eis op den Knowhow vun der Finanzplaz beruffe kënnen.

Allerdéngs sollt d'Lëtzebuenger Entwécklungshëllef net nom Prinzip „Du gëss mir eppes, da ginn ech dir eppes“ fonctionéieren. Dës Länner kënnen vun eise Knowhow an eisen Hëllef profitéieren, ouni dass se doduerjer iergendwellech Deals mat eise Land mussen agoen oder mat der Finanzplaz. Eis Entwécklungshëllef soll en Investment an dës Länner, an hir Bevëlkerung, an hir Zukunft sinn. Si dierfe keng staatlech Obligatiounen sinn, fir en Deal anzegoen. Mir Piraten fuerderen dofir, dass d'Kooperationspolitik vun eise Land onofhängeg vun eise wirtschaftlechen Interesse bleift, mee no de Wäerter vun de Mënsche kuckt.

Leider muss een och soen, dass Lëtzebuerg seng Hëllef an heiansdo falsch placéiert. Der Lëtzebuenger Kooperationsstrategie gehéiert och den Agri-Business Capital Fong, ee Fong, dee soll hëllef, nohalteg Liwensmëttelketten an Afrika opzebauen, fir esou och am ländleche Raum de Leit Aarbechtsplazen ze bidden. Dese Fong gétt awer vum Cercle de coopération an och an hirer Feuille de route kritiséiert, well d'Suen aus dem Fong scheinbar och genotzt gi fir industriell Fuddermetelproduktiounen, an Industriezweig, dee jo definitiv net fir Nohaltegkeet steet. Et ass elo schéin a gutt, wa mir esou Fonge lancéieren, mee da muss och e Suivi an eng kloer Kontroll gemaach ginn. Dofir fuerdere mer d'Regierung op, déi Firmen, déi mat dësem Fong ënnerstëtzt ginn, weiderhin ze kontrolléieren.

Madamm Presidentin, am Fall vum Franc CFA, dee vu 15 Länner a Westafrika nach genotzt gétt, dorënner eis Partnerlänner Nigeria a Senegal, weist sech,

dass Europa sech nach vill ze oft a Saachen amëschet. Den CFA ass als Währung ze staark a bremst dofir och de wirtschaftleche Wuesstum an dese Länner aus. Dës Währung gétt a Frankräich gedréckt an d'Hallschent vun de Währungsreserve leien och bei der franséischer Zentralbank. Et ass also Frankräich eleng, dat decidéiere kann, eng Währung, mat där et u sech näischt méi soll ze dinn hunn, ofzewäerten.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dëst ass eng neokolonial Währungspolitik vu Frankräich, déi mir Piraten ganz kloer kritiséieren. Déi afrikanesch Länner haten 2019 ugekënnegt, eng nei Währung, den Eco, anzeféieren, deen dann näischt méi mat Frankräich ze dinn hätt. Dese Projet schéngt awer och aus nach net bekannte Grënn an der Versenkung verschwonne ze sinn.

Wann dës nei Währung net sollt kommen, sollt Lëtzebuerg an och d'EU iwwerleeën, de Leit net nëmme Mikrokreditter unzebidden, mee hinnen och ze weisen, dass se duerch Kryptowährungen erëm selwer iwwer hiert Geld kënnen decidéieren. Ëmmer méi jonk Afrikaner a Länner wéi dem Niger oder Kenia notze Krypto, fir sech Produkter ze kafen oder Wuereen aus hirem eegene Klänge Geschäft ze verkafen. Och vill jonk Afrikaner, déi dem Kontinent de Réck gedréint hunn, profitéieren vu Kryptowährungen, fir kënnen Suen un hir Famill ze schécken, dëst ouni iergendwellech Fraisen oder Banken.

Mir Piraten gesinn a Krypto eng Chance fir méi Selbstbestimmung an den Entwécklungslänner, dëst duerch Apps, déi een op de Smartphones ka selwer steieren a wou een net drop ugewisen ass, an enger grousser Stad ze liewe wou eng Bank ass. Esou kënnen d'Leit sech hiert Liewe vereinfachen an och hir Famill ënnerstëtzen. A Länner wéi Venezuela ass dat aktuell nach ee vun den eenzege Weeër, fir u Geld ze kommen a sech säi Liewen ze erméiglechen.

Här President, Ech kommen zum Schluss. Lëtzebuenger ONGen an och auslännesch Hëlleforganisatiounen maachen hiert Besch, fir dës Projete op d'Been ze stellen. A mir mussen hinnen duerch méi einfach Bürokratie a méi koordinéiert Effortene hëllefen, dat Besch aus deene Moyenen ze maachen, déi se hunn. Dofir eise Gesetzesprojet fir d'Ofschafe vun der Erstellung vu Memberslëscht vum ASBLe, deen hinne wäert zeguttkommen an d'Bürokratie wäert vereinfachen.

Eis geet et drëms, den ASBLe vill Aarbecht ze erspieren a gläichzäiteg och eppes fir den Datechutz ze maachen. E klänge Wénk: Mir hunn dese Gesetzesprojet 2018 deposéiert a waarden nach op den Avis vum Staatsrot.

Här President, wa mir iwwert d'Kooperatioun schwätzen, mussen mir awer och iwwer eis Aussen- an Ekonomiespolitik schwätzen an e klare Statement ofginn, fir dass eis Kooperatioun net just als Reparatur soll benotzt ginn, fir Schied ze behiewen, déi een uringericht huet duerch eng falsch Aussen- oder Wirtschaftspolitik. Nee, mir mussen hei mat méi Kohärenz iwwerzeegen.

Wéi de Minister a senger Ried erwänt huet, sinn d'Mënscherechter eng Prioritéit. Mir Piraten fannen, dass dat am Sënn vun der Kohärenz ass. De Minister misst awer dofir seng ekonomesch Partner wéi Katar, Saudiarabien a weiderer iwwerdenken. Lëtzebuerg setzt jo gär op Prestigeprojete wéi zum Beispill e Satellitt oder eng Dubai-Expo.

Mir Piraten fannen, dass een, amplaz Satellitten an d'Luucht ze schéissen, fir op Problemer erfzekucken, léiwer sollt déi Suen huelen, fir d'Problemer um Buedem ze léisen.

D'ONGen hunn d'lescht Joer vill fir d'Länner gemaach a si leeschten immens vill Aarbecht. Ech wëll hinnen dofir op deser Plaz och e ganz grouse Merci fir hiert Engagement soen. Mir als Politiker mussen derfir suergen, dass si esou einfach an onbürokratesch wéi méiglech hirer Aarbecht kënnen nogoen an de Leit hëllefen. Gläichzäiteg mussen mir och Sanktiounen géint déi Länner ausschwätzen, déi d'Hëllef vun den ONGen drangsaléieren oder souguer ëmbréngen. E Beispill: Laut dem Rapport „Global Witness“ sinn 2020 weltwäit 227 Klimaaktiviste leider ermordt ginn. Dës Leit setze sech derfir an, dass eise Planéit nach fir déi nächst Generatiounen erhalte bleift, an dofir mussen mir si schützen. Mir Piraten verurteilen op d'Schäerfst all Gewalt, déi géint dës Leit gericht ass a mir wäerten eis och weiderhi fir hir Ziler asetzen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperationsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Deputéiert, ech géif wierklech gär jiddwerengem Merci soen, deen an dësem Debat intervenéiert huet, fir dee räichen, interessanten Debat an och déi Reaktiounen op meng Interventioun. An ech probéieren elo, esou gutt wéi méiglech op

jiddwerengem seng Punkten a seng Observatiounen an och seng Froen anzegoen. Wann ech eppes vergiessen, da sidd mer net béis an da kënnst Der och gären och nach eng Kéier nohaken, wann Der wëllt.

Ech géif d'Reiefolleg vun de Riedner respektéieren an ufänke mam Paul Galles senger Interventioun, dee jo seng Ried ënnert de Fokus vum Klimawandel gesat huet an deen och seng Impressionen vun der COP26 afléisse gelooss huet a seng interessant Interventioun. En huet en fait jo am Fong eis Kooperationsaktiounen ënnert dem Fokus vun dem Klimawandel gekuckt. An ech si ganz d'accord, dass dat natierlech effektiv e ganz kruziale Punkt ass.

Ech hunn och probéiert, dat a menger Ried ze soen. Et ass alles liiert an engem Kontext vu multiple Krisen, an d'Klimakris gehéiert natierlech dozou. Dofir probéiere mer ëmmer, an dofir hu mer déi Strategie adoptéiert, fir am Beräich vun den erneierbaren Energien, am Beräich vum Environnement méi ze maachen. Dat ass engersäits eng transversal Strategie, dat heescht, dass mer all eis Politicke préiwen op d'Konformitéit zu deem Objektiv, fir géint de Klimawandel ze agéieren engersäits, an dass mer awer och punktuell Saache maachen am Kampf géint de Klimawandel.

Dir sidd op de Cap Vert agaangen. Dat ass e ganz gutt Beispill, wéi esou eng Politik kann ausgesinn. Et ass engersäits natierlech de Fokus op erneierbar Energien. De Cap Vert, dat ass dat éischt Partnerland, wat ech visitéiert hunn am Februar 2020. De Cap Vert ass e Land, wat ganz staark leit ënner eng laanger Dréhent. Déi haten deemools dräi Joer kee Reen um Cap Vert op deenen Inselen. Dat ass wierklech dramatesch! Dat heescht, se sinn ugewisen op d'Desalinisatioun, se mussen Mier transforméieren a Waasser, fir kënnen an hirer Landwirtschaft anzesetzen, an dat erfuerdert natierlech e ganz groussen Energieopwand.

An dofir hu mer mam Cap Vert och elo an deem neie PIC esou eng wichteg Achs, fir engersäits d'erneierbar Energien do auszebauen. Mir hunn awer och an deem Beräich, an dat gräift dann zesummen an eis Formation professionnelle, deen Zenter fir erneierbar Energien, wou mer Formatiounen ubidden, de CERMI (ndlr: Centre des énergies renouvelables et de la maintenance industrielle), dee mer do gebaut hunn, wat e ganz flotte Projet ass, wou Jonker um Cap Vert geléiert ginn, wéi se kënnen Fotovoltaikpannoe reparéieren, wéi se déi och kënnen installéieren, a wéi se kënnen Eoliennen installéieren a reparéieren.

Dat ass e Projet, deen d'ailleurs iwwert de Cap Vert erausgeet, wou och Jonker aus anere Länner kommen, fir déi Saachen ze léieren. Do maache mer en Impakt an deem Land, dee wierklech fantastesch ass. An dat ass wierklech dee Genre vu Beispill, wéi mer kënnen eis traditionell Stärkten an der Formation professionnelle, an der Educatioun, zesummebréngen mam Kampf géint de Klimawandel a fir engem Land wierklech ze hëllefen, fir, wéi Der et och richteg gesot hutt, déi erneierbar Energien, déi et jo do en abondance gétt - Wand, Sonn, Waasser - anzesetzen am Kampf géint de Klimawandel.

De Cap Vert ass do wierklech e formidabelt Beispill. Mee dat maache mer och an anere Länner, wéi ech et gesot hunn a menger Ried, wéi zum Beispill am Burkina Faso, awer och op munch anere Plazen. Dat ass sécher eppes, wat mer och an Zukunft nach wäerte méi ausbauen.

Dir hutt och ganz Recht, dass een do muss Leapfrogging maachen. An dat ass d'Schwieregkeet an där ganzer Diskussioun, dass een deene Länner muss soen: „Maacht net genee dat, wat mir gemaach hunn! Maacht direkt eppes, wat mir elo probéieren, an eise Länner lues a lues ëmzesetzen! Setzt net op déi fossill Energien, gitt direkt eriwuer op erneierbar Energien! Setzt och direkt op digital Saachen, déi Der da kënn kombinéieren, wéi mir dat jo och probéieren ze maachen!“

Mir maachen och eng duebel Transitioun, déi digital ass an déi nohalteg ass, an ech mengen, et ass wierklech en Challenge ze probéieren, fir och wierklech direkt an eise Partnerlänner déi Innovatioun do duerchzesetzen an dann op deem Wee och méi effikass ze ginn am Kampf géint de Klimawandel a géint d'Verschwanne vun der Biodiversitéit.

Dir hutt mech ugeschwat op déi Kriticken, déi komm sinn am Cercle des ONG sengem Avis, wat elo de Beräich vun der Agrikultur ugeet. An ech wollt och do kuerz drop agoen. Mir hunn am Beräich vun der Agrikultur eng Rei Projete, déi lafen. Mee ech mengen, déi Haaptkritik konzentréiert sech op deen ABC-Fund, dee mer effektiv opgesat hu mam FIDA. Den ABC-Fund ass e sougenannte „derisking fund“, dat heescht, dat ass e Fong, wou mer u sech iwwert d'Kooperatioun, dat heescht iwwert d'effentlech Hand, verschidde Projete „deriskan“. Dat heescht, mir iwwerhuelen en fait d'Risikotrache, fir dass de Privatsektor kann an déi Fongen do investéieren, déi dann hirsäits natierlech méi an déi sougenannte „cash crops“ investéieren - dat heescht, dat sinn Entrepreneuren, déi natierlech och probéieren, Profit ze maachen -, mee awer och a „food crops“, dat

heescht, wou et drëm geet, wierklech kleng Baueren an deene Länner ze encouragéiere fir hir eege Produktioun.

Ech mengen, dass et e bësse simplistesche ass ze soen, dass mer elo an eise Partnerlänner guer keng „cash crops“ brauchen, well dat sinn och Entrepreneuren, déi Jonker employéieren, déi Jonken eng Chance ginn, eng Formatioun ginn, déi also Emploi kreéieren an deene Länner. Déi natierlech och exportéieren, mee dat ass per se jo, mengen ech, näischt Schlechtes, dass déi Entrepreneuren och en Deel vun hirer Produktioun exportéieren. Si kreéieren Emploi, si kreéieren Croissance an deene Länner. An ech mengen, dass ee muss probéieren, och an der Agrikultur an eisen Entwécklungslänner e gudder Mix hinzekréie vun deenen zwee Typen vun Entrepreneuren.

Dat sinn déi Entrepreneuren, déi an deem ABC-Fund do ënnerstëtzt ginn. All déi Entrepreneuren, an ech géif dat och gär hei betounen, si certifiéiert op ESG-Krittären, dat heescht, déi sinn alleguerten op hir sozial Komportement getest, awer och doropshin, dass se Bio sinn, dass se Fairtrade sinn, dass se am Fong wierklech konform sinn och zu de Mënscherechter, zu den Ëmweltnormen, zu der Biodiversitéit, dat ass scho garantéiert an deem Fong.

Dat heescht, dofir mengen ech, dass dat awer e wierklech interessant Instrument ass. Nach eng Kéier, opgesat mat engem FIDA, mengen ech, och dat jo awer eng gewësse Garantie an deem Beräich, wou wierklech ganz geziilt déi Entrepreneuren ënnerstëtzt ginn, déi da wierklech eng ekonomesch Aktivitéit kreéieren an och Emploi schafen an deene Länner.

Dir hutt och d'ONGen ugeschwat. An ech profitéieren dann och dovunner, fir op eng Partie Froe vun aneren Deputéierten direkt anzegoen. D'Nathalie Oberweis huet driwwer geschwat, ech mengen, och d'Stéphane Empain huet vun dem Stellwäert vun den ONGen geschwat. Et ass esou, dass d'ONGen natierlech e ganz wichtegen Deel si vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht. D'ONGe gi consultéiert am Kader vum CID, vum Comité interministériel de développement, a wou dann all Kéier, wa mer iwwer Cohérence des politiques schwätzen, och de Cercle des ONG invitéiert a consultéiert gétt.

Ech géif och gäre betounen, dass de Cercle des ONG bei eis am Ministère, wann en dat freet, allkéiers eng Reunioun kritt. Wa se Sujete hunn, déi se gäre mat eis diskutéieren, kréie se eng Reunioun, an dann diskutéiere mer déi och mat hinnen. Dat ass ongeféier all zwee Méint, datt regelméisseg Reuniounen si bei eis am Ministère. Ech géif och gäre betounen, dass bei all Strategie, bei deenen dräi Strategien, déi ech beschwat hunn, déi ech beschriwwen hunn, allkéiers d'ONGe consultéiert gi sinn zu deene Strategien.

Et ass och esou, dass bei all PIC, dee mer maachen, déi lokal ONGen, déi aktiv sinn an eise Partnerlänner, consultéiert ginn, sief dat eng Caritas, sief dat eng SOS Faim, eng Croix-Rouge oder eng ADA (ndlr: Appui au Développement Autonome), eeben a Fonctioun dovun, wou se aktiv sinn.

Wat mer awer allerdéngs net maachen - an ech mengen, do muss jiddweren awer och kucken, dass en a sengem Rôle ass -, dat ass, dass mer eis Politicken alleguerten mat den ONGen a mam Cercle des ONG ofschwätzen. Eng ONG ass eng Organisation non-gouvernementale an d'Politik huet d'Responsabilitéit fir hir Politicken. D'Regierung huet d'Responsabilitéit fir säi PIC, och fir déi Politicken, déi en ëmsetzt. Dat heescht, mir consultéieren, mir schwätze mat de Leit, mee am Endeffekt ass et awer nach un der Regierung, fir déi Responsabilitéit ze huelen, wa se e PIC mécht. E PIC ass jo e Programme indicatif de coopération, dat heescht, et ass en Accord zwëschen Lëtzebuerg an engem Partnerland, an do, mengen ech, muss awer trotzdem d'Politik hir Responsabilitéit huelen, mat all Respekt a mat all Consultatioun vun den ONGen.

Den Devoir de vigilance, och dozou sinn eng Rei Interventiounen komm, an ech géif och gär dozou Positioun huelen. Den Devoir de vigilance ass effektiv eppes, wat elo um europäesche Plang diskutéiert gétt. Ech weess, dass do elo eng Attente ass, dass bis Enn des Joers de Kommissär Reynders - an et ass net nëmme de Kommissär Reynders, et ass och de Kommissär Breton, deen elo op deem Dossier do drop ass -, dat heescht, dass d'Kommissioun elo do zu Potte kënn mat engem Text. Ech wäerten och ganz gespaant op deen Text. Ech géif awer och gäre soen, dass mer am Kontext vun deem Comité interministériel an am Kontext vum zweete Plan d'action national de Rapport vun der Madamm Başlayan ganz detailléiert gekuckt hunn. Do waren eng ganz Rei Reuniounen, déi stattfont hunn, wou déi verschidde Ministèren, déi conceréiert sinn, sech elo driwwer consultéiert hunn.

Et geet jo am Endeffekt drëm, wa mer wëlle wierklech weiderkommen an deem Dossier ... A gleef mir wannechgelift, wann ech soen, dass ech do grad esou schockéiert si wéi alleguerten déi Deputéiert, déi hei intervenéiert sinn, iwwert d'Kanner-

aarbecht an der Ekonomie, iwwert d'Violatioun vun Ëmweltnormen, iwwert d'Violatioun vu sozialen Normen, iwwer all déi Saachen, déi mer alleguer, mengen ech, unanimement ganz schrecklech fan- nen an Entreprises, a multilaterale Entreprises, an et geet drëm, fir déi effikass ze bekämpfen. A wa mer bis doriwwer d'accord sinn, da mussen mer eis froen, wéi mer dat am beschte maachen. An da muss ee sech, mengen ech, froen, wann ee gärden en nationalen Text mécht, wéi een effikass ass. Et geet fir mech hei net drëm, an ech hunn dat schonn e puermol gesot, Façadisme ze maachen. Mir mussen en Text hunn, deen effikass ass am Kontext vun eiser Ekonomie. Mir mussen eppes hunn, wat duerno gräift, wat och an eisen Entre- prisé gräift.

Déi Texter, déi et a Frankräich gëtt, dat sinn Texter, déi sech op ganz grouss Entreprises applizéiere vun, mengen ech, méi wéi 5.000 Mataarbechter. Dat si Multinationallen, wou et dann e Reporting gëtt, wou et verschidden Instrumenter gëtt. Mir mussen eis froen, hei an engem Land, wat bal nëmme PMEen huet, wéi effikass et ass, wa mer esou en Text national aféieren. An da mussen mer eis d'Fro stellen, wat fir e Champs d'application mer gären hätten, wat fir eng Entreprisé mer gäre viséieren - wéi grouss, wat fir eng Aktivitéiten? -, wat fir eng Mënscherechter mer do gäre géifen touchéieren. Verschidde Länner begrenze sech op d'Kanneraar- becht; verschidde Länner huelen och nach d'Traite des êtres humains mat eran; anerer gi méi wäit. Dat sinn alles Perimeteren, iwwert déi ee muss disku- téieren a wou ee sech muss eens driwwer ginn.

Et ass och esou, an dat ass de Problem, deen ech gesinn an där europäescher Diskussioun: Wann all eenzelt Land säin Text mécht, an dat ass och gesot gi vun deem engen oder aneren Deputéierten, da kréie mer op eemol Inkohärenzen an da kréie mer och op eemol Fracturen an eisem Marché intérieur. Ech mengen, dat ass och eppes, wat eis wichteg ass. Mir sinn awer an engem Marché, virun allem als klengt Land, wou mer mussen eng gewësse Kohärenz behalen an deenen Texter. An dofir wär ech wierklech am Fong éischter adepte - an dat ass net, fir iergendeppes ze blockéieren, mee dat ass wierklech am Sënn vun der Effikassitéit -, dass mer en ambitiësen europäeschen Text hunn, dee wäit geet, mee deen déi richteg Entreprises trifft an net d'PMEen, déi oft awer net wëssen oder déi net vill Choixen hunn, fir sech sech ze provisionéieren, wéi se dat maachen.

Ech sinn och ganz d'accord, dass, wann ee bis weess, dass et Violatioune gëtt vu Mënscherechter an enger Chaîne de valeurs, een dann net dierf a soll mat deene Fournisseure weiderschaffen. Mee oft ass de Problem, dass d'PMEen net schrecklech vill Choix hunn oder et eeben net ëmmer wëssen oder net d'Instrumenter hunn, fir déi Saachen ze verifiéieren. Dat heescht, Dir gesitt, dat ass eng komplex Diskussioun an ech mengen, et soll ee se och mat där ganzer Komplexitéit a mat deem Sënn vun der Nuance féieren, ouni elo, nach eng Kéier, ze soen, dass een iergendeppes wëllt bremsen. Nach eng Kéier: An där Saach sinn ech komplett bei jidd- werengem derbäi, mee mir mussen wierklech sécher sinn, dass mer eis do déi richteg Instrumenter ginn!

De Paul Galles huet och nach d'Fro gestallt, wou mer elo dru si mat verschiddenen Dossieren, ob elo Dossieren do gestoppt gi wieren oder suspendéiert gi wieren. Et ass effektiv esou, dass eng Rei Dos- sieren natierlech net weiderkomm sinn. Dat ass och de Grond, firwat am Joer 2020 déi Aspue- rungen, déi mer hu misse maachen, ganz vill op d'Kap gaange si vu LuxDev, well et einfach esou war, dass et um Terrain, och wéinst der securitärer Lag an enger Rei vun eise Partnerlänner, net méiglech war, gutt virunzekomme mat Dossieren, an déi dofir gebremst gi sinn oder suspendéiert gi sinn.

Mee et ass awer elo esou, dass mer natierlech probéieren, dat Ganzt erëm unzekerbelen, erëm an de Gang ze kommen. Mee nawell ass et effektiv esou, dass, wéi ech dat gesot hunn, a verschiddene Part- nerlänner d'Lag elo net besser ass, wat heescht, dass och do nach Dossiere sinn, wou mer nach ëm- mer net ganz gutt virukommen.

De Gusty Graas huet och déi Fro vun der Kritik vum Cercle des ONG um ABC-Fund soulevéiert - ech mengen, dorobber hunn ech elo geäntwert.

D'Fro gouf och gestallt, wéi mer elo weiderfuere- n am Myanmar an am Nicaragua. Ech mengen, ech hat dat och gesot a menger Interventioun. Et ass effektiv esou, dass mer do eis bilateral Projeten opgehalen hunn. Mir fuere awer nach weider an humanitäre Projeten, souwuel am multilaterale Beräich wéi och mat den ONGen. Dat si Saachen, déi mer do nach weidermaachen, mee mir begrenzen eis awer och dorop.

Dann ass d'Fro gestallt ginn iwwert de Ruanda, fir lech vläicht nach méi Präzisiounen ze ginn, wat mer méi spezifesch viséieren am Ruanda. Ech hunn et gesot, mir hunn engersäits dee Kigali International Financial Center. De Ruanda huet effektiv d'Ambi- tioun, en internationale Finanzzenter opzebauen, well se gesinn, dass dat e Besoin ass an der

Regioun. Et gëtt keen internationale Finanzzenter an Afrika, ausser am Maroc, mee an där Regioun gëtt et keen. Se wëllen do en Hub bauen, fir engersäits alles, wat Finance durable ass, dat heescht, Mikrofinance, Finance inclusive, fir och hir kleng Entreprises an hir Bauere kënnen ze finanzéieren. An dat Anert, dat sinn Impact Funds, dat heescht, dass se wëllen eng Plaz gi fir Fonds d'impact, déi kënnen da bei hinnen investéieren an Infrastruktu- ren, awer och an d'Ekonomie. An ech mengen, déi zwou Saache sinn eng gutt Saach. An dat Drëtt ass de FinTech-Beräich, dee se och wëllen ausbauen.

Dat heescht, dat sinn déi dräi Secteuren, wou se wëllen hir Finanzplaz drop spezialiséieren. An dat ass eppes, wou mir zu Lëtzebuerg Knowhow hunn. Natierlech, och am Beräich Green Finance wëlle se weiderkommen, dat ass jo eppes, wat mir hei och ausbauen, an dat ass eppes, wou mer elo schonn eng Kollaboratioun hunn a wou mer hinnen hëllefen, dat alles opzebauen.

Doriwwer eraus ass de Ruanda awer och e Land, wou mer elo schonn zesumme mam Ministère de l'Environnement e Projet hunn am Beräich vun den Decheten: Déchets solides, Déchets électroniques, do leeft e Projet mat hirem Ministère de l'Environ- nement. A si maache ganz vill am Beräich vun der Économie verte. Och dat ass e Beräich, wou ee sech kéint virstellen, méi zesummeschaffen. Si hunn effektiv och eng Space Agency, wou mer vläicht kënnen zesumme schaffen. Dir wësst, dass mer, zesumme mat der UNOOSA, haaptsächlech am Beräich vum Droit de l'espace mat enger Rei Part- nerlänner schaffen. An och do ass, mengen ech, eng Kollaboratioun mat hinne méiglech. An et gëtt nach eng Partie aner Beräicher, déi ee mat hinne kann zesummen do kucken.

Den Deputéierte Gusty Graas huet och d'Fro uge- schwat wéi den Egemëttelen. An dat soulevéiert déi méi generell Fro vun der Traçabilitéit vun deene Suen, déi mer an d'Kooperatioun ginn. Ech mengen, dat ass eng Fro, déi och vum ADR soulevéiert gouf an och vun enger Rei aneren: Wéi stelle mer sécher, dass mer eng optimal Traçabilitéit hu vun deene Steiergelder, déi effektiv an d'Kooperatioun ginn?

Engersäits, an do hu mer effektiv ganz strikt Reege- len, maache mer natierlech reegelméisseg Mid- term-Reviews vun all eise PICen, dat heescht, mir kucke wierklech ganz streng, wou déi Suen higinn. Mir verlaangen do eng optimal Traçabilitéit vun eise Partnerlänner, an déi kréie mer och. Mir maachen och ganz wéineg Aide budgétaire directe, dat heescht, et ass ganz exceptionnel - ech mengen, mir maachen dat just mam Cap Vert -, datt mer direkt Hëllef ginn un de Budget vun de Länner. Déi meescht Suen, déi mer ginn, si fir Projeten dediéiert. Déi sinn och do gearmarkt an deem Sënn a mir kënnen dat genee tracéieren am Kader vun eise Commissions de partenariat. Dat ass dat Eent.

Déi Suen, déi mer a Multie ginn, déi mer eisen Agencé ginn, Partner vun der UNO, dem CICR, awer och enger Rei anere Partneren a Multie wéi och den ONGen, dat si Suen, déi engersäits och gearmarkt si fir verschidde Projeten, wou mer gären hätten, dass se higinn. Anersäits sinn et och flexibel Suen, dat heescht, mir ginn haaptsächlech am Hu- manitäre Suen, déi fräi à disposition si vun deenen Agencen, déi se och kënnen flexibel benotzen. An dat ass wierklech eppes, wat ganz vill appreciéiert gëtt, well et oft esou ass, dass d'Agencé ganz enk Contrainten hunn a ganz wéineg Suen hunn, mat deene se kënnen schnell reagéieren. An dat ass be- sonnesch am humanitäre Beräich eppes, wat awer extrem, extrem wichteg ass.

Doriwwer eraus gi mer och reegelméisseg eva- luéiert, Här Keup. Et ass net esou, dass mer eis just géigesäiteg evaluéieren zwëschent dem Ministère a LuxDev. Mir gi reegelméisseg evaluéiert vun exter- nen Auditeuren. Mir sinn och viru Kuerzem eva- luéiert gi vun der OCDE, vum CAD, deen eis gene- relle Politik an eis Orientatiounen analyséiert huet an eis am Fong eng gutt Zensur ginn huet an eis gesot huet, dass eis Prioritéiten an och eis Politicken alle- guerte Sënn maachen.

De Gusty Graas huet och e wichtige Punkt opgeworf, op deem mer och schaffen, an dat ass de Punkt vum der Sensibilisatioun a vun der Kom- munitatioun. An dat huet och mat der Akzeptanz ze dinn vun der Kooperatiounspolitik vun de Leit heizu- land. Ech mengen, dat ass en extrem wichteg Punkt. Wa mer iwwer eis héich Ambitioune schwätzen, iwwert deen 1 %, dee mer ginn an d'APD, dann ass een et effektiv de Leit dobause schëlleg, dass een hinnen explizéiert, wat mat deene Suen do ge- schitt. An dat huet mat Kommunikatioun ze dinn, dat huet mat Sensibilisatioun ze dinn.

De Gusty Graas huet vun der Campagne „Rethink your clothes“ geschwat, mir hunn och dee Frigo solidaire hei zu Lëtzebuerg gemaach, wou d'Leit am Fong iwwer lokal Aktiounen, wéi d'Kleeder, wéi de Gaspillage alimentaire, sensibiliséiert ginn op d'SDGen an och sensibiliséiert ginn op déi Pro- blemer, déi et an den Entwécklungslänner gëtt. Dat si ganz wichteg Campagnen, déi mer och finan-

zéiert hunn iwwert d'Kooperatioun. Doriwwer eraus maache mer och Efforten an der Kommunikatioun vun deene Projeten, déi mer an eise Partnerlänner hunn.

Dir hutt vläicht gemierkt, dass mer an deene lesch- ten Deplacementer allkéiers d'Press derbäi haten. Am Ruanda war eng Ekip vum RTL derbäi, am Senegal waren och Journalisten derbäi. Dat heescht, et ass eis dru geleeën, dass Journaliste matginn an och berichten iwwert dat, wat gemaach gëtt an eise Partnerlänner an doduerch eeben dem Lëtzebuurger Public vermëttelen, wat fir eng Pro- jete mer do maachen a wat wierklech den Impakt ass vun deene Projete sur place. Well ech mengen, et ass am Endeffekt dat Allerwichtigst, dass een e Gefill kritt fir d'Qualitéit vun eiser Aarbecht, wéi se ukënn bei eise Partner a wat fir eng Differenz se wierklech mécht bei de Leit.

Dir hutt och eng wichteg Fro ugeschwaten, an den Deputéierte Keup huet dat och a senger Inter- ventioun ugeschwat, an ech mengen, dat ass eng wierklech wichteg Fro. Dir hutt, Här Graas, gesot: „D'Entwécklungshëllef huet net nëmme Frënn.“ An den Här Keup huet dat e bëssen anescht geäussert. Mee et ass am Endeffekt wierklech eng vläicht scho bal philosophesch Fro iwwert d'Ent- wécklungszesummenaarbecht. An dir hutt Recht, an ech ginn lech jo net ëmmer Recht!, mee Dir hutt do eng Rei fundamental Froen opgeworf, déi och an Afrika vill diskutéiert ginn. An ech hat déi Diskus- siounen och, ech hat do en interessant Gespréich mam President Macky Sall. Dat huet och ze di mat där Diskussioun, déi de President Macron viru Kuer- zem a Frankräich lancéiert huet, wéi e säi Sommet do gemaach huet mat enger Rei Intervenanten haaptsächlech aus der Société civile. Et gëtt eng Diskussioun iwwert den Typ vun Entwécklungszesummenaarbecht, dee fërderlech ass a mat deem ee wierklech weiderkënn. Dat ass effektiv eng Dis- kussioun, déi oft nach verschidde Relanten huet vu Kolonialismus bei verschiddene Länner. Dat ass och eng kulturell Diskussioun. Dat ass eppes, wat natierlech eng Zäit brauch, bis een dorauseraus- kënn. Déi Länner hunn all hir Independance kritt ufangs de 60er-Joren, an et ass Step-by-Step, wou dat virugeet.

Wat wichteg ass - an ech hunn dat och an engem Debat gesot am Senegal, wou ech doriwwer gefrot gi si vun engem Student op der Uni - Fir Lëtzebuerg ass et wichteg, dass mer dat Ganzt natierlech net als Almoste gesinn! Dat ass et net. Mee et ass wierklech eng Aart a Weis, fir déi Länner ze em- poweren. Et ass eng Aart a Weis, fir eng Differenz ze maachen.

Dofir siche mer eis déi Projeten an déi Domänen, wou mer aktiv sinn, esou gutt eraus. Mir probéieren, mat eisen Interventiounen a mat eisen Zesummen- arbechten, déi wierklech an d'Déift ginn, mat all deene Länner reell eng Differenz ze maachen, an der Educatioun, an der Santé, an de Besoins pre- miers vun all deene Leit a vun all deene Commu- nautéiten an deene Länner. An ech mengen, dat gëtt och unerkannt. Mir hunn als klengen, awer in- telligent Acteur an all deene Länner wierklech e reellen Impakt. An dat ass, mengen ech, de Sënn vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht, souwéi och, mengen ech, ëmmer méi vun där vun den Euro- päer. Et ass erkannt, dass Afrika, haaptsächlech Afrika, eisen Noper ass, dass mer eng ganz staark Parentéit hunn an dass mer mussen déi Regioun, dee Kontinent ganz staark entwéckelen. An dat maache mer, mengen ech, op eng ganz spezifesch Aart a Weis. Dat maache mer och ëmmer méi am Kontext vum Team Europe, wou mer eis koordinéieren, wou mer eis zesummen dinn, fir alleguerten an déi selwecht Richtung ze goen.

Dir hutt och d'Bevölkerungsexplosioun ugeschwat. Och do maache mer ganz konkret Saachen am Beräich vum Planning Familial, am Beräich vun der Educatioun haaptsächlech vu jonke Meedercher. Dat ass och an engem Land wéi dem Niger erkannt ginn, wou de President Bazoum zum Deel gewielt ginn ass op enger Plattform, wou e sot: „Mir probéieren zum Beispill, d'Meedercher méi laang an In- ternater ze halen, dass se bis 14, 15, 16 Joer dobleiwen an net direkt Kanner kréien an engem ganz jonken Alter.“

Dat hënk alles zesummen, och dat ass erkannt. An ech mengen, dat ass eng vun deenen Achse vun ei- ser Aktioun notamment am Gender, wou mer wier- klech probéieren, d'Fraen an d'Educatioun ze kréien, an de Beruff ze kréien an ze evitéieren, dass se fréi Kanner kréien.

Dir hutt och, Här Keup, geschwat ..., Dir sidd jo visi- blement net der Meenung, dass mer sollen 1 % vun eise RNB an d'Aide publique au développement ginn, Dir sidd par contre der Meenung, dass mer méi missten an der humanitärer Hëllef maachen. Do géif ech lech awer gäre soen, an ech hunn dat och ugeschwat a menger Ried: Et gëtt déi ëmmer méi grouss Komplexitéit vun deem Nexus. Wann Der haut vun enger reng humanitärer Hëllef schwätzt, da reagéiert Der ëmmer nëmme op Kri- sen. Wat mer par contre mussen fäerdegbréngen, dat ass, dass mer déi Communautéit méi resilient

maachen, dass mer se opbauen. An do kënn dann natierlech d'Aide au développement eran. Dat heescht, ech mengen, déi zwou Saache kann een net total deliéiert vunenee gesinn. Et muss een dat zesumme maachen. An d'Entwécklungszesummen- arbecht ass justement do, fir Länner an engem Krisekontext méi resilient ze maachen an ze kucken, dass se da vläicht dee Moment e bësse manner humanitär Hëllef brauchen, wéi dat soss de Fall wär.

■ **Une voix.** - Très bien!

(Interruption)

■ **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Jo, Dir stellt mer vill Froen, da sinn ech natierlech nach e bëssen amgang.

Voilà, ech mengen, Stéphanie Empain, op den Devoir de vigilance, do sinn ech elo drop agaang. Dir hutt eng Fro gestallt iwwert den Nohaltegkeetscheck, ob dee scho fonctionéiert. Deen ass fir de Moment an enger Testphas. Deen ass nach net komplett fonc- tionnel, mee ech mengen, dat ass amgang unze- lafen. Dat dozou.

Déi Plan-d'actionen, och déi sinn amgang, ëmge- sat ze ginn. Menges Wëssens sinn d'ONGen do och mat consultéiert ginn. Mee do schaffe mer nach drun, déi sinn och amgang, elo finaliséiert ze ginn.

Dir hutt och eng Fro gestallt iwwert de Budget. Et ass effektiv esou, dass mer 2021, well den RNB dunn erëm eropgaang ass, am Fong méi Suen ha- ten an der APD, déi mer affektéiert hunn op ver- schidde multilateral Organisatiounen am Beräich vum Humanitären. Mir hunn eng Partie Budgeten do eropgesat, wou Besoine waren an der Haapt- saach, do si mer also liicht eropgaangen. Bei den ONGen, dat hat ech och gesot a menger Ried, do si mer zu kemgem Moment eropgaang, och 2020 net. Mee déi Marge, déi zousätzlech Marge, déi mer 2021 haten duerch déi positiv Evolutioun, hu mer haaptsächlech op eis multilateral Accorden affek- téiert.

Deen Team-Europe-Impfstoff, Senegal a Ruanda, dat ass BioNTech, deen do soll produzéiert ginn am Ruanda an am Senegal.

Ech mengen, op de Fred Keup sinn ech agaang.

Voilà, ech mengen, d'Nathalie Oberweis huet eng Fro gestallt, eng e bësse skeptesch Fro par rapport zum Ruanda, wat mer dann do géife maachen. Ech mengen, de Kigali International Financial Center, dorops sinn ech agaang an och op déi aner Pisten, déi mer do exploréieren. Dat alles muss elo nach sondéiert ginn, ob et do wierklech Opportunitéite gëtt. Dat si mer amgang ze kucken.

Jo, wat de Privatsecteur ugeet, ech mengen, ech hunn lech do d'Chiffere genannt, déi schwätzen eng relativ kloer Sprooch. Et ginn 2.500 Milliarden Dol- lar pro Joer gebraucht, fir d'SGDen ëmzesetzen. Dat sinn der net 2,5 oder 25 oder 250, dat sinn 2.500 Milliarden! An ech si ganz d'accord, dass natierlech d'Aide publique au développement e ganz wichtige Rôle spillt, mee et ass awer och e ganz grouse Konsens an der internationaler Communautéit, dass mer dee Levier vun der privater Finanz och brauchen, fir do weiderzkommen. Ech mengen, mir sinn eis jo awer och eens - à moins Dir hätt do eng aner Meenung -, dass een de Privatsecteur an och de Finanzsecteur do net komplett aus der Verant- wortung dierf loossen. Dofir maache mer eeben esou Instrumenter. Dofir setze mer Instrumenter op wéi déi Fongen an aner Fongen, fir justement ze kucken, dass mer déi Finanzkraaft aus dem Privat- secteur och do kënnen mobiliséieren, fir eis SDGen ze errechen.

Bei der Éducation au développement, do gi mer vun 2,7 Milliounen Euro elo op 4 Milliounen Euro erop. Dat ass e Sujet, deen extrem wichteg ass, ech mengen, do si mer eis och eens.

Bei den ONGen, do gëtt et effektiv ee Sujet, deen och haaptsächlech an der Covidzäit e Sujet war, dat ass, dass se ëmmer méi Problemer hunn, fir Donen ze kréien. An dofir ass dee Kofinanzement net ëmmer einfach. Mir finanzéiere jo zwee Tauxen, ee vu 60 % an ee vun 80 %, fir Kofinanzementsproje- ten. Zum Beispill ass den Taux vu 75 % op 80 % eropgaangen, wann d'ONGen an engem Partnerland oder a PMAen aktiv sinn oder am Domän vun den Droits de la personne schaffen. Ech mengen, och do hu mer awer en Taux de cofinancement, deen in- teressant ass.

Da vläicht nach e Wuert zu den Défenseurs des droits de l'homme. Och do ënnerstéize mer d'ONGen op eng ganz aktiv Aart a Weis, fir dass se hir Partner sur place kënnen ënnerstéizen. Mir ën- nerstéizen do och direkt lokal ONGe wéi zum Bei- spill ENDA Santé. Mir hunn och am Ministère an der Direktioun vun der Kooperatioun e Focalpoint, dee sech dorëmmer këmmert, ënner dem Titel „gou- vernance“, mee dee bekëmmert sech och ëm d'Droits de l'homme. Dat heescht, vun deem Point de vue hier ass déi éischt Motioun superfatatoire, géif ech mengen, mee ech loossen natierlech d'Chamber sech doriwwer prononcéieren.

Wat d'„shelter cities“ ugeet, déi zweet Motioun, dat ass eng Fro, déi an d'Direction politique vum Ausseministère gehéiert. Ech mengen, dat ass keng, déi a meng Direktioun gehéiert. Dofir loosse ech dann d'Chamber decidéieren, wat se mat där Motioun do wellt maachen.

Voilà. Ech mengen, ech wär elo op plus ou moins all d'Froen a Remarken hei esou gutt wéi méiglech agaang. Ech soen lech dann nach eng Kéier Merci fir Är Attentioun a fir Är Gedold.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools dem Kooperatiounsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen dann elo zum Vott vun deenen zwou Motiounen. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wie wëllt zu där Motioun nach eppes soen? D'Madamm Lydia Mutsch.

■ **Mme Lydia Mutsch (LSAP).**- Jo, merci, Här President. Mir hunn elo eng Informatioun vum Minister kritt, dass et effektiv e Focalpoint gëtt, dee sech souwuel ëm d'Froen vum de Mënscherechter wéi och ëm d'Rechtsstaatlechkeet an d'Governance këmmert, soudass déi Motioun am Fong hifälleg ass an eisen Aen. An dofir géife mir proposéieren, se net unzuhuelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools. Wëllt nach een d'Wuert ergräifen? D'Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Jo, villmoools Merci fir dem Minister seng Informatiounen an och fir déi vun der Majoritéit. Also, ech mengen zwar, dass eng referent Persoun ëmmer nach néideg ass, well een eebe grad gesäit, dass dat Theema vun den Defenseuren wierklech weltwäit an d'Luucht geet. Et sinn ëmmer méi Leit cibléiert. Defenseuren, déi cibléiert ginn, déi ëmbruecht ginn, déi agespaart ginn, déi intimidéiert ginn a kriminaliséiert ginn. Et ass e spezifesche Problem, deen, jo, liéiert ass mat der Gouvernance an dem Rechtsstaat, dat stëmmt, mee et ass e ganz spezifesche Problem, deen eeben och wierklech Persounen cibléiert an net just eng Rechtsstaatlechkeet. Dofir géif ech nawell ... Bon, ech verteidege meng Motioun elo, well ech wierklech dru gleewen, dass een dat brauch, well et wierklech ëm Mënsche geet an ëm Mënscheliewen, och vun eise Partner-ONGen. Dofir mengen ech, dass et nawell néideg ass, well eng Persoun fir all déi do Problematiken - Gouvernance, Rechtsstaatlechkeet an Defenseuren -, geet menger Meenung no net duer. Ech mengen, déi Persoun huet extrem ...

(Problème de sonorisation)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Jo, merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann huet nach de Paul Galles d'Wuert gefrot.

■ **M. Paul Galles (CSV).**- Jo, merci, Här President. Also, ech verstu souwuel de Message elo, dee vun der Majoritéit kënnt, dass et eebe schonn eng Persoun gëtt. Ech verstinn awer och, wat d'Nathalie Oberweis mengt, nämlech dass et wierklech en Theema ass, wat elo esou relevant ass a wat

héchstwahrscheinlech ëmmer méi relevant gëtt, dass een dorop zumindest sollt den Accent leeën. An ech mengen, mir kënnen op alle Fall dës Motioun matdroen, a vläicht féiert se jo dann zu där Stärkung vun där Persoun, déi schonn do ass. Mee op alle Fall wëlle mir dës Motioun ënnerstëtzen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Galles. Da freet den Här Fred Keup d'Wuert.

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Merci, Här President. Déi Motioun ass effektiv emol einfach eng gutt Saach op den éischte Bléck. Ech mengen awer och, dass et am Fong eppes ass, wat an d'Direktioun vum Ausseministère gehéiert a wat do och traitéiert gëtt a wat do soll gemaach ginn, soudass mer eis hei enthalte wäerten.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Keup.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, soudatt mer kënnen zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 25 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard (par Mme Chantal Gary), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché (par M. Marc Hansen) et M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova).

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Lydia Mutsch.

■ **Mme Lydia Mutsch (LSAP).**- Jo, ech mengen, Här President, och hei beweege mer eis an engem Domän, deen elo net reng mat Kooperatioun ze dinn huet. Mir sinn hei am Beräich vun der Prozedur fir d'DP'en, wou iwwregens och de Krittär vun der Verteidigung vu Mënschen, déi a Gefor sinn an deem Land, wou se hierkommen, mat consideréiert gëtt. An do gehéieren natierlech och déi derzou, déi sech an hire Länner asetze fir d'Vertidigung vu Mënscherechter an déi och aner Positiounen huelen, déi se a Gefor bréngen, soudass ech mengen, dass mir eis hei net kënnen a solle prononcéieren iwwert d'Prozedur vun der Prise en charge vun den DP'en, wou dat heite souwisou scho mat consideréiert gëtt, wat eis dann derzou féiert, ze proposéieren, déi heite Motioun net unzuhuelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Mutsch. Dann huet den Här Paul Galles d'Wuert gefrot.

■ **M. Paul Galles (CSV).**- Jo, merci, Här President. Ech hätt elo proposéiert, an ech weess net, ob ech d'Madamm Mutsch nach kann iwwerzeegen, fir se eeben an déi aussepolitisch Kommissioun ze verweisen, well ech fannen nämlech, dass et en enorm interessante Projet ass. Et ass eng interessant Iddi. Et sinn natierlech ganz vill Froen, déi sech nach ronderëm stellen. An Holland gëtt dat elo zum Beispill während dräi Méint gemaach. D'Fro, déi sech stellt, ass déi vun der Dauer. Et gëtt sech awer och déi Fro gestallt: Do sinn och Stied, déi net hollännesch sinn, déi un deem Programm matmaachen, dat heescht, et wär eng aner Fro, ob ee sech kéint ralliéieren un dee Programm.

Ech fannen, do stelle sech nach ganz vill interessant Froen, soudass et fir eis interessant gewiescht wär, sech dofir Zäit ze huelen, et eng Kéier ze diskutéieren, an dann an deem Moment tatsächlech an der aussepolitischer Kommissioun, well dat jo dann déi zoustänneg wär. Dat wär op alle Fall eis Proposition.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Galles. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Merci, Här President. Merci och lech fir Är Reaktiounen. Also, ech hat et gesot, et ass eppes, et ass eng Initiativ, déi net d'Demandeurs de protection internationale betrëfft. Et ass eebe grad eng temporaire Mesure, et ass eng temporaire Initiativ, wou et drëms geet, deene Leit eng temporaire Protektioun ze ginn. Et ass um Niveau vun den Zivillgesellschaften, an et ass um Niveau vun de Gemengen, dat heescht, et ass wierklech eng ganz aner parallell Schinn, déi mer hei fueren. An ech géif et schued fannen, déi einfach esou ofzeschmetteren. Dann, wéi de Paul et grad gesot huet, kéint ee se vläicht nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren. Et wär wierklech schued an et wär, mengen ech, och kee schéint Zeeche vun der Majoritéit, se einfach ofzeschmetteren.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Här Fred Keup.

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Jo, merci, Här President. D'Fro stellt sech e bëssen, wéi e Statut dass dat

soll sinn hei an dësem Fall. Ech mengen, et ass kloer, dass mer Leit, déi verfollegt sinn, well se sech fir Mënscherechter asetzen oder well se sech politesch asetzen a verschiddenen aarme Länner, Asyl ginn.

An déi aner Saach, dat ass e bëssen dee Programm d'accueil temporaire, wéi gesot, wat de Statut dovunner ass. An dann ass jo och déi Fro: Den Asyl ass jo souwisou ëmmer temporaire, den Asyl ass jo keng definitiv Migratioun. Den Asyl ass ëmmer nëmmen esou laang gültig, wéi déi Persoun an hirem Heemechtsland verfollegt gëtt. Wann dat net méi de Fall ass, da geet se jo zrëck.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Keup.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënnen mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 23 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 24 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard (par Mme Chantal Gary), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché (par M. Marc Hansen) et M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Domat si mer um Schluss vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesammen. D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 19.08 heures.)

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des trois principaux quotidiens. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

GROUPE POLITIQUE

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Débat d'orientation au sujet du discours de haine

- Exposé : Mme Stéphanie Empain (dépôt de la résolution 1)
 - Débat : M. Paul Galles - Mme Carole Hartmann (dépôt de la motion 1) - M. Dan Biancalana - Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Sven Clement, M. Georges Engel et M. Dan Biancalana) - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement (interventions de Mme Stéphanie Empain et M. Fernand Kartheiser) (dépôt de la motion 2) - Mme Stéphanie Empain (parole pour fait personnel) - M. Sven Clement (intervention de Mme Simone Asselborn-Bintz)
 - Prises de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Sven Clement et Mme Josée Lorsché) - M. Sven Clement (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
 - Résolution 1 : M. Gilles Roth - Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement - Mme Nathalie Oberweis - M. Fernand Kartheiser
 - Vote sur le renvoi de la résolution 1 au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Motion 2 : M. Gilles Roth - M. Charles Margue - M. Sven Clement
 - Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)

3. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

- Exposé : M. Sven Clement

4. Question élargie n° 119 de M. Laurent Mosar au sujet de la stratégie nationale en matière de cybersécurité

- M. Laurent Mosar - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Xavier Bettel

5. Motion de M. Sven Clement relative à la mise à jour de l'application CovidCheck de façon à ce qu'elle détecte les faux certificats de vaccination anti-Covid

- Discussion générale : Mme Martine Hansen
 - Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) - M. Sven Clement (parole après ministre)
 - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

6. Question élargie n° 121 de M. Marc Lies au sujet des aides étatiques dans le domaine du logement

- M. Marc Lies

7. Dépôt d'une motion par M. Marc Lies

- Exposé : M. Marc Lies

8. Question élargie n° 121 de M. Marc Lies au sujet des aides étatiques dans le domaine du logement (suite)

- M. Henri Kox, Ministre du Logement

9. 7806 - Projet de loi portant suppression du Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall et :

1° modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » ;
2° abrogeant la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall »

- Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
 - Discussion générale : M. Marc Lies - M. Gilles Baum - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
 - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 7889 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « Wältgebond » à Mamer

- Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
 - Discussion générale : M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Djuna Bernard (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Goergen - Mme Nathalie Oberweis - M. Gilles Roth
 - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. Motion de M. Marc Lies relative à la suppression de l'article 24 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

- Discussion générale : Mme Semiray Ahmedova - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Lies
 - Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Sam Tanson et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?
 ■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Débat d'orientation au sujet du discours de haine

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir hunn haut eng Orientéierungsdebatt iwwert den Hatespeech. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. Als Éischt héiere mer d'Madamm Stéphanie Empain, déi eis eng Aféierung an dës Orientéierungsdebatt mécht. Madamm Stéphanie Empain, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut also iwwert den Hatespeech, d'Haassried also. E Phenomeen, dee leider weltwäit ze beobachten ass an deem eis Suege mécht, well et d'Gepflogeneheete vum respektvolle gesellschaftleche Matenee komplett iwwer Bord geheet.

Ausléiser fir d'Ufro vun dëser Debatt war e Fall, dee sech am Mäerz dëst Joer zougedroen huet, wou d'Presidentin vun der ASTI iwwelst an de soziale Medien ugegraff ginn ass. Pour rappel: Et ass ëm hir Carte blanche gaangen, wou si op Jonker agaangen ass, déi hir Originne ausserhalb vun der EU hunn, déi iwwerduerchschnëttlech oft aus aarme Familieverhältnissen kommen an oft kee Schoulofschloss oder keng Formatoung hunn. Dës Feststellung war an enger Etüd vum CEFIS iwwert d'kapverdianesch Communautéit zu Lëtzebuerg bestätegt ginn.

An hirer Carte blanche war si op d'Wichtigkeet vu gläiche Chancë vu jidderengem um Aarbechtsmarché agaangen an ass zur Konkusioun komm, dass Diskriminéierung zu Frustréiert, an dass Frustréiert ass fir de sozialen Zesummenhalt.

Doropshin ass si vun engem Deputéierten an eise Reien op Facebook attackéiert ginn. Notamment war do ze liesen, dass si erëm Géif géif verspreëën. Wat dozou gefouert huet, dass si an de Kommentarer staark ugegraff ginn ass. Ënner all den Haasskommentarer, déi emol méi, emol manner fraefeindlech waren an déi weeder moderéiert nach geläscht gi sinn, waren och e puer Kommentarer vu Leit derbäi, déi hir den Doud gewünscht hunn.

Doropshin huet si Plainte gemaach géint X, well een dat net esou am Raum ka stoe loossen. An et ass also elo un der Justiz, fir hei zu engem Urteel ze kommen.

Onofhängeg zur Aarbecht vun der Justiz hu mir als Gesellschaft awer all en Interêt drun, dëst opze-

gräifen an driwwer ze schwätzen, wat déi Verhörung vun den Émgangsforme mat eis mécht. Wou kënnt dat Phenomeen hier, wou féiert et hin a wat kënne mer dergéint ennerhuelen?

Hatespeech ka jidderee betreffen. De Sujet ass breet an e betrëfft méttlerweil ganz vill Aspekter vun eiser Gesellschaft, an där alles a jidderee vernezt ass a wou online alles rasant schnell weidergeet. An driwwer muss mer schwätzen. An dat maache mer och haut.

Ech wéilt soen, dass mer dës Interpellatioun net als Gréng ugefrot hunn, mee als Majoritéit, well et e Sujet ass, deem eis ganz wichtig ass. Ech huelen un, dass mer net eleng hei am Raum déi sinn, deenen dat wichtig ass. A vu dass just een Interpellant hei uewen dierf stoen, wollt et Merci soen, dass ech am Numm vun eis dräi da kann den Ufank maachen.

Hatespeech ass weltwäit um Virmarsch an huet d'Potenzial, zu reeller Gewalt ze féieren, de sozialen Zesummenhalt an d'Toleranz an eiser Gesellschaft ze schwächen. Hatespeech riicht och vill Schued bei den Affer un, souwuel psychesch, emotional wéi och physesch, wa Friemenhaass, Antisemitismus, antimuslimesch Gesënnungen an aner Forme vun Intoleranz an Diskriminéierung entfesselt ginn.

D'Geschicht huet eis geléiert, dass Vëlkerdoud an aner Atrocitéiten ëmmer mat Wieder ugefaangen hunn. A mir hunn eng kollektiv Verantwortung, fir Hatespeech haut unzeschwätzen an ze verhënnere, dass dëst Phenomeen Iwwerhand hélt.

Ma ëm wat handelt et sech genau? Et gétt nach keng universell unerkannter Definitioung vum Hatespeech ënner internationalem Recht, mee laut dem Comité des ministres vum Conseil de l'Europe heescht et: « Le discours de haine couvre toute forme d'expression qui répand ou justifie la haine raciale, la xénophobie, l'antisémitisme ou toute forme de haine basée sur l'intolérance, y incite ou en fait l'apologie. Avec l'apparition de nouvelles formes de médias, le discours de haine est aussi présent en ligne et nécessite davantage de réflexion et d'actions de régulation et de nouvelles formes de lutte. »

Et geet also ëm all Form vu Kommunikatioun, sief et Sprooch, Schrëft oder Handlung, déi anerer attackéiert oder pejorativ Sprooch benotzt, fir iwwer eng Persoun oder eng Grupp hierzefalen, sief dat wéinst hirem Geschlecht, hirer Relioun, hirer Ethnie, hirer Nationalitéit, hire sexuelle Präferenzen, hirer Hautfaarf oder all anerem Identitéitsmerkmal.

Dës ass oft verwuerzelt an engem Émfeld vun Intoleranz an Haass a se generéiert hirersäits och weider eeben dësen Haass an dës Aversioung. Hatespeech kann online wéi offline verbreet ginn, woubäi online méttlerweil den Hauptproblem ass. An dozou zielt all Form vu Mediesupport.

Dobäi dierfe mer net de Mobbing vergiessen - grad och géint Kanner -, eebe dann, wann dëse sech op identitéitsstëftend Merkmaler bezitt. Jidderee kann, wéi gesot, vun Hatespeech betraff sinn, mee e riicht sech iwwerproportional oft géint Minoritéiten oder och géint Fraen. Esou wären, laut der European Women's Lobby vu Bréissel, Fraen a Meedercher zu 27 % méi oft Affer vun Onlineharcelement wéi Jongen a Männer.

Fraen an der Politik oder am öffentleche Liewe sinn hirersäits nach emol ganz besonnesch betraff. An hei am Land kënne mer änlech Tendenzen erkennen. Esou huet eng Ëmfro vu Reporter.lu gewisen, dass dräi vu véier Politikerinnen hei am Land Haassmessages a Menacen ausgesat sinn.

A sech fir d'Rechter vu Minoritéiten anzesetzen, ass och hei am Land meeschtens gläichbedeitend mat enger Well vun Haasskommentarer, déi op een abrieche. An duerfir ass eppes wichtig, viwech ze soen: Haass ass keng Meenung! D'Recht op fräi Meenung ass net gläichbedeitend mat engem Recht, egal wéi eng Béisaartegkeeten oder Droungen an de Raum ze geheien.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- D'Recht op fräi Meenung gétt engem net d'Recht, aner Leit ze schikanéieren, se ze beleidegen an op d'Iwwelst ze vernennen a se ze entmenschlechen. Esou e Verhale kann a muss Konsequenzen hunn.

(Interruption)

D'Recht op fräi Meenung ass also net absolut. Déi selwecht international Konventionen, déi d'Recht op fräi Meenungsausserung festleeën, limitéiere gläichzäitig hir Envergure. Mir mussen eis ëmmer virun Aen halen: Allkéiers, wou Hatespeech zouge-looss gétt, geet dat op d'Käschte vun engem anere Mënsch. Et kascht dee Mënsch en Deel vu sengem Selbstvertrauen, en Deel vu sengem Respekt viru sech selwer a munchmol och en Deel vu senger geeschteger Gesondheet.

Hatespeech ka Mënschen zerräissen an et zerstéiert eis Gesellschaft. Leit, déi Hatespeech encouragéieren, representéieren ni d'Mëtt vun der Gesellschaft, mee si representéieren déi, déi dës Mëtt spreng wëllen. Hire Absichte kann en näischt, awer och guer näischt Positives ofgewannen.

D'sozial Medien hunn de Phenomeen elo leider enorm verstärkt. Wat virun dommt Comptoirgespréich a klengem Krees war, wann der vläicht e puer een iwwert den Duuscht gedron haten, ass elo quasi Normalitéit a verbreet sech wéi Laffeuer. Wat virun also am klengem Krees eng Zort Ventilfunktoung war, fir Frustréiert lasszeginn, ass haut absolut net méi vergläichbar mat deem, wat geschitt, wann deem Frustréiert op Social Media fräie Laf gelooss gétt.

Do si mer dann an engem aneren öffentleche Kader, deem engem et erlaabt mat minimalem Opwand, zäitlech a finanziell gesinn, seng Reechwäit ze maximéieren. D'Social Media hunn domadder extreem derzou bäigedroen, dass Haassmessages a Falschinformation sech rasant kënne verbreedere an derzou féiere kënnen, dass Ressentissementer sech héichsteigeren.

Dëst féiert insgesamt zu negativen Auswierkungen op déi ganz gesellschaftlech Diskussiounskultur, well Ausgrenzung, Diffamatioun an Aschüchterung online méttlerweil quasi derzougehéieren. An dat spigelt sech méttlerweil och offline, also am normale Liewen, erëm.

Hatespeech féint also haut haaptsächlech online statt. An dat ass jo och méi einfach, well online traue jidderee sech, hannert sengem Clavier an oft hanner Fakeprofiller verstoppt - wou mer denken, dass am richtege Liewen déijéineg net onbedéngt de Courage hätten -, dat alles haart ze soen.

Dofir sollt allgemeng Folgendes gëllen: Wat s de net géifs op der Strooss oder am reale Liewe soen, solls de och net op Social Media schreiwen!

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Derbäi kënnt elo zënter Kuerzem och nach de Kontext vun der Pandemie, deem dëst Phenomeen extreem ugedriwwen huet. Engersäits eng ugespaante Situation an der Gesellschaft, déi duerch elo iwwer annerhallet Joer Mesuren zustane komm ass. Esou ass allgemeng unerkannt, dass mat der Covid-19-Pandemie Haass, Desinformatioun a Verschwörungstheorië sech iwwert de ganze Globus verbreet hunn. Dëst huet schiedlech Stereotypen, Intoleranz an Diskriminéierung verstärkt an och d'Virageholtheit vun de Leit negativ beaflosst. Mer schwätze souzese grad net méi just vun enger Pandemie, mee och nach vun enger Infodemie, déi Haass generéiert.

An deem Haass, deem online geschüürt gétt, deem ännert och eis Offlinegesellschaft. D'Wieder hunn en Impakt a se féieren zu realer Gewalt. Eent vun de ganz erschreckende Beispiller ass do dee Querdenker, dee rezent en 20-järege Ugestaltten op enger Tankstell erschoss huet. Aus hetzeresche Wieder ass do eng brutal Handlung ginn. An do ass och d'Fro vun der politescher Verantwortung, notamment vun enger AfD, opgeworf ginn, well dës sech ganz aktiv un där Zort vun Haassdiscours bedeelegt huet an en och leidenschaftlech matugeféiert huet.

Et gétt awer méttlerweil och schonn eng Rei Beispiller, wou d'Justiz Urteeler a Saachen Hatespeech geschwat huet: Dat rezent Beispill vun engem franséische Politiker, deem elo verurteelt ginn ass, well hien op senger Facebooksäit Haasskommentarer net geläscht hat. Dat Urteel ass och vum Mënschengerichtshaff vu Stroossbuerg confirméiert ginn, wat statuéiert huet, dass dëst Urteel keen Agrëff a seng Grondrechter an a seng Meenungsfräiheet war.

D'Gericht ass zur Konkusioun komm, dass e Politiker sech zwar fräi, och emol poleemesch, äussere kéint, mee dass dat Recht och u Flichte gebonnen ass. Bei friemfeindlechen oder rassisteschen Äusserungen hält dat Recht nämlech op. Eis demokratesch Gesellschaft géif drop fousen, dass esou Ugrëffer op eis fundamental Wäerter och musse Konsequenzen hunn - och oder grad fir Politiker a fir Leit, déi an der Öffentlechkeet stinn.

Mir kommen do net ronderëm: Mir all heibannen hunn do eng ganz besonnesch Verantwortung fir eis Wieder an Handlungen. Esou gesäit och d'UNO et an deem Kader als wichtig un, dass d'Parteien encouragéiert ginn, sech eethesch Richtlinnen ze ginn, fir d'Verhale vun hire Representanten a Mandatairen - ganz besonnesch, wann et ëm öffentlech Wuertmeldunge geet. Wa mir net mam gudden Beispill virginn a Meinungsverschiedeneheete respektvoll ausdrécken, wéi wëlle mer da vun anere verlaangen, dass se eisem Beispill net sollen nogoen?

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- An hei ass et wichtig, nach eemol kloerzestellen, dass et net drëm geet, eng Zort vun Zensur anzeféieren. Et gétt nämlech e feinen Ënnerscheed tëscht dem Recht

oder dem Optrag ze informéieren, Debatten ze lancéieren oder sech kritesch mat aneren ausenanzesetzen an dem bewosste Provoziéiere vun Haass, dee sech géint eng Persoun oder eng Grupp vu Leit riichte soll.

D'Recht op eng fräi Meenung ass fundamental a muss geschützt ginn, mee dat bedeit net, dass et engem d'Recht gëtt, alles ze soen, wat engem an de Kapp këmmt. Et gëtt Limiten an déi Limite mussen grad am Kader vun Hatespeech gemonitort ginn. D'Recht op fräi Meenungsäusserung baséiert op Rechter, awer och op Flichten an et hält do op, wou se aner Persounen attackéiert an a reell Gefor bréngt. Deemo ass et evident, dass Hatespeech net kann als fräi Meenung qualifizéiert ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Ganz bestëmmt gëtt et och Fäll, wou d'Recht op eng fräi Meenungsäusserung an d'Sanktióne vum Hatespeech net ganz kloer ze trennen sinn. Dat soll eis awer a kengem Fall drun hënneren, dass een déi Diskussioun iwwerhaupt féiert, a scho guer net, dass Opfer esou Kommentarer oder Aussoen net sollten denoncéieren oder och Plainte maachen, wa se et fir néideg empfangen.

Zu Lëtzebuerg gesäit den Droit pénal vir, dass fir Hatespeech Strofe kënnen ausgeschwat ginn, wann zwou Konditiounen erfëllt sinn: Et muss sech ëm eng Incitation à la haine oder Incitation à la violence handelen, sech géint eng Persoun physique ou morale riichten oder och géint e Grupp oder eng Communautéit vu Leit, déi diskriminéiert gi weinst engem vun de folgenden Elementer: weinst hirer Hierkonft, hirer Hautfaarf, hirem Geschlecht, hirer sexueller Orientéierung, engem Changement de sexe, hirer familiärer Situatioun, dem Alter, dem Gesondheitszoustand, engem Handicap, hire Bräich, hire politeschen Iwwerzeegungen oder gewerkschaftlechen Aktivitéiten, oder hirer Zougehéierkeet zu enger Ethnie, Natioun oder Rass.

Ze soen ass och, dass den Hatespeech sech an de soziale Medien ënner verschidde Formen manifestéieren kann: als Text, als Illustratioun oder als audiovisuelle Contenu. Et muss ëffentlech publizéiert oder verbreet gi sinn, fir kënnen als Opstiwungelung zum Haass verurteelt ze ginn.

Den Artikel 457-1 vum Code pénal resüméiert hei déi applikabel Definitioun vum Hatespeech. Fir Plainte weinst Hatespeech ze maachen, kann ee sech op verschidde Artikelen am Code pénal beruffen: Den Artikel 443 vum Code pénal condamnéiert d'Verleumdung. Wann een also eng Persoun virféiert an hir domat e Schued oder een eng ëffentlech Veruechtung vun dëser Persoun erbäiféiert, da kann ee weinst Verleumdung verklot ginn. D'Artikelen 454 bis 457-4 vum Code pénal si wuel déi Artikelen, déi am meeschte benotzt ginn, fir Hatespeech ze denoncéieren. Dës Artikelen condamnéieren all Zort vun Diskriminatioun. An do sinn all déi Elementer matabegräff, déi ech och grad opgezielt hunn.

Voilà. Ech wär elo souwäit fäerdeg mat menger Introduktioun an eisem gemeinsamen Numm. Fir eis gréng Contributioun zu dëser Interpellatioun kommen ech herno nach eng Kéier erëm, wann et da mäin Tour ass.

Ech wollt awer nach och am Numm vun de Majoritéitsparteien eng Resolutioun deposéieren - wann ech gelift -, well et eis wichteg ass, dass mir all, wéi mer hei sëtzen, eis och mam Theema sollen ausenanzesetzen an eis am Alldag drun erënneren, dass och mir Efforten ze maachen hunn.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- constatant que les exemples de discours de haine dans les médias sociaux sur Internet et sur la place publique en général ne cessent de gagner en intensité ;

- redoutant que la cohésion sociale risque de souffrir si le discours de haine se normalise ;

- rappelant que la liberté d'expression est limitée par les mêmes conventions internationales qui la préservent, l'incitation à la haine raciale et la propagande de guerre constituant même des restrictions obligatoires ;

- considérant la recommandation générale n° 35 du Comité de l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU relative à la lutte contre les discours de haine raciale (2013) ;

- considérant la recommandation de politique générale n° 15 de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe sur la lutte contre les discours de haine (2016) ;

- considérant la stratégie et plan d'action de l'ONU pour la lutte contre le discours de haine (2019) ;

- considérant la résolution du Parlement européen sur la discrimination publique et le discours de haine à l'égard des personnes LGBTI, notamment les « zones sans LGBTI » (2019) ;

- rappelant sa propre résolution adoptée en marge du débat relatif au rapport « Being Black in Luxembourg » (2020) ;

- considérant la Charte de la Diversité Lëtzebuerg (2004) qui encourage les organisations signataires à garantir la promotion et le respect de la diversité dans leurs effectifs et dans tous les actes relatifs à leur activité,

s'engage

- à adhérer à la Charte de la Diversité Lëtzebuerg ;

- à adapter son code de déontologie des député(e)s afin d'y insérer des dispositions relatives au discours de haine ;

- à proposer des formations et une offre de conseil relatives au discours de haine et aux discriminations à l'intention des mandataires nationaux et au personnel de l'administration parlementaire ainsi qu'aux groupes et sensibilités politiques ;

- à demander aux personnes victimes de discours de haine ainsi qu'à la société civile de témoigner sur leurs expériences au sein de la Chambre des Députés si elles le souhaitent ;

- à lancer une campagne d'information relative au discours de haine pouvant englober des brochures, des émissions Chamber TV ou tout autre support médiatique jugé opportun ;

- à renforcer sa collaboration avec les acteurs étatiques et de la société civile proposant des offres pertinentes dans le domaine du discours de haine (Zentrum fir politesch Bildung, respect.lu, Bee Secure...);

- à instaurer une journée parlementaire de lutte contre le discours de haine ;

- à commanditer un état des lieux avec recommandations sur la problématique du discours de haine ;

- à renforcer sa participation à des programmes de lutte contre le discours de haine au sein des instances internationales ;

- à œuvrer au niveau national et international pour atteindre une meilleure réglementation des plateformes des médias sociaux en matière de contenus haineux.

(s.) Stéphanie Empain, Dan Biancalana, Carole Hartmann.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Empain.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Déi Resolutioun, déi mir also hei proposéiert hunn, gesäit ënner anerem vir, dass mir eis zu Folgendem engagéieren: de Code de déontologie vun den Deputéierten ze adaptéieren an Dispositiounen zum Hatespeech eranzebréngen, eng Informatiounscampagne iwwer den Hatespeech ze lancéieren oder eng Journée parlementaire fir de Kampf géint den Hatespeech anzeféieren, oder och nach als ee vun de Punkten an dëser Resolutioun, sech um nationale an internationale Plang fir eng besser Reglementatioun vun de soziale Medien anzesetzen, grad eeben am Beräich vum Contenu, deen ënner Hatespeech fält.

An ech kann natierlech just hoffen, dass eng ganz grouss Majoritéit vun Deputéierte sech dëser Resolutioun wäerten uschléissen.

Souvill fir elo. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Damme Minister an Här Minister, mir all wënschen eis eng Gesellschaft, déi funktionéiert, wou Meenungsfräiheet a Respekt Hand an Hand ginn a mer alleguerten als ganz ënnerschiddlech Mënsche gutt kënnen zesummeliewen. Dat ass fir eis Fraktioun dat allerieweschst Zil. An dat wëll ech haut an eisem Numm eng Kéier zum Theema Hatespeech duerchdeklinéieren.

Hatespeech ass nämlech genau de Contraire. Hatespeech ass dee Moment, wou ech aus voller Absicht engem anere bewosst wéidoen, andeems ech em mäin Haass ëm d'Ouere schloen an e verbal aggresséieren. Hatespeech ass do, wou Diskriminéierung zu enger verbaler Attack gëtt am virtuelle Raum oder am reale Liewen. Hatespeech ass déi bewosst Erniddregung vu Mënschen, fir dass se déi Erniddregung och spieren. Et ass en Awierken op hir Emotiounen, hir Würd an hiert Selbstwäertgefill. Hatespeech ass, kuerz gesot, dat, wat mer eis nimmools géife wënschen, dass iergendeen et mat eis géif maachen.

Ob et Hatespeech ass, kann een objektiv probéieren feststellen. An dat wäert ech och elo gläich probéieren. Mee Hatespeech mierken ech schon emol do, dass d'Gefor grouss ass, wou ech dat, wat ech soen, aus engem lergem eraus soen a wou ech,

wann ech net veriergert wär, et anescht géif formuléieren. Eeben net persounen- oder würdbezunn, a wou ech mer déi Fro stellen, wéi ech reagéiere géif, wann een aneren dat mat mir géif maachen an ech ganz genau weess, dass ech dat do net wëll.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Hatespeech passéiert, andeems ee Mënschen an Tiräng peekt. A well et esou een Tirang voller Stereotypen ass, kriss de dann en onhannerfroten Applaus heiansdo oder virun allem - an dann ass et ganz oft Hatespeech - d'Ofneigung vun de Leit ze spieren; oft Onverständnis, heiansdo oppen Ofneigung, an da souguer de ganz staarken Haass bis hin zu enger Incitatioun zu Gewalt.

An déi Tiräng entsprechen deene Kategorien, déi de CET, de Centre pour l'égalité de traitement, ënnerscheet, wann et ëm Diskriminatioun geet: déi presuméiert Zougehéierkeet zu enger Rass oder enger Ethnie, d'Nationalitéit, d'Geschlecht, déi sexuell Orientéierung, d'Relioun oder d'Iwwerzeegungen, och déi politesch, en Handicap oder den Alter. Lauter Kategorien, déi bei deenen engen oder aneren hefteg Reaktiounen kënnen provoziéieren, bis zu deem Punkt, dass se kënnen esou verletzend ginn, dass se Ausdrock gi vun Haass, an esou verletzend, dass se kënnen stroferechtlech relevant ginn.

Här President, ech wëll dem Stéphanie Empain Merci soe fir seng engagéiert Interventioun, fir d'Theema Hatespeech hei haut den Nomëtteg an der Chamber agefouert ze hunn. An ech wëll de Fraktioun vum der DP, der LSAP an deene Gréngen och Merci soen, dass se dësen Debat op den Ordre du jour gesat hunn, well mer denken, dass et haut wierklech tatsächlech héich Zäit ass, dass mer dëst Theema zesummeliewen behandelten.

Dat ass jo och geschitt am Kader vun der Heure d'actualité, déi d'Piraten a mir deemools parallel ugefrot haten zum Theema vum Rassismus an der Diskriminatioun. Eiser Fraktioun war et schon deemools wichteg, et zu enger parlamentarescher Diskussioun ze bréngen, dass d'Etüd „Being Black in Luxembourg“ gewisen huet, dass d'Diskriminatioun zu Lëtzebuerg e seriöse Problem ass an eng ganz Rei Leit schwéier belaaucht.

An ech muss zouginn, et war schon deemools heiansdo e bëssen en Hindernislaaf tëscht den Tiräng. Duerfir nach eng Kéier ganz daitlech, am Numm vun eiser Fraktioun: Neen, Lëtzebuerg ass mat Sécherheet keng diskriminatoirech Gesellschaft, well mir sinn eng Gesellschaft, déi gewinnt ass, a mat Challengegen och gutt eens gëtt, zu ganz villen ënnerschiddleche Mënsche mat ënnerschiddleche Backgrounden an ënnerschiddlechen Orientéierungen zesummeliewen. Dat kënnen mer!

Eise Wäertekodex, deen eis onsichtbar am Hannergrond verbënnt, ass staark genuch, fir dat och ouni Weideres positiv gestalten ze kënnen. Trotzdeem - an dat muss ee soen, a grad haut de Mëtteg muss dat gesot ginn - gëtt et Phenomene, déi eis nerven an déi gären emol zu Tirangsdene féieren. Et gëtt Mënschen, déi ganz seriö drënner leiden, dass se Affär gi vun Hatespeech. A well mer et eigentlech vill besser kënnen, well mer et eigentlech vill besser kéinten, ass et wichteg, dass mer haut am Nomëtteg zesammen doriwwer debattéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll den Hatespeech ënner dräi kuerzen Aspekter kucken a behandelen: dat Éischt ass Preventioun, dat Zweet ass Therapie a Begleitung, an zwar souwuel fir d'Affär wéi fir d'Täter a schliisslech dat Drëtt ass d'Repressioun, also déi klassesch Approche un all mënschlech-sozial Froe vum gudden Zesummeliewen.

D'Fro vun der Preventioun setzt viraus, dass mer eng Analys versichen, woufir Hatespeech iwwerhaupt méiglech ass. Well da kann ee jo preventiv dergéint virgoen, wann ee weess, wat eigentlech verstopten oder oppen Ursachen derfir sinn. Heiansdo ass et net einfach, déi vill verschidde Mënsche mat ville verschidde Meenungen als eng Gesellschaft zesummeliewen. Heiansdo verfallen d'Leit an e Schwarz-Wäiss-Denken, an ee Gutt-Béis-Scheema, an eng Opdeelung an d'Welt vun op där enger Säit „mir“ an op där anerer Säit „déi aner“, well dat ass jo vill méi einfach, wéi déi ganz Komplexitéit vun der Welt auszuehalen.

Dat, wat mech perséinlech ganz vill beschäftegt, ass, wéi et iwwerhaupt zu deem Hatespeech da komme kann. Ausléiser ka jo eng bestëmmte Situatioun sinn. D'Konfrontatioun mat enger Rei Leit, déi engem net ginn. D'Motivatioun kann ee ganz bestëmmten Interessi sinn. Zum Beispill eeben, mussen d'Welt a Gutt a Béis anzedeele, well ee soss net méi kloerkënn.

Mee wat ass dee gréisseren Hannergrond? Op wat fir enger Atmosphär kann iwwerhaupt esou eng Versuchung hin zu engem Hatespeech entstoen? Wat ass den Närebedem eigentlech do derfir? D'Stéphanie Empain huet schon eng Rei Saache gesot. An ech wëll der nach eng Kéier e puer derbäi soen. Wat ass heiansdo an eiser Gesellschaft eigentlech lass? Well, ech denken, e Mënsch ass dach eigentlech keen Hater vu Gebuert un.

Ech ka mer virstellen, Här President, dass et eng ganz Rei Mënsche gëtt, déi se enger Situatioun esou frustréiert sinn, dass se dofir e Schëllege sichen. Ech hu mech jo am Virfeld vun dëser Debat mat de Verrieder vu ganz villen Organisatiounen zesummegesat an ënnerhalen. Déi vu respect.lu hu mer erzielt, dass oft Mënschen derbäi sinn, déi einfach punktuell immens frustréiert sinn an deenen dann d'Fieder ausruuscht - oft, mee natierlech net nëmmen.

Ech wëll direkt derbäi soen: Dat heiten ass eng allgemeng Iwwerleeung. Et geet guer net drëms, Hatespeech ze verharmlosen oder souguer ze entschëllegen. Well aus engem Frust Hatespeech ze maachen, dat ass eng bewosste verurteilenswäert Entscheedung, déi duerch näischt ze entschëllegen ass! Verstoe wëllen heescht net entschëllegen!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Mee et geet mer drëms ze kucken, ob et Hannergrondgeräischer gëtt, un deene mer als Politik, mir als Politiker, preventiv kënnen schaffen, fir dass d'Verlockung zum Hatespeech op alle Fall emol manner grouss gëtt.

An ech weess net, wéi et lech geet, mee mäin Androck ass, dass d'Empörungspotenzial an d'Nervositéit an der Gesellschaft a leschter Zäit zougeholl hunn. Wat mécht d'Leit an eis alleguerten dann eigentlech potenziell esou onzefridden an esou nervös?

Et muss een zouginn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass et am Moment tatsächlech wierklech net einfach ass. Mir sinn alleguerten genervt vun där blöder Pandemie, déi mer schon e puermol wollte fir eriwwer erklären an déi sech einfach net gëtt. Vill Mënsche leiden dorënner - dat huet eis och de Politmonitor vu gëschter iwwerregens gewisen -, queesch duerch all Generatiounen. Op deem Närebedem entstinn da Verschwörungstheorien a Polariséierung bis eran an d'Familljen. An héchstwahrscheinlech kennt jiddweree vun eis iergendwou eng Famill, déi genau weinst där doter Fro a sech gespalten ass. Eng dramatesch Situatioun!

Wien eng Verschwörungstheorie kann zum Beschte ginn, deen huet natierlech eng vill méi spannend Geschichte ze erziele wéi een, deen einfach nëmme feststellt, dass schon oft e Virus vum Déier op de Mënsch eriwergaangen ass an dass et eeben dës Kéier leider besonnesch grav ass.

Mee op wem seng Käschte ginn dann esou Weltverschwörungstheorien, déi d'Welt dann op eemol deelen a Gutt a a Béis? A wéi et schéngt - dat hu se mer bei respect.lu gesot -, ass et oft de verstopten oder souguer de ganz oppenen Antisemitismus, deen heimat verbonne gëtt.

A mir sinn och oft genervt, well mer mierken, dass eis „heile Welt“ net esou perfekt ass, wéi mer se gären hätten. De Klimawandel wierkt op eng ganz Rei Leit esou, dass se mierken, dass eisen onbekëmmerte Liewensstil iwwer Joerzénge eng ganz Rei nefaste Konsequenzen hat an de Planéit zumindest mat senger Kraaft um Enn ass. Si maache sech Suergen ëm déi gesond Zukunft vun hire Kanner, vun hire Jonken, vun hire Kandskanner, den nächste Generatiounen, och hir eegen Zukunft.

Da gëtt et ëmmer méi Leit, déi an enger globaliséierter Welt wëllen zu Lëtzebuerg matliewen a matschaffen - dat absolut legitimweis! An déi si wëllkomm hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt déi, déi eis brauchen an deene mir onbedéngt müssen hëllefen. Et gëtt sécherlech och parmi vun deenen doten déi, déi vun eisem System wëlle profitéieren. An alleguerten déi doten ausenanzehalen, dat ass tatsächlech eng komplex Ustrengung. Déi Komplexitéit auszuehalen an ausenanzehalen, dat kascht Energie, an déi muss ee kënnen opbréngen.

Ech wëll och meng Thees erneieren, dass den Aarmutrisiko ëmmer méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft réckelt, dass mer eise System heiansdo als ongerecht empfangen, well der ganz vill vun eis sech heiheim näischt méi kënnen leeschten, dass Aarbechtsplazen ënner Drock stinn, dass d'Schlaange beim Dokter méi laang ginn, dass alles net méi esou einfach ass an déi sozial Ongerechtegkeet vill Mënschen onzefridde maachen.

Dat féiert leider oft zu Tirangsdanken am Sënn vun: „Jo, déi douwen, an dann déi Schmarotzer doënnen, déi souwisou näischt schaffe ginn“, zu Diskriminatioun an Exklusivtioun, zu déifster Onzefriddenheet fir sech selwer, déi ech selwer bei enger ganzer Rei Leit iwwer Joren erlieft hunn, wéi staark se dorënner leiden, wéi se an d'Tiräng gepaakt ginn.

Un all deem Närebedem fir Onzefriddenheet, Här President, muss mir als Politik schaffen. Dat ass déi basescht Preventioun, déi et gëtt. Et geet drëms, eis Gesellschaft an all deene ville Krisen zesummeliewen, e Raum ze schafe fir déi, déi hir Suergen net lassginn, hinnen nozelauschteren, et auszuehalen an domat ze prevenéieren, dass si sech selwer an anere schueden duerch oft oniwierleuchten Äusserungen.

Da muss ech awer nach eppes anescht erswären: Wann et stëmmt, dass d'Gefor vun der Anonymiséierung an der Individualiséierung an der Gesellschaft grouss ass an dass een Denken a Stereotyp kéint verschäerfen, dann ass déi Initiativ, déi gëschter beim GRESIL, der Initiativ fir Integratioun op lokalem Niveau, virgestallt gouf ... An Dir, Madamm Familljeministesch, Dir waart do a mäi Kollege, den Emile Eicher, och a vill anerer iwweregens, déi haut hei an der Chamber sinn, ware gëschter och present. Eng Initiativ, déi ass Gold wäert! D'Opstelle vun Tiers-lieux, vun attraktive Plaze fir sech ze begéinen, déi accueillant sinn an déi et erlaben, Mënschen ze begéinen a Virurteeler opzebauen.

Ausserdeem wëll ech drop hiweisen, dass mer eis an eiser Gesellschaft e positive Counterspeech musse gi géint all deen Hatespeech, deen ëmmer erëm latent present ass, e positiven Narrativ fir eist Zesummeliewen. An dat ass och d'Obligatioun vum Staat.

Dann, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, stellt sech d'Fro, wéi mer deem Phenomeen begéien, dass sech Onzeffriddenheet an Diskriminatioun an Hatespeech äussert. Ech wëll nach eng kéier betounen, dass et tëscht Onzeffriddenheet an Hatespeech kee fléissenden Iwwergang gëtt. Dat ass eng bewost Entscheidung fir déi ee Verantwortung iwwerhuele muss an déi ee mat secher Onzeffriddenheet net entschëllege kann! Well Onzeffriddenheet kann een och positiv an Doten ëmsetzen: sech engagéieren, sech äusseren, Alternative vorschloen, d'Gespréich sichen - de Reflex vun enger Gesellschaft, déi funktionéiert an déi sech als eppes Ganzes versteet.

An do stellt sech déi Fro: Wat ass dann den Iwwergang an den Ënnerschied tëscht fräier Meinungsäusserung, objektiver Realitéitsbeschriewung an Hatespeech, potenzieller a verbaler Gewalt? Fir mech perséinlech läit déi Grenz do, wou ech engem bewost wëll schueden. An do, wou ech versichen, eng Realitéit esou ze beschriewen, an dobäi bewost a Kaf huelen, dass meng Aussoe kéinten als Tirangsdanke verstanen oder mëssverstanen ginn.

Meenungsfräiheet ass en immens wäertvoll Gutt. D'Mënschen hu sech an der Geschicht laang mussen derfir asetzen, bis se sech endlech duerchgesat huet. Si war awer ni absolut, si war ni ouni Grenzen, si war ni ouni Verantwortung a Verflechtung. Si huet hir Grenz do, wou eng Atteinte géint d'Fräiheet vun engem anere Mënsch geschitt.

Mäi Kollege Gilles Roth hat an enger Interpellatioun 2017 an eise Numm gesot, dass dat immens héicht Gutt vun der Meinungsfräiheet net absolut ass, mee emol a Konflikt mat anere Grundrechter geréit an dass een Zensur a Repressioun vun Delikter net därer gläichsetzen. Et gëtt kee Recht op Haass!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Oder, wéi de Moler Randall Munroe et sënngeméis ausgedréckt huet: Wa Meinungsfräiheet nach déi lescht Bastioun ass, fir däin Hatespeech ze legitiméieren, dann has de wierklech net vill ze soen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Meinungsfräiheet an Hatespeech sinn also bei Wäitem net dat selwecht. Oder, fir et anescht a ganz kloer ze soen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an engem eenzege Saz, deen haut de Mëtzt he scho gefall ass: Haass ass keng Meinung!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Dofir erlaabt mer, Här President, an engem zweete Schrëtt iwwert déi Fro vun der Therapie a Begleedung, nach op véier ganz praktesch Froen anzegoen, nämlech wéi een ëmgeet mat Hatespeech, wann iwwerall, iwwer all Onzeffriddenheet a Meinungsäusserung eraus, mat Absicht verbal Attacke bestinn. Véier Punkten, parallel zu enger Opdeelung, déi Bee Secure op hirem Site zum Hatespeech hunn - fir meng Quellen och transparent unzeginn.

Déi Éischt ass: Wéi kann een Hatespeech geréieren, wann een Affer dovun ass? Bee Secure schléit vir - praktesch an enger Progressioun vu Gravititéit -, éischten: Ignoréieren ass heiansdo dat Besch. Zweetens: Et net perséinlech huelen, well et si reng Projektionen an du bass nëmmen d'Projektiounsfäch. Drëtten: Den Auteur blockéieren. Véiertens: de Contrediscours, fir Hatespeech als Hatespeech ze entlarven a sech dergéint ze wieren. Fënneften: Net eleng bleiwen, mee eng Vertrauenspersoun sichen oder sech un ee Service wenden. Sechstens: Et signaliséieren, zum Beispill bei hinnen. A siwents: Plainte maache bei der Police mat Screenshots oder anere Beweiser.

An déi zweet Fro, déi ass jo, wou een dann Hëllef fanne kann, wann et da mol eng kéier sou wäit ass an een déi Hëllef brauch. Et gëtt zum Beispill d'Bee Secure Stopline, et gëtt de Kanner-Jugendtelefon: 116 111, et gëtt natierlech d'Police, et gëtt och de Centre pour l'égalité de traitement, et gëtt och

d'ASBL SOS Radicalisation an de Centre respect.lu, déi och eng ganz wichteg Approche vun der Deradikalisatioun ubidden, wat ech eminent wichteg fanne a wou ech gläich nach eng kéier drop zrëckkommen.

An ech wëll och nach derbäifügen, dass vill Organisations a Mouvementer sech mam Thema beschäftegen. Sou huet zum Beispill den SNJ mat der ASTI e Site op d'Bee gestallt: Linking Luxembourg. Mir selwer war en am Virfeld zu dëser Debat iwweregens net bekannt an ech weess net, ob dat elo representativ ass, mee et ass sécher d'Fro wäert, ob esou ee wäertvoll Instrument vun Opklärung nach genuch bekannt ass. An déi Fro wëll ech direkt un den Educationminister riichten a se verknäppe mat där Fro, wéi an der Educatioun iwwert den Hatespeech dann opgekläert gëtt.

Souwäit ech gesinn, gëtt et och den IKL, de Centre d'éducation interculturelle, gedroe vum MENJE a vun der ASTI, a kënt Dir eis vläicht eppes dozou soen, wéi gutt et funktionéiert a wéi vill e sollicitéiert gëtt? An ech wëll och nach den Zentrum fir politesch Bildung erwänen, deen dat Thema vun Hatespeech immens seriö hält.

Déi drëtt praktesch Fro, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass, wéini den Hatespeech da strofbar gëtt. Dat ass de Fall, wa folgend zwee Elementer beienaner kommen - an d'Stéphanie Empain hat et scho gesot -: d'Incitation, also d'Opfuerderung zu Haass oder Gewalt engersäits opgrond vun deene Kategorien, déi ech virdru scho genannt hat, an anersäits d'Ausdrucksforme vun der verbaler Gewalt am öffentleche Raum, virtuell oder analog, Illustratiounen, Affichen oder audiovisuell Kommunikatioun.

An hei stellt sech, an dat fügen ech och gären derbäi, och d'Fro, wéini een haftbar ka gemaach gi fir Hatespeech. An dat kann och de Fall sinn, wou aner Leit meng Kanäl, meng sozial Medien notzen, fir hiren Hatespeech vis-à-vis vun Drëtten ze äusseren. Da sinn och censéiert, dat als Hatespeech ze erkennen, ze ënnerbannen an ze läschen.

A sou ass a Frankräich ee Politiker - dat ass och schonn erwänt ginn - verurteilt ginn, well en op senger Facebooksäit Haasskommentare stoe gelooss an net geläscht huet.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Eng gutt Geleeenheet, un d'Virreideroll an d'Virbildroll vun den öffentleche Persounen ze erënnere.

An déi véiert Fro, déi ech nach uginn, dat ass déi - oder déi sinn nach uginn op Bee Secure -, wéi ee sech bei hinnen op der Stopline ka mellen. An dat ass ee ganz entscheidende Punkt, well wann ee sech d'Urteeler vun deene leschte Joren zu Incitation à la haine ukuckt, da mierkt een, dass der do ganz vill sinn, déi op Denonciatiounen duerch Bee Secure zrëckginn - an iwweregens leider eng steigend Tendenz! Et soll ee sech net freeën iwwer eng steigend Tendenz vun de Fäll, mee et kann een awer soen, dass een et ka begréissen, dass et eng steigend Tendenz gëtt bei den Denonciatiounen, dass d'Saachen oppegeluecht ginn an dass eppes geschitt.

An iwweregens, fir dat och hei gläich unzeschléissen, dat ass ee Constat, deen och d'Police fir 2020 bestätegt an hirer Section antiterrorisme: leider eng steigend Tendenz vun der verbaler Gewalt.

An et muss een och nach derbäi soen, dass am Rapport 2017 vun der ECRI iwwer Lëtzebuerg, dës Europäesch Kommissioun eis warnt virun enger opkommender Xenophobie, déi sech besonnesch géint Flüchtlingen, Muslimen an Ausländer am Allgemengen äussert. Iwweregens ass dat elo dee leschte Rapport vun der ECRI, deen ech fonnt hunn, an ech weess net, ob opgrond vun der Pandemie, iergendwou een an der Maach ass oder wéini deen nächste virgesinn ass. Vläch weess d'Madamm Justizministesch dat besser, ob do iergendwéi eng kéier erëm een op eis duerkënnt, well dat wär nämlech ganz interessant ze kucken, wat si dozou soen.

Iwweregens war mäin Austausch mat respect.lu zum Thema Therapie a Begleedung hei immens interessant. Si begleede jo Leit, déi sech scho radikalisiert hunn, an engem Programm vun Deradikalisierung. Mënschen, déi beim Parquet gemellt goufen an deenen hire Prozess nach aussteet, kënnen fräiwëlleg deelhuelen a kréie Wëssenstransfert zu den Theme Meinungsfräiheet, Discourskompetenz - „Ech war frustriert, mee ech wouss net, wou ech de Frust kéint anescht lassginn.“ -, Mediekompetenz - wou opfällt, dass vill Leit an engem méi avancéierten Alter net gutt ënnerscheede kënnen, wat eng Äusserung an öffentleche Fore bedeit; an do, Madamm Ministesch, ass et vläch och eng gutt Fro ze kucken, ob eng Sensibiliséierung grad fir déi eeler Leit iergendwéi ugeduecht ass -, Diskriminierung - wien ass Affer, wien ass Täter? - an de Perspektivwiesel - kommt, mir gi mol eng kéier déi besichen a kennelieren, iwwert déi ech mech hei ausgelooos hunn; zum Beispill eng ganz Rei Visitten a Flüchtlingsfoyeren, fir dass déi, déi wierklech onugemoossen

Äusserungen iwwer Flüchtlinge gemaach hunn, mol endlech wëssen a kennelieren, wien déi Mënsche sinn a wéi hir Situatioun ausgesäit.

An déi Fro, déi ee sech hei stelle kann, Madamm Justizministesch, ass, ob een net esou ee Programm wéi deen heite vun der Deradikalisierung och ubidde kéint nom Aussprache vun enger Peine, ob een net an deem nächste Schrëtt och deene Mënsche kéint hëllefen, op déi Aart a Weis dann hir Dot ze verstoen a sech als Mënsch op e ganzen Transformationsprozess anzeloossen.

Ausserdeem stellt sech och d'Fro vun enger Afferberodungsstell. De CET an anerer kënnen zwar villes opfänken, mee si begleeden awer zum Beispill d'Affer net während dem Prozess, do, wou jo ganz vill emotional Erënnerungen opkommen. An och do wëll ech lech froen, ob geplangt ass, esou eng Afferberodungsstell anzeféieren, déi fir ganz vill Leit wierklech Gold wäert ka sinn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Paul Galles (CSV).** - An da stellt sech och nach d'Fro vun den zoustännege Multiplicateurs op nationalem Plang. Op EU-Niveau gëtt et de Code of conduct on countering illegal hate speech online. An der sechster Evaluatioun ass Lëtzebuerg nach net vertrueden; aner 22 EU-Länner sinn awer vertrueden. An och um Niveau vum Conseil de l'Europe fënn ee kee Body, keng Institutioun, déi de Relais fir national Campagné mécht. Dofir meng Fro, ob do eng Verännerung geplangt ass.

An doraus ergi sech awer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss e puer politesch Froen am Ëmfeld vun der Justiz a vun der Repressioun. An ech gesinn der e puer, an ech wëll se dann och zum Deel un d'Madamm Justizministesch riichten oder wien och ëmmer sech da vun den Dammen an Häre Ministeren ugesprach fillt.

Déi éischt ass: Hu mer zu Lëtzebuerg eng verbindlech Definitiou vun Hatespeech, op déi ee sech am juristesche Kader ka beruffen? Wann ech nämlech probéieren, mech online doriwirer ze informéieren, kréien ech ganz vill ënnerschiddlech Formulierung an Definitiouen. An ech kréien der meeschten, déi eis aus dem Ausland zougedroe ginn. Dofir meng Fro, wéi et mat enger Definitiou hei zu Lëtzebuerg steet.

Ech schléissen hei och un déi zweet Fro un no eise legislative Kader, ob deen duergeet. Souwäit ech Är Äntwerten, Madamm Ministesch, bei der Heure d'actualité iwwert de Rassismus an Erënnung hunn, ass eise legislative Kader gutt opgestallt. Mir hunn d'Antidiskriminationsgesetz vum 28. November 2006, an deem iwweregens och de CET konstituéiert gouf. Mir hunn den Artikel 457-1 vum Code pénal, deen definéiert „toute forme de communication“ am Sënn vun Hatespeech; dee baséiert sech op den Artikel 454, an deem déi verschidde Kategoriën vun Diskriminatioun festgehale sinn. An Dir hat deemools och vun Aarbechten op der Fro vum Hatecrime geschwat an eis Resultater fir d'Enn vum Joer an Aussicht gestallt. Dierf ech froen, ob et schonn Enn vum Joer ass? An därerf ech och froen, ob d'Fro vun Hatespeech eebe genau an där doter Fro vum Hatecrime mat dran ass?

Am Rapport mi-parcours vu Lëtzebuerg un de Conseil des droits de l'homme steet dran, dass de Justizministère un engem Projet de loi schafft, fir den Online-Hatespeech besser an de Griff ze kréien. Handelt et sech heibäi ëm déi selwecht Demarche oder ass dat nach eng kéier eppes anescht? A wéi steet et och mat deem Projet de loi?

Ech hat iwweregens och eng kéier matkritt, dass e Gesetz zum Thema Intersex an der Maach wär; jo, eng Kategorie vu Mënschen, déi ganz oft falsch verstanen ginn, en Thema, wat oft vergiess oder ënnerschat gëtt. Ass et méiglech, eis ze soen, ob do och esou e Gesetz an der Maach ass an ob do eppes op eis duerkënnt?

An ech wëll hei och nach eng kéier eis selwer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, un déi Resolutioun erënnere, déi mer gestëmmt hunn, dass mer dem CET wëlle méi Kompetenze ginn.

An déi drëtt Fro, déi ech gesinn, ass: Wat sinn eis Indicateuren? U wat fir Zuele moosse mir hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt den Hatespeech? Mir hunn de Rapport vum CET, doraus kann ee jo scho munches tëscht den Zeilen erausliesen. Et gëtt och Rapporten zu einzelnen Theemen, wéi zum Beispill de Rapport zum Antisemitismus. Mee hu mir systematesch Indicateuren hei zu Lëtzebuerg, un deene mer eis kënnen zu Lëtzebuerg orientéieren, fir d'Gravititéit vum Phenomeen Hatespeech ze beschriewen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Häre Ministeren, viru Kuerzem gouf et d'Initiativ, fir fir LGBTIQ+ den öffentleche Raum als Freedomzone ze deklaréieren. Dat ass eng super Initiativ a si muss esou selbstverständlech kënnen sinn, dass eis Gesellschaft fir eis all esou eng Freedomzone vis-à-vis vun all Hatespeech soll sinn. Mir liewen an engem fräien, oppenen an demokrateschen Europa, a mir wëllen net, dass iergend-

een eis dat futti mécht. Mir wëllen, wéi d'Karin Weyer vu respect.lu et an engem fräie Mikro ausgedréckt hat, matenaner schwätzen, oder besser: een deem aneren nolauschten, fir dass Haass keng Chance huet. An dat op Basis vun enger ganz kloer Iwwerzeugung: Haass ass keng Meinung!

Ech soen lech villmools Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Galles. An als nächste Riedner ass déi honorable Madamm Carole Hartmann ageschriwwen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Merci, Här President. „Convicted criminal! Wild savage beast of prey!“, esou liest sech viru knapp engem Joer e Kommentar op engem bekannte sozialen Netzwerk, ënner engem Artikel vun der „New York Times“. An dësem Artikel gong et ëm d'Gerichtsverhandlung nom George Floyd sengem Doud.

Ech soen et nach eemol: „Convicted criminal! Wild savage beast of prey!“ Kann dëst als Hatespeech ugesi ginn? Juristesche kéint een doriwirer diskutieren, moralesch awer ganz bestëmmt!

Ob dës Persoun sech an der Öffentlechkeet géif d'selwecht äusseren, ass ze bezweifelen. Do géifen och déi weingst Leit zouloossen, dass esou eng degradant, rassistesche a mënschenonwierdeg Ausso géif gemaach ginn. Hanner engem Ecran ass dat méi einfach. D'Hemmschwel ass net do. Et kann ee sengem Frust, senger Roserei, senger Enttäuschung, senger Verzweiflung fräie Laf loossen. A genau dat ass de Problem.

Am Fall vun dësem Onlinekommentar hat och e User, also eng aner Persoun, agegraff an de Kommentar gemellt. De Kommentar sollt dunn op d'Standarde vun der Communautéit evaluéiert ginn. Da géif eng Decisioun geholl ginn, ob e kéint stoe bleiwen oder net. Dëst kéint an der Reegel 24 Stonnen daueren.

Keng 24 Stonne méi spéit dunn d'Noriicht, dass de Kommentar net géint d'Standarde vun der Plattform verstéisst. En duert also stoe bleiwen.

Dem Notzer, deen de Kommentar gemellt hat, gouf ugeroden, de Kommentar fir sech selwer ze verstopen, den Artikel net weider ze suivéieren oder den Auteur vum Kommentar ze blockéieren.

„Wild savage beast of prey!“ Wëld Béischt! Esou gouf hei vun engem Mënsch geschwat, an als Notzer op dëser Plattform kritt ee geroden, wann dat engem net gefält, ewechzekucken.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, c'est le monde à l'envers, an dat ka wierklech net sinn!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Déi besote Plattform huet a leschter Zäit vill vu sech schwätze geden, zulescht well eng Ex-Mataarbechterin als Whistleblowerin intern Praktiken a flagrant Mësstänn an de Prozeduren no bausse gedroen huet. Sou géifen intern Fuersungen zum Beispill weisen, dass et méi einfach ass, d'Leit op Haass a Roserei wéi op iergendeng aner Emotioun ze trimmen. Si wëssen et also! An awer gëtt näischt ënnerholl; et ass gutt fir d'Geschäft.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat kann et net sinn!

Ech kommen nach eemol op de Kommentar zrëck. Wann esou Kommentare net géint d'Community-Standarder verstoussen, muss ee sech dach froen, wat dat fir Standarde sinn. Wa mer eis dës Standarden dann ukucken, da steet do, dass d'Plattform hir Verantwortung unhëlt an all Zort vun Abuse vun hirem Site fernhält. D'Dignitéit vum Mënsch a jidder Einzelne seng Rechter solle beuecht ginn. Vun den Notzer gëtt erwaart, dass si d'Dignitéit vun deenen anere respektéieren a keen harceléieren oder degradéieren. Gläichzäitig sollen awer och verschidden Usichten a Meinungsfräiheet promouvéiert ginn.

Mee wou hält da Meinungsfräiheet op a wou fänkt Hatespeech un? Wou läit d'Grenz tëscht enger fräier Meinungsäusserung a Diskriminierung? An och: Wéini sinn et nach Nouvelles a wéini ass et Desinformatioun a Provokatioun?

Déi aner grouss Fro, déi sech stellt: Wien ass verantwortlech?

Dës Fro ass dëst Joer an enger Reunion tëscht der Kommissioun fir Kommunikatioun an Technologie aus dem ënneschte Representantenhaus vum amerikanesche Kongress an de CEOs vun dräi Internetgréissten, dorënner zwou Social-Media-Plattformen, gestallt ginn. D'Thema vun der Reunion war „Desinformatioun an d'Roll vu soziale Medien an der Verbreedung an an der Promotioun vun Extremismus a falschen Informatiounen“.

Säitens de Plattformen gouf gesot, dass ee mat ëmmer gréisserer Ekippe vu Leit a mat Hëllef vun Algorithmen géif schaffen, fir Hatespeech, Diskriminatioun a sougenannte Fakenews vun de Sitten ze verbannen. An der Kommissioun sinn doriwirer vill Kriticken opkomm, dat, well d'Methoden nëmmen

deels funktionéieren, et net genuch Contentmoderatoren gëtt, d'Algorithmen onzouverlässig sinn an net séier an net wäit genuch gehandelt gëtt.

D'„Big Tech“, wéi dës Firme genannt ginn, géife sech an déi falsch Richtung entwéckelen, an d'Zäit vun der Selfregulation wier elo eriwwer. Et dierft ee sech och net méi weider hanner engem Recht op Meenungsfräiheet, Meenungsäusserung verstoppen. Et misst elo endlech eppes geschéien.

Ma och all Mënsch, deen um Internet ënnerwee ass, dee Saachen online setzt a mat diskutéiert, dréit eng Verantwortung. Och als déi Persoun, déi e Post mécht, muss sech assuréieren, dass et an de Commentairen ënnert dem Post net zu Hatespeech an Diskriminatiounen kënnt. Dat géllt och fir Politiker, wéi dat scho genannte Beispill vun dem franséische Politiker weist, deem säi Recours op der Cour européenne des droits de l'homme jo och ofgewise gouf.

Här President, hei zu Lëtzebuerg géllt d'Meenungsfräiheet. Dës ass an eiser Verfassung, awer och a supranationalen Texter wéi der Mënscherechtskonventionen consacréiert. Eis Verfassung seet: « La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. » „Sauf“, steet an der Constitution. Natierlech hunn ech e Recht op fräi Meenungsäusserung, mee och dat Recht huet seng Limiten. Et kann net sinn, dass duerch meng Meenung aner Leit diskriminéiert, diskreditéiert oder verletzt ginn.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Très bien!

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Och déi aner Leit hu Rechter, notament d'Recht, net duerch Hatespeech insultéiert ze ginn. An et ass jidderengem seng Pflicht, dat Recht och ze respektéieren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Hatespeech fällt net ënner Meenungsfräiheet an Hatespeech ass och kee Kavaliersdelikt. Au contraire, Hatespeech an Diskriminatioun sinn hei zu Lëtzebuerg duerch de Code pénal strafbar, sief dat Diskriminatiounen opgrond vun enger Persoun hirer Ofstamung, hirer Hautfaarf, hirem Geschlecht, hirer sexueller Orientéierung, hirer Rass etc.

Zu wat Hatespeech oder Desinformatioun kënnen féieren, konnte mer allegueren Ufank des Joers materliwen: Nodeems den deemolegen amerikanesche President seng Unhänger iwwer déi Sozial Medien ëmmer erëm mat falschen Informatiounen gefiddert hat an och dozou opgeruff hat ze reagéieren, ass et zum Stuerm op de Kapitol duerch seng Unhänger komm. Engem rezenten Artikel aus enger franséischer Dageszeitung no, sinn op dësem Dag bei dem sozialen Netzwierk, dat ech virdu schonn erwänt hunn, siwemol méi Signalementer wéinst Violence oder Incitation à la haine eragaangen wéi normalerweis - 4.000 Stéck pro Stonn wéinst Desinformatioun!

Kolleeginnen a Kolleegen, et muss keng wichteg Instanze gestiermt ginn, fir d'Gravitéit an d'Ausmooss vun Hatespeech ze erkennen. Ech hat lech vun der Entrevue mat den dräi Big-Tech-Firmen erzielt. Während dëser Diskussioun huet eng Damm aus der Kommissioun dorop opmierksam gemaach, dass alles, wat online ass, net just online bleift. Emmer méi oft géif si an hirer Communautéit Geschichten héieren, wou ganz besonnesch Kanner duerch Haass, deen um Internet verbreet oder u si gerichtet gëtt, och an der richteger Welt ënner de Konsequenzen heivunner leiden. Si huet vu selbstverletzendem Verhalten, vun Depressiounen a vu Kanner geschwat, déi sech eidel spieren a wou d'Familljen net méi wëssen, wéi se deene Jonke sollen hëllef.

An och hei muss een net bis an Amerika goen, fir sech dëser Saach bewusst ze ginn, mee et ass ee gutt Beispill dofir, wéi weltwäit verbreet dës Problematik ass.

Och hei zu Lëtzebuerg si Kanner, och schonn am jonken Alter, ëmmer méi vun dëser Thematik betroff. 2020 sinn insgesamt 454 Appellen an 351 Demanden iwwer Internet bei der Bee Secure Helpline eragaangen, ënner anere wéinst Harcèlement en ligne oder Contents racistes, révisionnistes et discriminatoires. Och de Kanner-Jugendtelefon verzechent eng Hausse bei den Telefonen, déi si dat lescht Joer an deem Kontext kritt hunn, a stellt gläichzäiteg fest, dass d'Haaptsubjete vun den Uriff sech och ëm déi mental Gesondheet dréien.

Den Hatespeech féint, laut Kanner-Jugendtelefon, a kombinierter Form statt: D'Grenze vum Internet an der Welt dobause léise sech ëmmer méi op. Dës Evolutioun mécht d'Situatioun fir d'Affer ëmsou méi belasschend.

Här President, wann een iwwer Hatespeech schwätzt, dann dierf een eppes net vergiessen: Egal, wie cibléiert ass, ob eng Eenzelpersoun oder e Gruppement, ob jonk oder al, hanner all Ecran sëtzt hannen um Enn iergendwou e Mënsch. E Mënsch

mat Gefiller an Emotiounen. Déi verschwannen net, wann een den Ecran ausmécht. Déi droen Affer vun Hatespeech och am Alldag ëmmer mat sech ronderëm. D'Initiativ respect.lu - och scho genannt - setzt sech an, fir géint Hatespeech virzegoen, mee stellt awer och d'Fro, wéi an Zukunft déi stroferechtlech Konsequenze kéinten ausgesinn.

Effektiv hu sech an de leschte Joren eng sëllege Leit wéinst Incitation à la haine oder à la violence viru Geriicht mussen veräntweren an et ass och ëmmer zu Verurteilungen opgrond vun Hatespeech am Netz komm. Net méi spéit wéi elo am September sinn hei zu Lëtzebuerg dräi Ugekloter wéinst Incitation à la haine a rassistesche Bemierkunge viru Geriicht bestrooft ginn: dräi Méint Prision op Suris, Therapie a Geldstrof tëschent 1.000 a 1.500 Euro.

Ma de Wëllen, fir ze handelen an dem Problem engéintzewierken, bleift grouss. Mënscherechteswiddreg Inhalter verbreed sech ze séier an Desinformatioun an Hetz droen ëmmer méi zur gesellschaftlecher Spaltung bäi. Eng Etüd, déi op Uerder vum Europaparlament gemaach a schonn am Juli 2020 verëffentlecht gouf, confirméiert dat. Ech zitieren: « L'étude soutient que les discours et les crimes de haine empoisonnent les sociétés car ils menacent les droits individuels, la dignité humaine et l'égalité, renforcent les tensions entre les groupes sociaux, perturbent la paix et l'ordre public et mettent en péril la coexistence pacifique. »

Schon 2018 hat déi Europäesch Kommissioun Recommendationen erausginn, fir géint „Contenus illicites en ligne“ virzegoen. 2020 huet dunn d'Europaparlament eng Resolutioun iwwer d'Services numériques a Relatioun mat den Droits fondamentaux ugehall, wou festgehale gouf - an ech erlabe mer, hei nach eng Kéier ze zitieren -: « Le parlement juge indispensable d'harmoniser et de clarifier intégralement les règles au niveau européen sur la responsabilité, en vue de garantir le respect des droits fondamentaux et les libertés des utilisateurs dans l'ensemble de l'Union. »

Als DP si mir houfreg, si mir dofir och frou, dass d'Europäesch Kommissioun elo mat dem neien Digital Services Act - deen ass och scho genannt ginn - ënner anere geziilt probéiert, Reegelen fir d'Plattformen an Internetdëngschter festzehalen an e sécheren a respektvollen Émgang am Internet ze assuréieren.

Eenzel Länner, wéi beispillsweis Däitschland, hu scho weider Upassunge bei de Gesetzer virgeholl, sou zum Beispill mat der Aféierung vun engem Netzwerkdurchsuchungsgesetz, wat quasi just fir sozial Netzwierker géllt a wou d'Bedreier vun de jeeweiligen Internetsitten an hir Responsabilitéit geholl ginn, fir stroferechtlech relevant Inhalter ze moderéieren an, jee no deem, och ze läschen.

Ma och hei zu Lëtzebuerg hu mir glécklecherweis schonn eng Instanz, déi sech dëser Responsabilitéit op nationalem Niveau ugehall huet: De Service national de la Jeunesse, SNJ, ass nämlech verantwortlech fir d'Koordinatioun vun der Initiativ Bee Secure, déi d'Regierung am Joer 2010 an d'Liewe geruff huet.

D'Zil vun dëser Initiativ ass et, eng sécher a positiv Notzung vun den neien Informatiounstechnologien ze fërderen a geziilt géint Abusen am digitale Raum virzegoen. Zesumme mam Kanner-Jugendtelefon, der Police, der Justiz an der Lëtzeburger Agence fir Cybersécherheet offrëiert den SNJ, ënnert dem Schierm vum Bildungsministère, dofir eng grouss Palett u Services, déi de korrekten a responsablen Émgang mat den neie Medien fërderen sollen. Et ass wichteg, eis Kanner esou fréi wéi méiglech iwwer d'Risiken an déi potenziell Gefore vun der digitaler Welt opzklärten. Bee Secure publizéiert dofir reegelméisseg Informationsbroschüren a praktesch Guidé fir Kanner a Jugendlecher iwwer Theeme wéi Cybermobbing, Hatespeech, Fakenews an Date-sécherheet.

Donieft sinn d'Ekippe vu Bee Secure awer och an de Lëtzeburger Grandschoulen a Lycéee ganz aktiv an offrëiere speziell Trainings fir Schüler ab dem Cycle 3.1. Am Secondaire ginn dës Trainings iwwregens Pflicht op alle Septièmesklassen. D'Nofro fir dës Schouling ass iwwer déi lescht Jore ganz staark geklommen: 2018 huet Bee Secure ronn 1.000 Trainings absolvéiert, dat sinn der méi wéi dräimol esou vill wéi nach 2010.

Och am Beräich vun der nonformaler Bildung offrëiert Bee Secure gratis Workshoppen iwwer den Émgang mat den neien Technologien, wéi zum Beispill an de Maisons relais oder och an de Jugendhaiser.

Nieft deene Jonke gehéieren awer och d'Elteren, d'Senioren an d'Léierpersonal zu den Haaptzilgruppen vu Bee Secure. Sou kënnen d'Senioren zum Beispill u Konferenzen iwwer d'Basics vum Internet deelhuelen an d'Enseignanten u spezifesche Weidderbildungen iwwer den digitalen Unterrecht.

All Joer entwéckelt Bee Secure ausserdem eng Opklärungscampagne fir de Grand public. 2019 war

et zum Beispill d'Campagne „#checkyourfacts - Gleeft net alles um Internet!“

D'Zil dovunner war et, d'Bierger iwwer d'Thema vun der Desinformatioun, also der Verbreedung vun falschen Informatiounen um Internet opzklärten.

D'Sensibiliséierung spillt eng absolut Schlësselroll, wann et drëms geet, déi Jonk sou gutt wéi méiglech op eng digital Zukunft ze preparéieren. Engersäits mussen mir hinnen déi néideg Kompetenze vermëttelen, déi si fir de séchere Gebrauch vun den neien Technologie brauchen, an anerersäits mussen mir hinne bäibréngen, manéierlech a respektvoll mat hire Matmënschen ëmzegoen, och a virun allem am virtuelle Raum.

Spéitstens säit der Publikatioun vum sougenannte Mediekompas an der Aféierung vum Coding an de Grandschoulen ass d'Vermëttlung vun den digitale Kompetenzen fest am Unterrecht verankert. Den Educationministère huet während dëser Legislaturperiod eng ëmfaassend Strategie op d'Bee gestallt, fir de Lëtzeburger Schoulsystem ze moderniséieren respektiv ze digitaliséieren. Et huet een den néideg Kader geschaaft, fir d'Émsetzung vun engem effikasse Medienunterrecht ze garantéieren.

Nieft der Mise en place vu proaktive Preventiouns-moosnamen ass et allerdéngs och wichteg, eng effikass Prise en charge vun den Affer an den Zeie vun digitaler Gewalt ze assuréieren. Déi Jonk brauchen eng zentral Ulafstell, un déi si sech bei Problemer an der Onlinewelt kënnen wenden, eng Kontaktpersoun, déi hinne mat Rot an Äntwert zur Säit steet.

An och hei si mir zu Lëtzebuerg mat den Acteuren vu Bee Secure gutt opgestallt: Op där enger Säit hu mer do d'Bee Secure Helpline, eng anonym, vertraulich a gratis Berodung iwwer Telefon, op där anerer Säit d'Bee Secure Stoptine, eng Méiglechkeet, fir illegalen Texter, Biller a Videoen ze mellen, déi entweder op Foren, Websäiten oder sozialen Netzwierker fonnt ginn. Dës Meldunge ginn da vu Bee Secure gepréift a wann néideg och un d'Police oder d'Justiz weitergeleert.

De Kanner-Jugendtelefon an de Centre pour l'égalité de traitement sinn zwo weider Instanzen, déi den Affer an Zeie vun Hatespeech zur Säit stinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eis Sprooch schaaft eis Realitéit: All Wieder, déi mir benotzen, kreéiere bei eisem Géigeniwwer e Bild, a mat dësem Bild och eng Emotioun. Dofir ass et wichteg, dass mer eis Sprooch och bewusst iwwerdenken, fir dass se net genotzt ka ginn, fir tëschen de Mënschen Zwispalt a Konflikt ze streeën an Diskriminatioun an Haass ze verbreedden.

De Kampf géint den Hatespeech huet an der DP schonn eng laang Geschicht. Déi fréier Presidentin vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe Anne Brasseur ass 2016 zur Ambassadrice vum Mouvement contre le discours de haine ernannt ginn. Déi Jore virdrun hat si sech scho laang géint den Discours de haine a fir d'Affer vum Hatespeech agesat.

Et ass och opgrond vun hirem Asaz, dass eng Journé européenne des victimes de crimes de haine um Datum vom 22. Juli agefouert ginn ass. Wéi d'Anne Brasseur deemools, gleewe mir och haut, dass d'Prinzipie vun der Demokratie an de Mënscherechter essentiell sinn, fir fräi kënnen ze liewen. D'Anne Brasseur ass mam gudden Beispill virgaangen an et ass un eis, seng Iwwerzeugungen haut och weiderzeféieren.

■ **M. Guy Arendt (DP).** - Très bien!

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Den Hatespeech huet an eisem Discours, an eisem Émgang ee mat deem aneren näischt verluer, weeder online nach offline, net haut an och net muer. D'DP weist dem Hatespeech dofir déi Rout Kaart a wäert sech och weiderhi resolutt géint all Form vun Haass asetzen.

An deem Sënn géif ech och gären eng Motioun arechen, déi eise Wëllen, dës Problematik unzepaken, nach eemol soll ënnersträichen, fir dass mir och weiderhin alles dorunner setzen, géint den Hatespeech a géint d'Diskriminatioun an eiser Gesellschaft virzegoen.

Dës Motioun, Här President, ass vun de Majoritéitsparteien ënnerstëtzt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le discours de haine, qu'il soit en ligne ou hors ligne, est un phénomène particulièrement préoccupant ;

- considérant la résolution du Parlement européen du 20 octobre 2020 sur les services numériques, et dans laquelle le Parlement juge indispensable d'harmoniser et de clarifier intégralement les règles au niveau européen sur la responsabilité, en vue de garantir le respect des droits fondamentaux et les libertés des utilisateurs dans l'ensemble de l'Union ;

- saluant les initiatives prises par le Gouvernement en matière de campagnes annuelles de sensibilisa-

tion et d'information, telles que la campagne « Share Respect - Stop Online Hate Speech » ;

-saluant la coopération du Gouvernement avec le Conseil de Presse en septembre 2017 pour l'établissement d'un guide de bonne conduite (www.netiquette.lu) pour les utilisateurs en ligne ;

- approuvant également les formations formelles et non-formelles de « Bee Secure » destinées à la prise de conscience, l'éducation, la sensibilisation et la prévention pour les enfants et les jeunes ainsi que les parents et le personnel éducatif ;

- saluant la participation du Gouvernement à la campagne « No Hate Speech Movement » du Conseil de l'Europe en 2017 ;

- considérant l'introduction en 2020 du « Medienkompas » (edumedia.lu) avec, entre autres, ses champs de compétence « cybermobbing » et « hate speech » ainsi que l'encodage et le raisonnement algorithmique ;

- considérant l'instauration du cours Sciences numériques en tant que projet-pilote dans les établissements d'enseignement secondaire dès la rentrée 2021/22 ;

- consciente du nombre croissant de signalements pour discours de haine auprès de l'initiative « Bee Secure Stoptine » ;

- considérant que les propos haineux sont incriminés par le Code pénal,

invite le Gouvernement

- à poursuivre ses efforts en matière de sensibilisation, prévention et intervention pour lutter contre le discours de haine, en particulier dans les environnements en ligne ;

- à promouvoir une communication non-discriminatoire, inclusive et juste sur les réseaux sociaux ;

- à poursuivre les efforts pour promouvoir une compréhension et un usage raisonné des nouveaux médias à tous les niveaux d'enseignement (Medienkompas, Digital sciences, ...) ;

- à maintenir et renforcer sa collaboration avec la société civile proposant des offres pertinentes dans le domaine du discours de haine (Zentrum fir politesch Bildung, respect.lu, Bee Secure ...) ;

- à promouvoir une politique de « tolérance zéro » à l'encontre de discours de haine ;

- à élargir l'offre des formations continues dans la matière pour le personnel enseignant, socio-éducatif et bénévole du domaine de l'enfance-jeunesse ;

- à mettre davantage l'accent sur les besoins des victimes et assurer une collaboration étroite entre la police, le parquet et les services destinés à l'aide aux victimes ;

- à mettre en place des programmes spécifiques visant à la responsabilisation des auteurs de discours de haine.

(s.) Carole Hartmann, Dan Biancalana, Stéphanie Empain.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Hartmann.

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Domat wier ech um Enn vu menger Interventioun. Et ass e wichtige Sujet an et ass och wichteg, dass mir hei ëmmer erëm iwwer den Hatespeech schwätzen, eis Erfahrungen op den Dësch bréngen an all zesummen no weidere Léisunge sichen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwene Riedner ass den honorablen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Merci, Här President. "Hate speech is an abuse of freedom of expression. When the unacceptable starts to be accepted, becomes the norm, there is a true threat to human rights", sot den Thorbjørn Jagland, dee bis 2019 Generalsekretär vum Conseil de l'Europe war.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt eng ganz Rei Definitiounen oder Approché vun Definitioune ronderëm den Hatespeech. An d'UNO definéiert den Hatespeech als all Typ vu Kommunikatioun, verbal oder schrëftlech, déi en Ugrëff oder e pejorativen oder diskriminatoresche Langage benotzt. Dëst muss da géint eng Persoun oder e Grupp vu Persounen goen, an dat opgrond vun hirer Identitéit, hirer Relioun, hirer eethnescher Ofstamung, hirer Nationalitéit, hirer Rass, hirer sexueller Orientéierung, hirer Hautfaarf, hirer Ofstamung, hirem Sexe oder all anere Element, dat hir Identitéit ausmécht.

Op europäeschem Niveau ass eng vun deene fundamentaaltrechtleche Quellen d'Mënscherechtskonvention, déi besonnesch an der aktueller Pandemie ëmmer méi wichteg gëtt. Dës Konvention gesäit am Artikel 14 e Verbuet vun Diskriminatioun opgrond vun verschiddene Charakteristike vir, wéi zum Beispill opgrond vun enger Rass oder enger Hautfaarf.

Op nationalem Niveau steet d'fräi Meenungsäusserung sécher an eiser Verfassung, an den Hatespeech, also d'Incitation à la haine, ass nom Lëtzebuerger Strofrecht strafbar, wann zwee Elementer zesummekommen; an d'Stéphanie Empain ass virudrun op déi zwee Elementer agaangen.

Woubäi ee muss awer och bemierken, dass net all Hatespeech direkt Hatespeech am juristesche Sënn ass. Hatespeech kritt eng juristesche Dimension, ass Publikatiounen d'Lieser dozou incitéieren, Persounen oder eng Grupp vu Persounen ze haassen.

Et gétt ganz sëllege Jurisprudenzen a Fäll ze erwänen, besonnesch well dat d'Realitéit vum Hatespeech nach eng Kéier ënnersträicht.

Zum Beispill gétt et hei zu Lëtzebuerg Jugementer, déi mat Hatespeech géint verschidden Nationalitéiten ze dinn haten. Virun allem betraff waren hei auslännesch Matbierger am Allgemengen, Persounen mat donkeler Hautfaarf, Persounen mat jiddeschen Originnen, Persounen mat verschidde reliéis Zougehéieregkeete souwéi och homosexuell Persounen an och Fraen am Allgemengen. Dat ass och virdu scho gesot ginn.

Et dierf deemno awer och gesot ginn, dass eis Lëtzebuerger Justiz, dass eis Geriichter net ontäteg sinn, wat d'Veurteilung am Kontext vum Hatespeech ugeet. A statistesch gesinn huet och schonn eng Unzuel vu Verurteilungen 2020 hei am Land stattfonnt, awer och eng Rei Fräispréich. An der Press konnt een also an deene leschte Méint, a bis viru Kuerzem, Artikeler liese vu Verurteilungen an awer och vum Acquittementen.

An um europäeschen Niveau, wann een e Bléck dorop werft, ass d'Jurisprudenz zimmlech voluminéis. An hei intervenéiert virun allem d'Europäescht Mënscherechtsgeriicht, wou mir direkt bei enger vun deene groussen Erausforderunge beim Hatespeech sinn: d'Balance tëschent der Expressions- a Meenungsfräiheet an dem Hatespeech. Déi richteg Balance, den Equilibre ass immens schwéier ze fannen.

An der Réalitéit ass et och esou, dass vill Täter als Defense, als Verteidigung, an der Ausübung vun hirer Verteidigung d'Liberté d'expression benotzen als Haaptargument, wat natierlech dann och zu gerichtlechen Affäre féiert. Mee déi Liberté d'expression, déi ass ganz kloer kee Fräifaartschäin. "Hate speech is an abuse of freedom of expression", sot den Thorbjørn Jagland; ech widderhuelen et hei nach eng Kéier ganz gären.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Generell ass d'Expressions- an d'Meenungsfräiheet e wichtegen Deel vum Fundament vun all Demokratie, besonnesch bei der politescher Expressionsfräiheet. Et huet awer gradesou Limiten an et muss och d'Recht sinn, dat suergfältig anzegrenzen. A genee do ass dann och d'Hoer an der Zopp ze fannen: Wou hält dës Fräiheet op a wou geet den Hatespeech un?

Här President, ass den Hatespeech eng onausweechelech Konsequenz vun enger Demokratie? Hei muss ech ganz kloer mat Nee drop äntweren! Fir d'LSAP ass genau den demokratesche Charakter vun eise System, an deem mer liewen, e Verstärker - e Verstärker a kéint als Verstärker also geholl ginn effektiv vis-à-vis vum Hatespeech.

Well all Mënsch sech fräi ausdrécke kann, ass et warscheinlech, dass een natierlech mat Usiichte konfrontéiert gétt, déi engem net gefalen. A verschidden Usiichten, déi kënnen een irritéieren, déi maachen eis rosen, mee si kënnen eis awer och verletzen a si kënnen och geféierlech sinn. D'Motiver derfir si villfälteg a kënnen och ganz kloer zu der Spaltung vun der Gesellschaft bäidroen.

Et ass gewollt, a mir kënnen ëmmer erëm liesen, dass an de soziale Medien, wéi op Facebook, Twitter, Instagram, e Post oder eng aner Form vu Publikatioun ka Reaktionen erviruffen. Da geet et ëm rassistesch, homophob oder xenophob Kommentaren, wou Persounen direkt ugegraff ginn a wou effektiv Kommentaren erfollegen, wou eng ganz Grupp vu Persounen a Mënschen iwwert déi Publikatiounen ugegraff ginn. Do muss ee sech och d'Fro stellen: Wat motivéiert déi Leit? Wat sinn d'Grënn, dass se iwwerhaupt esou e Verhalten an den Dag leeën?

An déi Grënn si ganz verschidden. Dat kënnen sozial Hannergrënn sinn, perséinlech Erfarungen - et ass virudrun hei vu Frustréierung ginn -, awer och politesch a reliéis Divergenze bis hin zu enger Averssioun, déi ee kann hu vis-à-vis vun engem Grupp vu Leit respektiv awer och vis-à-vis vun Eenzelpersounen.

An och, wann een um Internet ënnerwee ass, muss ee sech bewusst sinn, dass dat kee rechtsfräie Raum ass! Den Internet ass keng Insel. Och do gétt et Reegelen, déi ze respektéieren sinn. An ausserdeem dierf een och net hei op den - ech géif et emol esou nennen - Mythos vun der Strofffräiheet a vun der Anonymitéit erafale, well déi ass an deem Sënn och net ëmmer ginn.

Et gehéiert awer och deemno zum Zivillcourage - jo, zum Zivillcourage -, fragwürdige Inhalter ze mellen, well Hatespeech ka jiddweree vun eis treffen. Vun der Motivatioun emol ofgesinn, muss ee sech och mat der Responsabilitéit vun de Plattformbedreiwer vun de soziale Medien auserreesetzen, wat esou Kommentaren ugeet.

An de soziale Medie kéint et verstärkt zum Cyberharcèlement, den d'Form vum Hatespeech och kann unhuelen. Besonnesch tëschent méi jonke Matbierger ass dës Phenomeen och verstärkt ginn. An ech mengen, et gesäit een dat och bei deene verschiddenen Associatiounen, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, respect.lu, Bee Secure, CET, mat deene mer Entrevuen haten, déi eis dat bestätegt hunn.

An dofir, mengen ech, missten och fir d'LSAP d'Plattformbedreiwer verstärkt legal obligéiert ginn, fir als Gatekeeper ze agéieren. Dat ass schonn a Länner, virun allem an eisen Nopeschlänner, an Däitschland an och a Frankräich. Et kéint ee sech also och un hinnen inspiréieren. An d'Medien droen also an deem Kontext eng Responsabilitéit beim Vehiculéiere vun och esou fragwürdigen Noriichten. An do ass och ganz kloer d'Netiquette, déi vum Conseil de presse an och vu Bee Secure ausgeschafft gouf, an deem Sënn eng ganz wichteg Guideline.

An och hei komme mir op eng fundamental Problematik zrëck: d'Balance tëschent der Meenungs- an Expressionsfräiheet an dem Hatespeech. Wou hält déi eng Fräiheet op a wou fänken d'Restriktiounen vun deem aneren? Dat ass net ëmmer einfach ze beäntweren.

Et muss ee sech bewusst sinn, dass den Hatespeech en Impakt op d'sozial Kohäsioun an eiser Gesellschaft huet. Hatespeech - ech hunn et virdu scho gesot - dréit zur Spaltung bäi. Et ass also immens wichteg, geziilt géint Desinformatioun virzegeen.

Haaptsächlech ass d'Liberté d'expression awer net eng Fräiheet ouni Konditiounen oder ouni Limiten. Genee dës gesäit den Artikel 10 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun vir. Et ass legal méiglech, dës Fräiheet ënner Formalitéiten, Konditiounen, Restriktiounen oder souger ënner Sanktiounen ze setzen, dës zum Beispill, wann et an enger demokratescher Gesellschaft néideg wier.

Parallél muss een awer och den Artikel 17 vun der Konventioun liesen, den all Aktioun verbitt, déi een aner Recht aus dëser Konventioun zerstiéiert. Also hei, mengen ech, ass wéi gesot d'Komplexitéit vun der Analys.

Dës Fräiheet kennt natierlech och Obligatiounen an eng Responsabilitéit fir déi Leit, déi se ausüben. Obwuel et e fundamentaalt Recht ass a wichteg fir eis Gesellschaft ass, dierf een net ignoréieren, dass dës, wéi och all aner Fräiheet, do ophält, wou se aner Fräiheeten ugräift. Et geet hei virun allem ëm Wieder a wéi wäit d'Muecht, den Impakt vun deene Wieder och reche kann.

An da si mer ganz kloer och bei der Responsabilitéit vun effentleche Persounen, vu Persounen, déi en effentlecht Amt hunn. An dës Persounen - an ech zielen eis alle 60 dozou an och, mengen ech, alleguerten déi Leit, déi en effentlecht Mandat hunn - hunn eng Virbildfunktions vis-à-vis vun eise Bierger an hunn och en Afloss, dee se ausüben kënnen. Also effektiv misste mer eis och an deem Kontext virbildlech behuelen, wat awer, wéi mer dat wëssen, an der Vergaangenheet an och aktuell gesinn net ëmmer de Fall ass.

An hei kann een - an et ass schonn e puermol drop agaange ginn - déi rezent Jurisprudenz effektiv als Beispill huelen a Frankräich, wou et och en nationaalt Urteel gouf vis-à-vis vun engem franséische Kandidat. An dat nationaalt Urteel gouf och vum Europäesche Gerichtshaff confirméiert.

Als Politiker ass een e wichtege Bestanddeel vun der Demokratie. Et ass ee vum Vollek gewielt. A genau dës Vollek soll een esou gutt wéi méiglech vertrieeden an och beschützen an net zum Haass géint aner Mënschen opwiegelen. D'Liberté d'expression, d'mënschlech Dignitéit an den tëschemënschleche Respekt sinn den A an O vun all moderner a gerechter Gesellschaft. An als esou ee Vertrieeder, als Mënschevertrieeder misst een aktiv géint all Form vum Hatespeech virgoen, besonnesch wann een den aktuelle Kontext vun der Pandemie betruecht, mee och ausserhalb dovun misst et eng vun den Haaptaufgabe vun de Politiker sinn an och vun all Partei, fir sech aktiv derfir anzusetzen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Mir wëssen awer och op där anerer Säit, dass och vill Politiker Affer gi vun Droungen, vun Haass, vun Ufeindungen. An och dat ass net ze toleréieren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Här President, den Hatespeech kann immens schlëmm, dramatesch Follge fir seng Affer hunn, vu psychologiesche Problemer bis kierperlech Selbstverstümmelung. D'Af-

fer kënnen vun allen Alterskategorie sinn an all Sexe ka vertruete sinn. Déi betraffe Persounen kënnen sech oft och einfach net méi virstellen, dass si Affer vun Haass a Gewalt goufen, well si nëmmen eng Foto oder eng Ausso op Facebook gemaach hunn.

Dofir, mengen ech, ass et gradesou wichteg, dass mer Associatiounen hu wéi respect.lu a Bee Secure, déi déi Affer opfänken. Mir kënnen hinnen iwwert deen dote Wee eng Ulafstell ubidden, hinnen nolauschten a si verstoen, hinnen hëllef, aus enger schwieriger Situatioun erauszekommen, a si fir d'Zukunft begleeden, hinnen e Rotschlo ginn a si virun allem orientéieren, fir aus all méiglechem Trauma an och Schamgefill erauszekommen.

D'Zuel vu gemellten Inhalter bei der Bee Secure Stopline war 2020 bei 292 Meldungen. Dovu sinnen der ganzer 240 un d'Police weidergeleet ginn. Dat sinn der ganz vill! D'Interventioun vun den zivilen Associatiounen also um Terrain dréit hir Friichten, si si present. An dat ass och ganz gutt esou. An ech sinn och immens frou, dass mer wierklech engagéiert professionell Servicer hunn, déi sech deene Leit unhuelen a sech och fir se asetzen. Et ass och wichteg, solidaresch ze si mat den Affer vun Hatespeech, well mer wëssen - an ech hat et virdu gesot -, mat Wieder kann ee wéidoen a mat Haass nach vill méi.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Den Affer an de Bierger am Allgemenge kéint och gehollef ginn, andeems se weider op hir Rechter opmierksam gemaach ginn. Dës kéint een natierlech och mat Hëllef vun Informatiounscampagnen un de Bierger maachen, wou och muss kloergemaach ginn, dass Hatespeech inakzeptabel ass, an hinnen och erkläert gétt, wéi se geziilt kënnen virgoen, effektiv wéi si och selwer am Kampf, an der d'Lutte géint den Hatespeech kënnen aktiv ginn.

Mir müssen also mat Informatiounen géint Desinformatioun, Stigmatisatioun a Stereotype virgoen.

Mir wëssen awer och op där anerer Säit, dass et Täter gétt. Si handelen aus deenen ënnerschiddlechste Grënn, mee oft gétt et en Hannergrond oder e spezifesche Grund.

Mee besonnesch beim Hatespeech ass festgestallt ginn, dass oft emol d'Grenz tëschent Täter an Affer verschwommen ass. Et gétt Täter, déi selwer emol Affer waren, déi eng Kéier an hirem Liewen onfair behandelt goufen an och Haass ausgesat waren. Dat schaaft dann och bei hinnen e Gefill vun Ongerechtheet. Mee dës ass awer och bäi Wäitem keng Excuse fir hiert Verhalten, och wa se aus dem Frust eraus handelen. Et muss een nämlech och an eiser Gesellschaft kënnen léieren, mat Frust ëmzegoen. Dat ass also, wéi gesot, kee Fräifaartschäin.

An och hei, mengen ech, sinn déi Associatiounen aktiv. Respect.lu setzt sech och fir eng Aart Deradikalisierung an. Et soll een „dialogéieren amplaz ze haassen“, dat ass ee vun hire Programmes phares. An d'Täter sollen och do zur Selbstreflexioun effektiv ugereegt ginn an analyséieren, firwat si déi Motivatioun do vun Haass a vun Hatespeech un den Dag leeën. An et ass, mengen ech, schonn 2020 an de Plan d'action national d'intégration jo och mat integréiert ginn. An och déi Formatioun hei, déi respect.lu ubitt, ass jo e Complement zu all penaler Prozedur a kéint och, wéi gesot, weider ausgebaut ginn.

Et ass immens wichteg, dass mir als Lëtzebuerger Land de Kampf géint den Hatespeech aktiv uginne. Fir eist Land, dat mat senger demokratescher Diversitéit a senger Promotioun vu Valeur wéi Toleranz a Solidaritéit fir e friddlecht Zesummeliewe suergt, ass et imperativ, géint den Haass virzegeen. Dofir muss mer och konkret um Terrain agéieren. An do gétt de Conseil de l'Europe eis eng ganz Rei Recommendationen, also eng Rei och konkret Léisungsvirschléi.

Eng vun deene Léisunge kéint d'Schafung vun engem Observatoire sinn, wou een och eng ganz Rei Date sammelt, eng Rei Statistiken an och Etüden an och Recherchë ka maachen, fir eis méi e konkret Bild ze ginn. An da kéint och d'Politik nach méi geziilt agéieren.

Et geet awer net nëmmen dierf ze soen, dass den Hatespeech schlecht ass. Et muss och en aktive Counterspeech - an et ass jo virudrun och dat Wuert gefall - zum Hatespeech entstonen, den ënnersträicht, wéisou dës Form vun Haass antidemokratesch ass, an deem iwwert deen dote Wee och kloer d'Mënscherechter ka stäerken. Et dierf kee Bierger Hatespeech toleréieren. Et ass jiddwerengem seng Responsabilitéit, ze agéieren an et net einfach esou geschéien ze loossen.

Als Bierger soll ee sech och solidaresch mat den Affer vum Hatespeech weisen. Ouni Solidaritéit erschafe mir nëmmen nach méi Haass an Ofleennung. An d'Coronapandemie huet eis gewisen, dass d'Solidaritéit immens present ass an der Gesellschaft. Leider huet se eis awer och gewisen, dass et Ausname gétt.

An de Conseil de l'Europe, dee recommandéiert, dass mer och déi jonk Persounen an eiser Gesellschaft, déi jonk Mënschen op den Hatespeech opmierksam maachen an och si motivéieren, aktiv ze agéieren, och do duerch e fokusséierte Counterspeech bei deene Jonken effektiv anzewierken. D'Education an d'Opklärung an der formaler an der nonformaler Bildung, an der Schoul, Maison relais, an de Jugendhaiser, do kann ee mat deene Jonke spezifesche Programmer maachen, fir se opzklären, fir och hinnen ze weisen, dass et en antidemokrateschen Discours ass. An esou eng Education, esou eng Approche kann ee maache mat ganz pedagogeschen Aktivitéiten: online Workshops, Bloggen, Social-Media-Posts, wou ee se och ganz kloer domadder sensibiliséiert an opkläert an och iwwer hir Rechter opkläert, an och natierlech Temoinagen eranhuele ka vu Mënschen, déi Affer goufe vun Hatespeech.

Här President, als Mënsch, als Individuum kann ee scho vill bewierken, wann een engem Affer e private Message schéckt an esou Solidaritéit weist an och Hëllef ubitt; e ganz einfache Gest. Dobäi kann een awer och Leit, an direkt aner Leit dozou motivéieren, aktiv géint Hatespeech virzegeen, besonnesch online wéi och offline.

Géint Hatespeech virgoen ass fir d'LSAP eng Saach vu kollektiver Responsabilitéit. All Bierger an enger demokratescher Gesellschaft huet d'Aufgab an d'Responsabilitéit, d'Dignitéit an d'Recht op Egalitéit ze respektéieren an et virun allem ofzesécheren.

Als Konklusioen Här President, géif ech gären ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass mir probéieren, esou vill wéi méiglech den Hatespeech ze ënnerbannen. Ob dat duerch legislatiivt Wierken, duerch Preventioun, duerch Sensibilisatioun oder aktiivt Handeln ass, spillt nëmmen eng ënnergeuerdnet Roll.

Mir müssen eis bewusst sinn, dass den Hatespeech an der mënschlecher Geschicht - an do gétt et ganz vill Beispiller -, wann en net aktiv bekämpft gétt, einfach gedeie gelooss gétt, fatal Follge kann hunn. Ech wëll hei net op d'Beispiller agoen, Dir kennt se alleguerten. Dofir muss mer zesammen e kollektiven Effort maachen. Et geet fir d'LSAP ëm e respektvollen Émgang mateneen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Biancalana. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Merci nach eng Kéier, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken do un elo, wou den Här Biancalana quasi opgehale huet. "It started with words" - "Es begann mit Worten": Sou heescht eng digital Campaign, déi dës Joer vun Holocaust-Iwwerliewende lancéiert ginn ass. Et handelt sech heibäi ëm eng Opklärungscampaign, déi iwwer Momenter reflektéiert, déi zum Holocaust gefouert hunn, an doriwwer, wéi schnell et ka goen, dass aus haasserfëllte Wieder Gewalt dote ginn.

Et handelt sech heibäi ëm eng Opklärungscampaign, déi iwwer Momenter reflektéiert, déi zum Holocaust gefouert hunn, an doriwwer, wéi schnell et ka goen, dass aus haasserfëllte Wieder Gewalt dote ginn. An ech beméie ganz selten den Holocaust als Verglach zu iergendwem, mee wa mer eppes aus der Geschicht geléiert hunn, dann ass et, dass Haass sech rasant schnell kann zu enger Katastroph entwéckelen. Haass an Haassried féieren zu Gewalt. An dierfir ass et ons Pflicht als Gesellschaft, awer och als Politiker a Politikerinnen, deem aktiv entgéintzewierken. A grad mir Politiker a Politikerinnen hunn do eng besonnesch Responsabilitéit.

Natierlech kann een net alles der Politik an d'Schong schiben, mee grad mir si gehalen, mam gudde Beispill virzegeen an net bewusst Ueleg an d'Feier ze schëdden. An natierlech och: Politik ass ëmmer e bëssen lelebougesspill, mee de Gros vun eis, mengen ech, bréngen et awer fäerdeg, mat eisen Argumenter ze schaffen. Leider kéint et awer och bei eis des Éftere vir, dass einzelner sou ganz um Bord vun Verwerfungen agéieren, wouduerch anerer opgestéppelt ginn, déi sech da géigesäiteg héichschauken an hiren Aussoen. Och heibanne gétt et Leit, déi et quasi zu hirem Geschäftsmodell gemaach hunn, hetzeresch Parolen online ze setzen, déi just drop ofzilen, Katzmännercher an déi frecht Remarken ze generéieren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Munchmol gétt geläsch a moderéiert, meeschens leider net. Ech kéint hei vill Beispiller nennen, fir dat ze illustréieren, zum Beispill den ominöse Muffel-Post, wou ee Representant heibanne an der Diskussioun ronderëm d'Muffelen zu lechnach e Facebook-Post gemaach huet, wou e Folgendes geschriwwen huet: „Muer ginn d'Muffelen zu lechnach op Uer-

der vun der Ëmweltministesch Carole Dieschbourg erschoss.“ Am Video, deen derzou gezwaft gi war, war d'Ëmweltministesch ze gesinn, wéi se bluttrénsteg Muffelen an d'Visiéer hält a mat Rakéiten op se schéisst.

Bon, richteg problematesch ass et awer dunn ënnert dem Post ginn: Do huet sech dunn d'Crème de la crème ...

(Brouhaha)

... vun den Hater versammelt ...

(Interruptions)

(Coups de cloche de la présidence)

■ **Une voix.** - Sch!

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Clement, d'Madamm Empain huet d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - An déi aner?

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dir sidd am häertsten, Här Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Nee, ech hu just de Mikro ugemaach, fir dass et och am PV steet!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Deen am häertste jättzt - an et ass dorëms gaangen -, deen hunn ech ernimmt.

(Brouhaha)

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Respektvollen Ëmgang!

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Respektvollen Ëmgang.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, Här Biancalana, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Empain ...

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Ech wollt just nach eng Kéier umierken: Mir schwätzen haut géint - géint! - Hatespeech, am Fong geholl net, ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, an Dir schwätzt och net iwwer mech, dat wëll ech och just zu Protokoll ginn. Well ech hunn dee Post net ...

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Ma ech si jo nach net fäerdeg! Alles mat der Rou!

Mir mussen awer driwwer schwätzen! Mir mussen ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Nee!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Also d'Madamm Empain huet d'Wuert, wannechgelift.

(Brouhaha)

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ma da sot awer Äre Kollegen an der Majoritéit, si solle sech awer och e bësse packen!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Kënnst Der elo wannechgelift allegueren fein a frëndlech matenee sinn? Ech wëll just, ...

(Brouhaha)

... a Rou, ...

■ **Une voix.** - ... Fakten ...

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - ... op d'Fakten zrëckgoen. Mir mussen driwwer schwätzen, iwwer Saachen, déi geschitt sinn, an da kënnen mer et an Zukunft vläicht och besser maachen.

(Brouhaha)

De Problem war drënner, ënnert deem Post, wou sech d'Crème de la crème vun den Hater versammelt huet, fir der Ëmweltministesch all Zort vu Mëssgeschéck ze wënschen: Vu Fermer op den Deckel bis zu Morddrounge war erëm alles derbäi. An, jo, doriwwer dierf ee schwätzen.

Geläschert a minimal moderéiert ass eréischt ginn, nodeems d'Ministesch d'Justiz ageschalt huet.

An engem anere Beispill geet et ëm den ominöse Papppost, dee geziilt géint déi gréng Justizministesch online gesat ginn ass, geféllt mat Ligen a Falschinformationen an engem en plus falsche Kontext. Och dee Post hat just een Zil: Ressentimenten ze schüren. Och mat deem Post si Morddroungen an iwwelst Beschimpfung getriggert ginn, an et war eiser Aschätzung no och esou gewollt. Déi sinn och net ewechgemaach ginn.

Déi Posts haten een Zil, a si hunn et net verfeelt. An et ass eng perfid a geféierlech Strategie an eisen Aen, sou um Bord vum Akzeptabelen d'Hënn lasszeloossen an duerno aus der Fotell nozekucken, wann den Haass säi fräie Laf hält.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Dat ass fir eis net akzeptabel. An ech denoncéieren heimat ganz kloer an däitlech dat systematescht Poste vu poleemeschen Texter mat räissereschen Iwwerschrëften, mat villen Ausruffzeechen a grouse roude Buschtawen. Ech denoncéieren dat Opbaue

vu Feindbiller. An ech denoncéieren och déi Strategie, Haass a Ressentimenten ze schüren, d'Leit gutt opzestëppelen an herno een op onschëlleg ze maachen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - An, jo, dat solle mer eis all zu Häerz huelen. Mer dierfen eis och roueg géigesäiteg kontrolléieren an éierlech matenee sinn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Ech wëll awer och kloer soen, dass net jiddereen op der selwechter Ausgangspositioun steet. Et gétt der, déi et vill méi néideg hu wéi anerer, deen Exercice fir sech ze maachen.

Esou ass et een iwwert d'Grenzen ewech beuechtent Phenomeen, dass Hatespeech an déi Systematik, déi dohanner stécht, eebe ganz oft och vum selwechte politesche Bord kënn.

A fir deen Exercice haut ze maachen, hunn ech mer zum Beispill emol ugekuckt, wat een op Säite vun AfD-Representanten esou zum Sujet Hatespeech fënnt. An do kommen am Fong geholl ëmmer an erëm déi selwecht Aussoen: dass Hatespeech jo just de Begrëff vun der Lénker wär, fir hinnen e Maulkuerf unzedinn; dass mer mam Wonsch, Hatespeech ze ënnerbannen, jo just een Zil hätten - hir Meenungsfräiheet anzeschränken -, dass dat alles jo just subjektiv wär an ee jo awer nach e bësse Kritik misst aushale kënnen; dass Kritik jo nun emol onangeneem kéint sinn, ee se dofir awer net verbidden dierft; dass mer Gefor géife lafen, ënnert dem Deckmantel vun Hatespeech richt eng Cancel Culture an d'Gräpp ze lafen; an dass d'Zensur deen nächste Schrëtt wär.

An ech ka just hoffen, dass mer heibannen nach net op deem Punkt ukomm sinn, wou mer eis esou eng Verharmlosung vum Hatespeech mussen unhéieren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Mee wéi erkennen ech als User an de sozialen Netzwerker oder ganz allgemeng och als Bierger dann esou Tendenzen? Wat ass nach normal? Wou fänkt et un, geféierlech ze ginn?

Vereinfachung a Polemik gehéieren zum politesche Meenungssträit natierlech derzou. Populismus gehéiert also iergendwou och derzou. Awer soubal een d'Mënschen an „eis an déi aner“ spalt, da schwätzt ee vun ideologeschem Populismus. An domadder schüürt een Haass an et vergëft ee ganz bewusst den Dialog. Esou Parteien oder Gruppe vu Leit maachen, wéi wa si eleng géifen de richtege Wille vum Vollek kennen. Dat ass an deem Sënn ganz problematesch, well hir Unhänger domadder derzou geleet ginn ze gleewen, hir Meenung wär majoritär a si géifen em hiert Recht op d'Ëmsetzung vun hire Fuerderunge bedru ginn. Dëst fousst natierlech iergendwou och op engem mangelnden Demokratieverständnis, mee iergerlecherweis bitt dëst Denken dann och e gudden Nierbuedem fir Verschwörungstheorien.

(Interruption)

Et ass also net d'Tatsaach, dass eng Partei eppes a Fro stellt oder kritiséiert, mee et ass d'Tatsaach, dass se domadder oft mécht, wéi wa si eleng géif fir d'Vollek a senger Gesamtheit schwätzen, während all déi aner de Wille vun de Leit net géife respektéieren. Et ass deen Discours vum Vollek géint d'Elite, vum Gudden géint dat Béist, dee verlaangt, dass de politesche Géigner duergestallt gétt, wéi wann en net zum Vollek géif derzougehéieren. An esou gi Feindbiller gestärkt a Frust generéiert.

Dëst also fir opzeweisen, wéi een och als Politiker oder als Politikerin e Klima schafe kann, an deem Hatespeech besonnesch gutt gedeie kann. Wa mer där Saach also aktiv wëllen entgéintwierken, da mussen mer se och méi breet upaken.

Da komme mer bei d'sozial Medien a wa mer vu Social Media schwätzen, denke mer hei zu Lëtzebuerg haaptsächlech u Facebook. Facebook ass e Konglomerat vu bal dräi Milliarden Notzer weltwäit a gehéiert an de meeschte Länner quasi zur öffentlecher Grondversuergung un Informatiounen. Mer schwätzen hei ëmmerhin iwwert déi gréisste Kommunikatiounsboite an der Geschicht vun der Mënscheit.

An duerfir ass et wichteg ze verstoen, wéi Plattformen wéi Facebook funktionéieren, wéi eng Ziler se verfollegen, wéi se mat eisen Daten ëmginn a wéi eng Mechanismen am Spill sinn, fir eis quasi online an engem Bubble gefaangen ze halen. Déi meescht Leit kennen dat: dat Gefill, dass ee sech muss wierklech e Ruck ginn, fir net stonnelaang online festzehänken, well ee mat ëmmer neien Inhalter konfrontéiert gétt.

An dat ass tatsächlech Absicht, well wa User méi laang online bleiwen, da verdéngen esou Plattformen méi Geld, andeems se hir Recetten aus Publicitéiten erhéije kënnen. Si hunn also e kloeren Interessi

dru, Mënschen esou laang wéi méiglech am Netz ze halen. An duerfir gi geziilt Strategien ugewannt: Esou cibléiere si eis mat deenen Theemen, déi eis besonnesch opreegen, déi eis ureizen ze kommentéieren, ze interagéieren etc.

A fir dass dee System funktionéiert, ass et fir si wichteg, genee op deenen Elementer ze schaffen, déi eis derzou verleeden, méi Zäit online ze verbriegen. A wat ass dofir méi zilféierend: nuancéiert Artikelen oder sensationunheeschend emotionalen Messagen, déi op rosen oder traureg Äntwerten aus sinn? An natierlech ass et Letzteres, well Mënsche reagéieren majoritär eebe besser op extreemem Inhalt.

An do spillen Algorithmen effektiv eng grouss Roll: Algorithmen maachen Haass siichtbar a se verbreed en. Jiddefalls ass et aktuell esou, dass Algorithmen dem Negative vill méi Plaz loosse wéi dem Konstruktiven. Dat, wéi grad beschriwwen, aus ganz strateegesche Grënn.

An natierlech ass et wichteg, dass d'Zivillgesellschaft reagiert, sech matabréngt an net just deenen den Terrain iwwerléisst, déi sech et anscheinend zum Liewensinhalt gemaach hunn, eis Diskussionskultur ze vergëffen. Trotzdeem mussen mer leider festhalen, dass dës Selbstregulatioun duerch d'Gesellschaft kaum Chancen huet ze funktionéieren, soulaang Algorithmen hinnen et schweiere maachen, sech mat hiren Argumenten an hire méi nuancéierten, vläicht och manner emotional geluedene Baiträg Gehéier ze verschafen. A vu dass et méiglech ass, dat ze steieren, wann ee gesäit, dass et aus dem Rudder leeft, soll een dat och maachen.

Well et kann net sinn, dass sozial Medien, déi eigentlech d'Leit sollen zesummebréngen - se heesche jo vläicht net ëmsoss sozial Medien -, elo zu enger Plaz mutéieren, wou Extremismus sech vun der Basis hier organiséieren kann. A wa mer aktuell Gefor lafen, dass d'sozial Medien d'Fundament vun eisen Demokratien zerstéieren, dann dierfe mer dat deene Plattformen net duerschgoe loosse.

An et kann net sinn, dass dës Aufgab herno op d'User ofgewälzt gétt. Tatsächlech gesi mer jo erfreeslecherweis méttlerweil ëmmer méi eng ganz Armada u Bierger, déi sech Zäit huelen, fir Desinformatioun an Haass am Netz och Paroli ze bidden. Mee dat ass net déi eenzeg Léisung fir de Problem. Déi muss vum bannent dem System kommen. Plattformen mussen ugehale ginn, transparent ze sinn an hirer Aart a Weis, wéi se mat eisen Informatiounen ëmginn. A se dierfen Affer vun Diffamatiounscampagnen herno net sech eleng iwwerloossen.

Aktuell ass et esou, dass Betreffener all eenzelne Baiträg bei Facebook melle mussen, wa se e gewëssene Contenu gär géifen zrëckgezu gesinn. Sollt de Baiträg effektiv geläschert ginn, sou bleift en awer op anere Plazen, wou e vläicht vun aneren Notzer gedeelt ginn ass oder vläicht och an enger zouener Grupp, weider stoen. A fir Betreffener wär et dofir och eng grouss Entlaaschtung, wann et net méi un hinne wär, fir dee Contenu reegelméisseg proaktiv sichen ze goen, ouni sech kënnen sécher ze sinn, dass en net awer nach iergendwou optaucht an erëm gedeelt gétt.

An ech hu virdru vu Géigesteiere geschwat, an et ass effektiv héich Zäit, dass mer eis och e reglementäire Kader op EU-Niveau ginn, deen déi perversen Mechanismen dann och effektiv ënnerbënt. An duerfir schafft d'EU grad un dem sougenannten Digital Services Act, deen drop aus ass, de gesamten Onlineberäich ze reglementéieren, fir fir e faire Wettbewerbg ze suergen an demokratesch Wäerter am Netz ze garantéieren. De Volet vun de soziale Medien gétt do explizitt och dran ugepaakt.

Wéi ech d'ënescht schonn ugedeit hunn, ginn eis Daten online a grousses Stil gesammelt. Si gi benotzt, fir eis mat konkretem Contenu ze viséieren, eis a gewësses Mooss och auszetricksen an eis an eiser Bubble gefaangen ze halen. An dat schuet herno och dem Meenungsbildungsprozess, well mer just nach mat deem gefiddert ginn, wat souwëssou eise Vermuddungen entsprécht, an esou d'Welt just nach duerch e bestëmmte Brëll gesinn. An duerfir nach eemol: Et ass wichteg, dass mer dru schaffen, dës Genre vu Manipulatioun an eiser digitaler Zukunft maximal ze reduzéieren. An heifir brauch et transparent Reegelen.

Bestätégt gétt dat och duerch déi rezent Enthüllung vun der Whistleblowerin Frances Haugen, där hiert Wëssen ëm déi Methoden, déi ugewannt ginn, der EU grad elo extreem geleedé kënn. Och si schwätzt sech fir eng vill méi staark Reguléierung aus, eebe well se net dru gleeft, dass déi Plattformen sech selwer reguléieren wäerten. Hire Informatiounen no hält Facebook ganz bewusst a Kaf, dass iwwer hir Plattform geféierlech Inhalter verbreet ginn. Mat hiren Enthüllung gétt si och Gewëssheet iwwert dat, wat mer bis elo ëmmer nëmme konnte vermudden, nämlech dass polariséierend Inhalter wéi Desinformatioun an Haass op Facebook vill méi staark a méi schnell verbreet gi wéi aner Messagen.

An duerfir mussen d'Demokratië sech hei aschalten. An d'EU kann hei effektiv een neie Moosstab setzen fir sécherstellen, dass d'Zukunft vun der Technologie ka mat demokratesche Wäerter an Aklang bruecht ginn. An duerfir huet d'EU-Kommissioun dem Europaparlament am Dezember d'lescht Joer och en entsprecheden Text virgeluecht, eeben de sougenannten Digital Services Act.

Och déi gréng Europadeputéiert an Expertin fir alles, wat déi digital EU-Politik ubelaangt, d'Madamm Alexandra Geese, verlaangt kloer no méi Transparenz: Internetfirmen mussen hir Algorithmen oppeleien an et ass primordial, dass se sech vun enger europäescher Opsiichtsinstanz kontrolléieren loosse. Well Plattformen, déi esou negativ Auswierkungen op eis Demokratie hunn, mussen siichtbar maachen, mat wéi enge Mechanismen se operéieren a wéi eng Krittik spillen, fir Contenu ze verbreed en.

Fir et also nach eemol ganz kloer ze soen: Mir wëlle keng Zensur, mir wëllen Transparenz! D'Zil muss et sinn, dass sozial Medien net méi derzou bäidroen, déi demokratesch Konversatioun ze ënnergruween. Am Géigendeel: Se solle fair a respektvoll Kommunikatiounen stäerken.

A wa mer de Problem wëllen op all Niveau ugoen, da schwätze mer natierlech och iwwer all dat, wat mer hei an der realer Welt kënnen maachen. An do ass d'Preventioun, wéi bei all Sujet, dee mer heibannen diskutéieren, den A an O. Egal ob doheem oder an der Schoul, ass et wichteg, dass nach vill méi drop gepocht gétt, dass Hatespeech keng Banalitéit ass. Grad well mer wëssen, dass et méttlerweil quasi normal ass, online verannet ze ginn, an dass d'Mënschen sech allgemeng schéngen mat engem anere Peegel vun eigentlech intolerablem Verhalten arrangéiert ze hunn, mussen mer deem géigesteieren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Well genee dat ass de Problem haut: De steigenden Niveau un Haass- a Gewaltundroungen huet herno eenen Impakt op d'gesellschaftlecht Mateneen. An déi Normaliséierung dierf net sinn! Grad bei Kanner a Jugendlechen ass do enormen Informationsbedarf, an et kann een net genuch betounen, wéi wichteg et ass, si ze begleeden, mat hinnen ze schwätzen an hinnen ze weisen, wéi et anescht funktionéieren kann, ganz ouni Beleedigungen.

Mir dierfen och net vergiessen, dass grad jonk User staark vu Gewalt am Netz betraff sinn. Dëst kann en enormen Impakt op d'Selbstwäertgefill vun de Kanner a Jugendlechen hunn. Et kann zu grave psychesche Konsequenzen féieren an et kann d'ganzt Liewen nohalte negativ beaflossen. Duerfir ass et och wichteg, Elteren adequat ze informéieren, hinnen ze weisen, op wéi eng Alarmzeeche se solle reagéieren an hinnen ze weisen, wéi eng Ulafstellen et gétt.

Eng gutt Ulafstell ass do zum Beispill Bee Secure, déi och ganz vill proaktiv ënnerwee sinn an enorm vill preventiv Aarbecht um Terrain maachen.

Natierlech huet do och d'Schoul, geneesou wéi déi nonformal Bildung, hir Roll ze spillen. Engersäits kann am schoulesche Programm derfir gesuergt ginn, dass iwwer eis Grondwäerter geschwat gétt, dass séchergestallt gétt, dass de Schoulprogramm de Wäert vun der Diversitéit an eiser Gesellschaft thematiséiert, an dass Verstandnis fir gruppeniwwergräifend Kommunikatioun geféiert gétt. Anerersäits kann de Schoulprogramm grad och um Volet Desinformatioun schaffen, andeems ganz proaktiv de Kanner e kritisches Ëmgang mat Meldunge bäibruucht gétt an d'Aktualitéit och thematiséiert gétt.

Elementar ass et, d'Bildungs- an d'Betreiungspersonal an hirer Grondausbildung wéi an hirer Weiterbildung op dës wichteg Missioun hinzewisen a Praxissen ze üben, fir dee richteg pedagogeschen Ëmgang heimat ze fannen. Nëmme esou kënnen mer eise jonke Matmënschen hëllefen, zu Bierger ze ginn, déi sech sécher a responsabel an engem Onlinefeld beweegen kënnen an déi op d'mannst d'Basics vun der sou wichtiger Medienintelligenz mat op de Wee kriit hunn. Sou stärker mer och d'Bierger vu muer, déi net nëmme capabel sinn, Desinformatioun, Verschwörungstheorien an extreem Meenungen ze erkennen, mee déi en plus staark genuch si fir ze konteren.

An am Kader vun de Reflexiounen ronderëm en Child Protection Officer an all Schoul wär et eiser Meinung no wichteg, och dësen Aspekt matzedanken a bei de Prozeduren an Ulafstellen den Online-, wéi Offline-Hatespeech, Sexting, Cyberkriminalitéit a sou weider aktiv matzedanken.

Natierlech geet et och drëm, eis Zivilgesellschaft ze stäerken. Et gétt och eng Partie Organisatiounen um Terrain, déi sech genee deenen Ziler verschriewen hunn. Dës Organisatioune géilt et ze ënnerstëtzen an ech si frou, dass dat och ganz konsequent gemaach gétt. Duerfir engersäits, wéi gesot, d'Aarbecht vu Bee Secure: Hir Aarbecht setzt op verschiddenen Niveauen a si bidde souwuel Angeboter fir méi Mediekompetenz wéi Informa-

tiounen iwwer Cybermobbing, Hatespeech a sou weider.

Am Kader vun Hatespeech bidde si Berodung souwuel fir Kanner wéi och fir Elteren a schaffen domat souwuel preventiv wéi och fir d'Affer vun On-linegewalt. Sou hu si eng Helpline, un déi ee sech anonym a vertraulich ka wenden. A si hunn och eng Stopline, wou ee Contenu melle kann, wann ee Beweiser huet fir Hatespeech.

An hei wéilt ech och nach umierken zu den Zuelen, déi ech ganz am Ufank genannt hat, wat d'Denonciatiounen ubelaangt, dass ronn d'Hallschent vun deenen Denonciatiounen vu Bee Secure gemaach ginn.

Da wär hei och nach d'Aarbecht vu respect.lu, déi nennenswäert ass. Dës Struktur huet à la base d'Zil, Leit ze begleeden, déi, op wéi eng Aart a Weis och ëmmer, Extremismus a Radikalisatioun ausgesat sinn. Si hunn och ee Projet um Lafen, dee sech „Dialog statt Hass“ nennt. Dëse leeft elo uganks vun dësem Joer an ziilt drop of, mat Täter vun Haasskommentarer ze schaffen, mat hinnen iwwer bewusst Kommunikatioun ze schwätzen a se ze sensibiliséieren um Sujet vum respektvollen, net diskriminéierende Mateneen. Soumat bidde si och eng sozial a konstruktiv Äntwert op de Problem a kënnen och eng Alternativ bidden zu de Strofen, déi eventuell am Raum stinn.

Ma och d'Medien hunn hir Roll ze spillen. D'Press huet och eng ganz wichteg Roll, eebe beim Identifizéieren vun Hatespeech a beim Counterspeech, also der aktiver Konfrontatioun vu schielechen Inhalter. An dat gëtt zu engem ganz groussen Deel och scho gemaach. Déi nei Pressehëllef, déi virum Summer hei an der Chamber gestëmmt gouf, definéiert och verschidden Ufuhrungen a Krittären un d'Editoren vun Informationsmedien. An zu de Verflüchtunge gehéiert zum Beispill och d'Moderatioun vu Kommentarspalten. RTL huet sech fir seng Kommentarspalt jo och rezent nei Richtlinie ginn, wat den Émgang an deem Forum weesentlech verbessert huet. Dat huet een och gemierkt vun haut op muer, wéi déi Reegele geännert hunn, wéi dat wierklech méi agreabel war, do matzeliesen.

Trotzdem muss ee soen, dass den Discours op hire Social-Media-Presenzen nach regelméisseg lücht derappéiert. Woubäi ech och muss soen, dass déi Leit, déi do Dag an, Dag aus musse moderéieren, mäin déifstend Matgefill hunn. Well et ass sécher net féerderlech fir den eegene Wellbeing, sech dat déi ganzen Zäit mussen unzeliesen.

Et wär, generell gekuckt, awer vläicht och nach wichteg, wann an deem Kader iwwer d'Kompetenzen vun der ALIA géif nogeduecht ginn, virun allem och wat hir Méiglechkeet ze sanktionéieren ubelaangt, mee och, fir dass se méi verbindlech Recommandatiounen kéinte formuléieren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Bon, ofschléissend wéll ech nach emol drop zrëckkommen, dass et net drëm geet, den Discours ze verzeren.

Kritik soll nach ëmmer méiglech sinn, och wa se ganz dättelech formuléiert ass. Fir eis géllt: Wat mer op der Strooss net géifen zu engem soen, dat solle mer och net online schreiwen. A wa mer op der Strooss net géifen ewechkucken, wann ee beleidegt gëtt, da solle mer och online net ewechkucken. Well béid Situatiounen si reell a béid hunn en negativen Effekt op d'Affer an à terme och op eis Gesellschaft

Kommt, mir loosse den Haass net onkommen-téiert am Raum stoen!

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat, wéi d'Kollegen och, eng Ried virbereet. Mee ech hunn hei nogelauschert an ech mengen, ech liesen déi net vir, oder nëmme deelweis. Well ech mengen, et ass méi interessant, wa mer e bëssen dialogéieren a vläicht, wann ech op déi eng oder aner Bemierkung hei reagéieren.

Et ass schon esou, dass mer net sollten hei a géigesäitig Virwërf falen, well mir hu sécher alleger eng Matverantwortung an eiser politescher Aarbecht. Ech hu just nach, wéi ech hei nogelauschert hunn, e Screenshot vun enger Facebook-Säit vun enger Regierungspartei geschéckt kritt, wou e Kommentar dropstoung: „Stellt all déi Ongeimpfte géint d'Mauer!“ Gutt. Ech mengen dat ass just ee Beispill. Ech zitieren och just dat hei, fir ze soen, dass wahrscheinlech keng Partei heibanen an enger Situatioun ass, wou se kéint als onschëlleg duergestallt ginn a soen: „Hei, mir hu mat esou eppes ni eppes ze dinn.“

Ech wéilt op e puer Bemierkungen agoen.

(**Brouhaha**)

Ech wollt, ...

(**Brouhaha**)

An dat Alleréisch, ...

(**Coups de cloche de la présidence**)

... dat Alleréisch, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Wannechgelift, den Här Kartheiser huet d'Wuert.

(**Brouhaha**)

De Respekt verlaangt, dass och den Här Kartheiser d'Rou kritt, fir säin Discours virzedroen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wann Der d'Zäit ...

(**Brouhaha**)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Wannechgelift!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also ech wéilt emol fir unzefänke soen, dass ech mengen, dass mer Konsens heibannen hunn - dovunner sinn ech absolutt iwwerzeegt -, ...

(**Brouhaha**)

... dass et absolutt net akzeptabel ass, wa sou Saache geschéien, dass Persoune bewusst schlechtgemaach ginn, dass do och en Harcèlement moral geschitt, dass d'Leit an der Éffentlechkeet systematesch fäerdegemaach ginn, ouni op de soziale Medien oder an anere Medien eng Méiglechkeet ze hunn, sech ze verdeedegen, dass dacks hir psychesche Gesondheet a Matleedenschaft gezu gëtt op laang Dauer - alles dat ass natierlech ze verurteilen.

Mee nodeem ech mer déi Kommentaren hei ugelescht hunn, hunn ech geduecht: Et geet awer alles an eng Richtung an deene ganzen Iwwerleeungen, déi hei gemaach goufen. An ech wéilt awer och déi aner Säit belichten, an déi ass nach net genuch belicht ginn. Déi aner Säit an der Diskussioun ass déi vun eiser Fräiheet! Et ass schlussendlech och do, wou mer jo musse kucken - wéi och eenzel Leit et ugedeit hunn -, dass ee muss e Gläichgewicht sichen tëschent engem verantwortungsvollen Émgang, nottamment mat de soziale Medien - net nëmme mat de soziale Medien, wéll ech soen, och mat deenen anere Medien - an op där anerer Säit der Fräiheet an enger fräier an demokratescher Gesellschaft.

Et ass sécher esou, dass viles an de Medien ass, wat net tolerabel ass, op de soziale Medien eeben och, wat net auszehalen ass oder nëmme ganz schwéier auszehalen ass a wat een net kann, net soll approuvéieren. Dat ass scho richtig. Mee musse mer elo op all eenzelne Kommentar, op all private Kommentar - déi och bei wäitem net an der Majoritéit sinn - esou staark reagéieren, dass mer awer an eng Mentalitéit vun Zensur eraginn? Well et ass Zensur! An ech ginn der Madamm Empain net Recht, wa si seet, hiert Zil wär net fir ze zenséieren. Ech gleewen hir dat net! Well ech och deen Text kucke vun der Resolutioun vun de Regierungsparteien, deen eis hei virgeluecht ginn ass. Do steet jo och als leschte Punkt « à l'œuvre au niveau national et international pour atteindre une meilleure réglementation des plateformes des médias ». Et geet dach doréms, rechtlech Limiten anzeféieren. D'Madamm Empain huet och gesot bei der ALIA, déi misst da méi Méiglechkeete kréien, fir ze sanktionéieren. Si mer dach net nai! Et geet ëm Sanktioun, et geet ëm Restriktioun, et geet ëm eng Form vun Zensur.

An dofir wéll ech hei och iwwer Fräiheet schwätzen a vläicht einfach och emol e puer vun deene Spannungsfelder opzeechnen, déi hei net ernimmt gi si bis elo, well ëmmer gesot gëtt: „Jo, den Discours de haine ass schrecklech!“ Jo, en ass schrecklech! Awer da loosse mer dach och emol kucken: Wat ass dann de Präis, dee mer als Gesellschaft vläicht bezuelen, wa mer ze wäit ginn an deenen Aktiounen, déi elo hei ugeduecht gi sinn?

Wat ass dann de Code pénal? De Code pénal ass emol fir d'éischt eppes, wat extrem prezis soll sinn, wat eis soll Rechtssécherheet ginn alleguer, fir wa mer dann iergendwou eppes maachen, wat net richtig ass, wat sanktionéiert ass duerch d'Gesellschaft, duerch eis Gesetz, dass awer d'Leit Rechtssécherheet hunn, dass se wëssen: Wat hunn ech falsch gemaach? Wat däerf ech maachen? Wat net? Do gëtt et Jurisprudenzen, et gëtt allméiglech Saachen, déi iwwer Joerhonnerten ausgeschafft gi sinn, muss ee soen, fir esou e wäertvolle Kader fir eis Rechtssprechung awer ze schafen. Mir setzen dat op d'Spill!

Wat ass Haass? Wéi kann een Haass rechtlech ämschreiwen? Wéini fänkt en un? Wéi staark ass en? Mir ginn awer hin a mir schafen hei Gefillsverbrüchen. Mir schafe Gedankeverbrüchen. Ass dat net eppes, wat mer awer musse wierklech ganz, ganz enk gesinn? A mir wëllen eigentlech dat net, dass een op esou Discours reagéiert, och repressiv reagéiert. Dat ass jo u sech och an der Rei. An den Internet ass jo kee rechtsfräie Raum. Hu mer dann net scho Begrëffer wéi d'Injure, d'Insulte, d'Calomnie, wou ee ka reagéieren? A soll reagéieren, wann

een dann am Fall ass. Mee wat ass den Haass als Rechtsbegrëff? Als Gefill, jo. Mee als Rechtsbegrëff? Op wéi eng Pente glissante descendante beweege mer eis, wa mer ëmmer méi staark dohinner reglementéiere ginn?

Ech wéll dat just soen am Numm vun der Fräiheet! Well mir wéll keng politesch Gerichter, ...

■ **Une voix.** - O!

(**Brouhaha**)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... mir wéll keng ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... Gedankeverbrüchen, mir wéll keng Gefillsverbrüchen. Mir kommen an en George Orwell! Ech hat mer ee Passage opgeschriwwen vun him: „Every record has been destroyed or falsified, every book has been rewritten, every picture has been repainted, every statue and street and building has been renamed, every date has been altered. [...] History has stopped. Nothing exists except the endless present in which the Party is always right.“

Et ass aus „1984“. Et ass wierklech eng Prophecy, eng Warnung, déi mer permanent sollen an eisem ganze politeschen Handeln an eisem Kapp behalen, fir eis selwer als Politiker zrëckzehale bei eppes, wat mer vläicht aus der Begeeschterung oder der Iwwerzeugung vum Abléck maachen, mee en enorme gesellschaftleche Präis do bezuelen.

Just e puer Gedanken: Hate - dat ass komplett subjektiv. Wa mer elo d'Afferperspektiv huelen: Wéi wäit gi mer an enger aner Gefor, nämlech dass mer déi komplett subjektiv Sensibilitéit vun der betraffener Persoun als Richtschnur huelen, fir d'Aktioun als eng penal Aktioun unzegesinn? Dat ass scho ganz geféierlech, och fir een, deen eppes schreift, wann op där anerer Säit ee sätzt: „Meng Sensibilitéit - an déi ka ganz, ganz kleng sinn - ass verletz ginn, an dofir verlaangen ech eng penal Aktioun.“ Ass dat eng Richtschnur an engem Rechtsstaat? Ech géif warnen, och do virdrun, ze soen: Déi Sensibilitéit, dat subjektivt Empfangen vum Affer aleng soll do de Krittär sinn, dee mer huelen.

Delatioun: Och dat ass eng Saach. Jo - jo! -, Organisme wéi Bee Secure an aner leeschten mer Deel eng ganz wäertvoll Aarbecht! An do ass ganz vill gudder Wëllen derbäi a ganz vill Positives ze soen. Mee trotzdem wéll ech hei d'Fro stellen, ouni wëllen iergendeen ze toufen, ze beleiden, Gott weess wat: Mee ass et dann awer normal, dass mer an engem Staat Institutiounen niewent Police a Parquet hunn, déi u sech fir d'Delatioun och zum Deel gemaach sinn? Ech hunn och domadder e Problem. Denonciatioun, Delatioun, do hunn ech och moralesch e Problem dermat. An ech mengen, dass wann eng Rechtskategorie betraff ass, do sinn de Parquet an d'Police déi Instanzen, déi sollen zoustänneg sinn. Jiddefalls ass dat emol mäi Rechtsempfangen.

Politesch Kritik: Jo, gutt! Mee da loosse mer dach och kloer soen: Wou fänkt dat un a wou hält et op? Och an der Madamm Empain hire Beispiller, mee och an aneren, och am Här Galles senge Beispiller ass dach eppes kloer och d'Gefor do: Wien eng aner Meinung huet, dee riskéiert, an esou Saachen zenséiert gi ginn.

Klimapolitik, Impfen, Gesondheitspolitik - just fir e ganz aktuell Beispill ze huelen -, och d'Pappen-Diskussioun - dat waren dach eminent politesch Sujeten! A wann een da seet: „Dat doten ass Desinformatioun!“ an esou weider, wie soll dat da jugéieren? Et ass dach ëmmer deen, deen um Pouvoir ass, deen u sech dann d'Méiglechkeet huet. engem aneren ze soen: „Ma du bass ze wäit gaangen, dat do ass Desinformatioun!“ Et ass deen, deen d'Medie kontrolléiert, et ass deen, deen d'Gesetz mécht mat der Majoritéit, et ass dach deen, dee schlussendlech decidéiert: Wat ass Desinformatioun a wat ass d'Wourecht? Mee d'Wourecht ass näischt, wat enger Majoritéit soll ënnerleien. D'Wourecht ass näischt, wat der Finanz soll ënnerleien. D'Wourecht ass eng Kategorie, an där mer all solle schaffen a striewen, fir se héichzehalen, well si leeft vun der Diversitéit, si leeft vum Widersproch. Si leeft vun der lieweger Diskussioun. An et ass dat, wat hei a Gefor ass. An do maache mir net mat a genau deem Punkt.

Politesch Kritik muss erlaabt sinn. A mir ginn net hin, fir elo och ze soen: Hei, déi an déi Kategorie vu Leit fillt sech besonnesch betraff.

Wéi ass et da mat der Migratiounspolitik? Maache mer en Émerzéierungsprogramm, wann een elo d'Flüchtlingspolitik a Fro stellt? Just do: Viru sechs Joer war et nach esou, dass déi meeschte Länner an Europa zum Beispill - just fir e Beispill ze nennen - mat der Lëtzebuurger Migratiounspolitik weinstens prinzipiell d'accord waren; sechs Joer méi spéit ass et emgekéiert. Solle mer dann elo higoen an een, dee viru sechs Joer vläicht d'Meenung A an der Migratiounspolitik hat, haut europawäit diskreditéieren, an emgekéiert? Näischt ass méi fluctuant, näischt wiesselt méi séier wéi d'politesch Dagesak-

tivitéit an Dagesaktualitéit. An och dat ass eng Gefor, wann een ufänkt, esou Kategorië vu politescher Rechthaberei eigentlech an eis sozial Kommunikatioun wëllen anzebauen. Mir brauche Widersproch, mir brauchen aner Meenungen a mir sollen all derfir suergen, dass déi Leit alleguer hir Meenung kënnen ausdrécken.

Et ass dann nach geschwat gi vu Kompetenzerweiderung vun deenen an deene Gremien. Ech mengen, e puer Leit hate geschwat vum Centre pour l'égalité de traitement. Och do musse mer kucken: Wat ass dann do alles an der Vergaangenheet scho proposéiert ginn als Kompetenzerweiterung? Ech erënnere mech un déi Diskussioun mam Centre pour l'égalité de traitement, wou zum Beispill de Profiling proposéiert ginn ass.

Wéist Der, wat dat ass? Dat ass, wa Leit dohinner schelle ginn an engem Rollespill fir ze testen, ob deen oder dee bereet wär, seng Wunneng un eng faarweg Persoun - ech weess net, ob dat elo politesch korrekt ausgedréckt ass - ze verlounen oder net. A wann net, da wär dat eng Ursaach, fir do eng Uklo ze maache wéinst Rassismus oder esou. Dat si Saachen, dat sinn totalitär Methoden. Dat däerf et net ginn! Et däerf een net eppes provozéieren, praktesch e Feelverhale provozéieren, souwäit et e Feelverhale ass oder wéi och ëmmer, fir dann ze kucken, fir eng Rechtsaktioun géint d'Leit anzeleeden. Och dat versetzt d'Leit an Angscht a mir wéll keng Kultur vun Angscht. Mir wëllen eng Kultur vu Fräiheet!

Ech kéint nach e bësse viruschwätzen, mee ech gesinn, dass meng Zäit leider ofgelaf ass. Ech wéll lech soen, an dat ass d'Schlusswuert, dass ech hei wéll maachen an dat soen ech och am Numm vu menger Partei, bei allem, wat ech och u perséinlechen Iwwerleeunge wéll abréngen: Jo, et ass viles an de soziale Medien, wat net gutt a wat net richtig ass, wat heiansdo wierklech och schwéier auszehalen ass a wou mer och sollte kucken, zesumme kucken, wéi mer kënnen d'Saache verbesseren an de Schutz vun deene Leit verbesseren, déi betraff si vun esou Ugrëffer.

Awer mir sinn net bereet, awer wierklech net bereet, fir d'Fräiheet vun eiser Gesellschaft op d'Spill ze setzen an d'Gefor an dëser Diskussioun, déi mer haut hei féieren, ass genee déi.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, fir d'éischt emol den Initiateuren e grouse Merci fir dës Mise à l'ordre du jour vun dësem ganz wichtegen a spannenden Debat.

Zu Lëtzebuerg gëtt et also keng explizitt Strofnorm fir Hatespeech, esou hunn ech et verstanen. De penale Prozess ass iwwer aner Infraktiounen am Code pénal méiglech, déi no un Aspekter vun Hatespeech erukommen. Et géllt also, déi Konditiounen ze definéieren, ënnert deenen Hatespeech strofbar ka sinn.

E Phenomeen wéi Hatespeech ze definéieren, souwuel gesellschaftlech wéi gesetzlech, ass also keng einfach Saach. Ab wéini genee ass eng pickeg Remark, eng Polemik oder eng politesch Mobiliséierung Deel vun Hatespeech? Ass et eng Saach vu Wuertwiel, vum Toun oder vun der Intentioun oder vun allem?

Hatespeech ka ganz insidiéis sinn. Wann den Här X doheem oder am Bistro seet, den XY ass en Topert oder et misst een en erschéissen, da geschitt vläicht näischt. Wann hien dat awer op Facebook seet, dann ass e potenziell strofbar. A wann den Här X den XY direkt uschwätzt an dreet, en ze erschéissen, ass dat direkt eng strofbar Menace de mort. Émmer méi Leit awer schéngen keen Ennerscheed méi ze maachen tëscht dem Stammdesch an dem virtuelle respektiv dem éffentleche Raum. An ëmmer manner Leit schéngen Hemmungen ze hunn, dobusse wéi och op de soziale Medien op eng ganz aggressiv Aart a Weis iwwer Leit hierzefalen.

Déi sozial Medien hunn deemno eng Memoire. Eppes, wat emol gesot oder geschriwwen gëtt, geet virun a mécht säi Wee. D'selwecht ass et mat der Press, déi eppes schreift, dréckt, am Audio oder am Video bréngt. Eng rassistesche Ausso zum Beispill ass net just emol gesot a verhallt dann, mee si bewierkt eppes. Wieder - dat gouf scho gesot - an Aussoe bestärken a reproduzéieren Biller a Meenungen, déi mir schon hunn an eise Käpp. Wieder kënnen eng immens Kraaft hunn an en immensen Impakt hunn, an dat iwwer eis Käpp eraus.

Här President, d'Regierung mussen den Hatespeech reglementéieren. Digital Plattformen a Medien droen zwar en Deel vun der Verantwortung, mee d'Reglementatioun muss virun allem vun der Politik geschaaft ginn. Déi Reglementatiounen

musse kloer a gerecht sinn, woubäi Meenungsfräiheet natierlech, an dat gouf hei scho gesot, garantéiert muss bleiwen. Dat ass keen einfache Spagat.

D'Meenungsfräiheet däerf awer an eisen Aen net mässbraucht ginn, fir Haass géint spezifesch Gruppe vu Mënschen ze verbreedden a Leit géinteneen opzehetzen. Mir mengen, dass Hatespeech géint eng moralesch Persoun, eng politesch Instanz oder eng Regierung net kann d'selwecht ofgewie gi wéi perséinlech Attacke géint Mënschen oder géint sozial oder eethnesch Gruppen, eeben den Haass op sougenannte Minoritéiten. Déi Minoritéiten hunn dacks manner Moyenen, sech ze verteidege wéi zum Beispill eng Regierung oder eng politesch Instanz. Et ass also eng Fro vu Muecht. Dofir kann een den Hatespeech och net thematiséieren, ouni d'Muechtverhältnissen an eiser Gesellschaft unzegen.

Minoritéiten hunn dacks manner Accès zu Moyenen, mat deenen an iwwert déi se sech kënnen verdeedegen. Wann zum Beispill rassistesche Aussoen an engem Reportage op Lëtzebuergesch ouni Géigenduerstellung - wéi wann dat eppes un der Gewalt vun deene Proposen géif änneren - stoe gelooss ginn, da bewierkt dat eppes an eise Käpp. Gläichzäiteg kréien déi Membere vu Minoritéiten, iwwert déi geschwat gëtt, deen Debat aus sproochlechen a kulturelle Grënn ganz dacks net mat, a souguer wa si et matkréie géifen, hätt si eventuell keng Mëttelen, fir iwwerhaupt iergendeen Afloss ze hunn.

An et geet hei net ëm Fräiheeten, wéi elo just gesot gëtt. Et ass keng Fräiheet, Haass ze verbreedden. Dat stéiert mech ëmmer immens, wann ee mengt, et misst een alles kënnen soen. Jo, et stëmmt, et muss ee kënnen seng Meenung soen, wann et ëm politesch Meenunge geet oder wann ee muss eng politesch Instanz zum Beispill kritiséieren. Mee et ass immens geféierlech, eenzel Persounen oder Membere vun enger Ethnie, vun enger sozialer oder eethnescher Grupp ëffentlech ze stigmatiséieren an ze attackéieren. Dës Mënsche sinn dacks vulnerabel a mat rassisteschen Aussoe géint si verstärker mer hir Vulnerabilität a mir spanen dobäi déi gesellschaftlech Spannungen nach méi un.

Et ass also och eng gesellschaftlech Fro an eng gesellschaftlech Verantwortung. Dat ass de gesellschaftlechen an de mënschlechen Enjeu zum Beispill an der Debatt ronderëm d'Sécherheet op der Gare. An och zum Beispill an der Polemik ronderëm Leit, déi op der Strooss no Sue froen. A mir als politesch Vertrieder sinn an der Verantwortung, alles ze maachen, fir esou Haassproposen net am Raum stoen ze loossen a se och net ze bestärken, direkt oder indirekt. Et ass do, wou mer mam Feier spillen an diesen Debatten.

Fir mech ass dës Fro vun der Muecht, also wien eng Stëmm huet, fir sech ze verdeedegen, ganz kruzial an zentral. Mir sinn deemno net all gläich virum Hatespeech!

Här President, et muss een also beim Hatespeech grad ewéi bei anere Forme vu Gewalt, notament der sexueller Gewalt, weider Efforte maachen, fir kloer politesch a juristesche Definitionen auszuschaffen, soudass se am kollektive Bewusstsein a virun allem fir d'Affer kloer identifizierbar sinn an och ufechtbar viru Geriicht sinn. Dofir brauche mir zu Lëtzebuerg eng explizitt a spezifesch Strofnorm, wat Hatespeech a Cybermobbing ubelaangt.

An ech kann nëmme widderhuelen, dass mir och explizitt a spezifesch eng Strofnorm brauche fir d'Gewalt géint d'Fraen. Well si Frae sinn, ass et e Feminizid.

Här President, et kann net sinn, dass en Affer oder en Zeie vun Hatespeech sech fir d'Éischt emol muss d'Fro stellen, ob et wierklech ëm Forme vu Gewalt geet an ob et dann och wierklech berechtigt ass, eng Plainte bei der Police ze maachen. Dës Onsécherheete mussen duerch eng massiv Informationsaarbecht, iwwer Rechter an duerch kloer juristesche Reegelunge bekämpft ginn. Et gëtt och vill Sensibiliséierungsbedarf innerhalb vun der Gesellschaft, wou Schoul, Recherche a verschidden Organisationsen aus der Zivilgesellschaft wichteg Mediateure sinn. De Kampf géint Hatespeech a Cybermobbing muss Deel si vun engem gréisseren Sensibiliséierungsprojet, deen d'Regierung onbedéngt muss ugoen.

Kloer Definitionen a Méiglechkeeten op Strofvollzuch sinn ee Mëttel, fir géint Hatespeech a Cybermobbing unzegoen. En aneren Aspekt si kloer Zuelen iwwert den Tatbestand an d'Ausmooss vun der Problematik. Wou sinn d'Zuelen? Mir hu keng kloer Zuelen doriwwer, wéi vill Plainte géint Hatespeech oder Cybermobbing agereecht ginn. Mir wëssen net, wéi d'Unzuel vun Affer vu Cybermobbing evolueiert. Mir wëssen emol net, wéi vill a wéi eng Leit schonn dovunner betraff waren.

Ech hat et scho gesot: Hatespeech am reelle Liewe gëtt iwwer sozial Medien an digital Plattformen bestärkt. Et entsteet esou eng Aart Mobbingspiral. All Haasskommentar op Facebook wierkt fir d'Affer zum Mobbing ewéi e weidere Fousstréit, wann et

schon am Schoulhaff um Buedem läit. Déi psychesche a psychologesche Gewalt, déi mat Mobbing verbundene sinn, verfollegen een am reellen Alldag an am Internet. Et ass eng immens Gewalt, déi besonnesch déi konnëktéiert Jugendlech vun haut erliwien. Wéi grouss den Impakt vum Hatespeech a vum Cybermobbing op hir mental Gesondheet ass, dat muss nach am Detail erfaasst ginn.

De Bericht vun der Unicef iwwert de mentale Gesondheitszoustand vun de Jonken tëscht 10 an 19 Joer seet näischt Gutts viraus. Mir kennen d'Zuelen. 2019 waren 10.957 Jonker vu mentale Gesondheitsproblemer betraff. 7,7 % soen, dass se schonn eng Kéier probéiert hunn, sech d'Liewen ze huelen. A 15,2 % hate schonn emol doriwwer nagedacht. Dat sinn Zuelen, déi eis schockéieren a wierklech mussen ganz staark ze denke ginn.

An och de Bericht vum OKaJu weist, dass Kanner a Jugendlecher während der Pandemie mental gelidden hunn. Déi sanitär Restriktionen hunn d'Notze vu soziale Medie verstärkt. Déi Zäit, déi am Internet verbruecht ginn ass, ass notament während dem Confinement bedeitend eropgaangen a besonnesch fir déi Jonk. D'Jugend steet haaptsächlech also an der Schossinn vun Hatespeech a Gewalt am Internet.

Déi Jugendlech awer schéng grad esou oft och d'Auteure vun Hatespeech a vu Cybermobbing ze sinn. Méi oft si Meedercher tëscht 14 a 16 Joer d'Affer a Jongen am selwechten Altersgrupp awer Täter vu Mobbing, Hatespeech a Gewalt am Internet. Dat kann een aus internationalen an och aus e puer nationalen Etüden erausliesen, mee et misst nach méi spezifesch doriwwer gefuerscht ginn. A besonnesch Generationsënnerscheeder an awer och Genderinegalitéiten an deem Beräich mussen gemooss ginn.

Här President, mir brauche kloer juristesche Definitionen a penal Prozeduren am Kader vum Hatespeech. Mir brauchen Informatiounen an Zuelen iwwer Hatespeech. A mir brauche preventiv Programmer a gréisser Sensibiliséierungsprojeten, an déi Acteuren aus der Politik, der Zivilgesellschaft, der Digitalisierung, der Fuerschung, der Santé, der ëffentlecher Bildung an d'Famillje matagebonne ginn. Ee wichtige Bestanddeel vun esou engem Projet wieren d'Ausschaffe vun enger Cybersécherheitsstrategie an e Gesetz fir eng Preventiionscampagne, an deem déi verschidden Usätz kënnen prezisiéiert ginn.

Guidelines och fir Elteren a pedagogesche Personal fir den Émgang mat Affer an Täter vun Hatespeech a Cybermobbing kéinten och vu Fuerscher a pedagogesche Servicer ausgeschafft ginn.

Am Beräich vun der nationaler Bildung missten och obligatoresch Coursë fir déi affektiv a sexuell Erzéiung agefouert gi vum Fundamental un. Feelend Empathie nämlech ass e psychologesche a gesellschaftleche Facteur, dee bei Hatespeech matwierkt. Och dat punktuellt Awierken an de Schoulen zum Thema Mobbing ass e gudden Usatz, mee geet net duer a kann esouguer de Géigendeel bewierken, wéi ech vu verschiddene Primärschoulseltere weess. Déi Interventiounen kéinte verschiddene Kanner souguer liddie fir de Mobbing ginn, hunn ech mer soe gelooss. Dat weist dann och fir mech op jidde Fall d'Limit vum punktuellen Awierken. An dofir mussen mir eis froen, wéi mer méi déifgräifend a strukturell kënnen awierken.

Dofir mussen mir eis froen, firwat dee Phenomeen vum Hatespeech esou verbreet ass an eiser Gesellschaft. Wat seet dat iwwer eis Gesellschaft aus? Firwat si mir esou eekleg mateneen a scho vun esou jonk un? Firwat dee Besoin, ee géint deenen aneren ze sinn a géint Minoritéiten ze stänkeren? Mir kënnen eis der Verantwortung net entzéien, eis ze froen, firwat Haassrieden an Haassproposen ëmmer méi zohuelen. A mir müssen diesen Trend och am ekonomesche Kontext vu wuessenden Ongläichheeten, sozialen, kulturellen a politeschen Ongläichheeten gesinn a betruechten.

Si béid Phenomeener matenee verbonnen? Ech stellen d'Fro. An dat ass fir mech déi wierklech spannend Fro, déi mer eis och mussen stellen.

Merci fir d'Nolaschteren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Oberweis. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass scho prett, an dat ass den honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Bon, ech hunn och eng Ried geschriwwen an ech wäert op verschidde Punkten dovunner zrëckkommen. Mee loosst mech eppes als Éischt ganz kloer soen: Haass ass keng Meenung. Dat gouf haut schonn e puermol gesot, an dobäi sollt et och bleiwen!

Mee wa mer awer iwwer Speech, Hatespeech schwätzen, iwwer Speech generell, da muss een awer och soen: Meenungsvillfallt ass an enger Demokratie en héicht Gutt, dat ee verdeedegen muss. An dofir fannen ech et dann awer problema-

tesch, wéi heiansdo liichtfankeg mat Meenungen ëmgaange gëtt, wéi liichtfankeg geruff gëtt: „Dat ass Hatespeech!“, während ee selwer vläicht am Glashauss sëtzt a mat Steng werft.

■ **Une voix.** - Jo.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Well, an do muss ee sech och d'Fro stellen: Ass et dann ubruecht als Majoritätsdeputéiert, als Riednerin hei op der Tribün ze stoen, Leit Lektouren ze ginn - ex cathedra - a gläichzäiteg a Gruppen aktiv ze sinn, aktiv ze kommentéieren, déi als eenzegt Zil hunn, aner Leit kleng ze maachen, aner Persounen ze kritiséieren? Ass dat net och schonn, Madamm Empain, eng Form vun Hatespeech? Et ass nämlech net esou, dass een heibannen nëmme eenzel Commentairé muss kucken. Et muss een e ganz Behuele kucken.

An ech denken, dass et duerfir ëmsou méi wichteg ass, sech bewosst ze sinn, vu wéi enger Position aus ee schwätzt.

Jo, ech si mer bewosst, dass ech fir eng Partei schwätzen ...

(**Interruption par Mme Stéphanie Empain**)

A, vu wat ech schwätzen, Madamm Empain? Ech kann lech et soen. Dir sidd an enger Facebook-Grupp, déi heescht - ech mengen, se wëllt sech satiresch ginn - „Give us a brain“. An ech ka ganz gären eng Retsch Posten zitéieren, wou Der e Mat-deputéierte weinst sengem Kierpergewicht kritiséiert hutt.

(**Interruption par Mme Stéphanie Empain**)

Ech ... Jo, jo, ech kann lech d'Poste weisen. Ech kann lech och gären zitéieren.

■ **Une voix.** - Da weist eis dat!

(**Interruptions**)

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - „Ma esou gesäit jo keen aus, dee sech vegan ernäert.“ D'Madamm Empain kommentéiert dorënner a seet: „Jo, den Här Goergen ass jo och net dee Beschten“, esou an där Form.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Wat?

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech zitéieren et elo net wuertwärtlech. Hei, ech bréngen lech ..., ok. Här President, erlaabt mer, ech muss dat elo leider just nokucken, well ech hunn et hei viru mer.

(**Interruptions**)

Mir hunn also hei ...

■ **Une voix.** - Wéi ass d'Adress dofir?

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ma nee, ech kommen ... Dir loosst mech jo net ausschwätzen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dach, dach.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert net.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Also mir schreiwen e Communiqué ... Ech zitéieren dee rezente Post, deen d'Madamm Empain gemaach huet, wou mer e Communiqué verëffentlechen, well den Daniel Frères zrëckgetrueden ass vu sengem Posten. An de Commentaire ass: „Majo, eis Saubermänner aus der Piratepartei hu jo do e ganz spezielle Spin draus gemaach. Hien ass vun der Justiz verurteelt ginn, well eist Déiereschutzgesetz net gutt genuch ass. What the fuck?“ Dir hutt virdu vun deenen dräi Buschtawen a vu sech opreege geschwat. „What the fuck?“, jo, dat hunn ech mech och gefrot, wéi ech de Post gesinn hunn.

Ech kann nach e puer aner Posten hei sichen, mee ...

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Ech brauch nach eppes, e bësselchen eppes, wat Richtung Hatespeech geet, well dat do ass awer e bësselche „mollo“.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, ech hu gesot, et geet ëm d'Struktur. Et geet dorëm, wéi ee widderhëlt, wéi een ëmmer erëm optaucht, wéi een op där enger Säit seet: „Mir müssen eenzel Commentairé kontrolléieren“ a gläichzäiteg selwer deen ass, dee strukturell hei eenzel Persounen ugräift. Well dat muss ee soen, Dir hutt zwee Poste vun eis zitéiert an ech sti gären dohannert. Mir hunn déi Poste geläsch, also d'Commentairé geläsch, a mir hunn och mat der Police zesummegeschafft, wéi et zu Enquêté komm ass.

Ech wonnere mech iwwerens - dat ass eng aner Saach an dat ass eng Fro, op déi d'Justizministesch eis jo dann herno vläicht kann Äntwerte ginn -, firwat mer dann an Hatespeech-Affären dann heiansdo esou laang brauchen, bis et zur Verurteilung kënn. Oder kënn et vläicht dann net zu Verurteilungen, well se agestallt ginn? Dat ass eng Fro, déi ech mer wierklech stellen, bei där ech och aus de Statistiken, déi ech an der Preparatioun heivunner gekuckt hunn, net wierklech schlau gi sinn. Wéi vill Fäll ginn agestallt? Dat ass nämlech, mengen ech, och nach eppes. Mir kënnen ëmmer ganz séier soen: „Et ass Hatespeech, mir gi bei d'Police.“ A schlussendlech gëtt déi Affär agestallt, klasséiert.

Wat soe mer den Affer dovunner dann, wann et wierklech Hatespeech war an d'Justiz klasséiert et? Soe mer hinnen: „Dat ass harmlos!“? Dat ass vläicht och dee falsche Message, dee mer ginn.

Ech muss ganz kloer soen, et gëtt kloer Trennungen zwëschen Meenungsfräiheet an Hatespeech. Meenungsfräiheet - wichteg - muss geschützt ginn. Hatespeech ass keng Meenung. Mee net ëmmer kann een op den éischte Bléck definéieren, ob eng Ausso iwwert d'Grenze vun der Meenungsfräiheet erausgeet oder net.

Ech denken do zum Beispill u Fäll, an deene verfassungsréchtlech geséichert Fräiheete wéi Konschtfräiheet oder Satir betraff sinn. Bei Satir kann et méi schwéier sinn ze jugéieren, ob en Auteur vun enger Meenung dës kommunizéiert huet, well en enger anerer Persoun schuede wëllt oder well hien duerch dës Aussoen op en anere Problem opmierksam maache wëllt.

Hei misst jo dann u sech de Prinzip gëllen „im Zweifel für den Angeklagten“ oder, wéi et mam Lidd vum Danger Dan kléngt: „Das ist doch alles von der Kunstfreiheit gedeckt“. An ech mengen, där Fäll hate mer an de leschte Jore genuch, ob zu Lëtzebuerg oder am Ausland. Ee vun de bekanntste Fäll am Ausland war sécher d'Schmähgedicht vum Jan Böhmermann iwwert den tierkesche President Erdogan, deen an deem Gedicht als „Ziegenficker“ betitelt gouf.

Och zu Lëtzebuerg erënnere mer eis sécher all zum Beispill u d'Lidd vum Turnup Tun, wou et u sech dorëmmer goug, op rassistesche Tendenzen zu Lëtzebuerg opmierksam wëllen ze maachen an trotzdem stoungen op eemol Plainté weinst Diffamierung a Beleidigung am Raum.

An der Press an an der Konscht gëtt et Fäll, wou eng Meenung heiansdo haart um Bord vun der perséinlecher Beleidigung ka laanschgoen a wou net ëmmer méi ka kloer sinn, ob d'Intentioun sech dorunner riicht, enger anerer Persoun ze schueden oder eeben net. Mee hei gesäit een eeben, dass de Kontext oft entscheidend ass! An dat ass dee Kontext, op deen ech virduun gaange sinn. Ass et en ëmmer Erëmkommen? Oder ass et punktuell? Sinn et ëmmer erëm déi nämmelech Leit, déi op där nämmelechter Plaz op déi nämmelech Leit klappen? Oder ass et een, deen eng Kéier iwwert de Bord schléit?

Ech stelle mer d'Fro: Wat wär dann hei zu Lëtzebuerg mam Böhmermann-Gedicht gewiescht? Wéi wär et jugéiert ginn, wann et op RTL ausgestraalt gi wär vun engem Lëtzebuergeschen Acteur?

Mir Piraten sti jiddefalls hannert der Presse- a Konschtfräiheet. Jo, et ass esou, dass am Internet d'Hemmschwel, fir iwwert de Bord ze schloen, heiansdo méi kleng ass. Fréier am Bistro huet een de Leit gesot, wa se dann esou eng Domm komme gelooss hunn: „Hei, trëppel! Du hues een ze vill gedronk! Géi elo heem!“

De Problem ass, am Internet kann een de Leit schwéier soen: „Géi elo heem!“ Et wär heiansdo néiged. Verschidde Leit bräichten et heiansdo, Géigedied ze kréien, gesot ze kréien: „Ma géi elo heem!“ Du hues haut iwwert d'Sträng geschloen!“ An allen Debate kënn dat vir.

De Problem mam Internet ass, dass do, wou sech viru Joerzénge den Duerfidiot - nenne mer en elo mol esou - eleng am Bistro derniewent beholl huet an heemgeschéckt gouf, fannen se sech haut alleguerten zesammen a schaukele sech géigesäiteg héich.

Dat heescht, d'Plattformen kréien eng nei Responsabilitéit. Et gouf schonn ugeschwat: D'Plattformen hunn eng Responsabilitéit an et ass wichteg, dass den Internet weiderhin eng Plattform vun engem fräien Austausch ka bleiwen. A genau do ass eeben de Problem an duerfir sinn ech och net averstane mat den Aussoen, déi virduun hei getraff goufen, dass elo déi Plattformen misste méi Rechter kréien, fir eppes ze läschen, méi séier ze läschen, preventiv anzegräifen.

Nee! Mir sinn an engem Rechtsstaat an, Här President, duerfir hunn ech och eng Motioun matbruecht.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- Grouss Social-Media-Plattformen decidéieren op Basis vun hiren eegene Reegelen, ob Contenten der Notzercharta entsprechen.

- Dës féiert oft dozou, dass d'Plattformen onofhängeg vun der Justiz Contenten läschen oder stoe loosse.

- Den zentrale Problem vun dëser Demarche ass, dass verschidde Plattformen dës Decisiounen net no transparente Krittären exekutéieren, wouduerjer verschidde Kommentaren, och wann se sech op deen nämmelech Fong bezéien, ënnerschiddlech behandelt ginn.

- D'Decisioun, ob e Contenu illegal oder schiedlech fir Drëtter ass, muss an engem Rechtsstaat a

leschter Instanz ëmmer an den Hänn vun enger onafhängeger Justiz leien.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. d'Méiglechkeet ze präiwen, fir Fäll vun Hate-speech a Fakenews kënnen no enger Référésprouduer schnell an effikass ze jugéieren, andeems e Juge en référé de Pouvoir kritt, fir Moosnamen an dësem Beräich kënnen provisoersch ze exekutéieren.

2. der Chamber bis den 30. Mee 2022 eng Analys virzeleeën, wéi dës Iddi kéint ëmgesat ginn an ze informéieren, ob si ee Gesetzesprojet dozou wäert deposéieren.

(s.) Sven Clement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - An ech erlabe mer och, direkt zu där Motioun ze schwätzen, well et ass genau dat, wat an deem heite Fall spillt. Mir sinn e Rechtsstaat an en engem Rechtsstaat steet et net engem Mark Zuckerberg oder soss engem vun de GAFAMen zou, ze entscheeden, wat dann elo Satir ass a wat net. Et ass u sech un de Gerichter, dat ze entscheeden. Et ass u sech un eiser Justiz ze entscheeden, ob eppes legal ass oder net, ob et vu Konschtfreiheet gedeckt ass, vu Pressefreiheet gedeckt ass. Et ass net un ënnerbezuete Lounaarbechter a Callcenteren iergendwou um anere Bord vun der Welt, fir fir Facebook ze entscheeden, wat Satir ass oder net, well déi kënnen dat net verstoen a mir gesinn et ëmmer erëm.

Haineux Saache gi stoe gelooss vu Facebook, well se net captéiert ginn. A Saachen, déi vun der Konschtfreiheet gedeckt ginn, gi geläscht, well se an engem Algorithmus gefaange goufen. Déi Algorithmen, déi Uploadfiltere bréngen näischt anescht wéi e „vorauselende Gehorsam“ vun de Plattformen.

Duerfir hunn ech eng Motioun deposéiert, léif Kolléeginnen a Kolléegen, déi virgesäit, oder d'Regierung invitéiert, besser gesot, fir ze präiwen, ob een net e Juge en référé kéint schafen, dee sech geziilt mat deene Virwërf kéint auseruesetzen an dee provisoersch Moosname kéint huelen, amplaz hinczegoen an einfach der Plattform ze soen: „Läsch dat, läsch dat, mir mellen dat. Mir bauen op Zivilcourage.“ An d'Plattform entscheet, ob se et läsch oder net. An do hu mer jo d'Beispiller héieren, wéi dat net fonctionéiert. Ech ka mer virstellen, dass hei d'Justiz an enger séierer Prozedur de richtegen Ufankpunkt wär.

Aktuell ass et nämlech esou, dass d'Affer vu Mobbing, vun Hatespeech dat Läsche selwer mussen ufroen an et eeben net ëmmer klappt. Mir hunn et héiere virdrun.

Mir hunn och virdrun héieren, bei wem ee sech melle kann, wann ee Problemer huet. Ech denken do och zum Beispill un d'Mobbing ASBL, wou jo och d'Madamm Modert am Verwaltungsrat sëtzt; ech denken u respect.lu; e ch denken un eng ganz Rëtsch Méiglechkeeten, Bee Secure, fir der nëmmen e puer ze nennen. Hei sinn eng ganz Rëtsch haut scho genannt ginn.

Här President, fir zum Schluss ze kommen: De Froekatalog, deem d'Majoritéitsparteien haut opgeworf hunn, ass ëmfaassend an et gëtt sécherlech vill, vill méi ze soen, wéi d'Riedezäit et hei erlaabt.

Mir Piraten sti fir eng pluralistesche multikulturell Gesellschaft, an där Meenungen a Mënschen ënnerschiddlech dierfe sinn, an där all Mënsch als vollwäerteg Member vun eiser Gesellschaft ze respektéieren ass, egal wéi eng Hautfaarf en huet, egal wéi ee Geschlecht en huet, egal wéi ee Gewiicht en huet, egal, ob e geflücht ass, e lëtzebuergesch oder en europäeschen oder soss e Pass huet, egal, wat säi Glawen oder seng politesch Faarf ass! Dat am Internet, wéi am richtege Liewen.

Et geet net, dass mer Leit opgrond vun eenzele Mierkmoler kritiséieren a just wéinst deene Mierkmoler kritiséieren.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement. D'Madamm Empain freet d'Wuert a kritt et och fir Fait personnel. Hiren Numm war dräimol gefall.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wollt net allze laang drop reagéieren. Mee vu dass ech hei awer relativ grav ugeklot gi sinn ... Ech sinn elo séier nach eng kéier kucke gaangen, wat ech an deem Grupp geschriwwen hunn. Effektiv, do steet: „Majo, eis Saubermänner aus der Piratepartei hu jo do e ganz spezielle Spin draus gemaach. Hien ass vun der Justiz verurteelt ginn, well eist Déiereschutzgesetz net gutt genuch ass. What the fuck?“ Am Géigesaz dozou sti Saachen am Raum wéi: „Ech stëfte sechs Kugelen, falls eng derlaanscht geet“. Ech mengen, mir schwätzen do grad och e bësselche vun enger Verharmlosung vun Hatespeech.

Wann iergendwou soss nach eppes wär, wou ech eppes geschriwwen hätt, wat net gutt wär, da géif ech mech dofir entschëllegen. An ech mengen, dat

wär och de Moment gewiescht fir lech haut, fir einfach ze soen: „Mir hunn dorauer geléiert, mir maachen et an Zukunft besser.“

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Empain. Den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Just ganz kuerz, fir dorop ze reagéieren. Ech mengen, ech hunn eppes ganz kloer gesot, an dat ass, dass mer mat der Justiz kooperéiert hunn an dass et et bedauern, als ee vun deenen, déi mat der Justiz kooperéiert hunn, dass et null Réckmeldung och gëtt, wou esou eng Affär drun ass. Ech géif mech nämlech freeën ze wëssen, wou déi Affär drun ass. Ech géif mech freeën ze wëssen, dass déi Kooperatioun och zu eppes gefouert huet.

Ech selwer hu keng esou Commentairé gemaach. Ech selwer hunn esou Commentairen, wann ech Kenntnis dovun hat, esou séier wéi et geet, geläscht, an ech huelen net 24 Stonnen op 24 Stonne Kenntnis vun all de Commentairen. Fir all déi Commentairen, déi ech net gesinn hunn, deet et mer ëmmer leed, dass se méi laang do stoungen, wéi se hätte sollen do stoen. Dat ass awer och mënschlech. Et sinn deelweis och net meng Säiten.

Ech muss ganz éierlech soen, fir mech géllt eppes: Esou Commentairé gehéieren der Police gemellt, an dat maache mir zanterdeem konsequent. Virdrun hu mer se geläscht, wa mer se gesinn hunn. Zënterdeem melle mer se konsequent bei der Police. An zënterdeem froen ech mech, wou déi Affären dru sinn. An dat ass e grouse Bemoll, deen ech wierklech hunn.

Ech géif mech freeën, wa mer do vläicht och haut an dësem Debat eng Äntwert drop géife kréien, wéi een dat vläicht och fir déi, déi et melle bei der Police, méi einfach géif maachen, well bei Facebook kritt een eng Äntwert, ob de Post dann elo blockéiert gouf oder net. Vun der Police kritt een iergendwann eng kéier vläicht e Bréif: „Et gouf agestallt. Dir kennt lech awer Partie civile constituéieren.“

Bon, mir si seelen déi leséiert Partei an deene Saachen. Duerfir ass et dann och schwéier, Partie civile ze maachen. Mee et wär gutt, wa mer hei vläicht - an duerfir och d'Motioun nach eng kéier - wierklech och méi séier Weeër géife fannen, fir dat ze maachen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dont acte.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech maache keng esou Commentairen, Madamm Empain, a fir all déi, déi duerchgerëtscht sinn, géif ech mech natierlech entschëllegen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dont acte. Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch.

■ **Une voix.** - Här President, hei ass nach eng Madamm.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Simone Asselborn-Bintz freet nach d'Wuert.

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Ass et erlaabt, dem Här Clement eng kleng Fro ze stellen, wannechgelift?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - A wéi enger Prozedur si mer hei?

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Ech weess et och net.

(Hilarité)

Ech wollt just soen, dass ech ..., ech wollt en u sech luewen, dass et gutt ass, dass en elo endlech déi doten Erkenntnis huet, well déi hat en net vun Ufank un. An dat deet mer e bësse leed.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Dat ass awer elo e grave Virwurf géint mech.

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Mee bei aner Saachen hutt Der lech e bëssen anescht aus der Saach erausgezunn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir sinn a kenger Prozedur dran ...

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Ech halen op.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir sinn an der Prozedur dran, dass de President der Regierung d'Wuert ginn huet. An dat Wuert ass dann elo fir d'Madamm Justizministesch, Madamm Sam Tanson.

(Brouhaha)

Prises de position du Gouvernement

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Jo, Dir Dammen an Dir Hären, merci derfir, dass Der dat Thema hei op den Ordre du jour gesat hutt, och wann ech no deenen Diskussiounen, déi ech elo gelauschert hunn, d'Impressioun hunn, dass et hei awer och net ganz kloer ass, wat Hatespeech wierklech duerstelt. A wat mech och interpelléiert, dat ass, dass mer als Politiker alleguer, net just als

Deputéiert, net just als Ministeren, mee Leit, déi fir d'Éffentlechkeet sech engagéieren, awer schonn eng ganz speziell Responsabilitéit hunn an dass mer allegueren eis mussen iwwerleeën, wéi mer no bausse kommuniquéieren, wéi mer eis Géigner attackéieren a mat wéi enge Moyenen. Ech fannen et extreem wichteg!

Mir kënnen elo hei stonnelaang iwwert de Sujet diskutéieren, deen déif an d'Gesellschaft erageet an eigentlech den Ursprung dovunner war jo e ganz anere wéi dee vun eisem Mikrokosmos. Do ass et em den Asaz gaange vun der ASTI vun der Madamm Zuccoli. Mee wat mech wierklech frapéiert, dat ass, op wéi engem Niveau mer mëttlerweil géigesäiteg mateneen diskutéieren, an zwar net heibannen, well heibannen ass et eigentlech ëmmer relativ ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Entspaant.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - ... entspaant. Jo, richtig, Här Clement.

(Hilarité)

Mee wéi séier mer d'Tendenz hunn, och mir als Politiker, déi jo awer wierklech eng grouss Responsabilitéit och hunn, iwwert d'sozial Netzwierker de Géigner op eng perfid Aart a Weis ze attackéieren, op eng irresponsabel Aart a Weis ze attackéieren, Inhalter verfälscht duerstellen, ganz bewusst, well dat einfach Klicke generéiert.

Dat ass jo och genau dat - an, ech mengen, den Numm vun der Whistleblowerin am Kontext vu Facebook ass ganz oft haut gefall -, wourop et erausleef! Dat ass jo dat. Dofir sinn ech och net mat deem d'accord, wou elo gesot ginn ass, dass een net misst Facebook och responsabiliséieren. Et ass jo de Businessmodell, hu mer jo elo héiere gehat. Et leeft jo och dorobber eraus, dass eng Entitéit, déi op sozial Netzwierker setzt, déi doduerjer Klicks produzéiert, dass déi dovunner leeft, dass déi frou ass, wann eppes gesharet gëtt. A wéini gëtt eppes gesharet? Majo, wann d'Leit rose sinn.

Wéi huet d'Madamm Haugen gesot gehat virun de franséische Parlamentarier: dass obwuel Facebook keng Absicht hätt, « de mettre au point un système qui sème la colère », se trotzdem hire System esou opgebaut hunn, « en sachant quels étaient les risques ». Si sot: « La colère, c'est ce qui engrange le plus grand nombre de clics. Facebook connaît les solutions, mais ces solutions enlèvent, ici ou là, un peu de profit. »

Bon, an dat ass e bëssen dat, wou ech de Verdacht hunn, dass een och als Politiker vläicht d'Tendenz huet, dat ze maachen, well dat jo och Klicke generéiert a Klicken eng Reechwäit generéieren. An ech si wierklech der Meenung, dass mer och en éierlechen Debat sollen doriwwer féieren, wat Hatespeech ass.

Dat Beispill, wat ech elo grad nach héieren hunn, dat ass a mengen Aen definitiv keen Hatespeech. Mee wann ee ganz bewusst Leit ... An ech ernnere vläicht nach eng kéier un d'Definitioun vun der ECRI zu deem Punkt: « [...] le discours de haine désigne l'usage d'une ou de plusieurs formes particulières d'expression - à savoir, l'appel à, la promotion de ou l'incitation au dénigrement, à la haine ou à la diffamation à l'encontre d'une personne ou d'un groupe de personnes, ainsi que le harcèlement, les injures, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation ou les menaces à l'encontre de cette ou ces personne(s) et toute justification de ces diverses formes d'expression - fondée(s) sur une liste non exhaustive de caractéristiques ou de situations personnelles englobant la "race", la couleur de peau, la langue, la religion ou les convictions, la nationalité ou l'origine nationale ou ethnique ainsi que l'ascendance, l'âge, un handicap, le sexe, le genre, l'identité de genre et l'orientation sexuelle. »

Wa mer an deem dote Beräich sinn, da beweege mer eis am Kader vun Discours de haine an deen Discours mussen mer andämmen.

Mir mussen deen awer elo net andämme wéinst eis heibannen. Natierlech ass et äusserst desagreabel als Politiker, deem ausgeliewert ze sinn, mee vill méi schlëmm ass dat Bild, wat doduerch no bausse projézéiert gëtt, wa bewusst geziilt, wéi och an deem „Spiegel“-Artikel virun e puer Méint Fraepolitikerinnen attackéiert ginn, an och bewusst esou duergestallt ginn an de sozialen Netzwierker, dass se attackéiert ginn, dann huet dat eng Inzidenz op jonk Fraen, déi sech wëlle politesch engagéieren, well ee sech dräimol iwwerleed, ob een dat da mécht.

Wa bewusst Leit attackéiert ginn, déi sech engagéieren fir Flüchtlingen, fir Ausländer, dann huet dat eng Inzidenz, well ee sech dann dräimol iwwerleed, ob een dat an der Éffentlechkeet esou offensiv ugeet. Et huet och eng Inzidenz dorobber, wéi déi Leit, déi déi Messagé liesen, dozou sti par rapport zu engem anere Genre, par rapport zu Leit, déi Transgenre sinn zum Beispill, par rapport zu Leit, déi eng aner Hautfaarf hunn. Et ass dowéinst, wou mer et mussen andämmen, well et eng Inzidenz huet. Et ass net egal! Et huet eng Inzidenz op dat,

wéi mer d'Gesellschaft verstinn a wéi den Haass an eiser Gesellschaft sech kann doduerjer verbreedden.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - A wat elo gefrot ginn ass a wat den Här Clement, mengen ech, gesot huet: „Jo, mee wat geschitt mat deenen Affären? Do misst allkéiers eng Condamnatioun kommen.“ Nee! Do muss net allkéiers eng Condamnatioun kommen. Do si Leit ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Dat hunn ech net gesot!

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - An dat ass och ... Dir kennt gären herno mer eng Fro stellen, wann Der Loscht hutt.

(Hilarité)

Dat ass och ... Oder Fait personnel froen.

(Interruption par M. Sven Clement)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Clement, et ass elo net un lech.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Hien ass nervös.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dir manifestéiert lech awer lautstaark.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Bon, hien ass net deen Eenzegem.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dat ass Äre Problem, Här Clement.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - En ass net deen Eenzegem, Här President.

Mee et geet ... well dat ass jo ugeklongen haut. Fréier oder zu aneren Zäite souz een dann am Café, et huet ee gelästert. Haut gëtt dat geschriwwen an da steet dann do: „Ma hätt dat dach nëmme gutt e Lach am Kapp!“ Oder: „Ass dat do iwwerhaapt eng Fra oder e Mann?“ Oder ... wat weess ech?! Déi Saachen, wann ee se fir sech selwer liest, wierklech ... dat ass engem net egal. An dat liest ee jo net just eleng. Dat ass dat, wat ech virdu gesot hunn. Dat liesen nach deemno, wien et post, deemno, op wéi engem Site et steet, e puer Honnert, e puer Dausend, e puer Zéngtausend Leit mat. An dat ass d'Differenz!

De Problem ass awer: Den Auteur, deen dat schreift, dee weess dat! Deen ass sech där Saach net ëmmer bewusst! Wéi déi Affär war, wou erkläert ginn ass, ech wéilt de Papp ofschaffen, du krut ech jo och déi onméiglechste Messagen. Dunn hunn ech natierlech och Plainte deposéiert.

Do si Leit, déi hu mer herno geschriwwen, déi hu gesot: „Et deet mer leed.“ Genau dat, wat d'Madamm Empain virdu gesot huet: Et muss ee sech och heiansdo kënnen entschëllegen. Déi hu mer geschriwwen: „Et deet mer leed, ech war mer net der Envergure bewusst vun deem, wat ech hei gemaach hunn.“

A firwat hu se mer dee Message geschriwwen? Ma well se bei d'Police geruff gi sinn, well d'Police mat hinne geschwat huet, well d'Police se och emol drop opmierksam gemaach huet, wat dat bedeit, wann een engem - an e Premierminister ass elo komm, dee weess et och! - den Doud wënscht, och wann een dat guer net wierklech mengt. Mee wann een dat da schreift: „Hätt deen am Kugel am Kapp“, oder op all déi Klassen Saachen zrëckgräift.

An doru mussen mer schaffen! Duerfir ass et natierlech esou, dass net all Plainte zu enger Condamnatioun féiert. Loin de là! Dass mat de Leit geschwat gëtt, dass wann ee gesäit, dass se wierklech berodungsresistent sinn, dass se bei respect.lu geschéckt ginn - d'Corinne Cahen wäert sécherlech herno nach dorobber agoen -, mee dass et ganz evident ass, dass et net d'Zil ka sinn, weeder vun ons nach vun der Justiz, dass do jiddweree condamnéiert gëtt.

Et gouf och schonn eng sëllege Question-parlementairen, wou och d'Zuelen ëmmer erëm - ech hunn elo mäin Dokument op mengem Pult leie gelooss, ech kann lech dat herno nach eng kéier ginn - drastinn, zu wivill Condamnatiounen et alljoers kennt.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Nee, et ass op mengem Handy, pardon. Merci, Här Premierminister.

Wou d'Zuelen drasti vun de Meldungen an da vun de Condamnatiounen.

Et gëtt natierlech vill, vill manner Condamnatiounen wéi et Meldunge gëtt. An dat ass och gutt esou. Well wat mer gären hätten, dat ass eng Sensibilitéit derfir, dass et net egal ass, wat ee schreift! Et ass net egal! Et ass net egal, et ass extreem wichteg, dass een oppasst, wéi een dat formuléiert. An et dierf ee keen attackéieren! Et soll een d'Leit net attackéieren. An et soll ee se virun allem net attackéieren wéinst hirer Faarf, wéinst hire sexueller Virleiften, wéinst hirem Genre oder hirer Relioun - esou déi Klassiker.

Bon, zum Dispositif, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech mengen, dat ass ugeklongen. Mir hunn en zolite penalen Dispositif, deen dat doten alles reegelt. An da kënn nach op Europäeschem ... Den Digital Services Act ass ugeklongen. Do ass gëschter decidéiert ginn am COREPER, dass dat an der nächster Reunion vun dem Conseil compétiti- vité kënn. Ech mengen, dat ass Enn des Mounts.

Dat heescht, dass mer do och gutt weiderkommen, well déi grouss Bedreiver vu sozialen Netzwerker hunn absolutt eng Responsabilitéit. An déi musse filteren! Déi musse Saachen erfuehlen. Natierlech kann dat net ausgespillt gi géint d'Konschtrahéit, géint d'Liberté d'expression. Mee si hunn eng grouss Responsabilitéit. Si därefen dat net promou- véieren. Si mussen et andämmen.

Den Här Galles hat mech nach gefrot zum Hate- crime. Mir sinn amgaangen, un deem Text ze schaf- fen. Et geet jo drëms, eng Circonstance aggravante ze kréiere par rapport zu all Infraktioun, wou dat potenziell kann de Fall sinn, dass dat allkéiers eng Circonstance aggravante ass, wann eng Infraktioun gemaach gëtt aus Motiver vun de klaseschen Hate-Dispositiounen. Do musse mer natierlech Dis- positoun fir Dispositioun do duerchgoen, fir eeben och ze kucken, wat déi Circonstance aggravante dann herno kascht.

Dann hat Der nach d'Fro gestallt ... Also, „kascht“ en termes vu Strof.

Den troisième Genre, do si mer och um Ausschaf- fen. Do wäert ech lech d'nächst Joer eng Kéier domadder saiséieren. An natierlech ass dat erëm esou e sensibelen Dossier, wou de Risiko do ass, dass mam Fanger op e gewëssenen Deel vun der Populatioun gewise gëtt. Voilà.

Dann hat Der nach gefrot, ob et eng verbindlech De- finitioun vun Hatespeech am legislative Kader gëtt. Nee, well dat weist jo och déi Diskussioun de Mët- ten erëm, dass et esou multipel ass. Mee Dir hutt eeben déi ënnerschiddlech Artikelen am Code pé- nal, déi eeben, sief et d'Colomnie, d'Diffamatioun, d'Injure, d'Atteinte portée à l'honneur d'une per- sonne an esou weider, alleguerten déi Saache ree- gelen. Voilà.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Justizminister Sam Tanson. De Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Famillje- ministesch. Fir d'éischt awer Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Nee, et ass u sech e Fait personnel, Här President. Well ech hunn éisch- tens net dat gesot, wat d'Madamm Ministesch mer hei an de Mond geluecht huet. Ech géif wierklech bidden, dat dann herno am Verbatim nozulesen, nozelauschteren. An da ka se dat maachen, wat ech virdrun och gemaach hunn, sech entschëllegen derfir, mer Wieder an de Mond geluecht ze hunn, déi ech net benotzt hunn.

■ **Plusieurs voix.** - O!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Nee, nee! Et ass nämlech ganz grav, wat ech hei virgeworf krut.

(*Brouhaha*)

Ech krut an de Mond geluecht, ech géif bei all Mel- dung eng Condamnioun froen. Dat hunn ech net gefrot! Dat steet mir net zou ze froen! Mir hunn eng onofhängeg Justiz an et ass un der Justiz, dat ze entscheeden. Dat hunn ech virdrun op der Tribün gesot an dat soen ech hei nach eng Kéier.

Wat ech gesot hunn ... A kommt, mir bleiwe bei de Fakten!

■ **Une voix.** - O!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech hu gesot, ech géif gär wëssen, wou d'Affären dru sinn.

■ **Une voix.** - Voilà!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech hunn och eng Stellungnam gefrot, wou mer bei den Affären dru sinn. Ech hunn och gefrot, wéi vill prozentual Fäll agestallt ginn a wéi eng eeben zum Ofschloss kom- men.

Ech mengen, datt et Froe sinn ... Dir hutt mer gesot, ech soll lech eng Fro stellen. Ech hunn lech virdrun eng Fro gestallt. Ech krut keng Äntwert, duerfir stellen ech se nach eng Kéier. Mee kommt, mir bleiwe bei de Fakten! Ech hunn zu kengem Moment gesot, datt all Meldung eng Condamnioun soll ginn.

■ **Une voix.** - Richteg!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech wëllt awer ganz gären, datt dat zu Akt geholl gëtt.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement. An d'Wuert geet direkt zréck un d'Justiz- ministesch.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Also déi Entrüstung war et net emol derwärt, well ech wollt lech domat näischt Schlechtes ënnerstellen. Mee Dir hutt an iergendengem Kontext - ech hunn

et natierlech elo net wuertwärtlech opgeschriwwen - gesot, dass et wichteg wär fir d'Affer, wa se Condamnatione géife kréien. Dir hutt eppen an deem Genre gesot. Ech waarden dann op de Procès verbal fir ze kucken, wat et genau war.

Et geet just drëm fir ze ënnersträchen - an ech sinn net dat Eenzegt, wat dat esou verstanen huet -, dass dat net de But ass. Domat wollt ech lech net ënnerstellen - dat hunn d'ailleurs och ech net gesot! -, Dir wëllt d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Fro stellen. Mee de But ass eeben net deen, dass Der Condamnationen ...

Ech hunn awer elo hei Zuelen, wou ech lech virdrun gesot hunn, wou ech lech net konnt äntweren, well ech se hei leie gelooss hat, Här Clement. Déi kënn Der och an de Question-parlementairen noliesen, déi zu deem Sujet gestallt goufen. Zum Beispill bei Bee Secure - ech ginn lech elo déi dräi lescht Jo- ren -, hat Der 2018 122 Meldungen. Vun deenen 122 Meldunge sinn der 68 weidergeleet ginn - froet mech elo net firwat déi eng net an déi aner schonn! -, vun 219 Meldungen 152 2019, an 2020 vun 292 Mel- dungen 240.

Da geet dat jo säi Wee an da gëtt jo dann derno gekuckt. Da mécht de Parquet seng Instruktioun, d'Police rufft d'Leit an esou weider an esou fort. An dann hutt Der d'Veurteilungen. Do kann ech da soen: 2018 waren 8 Verurteilungen, 2 Fräispré- ch; 2019 6 Verurteilungen; 2020 9 Verurteilungen an 3 Fräispré- ch; an 2021 5 Verurteilungen an 1 Fräi- sprochen.

De Message, awer nach eng Kéier, ass einfach deen: Et geet hei net drëm x Verurteilungen ze kréien. Et geet drëm, ze evitéieren, dass et dozou kënn. An ech mengen, dass d'Corinne Cahen an de Claude Meisch do och nach kënnen erklären, wat mer do alles maachen, fir dat eeben ze evitéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Sou, dat misst domadder kloergestallt sinn. Merci der Madamm Justizministeresch. An d'Wuert geet elo un d'Madamm Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, also ech ka mer ganz schlecht virstel- len, dass heibannen een ass, deen nach net vun Hatespeech selwer betraff war. Et geet warschein- lech méi un déi eng wéi un déi aner. Et gëtt der warscheinlech, déi och méi liese gi wéi anerer. „Was ich nicht weiß, macht mich nicht heiß!“ Wann ech net liese ginn, da kréien ech et och vläicht heiansdo net mat. Mee déi, déi dann aktiv och liese ginn, déi trëfft et dann awer och ëmmer perséinlech - wéi gesot, mech op jidde Fall.

E ganz trauregen Héichpunkt vum Hatespeech war ganz kloer d'Flüchtlingswell 2015/2016. Ech hunn zwar villes och um eegene Leif musse spieren, och scho virdrun, iwwer meng Hierkonft, iwwer dat, wat ech virdrun am Liewe gemaach hunn, iwwer mäin Ausgesinn, mee wat ech do gelies hunn 2015, wéi déi Flüchtlingswell war a wou mer just all zesumme probéiert hunn, Leit ze hëllefen, deenen et net gutt gaangen ass, déi aus enger Kriseregion komm sinn, wéi mer probéiert hunn, an Europa Léisungen ze fannen, fir Leit ënnerdaach ze huelen, wat een do alles huet musse liesen, net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mee uechter ganz Europa, dat war schonn immens krass. A wéi gesot, och hei zu Lëtzebuerg!

Dofir huet de Regierungsrat am Juli 2016 d'Deci- sion geholl, fir eng Ulafstell ze grënnen, déi eng Berodung a Begleedung vu Persounen ubitt, déi vun Extremismus a Radikalisatioun betraff sinn, well doriwwer ganz vill rieds gaangen ass dee Moment. Op déi Decisioun hi gouf d'ASBL SOS radicalisation gegrënt, déi zanter dem Juli 2017 de Preven- tiouns- a Berodungsservice respect.lu, Centre contre la radicalisation, geréiert.

Mir hunn et haut héieren, ech mengen, jiddwereen ass sech bewosst, dass den Opruff zum Haass an der Gesellschaft zu engem grouse Problem gëtt. Den Austausch iwwer Internet, virun allem d'sozial Medien: Do ass et net ëmmer respektvoll, do ass et net ëmmer objektiv. Dat kann heiansdo extrem ausarten. Dat gëtt ganz dacks leider immens perséinlech an diskriminéierend. D'Meenungsfräi- heit gëtt leider reegelméisseg iwwerschrott. Dat ass e Grondwärt an ech bleiwen och dobäi: D'Mee- nungsfräiheet ass wichteg, mee et muss een och wëssen, wou d'Fräiheet vun deem engen ophält an deem anere seng ufänkt.

A wéi huet d'Sam Tanson elo grad gesot? Et ass ee sech der Envergure vun deem, wat ee schreift, vläicht net ëmmer bewosst. An et muss een dann och op dee Wee goen, dass een de Leit emol er- klärt, wat dat op där anerer Säit vun Ecran mat Leit mécht, wat se schreiwen.

Am Joer 2020 huet respect.lu de Projet „Dialog statt Hass“ lancéiert, deen am Kader vum Plan d'action national d'intégration eebe selektionéiert gouf. Zanterhier huet en e grouse Succès. An dofir hu mer och eng Konventioun mat deem Projet gemaach, fir dass en eebe ka weidergefuert ginn.

Dee Projet „Dialog statt Hass“ baséiert op engem erfollegräiche Projet mam selwechten Numm aus Eisträch. Et geet eebe grad drëms, dass Leit, déi opfälleg gi sinn duerch hiren Hatespeech am Inter- net, och wann déi eebe beim Parquet waren, dass déi da bei respect.lu geschéckt ginn, fir da kënnen mat deenen ze schaffen an ze kucken, ob se da ver- stinn ... oder ze probéieren, de Leit eeben ze ver- stoen ze ginn, wéi wichteg et ass, dass ee matenee schwätzt, net iwwereneen, an dass een net Haass- parolen um Internet einfach esou an d'Welt setzt.

Déi stroferechtlech Konsequenze beschränke sech nämlech dacks op eng Amende. „Dialog statt Haass“ gëllt dozou als eng alternativ oder eng ergänzend Moosnam. Et ginn am Moment iwwre- gens 15 Persoune vu respect.lu an deem Kader sui- véiert. De Programm dauert sechs Méint. E besteet aus sechs Moduller. Ech géif déi och hei eng Kéier opzielen: Dat ass Meenungsfräiheet, Diskurskom- petenz, Deliktverarbeitung, Medienkompetenz, Dis- kriminierung, Perspektivewechsel. D'Ziler vum Projet sinn eeben, zesumme mam Auteur vum Hatespeech eng Analys vun der Dot ze maachen, eng Selbstreflexioun ze initiéieren, méiglech Ursaa- chen ze analyséieren a méi e respektvollen Émgang mat anere Leit eeben dee Moment och ze errechen.

Ech géif awer hei gäre soen - an, ech mengen, et huet och schonn ee vun de Virriedner dat haut ze bedenke ginn -, dass den Hatespeech am Internet net just e Problem vun deene Jonken ass. Dat sollt een och wierklech eng Kéier esou soen. D'Associa- tioun wäert deemächst dofir och e Senioregrupp lancéieren, wou dat dann och thematiséiert gëtt bei aneren Alterskategorie wéi just nëmme bei jonke Leit.

Bon, respect.lu begleet och natierlech Leit, déi sech radikaliséieren oder hiert Émfeld, fir ze kucken, déi ze begleeden, fir se vläicht dorauer erauszekeréien, hofftelech. An da schaffe se natierlech ganz enk vernetzt mat aneren Associatiounen op euro- päeschem Niveau, wéi zum Beispill Yallah!, wou se ganz enk zesumme schaffen.

Jo, incitéiere mécht ee vläicht heiansdo, ouni selwer Hatespeech ze maachen. Dat muss een awer och eng Kéier esou gesinn. Ech mengen, d'Sam Tanson huet elo grad e Plädoyer gehalen, dass mer alleguerte responsabel si fir dat, wat geschriwwen gëtt, och wa mir et net selwer schreiwen, mee mir incitéiere vläicht heiansdo der- zou, Saachen ze schreiwen.

Wéi gesot, d'Flüchtlingskris war do e ganz schlemme Moment, wou ganz schlemm Saache geschriwwen gi sinn, och wann am Moment och nees Saache geschriwwen ginn. An do schwätze mer net méi vu Meenungsfräiheet. Et deet mer leed, do geet et net méi ëm Meenungsfräiheet! Ech hunn e puer Extraite matbruecht. Wann ee vun „Drecksasylante“ schwätzt, déi „gekäppt“ misste ginn a vu „Wouscht“. Et deet mer leed, do ass keng Meenungsfräiheet méi! Dat ass keng Meenung. Dat ass Haass, dat ass blan- ken Haass! An do, wéi gesot, gouf ganz, ganz vill geschriwwen.

Ech hunn e puer Beispiller matbruecht. Ech wëll se awer am Fong geholl net alleguer virlesen, obwuel ech dat virhat. Mee ech mengen, mir sollten och al- leguer oppassen, wa mir klicken, wou mer klicken a wat mer liken. Ech hunn nämlech och eppen erëm- fonnt, wou ee geschriwwen hat: „2018, dann sind wir Gambia und seine Geldsüchtigen los und kein PD-Staat mehr.“ Dat huet een Deputéierten dee- mools och geliked, déi Ausso do.

Ech wëll elo net méi liesen an och net méi dozou soen, well ech condamnieren deen net, mee et ass eebe just: Et soll ons wierklech eng Léier sinn, dass mer alleguerte sollen oppassen, wat mer liken, wat mer incitéieren, well et ass net einfach eppen dohinner Geschriwwenes an dat geet da laanscht jiddwereen. Mee, wéi d'Sam Tanson elo richteg gesot huet: Et touchéiert déi Persoun, déi betraff ass. Et ass meenungsbildend fir vill aner Persounen. An do sinn och Leit, déi sech extrem dann eropschau- kelen.

An - wie weess? - et huet ee jo am Ausland gesinn, dass och emol Leit dann am richtige Liewen net nëmme méi hannert dem Ecran sech incitéiert fille vläicht, fir aner Saachen ze maachen. Ech mengen, mir sollten alleguerten zesummen dergéint kämpfen a kucken, dass mer an engem gudden Émgangstoun matenee fonctionéieren, och um Internet.

Villmools merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. Pa- role après ministre fir den Här Paul Galles.

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Merci, Madamm Minister. Ech sinn elo ganz frou, dass Der nach eng Kéier op déi ganz Initiativ, déi ronderëm respect.lu entstanen ass, den Dynamismus, och do agaange sidd. Ech hat et och a menger Ried erwänt, also ech mengen, dass et en enorm, enorm wichtige Bättrig ass an eiser Gesellschaft.

Déi Fro, déi ech awer virdrun och gestallt hat, op déi Dir vläicht eng Äntwert hutt: Souwäit ech verstinn, ass hire Programm vun der Deradikaliséierung bis elo just limitéiert op déi, déi eebe bis elo beim Par- quet gemellt gi sinn, wou de Prozess nach net uge- faangen huet. An déi Fro, déi ech mer zumindest gestallt hunn, ass, ob et esou e Programm och kéint gi fir déi, déi tatsächlech dann duerch de Pro- zess gaange sinn, vläicht souguer eeben da condamnéiert gi sinn, déi jo trotzdem dat selwecht Bedierfnes vläicht hätten, fir sech duerch all déi Moduller, déi Der och genannt hutt, do nach eng Kéier an hiren Meenung beziungsweis an hiren Haltung zur Gesellschaft oder zu gewëssene Grup- pen an der Gesellschaft ze veränneren.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Galles. An d'Wuert geet zréck un d'Madamm Famillje- ministesch.

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, d'Fro ass interessant. Ech muss kucke mat respect.lu, wéi wäit si ginn an hiren Berodung respektiv an der Begleedung vu Leit, déi da vläicht och scho condamnéiert sinn.

Wéi gesot, respect.lu ass jo am Fong gebuer aus enger Radikalisationssicht, déi mer haten, dass verschidde Leit sech radikaliséiert hunn. Et waren och Leit zum Beispill a Syrie gaangen, fir ze kämpfen, wou mer gesot hunn, mir brauchen onbe- déngt en Usprichpartner och fir Enseignanten, och fir Elteren, wa se mierken, dass hir Kanner sech ra- dikaliséieren. Do ass jo am Fong geholl respect.lu gebuer ginn dee Moment, den SOS Radicalisation.

An elo hu se eeben duerch e Projet, deen an der In- tegratioun zustane komm ass, wou se do ënner- stëtz gi sinn, sech och nach eng Kéier méi wäit ausbreit, fir do mat den Auteurs vun Hatespeech och ze schaffen.

Mee ech muss do nofroen, awéifern, wa Leit bis condamnéiert sinn, déi dann och automatesch vum Geriicht vläicht recommandéiert kréien, bei respect. lu ze goen, oder ob se souguer méi wéi recomman- déiert kréien, dohinner ze goen; dat kann ech lech elo net direkt beäntweren. Mee d'Fro ass ganz in- teressant, ech wäert dat nofroen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Galles freet nach eng Kéier d'Wuert.

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Jo, et fält mer elo nach eng aner Fro an, déi ech elo just vergiess hunn, déi ech awer och a menger Ried virdrun hat. Et ass nämlech d'Fro ... mir schwätze jo elo virun allem vun den Täter. A wa mer awer elo eng Kéier de Bléck werfen op d'Affer, eeben déi Mënschen, déi betraff dovunner sinn an déi dann awer an engem Prozess musse aussoe goen: Wann ech et richteg verstanen hunn, hu mer am Moment keng Organisa- tioun, déi derfir zoustänneg ass, fir dee Moment déi Mënschen ze begleeden, fir déi et jo emotional ka ganz schwierig sinn, dann nach eng Kéier op d'Ge- riicht ze goen, musse auszesoen, vläicht souguer konfrontéiert ze gi mat Leit oder mat Aussoen, déi dann iwwer si gemaach gi sinn.

Dat ass nach eng Kéier eng Fro, ob dat net eng Lacune ass, ob do net nach iergendwou eppen, eng Organisatioun misst an deen doten Optrag era- stoussen, well eebe grad dat do och gebraucht gëtt.

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech mengen, et gëtt de SCAS an aner Administratiounen an Organisatiounen an Associa- tiounen, déi et Affer begleeden, ganz sécher. An ech mengen, déi sinn och breet gefächert. Mir hunn och d'Berodungsstellen an esou weider. Dat heescht, do gëtt et scho vill.

Mee effektiv, heiansdo weess een net, wou ee sech soll hiwennen. Ech kucken nach eng Kéier op d'Jus- tizministeresch, fir d'Affer och ze begleeden op d'Ge- riicht. Ech huelen un, dass de SCAS jo esou Saa- chen och mécht am Sënn vun den Affer, wa se eeben attackéiert gi sinn duerch Haass am Internet, fir ze begleeden.

Mee mir schaffen do mat villen Associatiounen zesummen. Also, et ass net respect.lu. Déi ma- chen dat net. Déi sinn net derfir do. Respect.lu ass schonn do, fir mat den Täter, wann ech et dann esou ka soen, oder mat deenen, déi Haass am In- ternet geschriwwen hunn, fir mat deenen eeben d'Aufgab ze maachen, ze kucken, ob se verstinn, dass dat awer aner Leit och blesséiert respektiv dass se dat net nach eng Kéier solle maachen. Dat heescht, respect.lu ass do schonn éischer fir déi Leit, déi eeben Haass um Internet verspreeht hunn, fir mat deenen ze schaffen, dass dat net méi geschitt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Cahen. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, den Här Claude Meisch.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Ganz kuerz vläicht och nach eng Kéier e Bléck op déi Jonk an op dat, wat mer an ei- sem ganze Bildungswiese maachen, preventiv ma- chen, fir déi Jonk eigentlech vum Hatespeech

ewechzehalen, fir se ze stäerken, wa se Affer gi sinn, a fir ze kucken, datt se net Täter ginn.

An ech si frou, datt virun allem zwou Virriednerinnen, d'Stéphanie Empain an och d'Carole Hartmann, ganz staark dorop agaange sinn an op d'Wichtigkeet vun eise Bildungsstrukturen agaange sinn, awer och schonn zitëiert hunn, wat mer maachen duerch ganz vill Initiativen.

Ech mengen, bal kee Riedner stoung hei uewen an huet Bee Secure net erwänt de Mëtteg. An dat weist, wéi wichteg datt déi Instanz ass, fir Preventiounsaarbecht och ze maachen. Déi huet jo d'Missioun, fir grad Jonken an awer och net Jonken d'Geforen och vun der Digitaliséierung, den digitale Medien, de soziale Medien nozebréngen an ze prevenéieren. An dorëms geet et jo och, well eben Hatespeech ganz dacks an de soziale Medien, am virtuelle Raum stattfënn, ze kucken, datt Jonker deem net hëlleflos ausgesat sinn.

An eleng déi Zuel vu quasi 1.000 Sessiounen, déi an de Grondschoulen, an de Lycéeën, an de Maison-relais am Laf vun dësem Joer scho geleescht goufen, weist och, wéi breet datt dat op eng konkret Nofro vun de Schoulen, vun den Enseignanten a sécherlech och vun de Kanner trëfft.

Mee nieft dem Bee Secure gëtt et eng ganz Rei vun aneren Initiativen. Mir probéieren och, Jonker déi ënnerschiddlech Aspekter nozebréngen vun der Digitaliséierung, an do sécherlech net nëmme déi technesch Aspekter, mee och déi sozial Aspekter, Aspekter vum Zesummeliewen, vum Kommunikéieren am virtuelle Raum.

Gutt kommunikéieren oder och emol manner gutt kommunikéieren, dat muss och fir all Jonken zum Thema ginn an dat ass dann och Géigestand vun engem neie Schoulfach am Fundamental, nämlech dem Coding, vun engem neie Schoulfach, wat zanter e puer Méint ugelaft ass am Secondaire op den ënneschte Klassen, wou also all Schülerin, all Schüler och wäert derduerchgoen, dem Schoulfach „Sciences digitales“, wou mer eben och op déi doten Aspekter, d'Gefore vun der Digitaliséierung, och déi am Alldag, déi op déi Jonk scho laueren, aginn a kucken, deene Jonken d'Aen opzemaachen, matzäiten d'Aen opzemaachen.

Ech wëll awer nach emol drop opmierksam maachen, datt Hatepeech jo net nëmme eppes mat Digitaliséierung, mat soziale Medien ze dinn huet. Et ass eng Fro, wéi mer zesummeliewen, wéi mer respektvoll kënnen zesummeliewen, wéi e jonke Mensch léiert, sech selwer eng Meenung ze maachen, awer och deem anere senger Meenung nozelauschteren, respektvoll nozelauschteren, an och seng eege Meenung emol erëm eng Kéier kënnen ze hannerfroen a vläicht och ze changéieren opgrond vun Erfarungen, opgrond vun Argumenter, opgrond vun deem Zesumme-Kommunikéieren, den Austausch zesummen ze hunn an de Wee no der leschter Wourecht, deen een do wëllt sichen.

An dat ass eppes, wat am Zentrum vun engem anere Schoulfach steet, nämlech „Vie et société“, fir deene Jonke bäizebréngen, datt se eben net eleng mat hirer Meenung op dëser Welt sinn, mee datt et ganz vill anerer gëtt, déi och emol eng aner Meenung kënnen hunn, an déi Meenung gradesou déi Plaz an eiser Gesellschaft muss hunn, mat kloer Limiten awer och, déi och do musse gesat ginn, wéini eigentlech och de Respekt opzehalen huet par rapport zu Meenungen oder Verhalen, déi eigentlech net méi kënnen toleréiert ginn.

Dat, denken ech, ass eben och wichteg, fir et als normal erschéngen ze loosse, datt een eben ënnerschiddlech ass, ënnerschiddlecher Meenung ass, mee awer ganz gutt matenee kann eens ginn, matenee kann zesummen och emol eppes maachen oder och emol an engem Punkt net eens ass a fir de Rescht sech ganz gutt kënnen ze respektéieren.

Allgemeng ass et esou, wéi ech ganz dacks soen: All Effort vu Bildung bei jonke Leit muss een Zil hunn. An dat ass nämlech, dee jonke Mensch ze stäerken. An dat ass och en Aspekt, deen hei beim Hatespeech esou wichteg ass, well e jonke Mensch, deen Affer gëtt vun Hatespeech, ass méi staark a kann dat besser ewechstiechen.

An ech denken och, e jonke Mensch, dee staark gëtt, dee gëtt manner schnell Täter. Well wann ech selwer u mech gleewen, wann ech selwer u meng Meenung gleewen a wann ech d'Stäerkt hunn, déi kënnen ze verteidegen, mat Argumenter anzetrieden do derfir, da brauch ech net zu deene Methoden ze gräifen, zu deene kuerze Condamnatiounen, déi hei de Mëtteg dann och e puermol erëm nees zitëiert gi sinn an deenen eenzelne Baiträg. Da weess ech, datt ech dat anescht ka maachen, mech anescht mat anere Mënsche kann ausenansetzen, well ech d'Vetrauen a mech selwer hunn, an dat, wat mech auszeechent, an och an déi Meenung, déi ech hunn an déi ech no bausse wëll vertrieden.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Mir hunn e

Prozess gehat bei eis am Ministère, am Observatoire de la qualité scolaire, dee sech mat den Zukunfts-kompetenze vun 21. Joerhonnert beschäftegt huet. Do gëtt et eng, déi essenziell wichteg ass, an dat ass kritescht Denken. Well ech mengen, et geet net drëms, wa mer Hatespeech wëllen evitéieren, datt mer kee méi sollen encouragéieren, eng Meenung ze hunn! Et geet net drëms, näischt méi dierfen ze soen! Mee et geet awer och drëms, ze denken, éier ech schwätzen.

An duerfir geet et eben drëms, och jonke Mënschen e kritescht Denke mat op de Wee ze ginn, anerer kritesch ze hannerfroen, Positionen, déi gesellschaftlech vläicht breet gedroe ginn, kritesch ze hannerfroen, eppes, wat d'Jugend jo ëmmer nees gemaach huet a wat extrem wichteg ass fir d'ganz Gesellschaft, datt d'Jugend dat hannerfreet, wat se virfënn. An ech denken awer och, fir sech selwer ëmmer nees kritesch ze hannerfroen.

Ech mengen, datt dat och derzou bäidréit, datt een einfach méi respektvoll par rapport zu anere Mënsche ka liewen a mat hinne kann ëmgoen.

E lescht Wuert vläicht nach einfach. D'Schoul ka viles maachen. Aner Bildungsrichtungen wéi Betreuungsstrukturen, Jugendhaiser, aner Initiative kënnen ganz, ganz viles maachen, scheitern awer, wa mir als Erwuessener et net fäerdgebréngen, e gutt Virbild ze ginn.

An duerfir, mengen ech och, war dës Debatt hei wichteg, fir och iwwer Hatespeech ze schwätzen an deenen Erwuessenen och kloerzemaachen, datt dat, wéi mir et virliwen, als eng Normalitéit gesi gëtt a vun deene Jonke ganz dacks nogemaach gëtt. An duerfir sollte mer deen Echange do fleege, hei am Haus an awer och dobaussen, nämlech iwwer Hatespeech ze schwätzen an drop hinzeweisen.

Villmools merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Educationminister Claude Meisch. D'Diskussion ass ofgeschloss.

Résolution et motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun de Motiounen respektiv der Resolutioun.

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Dat ass déi Motioun, déi vun der Madamm Carole Hartmann deposéiert ginn ass. Den Här Gilles Roth freet d'Wuert.

(Interruptions)

■ **Une voix.** - Dat ass d'Resolutioun.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - D'Resolutioun ass vun der Madamm Empain.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Dat ass d'Resolutioun.

Résolution 1

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech hat gesot, mir géife mat der Motioun ufänken! Mir kënnen awer och mat der Resolutioun ufänken. Da fänke mer mat der Resolutioun un. Dat ass u sech déi Resolutioun, déi vun der Madamm Empain deposéiert ass ginn. An da kritt den Här Gilles Roth d'Wuert, fir zu der Resolutioun Stellung ze bezéien.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Well et war och déi, déi d'Nummer 1 hat, an duerfir ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Motioun huet och d'Nummer 1, déi vun der Madamm Hartmann, och wann dat zwee Puer Schong sinn!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Gutt! Also zur Resolutioun. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Positioun vun der CSV iwwert d'Haassriede vu Politiker an awer och géint Politiker, dat huet de Paul Galles am Nummer der CSV gemaach. An do ass och näischt bäizefügen.

An et huet ee gesinn, opgrond vun deene villen Interventiounen, déi komm sinn, souwuel vun de Membere vun der Chamber wéi och vun deenen dräi Regierungsvertreider, dass et dach schwierig ass, fir e gesonden Equilibre ze fannen tëschent engersäits: „Wat heescht dat, Meenungsfräiheet?“ an anersäits och: „Wou hält Meenungsfräiheet op a wou fänken d'Perséinlechkeetsrechter vun anere Persounen un?“

An ech hunn dat besonnesch gutt fonnt, dass d'Madamm Tanson, d'Justizminister, Referenz gemaach huet op den Ecrit, wou se déi verschide Formen vun dem Haassspeech, oder wat do kann drënnerfalen, ugeschwat huet.

Ech wëll awer zweetens och ganz kloer am Numm vun der CSV soen, an aller Serenitéit, dass heibanne keen de Monopol vun der Victimisatioun vun dem Hatespeech huet. Dat zielt net fir den eenzelnen Deputéierten, dat zielt net fir eng Fraktioun, dat zielt och net fir d'Majoritéit, grad wéi et och net fir d'Oppositioun soll zielen.

(Interruptions)

Den drëtten Punkt ass dee vun der Resolutioun. Mir hunn dat mat Attentioun gekuckt. Ech wëll dat och

ganz nuanciéiert verstane gesinn, wat mer am Numm vun der CSV soen.

Selbstverständlech sinn déi Zilsetzungen an och Orientéierungen, déi an där Resolutioun stinn, allegeren ze ënnerstëtzen. Ech wëll awer just op e legale Kader hiweisen, deen een awer menger Usicht no net kann einfach ausser Uecht loosse. Et gëtt hei gefrot, dass een de Code de déontologie - ech mengen, et ass éischer de Code de conduite vun den Deputéierten -, dass een dee sollt adaptéieren « ... afin d'y insérer des dispositions relatives au discours de haine ».

Déi Fro, déi mir eis stellen, dat ass déi: Ass esou eng Bestëmmung kompatibel mat dem Artikel 68 vun der Verfassung? Den Artikel 68 vun der Verfassung, dee gesäit eigentlech d'Immunitéit vun Deputéierte vir, dass en Deputéierten op dëser Plaz - an och esou, wéi de Staatsrot a sengem Buch „Gardien de la Constitution et des Droits et Libertés [...]“ dat virgesäit -, eng Immunitéit huet iwwert déi Opiniounen, déi en ausdréckt. Dat heescht, en Deputéierten huet op dëser Plaz eng „liberté de tribune“. Wéi wäit dass dës Plaz geet, dat ass ënnerschiddlech ze bewäerten.

Ech wëll awer just drop hiweisen, dass déi Immunitéit vun den Deputéierten, net zulescht opgrond vun dem Urteel Gibéryen, eng ganz aner Konnotatioun huet, wéi se nach viru Jore vläicht méi limitativ an der Chamber gesi gouf.

Dat ass also eng kloer Fro, déi mer stellen an déi och bewierkt, dass mer déi Resolutioun hei méi nuanciéiert kucken.

Den zweete Punkt ass deen: Formatiounen, eng Offre de conseil iwwert d'Discours de haine fir d'Deputéierten. Wa Leit mengen, si missten esou eng Formatioun hunn, bon, da kënnen se déi kréien, wa se der Meenung sinn, dass se net selwer sech déi Responsabilitéiten operleeën.

An da kënt den drëtten Punkt, dat ass « à demander aux personnes victimes de discours de haine ainsi qu'à la société civile de témoigner sur leurs expériences au sein de la Chambre des Députés si elles le souhaitent ». Dat géif also konkret heeschen, dass, wa Leit Victime vun Discours de haine sinn, se net de Klasseche Wee ginn, wéi dat ugeschnitten ass, nämlech sech un d'Gericht, un d'onofhängeg Gerichter ze adresséieren, mee dass se dat och kéinten hei an der Chamber virbréngen.

Dat kann een natierlech verlaangen. Mir sinn op jidde Fall als CSV der Meenung, dass, am Sënn vun der Gewaltentrennung a well jo och den Discours de haine penalrechtlech ëmfaasst ginn ass, eigentlech déi Plaz, ob een der Meenung ass, dass ee Victime vun engem Discours de haine ass oder net, dass dat onofhängeg Gerichter sinn, mat alle Méiglechkeeten, fir esou Discours-de-hainen un d'Gerichter weiderzeginn, a mat och alle Méiglechkeeten, well och de Code de procédure pénale virgesäit, dass och Associatiounen, déi op deem Gebitt aktiv sinn, d'Victime kënnen aktiv ënnerstëtzen a souguer selwer sech kéinten als Partie civile constituéieren.

Dee Problem, dee mer hei gesinn, dat ass ok, mir ginn da Leit, déi Victime vun engem Discours de haine sinn, Zougang an d'Chamber! Wat soe mer dann zu deene Leit, déi Victime vu Mobbing sinn? Wat soe mer zu deene Leit, déi Victime vun enger Aggression sexuelle sinn, vu sexueller Exploitatioun? Wat soe mer zu deene Leit, déi Victime si vun enger Violence domestique?

Ech wëll net eng Nuanciatioun hei vu verschidenen Infraction-pénale maachen, mee ech wëll just soen, dass jiddwereen an deenen Infractionen, déi ech elo ugeschwat hunn, sech ënnerschiddlech als Affer ka fannen. An duerfir, soen ech ganz éierlech, hu mer awer domadder gewëssen Apprehensiounen.

Duerfir nach eng Kéier nuanciéiert: Mir stinn zu deenen Ziler, wéi se hei an der Resolutioun virgesi ginn. Mir sinn awer opgrond vu juristesche Froen, déi missten am Virfeld gekläert ginn ... ler d'Chamber hei iwwer esou eppes ofstëmmt, géife mir proposéieren als CSV, dass een déi Resolutioun hei an de Bureau vun der Chamber géif verweisen, fir déi Aspekter, wou ech der elo dräi ugeschnitten hunn, fir déi ze klären, gegeebenfalls mat Avis-juridiquen, an dann och zäitno - eis ass dat egal, wann dat gepréift ass, souguer nach virum Enn vun Joer - eng Kéier géifen zrëckkommen. Dat wier op jidde Fall déi Demande, déi mir géifen als CSV stellen.

Ech wëll dat hei, wuelverstane, ech wëll dat nach eng Kéier soen, net dass dat hei pauschal géif an en Dëppe gehäit ginn: „Jo, d'CSV, deen ee schwätzt fir de Combat géint den Discours de haine an deenen aneren, dee kuckt dat anescht.“ Neen, hei si juristesche Elementer, déi mer virbréngen, wou mer soen, mir hu Problemer, fir iwwert déi Resolutioun do haut einfach esou onnuanciéiert ofzestëmme.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth. D'Madamm Josée Lorsché huet d'Wuert gefrot.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, d'Zil ass genee dat selwecht fir eis alleger, hoffen ech och. An ech si frou, datt de Gilles Roth dat och elo betount huet. Et geet wierklech net drëms, hei Meenunge géint Meenungen auszuschleuechten, mee un engem Strang ze zéien.

Ech wëll just awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt dee Code de déontologie jo net vergläichbar ass mat engem Gang op d'Gericht. Mir sollen eis Reegele ginn, un déi mer eis sollen halen. Deontologie heescht jo, mir halen eis all un dat, wat mer eis selwer ginn. Dat ass kloer. Dat verhénnert jo net, datt och niewendrun e Prozess ka lafen. Ech mengen, dat steet deem net am Wee.

An och, wa Leit hei temoignéieren, déi wierklech sech wëllen ausdrécken, wat se erlieft hunn, hire Vecu, ass et nach ëmmer méiglech, deene Leit nozelauschteren.

Mee wéi esou oft, wa mer eis eng Resolutioun ginn, fanne mer et awer och begrëssenswäert, datt Der bereet sidd, dee Prozess am Bureau ze beschwätzen, fir d'Detailer ze klären. A mir ginn och gär mat op dee Wee, fir do iwwert déi eenzel Dispositiounen dann nach eng Kéier méi am Detail ze kucken.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Op den éischte Bléck klängt alles an där Resolutioun super. Et ass eppes, wat ee mat zwou Hänn kéint ënnerschreiwen. Et hu jo och dräi Hänn et gemaach, fir se ze deposéieren.

Ech hunn awer ..., ech mengen, d'Fro, déi de Gilles Roth opwerft iwwert de Code de déontologie oder de Code de conduite, ech mengen, datt et do schonn op d'Terminologie ukéint. Deontologie ass, wéi eng Reegele mer eis ginn hu betreffend Donen, Transparenz, Finanzen. De Code de conduite ass, wéi mer eis heibanne behuelen an och wat ënnereneen d'Behuelen ugeet. An ech mengen, datt et sech dann éischer am Code de conduite erëmzefannen hätt, wa mer eis dat da géife ginn, wéi an engem Code de déontologie.

An da stelle sech natierlech eng ganz Rëtsch juristesche Froen, déi mer elo an deene puer Minutten hei net erërtet kréien. Duerfir fënn d'Propos, fir et am Bureau ze maachen, eis Ennerstëtzung. Ech hunn awer vill méi e fundamentale Problem vläicht mam véierten Engagement, dat mer eis géife ginn, nämlech datt mer hei géifen ... an ech mengen, datt d'Majoritéit dat hei wierklech mengt, Victime am Sënn vun engem Affer sinn, nodeem en Urteel koum, bei deem kloer ass: Dat do si Victime vun engem verurteelte Stroftäter.

Mee da stellen ech mer awer d'Fro: Wat maache mer da mat all deenen anere Kategorien u Victimmen, déi et awer gëtt? Maache mer elo eng Kategoriséierung, wat ech ganz schued géif fannen? Et ass sécher, datt Hatespeech schlëmm ass fir d'Victimmen, mee esou ass sexuellen Abus, esou ass e Vole, esou ass iergendeng aner Attack op d'Persoun, op hire Besët, op hir Psyche. Ech mengen, datt mer wierklech mussen oppassen, datt mer net herno hei aus eiser Chamber en „open mic“ maachen, deen all Victime no iergendengem Ranking, dee mer eis géifen etabléieren, dann zu Wuert komme léisst.

Ech begrëssen, datt mer Visibilitéit fir d'Situatioun wëlle schafen. Mee ech weess net, ob et sënnvoll ass, dat elo hei mat enger Dispositioun fir een Typus vu Victimmen ze maachen. Well wat soe mer dann deenen anere Victime vun anere Crimmen? Wat soe mer deenen? Soe mer hinnen: „Kommt och?“ Dann, mengen ech, komme mer net méi zum Schaffen, well et gëtt all Dag vill Victimmen.

Dat heescht, esou sympathesch wéi et mer ass, esou wichteg et ass, Visibilitéit ze schafen, weess ech net, ob den Invite 4, den Engagement 4 eppes ass, wat praktesch iwwerhaapt ëmsetzbar ass. Also wann, da kënnen mer héchstens domat averstane sinn, et am Bureau ze thematiséieren, soss misste mer eis leider enthalen, well dat doten ass a mengen Aen einfach net ëmsetzbar. A mir géifen hei eenzel Victimmen iwwer aner Victime setzen, an dat kann net eis Zoustëmmung fannen. Et deet mer leed.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement. An da wier et un der Madamm Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Jo, villmools merci. Also mir begrëssen dës Resolutioun, géife se och matdroen, virun allem de Punkt vun de Formatiounen. Ech hunn elo virun hei héieren, dass deen, dee mengt, e bréicht dat, dat maache sollt. Ech mengen net, dass een dat esou sollt gesinn. Ech mengen, mir brauchen alleguerte Formatiounen, jiddere vun eis, net just heibannen, mee iwwerall.

Ech hu gëschtchen vun deem koloniale Brëll geschwat an ech mengen, dee géllt fir jiddweree vun eis. Mir hunn all Viruteeler, déi mer net gesinn. An dofir déi

Fro vu bewusst oder unbewusst, mir droen alle-
guerte bewusst an unbewusst Viruteeler an eis an
ech mengen, dofir si Formatiounen ëmmer fir jidd-
weree gutt.

Dat gesot, mir droen dat mat. An ech géif och hei
net wëllen déi eng Victime géint déi aner Victime
ausspillen, wat elo hei vun deem véierte Punkt
gesot gouf. Ech verstinn zwar déi Bedenken, wat
dat ueget, mee ech mengen, da sollt een deenen
aneren och eventuell d'Méiglechkeet ginn, heihinner
ze kommen an déi dann net ausschléissen. Mee
dat ass kee Grond, fir dat heiten elo net matze-
droen.

Villmoos merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm
Oberweis. An dann huet den Här Fernand
Kartheiser d'Wuert gefrot.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President,
ech wëll elo net widerhuelen, wat scho Virriedner
gesot hunn, mee grosso modo kann ech mech vil-
lem vun deem uschléissen, wat scho gesot ginn
ass op der Säit vun den Oppositionsparteien.
Awer just vläicht zwou Bemerkungen. Dat Éischt
ass: Ech mengen net, dass mer hei sollten an eng
Mentalitéit erafale vun Émerzéiung a Selbstkuklo.
Dat gehéiert an aner, totalitär Regiminen. An ech
hunn net déi Nostalgie wéi anerer se heibannen
anscheinend hunn, fir elo ze soen, dass mir eis all
sollen do engem Erzéiungsprogramm ënnerwerfen.
Op jidde Fall mengen ech, dass ech vun esou enger
generéiser Offer net wëllt profitéieren.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, dass mer net
sollten de Rôle vun der Chamber verwiessle mam
Rôle vun der Regierung. Well et ass u sech net un
der Chamber, Informationscampagnen ze lancéieren
oder esou an déi Aktivitéiten eranzegoen.

Ech mengen, wat mer kéinte maachen als Chamber,
wa mer eis dann dorobber kënnen eenegen, dat
ass, d'Regierung opzefuerderen, dat ze maachen.
Déi huet ganz aner Moyene, fir dat ze maachen.
Dat ass och fir si eppes, wat se ka maachen. Mee
datt mir elo als Chamber ufänken, esou Aktivitéiten
ze maachen, mengen ech, dat depasséiert och eis
Méiglechkeeten, personell, materiell an eis Erfar-
ungsméiglechkeeten. Mir sollten eis op eis Aar-
becht konzentréieren, déi legislativ. A wa mer
mengen, dass dat hei muss gemaach ginn, da solle
mer d'Regierung beoptragen, fir dat ze maachen.
Dat kéinte mer.

Ech géif et och begréissen, wa mer et hei kéinten
am Bureau mat diskutéieren a vläicht do eng Léi-
sung fannen. Wa se an dëser Form géif zur Ofstëm-
mung kommen, da géife mer se net matdroen, och
well Elementer vun Zensur hei ugeduecht sinn. A
wéi ech virdu konnt erklären, ass eis Partei net der
Meenung, dass mer sollten net den Hatespeech,
mee d'Meenungsfreiheet zensuréieren.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos,
Här Kartheiser. Ech spieren e ganz breede Konsens,
fir dës Resolutioun un de Bureau ze verweisen.

**Vote sur le renvoi de la résolution 1 au Bureau de la
Chambre des Députés**

Wien domadder d'accord ass, soll d'Hand an
d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wäerte mer eis am Kader vum Bureau mat dëser
Resolutioun befaassen.

Motion 1

Da komme mer zur Motioun Nummer 1. Dat ass déi
Motioun, déi vun der Madamm Carole Hartmann
deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motioun
d'Wuert ergräifen? Dat ass net de Fall.

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand
an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zu där Motioun, déi vun dem Här
Sven Clement deposéiert ginn ass a bei där et drëm
geet, fir déi Fäll vun Hatespeech a Fakenews
kënnen an enger Référesprozedur schnell an effi-
kass ze jugéieren. Wie wëllt nach zu där Motioun
d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Bon, mir fannen dee Sys-
tem ganz sympathesch. Blouss mengen ech, dass
dat souwisou elo schonns geet, well de Référe voie
de fait eng normal Prozedur ass, déi am Code de
procédure civile virgesinn ass, an dass een och
hautdesdaags iwwert de Wee vun engem Référe dat
souwisou kéint kuerzfristeg ënnerbannen.

Duerfir ass - also, wéi soll ech dat elo soen - d'Zil-
setzung eigentlech déi selwecht, déi den Här
Clement mengt. Mir sinn awer der Meinung, dass

d'Mëttelen, fir déi Zilsetzung ze errechen, elo
schonns an der normaler Prozedur vum Référe voie
de fait virgesi sinn. An duerfir géife mir eis bei
dëser Motioun enthalen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos,
Här Roth. Da ginn ech d'Wuert un den Här Charles
Margue.

■ **M. Charles Margue (déi gréng).** - Ech géif dem
Här Clement proposéieren, déi Motioun an d'Justiz-
kommissioun ze huelen. Ech brauch do elo net op
den Detail anzegoen, well bei den Tireten, déi Der
ginn hutt, nottamment de véierten, ass et net
evident, wéi een dat gesäit.

Mir hu besser, mir schwätzen a Rou am Detail an
der Justizkommissioun nach eng Kéier, wann Der
domat d'accord sidd, da kënnen mer dat klären. An
et ass net jo/nee. Dofir géif ech dat léiwer a Pres-
enz dann och vun anere Leit, déi haut an der Dis-
kussioun waren, a mat anere Juriste wéi dem Gilles
Roth a senge Kolleegen an all deene Memberen, déi
an där Kommissioun sinn, diskutéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos,
Här Margue. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur
vun der Motioun, den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President.
Ech ka mat där Propos ganz gutt liewen. Et wär
vläicht sënnavoll, an där Justizkommissioun dann
och een ze associéieren, deen sech mam aktuellen
Entwurf vum DSA, dem Digital Services Act,
auskennt, vu dass dee potenziell jo och en Impakt
heirober huet. Mee mir kënnen dat gären an
d'Kommissioun huelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos,
Här Clement.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommis-
sioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun an d'Kommissioun verweisen.
Dese Punkt ass domadder ofgeschloss.

**(La motion 1 de M. Sven Clement est renvoyée à la
Commission de la Justice.)**

Mir kommen elo zur erweideter Fro Nummer 119
vum Här Laurent Mosar iwwert d'national ...

3. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech hunn eng
Motioun!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Sven
Clement kritt nach d'Wuert fir den Depot vun enger
Motioun. Ech hat gemengt, dat wier déi vu virdu.

Exposé

■ **M. Sven Clement (Piraten), auteur.** - Nee. Merci.
Pardon, Här President. Dann hate mer eis do falsch
verstanen. Merci awer fir d'Wuert. Jiddweree vun
eis - an do sinn och eng Rétsch Question-parlemen-
taires ënnerwee gewiescht - weess, dass gefälscht
CovidCheck-Certificaten ënnerwee sinn. Jiddweree
vun eis huet héieren, dass et do Justizprozedure
gëtt, dass Plaintë gemaach goufen. A Stand viru
fënnf Minutten konnt een nach ëmmer mat der
lëtzebuergescher CovidCheck-App en Impfcertificat
vum Adolf Hitler, gebuer den 01. Januar 1900 laut
sengem Certificat - dat ass zwar och falsch -, als
gréng scannen. Dee Certificat ass Stand haut an
der CovidCheck-App nach ëmmer gültig.

Aner Länner, Däitschland, Frankräich, hunn et fäer-
degbruecht, fir an hire jeeweilegen Appen déi Cer-
tificaten explizit op eng Blacklist ze setzen, déi of-
line fonctionéiert, dat heescht, duerch eng Mise à
jour duerch d'Synchronisatioun mam Backend sinn
déi Fingerprints techesch gesinn op eng Blacklist
gesat ginn an doduerjer kënn dann och direkt e
Message: „Dese Certificat ass ongültig.“

Ech mengen, mir sollten eis alleguerten eens sinn,
dass eis CovidCheck-App och bei falsch ausge-
stallte Certificate sollt kloer weisen: Dat heiten ass
e falsche Certificat. A vu dass dat elo säit iwwer
enger Woch - ech géif souguer soen, iwwer zwou
Wochen - de Fall ass, dass dee Certificat zu Lëtze-
buerg bekannt ass, hunn ech hei eng Motioun mat-
bruecht, déi d'Regierung géif invitéieren, d'Covid-
Check-Applikatiounen esou séier wéi méiglech ze
aktualiséieren fir ze verhënnern, dass déi aktuell
bekannte gefälschte Certificate weiderhi vun der
App als valid Dokumenter unerkannt ginn an d'Ap-
plikatiounen esou unzepassen, dass dat eeben och
offline ka geschéien. Ech profitéieren vun der Pre-
senz vum Minister fir Digitalisierung, fir dat ze
deposéieren.

Ech soen lech Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- dass aktuell an Europa vill iwwer gefälschte Covid-
Impfcertificat bericht gëtt an esou Certificaten och
schonn zu Lëtzebuerg opgetaucht sinn;

- dass ënner anerem Däitschland, Frankräich an Ita-
lien scho Mesurë geholl hunn, fir dass gefälschte
Certificaten esou séier wéi méiglech net méi als val-
id Dokument vun de Kontroll-Applikatiounen vun den
eenzele Länner erkannt ginn;

- dass d'Madamm Gesondheetsministesch an der
Chamberssëtzung vum 16.11.2021 gesot huet, dass
der Regierung bekannt ass, dass esou Certificaten
zirkuléieren an entsprechend Dossieren och schonn
un d'Justiz weidergeleet goufen;

- dass eng Rei gefälschte Certificaten, déi op de
soziale Reseauen an de vergaangenen Deeg vill
gedeelt gi sinn an dofir eng bestëmmte Bekanntheit
erreecht hunn, a villen EU-Länner vun de jeeweilege
Kontroll-Applikatiounen net méi akzeptéiert ginn an
awer trotzdeem nach weiderhi vun der CovidCheck-
Applikatioun ugeholl ginn.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Depu-
téierten d'Regierung:

1. d'CovidCheck-Applikatioun esou séier wéi méi-
glech ze aktualiséieren, fir ze verhënnern, dass déi
aktuell bekannte gefälschte Certificate weiderhi
vun der App als valid Dokumenter erkannt ginn;

2. d'Applikatioun esou unzepassen, dass de Finger-
print vun engem Certificat zu all Moment a kierzter
Zäit an der App kann hannerluecht ginn, esou dass
d'Applikatioun beim Scanne vun engem esou han-
nerluechte gefälschte Certificat direkt uweist, dass
et sech ëm eng Fälschung handelt.

(s.) Sven Clement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos,
Här Clement.

4. Question élargie n° 119 de M. Laurent Mosar au sujet de la stratégie nationale en matière de cybersécurité

Da komme mer elo awer zur erweideter Fro Num-
mer 119 vun Här Laurent Mosar iwwert déi na-
tional Strategie am Beräich vun der Cyber-
sicherheit. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dir kennt d'Reege-
len. Dir hutt fënnf Minutten Zäit, fir Är Haaptfro ze
stellen, no der Äntwert vum Minister eventuell eng
Zousatzfro, an der Regierung stinn zéng Minutten
zou.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President.
Dir hat mer dat schonn eng Kéier dës Woch en long
et en large explizéiert.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Schon zweemol,
Här Mosar.

(Hilarité)

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et ass awer gentil ...

■ **Une voix.** - Dat war néideg.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et ass awer gentil, dass
Der et elo nach eng Kéier sot. Léif Kolleeginnen a
Kolleegen, Dir Häre Ministeren, ech wollt effektiv
kuerz de Mëtten déi ganz Thematik vun der Cyber-
sicherheit eng Kéier beliichten. Et ass e wichtege
Sujet, deen, mengen ech, d'ganz Gesellschaft
betrifft. Hei ass eng Regierung, hei sinn d'effent-
lech Institutiounen, mir als Chamber, awer och ganz
vill Entreprisë wéi och de ganz normale Bierger si
vun deem Phenomeen do betraff. Dat spillt sech
virun allem iwwer eis Handyen, iwwer eis PCen,
awer och iwwert déi sozial Reseauen of, a leschter
Zäit och ëmmer méi iwwert déi Kryptowürungen,
déi och eng Aart Terroir fir Cyberkriminalitéit sinn.

De Sujet vun der Cybersicherheit ...

(Interruption)

Et wier awer gutt, Här President, wann den Här
Staatsminister, Kommunikationsminister vläicht
géif nolauschteren, merci.

... huet also ganz vill Facetten, op déi ech de
Mëtten elo net kann am Detail agoen. Dat wäerte
mer dann och nach eng Kéier op enger anerer Plaz
maachen.

Ech hunn a sech déi Question élargie de Mëtteg
gestallt, well mer virun enger Rei vu Wochen hei
eng Diskussioun haten iwwer Pegasus. An an deem
Kontext vu Pegasus hat sech och d'Fro vun der
Cybersicherheit gestallt an duerfir wollt ech
eigentlech och nach eng Kéier de Mëtten do op ver-
schidde Froen agoen, well nach net esou laang hier
haten d'Madamm Reding an ech selwer och un lech
eng schrëftlech Fro gestallt, an där mer awer eng
Rei ganz pertinent Froen opgeworf haten.

An ech muss lech soen, leider Gottes, Här Staats-
minister - dat ass och esou eng generell Tendenz vu
ville Ministeren -, dass een op seng Froen net méi

geäntwert kritt oder ganz onkomplett geäntwert
kritt. An dat war an dëser Fro och erëm eng Kéier
de Fall.

Vu datt et awer eng extreem wichtege Problematik
an Thematik, mengen ech, fir eis alleguerten ass,
wollt ech duerfir nach eng Kéier de Mëtten d'Initia-
tiv huelen an lech eng Rei vu Froen stellen.

Fir d'alleréischte gëtt et jo eng national Strategie
iwwert d'Cybersicherheit. Do war en éischte Rap-
port gemaach ginn, dee vun 2018 bis 2020 geet. Et
ass elo eng nei Stratégie nationale, déi vun 2021
bis 2024 geet. Meng éischt Fro ass eigentlech, Här
Staatsminister - ech huelen un, dass Dir och Bilan
gezunn hutt vun der éischer Strategie -: Wat sinn
eigentlech d'Deficienzen, déi Der do festgestallt
hutt an där éischer Strategie? Sinn déi elo zum
Deel och behuwe ginn an där zweeter Strategie?

Déi zweet Fro ass: Si mir - mir als Land an eventuell
och d'Regierung an och aner effentlech Institu-
tiounen - schonn Affer gi vun esou Cybergrëffer?
Et wier flott, wann Der eis do vläicht de Mëtteg
kéint soen, wéi oft datt dat, le cas échéant, de Fall
war a wann Der eis vläicht och do e puer Erklärunge
méi kéint ginn.

Dann awer déi Haaptfro, déi eis e bësselche
beschäftegen. Dat sinn déi, déi eis alleguerten och
uginn. Eis, dat heescht fir d'Éischt lech als
Regierung, awer och eis als Chamber, och alleguer-
ten déi héich Fonctionnaires. Do stellt sech nämlech
d'Fro, ob et do kloer Reegele gëtt, déi Ministeren,
awer och héijer Beamte betreffen, wat déi ganz Utili-
satioun vun hiren Handyen, awer och d'Utilisatioun
vun Accounten op soziale Reseauen betrifft.

Dann an deem selwechte Kontext: Déi dote Kommu-
nikatiounen, ganz besonnesch natierlech déi vun
enger Regierung, kréien déi eng speziell Protek-
tioun? Ginn och do speziell Fonctionnalités an déi
Handyen agebaut? An iwwerhaupt, wat fir eng Ap-
plikatiounen ginn do utiliséiert?

Dann eng nächst Fro: Dir wësst dat, mir haten
ufangs des Joers international eng grouss Cyberat-
tack, bei där och hei zu Lëtzebuerg 188.000 Face-
book-Accounte geleakt gi waren an och engem Pi-
rateforum zur Verfügung gestallt gi waren. Hat déi
Kommunikatioun och en Impakt op d'Regierung res-
pektiv op verschidde Ministere respektiv héich
Fonctionnaires?

An dann déi lescht Fro, déi huet mat Pegasus ze
dinn. Och do ass jo an der internationaler Press ge-
sot ginn, dass ganz vill Politiker vun deem Leak do
betraff gewiescht wieren. Och do: Huet dat Lëtze-
buerg betraff? Mee haaptsächlech, wat sinn d'Suit-
ten, déi d'lëtzebuergesch Regierung och esou
Cyberattacke gëtt? Well ech mengen, mir sinn alle-
guerten, och hei d'Chamber, dovunner betraff.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos,
Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här
Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

■ **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications
et des Médias.** - Merci, Här President. Merci och
dem Här Mosar fir seng Fro, déi mer erlaabt, och
eeben, esou wéi en d'Fro gestallt huet, e Bilan
kënnen ze zéien iwwert déi drëtt Cybersé-
cherheeststrategie fir d'Joren 2018 bis 2020.

Dës Strategie gouf ausgeschafft - an erlaabt mer,
do den interministeriellen Aarbechtsgrupp, ënner
der Présidence vum Luc Feller, eiseem héije Com-
missaire à la protection nationale, hei ze zitieren -
an enker Zesummenaarbecht mam Ministère vun
der Economie, mam Ausseministère, dem SMC,
dem Geheimdengscht, dem ILR, der Direction vun
der Defense, dem CTIE, dem GOVCERT, der ANSSI,
dem securitymadein.lu. Dir gesitt, dass et am Fond
ganz verschidden Acteure sinn, déi hei un engem
Dësch zesummekommen, fir eeben eng breet Stra-
tegie auszeschaffen, an déi och alleguerten d'Vo-
lete vun der Cybersicherheit ofdecken.

De Global Cybersecurity Index evaluéiert reegel-
méisseg Länner eeben och no hirer Resilienz géint
Cyberattacken. A Lëtzebuerg kennt an deem Index
an deenen zwou leschten Evaluatiounen weltwäit op
déi 13. respektiv déi 11. Plaz. Dat ass gutt. Op
dësem Erfolleg dierfe mer eis awer net ausrouen,
well et ass just eng Momentopnam. En héijen Ni-
veau vu Cybersicherheit ass haut keng Garantie fir
muer. An et muss ee wëssen, dass dat doten en
Dossier ass, bei deem een net ka soen: „Hei, en ass
ofgeschloss, d'Aarbecht ass gemaach.“

D'Geforelag nämlech evoluéiert och déi ganzen Zäit
an déi evoluéiert souguer ganz oft méi séier wéi
d'Technologie. Mir mussen permanent d'Mesurë ver-
besseren, fir ons ze schützen. Mir mussen perma-
nent ons Prozesser upassen, fir eventuell Attacken
eeben och ze erkennen an eeben och ofzewieren.
D'Cyberstrategie baséiert op enger Analys vun den
Haaptmenacen. Dat ass d'Ransomware, dat ass
d'Malware, d'Reaper-bots, d'Phishing- oder d'DDoS-
Attacken.

Dëst si just e puer Stéchwierder, mat deenen déi concernéiert Acteuren och konfrontéiert sinn. An d'Lëscht vun neie Menacé gëtt ëmmer méi grouss, genee wéi d'Lëscht vun de méigleche Schwaachstellen ëmmer méi grouss gëtt. Jo, dat ass eng Realitéit.

Eist Land zeechent sech och duerch eng gutt Connectivitéit aus an d'Europäesch Unioun geet dovun aus, dass et 2025 weltwäit iwwer 40 Milliarde connectéierten Apparater wäert ginn. Mir gesinn, dass och déi nei Technologie sech entwéckelen an engem Tempo, dee wierklech als ganz rasant ze bezeichnen ass.

Mee d'Entwécklung bitt Chancen an erlichtert och onsen Alldag, déi ganz connectéiert Objeten. Mee nieft de ville Connectivitéiten, nieft dese villen Avantage gëtt et och Geforen a besonnesch eeben och déi an der Cybersécherheet. Duerfir och merci, Här Mosar, dass mer wierklech deen dote Sujet och hei kënnen eng Kéier diskutéieren.

Well wat et méi Vernetzung gëtt, wat et méi Connectivitéit gëtt, wat et och méi Schnéttstelle gëtt an domadder och eng héich Zuel vun Apparater, déi eng Ugrëffsfläch duerstellen. Mir wäerten et ni fäerdegbréngen, Cyberattacken zu 100 % ze verhënneren. Esou eng Zilsetzung ass onrealistesesch a wier och net éierlech. D'Zil vun onser Strategie ass eeben, eis Vulnerabilitéit esou kleng wéi méiglech kënnen ze halen. Dofir déi dräi grouss Achsen, fir eeben dëst Zil och kënnen ze errechen.

Mir bilden digital Kompetenzen a schafe Vertrauen an déi digital Welt. De Bierger - sief et a sengem beruflechen oder och a sengem privaten Émfeld - ass den Haaptutilisateur vun deenen neien Technologien. De Bierger muss sensibiliséiert ginn, de Bierger muss sech de Geforen an bewusst ginn. Digitaal Vertraue baséiert op engem gudde Verständnis vun de Risiken, déi och déi nei Technologie mat sech bréngen.

Déi zweet Achs: Mir schützen ons digital Infrastrukturen. Ëmmer méi Prozesser beim Staat an am private Secteur gi jo och digitaliséiert. Duerfir ass et vu gréisster Wichtigkeet, och national digital Infrastrukturen ze schützen an hir Resilienz eeben och kënnen ze garantéieren.

Déi drëtt Achs ass d'Cybersécherheet als eng Opportunitéit fir ons Wirtschaft. Schlussendlech gesi mir d'Cybersécherheet och als eng Chance fir d'Attraktivitéit vun onser Wirtschaft a fir d'Schafe vun neien Aktivitéiten och hei am Grand-Duché a se kann eeben och an deem Sënn souguer e reellen Avantage commercial sinn am Verglach zu anere Länner. Et ass wichteg, innovativ Servicer am Beräich vun der Cybersécherheet ze entwéckelen an do d'Synergien eeben och weiderzuentwéckelen.

Esou kréie mir d'Käschten an d'Komplexitéit vun der Cybersécherheet an de Grëff an erhalen eeben och eis Attraktivitéit.

D'Cyberstrategie III huet fir d'Ëmsetzung vun deenen dräi virgenannten Achsen en Aktiounsplang mat ronn 60 präzisen, definéierten Aktiounen virgesinn. Ech kann haut net op all eenzele Punkt agoen. Ech setzen dofir awer déi gréissten Akzenter an Evidenz.

Ugefaange bei eis, beim Staat: De CTIE - an dat ass och d'Fro, d'präzis Fro vum Här Mosar - huet d'Sécherheet vun de staatlechen Onlineservicer an och d'Plattformen massiv verbessert, dat besonnesch duerch d'Asetze vu Webapplikationen, Firewalls, déi bäikomm sinn. Zesumme mam GOVCERT huet de CTIE och de systematesche Monitoring vun de staatlechen Informatiounssystemer a Reseauen ausgebaut. Detektiounstoolen goufen en place gesat, fir eventuell Problemer a Versich justement vun Attacken am Staatsreseau esou fréi wéi méiglech ze erkennen.

D'Prozedure goufen och verbessert, fir zu all Moment op eventuell Ugrëffsversich eeben ze reagéieren. A mir hunn hei duerfir och, wat nei ass, eng Permanence um Niveau vum CTIE, déi och en place gesat ginn ass.

Nieft dem Monitoring vun de Reseauen hunn de CTIE an de GOVCERT e sophistiquéierte System en place gesat, fir eeben d'Anomalien um Niveau vun den Endgeräte ze detektéieren, wat eeben och déi Fro war vun den Handyen. De System erkennt zum Beispill direkt, wann no der Receptioun vun enger E-Mail e verstoppte Programm gestart gëtt. D'Apparater, déi um Staatsreseau hänken, ginn da konstant op d'Presenz vu béisaartege Coden iwwerpréift.

De GOVCERT huet och eng Pentest-Ekipp opgebaut. Dat ass eng Ekipp vu Leit, déi mat dem Accord vun de Bedriewer vun engem Reseau d'Protektiounsmechanisme vun deem Reseau probéieren ze duerchbriechen, fir esou eventuell Faillen am System kënnen ze fannen.

Mir hunn e besonnesche Fokus op d'Protektioun vun kriteschen Infrastrukturen am Staat geluecht: No den DDoS-Attacken op d'Internetsitte vum Staat 2017 hat d'Regierung decidéiert ze analyséieren, wéi eng Moosname justement kéinten ergraff ginn, fir ons systemrelevant Betriber op nationalem

Niveau am Fall vun enger massiver DDoS-Attacke kënnen ze schützen.

Am Kader vun der drëtter Cyberstrategie ass duerfir an Zesummenaarbecht mat LU-CIX de sougenannten National DDoS Scrubbing Center och agesat ginn. Dësen Zenter erméiglecht nämlech, dass kritesch Infrastrukturen kënnen effikass geschützt ginn am Fall vu gréisser DDoS-Attacken, déi net méi mat eegene Mëttel respektiv mat Hëllef vun engem spezialiséierten Provider kënnen gemeschert ginn.

Iwwer 30 kritesch Infrastrukturen an aner wichteg Betriber kënnen esou haut schon am Noutfall och ënner dee Prabbeli geholl ginn. Déi Servicer ginn no an no op weider kritesch Entitéiten ausgebaut. An ausserdeem ginn och Recommendationen um Niveau vun der Preventioun an der Reaktioun ausgeschafft, déi all Betriber zeguttkommen.

Am Kader vum Cybersecurity Competence Center, dee vum GIE securitymadein.lu bedriwwen gëtt, huet d'Regierung e Cyber-Incidents-Simulationstraining fir Decideuren en place gesat: de ROOM#42. Hei kënnen déi Responsabel vun de Betriber hir Reaktioun op justement gréisser Cyberattacken üben.

Mir entwéckelen ons permanent weider, fir op nei Menacé preparéiert ze sinn. Lëtzebuerg huet eng national Cyber Range Plattform agesat. Dat ass eng Simulationsplattform, déi et erméiglecht, Exercicer ze maachen an esou och ons Capacitéiten am Beräich vun der Identifikatioun an der Reaktioun op Cyberattacke weiderzuentwéckelen.

D'Regierung huet och de Secteur vun den Assurance als Alliéierten identifizéiert, fir speziell am Beräich vun deene klengen an och vun deene mëttel Betriber den Niveau vun der Cybersécherheet ze verbesseren. Duerch déi sougenannt Cyberassurance ginn dës Betriber derzou bruecht, fir eng Win-win-Angebot hir d'Cybersécherheet ze verbesseren an esou eng Cyberassurance kënnen ofzeschléissen.

Am Fall vun engem Cyberincident kënnen déi dann op eng professionell Hëllef zréckgräifen, fir d'Situatioun erëm an de Grëff ze kréien. Doduerch ass eng nei Offer entstanen: Zu Lëtzebuerg bidden haut sechs Gesellschafte Servicer am Beräich Cyber Incident Management un. D'Plattform wäert fir national an och international Übungen, awer och fir d'Evaluatioun vun neie Cyberdefense-Lösungen an den Asaz kommen. Mir wäerten dës Plattform den nationalen Autoritéiten an Operateuren justement vu kriteschen Infrastrukturen zur Verfügung stellen.

Des Weidere kann d'Plattform an der Recherche, an der Educatioun genotzt ginn. National Delegationen participéieren systematesch bei den internationale Cyberexercice vun der EU an och vun der NATO. Eng gutt Zesummenaarbecht nämlech mat onse Partner ass vu gréisster Wichtigkeet, fir ons national Fäegkeet och weider kënnen ze entwéckelen an op ons ofzestëmme, esou dass mir am Fall vun enger realer Cyberkris och concertéiert agéiere kënnen.

De GIE securitymadein.lu huet mat Ënnerstützung vun der EU-Kommissioun och Efforte gemaach, fir d'Daten iwwer d'Bedroung a Schwaachstellen am Beräich Cyber ze sammelen an och opzereeden. Esou konnt den éischten nationale Rapport iwwer d'Situatioun vun der Menace ausgeschafft ginn. D'Auswertung vun diesen Daten erlaabt mer, och méi eng intelligent an optimiséiert Gestiou vun de Risiken ze maachen.

Dës Initiativ wäert och am Kader vun der véierter Strategie weider ausgebaut ginn. De GOVCERT wäert notament probéieren, reegelméisseg mat private CERTE Cyber Weather Reporten ze publizéieren, also eng Kaart vun de Menacen iwwer eng bestëmmte Period erauszeginn.

Fir all dës Initiativen och ëmzesetzen, brauche mir spezialiséiert Leit. D'Regierung huet e BTS an der Cybersecurity agefouert, fir esou dem Manktem u spezialiséierten Aarbechtskräften entgéintzewierken. Weider Initiativen an deem Beräich sinn am Moment an der Diskussioun.

Här President, meng Riedezäit - ech gesinn, et ass scho rout - erlaabt mer net, op all déi Punkten anzegoen, déi een am Kader vun der Ëmsetzung vun eiser Cybersécherheitsstrategie nach ernimme kéint.

Wann ech ofschléissend de Bilan vun der Strategie resuméieren dierf, dann hu mir vill erreicht, fir eis éffentlech a privat Infrastrukturen viru Cyberattacken ze schützen. Mee ons Aarbecht ass nach laang net ofgeschloss a si wäert ni ofgeschloss sinn, well mir hei vun engem Beräich schwätzen, deen sech permanent weiderentwéckelt. Mir schaffen also virun a setzen alles drun, fir dass mer och an Zukunft gutt op Cyberattacke kënnen virbereet sinn.

Den Här Mosar hat och nach d'präzis Fro gestallt doriwuer, wivill Attacken am Joer waren. Wann ee kuckt zum Beispill ... Déi grouss Majoritéit gëtt scho ganz, ganz fréi blockéiert - dat ass jo och eng Fro, déi Der gestallt hutt - duerch Firewalls an och duerch automatiséiert Mesures de défense, déi den CTIE an de GOVCERT och en place gesat hunn. Dës Attacke kommen am Fong ni beim Endutilisateur

un. Déi sinn also vun der Zuel hier beandrockend, hunn awer keen direkten Impakt.

Wann ee kuckt, wéi eng Attacken am Joer 2021 am Staatsreseau beim Endutilisateur ukomm sinn, da weisen d'Statistike vum GOVCERT, dass ronn 3.200 Phishingmailen de Wee bis an d'Mailbox vum Utilisateur fonnt hunn. 3.200! Déi allermeescht vun dese Mailen hate keen Impakt, well de Fonctionnaire och richteg reagéiert huet an se och net ugeklickt huet.

A ronn 60 Fäll sinn d'Dokument oder de Link am Mail ugeklickt ginn. Do kann een zum Beispill zu engem Leak vun engem Passwuert komm sinn, mee et si keng gréisser Schied bekannt. An deene Fäll reagéiert eeben och de GOVCERT, fir eng detailléiert Analys ze maachen a fir eeben och eng Informatioun ze kucken, wat geschitt ass an ob do och Informatiounen geleakt hätte kënnen ginn oder Malware op e Computer hätt kënnen installéiert ginn. Dat dote sinn dann déi Zuelen, déi mer elo och kritt hu vum Joer 2021.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Premierminister. An den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, merci. Ech mengen, den Här Staatsminister a Kommunikationsminister huet eis elo nach eng Kéier am Detail erkläert, wéi déi Strategie ëmgesat ginn ass. Ech soen och duerfir Merci. Ech hat em zwar awer och eng Rei ganz konkret Froen gestallt, op déi ech elo net direkt eng Äntwert kritt hunn. Duerfir wëll ech déi awer nach eng Kéier stellen.

Ech mengen, mir sollen do och elo net ëmmer genau no der Zäit kucken, och wat de Minister betrëfft, wann dat dann zwou Minutte méi laang dauert. Well dat sinn awer weesentlech Froen.

Ech wëll hei nach eng Kéier soen: Déi weesentlech Fro ass jo déi vun der Sécherheet vun de Kommunikatiounen vun de Ministere generell, awer och vun héije Fonctionnairen, iwwregens och hei bei eis an der Chamber. Do gëtt et zum Beispill eng Applikation, déi mir alleguerten hunn, dat ass WhatsApp, woubäi bekannt ass, dass WhatsApp eigentlech e Reseau ass, dee relativ einfach ka piratéiert ginn. An do gëtt et och international Analysen, déi dat beleeden. A wann ee mat Sécherheitsspezialiste schwätzt, da soen déi engem eigentlech, dass wann een an engem héije Risikosberäich ass, een net op WhatsApp zréckgräife soll. Dat ass zum Beispill eng Fro.

Ech weess awer net - a wéi gesot, ech si selwer och op WhatsApp, mee déi Fro muss een awer kënnen klären -, wéi sécher d'Kommunikatiounen vun lech, Här Staatsminister, a vun den anere Ministeren an och vun eis alleguerte sinn.

Dann, an deem selwechte Kontext, muss ee jo awer och wëssen, dass déi Accounten, a jiddweree vun eis huet hei Accounten op Facebook, op Twitter, op Instagram a souguer op TikTok. All déi Accounten ..., do ass ëmmer volle Risiko. A bei deenen Accounten, déi do ufangs des Joers geleakt gi sinn, ware sécherlech och ganz vill eminent Politiker am Ausland an och hei zu Lëtzebuerg derbäi.

An do géif ech awer wierklech gär wëssen, Här Staatsminister, well dat hutt Der net gesot: Wéi reagéiere mir elo och par rapport zu deenen Attacke vu Pegasus? Ech mengen, mir haten eng laang Debatt virun enger Rei vun Deeg, wou jo awer Donnéeën vun eminenten auslännesche Politiker vu Pegasus oder vun engem Programm vu Pegasus geleakt gi sinn.

An ech muss awer duerfir soen, Här Staatsminister, ech wier frou, wann Der eis awer hei e bësselche méi präzis Äntwerten och par rapport zu deenen dote Gefore géift ginn, well ech hunn déi e bëssen an Ären Ausféierunge vermësst.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un de Premierminister.

■ **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President, ech rappelléieren lech d'Äntwert op d'Fro vum 26. Juli, wou mer e bësse Retard haten an den 8. September geäntwert hunn, déi den honorabelen Här Mosar an d'Madamm Reding gestallt haten, wou am leschte Paragraph drasteet: « Tous les téléphones portables et tablettes qui sont mis à disposition par le CTIE aux membres du gouvernement et aux fonctionnaires fonctionnent et sont gérés via une infrastructure centrale de management (MDM), ce qui permet d'implémenter un niveau de sécurité adapté. La sécurité implémentée par la MDM comprend notamment le chiffrement des informations et l'application de règles de sécurité spécifiques. »

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat war keng Äntwert, Här Premierminister.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Premierminister.

5. Motion de M. Sven Clement relative à la mise à jour de l'application CovidCheck de façon à ce qu'elle détecte les faux certificats de vaccination anti-Covid

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 185 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun, déi den Här Sven Clement deposéiert hat, wou de Wonsch war, dass mer haut déi géifen direkt traitéieren, wou et drëm geet, dass d'CovidCheck-Applikatioun esou séier wéi méiglech soll applizéiert ginn. Wie wëllt d'Wuert zu deser Motioun ergräifen? D'Madamm Martine Hansen!

Discussion générale

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, merci, Här President. Ech hat - ech menge virgëschter an der Aktualitéitsstonn - genau dat d'Madamm Minister gefrot, a si hat mer u sech net geäntwert, wéi et mat der App wär, firwat dass se bei eis de Certificat als valid unerkennt an déi auslännesch Appen erkennen en awer als net valid un.

An duerfir kënnen mer och nëmmen déi heite Motioun ënnerstëtzen, well et ass extreem wichteg, dass mer eis Certificate sécher kréien, well soss kréie mer eis Covidsituatioun sécher net an de Grëff. Also wäerte mer dës Motioun ënnerstëtzen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Hansen.

Da géif ech dem Premierminister d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Just vläicht fir ze prezisieren: Hei ass keng Fälschung! Hei ass eng Persoun, déi habilitéiert ginn ass - habilitéiert ginn ass! -, a Polen, wa meng Informatioun richteg sinn, oder ... Mee et ass eng Persoun, déi habilitéiert war. Dat heescht, ech hunn nämlech an de Servicer direkt nogefrot, wéi dat sech och gehéiert, mee de Certificat ass frauduleusement ausgestallt gi vun enger Persoun, déi habilitéiert war, fir Impfcertificaten auszustellen. An et wieren anscheinend Dokteren a verschiddene Memberstaaten, déi dat och gemaach hätten.

Am Moment kréien ech och matgedeelt, dass d'EU amgaange wier, eng gemeinsam Lösung och ze analyséieren. D'Fro, déi mer eis musse stellen, ass, ob mer elo, wa mer eng Datebank kreéieren, net och d'Legislatioun mussen änneren.

Dowéinst, erlaabt just, ech hu muer Regierungsrout, dass ech dat doten och mat de Kollegee kucken, mee et ass méiglech, dass mer och dann am Covidtext mussen eng Datebank kreéieren, well am Moment sinn déi QR-Coden net an enger Datebank.

■ **Une voix.** - Ou?

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat ass eng nei Datebank, déi mer da géife kreéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Premierminister. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten), auteur.** - Pardon, ech hunn dann direkt e puer Saachen, déi ech dozou ka soen.

Éischtens emol: Jo, ech ginn dem Premier Recht, dass een eng Datebank misst kreéieren, mee et misst ee keng Datebank vu perséinlechen Donnéeën kreéieren. Dat ass eng ganz wichteg Nuance!

Et ass nämlech esou, dass an de „Guidelines on verifiable vaccination certificates - basic interoperability elements“ steet am Punkt 3.2: „Unique Vaccination Certificate/assertion identifier“ oder kuerz UVCI, ganz technesch genannt: “The UVCI is a means to verify the veracity of the certificate [...]” and should not contain personally identifiable data.

Dat heescht, wat heescht dat am Kloertext? Esou wéi och eis Päss, ech weess net, an eis Carte d'identité en Identifiant hunn, eng Nummer, e Buschtawen-Zuelemix, deen dat Dokument identifizéiert, identifizéiert deen Zuelemix awer net d'Persoun. Dat heescht, mir géife keng perséinlech Datebank kreéieren. Dat ass mer ganz wichteg, well mer hei awer en Dateschutz brauchen.

Wat, mengen ech, vill méi problematesch ass, ass, dass een esou Certificaten - an Dir hutt et richteg gesot: Et ass eng Fälschung. Nee, et ass u sech keng Fälschung, et ass e frauduleus ausgestallte Certificat -, dass een déi nëmmen op ee Wee blockéiert kritt. Éischtens emol déi Leit, déi se ausstellen, aus dem Verkéier zitt. Dat ass iwwregens jee no Land méi einfach wéi an anere Länner, well verschidde Länner hu Cléen, fir ze signéieren. Bon, dat ass alles ganz technesch.

Wat einfach de Problem ass, wann ech elo hei dem Här Hitler Adolf säi Certificat mat menger Covid-Check-App huelen an ech scannen déi elo grad, da kréien ech e gréngen Hoken. An dat ass dat, wat mer mat där Motioun wëllen esou séier wéi

méiglech ...! Mir hu keen Datum drageschriwwen. Dir kënnt dat roueg och am Regierungsrot kucken, wéi Der et genau wëllt maachen. Mee eis geet et drëm, datt mir als Chamber hei ganz kloer soen: Et kann net sinn, datt dobausse Leit mat engem Certificat am Numm vun engem Krichsverbrecher ronderläfen. Dat ass dach awer e bëssen iwwer-driwwen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. De Premierminister freet d'Wuert.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, mir deelen d'Meenung. Mee ech muss lech just soen, deen doten ass jo e provokativen. Dat do ass jo pure Provoque! Mee ech muss lech soen, den Debat geet vill méi wäit.

D'Leit muss sech bewusst sinn, dass hei zu Lëtzebuerg een iwwer Internet ka Certificat kafen, déi gemaach gi sinn, wou d'Leit de QR-Code engem aneren zur Verfügung stellen; dass een op der Fouer fir 100 Euro e QR-Code konnt kafen. D'Leit muss verstoen, dass de QR-Code do ass fir hir eege Sécherheet! De QR-Code ass do, fir dass mer kënnen hei zu Lëtzebuerg weider liewen!

Dowéinst, den Debat hei, fir elo op den Adolf Hitler ze kommen, ass e Skandal, ass Provoque, an ech fannen dat ganz schlëmm! Mee all Mënsch, deen e falsche Certificat benotzt, muss sech bewusst sinn, dass en eng Strofdot mécht - eng Strofdot mécht! - a wierklech net kontribuéiert zu deem, wou mer wëllen erauskommen - an dat, wat se normalerweis och gemeinsam mat ons alleguer hunn, Geimpften oder Netgeimpften -: nees méi Normalitéit an onsem Liewen.

Dowéinst, dat heiten, ech probéiere wierklech ze kucke wéinst der Base de données, wéi mer déi kënnen eraushuelen, legal.

Ech weess elo net d'Motioun, ech hu se just kuerz kënnen kucken, wat do drasteet. Mee Dir kënnt se an d'Kommissioun huelen, Dir kënnt se och unhuelen. Mee erlaabt mer, dass ech awer kucken, ob legal muss eppes geännert ginn oder net, ier mer hei elo soen: „Dat muss muer oder iwwermuer geschéien.“

Mir sinn eis eens, ech fannen et ganz schlëmm, dass dat gemaach gëtt. Et ass an anere Länner jo och benotzt ginn. Ech fannen, et ass eng Apologie bal vun engem Krichsverbrecher, wat inakzeptabel ass. Mee dat ass ee Fait.

Déi aner Faite vu QR-Coden, déi gefälscht sinn, also net gefälscht sinn, mee déi frauduleusement ... oder souguer kopéiert ginn - kopéiert ginn! -, dat ass gradesou schlëmm. An do muss een eeben och kucken, wéi dat geschitt ass. An Dir wësst, dass do och Instruktiounen lafen, wou Leit probéiert hunn, u Certificaten ze kommen. Mir dierfen do null Toleranz hunn, null!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Premierminister. Da ginn ech d'Wuert und den Här Mars Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. Mir versti selbstverständlech den Inhalt vun der Motioun an och d'Suerg, déi hannendrun ass. Ech verstinn awer och, dass d'Regierung a Rou eng Kéier wëllt doriwuer schwätzen. Mir sollten der Regierung déi Méiglechkeet ginn an d'Motioun an d'Kommissioun eranhuelen, wann den Auteur do domat d'accord ass.

Wann en net do domat d'accord ass - ech sinn net an der Lag, muss ech lech soen, aus der Héft elo positiv ofzestëmme -, dann deet et eis leed, da kënnen mer net derfir stëmmen. Ech stëmmen net fir eppes, wou ech net all d'Implikatiounen kennen. An et ass, mengen ech, och wëschenswäert, wann een esou Motiounen zerwéiert kritt - am gudde Sënn vun Wuert -, dass een awer zumindest Zäit huet, fir sech doriwuer klug ze maachen. Dat ass an deem heite Fall net ginn.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Di Bartolomeo. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten), auteur.**- Merci, Här President. Also, ech kann domadder liewen, datt se an d'Kommissioun geet, fir et ganz kuerz ze maachen. Ech muss awer soen, datt dat hei jo en Debat ass, deen elo net säit gëschter leeft, dee schweelt. An ech mengen, et ass eng Question orale vun der Madamm Hansen en Dënschdeg gewiescht. Et ass an der Press thematiséiert ginn, et sinn Artikelen scho vun der Press ginn. Dat heiten ass net anodin geschitt, well ...

An ech mengen, datt ech mer wierklech Méi ginn hunn, eng Motioun ze schreiwen, déi och den technesch a juristesche Gegebenheete Rechnung dréit.

Ech kann domat liewen. Mir geet et drëm, datt et geschitt.

■ **Une voix.**- Jo.

■ **M. Sven Clement (Piraten), auteur.**- Et ass mir egal, ob mer et hei ofstëmmen oder net, mir geet et drëm, datt et geschitt an datt mir als Chamber och

eis Responsabilitéit do iwwerhuelen. An dofir an d'Kommissioun, da kënnen mer et séier evakuéieren an da geschitt e.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien derfir ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Da maache mer dat esou, wéi mer dat ëmmer maachen an der Santéskommissioun.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verweisen.

(La motion est renvoyée à la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications.)

6. Question élargie n° 121 de M. Marc Lies au sujet des aides étatiques dans le domaine du logement

Mir kommen elo zur erweidert Fro Nummer 121 vun Här Marc Lies iwwert d'Logementsbäihëlfen. Här Marc Lies, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Lies (CSV).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, bon, den Immobiliemaart, wéi mer och elo an deene leschte Sondagë vun Politmonitor gesinn, ass weider op Plaz Nummer 1 mat 82 %, wat d'Suerg vun de Leit hei zu Lëtzebuerg ueget.

Ech stellen dës Question élargie, well ech an deene leschten Deeg, Wochen, Méint festgestallt hunn, datt et, wat de subventionéierte Wunnengsbau ueget, eng Partie Inegalitéite gëtt. Inegalitéiten heescht, wann effektiv subventionéiert Wunnenge gebaut ginn, datt d'Gemengen aner Konditiounen do hunn, wéi dat beispillsweis bei Promoteurs publics de Fall ass.

An ech mengen, virun enger Rei vu Méint am Juli, dunn hu mer de Pacte Logement 2.0 gestëmmt, wou et dann drëm gaangen ass, fir d'Gemenge verstärkt mat an d'Boot ze huelen, wann et ëm den abordabele Wunnengsbau geet. An dat mécht eis natierlech extrem vill Suergen, wa mer esou ee Pakt stëmmen, wou d'Gemenge sollen dozou opgefuerdert ginn, fir méi abordabel Wunnengen ze schafen, an da gesi mer, datt et effektiv an der Praxis guer net méiglech ass, well eng Gesetzgebung do besteet, déi deem absolutt guer net Rechnung dréit.

Mir hunn effektiv och aner Problemer, déi och iwwer verschidde Statistiken an deene leschte Méint opgefouert gi sinn, wat déi sozial Schiflag ueget. Ech hat diesbezüglich och eng Question parlementaire den 8. Oktober un den Här Logementsminister an awer och un d'Familljeministescht gestallt, wou et ëm eng Zort vu Sozialkris geet, op déi mer lues a lues histeieren.

Ech krut do eng Äntwert vusäite vun Här Logementsminister an och vun der Familljeministescht, wou effektiv dat, mengen ech, awer nach net esou richtig an de Regierungskreesser ukomm ass, datt mer wierklech eeben opgrond vun och den Energiepräisser, déi an der leschter Woch hei Diskussioun waren iwwer eng Heur d'actualité, wou Lëtzebuerg Europameeschter ass... Wat de Wunnengsbau ueget, do si mer Weltklass!

Wann een dann awer och an deene leschte Woche verschidde Konferenzen nogelauschert huet, beispillsweis wou Experten da monéiert hunn, datt mer hei zu Lëtzebuerg kee Problem hätten, do muss ee sech awer wierklech d'Fro stellen, wéi ech iwwert déi Konferenz gelauschert a gelies hunn, also ech hu mech gefrot, ob effektiv déi Leit, déi un där Konferenz deelgeholl hunn, wierklech op där richteger Plaz sinn, respektiv iwwert dee richtege Sujet diskutéiert hunn.

Ech hunn diesbezüglich och eng Question parlementaire un de Minister gestallt an ech sinn do och gespaant op déi Äntwerten.

Fir zréckzekommen op de Pacte Logement 2.0, do ass et esou, datt, wéi gesot, d'Gemengen dozou opgefuerdert ginn, méi am abordabele Wunnengsbereich ze maachen. Als Gemeng, wann een da verschidde Projeten amgaangen ass ëmzesetzen, do stellt een dann awer fest am Beräich vun subventionéierte Wunnengsbau, wou ee Wunnenge baut ...

Ech wëll hei kloermaachen, datt eeben d'CSV nach ëmmer fir d'Eegenheem steet, dat heescht, datt mir als CSV eis weider derfir asetzen, datt Wunnenge kënnen gebaut ginn, och iwwert de subventionéierte Wunnengsbau, déi och viruverkafen u Leit, u potenziell Acquireuren, déi dann och déi Wunnengen iwwer Bail emphytéotique op 99 Joer mat Virkafrecht op déi selwecht Durée kënnen kafe goen.

Bei engemkonkreete Beispill bei mir an der Gemeng, wou elo da sechs Haiser diesbezüglich

gebaut ginn, déi dann och iwwert d'Veute u Leit ginn, déi vun der Aide au logement kënnen profitéieren, hu mer awer elo festgestallt, datt eebe bei Käschte vun Infrastruktur respektiv mam Bau vun den Haiser, déi ronn 4,5 Milliounen ausmaachen, déi d'Gemeng an dësem Fall och prefinanzéiert an iwwer eng Vente en état futur d'achèvement bei d'Leit zréck siche geet, datt am Artikel 24 vum Aide-au-logements-Gesetz vun 1979 drasteet, datt de Staat participéiert un de Frais d'études an awer och un den Infrastrukturekäschten, fir déi de Leit dann zegutkommen ze loossen iwwert d'Prime ACE. An an deem Artikel, do steet dran, datt och d'Gemengen een Drëttel vun deem musse bäileeën.

An dësem konkrete Fall, do ass et elo esou, datt d'Frais d'études plus dann d'Honorairen an awer och alles, wat Infrastrukturekäschte vun deem ganze Projet sinn, ronn 900.000 Euro ausmaachen. De Staat leet do 50 % dovou bäi, wat da ronn 450.000 Euro sinn. An d'Gemeng selwer muss dann och nach eng Kéier een Drëttel vun deem Ganze bäileeën, dat heescht 150.000 Euro bei engem Projet, deen initialement eigentlech geduecht war, fir e käschtedeckend ze maachen.

Duerfir, dat hëlleft eis definitiv net virun, fir dann d'Gemengen dozou ze motivéieren, fir subventionéierte Wunnengsbau ze maachen, wann ee selwer nach effektiv eppes muss dropleeën.

Par contre ass et awer esou bei de Promoteurs publics, beim Fonds du logement, bei der SNHBM, datt si dat net brauchen ze maachen. Also hei ass ganz kloer eng Inegalitéit zwëschent Gemengen a Promoteurs publics.

Ech widderhuelen nach eng Kéier: de Pacte Logement 2.0, deen effektiv d'Gemengen dozou opgefuerdert, méi am Beräich vun subventionéierte Wunnengsbau, vum abordabele Wunnengsbau ze maachen ...

7. Dépôt d'une motion par M. Marc Lies

Exposé

D'CSV steet viru fir de Bau vun engem Eegenheem, datt och Leit dat kënnen opkafen. A mir fuerderen derfir d'Regierung op, och mat dëser Motioun, déi ech hei wäert deposéieren, datt eeben den Artikel 24 vum Gesetz iwwert d'Aide au logement schnellstméiglech soll suppriméiert ginn, fir wierklech déi Inegalitéit zwëschent Gemeng a Promoteurs publics aus der Welt ze schafen.

Ech soen lech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- *considérant que les communes jouent un rôle important dans la création de logements abordables ;*

- *constatant que les communes ne disposent très souvent pas des moyens nécessaires pour concrétiser des projets de logements abordables ;*

- *estimant que l'État devrait soutenir les communes dans leur politique immobilière sur un plan technique, administratif et financier ;*

- *rappelant que la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement autorise l'État à favoriser par des participations financières l'initiative des communes en vue de l'acquisition, de l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location ;*

- *constatant que l'article 24 de la loi modifiée du 25 février 1979 précise que la participation financière de l'État pour l'aménagement de terrains à bâtir, dans le cas où le promoteur est une commune, est subordonnée à la condition que la commune assure elle-même le financement d'un tiers de la participation de l'État relative aux frais d'étude et d'aménagement des terrains ;*

- *estimant que cette disposition va à l'encontre du but recherché par le Gouvernement, à savoir soutenir et encourager les communes dans leur mission de créer plus de logements abordables,*

invite le Gouvernement

- *à supprimer l'article 24 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;*

- *à mettre les communes sur un pied d'égalité avec les autres promoteurs publics en ce qui concerne la*

prise en charge de l'État des frais d'aménagement de terrains à bâtir ;

- *à prendre les mesures nécessaires afin de modifier les textes en question.*

(s.) *Marc Lies, Sven Clement, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Fernand Kartheiser.*

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Lies.

8. Question élargie n° 121 de M. Marc Lies au sujet des aides étatiques dans le domaine du logement (suite)

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

■ **M. Henri Kox, Ministre du Logement.**- Här President, Dir Dammen an Hären, fir d'éischt merci fir déi Fro. Dir wësst alleguerten, dass ech de Leschte sinn, deen dat net erkannt huet, dass mer abordabel Wunnenge musse kreéieren an insbesondere an der öffentlecher Hand, well mer an der Vergaangenheet der ganz vill verluer hunn, déi mer awer iwwer laang Jore vun der öffentlecher Hand subventionéiert hunn.

Dofir solle mer jo dee Paradigmewissel hei aaleeden. An dat hu mer jo elo scho mat dem éischte Projet de loi, dee mer hei gestëmmt hunn oder deen Dir gestëmmt hutt, dem Pacte Logement, an d'Wëeër geleet.

Ech hat lech an der leschter Kommissioun schon dorobber deels géantwert, dass dat dote wäert ewechfalen, deen Artikel, deen Der virdu genannt hutt. An dat hat ech och an der Chamberskommissioun erwänt, well ech lech och gläichzäitig do gesot hunn, dass e Projet de loi, nämlech d'1979er-Gesetz, praktesch fäerdeg ass, fir deposéiert ze ginn. E wäert an den nächsten zwou Wochen dann och deposéiert ginn.

An ech hat lech gesot, dass mer och dee Projet an zwee wäerten opdeelen: eng Kéier engersäits d'Aide au logement an d'Aide à la pierre; dat ass alles déi, déi bauen, wou mer och d'Definitiou vun der Abordabilitéit wäerten definéieren, déi mer jo och laang an der Chamberskommissioun diskutéiert hunn, an op där anerer Säit d'Aide individuelle; dat sinn e bësse méi alleguerten d'Aiden, déi an de Beräich vun der Privatwirtschaft eraginn.

Ech wëll dann awer och d'Geleeenheet notzen, fir e bëssen d'Aide à la pierre ze erklären an dann och op déi eenzel Subventionen anzegoen an och op d'Differenz vläicht tëschent der SNHBM, dem Fonds du logement an de Gemengen anzegoen.

Jo, mir hunn déi Differenzen haut, an dat wäert mat deem neie Projet geännert ginn. Mir wäerten nämlech eng Këscht maachen, wou alleguerten déi - an déi nenne mer Promoteur social, dat sinn alleguerten déi, déi u sech abordabel Wunnenge kreéieren - 75 % dofir kréien, wa se an d'Abordabilitéit vun der Locatioun ginn.

An da wäerte se alleguerten, tous confondus, 75 % kréien, d'Gemengen, d'Associatiounen, de Fonds du logement, deen haut 70 % kritt, d'SNHBM, déi och haut 70 % kritt, kritt der 75. Dat heescht, mir wäerte se alleguerten d'selwecht behandelen.

Dann ass d'Konditioun awer och déi selwecht! Dat heescht, well mer engersäits Wunnenge kreéieren an op där anerer Säit hu mer eng national Lëscht vun de Beneficiairen, vun den Demandeure praktesch. An dertëscht wäerte mer de Bailleur social maachen. Dat kann de Fonds du logement sinn, dat kann eng Gemeng selwer sinn, dat kënnen Associatiounen sinn, déi grad aus deem Dëppe vun de Wunnengen da kucken, zum Beneficiaire dann och deen néidege Lien ze maachen.

An d'Konditioun ass, mir kucken dann no sengem ..., wat e fäeg ass ze bezuelen. Dat ass deen Taux d'effort, dee mer jo definéiert hunn, fir ze soen, dass dee mindestens bei eis an den öffentleche Wunnengen esou déif wéi méiglech ass, dass eppes iwwregbleift, nämlech déi, déi e ganz niddregt Akommes hunn, dass déi bei 8 % vläicht belaauscht ginn, an déi ëmmer méi an der Gesellschaft eropginn.

An dat ass dann och eng Ouverture, déi mer jo maachen, déi mer och diskutéiert hunn, d'Eligibilitéit: Wien ass deen, deen an de Genoss kënt vun enger abordabeler Wunneng, sief et an der Locatioun oder an der Vente?

Also, Dir kritt, d'Gemengen, alleguerten d'Associatiounen 75 %. Mir wäerten awer och e Cahier des charges erabréngen, an dat wësst Der, dass mer awer Fouss bei Mol mat deene Suen en bonne mère et bon père de famille musse geréieren. Dat heescht, dee Cahier des charges soll eng Planungs-sécherheet gi fir deen, deen u sech Promoteur spillt, fir dat dann och ze maachen. Dofir hu mer e Comité d'analyse um Ministère, dee mer vergréisert hunn: méttlerweil sechs Leit, déi lech hëllef, fir dat dann och richtig ëmzesetzen.

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législation est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

An dann, wéi wäit gi mer erop an d'Gesellschaft, fir kënnen an déi Locatioun ze goen? Dir wësst, mir hu Projets de grandes envergures. Do wëlle mer jo och eng gesond Mixitéit kréien. Dat heescht, do gi mer bis an d'Mëtt, an de fënneften Decile. Dat heescht, 50 % vun der Bevëlkerung kënnen natierlech bei deene Wunnengen dann eng Wunneng fannen. Natierlech, d'Prioritéit muss am Ufank bei deene leien, wou et am meeschten necessiteux ass, dass mer déi och ewechkréien. Dat ass dee Moment an der Locatioun. Dat heescht, mir wäerte se all iwwer ee Kamm scheren.

Mir bliwen och nach ëmmer bei der Vente. Dat heescht, en Deel geet an d'Vente. Mir hoffen natierlech ... Haut hu mer e Projet hei ze stëmmen herno an der Gemeng Mamer zum Beispill, wou mer da 70 % Locatioun hunn ... e bësse méi wéi 70 % Locatioun. De Rescht vun deene Wunnenge geet dann an eng Vente. Déi nenne mer dann och „vente abandonnable“. Do gi mer bis op 60 % vun der Bevëlkerung, déi do eligibel kënnen ginn.

Déi Tauxen, déi dann do zur Verfügung gestallt ginn, déi sinn da 50 % beim Terrain a 50 % bei den Infrastrukturen. An de Rescht: Natierlech muss e gedroe gi vun deenen, déi do Beneficiaire sinn. Well wat ass dee gréisste Käschtpunkt? Dat ass net d'Bauen a sech ... Dach, an de leschten zwee Joer ass de Bauindex och an d'Luucht gaangen. Mee a sech, den Ursprongskäschtpunkt vun all de Montanten ass de Präis vum Terrain, deen nees fortgelaf ass. An dee gëtt jo neutraliséiert doduerch, dass mer soen: „Mir verkafen näischt méi!“

Et ass d'effentlech Hand, déi eebe subventionéiert gouf mat 75 % oder mat 50 %, wann et an d'Vente geet. Déi däerfen net méi verkafen, a just an der Emphyteos mam Réckkafrecht, fir dass och eng zweet Generatioun eng zweete Kéier vun deem profitéiert, wat mir als éischt Generatioun eng Kéier finanziéiert hunn, soudass och d'Kanneskanner kënnen profitéieren vu aboardabele Wunnengen.

Dat heescht, mir probéieren eng ganz Coherence eranzekréien tëschent de Subventiounen, déi mer ausdeelen, an dann och jiddwereen, dee sech drun hale muss, wat de Loyer ubelaangt. Dir wësst, haut gëtt et nach eng Differenz tëschent den effentleche Promoteuren - mir, dat heescht, de Staat an d'Gemenge muss sech un d'1998er-Gesetz halen. Dat heescht, just haut sinn et nëmmen Decile ... Bis Decile 2 oder 3 kënnen an deene Wunnenge sinn.

An d'ASBLE brauche sech net dorun ze halen. Déi kënnen, laut enger Konventioun, déi mir dann aushandelen - de Logementsministère mat deenen eenzelen Associatiounen -, aner Präisser ... Dat ass ëmmer dee Präis, dee genannt gëtt: zéng Euro pro Quadratmeter. Dat gëtt och ofgeschafft.

Dat heescht, mir wëllen hunn, dass jiddwereen, dee sech bedeelegt beim Ausbau vun aboardabele Wunnengen ... An dat kënnen der vill sinn, bis hin zu Privaten, wa se eng Société d'impact sociétal sinn. Da solle se och dovun profitéieren, fir mat-zehëllefen, aboardabel Wunnengen ze schafen. Awer d'Konditioun ass, dass grad de Beneficiaire, deen do muss erakommen, dass no sengem Akommes gekuckt gëtt an dass säin Taux d'effort eebe proportional zu senger Akommissioun gekuckt gëtt. Esou kréie mer dann och déi equitabel Verdeelung vun deene Leit, déi et haut onbedéngt brauchen, an déi Wunnengen, déi mir kréieren.

De Projet de loi wäert an zwou Wochen hoffentlech dann deposéiert kënnen ginn, soudass mer en dann am Detail an der Chamberskommissioun kënnen diskutéieren. Dann ass natierlech d'Gespréich op, fir déi eng oder aner Iddien nach zousätzlech eranzebréngen. Mee wat wichteg ass: Mir hu ganz vill Iddien, déi iwwert déi laang Zäit vun engem gudden annerhallwe Joer, wou mer driwwer diskutéiert hunn ... Insbesondere wat d'Definitioun vun der Abordabilitéit ubelaangt, hu mer dat an der Chamberskommissioun diskutéiert. Dat wäert och an de Projet de loi erafléissen.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Wunnungsbauminister Henri Kox.

9. 7806 - Projet de loi portant portant suppression du Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall et :

1° modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » ;

2° abrogeant la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall »

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7806 iwwert d'Ofschaffung vum Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall.

■ **Plusieurs voix.**- D'Motioun!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo, mir müssen awer emol de Leit d'Zäit ginn, fir d'Motioun ze

kucken. An de Minister ass nach hei. Ech mengen, esou séier schéissen ...

(*Interruption*)

... net.

(*Hilarité*)

Mir kommen dann elo bei de Projet de loi 7806. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech wëll fir d'éischt der Rapportrice vun deem Projet de loi, der Madamm Semiray Ahmedova, d'Wuert ginn.

Rapport de la Commission du Logement

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice.**- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleginnen, léif Kolleegen, haut geet et drëms, e Gesetz vun 1998 ausser Kraaft ze setzen. Ech erkläre mech.

Mir schafen hei eppes of, fir eppes Neies amplat ze setzen. Et handelt sech nämlech ëm e Gesetz vum Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall. Mat deem Projet de loi mat der Nummer 7806 sollen all Aktiva a Passiva vum Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall dem Fonds du logement iwwerdroe ginn. Et ass also net esou, dass elo do net méi wäert gebaut ginn oder näischt méi wäert geschéien, bien au contraire.

Am Kloertext geet et hei drëms, dat ursprünglech Gesetz vun 1998 iwwert d'Grënnung vum effentlechen Etablissement Cité Syrdall Sanitation Fund opzeléisen, wat genau den 10. Dezember 1998 a Kraaft getruede war.

Wat sinn oder wat waren dann elo d'Fonctionnen, fir déi dese Fong zoustänneg war? Dat erklären ech lech an dräi Wieder. Engersäits sollen d'Gebaier vum Syrdall sanéiert, restauréiert, transforméiert ginn an un déi nei Besoinen ugepasst ginn. Du sollt u sech och Infrastrukture reparéiert ginn. An zu gudder Lescht war de Fong zoustänneg fir d'Acquisition vu verschiddenen Terrainen.

Ech erlabe mer kuerz, nach e puer Wieder iwwert de wirklech net ganz einfachen Historique vun deem Site ze verléieren. D'Terraine vun der Cité Syrdall leien an der Gemeng Biwer. Wann een also vu Wecker op Manternach fiert, huet ee jorelaang eng hallef delabréiert Cité gesinn, wéi ee se wirklech selten an deem Land ze gesi kritt.

Wat war deemools geschitt? En zwilichtege Promoteur hat hei an den 80er-Joren eng Cité universitaire fir eng Privatum i sech gebaut, déi awer leider ni komm war. No der Faillite vum Promoteur wollt keng vun deenen ugrenzende Gemenge sech d'Fangere verbrennen a sech de Projet u sech uneegnen. Dat heescht, d'Bewunner vun der Cité hunn an engem administrativen No man's land gelieft a konnte sech net emol richtig umellen. Och d'Wunnkonditiounen hu sech natierlech mat der Zäit ëmmer méi degradéiert.

Fir des Situatioun ze léisen, hat de Staat 1998 de Fonds d'assainissement an d'Liewe geruff. De Fonds schafft dee Moment drun, Stéck fir Stéck Terraine vun der Cité ofzekafen. Gläichzäit gëtt zesumme mat der Gemeng en neie PAP zu deem Moment ausgeschafft - also PAP: Plan d'aménagement particulier. Bis Enn 2020 waren 80 % vun den 29 Gebaier (veuillez lire: 39 Gebaier) sanéiert oder ofgerappt ginn. Am Moment lafen och weider Aarbechten a puncto Sanéierung oder Ofbauaarbechte fir déi Gebaier, déi natierlech dem Staat gehéieren.

Elo hu mer awer en neie Moment. Et ass och schonn elo en neie PAP ausgeschafft ginn, deen de 17. Dezember 2019 vum Inneministère an de 5. März 2020 vun der Gemeng Biwer ugeholl gouf (veuillez lire: deen de 17. Dezember 2019 vun der Gemeng Biwer an de 5. März 2020 vum Inneministère ugeholl gouf).

Erëm eng kleng Parenthèse: Et huet sech am Fong erginn, dass d'Aarbechten, déi ursprünglech virgesi waren, dat heescht Renovatioun a Viabilisatioun vum Site, och den ursprüngleche Budget vun 300 Milliounen Frang wäit iwwerschritt huet. Woubäi ee muss soen, dass et oft de Fall ass, dass wann ee bis ufänkt ze renovéieren, ee schlecht ... oder net schlecht Erfarungen, mee komesch Iwwerraschungen huet. A meeschtens kascht et méi deier wéi dat, wat ee geplangt huet. Dir gesitt, de Begrëff „Sanéierung“ war virun allem d'Schlüsselwuert fir dat, wat bis elo geschitt ass op deem Site.

Domadder ass déi ursprünglech Missioun vun deem effentlechen Etablissement um Enn vu senger Missioun ukomm. Dofir wëlle mir haut en neit Gesetz hei ofstëmmen, fir kënnen mat enger neier Phas vum Projet unzefänken. Et ass och decidéiert ginn, de Projet dem Fonds du logement ofzeginn, well si als effentleche Promoteur déi néideg Erfahrung hunn, fir esou Projeten nohaltig a sénnvoll ze entwéckelen.

Hei geet et och net just drëms, iwwerhaupt just e Bauprojet ze entwéckelen, mee mir schwätzen och vun engem Suivi vun deem ganz Chantier.

Et ass och méi sénnvoll déi ganz Entwécklung engem eenzege Maître d'ouvrage ze iwwerloosen,

fir natierlech engersäits méi Kloeerheet, eng besser Koordinatioun, awer och eng besser Planbarkeet an deem Projet ze kréien. Dat hei ass also een éischte Schritt a mir wäerten och nach eng Kéier zesummekommen, fir deemnächst iwwer en neie Finanzéierungsprojet fir des Cité Syrdall ofzestëmmen.

Och wa mir an Zukunft am Detail wäerten driwwer schwätzen, erlaabt mer awer, vun der Geleënheet ze profitéieren, lech schonn e puer Wuert zu deem Projet ze soen. Déi nei Cité Syrdall besteet aus enger Mëschung vun Eefamiljenhaiser, Bifamiljenhaiser an natierlech och vun Appartementseenheeten. Dat Ganzt ass vum Urbanismus hier natierlech un de ländleche Charakter ugepasst a gesäit am Ganzen eng ronn 164 Wunnenge vir.

E groussen Deel vun de Wunnengen - wéi och den Här Minister dat scho virdu gesot huet -, quasi 70 %, sollen an déi aboardabel Locatioun goen. De Rescht gëtt verkaaft - zum Deel subventionéiert an zum Deel och net subventionéiert.

De Quartier gëtt an der Planung allgemeng verkéiersberouegt geplangt, fir natierlech e bessert Liewen ze hunn, also eng besser Liewensqualität. Dofir sinn och alleguerten d'Carporten an der Peripherie vun deem ganze Site virgesinn.

De Quartier ass iwwregens net just un de Bus - muss een hei betounen -, mee och un deen Zuch ugebonden.

De Projet gesäit och eng Renaturéierung vun der Sir vir.

Elo kuerz zu den Aarbechte vun der Logementskommissioun: D'Gesetz gouf den 22. Abrëll 2021, also dëst Joer, vum Logementsminister deposéiert. Den 23. Abrëll 2021 koum en zousätzlechen Depot zum Gesetzesprojet. D'Logementskommissioun gouf och den 29. Abrëll 2021 mat deem Gesetzesprojet saiséiert. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass de 7. Juni erauskomm, wou si och ausdrécklech des Demarche vun der Suppressioun vum Fong ënnerstëtzen.

Mir kruten den Avis vun der Chambre de Commerce um 12. Oktober. Si encouragéieren d'Regierung am Fong, dat Ganzt esou séier wéi méiglech ze maachen. Den Avis vum Staatsrot koum de 26. Oktober 2021. Si hate keng weider Bemierkungen.

De Gesetzesprojet gouf da vum Logementsminister, der Logementskommissioun an der Sëtzung vum 28. Oktober och virgestallt an d'Memberen haten déi Occasioun, fir hir Froen iwwert de Projet ze stellen an och allgemeng iwwert de Projet ze schwätzen. An där selwechter Sëtzung hu mer och de schrëftleche Rapport vun deem Projet ugeholl.

Dat alles gesot, hoffen ech natierlech op eng breet Ennerstëtzung vun lech a ginn am Nimm vun menger Fraktioun och schonn den Accord fir dese Gesetzesprojet.

Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools der Madamm Ahmedova.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Marc Lies (CSV).**- Jo, Här President, merci fir d'Wuert. Ech soen och der Rapportrice vun deem Projet e ganz, ganz décke Merci fir déi detailléiert Analys, déi si gemaach huet vun deem Projet. Ech mengen, en interessante Projet, wou de PAP 2020 gestëmmt ginn ass vun der Gemeng Biwer, wou eng 164 Wunnenge wäerten an deenen nächste Jore geschaaft ginn.

Bon, ech mengen, wichteg ze soen zu der Cité Syrdall ass, dass d'Cité Syrdall natierlech iwwert déi lescht Joerzëngte komplett delabréiert war, wou Wunnengen och scho virun enger zeg Jore gebaut gi sinn, déi awer iwwert déi lescht Joerzëngten net méi bewunnt waren an et dofir eng Cité war, déi komplett delabréiert war. Dofir, dass eeben dese Changement elo kënn, dass de Fonds du logement dat iwwerhëlt, ass, mengen ech, ze begrëssen. Dat dann och do aboardabele Wunnraum an deenen nächste Jore soll geschaaft gi mat 164 Wunnengen, wou och déi sozial Mixitéit virgesinn ass, dat ass richtig a wichteg.

Ech hat et och schonn an der Chamberskommissioun gesot an och monéiert, dass awer opzepasst ass, wann eeben den Taux vum Locatif deementsprechend héich ass, dass déi Mixité sociale wirklech assuréiert bleift. Duerfir wäerte mer dat och an deem Sënn mat suivéieren. Ben, ech mengen, wann elo déi nächst Etappe sinn, dass wirklech op déi sozial Mixitéit do soll uechtgi ginn. Dofir, an deem Sënn, wat elo des Phas vun deem Projet ugeet, domat si mer ganz sécherlech d'accord a ginn och den Accord dozou.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Lies. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Gilles Baum.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Merci, Här President. Fir d'éischt och e grouse Merci un d'Rapportrice vun deem Projet de loi. Hei géif ee bal haut soen, eng Never-ending-Story géif op en Enn goen. D'Problematik vun der Cité Syrdall zitt sech säit Joerzëngten. Dat war fir d'Gemeng Biwer an och fir déi Nopeschgemenge wierklech eng Belaaschtung. An ech mengen, all Mënsch an deem Eck ass frou, dass elo e flotte Projet do entsteet, e Projet vun aboardabele Wunnraum, e Projet och mat héijer Liewensqualität. Dofir kënnen mir als Fraktioun nëmmen eisen Accord ginn zu deem Projet de loi.

Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Gilles Baum. Da wier et um Här Mars Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir dee vollständige Rapport. Ech hunn eigentlech näischt bäizefügen zu deene ganz pertinente Bemierkunge vu menge Virriedner a bréngen den Accord vun eiser Fraktioun.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Di Bartolomeo. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen ... nee virdrun d'Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Jo, merci, Här President. Merci och der Rapportrice. D'Gesicht vum Site vun der Cité Syrdall an de verschiddene Bau- an Notzungsprojeten, déi iwwer Joerzëngten a Planung sinn oder gebaut gi sinn, ass sécherlech eng spannend. Déi ganz Entreprise - fir elo net déi ganz Geschicht opzerullen -, fir un all Terrainen an Immeublen um Site ze kommen, huet de Fonds säit senger Grënnung 1998 bis haut 23 Joer kascht. E puer Objete sinn, laut dem Projet de loi, nach net ofgewéckelt. Dat ass eng laang Zäit.

De Fonds hätt solle mat Hëllef vun Accorde mat de Propriétaire vun den Immeublen a Parzellen um Site un déi verschidden Objete kommen, mam zousätzlechen Element, dass si e Virkaafsrecht op déi nei Wunnenge solle kréien, déi an den nächste Jore gebaut ginn. Donieft konnt de Fonds och Expropriatiounen duerchféieren opgrond vun der Utilité publique.

Déi laang Dauer vun deem Ennerfaangen huet ënner anerem domat ze di gehat, dass d'Propriétaire ze héich Präisser gefrot hunn an et, zumindest bis 2013, ni zu enger Expropriatioun komm ass, esou steet et an engem Spezialrapport vun der Cour des comptes. Doduerch erkläert sech wuel och, dass de Fonds trotz Fonds propres vu 7,5 Milliounen Euro haut eng Dette mat weideren 12 Milliounen Euro un de Fonds du logement verierft.

D'Problematik ass eng komplex. De Staat huet net déi néideg Handhab an esou Situatiounen wéi deenen an d'gesetzlech Grondlag bei Expropriatiounen ass, wéi gewosst, ëmstritten. D'Propriétaire vun den Immeublen um Site waren a sinn natierlech och an enger schwéierer Situatioun, déi sech méi zougespëtz huet, well d'Präisser um Wunnengsmarché an de leschte 15 bis 20 Joer ëmmer méi geklomme sinn. „Wuer ginn ech hin, wann ech hei fort muss? A wéi kann ech eppes fannen, wann ech hei net de Maximum kann aushandele fir mäi Logement?“, hu si sech warscheinlech gefrot. Eng ganz legitim Astellung, natierlech.

D'Cité Syrdall ass also en Ausdrock an och e Vorbote vun der Logementskris, an där mer haut sinn, wou ee sech ausserdeem och ka froen, wéi staark d'Logéieren ënner schlechte Konditiounen als Phenomeen zu Lëtzebuerg zougeholl huet an des Situatiounen deelweis och illegal sinn - wann och aus anere Grënn.

Et muss een also nodenklech a kritesch op déi lescht Joerzëngten an deem Dossier zréckblécken. Dëst Gesetz hei stëmme mir mat an hoffen, dass de Bau vun neie Quartier op enger direkter un den Zuch ugebonnener Plaz elo séier uleift.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Oberweis. Da wier et um leschten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Och merci der Rapportrice. Och mir wäerten eisen Accord ginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnungsbauminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Henri Kox, Ministre du Logement.**- Jo, merci all de Virriedner. E spezielle Merci un d'Rapportrice. Et ass alles gesot ginn. Et ass effektiv e Projet, dee schonn e ganz, ganz laange Baart huet, effektiv - et ass virdu gesot ginn - Joerzëngte schonn. Ech

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA

Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

hunn d'Geschicht e bësse gekuckt. Dat ass an den 80er-Joren ugaangen. Et huet effektiv 40 Joer um Bockel, wann net doriwwer eraus

Et weist sech awer och, dass een immens muss oppassen, wa Projeten deels an dem Gréngberäich ugefaange gi gedoktert ze ginn, dass een och bis zum Schluss dann denkt, well herno kréien d'Gemenge Schwiereregkeeten, fir Saachen unzemellen, och fir déi Leit unzemellen. An dat huet sech iwwert déi ganz Geschicht vun deem Projet hei higezunn.

Et ass virdrun och vun der Madamm Oberweis erwäänt ginn, wat d'Schwiereregkeeten hei ware fir de Fonds du logement. Ech muss lech och soen, dass mer nach net bis zum Schluss duerch sinn, fir all d'Wunnengen ze hunn. Mee de Projet geet elo eriwuer. De Projet ass gestëmmt oder ass an der Ausschaffung, soudass de Fonds du logement och ganz aktiv wäert ginn am Januar/Februar, fir dee Projet och kënnen hei ... oder wou ech den Depot wäert maachen, deen ausgeschafft gëtt am Virfeld. Soudass mer awer hei endlech da mat der Gemeng zesammen e flotte Projet kënnen do presentéieren, wou eeben, wéi virdu scho genannt ginn ass an der Ausféierung, eng Mixitéit wäert entstoen zwëschent Locatioun a Vente, soudass mer do jiddwerengem gerecht kënnen ginn. A wat erëm wichtig ass: dass et e gudder Projet ass, dee sech integréiert an dee ganzen Environnement, an dass déi Wunnengen, déi do kreéiert ginn, net méi verluer ginn.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7806. Den Text steet am Document parlementaire 7806⁴.

Ech wollt d'Chamber drop hiwiesen, dass souwuel am Text wéi och am Intitulé vum Projet de loi, esou wéi e vun der Kommissioun proposéiert gëtt, eng Rei Wiedererduergestrach sinn. Den Text an den Intitulé, iwwert déi elo ofgestëmmt gëtt, sinn natierlech ouni déi duergestrache Wiedererduergestrache.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7806 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmmen a kenger Abstentation eestëmmege ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7806 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank

Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Mars Di Bartolomeo) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7889 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « Wältgebond » à Mamer

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7889 iwwert déi öffentlech Finanzéierung vum „Wältgebond“ zu Mamer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech ginn direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun deem Projet de loi. An dat ass nach eng Kéier déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

Rapport de la Commission du Logement

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice.** - Merci nach eng Kéier, Här President. Nach eng Kéier, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deslescht hat ech u sech eng interessant Diskussioun, wou et drëms gaangen ass, wéi mer d'Präisser um Wunnengsmarché kënnen stabiliséieren. Ee vun deenen Haaptfacturen ass, dass mer musse méi öffentlech an abordabel Wunnenge bauen. Haut stinn ech erëm eng Kéier hei virun lech, fir lech e weidere Finanzéierungsprojet zum Logement virstellen, fir datt mer justement kënnen och méi bauen.

Dofir presentéieren ech lech och hei e Gesetz mat der Nummer 7889, dat et dem Staat soll erlaben, sech finanziell un der Entwécklung vum Wunnengs-quartier „Wältgebond“ ze bedeelegen. De Projet „Wältgebond“ gëtt vum öffentleche Promoteur Fonds du logement gebaut, wou och de Fonds du logement selwer Bauhär wäert sinn.

D'Timeline ass relativ kuerzfristeg. De ganze Quartier soll an deenen nächste sechs bis aacht Joer gebaut ginn. Zesumme mat engem private Promoteur entstinn hei am Ganzen 264 Wunnengen (veul-lez lire: 224 Wunnengen) an 162 Wunnengen, déi ënnert d'Abordabilitéit wäerte falen.

An deem Bauprojet gëtt den Akzent extra drop gesat, dass mer eng gudd Mixitéit an deem Ganze wäerte fannen. Mixitéit vun der Bautypologie an och natierlech eng sozial Mixitéit fir e bessert Zesummeliwien.

Wann ee vun engem Finanzéierungsprojet schwätzt, därer een natierlech de Budget net vergiessen. Dës budgetär Enveloppe ass och eréischt da finaliséiert ginn, nodeems de PAP, de Plan d'aménagement particulier, vun der Gemeng gestëmmt gouf. D'Realisatioun vun esou engem innovativen an nohaltege Projet stellt natierlech konsequent Investissementer duer. Mir schwätzen hei vu ganzer 28.000 Quadratmeter, déi wäerte gebaut gi vum Fonds du logement. Dat Ganz wäert 83 Milliounen Euro kaschten.

Vun den insgesamt 162 öffentleche Wunnenge ginn dann 72 % an déi abordabel Locatioun. 32 Wunnenge wäerten an d'Vente abordable goen, wou d'Leit och nach vu weideren Hëllef kënnen profitéieren. An da weider 13 Wunnenge wäerten och abordabel sinn, wou et awer dee Moment och keng weider Hëllef gëtt. Dat heescht, mir hunn zweeërlee Verlaf vun de Wunnengen. Béides natierlech ënner Emphyteos. Dat heescht, den Terrain bleift öffentlech an de Präis ass dofir och vill méi niddreg.

Esou bleift d'Wunnen nohaltege an der öffentlecher Hand. Mir stäerken doduerjer och de bezuelbare Wunnpark, fir eng besser Resilienz an deem Beräich ze hunn; wat mer am Moment bis elo verpasst hunn ze maachen.

An och nach vläicht ze soen, fir déi Leit, déi elo net onbedéngt esou dra sinn an där ganzer Terminologie: Déi Wunnenge wäerten net un de fräie Marché verluer goen an an deem Sënn och d'Präisser weider undreiwien.

Déi grouss Erausforderung vun deem PAP „Wältgebond“ ass et, e Lien oder, besser gesot, e flotten urbanisteschen Iwwergang ze fannen zwëschent dem Bestand, wat elo scho steet, an natierlech dem

neie Quartier. D'Mixitéit vun der Typologie am Sënn vun Eefamiljenhaiser, kleng a grouss Appartemen-ter an och Studioen, wat natierlech och derzou wäert féieren, dass Jonk an Al, Single a Famillje wäerten dohinne wunne goen.

De Wonsch vun der Gemeng war et, eng nei Dynamik an eng Attraktivitéit an deen neie Quartier ze bréngen. Esou entsprécht „Wältgebond“ de Prinzipien vun der nohalteger Entwécklung. De Quartier ass och gutt un den öffentlechen Transport ugebonden a profitéiert an engems vun der Proximitéit vu Schoulen, Servicer a Gréngflächen.

Schlussendlech soll een heibäi awer wierklech betounen, dass déi 162 Wunnengen och duerch eng Ännerung vum Parkschlüssel iwwerhaapt méiglech waren. Mir sinn hei vun zwou Parkplaze pro Wunneenheet op eng Parkplaz pro Wunneenheet erogaangen. Doduerjer konnte mer ganzer eelef Wunnenge méi bauen. Ech wollt dat betounen, well et ass vläicht awer e wichtige Tipp fir déi zukünftige Entwécklung vun neie Quartieren.

Doduerjer kréie mer natierlech och manner Trafick -manner Parkplazen, manner Trafick -, wat interessant ass. Mir sinn hei an enger Lag, wou mer just 500 Meter ewech si vun enger Gare a 500 Meter ewech si vun enger Haaptachs, wou mer sämtlech Busser a béid Richtungen - Stad an ausserhalb - fueren hunn.

Kuerz zu den Aarbechte vun der Logementskommissioun: De Projet de loi ass vum Logementsminister de 24. September 2021 deponéiert ginn. De Gesetzesprojet ass der Logementskommissioun vum Logementsminister presentéiert ginn an och diskutéiert ginn an der Sëtzung vum 28. Oktober. Mir hunn an där selwechter Sëtzung och den Avis vum Staatsrot analyséiert an och de schréffleche Rapport ugeholl.

Kuerz zu deenen Avisen: Also, am Fong hat de Staatsrot a sengem Avis vum 26. Oktober keng weider Remarken zum Gesetzesprojet a bis elo leien och keng weider Avise vun de Beruffskummere vir.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschtenen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Wuert. De Projet „Wältgebond“ zu Mamer ... Bon, ech mengen, als CSV begrësse mir natierlech och dee Projet, deen an der Gemeng Mamer ëmgesat ginn ass. 162 abordabel Wunnengen, déi do geschaaft ginn, mat enger Mixitéit vun 20 % Haiser, 80 % Appartemen-ter an enger Densitéit de logement pro Hektar vu 45 Unitéiten.

Fir d'Mixitéit sociale ass och gesuergt, dass am Kader vun deem PAP och 62 Privatwunnenge geschaaft ginn. Dofir, mengen ech, ass dat e ganz, ganz wichtige Projet, wat déi sozial Mixitéit ugeet.

Bon, ech mengen, dass ass et awer elo scho mat deem Positiven. Wann ech kucken, wat de Finanzement ugeet, awer och d'Dauer vun deem ganze Projet, dann: De Vott vun PAP ass 2017 gestëmmt ginn - d'Soumissioun véier Joer drop am Mee 2021. Dat si véier Joer, nodeem dass de PAP gestëmmt ginn ass! Et ass absolutt verréckt, dass dat vun Zäitverloscht ass, fir esou e Projet wéi deen heiten ëmzesetzen.

Wann een eng Kéier zesummerechent, bis alleguer-ten déi Wunnengen 2026 gebaut sinn, da si mer hei néng Joer ënnerwee, zanterdem dass de PAP gestëmmt ass. Bien sachant, wann ee weess, wéi e PAP entsteet, déi ganz Viraarbecht, fir dass e PAP iwwerhaapt votéiert gëtt. Et ass déi gréissten Aarbecht an dee gréissten Effort, fir dat ze maachen. Dofir, fir d'Exekutioun am ganzen néng Joer: Dat ass katastrofal! Also, dass heiten ass definitiv kee Musterbeispill, wéi een abordabele Wunraum respektiv och Wunnengsbau soll ëmsetzen.

Ech hunn awer och verschidde Froen dozou. Ech hu festgestallt, dass keng Avise vun de professionelle Chamberen hei virleien, wat mech effektiv extreem wonnert, well normalerweis bei esou Projete si jo awer och d'Chamberen, déi effektiv hiren Avis dozou kënnen ofginn. D'Chambre des Métiers: Et hätt mech wierklech interesséiert, wat si als Avis zu deem Projet dann ze soe gehat hätten.

Och de Staatsrot huet awer hei monéiert, dass dann effektiv de Prêt direct ugeet, dass dat „sans précédent“ wär, well dee Prêt direct, deen hei vergi gëtt, esou eppes wär et effektiv an der Geschicht vun öffentlechen Institutiounen nach ni ginn.

Wat de Finanzement ugeet, ben, ech mengen, do muss een awer klipp a kloer soen, dass dat reegelrecht eng Katastroph ass. Also, e private Promoteur mat esou engem Projet wéi deem heite wär längst faillite! Dee géif do definitiv net iwwert d'Ronne komme mat 83 Milliounen, fir 162 Wunnengen ze bauen. Wann een dat eng Kéier erfroechen, dass sinn dat 512.000 Euro pro Wunneng. Wann een

an de Locatif geet, ginn 72,6 Milliounen vun deenen 83 Milliounen an de Locatif, fir 117 Wunnengen ze bauen - Käschchenpunkte pro Wunneng: 620.500 Euro. Bon, dont constat ... 45 Wunnenge ginn awer och nach verkaf. Dofir freet ee sech à la fin du compte, wou d'Recette bleiwe vun deene 45 Wunnengen, déi verkaf ginn.

Wann een dat eng Kéier pro Wunneng mat 400.000 Euro berechent, da kéint een op eng Zomm vu ronn 18 Milliounen. Dofir ginn déi effektiv net en équivalent gesat zu deem Ganzen, wat bei deem Finanzement awer extreem verwonnerlech ass.

Wann een eng Kéier d'Infra kuckt, wat d'Infrastrukturkäschten ugeet, ... et ass et e Projet vun 3,5 ha. An der Moyenne gëtt gesot 10.000 bis 12.000 Euro den Ar. Da kommen ech op 4,2 Milliounen, wat dann effektiv déi Infrastruktur géif kaschten. Hei an deser Käschteberechnung steet awer, dass de Fonds du logement 4,5 Milliounen Zouschoss kritt fir d'Infrastrukturkäschten. Dass ass à la fin du compte méi wéi dat, wat déi ganz Infrastruktur iwwerhaapt kascht huet.

Wat extreem bemierkenswäert ass, dass d'Compensation vum Service public: 27,4 Milliounen, déi am Gesetz stinn iwwert de Fonds du logement, wéi deen 2017 reforméiert ginn ass. 2017 hu mir scho monéiert gehat éischters emol, dass de Fonds du logement eng Tutelle ugedoe kritt huet, fir Projeten an Zukunft ëmzesetzen. Wann ee wierklech dee Projet hei kuckt, wat d'Finanzéierung ugeet, dann ass dat regelrecht eng Katastroph! An den Här Minister huet et virdrun och gesot, e Cahier des charges, deen elo erstallt ginn ass, wat wierklech e professionell Dokument ass, ... Här Minister, ech soen lech just eppes: Wann an Zukunft d'Gemengen - an ech kommen nees eng Kéier drop zrëck, dass effektiv d'Gemenge bei Projeten, déi se wëllen ëmsetzen an doduerch hypothekéiert ginn, wat de Subsidi ugeet, iwwert de Cahier des charges - 75 % net kréien à la bonheur, dann hu mer wierklech gutt geschafft, wat momentan dës Applikatioun vun deem ugeet.

Dofir mengen ech och, dass beim Fonds du logement, nodeems en 2017 reforméiert ginn ass - an och deemools hu mer dat gesot, - onbedéngt eng Kéier misst gekuckt ginn, fir eng Reevaluatioun dovun ze maachen. An ech mengen, no véier Joer wär et elo effektiv Zäit, fir esou eng Reevaluatioun ze maache vun deem Projet.

Ech ginn den Accord vusäite vun der CSV fir dese Projet, mee wat de Finanzement ugeet, mengen ech, ass effektiv an deenen nächste Joren definitiv Besserung ugesot.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. No de Projeten „Elmen“ a „Wunne mat der Wooltz“, déi mir an deene leschte Méint hei an der Chamber gestëmmt hunn, gi mir haut also de staatleche finanzielle Feu vert fir de Projet „Wältgebond“ zu Mamer.

Am Ganze schwätze mer jo vun 83 Milliounen Euro, déi als staatlech Bedeelegung fir de Bau vu subventionéierte Wunnengen an deem Finanzéierungs-gesetz festgehalde ginn. Dës ass, wéi mer wëssen, iwwert de Fonds spécial de soutien au développement du logement méiglech, dee jo ënner anerem d'Acquisitiounen an d'Erschleissunge vun Terrainen en vue vun der Schafung vu Logementen als Missioun huet.

De Projet „Wältgebond“ zu Mamer ass e weidert Puzzlestück, dee ganz kloer weist, dass de Staat, d'Regierung, de Fonds du logement, awer an deem heite Fall och d'Gemeng, sech hirer Verantwortung bewusst sinn, fir zesammen d'Offer un abordabele Wunnengen an d'Luucht ze setzen.

Här President, am Verglach zu deene viregte Fonds du logement Projeten, wou de Staat sech finanziell bedeelegt huet, bitt de Projet „Wältgebond“ eng Nouveauté. Nieft de subventionéierte Wunnengen, déi verlount a verkaf ginn, wäerte bei deem PAP och 8,35 % vun de geschafenen 162 Wunnenge fir d'Vente non subventionnée virgesi sinn. Dës net subventionéiert Wunnunitéite sinn awer genausou wéi déi subventionéiert Wunnengen un divers Konditiounen gebonnen. An deem Sënn mussen d'Keefer d'Fuhrerunge vu maximalem Akommes respektéieren. Déi betraffe Wunnunitéite gi mat engem Bail emphytéotique iwwer 99 Joer verkaf. A last but not least hunn déi öffentlech Bauräger während där ganzer Dauer vun Bail emphytéotique en Droit de rachat op dës Wunnengen.

Wat d'Konstruktioun vun de Wunnengen ugeet, gouf e Konstruktiounssystem festgehalen, dee souwuel déi sur place gegosse Stöbëtonselementer wéi och déi prefabrizéiert Holzrumme fir d'Fassade kombinéiert. Nieft de positiven Auswirkungen op de Bauplanning erméiglecht dese Konstruktiounsprinzip och eng zukünftige flexibel Nutzung a berück-

sichtegt d'Liewensdauer vun de Gebaier bis zum Réckbau, wann néideg.

D'Approche vun der Économie circulaire geet Hand an Hand mat enger Auswiel u Bauelementer, Materialien, Techniken, déi als Zil hunn, esou montéiert a benotzt ze ginn, dass och den Ofbau an d'Wiederverwertung berücksichtegt ginn. D'Virgoensweis, fir bei dësem Projet op Prefabrikatioun zréckzezielen, ass engersäits ëmweltschonend an anerersäits gëtt och manner Manpower gebraucht: en interessante Konstruktiounssystem, deen an Zukunft ganz kloer muss ausgebaut ginn.

En anere wichtege Aspekt vun dësem PAP ass d'Mobilitéé douce. Well et an der direkter Noperschaft vum Wunnprojet eng Gare gëtt an den Tram an Zukunft bis bei den Europalycée soll verlängert ginn, konnt mat der Gemeng Mamer hei och en Accord fonnt ginn, fir d'Unzuel u Parkplaze vun zwou op eng pro Wunnunitéit ze reduzéieren, wat am Ganzen derzou féiert, dass eelef Wunnunitéite méi realiséiert kënnen ginn.

Här President, d'Offer u bezuelbarem Terrain erhéien an engem Land, wou den Terrain u sech e seelent Gutt ass, bréngt mat sech, dass ee sech ganz gutt iwwerleeë muss, wou a virun allem wéi ee baut. Jo, mir mussen méi bauen an och méi séier bauen. Fakt ass awer och, dass mer an enger gudder Qualitéit a virun allem nohaltege a méi dense mussen bauen. Et handelt sech ouni Zweifel ëm grouss Investitiounen, déi an den nächste Joren zu Mamer investéiert ginn; Investitiounen, déi souwuel der sozialer Kohäsion wéi och dem Bien-être socio-économique vun den Awunner an Zukunft zegutt kommen.

De Projet „Wältgebond“ baséiert um Prinzip vun der nohalteger Entwécklung a profitéiert vu senger Proximitéit zum öffentlechen Transport, den öffentlechen a schouleschen Aariichtungen, Servicer a Gréngflächen: en zukünftige Liewenswäerten an nohaltege Wunnquartier, deen e weidere Schritt an déi richteg Richtung duerstellt, fir der Wunneierecht hei zu Lëtzebuerg entgéintzewirken also.

Dofir ginn ech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord an ech soen lech, léif Rapportrice, villmools Merci fir Äre ganz flotten a gudder schrëftlechen awer och mëndleche Rapport. An lech, léif Kollegen, géif ech villmools Merci soe fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen dem Här Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, léif Kollegen, ech mengen et kann een net behaupten, dass keng Bewegung an de Secteur erakënn. An deene leschte Woche krute mer eng Rei vu Projekte presentéiert, déi mer alleguer begrëissen. Bon, et ass nach ëmmer esou, dass och mat deene Projeten d'Problematik vun der Wunnengsnout a virun allem vum abordable Wunnensbau net geléist ass. Duerfir misste mer quasi am Monatsrhythmus änlech Projekte kënnen presentéieren.

Bon, dass mer dat alleguer wëllen, ass kee Geheimnis. D'Realitéit ass allerdéngs eng aner! Ech maachen de Constat, dass vun der Iddi vun engem Projet zu der Realiséierung vum Projet a bis zu deem Moment, wou mer de Leit kënnen de Schlëssel an de Grapp drécken, fir dass se en abordable Daach iwwert dem Kapp hunn, ze vill Zäit vergeet.

Elo kann een driwwer diskutéieren wat d'Ursaachen do dervu sinn, mee d'Tatsach ass, dass mer ze laang brauchen, fir kënnen ze liwweren.

Ech hann haut de Moien an enger grousser Dageszeitung gelies, dass bei engem anere private Projet déi Zäiten zwëschent der Ofstëmmung iwwert de PAP oder iwwert de PAG virdu bis zur Schlëselfäerdegkeet fënnef Joer verginn. Hei si mer bei zéng Joer an dat ass laang. Et ass ze laang an enger Situatioun, wou de Wunnengsmaat ganz staark ugespaant ass.

Ech begrëissen ausdrécklech, dass de Minister de Pilgerstaf geholl huet, fir de Wunnensbauproblem net aleng, mee esou wéi dat net aneschtens ka sinn, mat allen Acteuren an Ugrëff ze huelen. An zu deenen Acteure gehéiere selbstverständlech d'Gemengen, mee och de Privatsektor, d'ASBLen, d'Kierchfabriken. Ech soen dat esou, wéi dat ass, well dat waren déi, déi an der Lescht ganz emseg gebaut hunn an och vun deene ganz gënschtege Konditiounen profitéiert hunn. Ech maachen do keng e Reproche, well all Wunneng, déi geschaaft gëtt, ass eng gutt Wunneng! Mee ech mengen, dass een déi Konditiounen muss vereenheetlechen, souwuel wat d'Hëllef ugeet, wéi wat d'Konditiounen ugeet, un déi ee sech muss halen, wann ee verlouft.

Et kann net sinn, dass déi eng zu 5 Euro mussen verlouen un een, deen net méi kann ausginn, an en aneren 10 Euro ka bezuelen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Da gëtt den abordable Wunnensbau zu engem gudder Geschäft! An dat kann et net sinn!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Den abordable Wunnensbau däerf kengem et erlaben, fir domat vill Geld ze verdéngen. Dat heescht, d'Konditiounen mussen equilibriert ginn, et mussen déi selwecht ginn an da muss och jiddwereen d'Recht op déi selwecht Hëllef hunn, ob dat e Privaten ass, dee sech un d'Konditiounen hält, ob dat eng Gemeng ass, ob dat de Staat, eng staatlech Wunnensbaugesellschaft ass oder ob et ASBLE sinn, ob et Wunnengshëllefassociatiounen sinn: selwecht Konditiounen, selwecht Hëllef an dann herno och selwecht Konditiounen fir déi, déi an d'Haiser erakommen.

Dat gesot, mengen ech, ass et och wichtege, dass bei engem Projet, deen awer e grousser Projet ass, déi Mobilitéitskonzepter mussen stëmmen, dass ee mat der Gemeng eens gëtt, dass aus zwou Stellplazen eng gëtt. Wann nëmmen eng Stellplaz do ass bei Haiser - an där sinn der jo dobäi -, déi méi wéi een empänken, wou herno och Kanner sinn, déi méi grouss ginn, déi da méi Autoen op d'Stroos bréngen, ass et enorm wichtege, dass de Mobilitéitskonzept vun Ufank u klappt, fir dass déi jonk Leit, déi an deenen Haiser eruwuessen, direkt mat dem öffentlechen Mobilitéitskonzept konfrontéiert sinn an dat a Fleesch a Blut iwwergeet herno, wa se Erwuessener sinn oder wa se Jugendlecher sinn, wa se sech aus der Gemeng mussen erausbeweegen fir ze schaffen, ze studéieren an esou weider.

Dat gesot, begrëisse mer de Projet a soen der Rapportrice ausdrécklech Merci fir dee vollstännege Rapport. A mir hu schnell geschafft, méi schnell wéi d'Projeten um Terrain weiderginn. Merci villmools.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Di Bartolomeo. An den nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Här President, ech erlabe mer kuerz d'Wuert ze huelen, fir op dese Projet anzogoen an den Acteuren heivun ze felicitéieren. Un d'Expertis an d'Detailiertheet vun der Rapportrice Semiray Ahmedova kommen ech net erun. Ech wëll hir awer heimadder e grousser Merci soe fir hire komplette Rapport, deen eis mat an de „Wältgebond“ geholl huet.

Et ass schéin um „Wältgebond“. Et kënn ee gutt dohin, mam Bus op den Arrêt Tossebiere, mam Zuch op den Arrêt vum Schoulcampus, mam Vélo iwwert d'PC13 an ze Fouss aus dem Duerf duerch de Park erop an de Quartier „Op Bierg“ bis an dësen neie Quartier, de „Wältgebond“.

En ass also gutt ugeschloss a jo, den Auto kënn duerch d'Zon 30 och nach bis dohin. Trafick hu mer allerdéngs scho genuch bei eis zu Mamer an do si mer ganz sécher net déi Eenzeg, well de Wuesstum vun eiser Gemeng dréit säint derzou bäi. Dofir si grad déi genannten Alternativen immens wichtege. An ech wëll als liewenswäert och hei nach eng Kéier ervirsträichen, dass d'Gemeng Mamer averstane war, fir déi soss üblech zwou Parkplaze pro Wunneng op eng ze reduzéieren, dës en faveur vun eelef neien zousätzleche Wunnengen an hoffentlech och manner Trafick, manner Stau a manner CO₂. Dir gesitt, dese Projet mécht d'Gemeng Mamer nach méi nohaltege, wéi se elo schon ass.

(**Brouhaha**)

Urbanisteschech ass et e flotten neie Quartier, dee Wäert leet op Liewensqualität, op Begéinungsuert tëscht den Haiser a Residencen an natierlech och eng nohaltege Bauweis.

Ech weess guer net, firwat hei op menger rietser Säit d'Leit esou oppereegt sinn. Ech wëll einfach nëmmen e Projet a menger Gemeng liewen.

(**Brouhaha**)

Et ass e Projet, deen der nationaler ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - An dese Quartier kritt nëmmen eng amplatz zwou Schnéiketten.

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Dat hutt Dir scho gesot. Mee wësst Der, Här Mars Di Bartolomeo, fir mech ass dat Schnéi vu gëschter.

(**Hilarité**)

An ech erlabe mer dann elo weiderzefueren.

(**Brouhaha**)

Et ass e Projet, deen der nationaler wéi lokaler Demande fir Wunnensraum nokënn a wou de Staat an d'Gemeng hir Verantwortung iwwerhuelen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, Mamer ass eng liewenswäert an attraktiv Gemeng. An ech ka ganz gutt verstoen, dass ee wëllt dohinne wunne kommen an ech si frou, dass mat dësem Projet eng weider Gemeng - meng Gemeng - hir Verantwortung fir

de sozialen, abordable, mee och nohaltege Wunnensbau iwwerhält am Respekt vun enger sozialer Mixitéit, am Hibleck op Accessibilitäitsstandarden an am Wuel vun enger jonker Generatioun, déi e Recht op Wunnen huet. An domadder ginn ech am Numm vu menger Fraktioun eisen Accord fir dese Gesetzesprojet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Bernard. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Mir begrëissen all Wunneng, déi nei gebaut gëtt a mir ginn och eisen Accord. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis. Gedold, Här Roth, wannechgelift!

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir gesinn d'Debatt iwwert d'Finanzéierungsgesetz am Kader vum Bau vun öffentleche Wunnengen ëmmer op zwee Niveauen. Engersäits geet et ëm d'Gesetz, wat de konkrete Bauprojet betrëfft. An anerersäits schreift sech dese Projet awer och an d'Logementspolitik am Allgemengen an an hei méi speziell an déi dréngend noutwendeg Beschleunegung vum Bau vun öffentlechen abordable Wunnengen.

Zum éischte Punkt halen ech mech kuerz. Mir stëmmen dat Gesetz hei mat, well et dat finanzéiert, wat mir onbedéngt brauchen: abordable Wunnraum. Beim Quartier „Wältgebond“ fällt eis positiv op, dass mat knapp 72 % hei verstärkt op Locationswunnenge gesat gëtt. 20 % vun de Wunnenge ginn an de subventionéierte Verfaf an 8 % an den net subventionéierte Verfaf.

Déi 8 % sinn och aus eiser Siicht ze verkraaften, besonnesch wann ee bedenkt, dass Leit, déi d'Krittäre fir d'Vente subventionnée net erfüllen, och a groussen Deeler keng Wunneng méi um Privatmarché fannen. Déi Leit sinn oft änlech schlecht drun wéi déi Dausende Mënschen op de Waardelësche vum Fonds a vun der SNHBM, déi jorelaang mussen waarden, bis se eng Wunneng kréien.

De Problem beim Verfaf vu Wunnenge gesi mir éischter dann optrieden, wann d'Wunneng erëm verkaf gëtt, an dat aus deene bekannte Grënn. D'Leit kréie just de Wäert vum Haus oder vum Appartement erëm, also manner wéi de Kafwäert a mussen dann op de Privatmarché, wou d'Präisser vum Terrain weider geklomme sinn. Esoulaang den öffentleche Bestand u Wunnengen net méi grouss ass a Relogementer problemlos méiglech sinn, gesi mir d'Vente kritesch, well Leit esou awer riskéieren, fréier oder spéider dem Gesetz vum Privatmarché ausgeliiwert ze sinn.

Mir begrëissen och, dass plazspuerend gebaut gëtt a Méifamiljenhaiser a virun allem, dass nëmmen eng amplatz vun zwou Parkplaze virgesinn ass pro Wunneng. Dat ass absolut vertriebar, vu dass de Quartier bei der Gare zu Mamer läit. Et dréckt d'Baukäschten an et erméiglecht manner Versigerung vum Buedem a manner Opkomme vu Bauschutt. Dat sinn definitiv positiv Punkten.

Här President, de Bauprojet „Wältgebond“ ass awer och ee vun de méi grousser Projete vum Fonds du logement fir déi nächst 10 bis 20 Joer. An ech wëll dann och kuerz op dës Perspektiven agoen.

D'Joresberichter verroden eis, dass de Fonds du logement an de leschte fënnef Joer am Schnëtt 89 Wunnengen d'Joer fäerdeggestallt huet. Eng wierklech Verännerung vum Trend ass net ze erkennen. A wann, dann ass d'Tendenz éischter stabel bis negativ. „Wältgebond“ liwwert 16 Wunnengen d'Joer, wann een et elo als Moyenne ausdréckt, bis zur projezierter Fäerdegstellung Richtung 2028/2030. Déi aner grouss Projete wéi Diddeleng, lechternach, Syrdall a Wolz kënnen d'Moyenne op 89 Wunnengen d'Joer eropschrauwen.

2.500 Logementer soll de Fonds fäerdegstellen iwwert déi nächst 15 bis 20 Joer. Wann d'Delaien agehale ginn, da kann ee mat enger Verduebelung vun der Wunnengszuel d'Joer an den nächste 15 bis 20 Joer rechnen. Dat ass positiv, jo! Mee ech nennen déi Zuelen, well se par rapport zum Bedarf, wéi Der wësst, ëmmer nach eng Dréps sinn.

Am Rapport vun 2020 vum Fonds stinn nämlech och 1.100 nei Demandé vu Leit, déi eng Wunneng brauchen. Missten all déi ënnerbruecht ginn, misst ee se an de Wunnengen openeleeën, esou héich ass d'Diskrepanz tëscht Bedarf an Output.

D'Depensen am Fonds spécial deiten och genee op dës Verduebelung vum Output hin, well d'Ausgabe vun ronn 100 Milliounen d'Joer 2019/2020 op 204 Milliounen Euro am Joer 2025 projezéiert ginn. Dat stellt d'Situatioun vläicht nach besser duer, wéi se ass, well 204 Milliounen Euro erméiglechen 2025 net automatesch zweemol méi wéi 100 Milliounen ze bauen, net bei där Präisentwécklung allgemeng zu Lëtzebuerg, bei den Terrainen am Speziellen.

Aus eiser Siicht muss een also soen: Gutt, dass de Motor esou lues un d'Rulle kënn, mee e stottert

nach an e kéint och ofsaufen, wann ech däerf esou soen, wann en den héije Bierg eropfuere misst, dee mer mussen eropfuere.

An deem Kontext wëllt ech a puncto Fonds du logement och nach d'finanziell Situatioun uschwätzen. Am Gesetz iwwert de Fonds Cité Syrdall gëtt de Plaffong eropgesat, wéi mer wëssen, vun 120 op 135 Milliounen fir Prëten, déi de Fonds mat staatlecher Garantie bei enger Bank maache kann. Mir verstinn dat als Reaktioun op d'Dette vun 12 Milliounen Euro, déi de Fonds vum Fonds Cité Syrdall ierft.

Am Bilan 2020 vum Fonds du logement sti 76 Milliounen Euro Dette, dovunner ronn 40 Milliounen Euro Prête bei Banken. Mat der Schold vum Fonds Syrdall klëmmt d'Dette vum Fonds du logement also op knapp 90 Milliounen Euro.

De Choix, dem Fonds du logement direkt staatlech Prëten ze ginn am Kader vun der Finanzéierung fir de Projet „Wältgebond“ zu Mamer, gesi mir virun deem Hannergrond. Dee Choix bewäerte mir éischter positiv, och well de Fonds doduerch besser Konditiounen huet an de Projet manner kascht um Enn. Mee mir kennen awer d'Hannergrënn net, och well se net richtig erkläert sinn am Gesetz.

D'Envergure vum Projet ka jo net eleng d'Erklärung sinn; et goufe jo scho méi grouss Projeten an der Vergaangenheet. Dofir follgend Froen un den Här Logementsminister: Ass d'Envergure vum Projet deen eenzege Grond fir de Choix vum direkte Prêt vum Staat? A wéi eng aner Iwwerleeungen hunn zu dësem Choix gefouert? Huet de Fonds nach genuch Spillraum fir weider Prête bei Privatbanken? A wat sinn d'Grënn dofir? Wéi vill besser sinn d'Konditiounen vum direkte Prêt vum Staat un de Fonds? A wéi vill mécht dësen Ënnerscheid an der Endofrechnung aus? Misst de Finanzement vum Fonds du logement net iwwerducht ginn, besonnesch wann de verstärkten Akzent op abordable Locationswunnengen aner finanziell Fluxen fir de Fonds mat sech bréngt?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech hat zwar net wëlles, zum Projet ze schwätzen, mee ech muss awer elo e bëssen eppes soen.

D'lescht Woch krut ech der nach mat der Schnéikoun ronderëm d'Ouer.

(**Hilarité**)

Da soen ech alt, mir si vläicht net ëmmer klimanohalteg zu Mamer, mee zumindest de Wunnensbau ass sozial nohaltege.

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Dat hei ass e schéine Projet. Mee ech wëll awer mat allem Enthusiasmus soen, och un d'Adress vun der Regierung, et sollt awer och eng Léier sinn, dass een och als öffentleche Bauträger méi schnell a virun allem och méi rationell ka bauen. Well den Här Lies huet gesot, 83 Milliounen Euro fir 162 Appartemen, dat ass eng stolz Zomm. Et louch net un der Gemeng, dass et esou laang gedauert huet. Mee heiansdo muss een och als öffentleche Bauträger, wann ee mat anere Promoteure verhandelt, zum Beispill fir e Lotissement un en anert unzeschleissen, da kann een net soen: „Mir si Fonds du logement an duerfir bezuele mer nääsch.“

Jiddweree weess heibannen als kommunale Verantwortlechen, dass, wann ee sech un en anert Lotissement uschleisst, een dann eng Participatioun un der Infrastruktur ze bezuelen huet. Dat zielt och fir d'SNHBM an dat zielt och fir de Fonds du logement.

Da gëtt gesot: „Mee dat do, do stinn d'Leit am Stau.“ Ech géif dann nach eng Kéier de vibranten Appell maachen. Ech hunn dat schonn des Éfteren och dem Här Bausch gesot, da soen ech et och eng Kéier riicht eraus als Deputéierten: Et kann net sinn, dass deen ee Service bei Ponts et chaussées net mat deem anere Service an der Direktioun eens gëtt an dass ee sech net kann eens maachen iwwer acht bis zéng Joer, fir am Tossebiere - uewe beim Cactus, fir et net ze nennen - d'Luuchten aneschtens ze stellen!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Well duerfir stinn d'Leit tëscht 8.00 an 9.00 Auer moies do endlos am Stau.

An et si jo eng Rei Deputéiert, déi kennen dat all Dag: d'Madamm Clossener, den Här Keup, d'Madamm Bernard, ech selwer, den Här Negri sëtzt och hei ... Et hânt just un enger Astellung vun enger Luucht, well iwwert de Rescht vun dem Dag geet dat ganz gutt do.

An duerfir eng Kéier mäi vibranten Appell: Här Kox, schwätzt mat Ärem Colocataire a mat Ärer Colocatrice an dem Héichhaus an da musst Dir och eng Kéier als Regierung an als verantwortlech Ministere

ren d'Responsabilitéit huelen, mat der Fauscht op den Dësch schloen, an net, wann d'Gemeng Mamer e Bréif schreift, dass dann d'Phas gréng moies e bësse méi laang ass, a wann dann, ech soen emol, e private Betrib schreift, dass moies um 8.00 Auer d'Leit dann awer vläicht méi séier vum private Supermarché erauskommen, dass dann d'Gréngphas gekierzt gëtt.

Et läit just dodrun. Et deet mer leed, dass ech dat elo esou éierlech riicht eraus hei soen. Dir musst och elo emol eng Kéier eng Verantwortung huelen. Wësst Der, déi, déi moies an de Cactus eraufueren, déi hunn och Zäit, fir eng hallef Minutt méi laang bei der roudier Luucht ze stoen, fir erëm erauszefueren. An déi Leit, déi op d'Schaff fueren, déi kucken, dass Steiere verdéngt ginn, an déi kucken, géint Loun a Gehalt ze schaffen, dass déi kënnen duerchfueren.

Ech wëll net méi soen, mee wann et dat ass, da wär dat och vläicht méi nohalteg.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Brouhaha**)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbau-minister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Henri Kox, Ministre du Logement.** - Merci, Här President. An da merci emol fir d'éischt der Rapporte fir erëm de ganz ausféierleche Rapport vun dësem Projet - e wichtege Projet, dee weist, dass mer awer ennerwee sinn. An ech weess net, vu wem virdru gesot ginn ass ... Dach, den Här Di Bartolomeo huet gesot, dass mir eng ganz Rei vu Projeten hunn, an nach d'Madamm Oberweis huet gesot, dass mer esou lues ukommen.

Jo, mir kommen un, well net méi spéit wéi d'nächst Woch, an ech ginn elo net an den Detail, wäerte mer de Projet Diddeleng um Ordre du jour vun dem Regierungsrot hunn.

Meng Ambitioun ass, séier ze bauen; si ass, dense ze bauen; si ass, käschtégenschteg ze bauen; si ass, novollzéibar fir jiddwereen ze bauen; si ass eeben, wann ech „novollzéibar“ soen, transparent a mat de Gemengen.

Wann een dense wëllt bauen, insbesondere wann d'effentlech Hand wëllt dense bauen an insbesondere wann d'SNHBM an de Fonds du logement wëllen en densé Projet bauen, dann ass d'Retizienz, an dat muss ech awer och dann éierlech soen, well den Här Roth huet gesot, d'Regierung muss och dann éierlech dat uschwätzen, dann hunn ech e bësse Problemer, fir déi Densitéit mat deene jeeweilege Responsabelen an de Gemengen ze diskutéieren. Da geet et iwwert d'Mixitéit, da geet et iwwert dat.

Mir haten eng Rei Projeten an der Vergaangenheet, an dat ass ee vun deene Projeten, déi mir och ze deier sinn, wat d'Ausféierungen ubelaangt, wat vläicht d'Infrastrukturkäschen ubelaangt, wat och de Parkraumschlüssel ubelaangt, déi extrem käschenintensiv sinn. A muer hunn ech d'Freed - an ech gi gär dohinner -, op „Elmen“ ze goen, wou mer de Spuetestéch vun der Schoul wäerte maachen, zesumme mam Buergermeeschter. An do hate mer d'Diskussioun ëm d'Verhältnis tëschent deem, wat mer bauen, an der Densitéit an dem effentleche Raum. An deen ass wichteg, dass mer deen zrëckginn de Leit, déi do wunnen an dem Parking, well mer do jo op de Wee gaange si vu Sammelparking, wat u sech ganz sënnavoll ass.

Wa mer awer dann d'Densitéit an de Käschtépunkt kucken - an dee muss vun iergendengem gedroe ginn -, da scheiden sich aber die Geister. An dat ass dat, wat ech och hei an dësem Projet feststellen. An duerfir sinn ech frou, an et ass virdru vum Mars Di Bartolomeo gesot ginn, et ass och vum Buergermeeschter virdru gesot ginn: Hei geet et nëmme zesummen!

Et geet nëmme, wa mer déi Projeten och vu vir bis zum Schluss richteg an der Finalitéit esou iwwerleeën. An duerfir sinn ech och ganz frou, dass mer am Summer, mengen ech, zesummesouzen, fir de Projet nach eng Kéier a senger Integralitéit ze iwwerkucken, insbesondere wat de Käschtépunkt vun de Parkingen ubelaangt.

Wann Der en Haus baut mat zwou Parkplazen an enger Schlofkummer, dann ass dat méi deier wéi en Haus mat zwou Schlofkummeren an enger Parkplaz. Dat heescht, de Parking huet hei immens an d'Gewicht geschloen. Firwat? Well mer och nach an de Buedem gaange sinn, well mer och nach an de Minus-3 gaange sinn. An duerfir war ech ganz frou, dass mer déi Mobilitéitsfro awer och ugeschwat hunn. An ech huelen dat gäre mat.

Mir mussen awer och kucken, wa mer do déi gréng Phas ... Ech kenne mech do elo net ..., ech kenne mech wuel aus. Ech weess net, mee da wäert déi nächst gréng Phas och néideg sinn, well ech weess net, ob dat am Endeffekt eng nohalteg Léisung ass.

Mee ech huelen dat mat, ech huelen et ganz kloer mat.

Mee wat wichteg ass bei deem Projet, wouriwwer mer eis dann ennerhalen hunn: Wat kascht dann elo dee Parking? Wat kascht déi zweete Parkplaz, wa mer aus Erfahrung wëssen, dass déi, wou mer abordabel Locatiounswunnengen hunn, am Schnëtt - an dat seet eis d'SNHBM an och de Fonds du logement - just ee Parking brauchen. A well awer hei och den Effort ... Éischtens: Mir hunn eng Zuchlinn. Mir hunn op där anerer Säit Buslinnen, dat heescht, mir mussen dat Konzept natierlech och mat de Leit vun Ufank un diskutéieren, dass déi dat dann och esou an Usproch huelen.

Ech sinn awer frou, dass mer doduerch, dass mer de Parkraumschlüssel reduzéiert hunn, méi Wunnenge konnten an der Abordabilitéit maachen. Dofir sinn déi Käschtéfroe vun Ufank un ze kucken. An ech sinn Demandeur, fir dat awer zesumme mat lech a mat de Gemenge vun Ufank u kënnen duerchzegoen.

Hei ass awer och e Projet, dee weist, dass mer mat der Privatindustrie oder der Privatwirtschaft zesummeschaffen. Jo, d'Diskussioun ass opkomm iwwert d'Bedelegung vun den Infrastrukturkäschen, awéiwäit d'effentlech Hand sech do muss bedeelegen. Fir mech ass dat ganz kloer: Jiddere muss sech pro rata dru bedeelegen, esou wéi hien d'SCBen, also d'Surfaces construites brutes, kritt, fir dat entspreechend och ze maachen.

Da muss een awer och kucken, wien déi Käschen dréit. Ass et d'effentlech Hand? Ass et deen, deen dervu profitéiert? A wann een eppes an d'Vente gëtt mat der Emphyteos, wou den Terrain neutraliséiert gëtt, da mussen awer d'Baukäschte vun deemjéinege gedroe ginn, fir kënnen dann och ze verlouen.

Dat gëtt och ausgerechent, Här Lies, well alles, wat an d'Vente geet, dat geet eent zu eent op. Wat awer an d'Locatioun geet ... An dofir hat ech virdru jo d'Geleeënheet geholl, am 1979er-Gesetz iwwert dee Bailleuer social ze schwätzen. Ee vun de gréisste Bailleuer-socialen, dat ass de Fonds du logement. De Fonds du logement huet haut iwwer 2.000, 2.200 Wunnengen an der Locatioun. An dofir huet de Fonds du logement am Ennerscheid zu der SNHBM jo e speziell Gesetz.

Dat hutt Dir hei an der Chamber gestëmmt - vläicht war ech och deemools derbäi. Dat heescht, dat ass gestëmmt ginn, well en eeben en Déficit d'exploitation un Schluss vum Joer huet, well en - an dat huet den Här Di Bartolomeo exzellent erkläert - eebe grad déi Wunnengen zu engem abordable Präis verlount, dass déi, déi do dra wunnen ... an dat sollt Dir jo an de Gemengen och maachen. Dofir hu mer jo agefouert an deem neie Gesetz: De Bailleuer social wäert deenen nach eng Kompensatioun musse ginn, déi eng Wunneng verlounen un een, deen necessiteux ass a wou säin Taux d'effort minimal ass, fir dass eppes iwwreg bleift fir ze liewen, an net en Taux d'effort wéi deen an der Privatwirtschaft, dee bei 40 oder 50 % ass.

An dat ass d'Erausforderung, dass mer Wunnengen zur Verfügung stellen, wou mer kucken, wien do dra wunnen kënn, wivill Revenu disponible en huet an dass mer en nëmme no deem belaaschten, dass en awer och dezent eppes iwwreg huet fir ze liewen. An dat ass d'Erausforderung!

Dofir, déi Kompensatioun, déi de Fonds du logement haut a sech scho mécht ... Nämlech hei gi jo - wivill Wunnenge sinn et? - 117 Wunnengen - pardon, ech hu misse kucken - an d'Locatioun. Déi ginn elo mat engem ganz minimalen Taux un déi Necessiteux verlount. Da brauche si nom Gesetz, dat si hunn, eng Kompensatioun vum Staat, well si kënnen sech déi net bei en anere siche goen, well se kee Bénéfice raisonnable oder en iwwerdriwwene Benefiss maachen (veuillez lire: Da brauch de Fonds du logement nom Gesetz, dat hien huet, eng Kompensatioun vum Staat, well e ka sech déi net bei en anere siche goen, well e kee Bénéfice raisonnable oder en iwwerdriwwene Benefiss mécht).

Par contre, d'SNHBM, dat ass eng SA, do si Gemenge Propriétaire mat derbäi, déi mussen ganz anescht fonctionéieren. Dofir ginn déi net esou héich an d'Locatioun. Dat wëlle mer jo änneren! De Gros vun de Wunnenge geet an de Verkaf, wou just nëmme 50 % vun deem subventionéiert gëtt, wat effentlech Infrastrukture sinn. Dofir d'äerf een net Biere mat Bananne vergläichen. Do ass et ganz kloer. Dat ass eng transparent Virgeewis. An déi wäert nach méi transparent a méi novollzéibar mat där neier Reform vum 1979er-Gesetz ginn.

Wat de Financement vun dësem Projet ubelaangt - Fonds du logement -: Vu dass et e Gesetz gëtt, wou en den Defizit gedroe kritt, kritt en ëmmer Suen, nämlech vum Staat. Mir sinn 100%eg Aktionär. Mir wëlle jo dofir duerch de Cahier des charges, deen obligatoresch gëtt fir jiddwereen, d'Käschen am Grëff behalen, well dat sinn alles awer e bëssen Altlasten, déi ech hei nach diskutéieren, wou mer dat dann zukünftig upassen.

Wat awer hei génschteg ass, dat ass, dass mer an der Regierung decidéiert hunn, awéiwäit de Fonds du logement op de Marché Sue léine geet, wëssend, dass deen Taux vill méi héich ass, wéi wann de Staat dat mécht. Dat ass dat eenzeg Argument, dass eeben de Garant de Staat ass, well déi kréie jo ... Wat kréien se? Si hu souguer Minuszënsen. Déi lescht Emprunte, ech hunn déi net am Kapp, mee dat si Minuszënsen. An et ass dat, wou mer e Win-win maachen an dofir wäerte mer dat an Zukunft och weiderentwëckelen.

Wat dann elo de Präis nach oder d'Evolution ugeet ... Ech weess net, ob Der de Budget pluriannuel genau gekuckt hutt. Ech hunn aner Zuelen, wat d'Entwëcklung vun der Aide à la pierre ugeet - just déi. Wéi gesot, mir hate d'lescht Joer 100 Milliounen um Kont, déi mer ausginn hunn. Dëst Joer si mer bei 140 Milliounen. D'nächst Joer wäerte mer iwwer 210 Milliounen goen. Am Budget 2023: 240 Milliounen.

An domadder sinn nach net all déi Projete mat age-rechent, déi elo wäerte kommen iwwert den Artikel 29, wou Der jo wësst, iwwert de Pacte Logement, dass do en Automatismus erakënn. Dat heescht, mir sinn amgaang, endlech zesummen ... Ech wëll dat nach eng Kéier betounen: Et ass hei nëmme gaangen, well mer e ganz gudden Dialog haten, fir am Sënn vum Projet weiderzekommen. Deen Dialog hu mer iwwregens och muer, wann ech op „Elmen“ gi mat der Gemeng Kielen. Et geet nëmme - och lech, Här Lies, well do si mer jo och oft zesummen - zesummen. An déi Käschenneutralitéit an och déi Käschentransparenz wäerte mer mat der neier Reform vum 1979er-Gesetz kréien.

Ech soe jiddefalls hei, wou scho vill mat Kanoune geschoss ginn ass: en exzellente Projet! Merci fir d'Ennerstëtzung, a mir kommen domadder weider. Merci a schéinen Owend.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Logementsminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7889. Den Text steet am Document parlementaire 7889².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7889 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7889 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par M. Paul Galles);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Lydia Mutsch) et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

Le saviez-vous ?

DÉPUTÉ

Le terme « député » vise le parlementaire, membre de la Chambre des Députés. Les Députés représentent la nation entière. En effet, la Constitution prévoit que « la Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché ». Le nombre des membres de la Chambre des Députés est fixé à 60 députés par la Constitution.

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

11. Motion de M. Marc Lies relative à la suppression de l'article 24 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

(*Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 187 de ce compte rendu*)

Da kéime mer nach zum Vott vun der Motioun, déi den Här Marc Lies ofginn hat während der Question élargie. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Madamm Semiray Ahmedova.

Discussion générale

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).** - Jo, merci, Här President. Also zu der Motioun: fir d'alleréischte merci fir dës Motioun. Ech mengen, et ass ëmmer interessant ze gesinn, wat d'Leit esou proposéieren. Mee et huet mech wierklech erstaunt, dat ze liesen, well mir hunn dat an der Logementskommission awer ugeschwat.

Ech mengen, den Här Minister war extra komm, fir eis ze soen, dass deemnächst wierklech déi Aide-individuellen an déi Aides à la pierre wäerte revidéiert ginn. An elo ass et och esou, dass de Projet de loi och schonn deposéiert ass. Dat heescht ...

(**Interruption**)

A! Ech kréien en Zeechen. E gëtt geschwënn deposéiert! Mee, wéi gesot, d'Chamberskommission weess awer Bescheid, dass dat kënn. An dofir muss ech wierklech soen, dass ech net verstinn, firwat dës Motioun elo hei deposéiert gouf.

Voilà! Dat gesot, wäerte mir dat net matdroen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Ahmedova. Dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Jo, villmools merci. Mir wollten dozou soen, dass mer mat verschiddene Consideranten averstane sinn. Mir mengen och, dass d'Gemenge misste méi aktiv ginn. Mir stellen awer oft fest, dass d'Gemengen net genuch aktiv sinn an dass ... U sech, hei hu mer d'Gefill, dass sou Pingpong gespilt gëtt tëscht de Gemengen an der Regierung an dass de Ball erëm eng Kéier zrëckgeschoss gëtt an dass dat eigentlech eng Reduktioun vum Problem ass.

Mir mengen, dass et awer net onbedéngt ëm Sue geet, well dann hätten déi Gemengen, déi éischter vill Suen hunn, scho vill méi Wunnengen u sech am Endeffekt. Dat heescht, mir mengen net, dass et wierklech mat Suen ze dinn huet a gesinn eigentlech hei e falschen Debat an där heiter Motioun a stëmme dat och net mat.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Oberweis. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Lies.

■ **M. Marc Lies (CSV), auteur.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech si just erstaunt! Also, ech fannen dat heiten ...

(**Interruptions**)

... wierklech à la fin du compte minabel, ...

(**Brouhaha**)

... minabel, wann et ëm ...

(**Interruptions**)

... eng Proposition de loi geet, déi effektiv deemnächst iwwert d'Aide au logement soll erakommen, wat an dësem Kontext ni an der Chamberskommission diskutéiert ginn ass, wat den Artikel 24 ugeet. Dat ass e Faux débat. Dat ass carrement ee Faux débat!

Wann effektiv dann elo déi Proposition iwwert d'Aide au logement ..., dass do eng Upassung kënn, dann ass dat jo wonnerbar. Also geet dat jo an déi richteg Richtung. Firwat kann déi net matgestëmmt ginn?!

(**Brouhaha**)

Also dat musst Der eis erklären. Dat heiten ass wierklech minabel, wat nees eng Kéier bedeit: 31 géint 29. Pardon, déi Lénk, aus verschiddene Grënn an aus verschiddenen Usiichte wäerte sech effektiv do bei där Motioun hei enthalten. Mee ech fannen et just extrem traureg a minabel, wann et wierklech drëm geet, d'Gemengen ... An Dir wäert et gesinn - Dir wäert et gesinn! -, wat de Pacte Logement 2.0 ugeet, mat all deene Problemer, déi nach wäerte kommen!

De Minister huet et wéi oft ugeschwat mat der Charte. Déi Charte, déi wäert derzou féieren, datt d'PAPen an deenen nächste Jore während Méint a Jore blockéiert wäerte sinn. Duerfir fannen ech dat heiten à la fin du compte aarmséileg, datt déi Motioun net matgestëmmt gëtt.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

(*Brouhaha*)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Lies. Et ass weider keng Wuertmeldung do, da komme mer zum Vott vun där Motioun.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 27 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 33 voix contre 27 voix.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles

Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone

Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Mars Di Bartolomeo) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 30. November, 1. an 2. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(*La séance publique est levée à 19.02 heures.*)

Sommaire des séances publiques n°s 12, 13 et 14

12^e séance

Ouverture de la séance publique.....	p. 145
Communications.....	p. 145
Ordre du jour.....	p. 145
Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen.....	p. 145-146
Heure de questions au Gouvernement.....	p. 146-150
- Question n° 252 du 16 novembre 2021 de M. Claude Wiseler relative au contact tracing, adressée à Mme la Ministre de la Santé.....	p. 146
- Question n° 253 du 15 novembre 2021 de M. Gusty Graas relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.....	p. 146
- Question n° 254 du 16 novembre 2021 de Mme Myriam Cecchetti relative à une nouvelle alliance pour la sortie des énergies fossiles créée à Glasgow dans le contexte de la COP26, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.....	p. 146-147
- Question n° 255 du 15 novembre 2021 de Mme Cécile Hemmen relative à la réforme du Régime général des transports routiers (RGTR) et aux problèmes en résultant pour l'est du pays, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.....	p. 147
- Question n° 256 du 16 novembre 2021 de M. Marc Goergen relative à l'impact d'une panne du réseau informatique de l'État sur les examens concours du 12 novembre 2021, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique.....	p. 147
- Question écrite n° 5221 du 12 novembre 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch, de Mme Octavie Modert et de M. Léon Gloden relative à la promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 », adressée à M. le Ministre de l'Économie et à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	
et	
- Question n° 257 du 12 novembre 2021 de Mme Chantal Gary relative à la sélection de vins du pavillon luxembourgeois à l'Expo 2020 à Dubaï, adressée à M. le Ministre de l'Économie.....	p. 148
- Question n° 258 du 16 novembre 2021 de Mme Martine Hansen relative aux certificats de vaccination falsifiés, adressée à Mme la Ministre de la Santé.....	p. 148
- Question n° 259 du 16 novembre 2021 de M. Claude Lamberty relative au congé sportif, adressée à M. le Ministre des Sports.....	p. 148-149
- Question n° 260 du 15 novembre 2021 de Mme Francine Cloener relative aux effets de la pandémie sur le taux d'absentéisme et la santé des enseignants et éducateurs, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.....	p. 149
- Question n° 261 du 15 novembre 2021 de Mme Djuna Bernard relative à la formation continue dans le secteur de l'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.....	p. 149
- Question n° 262 du 15 novembre 2021 de M. André Bauler relative à l'estimation globale des dégâts causés par les catastrophes naturelles récentes, adressée à M. le Ministre de l'Économie.....	p. 149-150
- Question n° 263 du 16 novembre 2021 de M. Dan Biancalana relative à l'évolution récente de la production industrielle au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie.....	p. 150
Motion de Mme Martine Hansen concernant l'offre d'une nouvelle injection dite de « booster » et le lancement d'une campagne de sensibilisation et d'information relative à la vaccination.....	p. 150-151
Question élargie n° 111 de M. Paul Galles au sujet du Traité de la charte sur l'énergie.....	p. 151-152

Question élargie n° 120 de M. Charles Margue au sujet de la politique d'investissement du Fonds de compensation.....	p. 152
Question élargie n° 114 de M. André Bauler au sujet de l'évolution de l'économie digitale durant la crise sanitaire.....	p. 153
Question élargie n° 115 de M. Laurent Mosar au sujet des investissements publics dans le secteur spatial.....	p. 153-154
Question élargie n° 118 de M. Laurent Mosar au sujet du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange.....	p. 154-155
Question élargie n° 112 de M. Charles Margue au sujet des assurances couvrant les risques liés aux inondations et autres catastrophes naturelles.....	p. 155-156
Question élargie n° 117 de M. Laurent Mosar au sujet de l'attractivité de la place financière.....	p. 156-157
7867 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007, ainsi que l'Avenant, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007.....	p. 157

13^e séance

Ouverture de la séance publique.....	p. 158
Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat.....	p. 158-173

14^e séance

Ouverture de la séance publique.....	p. 174
Débat d'orientation au sujet du discours de haine.....	p. 174-185
Dépôt d'une motion par M. Sven Clement.....	p. 185
Question élargie n° 119 de M. Laurent Mosar au sujet de la stratégie nationale en matière de cybersécurité.....	p. 185-186
Motion de M. Sven Clement relative à la mise à jour de l'application CovidCheck de façon à ce qu'elle détecte les faux certificats de vaccination anti-Covid.....	p. 186-187
Question élargie n° 121 de M. Marc Lies au sujet des aides étatiques dans le domaine du logement.....	p. 187
Dépôt d'une motion par M. Marc Lies.....	p. 187
Question élargie n° 121 de M. Marc Lies au sujet des aides étatiques dans le domaine du logement (suite).....	p. 187-188
7806 - Projet de loi portant suppression du Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall et :	
1° modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » ;	
2° abrogeant la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall ».....	p. 188-189
7889 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « Wältgebond » à Mamer.....	p. 189-191
Motion de M. Marc Lies relative à la suppression de l'article 24 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.....	p. 191-192

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun oder ënnerstëtzt aner Petitioun mat Ärer Ënnerschrëft op www.petitions.lu



Et ginn zwou Zorte vu Petitiounen: d'Pétitions publiques an d'Pétitions ordinaires.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
5599	Fred Keup	Conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser
5627	Carole Hartmann, Gusty Graas	Fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique
5638	Mars Di Bartolomeo	Vols à vide
5642	Diane Adehm	Déploiement du réseau 5G
5661	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Économie du partage
5696	Octavie Modert	Phénomène dit « Big Quit »
5697	Marc Goergen	Conflits d'intérêts des ministres dans le cadre de la planification énergétique et climatique
5711	André Bauler	Lignes d'autobus RGTR supprimées
5717	Marc Goergen	Installation de distributeurs de produits d'hygiène féminine par les communes
5729	François Benoy, Jessie Thill	Mesures fiscales destinées à promouvoir la gestion locative sociale
5733	Diane Adehm	Sociétés d'impact sociétal
5737	Dan Biancalana, Francine Closener	Valorisation de l'artisanat
5739	Dan Biancalana	Trafic de drogues
5741	Francine Closener	« Digital sciences » dans l'enseignement secondaire
5745	François Benoy	Analyse de la durabilité de la place financière
5748	Fernand Kartheiser	Taux d'intérêts et frais de banque
5749	Marc Goergen	Flotte automobile de la Police grand-ducale
5751	Martine Hansen, Claude Wiseler	Vaccin Novavax
5752	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Délinquance juvénile en bande
5753	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	Instance de conciliation indépendante pour le secteur de la santé et des soins
5754	Myriam Cecchetti	Allocation de vie chère
5755	Jeff Engelen	Effets de l'interdiction du glyphosate
5757	Mars Di Bartolomeo, Dan Kersch	Séparation entre l'État et les Églises
5758	Myriam Cecchetti	Remboursements tardifs de la Caisse nationale de santé
5759	Sven Clement	Doses de vaccins périmées
5761	Jeff Engelen	Congés de maladie en rapport avec la vaccination contre la Covid-19
5763 cf. 5767	Josée Lorsché, Marc Hansen	Prophylaxie préexposition VIH
5765	Jeff Engelen	Indemnisation des dégâts de gibier
5767 cf. 5763	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Prophylaxie préexposition VIH
5772	Mars Di Bartolomeo	Candidats luxembourgeois aux études de médecine en Fédération Wallonie-Bruxelles
5774	Marc Spautz	Système de « Contrôle et information du trafic sur les autoroutes » (CITA)
5776	Marc Goergen	Accessibilité des bornes de recharge publiques
5777	Marc Goergen	Analyse du Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) concernant le logiciel d'espionnage « Pegasus »
5778	Claude Wiseler	Protection de biens culturels arméniens au Haut-Karabakh
5779	Marc Spautz	Primes pour l'achat de vélos et de cycles à pédalage assisté
5780	Mars Di Bartolomeo	Nouvelle génération de cigarette électronique
5781	Myriam Cecchetti	Traité sur la charte de l'énergie (TCE)
5782	Nancy Arendt épouse Kemp	Escroquerie sentimentale
5783	Gusty Graas	Protection du patrimoine culturel arménien
5784	Sven Clement	Section des sports d'élite de l'armée
5786	André Bauler, Gilles Baum	Couverture médicale dans le nord du pays
5788	Octavie Modert	Informations erronées en ligne
5792	Mars Di Bartolomeo	Arnaques par message électronique
5793	Sven Clement	Autorisation d'exercer des médecins
5795	Jeff Engelen	Formations du CGDIS
5796	Sven Clement	Syndrome de la Havane
5805	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Bruit routier
5808	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	Contact tracing
5809	Gusty Graas	Détournement de subventions agraires
5814	Marc Goergen	Cryptomonnaie
5815	Max Hahn	Location temporaire de terrains à bâtir en friche
6462 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	Livraisons d'ArcelorMittal en Russie

Question 5599 (27.01.2022) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant la **conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser** :

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 5293 schreiwen d'Madamm Kulturministesch an den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten: „Tatsächlech plangt d'CFL, als Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur am Accord mat der Gemengeverwaltung vu Miersch, d'Ofrappe vun dësem fréiere Barrièreshaus“, also dem Gebuertshaus vum Aloyse Kayser.

D'ASBL „Geschichtsfreënn vun der Gemeng Miersch“ huet an enger Matdeelung vum 25. Januar erkläert, dass de Schäfferot hinne matgedeelt huet, dass bis elo keng Ufro vun de CFL, fir dat kulturhistorescht Bauwierk ofzerappen, op der Gemeng ukomm wier an dass de Buergermeeschter op Nofro hi betount hätt, dass hien och keng Autorisatioun fir d'Ofrappe vun dësem wichtege Zäitzeie géif ginn.

De Buergermeeschter vun der Gemeng Miersch huet an der Gemengerotssëtzung vum 24. Januar 2022 seng Aussoen nach eng Kéier bekräftegt an nach eng Kéier kloergestallt, dass un d'Gemeng keng Ufro, fir dat seelent a protegéiert Barrièreshauschen ofzerappen, gericht ginn ass an dass hien och keng Autorisatioun dofir wäert ausstellen.

An deem Zesammenhank hunn ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten an un d'Madamm Kulturministesch:

- Hunn den Här Minister an d'Madamm Minister respektiv déi staatlech Administratioune Kontakt mat de Gemengeverantwortleche vu Miersch gehat iwwert de Sujet vum Ofrappe vum fréiere Barrièreshaus?
- Ass dozou een Accord vun der Gemeng Miersch ugefrot ginn? Wa jo, gëtt et dozou een Accord vun der Gemeng Miersch? Wann net: Op Basis vu wéi enge Fakten erklären d'Madamm Ministesch an den Här Minister an hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 5293, dass d'Ofrappen „am Accord mat der Gemengeverwaltung vu Miersch“ géif geschéien?

3. Fir de Fall, wou d'Gemeng sech géint d'Ofrappe wiert an et keen Accord gëtt: Wéi wäerten déi zoustänneg Ministeren da virgoen, wat d'Zukunft vum Barrièreshaus betrëfft?

Réponse (07.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Den 2. Juni 2021 huet zu Miersch eng Versammlung stattfonnt tëschent de Vertrieeder vun de CFL an de Gemengeverantwortleche vu Miersch, wou sech zu deem Sujet berode ginn ass.

ad 2. Den 21. Januar 2022 hunn d'CFL eng Geneemegung op der Gemeng ugefrot, fir d'Barrièreshauschen ofzerappen. Den 1. Februar 2022 kruten d'CFL der Gemeng hire Refus matgedeelt.

An hirer Äntwert prezisiéiert d'Gemeng, datt d'CFL d'Grënn fir dës Demolitiounsufro net am Detail erkläert hunn. Et bleift also méiglech, d'Verhandlung weiderzeféieren, andeems d'Sécherheetsproblemer opgewise ginn, déi dëst Gebai duerch d'Proximitéit zu den Eisebunnsinstallatiounen duerstellt.

ad 3. De Ministère fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte bleift a Kontakt mat de CFL, der Gemeng Miersch, souwéi dem Kulturministère a sengem Service des sites et des monuments nationaux, fir zesammen eng Léisung ze fannen, sou datt d'Entwécklung vun der Eisebunn garantéiert bleift.

Question 5627 (31.01.2022) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **Fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique** :

L'accord de coalition stipule : « Dans le souci de faire valoir les droits des patients et de préserver leurs intérêts en cas d'incident ou de dommage résultant de soins de santé, en l'absence de faute médicale, un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique sera créé et financé sur base d'un modèle quadripartite. »

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quel est l'état d'avancement des travaux sur un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique ? Des échanges ont-ils eu lieu à ce sujet avec l'Association des médecins et médecins-dentistes et d'autres parties concernées ?

2) La création d'un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique a-t-elle été abordée dans le cadre du « Gesondheetsdësch » ?

3) Quel est le modèle préconisé pour un tel fonds ? Le modèle français servira-t-il d'exemple ?

4) Une loi introduisant un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique entrera-t-elle encore en vigueur au cours de la législature actuelle ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse commune (07.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Comme relevé par les honorables Députés, l'accord de coalition prévoit que « Dans le souci de faire valoir les droits des patients et de préserver leurs intérêts en cas d'incident ou de dommage résultant de soins de santé, en l'absence de faute médicale, un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique sera créé et financé sur base d'un modèle quadripartite. L'instauration d'un tel fonds se fera en concertation avec tous les acteurs impliqués. La possibilité de rattacher le fonds à un fonds en place à l'étranger devra également être analysée. »

ad 1) Le projet relatif à la mise en place d'un fonds d'indemnisation a fait l'objet de la part du Ministère de la Santé de diverses analyses liminaires relatives au champ d'application, aux missions, à la structure, aux modalités d'organisation et de gestion ainsi qu'aux mécanismes de dédommagement d'un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique au Luxembourg. Sur base de ces travaux, un groupe de travail constitué de représentants des secteurs de la santé et de la sécurité sociale avait discuté diverses options liées aux missions qu'un futur fonds pourrait se voir attribuer et aux possibles modalités d'indemnisations consécutives. Selon le cas, il conviendra de déterminer la forme et l'organisation la plus adéquate eu égard notamment aux

organismes, services et ressources disponibles au Luxembourg.

Il est rappelé que l'objectif d'un tel fonds est de créer, parallèlement à la procédure judiciaire et à charge de la solidarité nationale, une nouvelle voie d'indemnisation amiable de victimes d'accidents médicaux qui est accessible à tous, gratuite et plus rapide que la voie judiciaire. Outre des missions d'indemnisation, le fonds se verrait par ailleurs attribuer des missions d'intérêt général visant à améliorer la documentation, la qualité et la sécurité dans les soins de santé.

En ce qui concerne les modalités d'indemnisation des victimes ayant subi un dommage indemnisable par la solidarité nationale, les analyses ont porté sur les principes appliqués en droit commun dans un système basé sur la responsabilité pour faute et ceux appliqués en droit de la sécurité sociale notamment en matière d'assurance accident dans un système basé sur la responsabilité pour risques.

Les indemnités octroyées par un fonds d'indemnisation nécessitent encore d'être adéquatement articulées avec les prestations prévues dans le domaine de la sécurité sociale et par rapport aux modalités d'indemnisation appliquées par les assureurs des prestataires de soins dans le cadre des assurances responsabilités civiles professionnelles.

De ce fait et pour assurer une cohérence entre les dispositions légales ou conventionnelles applicables en ces matières, l'accord de coalition précise que l'instauration d'un tel fonds se fera en concertation avec tous les acteurs impliqués. Le calendrier du groupe de travail a cependant dû être modifié en raison de la pandémie. Les travaux se poursuivront dès que possible avec les principales parties prenantes issues des ressorts de la santé, de la sécurité sociale, de la justice et des finances.

ad 2) Parmi les thématiques abordées au Gesondheetsdësch et les premiers projets présentés figure l'étude de la mise en place d'un fonds d'indemnisation.

ad 3) Les analyses des services du Ministère de la Santé ont porté tant sur les modèles français et

belge que sur les modèles appliqués par des pays scandinaves et germanophones.

Afin que le fonds puisse atteindre ses objectifs et que son fonctionnement effectif soit garanti, non seulement le modèle français, mais également le modèle belge peut servir d'exemple à différents égards dont en matière d'expertise médicale.

ad 4) Comme indiqué précédemment, le calendrier des groupes de travail a dû être modifié en raison de la pandémie. Vu les travaux réalisés et ceux restant à réaliser, ainsi que les délais liés à la procédure législative, il n'est pas possible de répondre par l'affirmative à cette question.

Question 5638 (01.02.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les vols à vide :

Suite à la pandémie actuelle et la diminution sensible de passagers, les compagnies aériennes se voient contraintes à assurer des vols sans passagers ou presque pour s'assurer leurs créneaux horaires (slots) sur les aéroports qu'ils desservent régulièrement.

- Considérant que ces vols à vide ne constituent pas seulement une charge financière pour les compagnies concernées mais qu'ils engendrent aussi un préjudice environnemental, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre de l'Énergie quelle est leur attitude face à cette situation.

- Messieurs les Ministres soutiennent-ils la position de Monsieur Gilkinet, Ministre de la Mobilité belge, qui a adressé une lettre à la Commissaire européenne aux Transports en vue d'abaisser le seuil d'utilisation des créneaux ?

- Quelle est l'attitude des autorités communautaires ?

Réponse (07.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

L'attitude des autorités communautaires quant au problème des « vols à vide » causés par la réglementation des créneaux horaires est très problématique. Malgré de multiples interventions d'un grand nombre d'États membres auprès de la Commission européenne et la Commissaire des Transports elle-même au cours des deux dernières années, celle-ci maintient sa position en faveur d'un retour rapide aux dispositions du règlement européen relatif.

Ainsi, à compter de la saison d'hiver 2022-2023, plus aucune mesure exceptionnelle n'est prévue et le principe « use it or lose it » sera appliqué dans la proportion des 20/80 pourcents. La Commission prend ainsi en compte un recours aux « vols à vide » par les compagnies aériennes désirant conserver leurs créneaux horaires. En adoptant cette attitude, la Commission suit les doléances des compagnies à bas coût qui désirent reprendre les créneaux horaires libérés dans les aéroports les plus congestionnés en Europe.

En ce qui concerne les autres questions, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n° 5478 du 7 janvier 2022.

Question 5642 (01.02.2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant le **déploiement du réseau 5G** :

Le 24 janvier, la Cour des comptes européenne a publié un rapport spécial sur la nécessité de la 5G pour l'Union européenne :

« La Cour des comptes européenne demande à ce que l'UE mette un coup d'accélérateur au déploiement de la 5G, la nouvelle norme mondiale de communication sans fil pour les réseaux mobiles. Les États membres ont pris un sérieux retard dans le déploiement de leurs réseaux 5G, compromettant la réalisation des objectifs de l'UE en matière d'accès aux services et de couverture 5G. En parallèle, des efforts supplémentaires doivent être consentis, précisent les auditeurs, pour répondre de manière cohérente et concertée aux questions de sécurité liées au déploiement de la 5G. »

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement des travaux concernant le déploiement du réseau 5G sur le territoire luxembourgeois ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'objectif de couvrir les principales villes ainsi que le tracé des axes de transport majeurs en 5G pourra être atteint en 2025 ? Quels sont les objectifs pour les années qui suivront ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la date cible que le Gouvernement s'est fixée pour avoir couvert l'entièreté du territoire luxembourgeois en réseau 5G ? Quels seront les coûts y liés pour l'État ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer comment la sélection des fournisseurs par les opérateurs pour la mise en place des infrastructures 5G a évolué ?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant l'évaluation des profils de risque des fournisseurs retenus ?

Réponse (07.03.2022) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

Suite à l'attribution des deux premières fréquences pionnières de 700 MHz et de 3,6 GHz aux opérateurs de téléphonie mobile, je constate que les opérateurs travaillent avec leurs équipes sur l'installation des antennes de la 5^e génération et sur l'adaptation de leurs cœurs de réseau. Ainsi, les opérateurs établis ont activé les premiers services commerciaux 5G sur le territoire de la ville de Luxembourg en automne et fin 2020.

Les programmes d'investissement des opérateurs prévoient un déploiement dans les villes (Luxembourg, sud du pays), pour ensuite s'étendre sur les autres zones habitées. POST Luxembourg indique que son plan de modernisation du réseau mobile de POST Luxembourg sera terminé fin 2022 et que dès lors, elle sera à même d'offrir la 5G sur l'ensemble du territoire national. La 5G ne sera néanmoins pas forcément généralisée : l'offre de POST s'articulera autour de la technologie qui, en fonction des conditions de réception locales, offrira la meilleure connexion à ses clients. Proximus Luxembourg prévoit de couvrir la quasi-totalité du pays en 5G d'ici 2025. Orange Luxembourg garantit une couverture 5G ininterrompue dans toutes les zones urbaines et sur les principaux axes de transport pour 2025. Luxembourg Online, nouvel entrant sur le marché de téléphonie mobile, a actuellement 63 sites en cours de déploiement.

Ces planifications dépendent évidemment de facteurs supplémentaires tels les délais de livraisons de l'équipement, des autorisations éventuelles ou de la standardisation et de la normalisation continue de certains détails techniques de la 5G.

Sur base de ces informations reçues par les opérateurs de réseaux de télécommunication mobiles, la couverture des principales villes, ainsi que des principaux axes de transport, par la 5G semble bien réaliste.

Le niveau de couverture visé par les opérateurs pour fin 2024 est d'ailleurs conforme aux termes des licences d'exploitation des fréquences, qui exige une couverture nationale englobant la quasi-totalité du territoire en utilisant l'entièreté du spectre de fréquences allouées.

Les investissements liés directement à la mise en place des infrastructures sont réalisés par les opérateurs de réseau, et non par l'État. Les opérateurs peuvent cependant bénéficier de cofinancements ponctuels dans le cadre d'appels à projets européens. Les appels à projets nationaux ont généré des projets de recherche et de développement sans subvention directe des coûts de déploiement.

L'implémentation de la 5G est un enjeu financier et technologique majeur pour les opérateurs. Dans ce contexte, les opérateurs veillent sur une qualité et une sécurité de réseau.

En ce qui concerne le choix des équipements, les opérateurs de réseau ont procédé à des appels d'offre pour la sélection des fournisseurs 5G (cœur de réseau et antennes en l'occurrence). Les choix finalement effectués par les opérateurs POST, Orange, Tango et Luxembourg Online ont porté sur des équipementiers européens.

POST Luxembourg précise qu'elle a effectué une analyse des risques pour chaque fournisseur potentiel lors de l'évaluation des fournisseurs pour l'équipement 5G. Cette analyse des risques portait sur plusieurs critères, techniques, financiers et autres. Proximus Luxembourg précise avoir choisi exclusivement des constructeurs européens dans son réseau 5G, y inclus la connectivité vers les antennes (mobile backhaul), les routeurs Internet ou son système de facturation. Orange Luxembourg quant à elle a choisi de combiner deux fournisseurs européens distincts pour la partie antennes et pour la partie cœur de réseau.

Les analyses de risque et les conclusions en découlant se basent sur les dispositions de la « toolbox 5G of risk mitigating measures », retenue par les États membres et soutenue par la Commission européenne. Dans le cadre de la loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques, l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) suit les mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre par les opérateurs pour gérer les risques en matière de sécurité des réseaux et des services de manière appropriée.

Question 5661 (02.02.2022) de **MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes** (CSV) concernant l'**économie du partage** :

L'économie du partage soulève un certain nombre de défis aux opérateurs économiques classiques. Tous les secteurs sont d'ailleurs concernés : la mobilité, le logement, le transport de biens, l'alimentaire pour ne citer que ceux-ci.

S'il ne s'agit nullement d'arrêter l'éclosion de cette « new economy », il convient de l'encadrer correctement.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, à Madame le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Quelles sont les initiatives prises par le Gouvernement actuel pour mettre un terme à la concurrence déloyale exercée par ces nouveaux acteurs vis-à-vis des acteurs traditionnels ?

- Dans quelle mesure le droit d'établissement est-il plus favorable aux acteurs de l'économie du partage ? Quelles sont les autorisations dont doivent disposer les « faux indépendants » agissant pour le compte des plateformes collaboratives pour pouvoir exercer leur métier ?

- Alors qu'un volet du « business model » des acteurs de l'économie du partage consiste à exploiter les données à caractère personnel des consommateurs, le Gouvernement peut-il nous informer si d'éventuelles violations en matière de protection des données ont été portées à la connaissance de la Commission nationale pour la protection des données ?

- Comment le Gouvernement s'assure-t-il que les revenus générés par et via les plateformes collaboratives soient déclarés à l'administration fiscale ? Combien de recettes fiscales (impôts directs et indirects) le Gouvernement perçoit-il via l'économie du partage ? Le Gouvernement peut-il nous fournir ces informations par type d'impôt pour les cinq dernières années ?

Réponse commune (07.03.2022) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes*, de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

Dès 2018, le Ministère de l'Économie a mandaté une étude sur l'économie du partage au Luxembourg. Une première analyse a identifié les différents acteurs actifs au Luxembourg et a relevé plusieurs recommandations. Il s'avère que beaucoup de définitions et de réalités différentes sont regroupées derrière le terme « économie de partage », dont l'économie de plateforme, mais également l'économie d'accès, l'économie collaborative et d'autres modèles découlant de ces catégories générales. Le modèle que le Ministère de l'Économie entend favoriser et pour lequel il prépare une feuille de route plus détaillée est celui de l'économie d'accès qui se base sur la mise à disposition d'un produit sous-utilisé plutôt que d'un transfert de propriété. L'accès à un produit prime sur la propriété dans ce modèle où les intermédiaires en ligne offrent un accès rapide et pratique aux biens et services aux utilisateurs qui souhaitent utiliser plutôt que posséder le bien, ce qui évite également la sous-utilisation de ce bien. En tant qu'exemple, on peut citer le partage de voitures et de vélos en libre-service.

Dans leurs questions les honorables Députés font cependant plutôt allusion à l'économie de plateforme, un modèle économique qui fait référence à l'utilisation de plateformes en ligne pour trouver de petits emplois. Au cours des dernières années, de telles plateformes numériques de travail sont apparues dans le monde entier et dans divers secteurs économiques. Certaines offrent des services sur place, tels que des services de livraison ou de transport, des services de nettoyage ou des services de soins ; d'autres ne travaillent qu'en ligne et proposent par exemple des services de traduction.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 5673 du 3 février 2022, de plus amples renseignements sont donnés au sujet des travailleurs de l'économie de partage et il est précisé qu'en décembre 2021, la Commission européenne a présenté une proposition de ligne directrice prévoyant l'introduction de nouvelles règles qui devraient s'appliquer à tous les services numériques, en particulier les médias sociaux, les places de marché en ligne et les autres plateformes en ligne actives dans l'Union européenne. Ces nouvelles règles, qui devront ensuite être transposées en droit luxembourgeois, permettront, entre autres, de s'assurer que les personnes travaillant sur les plateformes numériques ont ou peuvent obtenir le statut d'emploi correct et assurer leurs droits au regard des dispositions sur les conditions de travail, la sécurité et la santé au travail et la protection sociale.

Les données actuellement disponibles auprès de Statec sur base de l'enquête sur les forces de travail (EFT) montrent que les travailleurs de plateformes peuvent se considérer eux-mêmes soit comme salariés soit comme indépendants (freelance) et qu'il n'y a actuellement que peu de telles plateformes comme employeur pour des salariés au Luxembourg. Cela n'est pas étonnant étant donné qu'au Luxembourg, il n'y a pas de prestataires de services automobiles ni de grands fournisseurs de produits alimentaires recourant au système d'économie de plateforme.

Le Statec a également prévu d'intégrer dans le questionnaire de l'enquête TIC de 2022, qui a pour objectif de recueillir des données sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les ménages et particuliers âgés entre 16 et 74 ans, des questions relatives au travail pour des plateformes digitales. De même, l'enquête sur les forces de travail (EFT) ne couvre actuellement pas systématiquement ces nouveaux types de travail et le Statec s'efforce d'adapter l'enquête en conséquence.

Il convient de noter en outre qu'il n'est pas établi que les acteurs de l'économie de plateforme respectivement de l'économie de plateforme exercent une concurrence déloyale au sens de la réglementation européenne. Par ailleurs, si les honorables Députés comprennent par cette formulation un accès plus facile à certaines professions, cela n'est généralement pas le cas. Les conditions d'accès restent les mêmes, peu importe si l'entreprise utilise une plateforme ou non. À titre d'exemple, la livraison de plats à partir d'un restaurant peut être réalisée par le restaurateur lui-même ou par une entreprise avec laquelle le restaurateur a un contrat de service. Si cette activité est organisée par une plateforme, il ne s'agit pas pour autant d'une concurrence déloyale. Dans le secteur des transports avec taxis ou VTC (voiture de transport avec chauffeur), les conditions d'accès sont également identiques pour les deux professions (il s'agit même du même métier actuellement). La différence entre les activités se trouvent du côté de la réglementation technique des devoirs des deux types d'entreprises.

Pour ce qui concerne l'activité de « logement », s'il y a lieu de comprendre les locations de courte durée de type AirBnb, une concurrence déloyale pourrait exister, alors que les biens ainsi loués ne sont pas soumis à des contrôles de conformité en matière de sécurité comme le sont les hôtels.

Afin d'y remédier, la Direction générale des classes moyennes envisage de modifier le droit d'établissement en assimilant à l'avenir les locations de courte durée à un hébergement touristique pour ce qui concerne les personnes ne déclarent pas y résider.

De plus, le droit d'établissement n'est pas plus favorable pour les acteurs de l'économie de partage. Les critères de qualification, d'établissement approprié et de gestion régulière, restent les mêmes. En ce qui concerne les locations de courte durée, il faut se rendre à l'évidence que les locations d'unités d'habitations à des particuliers ne rentrent historiquement pas dans le domaine du droit d'établissement, respectivement du Code du commerce. Le choix de faire rentrer les locations de courte durée dans le domaine du droit d'établissement est singulièrement politique et devra être acté par le législateur.

Concernant la protection des données dans le cadre de l'économie de partage, la CNPD a indiqué que des violations en matière de protection des données telles que visées par les honorables Députés dans leurs questions n'ont pas été portées à sa connaissance.

Enfin, les informations relatives aux recettes fiscales payées par l'économie de partage sont saisies par l'Administration des contributions directes. Cependant, ces informations sont cumulées avec celles des recettes fiscales engendrées par l'économie traditionnelle. Compte tenu de ces restrictions, une estimation fidèle de la part des recettes payées par cette nouvelle branche de l'économie dans les recettes fiscales globales n'est pas possible.

Dans le contexte de la fiscalité directe, les contribuables qui sont soumis à une imposition par voie d'assiette et les sociétés immatriculées au Registre de commerce et des sociétés qui sont soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités suivant l'article 159 LIR doivent déposer annuellement leurs déclarations d'impôt. Lors de l'instruction du dossier en question, le bureau d'imposition en charge est tenu de vérifier que tous les revenus tels que les commissions, les revenus de location, soient déclarés. Partant, au regard de la loi fiscale, les mêmes règles s'appliquent à l'économie de partage qu'à l'économie traditionnelle.

Au niveau de la taxe sur la valeur ajoutée, l'économie de partage désigne un modèle d'opération multi face faisant intervenir au moins trois parties, la plateforme en ligne/numérique, le fournisseur ou prestataire et le consommateur. La TVA étant un impôt fondé sur le principe d'autoévaluation, tant la

plateforme numérique que le fournisseur ou le prestataire doivent appliquer à leurs opérations la législation applicable en matière de TVA et déclarer ainsi qu'acquitter la TVA due sur les transactions qu'ils effectuent auprès de l'autorité fiscale de l'État membre sur le territoire duquel est réputé se situer le lieu d'imposition desdites opérations. Il est à noter que l'ensemble de la législation du Grand-Duché de Luxembourg ayant trait au domaine de la TVA s'impose aux opérations relevant de l'économie du partage pour autant que ces transactions soient sujettes à la TVA au Grand-Duché de Luxembourg.

Toutefois, à défaut de code NACE propre à l'économie du partage, il n'est pas possible pour l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA de délimiter et de distinguer l'économie du partage de l'économie traditionnelle.

Question 5696 (07.02.2022) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **phénomène dit « Big Quit »** :

Une tendance à plus de démissions a récemment été observée, surtout aux États-Unis, mais également dans des pays de l'Union européenne, telle la Belgique. D'après d'aucuns, il semble même y avoir un effet lié à la pandémie de Covid-19.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

1) Messieurs les Ministres observent-ils la même tendance au Luxembourg ?

- Combien de personnes ont démissionné de leur poste de travail l'année dernière ?

- Quel est le pourcentage de ces démissions par rapport au total de contrats de travail rompus cette même année ?

- Comment le nombre de démissions a évolué en 2021 par rapport à 2020, voire 2019 ?

- Un effet Covid-19 existerait-il ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir les données précitées pour les cinq dernières années en précisant pour chaque année : l'année, le secteur concerné, l'âge et le sexe des salariés en question ?

2) À considérer que le phénomène du « Big Quit » s'observerait également au Luxembourg, quels défis celui-ci poserait-il au monde des ressources humaines ?

Réponse commune (07.03.2022) de **M. Georges Engel**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

ad 1) Tel qu'il a déjà été précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 5489 de l'honorable Député Jeff Engelen, il n'existe pas de données disponibles permettant de repérer le nombre de personnes ayant démissionné de leur poste de travail au Luxembourg à cause de la pandémie.

ad 2) Un tel phénomène qui s'observe actuellement aux États-Unis pourrait mener à une augmentation de la pénurie de main d'œuvre et compliquer la recherche de personnel qualifié.

Question 5697 (07.02.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **conflits d'intérêts des ministres dans le cadre de la planification énergétique et climatique** :

Vum Januar op September 2021 sinn d'Energiepräisser staark geklommen a klammen och nach weider. Eleng am Januar 2022 sinn d'Energietariffer ëm 28,6 % geklommen. Am Dezember 2021 huet Enovos als „fournisseur du dernier recours“ misse fir Clienté vum Eida asprangen. Verschidde Regierungsmembere hate 2019 an hiren deemolegen Deklaratiounen uginn, Participatiounen an Energiesociétéiten ze hunn. Aus dësem Grond hat ech schonn den 19. Dezember 2019 am Kader vun der Debatt iwwert de Klima- an Energieplang eng Motioun agereecht, déi sech mat eventuelle Conflits d'intérêts vu Ministere bei der Klima- an Energieplanung befasst huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill aktuell Ministeren hate no hirem Amtsuntrëtt nach Parten an Energiesociétéiten?

2. Wéi vill aktuell Ministeren hu säit Dezember 2019, also no der Debatt an der Chamber iwwert de PNEC, Parten an Energiesociétéiten ofgetrueden?

3. Gëtt et nach Ministeren, déi haut Parten an Energiesociétéiten hunn, déi vun der Klima- an Energieplanung kënnen profitéieren?

Réponse (07.03.2022) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

ad 1. De Xavier Bettel (Cheniére Energy, TOTAL SA an E.ON SE), de François Bausch (Energiepark

Réiden SA) an de Claude Haagen (Sunelec Diekirch SC) hate no hirem Amtsuntrëtt nach Parten an Energiesociétéiten.

ad 2. De Xavier Bettel huet seng Parten tëscht Januar a Mäerz 2014 all verkaf. De François Bausch huet seng Part an der Sociéité Energiepark Réiden SA de 15. Dezember 2021 als Donatioun verginn. Den Nominalwäert war 250 €.

ad 3. De Claude Haagen hält weiderhi Parten an der Sociéité Sunelec Diekirch SC wéi och aus senger „Liste reprenant les informations à soumettre au Premier Ministre par chaque membre du Gouvernement en vertu du Code de déontologie“ ervirgeet, déi um Site vun der Regierung publizéiert ass.

Question 5711 (08.02.2022) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **lignes d'autobus RGTR supprimées** :

Des citoyens habitant les communes de Winrange et de Troisvierges m'ont rendu attentif au fait que certaines lignes d'autobus RGTR (p. ex. la ligne desservant Troine vers Clervaux ou celle desservant Basbellain vers la gare de Clervaux) ont été annulées en décembre 2021 si bien qu'un certain nombre d'élèves - notamment ceux inscrits dans des lycées de la « Nordstad » (Lycée technique agricole et Lycée technique pour professions de santé Ettelbruck) - éprouvent de sérieuses contraintes de transport. En effet, actuellement, leurs parents se voient obligés de les transporter à la gare de Clervaux ou vers un arrêt situé dans un village voisin afin qu'ils y puissent prendre le bus.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre pourrait-il expliquer pourquoi ces lignes ont été supprimées ?

2) Monsieur le Ministre peut-il proposer des solutions pour venir en aide aux élèves concernés ?

Réponse (07.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Dans le cadre de la réorganisation des lignes régulières du réseau RGTR, des connexions existantes entre certaines localités et des lycées de la « Nordstad » ont été ponctuellement supprimées. La desserte des lycées se fera à l'avenir uniquement avec les lignes scolaires du RGTR. Les deux réseaux RGTR, régulier et scolaire, seront séparés afin d'offrir un service adapté et flexible.

ad 2) Actuellement, mes services de l'Administration des transports publics sont en train d'analyser et de finaliser les adaptations des courses scolaires afin de répondre au plus vite aux besoins des élèves. Il faut tout de même préciser que le nouveau réseau des lignes scolaires RGTR ne prévoit pas de courses scolaires entre les localités Troine et Basbellain et la gare de Clervaux. Pour rejoindre les lycées de la « Nordstad » au plus vite, les usagers de la région peuvent utiliser les bus RGTR jusqu'à la gare de Troisvierges, où il sera alors possible de se rendre à Ettelbruck.

Question 5717 (09.02.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant l'**installation de distributeurs de produits d'hygiène féminine par les communes** :

De 26. November 2021 huet d'Ministesch fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer mat enger Minientreprise aus dem Wolzer Lycée en Apparat mat Hygiènesproduiten, wéi Binden an Tamponen, am Drop-In vun der Croix Rouge ageweit. Bei dësem Apparat kënnen d'Persounen, déi et brauchen, sech gratis Hygiènesproduiten huelen. D'Ministesch hat laut „Lëtzebuurger Wort“ schonn am Mäerz 2021 versprach, dass se de Flyer vun der Minientreprise wéilt un d'Gemenge weiderleeden. Den 21. Mee huet den Inneministère d'Aktioun an der Circulaire N° 3999 erwänt an d'Gemengen opergeruff, esou Distributeurer ze bestellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemengen hunn op dësen Opruff bis elo reagéiert a schonns een Apparat bestallt?

2. Wéi vill Apparater goufen op den Toilett vum de Gemenge bis ewell installéiert?

Réponse (07.03.2022) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Ministre de l'Intérieur* :

D'Menstruatioun gehéiert zum Liewe vun all Meedchen/Fra: Et ass natierlech an normal, dass Fraen, während engem groussen Deel vun hirem Liewen, hir Period kréien.

Obwuel 50 % vun de Mënschen eng Period kréien, bleift d'Theema en Tabu, deen et ze brieche géllt. Keng Fra soll sech weinst hirer Period jeemoos

schumme mussen, dofir soll si och, wann néideg, déi néideg Ennerstëtzung kréien, déi se brauch.

Dowéinst begréisst d'Regierung och ausdrécklech d'Initiativ vu verschiddene Gemengen, déi an den éffentleche Gebaier Automate mat entspreichenden Hygiènesartikelen ophänken.

Ech perséinlech hu mech dofir och direkt bereet erkläert, fir, am Kader vu menge Méiglechkeeten, de Projet vun de „Struggirls“, an den dräi Schülerinnen aus dem Wolzer Lycée, déi eng Minientreprise gegrënnt hunn, fir esou Apparater unzebidden, ze ennerstëtzen. Dofir hunn ech zum Beispill den 21. Mee 2021 eng Circulaire iwwert den Inneministère un d'Gemenge geschéckt, déi den Här Deputéierten a senger Fro och erwänt huet.

Mir ass et generell wichtig, a speziell beim Thema Menstruatioun, mat de Geschlechterstereotypen ze brieche: Frae ginn nach vill ze dacks als dat „schwaacht“ Geschlecht consideréiert an d'gesellschaftlech Meinung iwwert d'Menstruatioun als Tabu confirméiert déi Meinung, respektiv verstärkt se souguer nach.

Dowéinst ass et néideg, all Efforten ze maachen, fir d'Theema vun der Menstruatioun aus dem Tabu-beräich eraus an d'Éffentlechkeet ze bréngen an doriwuer ze diskutéieren.

Ech hu keng Donnéeën iwwert déi konkreet Suitten, déi d'Gemengen der Circulaire N° 3999 ginn hunn.

Question 5729 (10.02.2022) de **M. François Benoy** et **Mme Jessie Thill** (*déi gréng*) concernant les **mesures fiscales destinées à promouvoir la gestion locative sociale** :

Lors de la vente d'un immeuble issu d'une succession en ligne directe et dans le cas où l'intervalle entre l'acquisition (ou la constitution) et la vente dépasse deux ans, en ce qui concerne l'imposition de la plus-value dégagée par la vente, le contribuable bénéficie d'un abattement unique de 75.000 euros sous condition que l'immeuble ait été utilisé comme résidence principale par les parents du cédant, conformément à l'article 130 (5) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Par conséquent, le contribuable ne bénéficie pas de l'abattement si l'immeuble en question a été mis en location par les parents, indépendamment qu'il s'agisse d'une location à travers la gestion locative sociale (GLS) ou non. Or, il peut arriver que les parents soient, notamment en raison de leur état de santé, contraints de quitter leur résidence principale pour s'installer dans des logements ou centres dédiés aux personnes âgées.

Dans ce contexte, élargir le champ d'application de l'abattement unique précité aux immeubles mis sous location à travers la GLS constituerait une incitation importante pour les personnes se trouvant dans une telle situation de louer leur logement inoccupé à des prix modérés, ce qui en revanche aurait des répercussions positives sur l'offre de logements abordables. Notons par ailleurs que la GLS a notamment été créée afin de contrecarrer l'occupation temporaire de logements habitables.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Afin de promouvoir la location à loyers modérés, les ministres envisagent-ils d'adapter les dispositions concernant l'abattement unique précité afin de faire en sorte que le contribuable puisse aussi en profiter lorsque l'immeuble hérité en ligne directe avait été auparavant mis en location par les parents à travers la GLS ?

2) Dans l'affirmative, endéans quel délai les ministres envisagent-ils d'introduire un projet de loi respectif ?

Réponse commune (07.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Les honorables Députés s'enquière si le Gouvernement envisage, dans le contexte de l'affaiblissement de l'offre de logements abordables, d'élargir l'application de l'abattement de 75.000 euros sur la plus-value dégagée par la vente d'un immeuble issu d'une succession en ligne directe aux situations où l'immeuble, qui servait de résidence principale des parents du cédant, a été mis en location parce que les parents, par exemple, ont été contraints de quitter leur résidence principale pour s'installer dans des logements ou centres dédiés aux personnes âgées.

Il convient tout d'abord de rappeler que ce type de cession est visé à l'article 130 (5) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.). Conformément à cette disposition, afin d'obtenir le bénéfice de cet abattement sur la plus-value de cession, un certain nombre de conditions doivent être remplies, parmi lesquelles figure la condition selon laquelle l'immeuble doit avoir été

« utilisé par les parents du contribuable ou de son conjoint comme résidence principale au sens de l'article 102bis ». En vertu de ce même article, lorsque l'immeuble n'a pas été utilisé comme résidence principale à l'échéance de la succession, il suffit que la condition de l'occupation de l'immeuble dans le sens de l'article 102bis L.I.R., c'est-à-dire la condition de l'occupation de l'immeuble en dernier lieu comme résidence principale par les parents, ait été remplie à un « moment quelconque au cours de la période située avant cette échéance », ce qui est également illustré par les exemples donnés au point 9.6.2. de la circulaire L.I.R. n° 99ter/1 du 29 décembre 1994.¹

Par conséquent, si cette condition est remplie, la mise en location, sociale ou non, ne remet pas en cause le droit à l'abattement de 75.000 euros, pour autant que les autres conditions de l'article 130 (5) soient respectées.

Question 5733 (10.02.2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant les **sociétés d'impact sociétal** :

La loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal a créé un cadre juridique propre applicable à l'économie sociale et solidaire et instituant plus particulièrement le statut de société d'impact sociétal. Elle a d'ailleurs réservé des exemptions fiscales étendues aux sociétés dont le capital social est constitué à 100 % de parts d'impact.

Une loi plus récente a amendé le texte de base pour limiter l'établissement d'un rapport du réviseur d'entreprises aux sociétés d'impact sociétal disposant d'un chiffre d'affaires, voire d'actifs nets de plus d'un million d'euros, le but étant de ne pas faire peser des coûts déraisonnables aux plus petites structures, voire d'inciter la création de sociétés d'impact sociétal additionnelles.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre total de sociétés d'impact sociétal agréées à ce jour ? Peut-il également me fournir le détail de ces créations sur une base annuelle ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me quantifier le nombre de sociétés d'impact sociétal par secteur d'activité ?

3) Combien de personnes sont actuellement employées par les sociétés d'impact sociétal ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir le détail par secteur d'activité ?

4) Au vu de ce qui précède et vu le nombre d'associations sans but lucratif existant au Luxembourg, Monsieur le Ministre considère-t-il que la création légale de sociétés d'impact sociétal a été un succès ?

5) Comment Monsieur le Ministre entend-il augmenter le succès des sociétés d'impact sociétal ? Monsieur le Ministre entend-il permettre la constitution de sociétés d'impact sociétal par simple conversion statutaire d'associations sans but lucratif ? Entend-il exempter fiscalement d'éventuelles mutations immobilières ?

Réponse (07.03.2022) de **M. Georges Engel**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1) En date du 10 février 2022, 51 sociétés ont été agréées en tant que société d'impact sociétal (« SIS ») dont 8 sociétés n'ont jamais été immatriculées au Registre de commerce et des sociétés, 2 sociétés ne sont pas enregistrées en tant que sociétés d'impact sociétal au Registre de commerce et des sociétés, et 4 autres sociétés se sont vu retirer leur agrément depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) + 3) En date du 10 février 2022, 37 des 51 sociétés ayant été agréées en tant que société d'impact sociétal sont enregistrées au Registre de commerce et des sociétés. En ce qui concerne le nombre par secteur d'activités et le nombre moyen des personnes employées, la situation se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

¹ Exemple : Les parents vont habiter avec un de leurs enfants ou ils deviennent pensionnaires dans une maison de retraite, et donnent en location la maison qui a constitué leur résidence principale. Si les enfants héritent par après de cette maison et la vendent, la plus-value réalisée par chaque enfant peut bénéficier de l'abattement spécial.

ad 4) + 5) L'entrée en vigueur de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal a permis de contribuer à la mise en place d'un cadre juridique favorable et adapté qui valorise et met en évidence les spécificités économiques des entreprises sociales et solidaires tout en encourageant le déploiement de leurs activités économiques à finalité sociale ou sociétale.

Le nombre de demandes d'agrément en tant que sociétés d'impact sociétal ne cesse d'augmenter depuis et les chiffres en témoignent.

Parmi les formes organisationnelles traditionnelles de l'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, associations, fondations), une grande majorité d'initiatives ont effectivement opté pour le statut juridique de l'association sans but lucratif (ASBL) qui est une forme juridique privilégiée pour donner corps à l'engagement bénévole et citoyen dans tous les domaines de la vie de société.

En principe, une association sans but lucratif peut se transformer en une société d'impact sociétal (SIS) dont le capital social est composé à 100 % de parts d'impact. En effet, le nouvel article 31 introduit par les amendements gouvernementaux du projet de loi 6054 sur les associations sans but lucratif et les fondations déposés à la Chambre des Députés en date du 26 juillet 2021 propose d'introduire en droit luxembourgeois la possibilité pour une association de se transformer en une société d'impact sociétal (SIS) dont le capital social est composé à 100 % de parts d'impact.

La vie associative s'étant fortement diversifiée depuis quelques années, le champ d'action des ASBL s'est élargi au fur et à mesure au point que certaines exercent des activités économiques à titre principal. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler la définition actuelle de l'ASBL de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique qui dispose dans son article 1^{er} que : « L'association sans but lucratif est celle qui ne se livre pas à des opérations industrielles et commerciales ou qui ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel. »

Une association dont l'activité est principalement économique est en conflit avec ledit article 1^{er} de la loi du 21 avril 1928.

En effet, pour différentes raisons il se peut qu'au cours de son existence, une association estime que la forme juridique d'une société soit plus adaptée à ses besoins.

Pourtant, les modalités pratiques du mécanisme de la transformation d'une association sans but lucratif en une société d'impact sociétal doivent encore être précisées conjointement avec le Ministère de la Justice qui est compétent en la matière.

La question de l'exemption fiscale d'éventuelles mutations immobilières dans le cadre de la transformation d'associations sans but lucratif en sociétés d'impact sociétal ne se pose donc pas à l'heure actuelle.

Il est également à noter que d'après le nouvel article 37 des amendements gouvernementaux du projet de loi 6054 sur les associations sans but lucratif et les fondations, toute association reconnue d'utilité publique appartient à la catégorie des « grandes associations » qui sont tenues de confier le contrôle de leurs comptes annuels à un réviseur d'entreprises agréé.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 16 juillet 2021 portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal, les obligations de révision pesant sur les sociétés d'impact sociétal ont pu être allégées considérablement en fonction de leur taille.

En complément, l'évaluation du cadre légal de la société d'impact sociétal telle que prévue par l'article 15 de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal sera réalisée dans les mois à venir dont l'objectif est d'améliorer et d'adapter davantage le cadre légal. Un groupe de travail interministériel sera mis en place à cet effet.

De plus, le programme IMPULS organisé conjointement avec Nyuko ASBL s'adresse à des entrepreneurs sociaux en herbe qui souhaitent développer leur entreprise (création, développement ou reprise d'entreprise), en particulier à travers la société d'impact sociétal. Le programme distingue deux phases d'accompagnement : la première phase est celle appelée d'accélération pendant laquelle le porteur de projet doit se focaliser sur la faisabilité et la modélisation de son projet. La deuxième phase est un accompagnement sur mesure pour assurer la viabilité du projet et concrétiser le lancement en tant que société d'impact sociétal.

À travers la MESIS, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire assure un guichet unique à des créateurs de sociétés d'impact sociétal dont ceux issus du programme IMPULS. En tant que lieu de référence unique pour l'entrepreneuriat social et l'innovation sociale à Luxembourg, la MESIS offre un accompagnement

et un suivi individualisé à tout entrepreneur social désireux de créer une société d'impact sociétal et ce à titre gratuit.

De même, la MESIS met également à disposition des espaces de travail à des entrepreneurs sociaux qui peuvent ainsi créer et développer leur entreprise dans un environnement privilégié.

La reconduction du partenariat avec l'ASBL Jonk Entrepreneuren Luxembourg permet en outre d'assurer des formations à l'économie sociale et solidaire et plus particulièrement à l'entrepreneuriat social et au concept de la société d'impact sociétal à de jeunes élèves à partir de 15 ans.

Répondant aux besoins de visibilité des acteurs de l'économie sociale et solidaire, un portail de l'économie sociale et solidaire sera mis en ligne dans les prochains mois afin de regrouper l'ensemble des informations sur le secteur et ses activités, l'entrepreneuriat social et la société d'impact sociétal. Les visiteurs pourront naviguer parmi différentes rubriques dont une est dédiée à la vulgarisation du cadre légal de la SIS.

Finalement, un guide pour des marchés publics socialement responsables vise à encourager les pouvoirs adjudicateurs de recourir à des critères sociaux dans leurs appels d'offre.

Question 5737 (10.02.2022) de **M. Dan Biancalana** et **Mme Francine Cloesener** (LSAP) concernant la **valorisation de l'artisanat** :

Ronn 100.000 Salarië schaffan aktuell an engen 8.000 Betriber am Handwierk zu Lëtzebuerg. Allerdéngs besteet och an dësem Secteur eng Penurie u qualifiziertem Nowuess. Fir deem entgéintzewierken, huet d'Jonk Handwierk ënner anerem via de Site handwierk.lu eng Campagne lancéiert, fir iwwert déi verschidde Beruffsméiglechkeeten am Artisanat ze informéieren. 9.400 Handwierker feelen dem Land aktuell. E Secteur, deen zu Onrecht ënner engem schlechte Ruff läit.

An deem Zesammenhang wëlle mir dem Här Educatiounsminister an dem Här Mëttelstandsminister dës Froe stellen:

- No wéi enge Krittäre gëtt haut an d'Handwierk orientéiert a ginn et iwwerleeungen, dëst an Zukunft anescht unzegoen?

- Wéi wëll den Här Minister dem schlechte Ruff vun den handwierkleche Beruffer, deen och an der Schoul zu Onrecht herrscht, entgéintwierken?

- Gëtt et eng Strategie fir der Penurie, aktuell eng 9.400 Aarbechtskräften, déi feelen, entgéintzewierken?

- Wéi wëll d'Regierung d'Demarche vun enger Opwärtung vun der Ausbildung am Handwierk begleeden?

- Wéi e Rôle kënn der Formation professionnelle an dësem Sujet zou? Gesäit den Här Minister hei Verbesserungspotential?

Réponse commune (15.03.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

Wann et op där enger Säit nach ëmmer reng schoulesch Krittäre gi fir an d'Beruffsausbildung, spréich d'Handwierk, ze orientéieren, muss een awer op där anerer Säit erwänen, datt duerch d'Lycéeën am Land vill Orientatiounsinitiative stattfannen, déi deene Jonke Goût um Handwierk solle ginn. Dës Initiativen, wéi d'Journée des patrons oder d'Journée des entreprises, erlaben et, dem Jonken direkt d'Realitéit, d'Perspektiven an d'Erwaardungen aus der Siicht vum Betrib ze kréien.

Nieft rene Promotiounscampagnë fir d'Beruffer, wéi Skills United, déi am Joer 2019 vum Educatiounsministère zesumme mat der Generaldirektioun fir Mëttelstand an d'Liewe geruff ginn ass, gëtt d'ASBL WorldSkills Lëtzebuerg majoritär vum Educatiounsministère finanzéiert. Dës ASBL huet als Haaptmissioun d'Promotioun fir d'Beruffer ze machen. All zwee Joer organiséiert WorldSkills Lëtzebuerg déi national Concourse vun de Beruffer fir Jonker bis 24 Joer an déi bescht vun hinne presentéiere Lëtzebuerg bei de Weltmeeschterschaften (WorldSkills), respektiv bei den Europameeschterschaften (EuroSkills) vun de Beruffer. An dësem Kontext soll een ennersträichen, datt Lëtzebuerg bei de leschten EuroSkills, am Oktober 2021 zu Graz an Eisträich, eng formidabel Bronzemedail am Concours „Entrepreneurship - Business Development“ mat Heem bruecht huet.

An engem Gesamtkontext vu Valorisation fir d'Beruffer an d'Handwierk ass och ervirzehiewen, datt vum 2. - 4. Mee 2022 déi éischt national Schoulfoire vum Educatiounsministère organiséiert gëtt. Dës „YEP - Schoulfoire“ ass ouni Zweifel dat gréissten Event ronderëm d'Schoul an d'Beruffer, dat dëst Joer stattfënn. Den Acronyme steet fir déi Haaptaxe vun dëser Foire, an zwar déi Jonk (Youth),

d'Education (Education) an d'Léierplazen, resp. d'Méiglechkeete vun de Formatiounen aus der Beruffsausbildung (Professions).

Op dëser Schoulfoire wäerte vertruete sinn:

- d'Lycéeën zu Lëtzebuerg;
- den Educatiounsministère, seng Servicer, seng Departementer mat hire Projeten;
- de Léierplazendag;
- d'LuxSkills;
- d'Kreatif Ateliers.

De Léierplazendag, deen zesumme mat der ADEM, RTL an de Beruffskummeren den 2. Mee 2022 organiséiert gëtt, ass déi Plaz, wou déi Jonk mat enger ronn 40 Ausbildungsbetriben direkt a Kontakt kommen. Deen Dag kritt de Jonke sämtlech Informatiounen zum Léiervertrag am Apprentissage initial, am Apprentissage pour adultes an am Apprentissage transfrontalier.

En anere Volet sinn d'LuxSkills, déi national Meeschterschaften vun de Beruffer. Do ginn et fir dës 10. Editioun iwwer 30 verschidde Concoursen. Bei dëse Championnats des métiers et des professions fanne sech souwuel déi traditionell Beruffer aus dem Handwierk wéi awer och déi ronderëm aner Schwéierpunkten aus dem Regierungsprogramm, wéi d'Digital Skills an den Entrepreneuriat, erëm.

Iwwert de Wee vun der Competitioun vun engem Concours soll de Beruff no bausse valoriséiert ginn, mam Zil méi Jonker unzezéien.

Wann d'Formation professionnelle nach dacks als Orientation „par l'échec“ betruucht gëtt, esou gëtt awer an der Beruffsausbildung aktiv géint dat leider negatiivt Bild geschafft. Am Kader vun der „YEP - Schoulfoire“ sollen d'Kompetenze vun de Kanner duerch eng ronn 50 Ateliere gefërdert ginn an iwwert dee Wee sollen eis Jonker Goût un der Beruffswelt kréien.

An der Pandemie war et generell fir de Schoulsystem net einfach, speziell awer fir d'Apprentis aus der Beruffsausbildung. An där schwieriger Zäit huet d'Regierung eng Rei Mesuren an d'Liewe geruff fir d'Formation professionnelle an domadder och d'Handwierk ze stabiliséieren. Ouni elo an den Detail vun all Mesure ze goen, weisen d'Zuelen, datt eng Derogatioun vum Datum fir d'Conclusioun vum Léiervertrag op den 31. Dezember respektiv op den 30. November gehollef huet, méi Léierverträge ze ënnerschreien. Och war de Chômage partiel fir d'Apprentis wichteg, fir datt eng grouss Majoritéit vun de Léierverträge konnt weiderlafen. D'Betriben kruten a kréien eng Prime unique wann si Apprentis eng Ausbildung erméiglechen, respektiv wann si engem Jonken, dee säi Léiervertrag gekënnegt krut, eng Reprise de contrat ubidden.

D'Formation professionnelle wäert och nach an Zukunft zesumme mat de Beruffskummeren Initiativen an d'Liewe ruffen, fir dem Handwierk dee Stellerwäert ze erméiglechen, deen e verdéngt huet.

Esou wéi schonn ë. a. an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 1542 an 3183 geschriwwen, empfënn d'Regierung et als wichteg, fir jonk Leit fir den Entrepreneuriat am Allgemengen an d'Handwierk am Besonnenesche kënnen ze begeeschten.

Well et primordial ass, datt d'Gesellschaft sech der Wichtigkeet vum Handwierk och bewusst ass, ass d'Regierung permanent beméit, d'Promotioun vum Handwierk net nëmmen un Niveau vum Schoulsystem ze gestalten, mee och de Stellerwäert an d'Attraktivitéit vum Handwierk an der Gesellschaft héichzehalen. An deem Kontext sief op dëser Plaz u verschidde Campagnen erënnert, dorënner:

- d'Austellung De Mains De Maîtres, déi d'Konscht-handwierk promouvéiert;
- de Programm HandsUp, deen de jonke Leit an hiren Elteren e positivt Bild vum Handwierk vermëttelt;
- déi rezent virgestallte Campagne vun der ASBL Jonk Handwierk fir d'Attraktivitéit vum Handwierk bei de jonke Leit weider ze fërdere;
- déi grouss ugeluechte Media-Campagne Makers of Luxembourg, déi d'Lëtzebuurger Handwierk promouvéiert.

Question 5739 (10.02.2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant le **trafic de drogues** :

Le rapport annuel de l'Administration des douanes et accises livre de nouvelles tendances concernant le trafic et la consommation de drogues. Il s'avère que les livraisons par courrier express connaissent un grand essor depuis le début de la pandémie. Cela s'accompagne d'une difficulté de retracer le parcours des drogues.

Les chiffres montrent également que les drogues de synthèse et l'usage abusif de médicaments trouvent des débouchés au Luxembourg.

Dès lors, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Quels sont les moyens dont les deux ministres disposent pour faire face et contrecarrer ce nouveau phénomène (livraisons express) ?

- Quelles mesures les ministres comptent-ils prendre pour faire face à l'utilisation abusive croissante de certains médicaments ?

- Les ministres supposent-ils que les développements décrits ci-dessus concernant la consommation et le transport de drogues sont des phénomènes plutôt temporaires ou plutôt de longue durée ? Ces phénomènes sont-ils observés dans les autres États membres européens ? Dans l'affirmative, comment ces derniers abordent-ils cette problématique récente ? Existe-t-il une concertation et collaboration européenne à ce niveau ?

Réponse commune (16.03.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

L'environnement de dédouanement électronique, couvrant également les envois postaux et express, permet à l'Administration des douanes et accises (ci-après ADA) de répondre aux exigences légales du code des douanes de l'Union en matière de gestion des risques et de contrôles douaniers. Ces dispositions prévoient entre autres l'application systématique d'une analyse de risque électronique à l'égard des déclarations soumises dans les systèmes douaniers, dans le but de détecter les cargaisons présentant un risque (y compris en matière de stupéfiants de tous genres, de médicaments et d'autres produits sensibles) et de soumettre celles-ci aux contrôles douaniers. Au niveau des contrôles physiques, l'ADA dispose de moyens tels que des scanners et des chiens dépisteurs.

En ce qui concerne les envois de drogues liés à des commandes à distance les destinataires déterminés lors d'enquêtes judiciaires sont dénoncés en justice.

Concernant les envois de médicaments liés à des commandes à distance, l'ADA coopère étroitement avec la Direction de la santé, division de la pharmacie et des médicaments. Les envois de médicaments non admis interceptés sont renvoyés à l'expéditeur ou détruits. En cas d'importation irrégulière de médicaments psychotropes, des enquêtes judiciaires sont menées et les destinataires déterminés sont dénoncés en justice. Pour les trois dernières années, le trafic et/ou la consommation des produits médicamenteux n'ont pu être constatés que de façon marginale dans les affaires judiciaires confiées à la Police grand-ducale.

Dans le cadre de la gestion des risques et des contrôles en matière douanière, la Commission européenne a mis en place un système informatique sécurisé commun permettant un échange systématique des informations sur les risques liés aux mouvements des marchandises entre les autorités douanières des États membres et la Commission.

Les informations pertinentes sont utilisées par l'ADA à des fins de ciblage électronique dans le système de dédouanement national. L'ADA est représentée dans différents groupes et projets de coopération internationale en matière de lutte contre le trafic de drogues, dont notamment le « groupe Pompidou », le « Benelux Senn Post » et le « Global Rapid Interdiction of Dangerous Substances ».

L'ADA utilise, entre autres, la plateforme IONICS, mise à disposition et gérée par l'Organe international de contrôle des stupéfiants, laquelle regroupe et surveille toutes les saisies de nouvelles substances psychoactives.

Question 5741 (11.02.2022) de **Mme Francine Cloesener** (LSAP) concernant les « **Digital sciences** » dans l'enseignement secondaire :

Zanter der Rentrée 2021/2022 gëtt an engem Pilotprojet an 18 Lycéeën zu Lëtzebuerg d'Fach „digital sciences“ enseignéiert. Am Kader vun der Strategie „einfach digital“ soll de Schüler op 7^e d'Digitalisation via fënnef grouss Thematiken méi no bruecht ginn. Vun der Rentrée 2022/2023 un soll dëst Fach an all Lycée ugebueden ginn, an derniewent och eng Pilotphas op 6^e lancéiert ginn.

An deem Zesammenhang wëll ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi fält, no engem Semester, de Bilan vun der Pilotphas vum Fach „digital sciences“ aus? Gëtt un der Agenda festgehalen, fir dëse Cours vun der nächster Rentrée u flächendeckend unzebidden?

2. Wéi eng Lycéeën wäerten un der Pilotphas fir d'6^e deelhuelen?

3. An der Ëmsetzung vun dem Fach „digital sciences“ gouf de Lycéeën eng gewëss Flexibilitéit zougestane; esou konnte si zum Beispill iwwert d'Fach decidéieren, op deem seng Käschten dës nei Disziplinn ugebuede gëtt. Wéi hu sech déi verschidde Lycéeën hei entscheet?

4. „Digital sciences“ konnt vu ganz verschiddenen Enseignantë gehale ginn, vum Sprooch- bis zum

Artistiquesprofessor. Wéi fält hei de Bilan aus? Wéi ee weider un deem Wee festhalen, oder verstärkt op beispillsweis Informatiker setzen? Wéi ginn déi interesséiert Enseignanten op dëst Fach virbereet?

5. Gëtt de Cours a sengem zweete Joer adaptéiert oder tel quel un deem aus der Pilotphas festgehalten?

6. Via dëst neit Fach ass och eng „initiation au vocabulaire anglais“ virgesi gewiescht - huet de Ministère heizou schon e Fazit gezunn?

7. Wéi eng spezifesch Kompetenzentwécklung gëtt mam Fach „digital sciences“ envisagéiert?

Réponse (15.03.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Dat neit Fach Digital sciences gouf am September 2021 an 18 Lycéeën zu Lëtzebuerg agefouert. Zanterhier goufe wäertvoll Erfarunge souwuel op Schüler- a Schülerinnesäit wéi och beim Léierpersonal gemaach. D'Reckmeldunge sinn zu engem groussen Deel ganz positiv, méi kritesch Téin ginn awer och gelauschert a fléissen an d'Iwwerschaffe vum Fach an, en vue vun der flächendeckender Aféierung bei der nächster Rentrée. Am Moment gëtt mat deem Zil e Sondage duerchgefouert, deen awer aus verständleche Grënn nach net ofgeschloss ass.

ad 1. Nom éischte Semester ass ee Sondage ënnert den Enseignantë lancéiert gi fir ze kucken, ob a wou eventuell Adaptatioune musse gemaach ginn. D'Resultater leien nach net vir. D'Agenda fir eng flächendeckend Aféierung gëtt respektéiert.

ad 2. All déi 18 Lycéeën, déi dëst Joer op de Septièmesklassen um Pilotprojet deelhuefen, wäerten och op der 6^e Pilotklassen ubidden.

ad 3. D'Lycéeën hunn an dësem Punkt am Kader vun hirer Autonomie ganz ënnerschiddlech gehandelt. De genaue Bilan heivu kann eréischt nom Ofschluss vum Sondage gemaach ginn.

ad 4. Weiderhi kënnen Enseignantë souwuel aus de Sciences naturelles wéi aus de Sciences humaines dat Fach halen. Déi interesséiert Persounen kréien eng komplett Weiterbildung iwwert den IFEN ugebueden (12 Stonnen) an hunn Accès zu enger nationaler Plattform, wou si eng Hëllefstellung vum Aarbechtsgrupp kréien.

ad 5. Och dës Fro kann eréischt no der Auswärtung vum Sondage definitiv beäntwert ginn. Do, wou sech erausstellt, datt Upassungen néideg sinn, wäerten dës vum Aarbechtsgrupp virgeholl ginn.

ad 6. Och dës Fro kann eréischt no der Auswärtung vum Sondage beäntwert ginn.

ad 7. Mam Fach Digital sciences gi Mediekompetenze gefërdert, andeems Wëssen, Savoir-faire a Savoir-être mat, duerch an iwwert d'Medien enseignéiert ginn. D'Schülerinnen an d'Schüler léieren, déi digital Welt, hir Outillen, hiert Netzwierk an hire Fonctionnement kennen, andeems se Liene mat hirem aldeegleche Liewe maachen.

Et gi sechs Beräicher iwwer dräi Joer thematiséiert:

- Meng digital Welt an ech
- De www, säin Netzwierk an ech
- Do you speak Informatik? Meng Sprooch, hir Sprooch
- D'Spill - analog an digital, eleng oder zesummen, ee ganze Programm
- De Roboter, Partner am gudden an am schlechte Sënn
- Eng Maschinn méi schlau wéi ech, gëtt et dat?

D'Kompetenzentwécklung am Fach respektéiert de Lëtzebuurger Mediekompass - Cadre de référence de l'éducation aux et par les médias - a fërdert déi fënnef opgelëschte Kompetenzberäicher (<https://www.edumedia.lu/medienkompass/medienkompass/>).

Question 5745 (11.02.2022) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant l'analyse de la durabilité de la place financière :

Comme prévu par la Luxembourg Sustainable Finance Strategy présentée en février 2021, une étude PACTA (« Paris Agreement Capital Transition Assessment ») devrait être réalisée en 2021 pour la place financière luxembourgeoise. Selon un article de presse, cette analyse a bel et bien été effectuée entre juin et octobre 2021.

L'outil PACTA permet de mesurer l'alignement de portefeuilles d'investissement sur les objectifs de l'Accord de Paris, à savoir contenir l'augmentation de la température moyenne de la planète « nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels » tout en « poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C ».

Il s'agit donc d'un outil qui permet aussi de mesurer l'exposition de la place financière aux risques climatiques et d'identifier l'avancement du développement de la finance durable au Luxembourg.

Notons que d'autres pays ont déjà publié les résultats de leur analyse PACTA, dont notamment la Suisse et l'Autriche.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre des Finances :

1) L'étude PACTA a-t-elle en effet été effectuée en 2021, comme prévu par la Luxembourg Sustainable Finance Strategy ?

2) Dans la négative, pourquoi n'a-t-elle pas été menée et endéans quel délai est-il prévu de l'effectuer ?

3) Dans l'affirmative, quels en sont les résultats et enseignements principaux ? Quand Madame la Ministre entend-elle publier les résultats de l'analyse ?

Réponse commune (15.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

La Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) a bien effectué, en 2021, un exercice tel que prévu dans le cadre du Paris Agreement Capital Transition Assessment (PACTA).

La participation à cette étude était gratuite, facultative, anonyme, ouverte à toute institution financière basée au Luxembourg et était coordonnée par la LSFI, en partenariat avec le 2^e Investing Initiative (2DII), un groupe de réflexion (think tank) indépendant et sans but lucratif qui s'efforce d'aligner les marchés financiers et les réglementations sur les objectifs du PACTA. La 2DII a ainsi offert un soutien pratique et un support technique aux participants, tout au long de l'exercice.

En tant que membres du conseil d'administration de la LSFI, le Ministère des Finances et le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ont pu suivre le déroulement de cet exercice.

L'étude PACTA comprenait deux volets :

- 1) PACTA for banks : une analyse - à réaliser par les banques, des portefeuilles de crédits ; et
- 2) PACTA for investors : une analyse - ouverte à toute institution financière (banque, fonds d'investissement, société d'assurance, etc.), des portefeuilles d'investissements.

Les deux volets de l'étude ont été lancés au Luxembourg le 29 juin 2021 auprès de l'ensemble des acteurs du secteur financier. La première analyse (PACTA for banks) a été clôturée le 15 décembre 2021 et la seconde (PACTA for investors) le 15 février 2022.

Pour cette première session, l'objectif principal était avant tout de sensibiliser les acteurs à l'exposition de leurs institutions aux risques climatiques induits par le changement climatique. La méthodologie PACTA élaborée pour ce faire, permet de mesurer l'alignement de portefeuilles d'investissements ou de crédits à des scénarios de transition énergétique.

Les institutions participantes sont libres de rendre publics les résultats de leurs analyses ou de les utiliser pour l'élaboration d'un rapport portant sur leurs performances extra-financières.

Toutefois, la Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) publiera un rapport plus général au cours de l'année 2022.

Ce rapport contiendra les résultats d'un sondage (encore en cours) réalisé auprès des institutions participantes et devrait contenir, entre autres :

- le retour d'expérience de ces institutions ;
- les réflexions pratiques sur la mise en œuvre pratique de l'analyse suivant la méthodologie PACTA ; et
- des pistes proposées pour élaborer une stratégie plus globale de durabilité au vu des défis et opportunités qu'une telle stratégie représente.

Enfin, tout au long de l'année 2022, un groupe de travail spécial se penchera davantage encore sur la question de la mesure climatique du secteur financier et continuera l'analyse de cette thématique, grâce au mandat qu'a reçu la LSFI pour approfondir cette question d'envergure. L'ambition étant de pouvoir proposer des exercices similaires à l'avenir, en explorant éventuellement des méthodologies alternatives ou complémentaires à la méthodologie PACTA.

Question 5748 (11.02.2022) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **taux d'intérêts et frais de banque** :

Am Artikel „Das Auf und Ab der Zinsen“, deen den 11. Februar am „Lëtzebuurger Wort“ publizéiert gouf, heescht et, datt am Ëmfeld vun den internationale Kapitalmarchéen déi allgemeng Erwaardung zouhëlt, datt d'Zënsen während den nächste Méint nees wäerte klammen. Vusäite vun de Lëtzebuurger Banken, dorënner och Eenzeler, déi ënnert der Form

vun engem Établissement public constituéiert sinn, heescht et awer, datt d'Clients an den nächste Méint weeder mat méi héijen Zënsen um Spuerbuch nach mat méi niddrege Fraisen um Compte courant rechne sollten. D'Zënsen fir Prêten, zum Beispill op Immobilien, kéinten dogéint klammen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Finanzminister gär dës Fro stellen:

- Kann d'Madamm Finanzminister matdeelen, wu wéi engem Zësniveau un déi lëtzebuergesch Bankeclienten, hirer Analys no, nees mat méi niddrege Fraisen a méi héijen oder op d'mannst onofhängeg vun der Héicht vum Verméige wäertneutralen Zënsen op hiren Erspuernesser sollte rechne kënnen?

Réponse (15.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

Et ass net un der Regierung, fir sech iwwert d'Zënsopolitik vun de Banken, déi eng Konsequenz vun der Zënsopolitik vun der Europäescher Zentralbank ass, ze prononcéieren.

Generell steet et all Bank fräi, hir kommerziell Politik, an domadder och hir Fraisen, am Kader vun der applikabler Reglementatioun, an d'Zënsen, déi se ubitt, selwer festzleeën. Hei spillt de Prinzip vun der fräier Konkurrenz, an déi sech d'Regierung net amëscht.

Question 5749 (11.02.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **flotte automobile de la Police grand-ducale** :

„L'essentiel“ huet de 4. Februar 2022 geschriwwen, dass d'Police grand-ducale 96 nei dieselgedriwwen Dëngschtwen vum Modell Ford S-Max kaf huet. Dës Acquisitioun soll 4,96 Milliounen Euro kascht hunn, woubäi de järeche Budget fir d'Erneuerung vun der Policeflott bei 5,3 Milliounen Euro leie soll.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

1. Entsprechen dës Acquisitiounen dem Minister senger Virstellung vun der zukünftiger ökologescher Entwécklung vun der Policeflott?

2. Wat fir zousätzlech Optioune fir d'Autoe goufe beim Fournisseur bestallt?

3. Bei wéi vill Liter pro 100 Kilometer läit de Verbrauch pro voll equipéierte Ford S-Max?

4. Wéi vill CO₂ gëtt duerch dës Erneuerung zousätzlech pro Joer ausgestouss?

5. Ass scho gewosst, a wat fir Projeten déi reschtlech 660.000 Euro investéiert wäerte ginn?

6. Wéi vill Policebüroer gëtt et am Land a wéi vill dovou sinn equipéiert, fir en elektreschen Dëngschtwon kënnen ze lueden?

Réponse (08.03.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. - 6. D'Police an de Minister fir bannenzeg Sécherheet si beméit, fir den ekologeschen Impakt vun der Police ze minimiséieren. Dowéinst gräift d'Police och zum Deel op d'„mobilité électrique“ zereck, dëst awer primär fir administrativ Zwecker. Aktuell si ronn 30 % vun de Kommissariater mat Elektroboren equipéiert. Wéi schon an anere parlamentaresche Froen erwänt, ginn d'Ufuerderunge vun der Police bei Interventiounen haut nach net vun der „mobilité électrique“ erfëllt. D'Police suivéiert deementspriedend d'Evolution vum Marché, fir an Zukunft nach méi nohalteg agéieren ze kënnen.

Och d'Soumissioun vun 2021 erlaabt et der Police, hiren CO₂-Ausstouss ze reduzéieren. An den nächste véier Joer ginn heiduerch 96 al Gefierer (Euro-5-Norm) mat Neien (Euro-6-Norm) ersat. Bei den neie Gefierer ass den CO₂-Ausstouss méi niddereg wéi bei deenen Alen. D'Soumissioun gesäit vir, dass 96 Gefierer iwwert en Zäitraum vu véier Joer geliwwert gi fir e Gesamtmontant vu 4.960.000 € TTC, respektiv jeeeweils 24 Gefierer fir 1.240.000 € TTC pro Joer.

Am Prinzip bestell d'Police keng zousätzlech Optioune bei de Fournisseuren. All déi fir de Police-Asaz erfuereleche Equipementer ginn am Virfeld am Cahier des charges festgeluecht. Sämtlech Equipementer si sécherheetsrelevant respektiv Standard-equipementer, déi all vun der Police gezeechent Gefierer mussen hunn.

Question 5751 (11.02.2022) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** (*CSV*) concernant le **vaccin Novavax** :

D'Madamm Gesondheetsministesch huet de 4. Februar 2022 op der Pressekonferenz matgedeelt, datt den 21. Februar 9.000 Dosissen Novavax erwaart ginn, a weider 30.000 Dosissen bis Enn Mäerz.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung eis informéieren, wéi eng Persounen dësen Impfstoff kréien? Wat ass hei d'Straategie? Dierfen d'Leit wielen?

Réponse commune (15.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

De Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) huet an sengem Avis vum 25. Februar 2022 spezifizéiert, a wéi enge Fäll de Covid-19-Impfstoff vun Novavax recommandéiert ass. Dësen Avis ass ënnert follgendem Link nozeliesen:

<https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/covid-19/covid-19-annexes/CSMI-recommandation-Nuvaxovid-2022025.pdf>

D'Regierung huet d'Recommandatioune vum CSMI an senger Impfstategie rondrëm den Impfstoff vun Novavax esou iwwerholl.

Question 5752 (11.02.2022) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** (*CSV*) concernant la **délinquance juvénile en bande** :

Il nous revient que depuis un certain temps, la police est confrontée au phénomène de jeunes commettant des infractions en bande, e. a. des vols avec violences. Il n'est point besoin de rappeler le sentiment d'insécurité que ressentent nos concitoyens en proie à de tels agissements et le dommage qui est causé aux victimes de telles infractions.

S'y ajoute qu'en l'absence d'un changement du cadre légal voire d'une adaptation des structures d'accueil pour ces jeunes démunis, il est difficile de leur apporter la protection dont ils ont pourtant besoin.

Une solution plus durable serait en tout état de cause le démantèlement des réseaux à l'origine de la traite de ces jeunes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Combien d'interpellations de mineurs auxquels il est reproché d'avoir commis des infractions pénales en public ont été relevées par la police ces derniers mois ? Comparé aux années précédentes, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils constater une recrudescence de ce phénomène ?

2) Quelles solutions à court terme le Gouvernement envisage-t-il pour endiguer ce phénomène ?

3) Sachant que ces jeunes, souvent victimes de traite des êtres humains, ont besoin de protection, comment le Gouvernement organise-t-il leur prise en charge aussi dans le but de prévenir la commission d'infractions nouvelles ?

4) Ne faudrait-il pas doubler d'efforts afin de démanteler les réseaux criminels derrière cette traite ? Comment le Gouvernement voire les autorités de poursuite s'organisent-ils pour y parvenir ? Des changements légaux, réglementaires, voire au niveau opérationnel, sont-ils actuellement discutés ?

Réponse commune (14.03.2022) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Il convient de ne pas faire un amalgame entre la délinquance juvénile, les infractions commises par des mineurs en bande, notamment des vols avec violences, et la traite des mineurs respectivement la vente d'enfants. En effet, des mineurs commettant des infractions en bande ne sont pas nécessairement également victimes de la traite des êtres humains.

À l'heure actuelle, le Grand-Duché ne connaît pas de cas de délinquances commises par des mineurs en bande. Ceci a déjà été thématiqué dans notre réponse à la question élargie n° 76 du 1^{er} février 2021 de l'honorable Député Léon Gloden.

Ensuite, en amont de la question 4, il faut préciser que le profil des auteurs de faits de vols avec violences ne coïncide souvent pas avec le fait que l'auteur soit mineur. Ceci a déjà été thématiqué dans notre réponse à la question parlementaire n° 4211 du 4 mai 2021 de l'honorable Député Fred Keup.

ad 1) Les bases de données policières ne permettent pas de déterminer si une infraction revêt un caractère public ou non. Néanmoins, afin de fournir une réponse adaptée à la question des honorables Députés, la Police grand-ducale a procédé à une analyse des statistiques de vols avec violences avec menaces et/ou armes commis par des mineurs.

La police a ensuite comparé le nombre d'auteurs mineurs identifiés de vols avec violences avec menaces et/ou armes et ce pour les trois dernières années, afin d'obtenir des données significatives et fiables.

De cette analyse, il apparaît que le nombre total d'auteurs mineurs identifiés a augmenté de 50 % en 2021 par rapport à 2019. Il faut cependant aussi considérer que le nombre d'auteurs majeurs identifiés pour le même type d'infractions a également augmenté de 48 % durant la même période.

Au vu de ces chiffres, il est indéniable que le nombre d'auteurs mineurs est en recrudescence, hormis pour l'année 2020, pendant laquelle, en raison des différentes mesures appliquées afin d'endiguer la pandémie de Covid-19 (état d'urgence, couvre-feu, etc.), il y a eu nettement moins d'infractions de ce type.

ad 2) Nonobstant le fait qu'une partie de ces infractions soient commises par des mineurs, il s'agit tout d'abord d'une question d'ordre public. Comme expliqué en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 5684 du 4 février 2022 de l'honorable Député Fernand Kartheiser, une des prérogatives de la réforme de 2018 de la police consiste à permettre à la police d'adapter continuellement et rapidement ses dispositifs et mesures, afin d'endiguer le plus rapidement possible tout phénomène ayant un impact sur l'ordre public.

Par ailleurs, depuis janvier 2022, les unités de police devant supporter une charge de travail plus conséquente par rapport à la moyenne, ont été renforcées en personnel.

Bien qu'il ne constitue pas une solution à court terme, il convient également de mentionner l'avant-projet de loi portant introduction d'un droit pénal pour mineurs, en cours d'élaboration, lequel prévoit une véritable procédure pénale adaptée aux mineurs ayant commis une infraction pénale ainsi que différentes sanctions et mesures accordant une place importante à la resocialisation et à l'éducation du mineur.

ad 3) Si le mineur en question est identifié par les autorités policières et judiciaires comme victime de la traite des êtres humains, quel que soit notamment son sexe, son âge et son origine, il a droit à une assistance soutenant son rétablissement physique, psychique et social. La prise en charge psychosociale des victimes, majeures et mineures, est assurée par le nouvel espace commun d'assistance « Infotraite », mis en place par le Service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains (SAVTEH) et le Centre Ozanam - traite des êtres humains (COTEH) conventionnés avec le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

La prise en charge globale des victimes vise, à part la stabilisation psycho-sociale de la victime, aussi l'accompagnement des personnes concernées dans leurs démarches administratives et le développement d'un projet de vie favorisant leur intégration sociale. Dans le cas de victimes mineures, cette assistance est étroitement coordonnée avec les responsables des structures d'accueil pour mineurs chargés du logement des victimes et de leur encadrement quotidien.

Une telle prise en charge complète favorise leur intégration sociétale et peut ainsi aider à prévenir que ces jeunes retombent dans leurs anciens travers et qu'ils rejoignent des réseaux criminels.

Même lorsqu'un mineur n'est pas formellement identifié comme victime de la traite des êtres humains mais a néanmoins besoin de protection, il peut bénéficier de l'assistance des services d'aide et de soutien généraux.

Si une procédure judiciaire est ouverte auprès du tribunal de la jeunesse, des placements dans des institutions adéquates peuvent également être ordonnés.

ad 4) Hormis un dossier en relation avec la traite des humains et dont la synthèse vient d'être transmise aux autorités judiciaires, la police n'a à l'heure actuelle pas connaissance de tels agissements sur le territoire national. La police ne dispose donc pas d'éléments permettant d'affirmer que des délinquants mineurs soient systématiquement victimes de traite des humains.

Il convient de mentionner qu'en ce qui concerne de manière générale la lutte contre la traite des êtres humains, le démantèlement des réseaux criminels est l'une des préoccupations premières du Luxembourg.

Question 5753 (11.02.2022) de **Mmes Nathalie Oberweis et Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*) concernant l'instance de conciliation indépendante pour le secteur de la santé et des soins :

Conformément à ce qui est prévu par la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, un « Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé » a été instauré. Cependant, ce service important par ailleurs qui est un service étatique indépendant ne remplit pas la fonction qu'on prête à une instance de conciliation neutre saisissable pour des litiges entre prestataires de santé et patient.e.s qui per-

mette d'éviter le parcours plus long et laborieux qui constitue la médiation à l'heure actuelle, ceci grâce à une collaboration avec une chambre d'experts.

En effet, avant de porter plainte, le patient peut faire appel au Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé, muni des preuves permettant de statuer le tort qui lui aurait été fait. Si le médiateur de la santé ne parvient pas à une solution à l'amiable entre les partis opposés, le patient peut porter sa plainte alternativement devant le directeur de la santé, le Collège médical et/ou la Commission de surveillance auprès de la caisse nationale de santé. Il peut aussi agir en justice devant les juridictions sociales contre toute décision prise par les organismes de la sécurité sociale. En toute dernière instance, s'il ne se satisfait pas des décisions des tribunaux sociaux, son affaire est portée devant la Cour de cassation.

Or, comme nous l'avons indiqué plus haut, une instance de conciliation indépendante aura pour objectif d'éviter ce parcours laborieux et d'empêcher à tout prix le passage du litige devant les tribunaux de justice. Une tentative de création d'une telle instance avait été ébauchée en 2005 dans le cadre d'un groupe de travail réunissant entre autres le Ministère de la Santé, le Collège médical et la Patiente Verriedung. Il se trouve que ce projet n'a jamais abouti, notamment faute d'un accord entre les différents acteurs du domaine de la santé sur la conception et le fonctionnement de la Commission de conciliation.

En l'occurrence, une telle instance existe depuis 40 ans en Allemagne. Il s'agit des « Gutachterkommissionen und Schlichtungsstellen bei den Ärztekammern ». Le Code civil allemand définit également la nature d'une erreur de diagnostic et le droit du patient de faire vérifier le diagnostic par la Schlichtungsstelle (Bürgerliches Gesetzbuch (BGB) § 630h Beweislast bei Haftung für Behandlungs- und Aufklärungsfehler).

Actuellement, au Luxembourg il n'existe pas de définition légale d'une erreur de diagnostic, comme Madame la Ministre nous l'a indiqué dans sa réponse à ma question parlementaire n° 4639. Ceci nous semble toujours problématique, car dans le contexte d'un litige opposant le patient au prestataire de soins, le patient estimant qu'il a été victime d'une erreur thérapeutique et/ou de diagnostic ne pourrait guère obtenir droit de cause, si une définition de l'erreur fait défaut. Par ailleurs, une déclaration d'un aléa thérapeutique par le prestataire pourrait suffire pour lever le litige, excluant toute possibilité d'erreur de diagnostic et/ou médicale.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils prêts à reprendre les travaux en vertu de la création d'une instance de conciliation qui s'appuie sur des définitions claires de l'erreur thérapeutique et de diagnostic ?

2) Dans la négative, pourriez-vous nous expliquer votre positionnement ?

3) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous dire si les plaintes déposées auprès des responsables receveurs de plaintes dans les hôpitaux publics, ainsi qu'auprès du médiateur de la santé et des juridictions sociales, sont régulièrement soumises à une évaluation et comptabilisation annuelle ? Ces données sont-elles regroupées et centralisées auprès du Ministère de la Santé ?

4) Dans la négative, une telle démarche est-elle envisageable par Madame et Monsieur les Ministres, notamment afin d'identifier d'éventuels abus chez les prestataires de soins et pour mieux adapter les services de soins et de santé aux impératifs de qualité de la santé publique et de protection du patient ?

5) Dans l'affirmative à notre troisième question, pourriez-vous nous détailler pour chaque hôpital public disposant d'un service de réception de plaintes :

- le nombre total de plaintes déposées chaque année au cours des cinq dernières années ;
- le motif des plaintes les plus fréquemment déposées chaque année au cours des cinq dernières années.

6) De même, si vous disposez des données en question, veuillez nous renseigner pour le médiateur de la santé sur :

- le nombre total de plaintes déposées chaque année au cours des cinq dernières années ;
- le motif des plaintes les plus fréquemment déposées chaque année au cours des cinq dernières années.

7) Toujours dans l'affirmative à notre troisième question, pourriez-vous nous indiquer pour les juridictions sociales :

- le nombre total de plaintes déposées chaque année au cours des cinq dernières années ;

- le motif des plaintes les plus fréquemment déposées chaque année au cours des cinq dernières années.

8) Sur le total des plaintes réceptionnées chaque année, combien sont déclarées recevables et combien sont déclarées sans suite ?

9) Enfin, nous aimerions savoir quelles sont les sanctions encourues le plus fréquemment par les prestataires de santé ? Combien de sanctions envers des prestataires de soins et de santé ont été prononcées chaque année au cours des cinq dernières années ?

10) Les hôpitaux sont-ils contraints de rendre publiquement compte de ces plaintes et de leurs motifs ainsi que des jugements les concernant ?

Réponse commune (15.03.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale** :

ad 1) + 2) Les recours portés devant le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé (CNS) ou la Commission de surveillance en matière d'assurance maladie concernent principalement des litiges relatifs aux taux et tarifs. Il s'agit entre autres de litiges concernant le non-remboursement par la CNS de certaines prestations, les tarifs en application des nomenclatures ou des conventions ou le dépassement de tarifs par un prestataire.

Partant, des recours concernant une erreur thérapeutique ou de diagnostic ne peuvent pas être portés devant le conseil d'administration de la CNS ou la Commission de surveillance. En outre, la Commission de surveillance est une institution indépendante qui est instituée auprès du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale. Elle n'est pas rattachée à la Caisse nationale de santé.

En ce qui concerne la proposition des honorables Députés, les ministres se permettent de renvoyer à la réponse qu'ils ont donné à la question parlementaire n° 5627 concernant l'état d'avancement des travaux sur un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique.

ad 3) Le Ministère de la Santé traite les plaintes, doléances et réclamations émanant de patients ou de leur entourage et qui concernent le fonctionnement d'un service hospitalier ou la prise en charge d'un médecin exerçant en milieu hospitalier et qui ont été adressées directement au Ministère de la Santé. La majorité des plaintes traitées par le ministre parvient directement au Ministère de la Santé. Dans certains cas, le plaignant s'adresse à l'établissement hospitalier en cause et envoie une copie de son courrier pour information au Ministère de la Santé.

Le Ministère de la Santé n'a pas connaissance des plaintes qui sont uniquement envoyées aux hôpitaux.

Le Ministère de la Santé tient un relevé annuel des plaintes qui lui sont parvenues et qui fait état de la nature, du motif et de l'objet de la réclamation et qui renseigne sur la suite y réservée. Il est procédé à une classification des plaintes selon leur degré de gravité en distinguant entre les catégories suivantes :

- Catégorie 1 : Décès, cas graves et événements indésirables.
- Catégorie 2 : Déficience du système de santé (manquement général ou fonctionnement défectueux d'un service hospitalier).
- Catégorie 3 : Organisation interne, délai et prise en charge par les médecins et professionnels de santé, etc.

La quasi-totalité des plaintes, en moyenne 50 par an, relève de la catégorie 3. De 2017 à 2021, le ministère a été saisi de trois cas de la catégorie 2 et de trois cas de la catégorie 1.

Les plaintes de la troisième catégorie ont souvent comme objet le délai d'attente pour un examen en plateau médico-technique ou à un service d'urgences. En 2020 et 2021, les doléances portaient majoritairement sur la déprogrammation d'interventions chirurgicales dues au Covid-19 et les restrictions de visites y relatives.

ad 4) En sus des éléments précités, la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient prévoit que le service du médiateur de la santé établit un bilan de son activité au sein de son rapport d'activité. Ce rapport comporte des chiffres, reprend les principales difficultés rencontrées et peut contenir des recommandations. Les rapports sont disponibles en ligne (www.mediateursante.lu).

Le service du médiateur de la santé vient de dresser le bilan chiffré de l'année 2021 en vue de la rédaction de son rapport d'activité 2021. Il a revu à cette occasion la façon de recenser et de présenter ses activités au sein du rapport annuel et entend poursuivre ses réflexions afin de mettre à l'avenir à disposition des informations à la fois plus lisibles et plus détaillées.

ad 5) Le nombre des plaintes déposées chaque année varie par hôpital entre 100 et 350 par an. D'une manière générale, il peut être constaté que leur

nombre a constamment augmenté depuis 2017, ce qui est toutefois peu surprenant au vu de l'évolution de l'activité qui s'accroît également d'une manière plus ou moins constante, sauf pour les années 2020 et 2021 où les chiffres ont diminué en raison de la déprogrammation liée au Covid-19.

Le motif des plaintes les plus fréquemment déposées sont :

- la communication et la relation avec un professionnel de santé ;
- le délai de prise en charge ;
- l'organisation de la prise de RDV ;
- les conditions d'accès/de visites/de permission en période Covid-19.

ad 6) Il y a lieu de distinguer les sollicitations dans le cadre de la mission d'information et d'accès au droit du service de sa mission de médiation. À titre d'exemple, en 2021, le service a été sollicité environ 130 fois par e-mail dans le cadre de sa mission d'information et d'accès au droit. Il s'ajoute à cela les demandes d'information par téléphone qui n'ont pas été recensées.

Concernant le volet médiation et plainte, le service du médiateur de la santé a réceptionné 107 demandes en 2017, 125 en 2018, 131 en 2019, 101 en 2020 et 114 en 2021, soit 578 dossiers sur cinq ans.

La demande initiale provient en règle générale du patient, parfois du prestataire ou est faite ensemble par les parties au différend. Dans plus de 90 % de ces 578 dossiers, il y a un (ou plusieurs) entretien(s) préalable(s) avec au moins une des parties (patient ou prestataire).

Cette phase d'échange préalable (prémédiation) permet d'être à l'écoute, de discuter le contexte de la plainte/demande de médiation, d'entendre les attentes, d'expliquer le fonctionnement de la médiation et, le cas échéant, de guider vers d'autres voies.

Après cette phase, les patients se sentent souvent mieux écoutés, informés et apaisés. Ils décident alors parfois de ne pas poursuivre avec leur réclamation, respectivement plainte, ou de rechercher dans un premier temps le dialogue direct avec le professionnel de santé. Parfois le patient se rend compte qu'il cherche plutôt une instance de jugement ou de sanction, dans ce cas le service informe sur les instances compétentes. Dans d'autres cas le patient est réorienté vers une autre instance compétente, notamment l'Ombudsman.

Ainsi, pour l'année 2021, sur les 114 dossiers ouverts, 38 dossiers ont abouti à un processus de médiation directe (6 dossiers) ou indirecte (32 dossiers). 20 de ces dossiers concernaient une prise en charge en milieu hospitalier. Un accord a été trouvé dans 19 des 38 dossiers (15 accords et 4 accords partiels). Il y a eu absence d'accord dans 13 dossiers. 6 dossiers restaient en cours.

Sur les 578 dossiers de la période 2017-2021, environ 40 % concernent le milieu hospitalier, 35 % l'activité médicale en milieu extrahospitalier (dont plus de 75 % la médecine dentaire) et 25 % d'autres difficultés (long séjour, laboratoire, kinésithérapie, pharmacie, etc.).

Le service du médiateur de la santé ne dispose pas de données chiffrées sur les motifs des plaintes. Il convient de souligner qu'une plainte résulte fréquemment d'un ensemble d'éléments et de motivations.

La dimension humaine de la relation de soins est le plus souvent au cœur de la plainte. Le motif premier des sollicitations concerne des difficultés de communication, de comportement et d'association du patient à la prise en charge : respect mutuel et comportement humain ; temps d'écoute et d'échange ; information sur l'état de santé ; prise de décision/consentement ; etc.

La qualité technique de la prise en charge (respect des bonnes pratiques et des données acquises de la science) vient en second lieu, fréquemment associée à une difficulté au niveau humain. La qualité technique constitue la raison principale des plaintes au niveau de la médecine dentaire.

La troisième raison la plus fréquente de saisir le service du médiateur de la santé concerne des difficultés d'accès au dossier patient (refus / lenteur à remettre un dossier patient ; dossier incomplet ; difficulté à connaître ou à joindre le détenteur actuel du dossier patient).

Ensuite, viennent un nombre d'autres motifs de plainte. En 2021, le service a noté un nombre accru de plaintes et de demandes d'informations en rapport avec l'application par les prestataires des dispositions régissant la prise en charge financière des actes (accord préalable non demandé en temps utile ; dépassements des tarifs officiels ; convenances personnelles ; etc.).

ad 7) Le conseil d'administration de la CNS, la Commission de surveillance et les juridictions sociales ne sont pas compétentes pour trancher les litiges relatifs aux erreurs thérapeutiques ou de diagnostic.

ad 8) Le Ministère de la Santé traite en général toutes les plaintes qui lui parviennent, soit par une réponse informative, soit en demandant de plus amples renseignements auprès de l'hôpital ou du médecin concerné. Les réclamations qui se rapportent plutôt à la prise en charge par un médecin agréé ou qui ont trait à des sujets de déontologie sont transmises au Collège médical pour prise de position. Enfin, les courriers soulevant des questions relatives aux droits et devoirs des patients sont en principe transmis au Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé.

Les hôpitaux ont déclaré que toutes les plaintes reçues ont été recevables et ont donné lieu à une réponse.

ad 9) Les juridictions compétentes rendent public les jugements respectifs.

ad 10) La loi hospitalière de 2018 impose en son article 40 que dans chaque établissement hospitalier, l'organisme gestionnaire doit mettre en place un mécanisme de traitement et de ventilation des suggestions, doléances et plaintes lui adressées. Cependant, l'établissement n'est pas tenu de rendre le nombre de plaintes public.

Question 5754 (11.02.2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*) concernant l'**allocation de vie chère** :

Le règlement du Gouvernement en conseil du 8 novembre 2019 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2020, prévoit un délai d'introduction des demandes pour l'obtention de l'allocation de vie chère (AVC) qui s'étend entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 septembre 2020. Ce délai a également été reconduit pour l'année 2021 ainsi que pour l'année 2022.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Combien de demandes d'AVC ont été enregistrées respectivement en 2020, 2021 ?

2) Pour toutes les années successives de 2020 à 2021, combien de demandes ont été introduites une fois ce délai dépassé ?

3) Combien de demandes ont été refusées pour dépassement de ce délai ?

4) Madame la Ministre est-elle prête à annuler les délais d'introduction des demandes pour l'allocation de vie chère pour les prochaines années à venir ? Dans la négative veuillez expliquer votre décision ?

Le règlement du Gouvernement en conseil du 19 novembre 2021 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2022 prévoit une augmentation de l'allocation de vie chère à hauteur de 200 euros. Cependant le règlement en question ne prévoit pas d'augmenter les limites de revenu afin d'élargir le groupe des communautés domestiques éligibles pour ladite allocation. Ces limites se situent actuellement autour de 2.259 euros par mois pour une personne seule, plus 1.129 euros pour la deuxième personne, dans la mesure où le règlement en question détermine le revenu annuel global à ne pas dépasser pour une personne seule à 3.168 euros et en considérant la cote d'application actuellement en vigueur.

D'après la simulation du revenu disponible des ménages au Luxembourg, telle qu'elle a été faite dans le cadre d'une étude publiée en février 2022 de l'Observatoire de l'habitat (La Note 30) commanditée par le Gouvernement, le niveau de vie maximum des 20 % des ménages les moins aisés est de 2.236 euros par mois. Il correspond à 2.236 euros de revenu disponible par mois pour un adulte seul et à 2.907 euros de revenu disponible par mois pour un adulte avec un enfant. Ainsi, au moins 1/5 des ménages au Luxembourg serait éligible pour l'obtention de l'allocation de vie chère dans les conditions actuelles.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Quel est le nombre de demandes pour l'obtention de l'AVC introduites depuis le premier janvier 2022 ?

2) Combien de demandes ont été déclarées non éligibles en fonction du revenu en 2020, 2021 et 2022 ?

3) Madame la Ministre peut-elle m'indiquer combien de ménages au total seraient actuellement éligibles en fonction du revenu pour l'obtention de l'allocation de vie chère sans avoir nécessairement fait une demande d'obtention de l'allocation en question ? Dans la négative, Madame la Ministre serait-elle disposée à commanditer une enquête sur le sujet ?

4) Quel est le coût total des dépenses publiques associées à l'allocation de vie chère depuis son introduction ?

Réponse (11.03.2022) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

Concernant le nombre de demandes en vue de l'attribution d'une allocation de vie chère au titre des années 2020 et 2021, le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre de demandes reçues dans les délais, le nombre de demandes reçues hors délai et le nombre de refus pour cause de non-respect du délai.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La majorité des demandes sont introduites au début de l'année et la clôture de dépôt des demandes au 30 septembre permet au FNS de traiter l'ensemble des dossiers endéans l'année pour laquelle l'allocation de vie chère est demandée. Il a aussi été constaté que le taux d'éligibilité des demandes faites en début d'année est plus élevé que celui des demandes faites juste avant la date limite du 30 septembre. En conséquence, une annulation de la date limite d'introduction des demandes n'est actuellement pas à l'ordre du jour.

Concernant le nombre de demandes en obtention d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2022, le FNS a été saisi de 19.673 demandes au 9 mars 2022.

Quant au nombre de demandes refusées en application de l'article 2 (1) c) du règlement du Gouvernement en conseil (dépassement des limites de revenus), celles-ci se répartissent comme suit :

Année 2020 : 4.746 demandes refusées pour dépassement des limites de revenus

Année 2021 : 4.520 demandes refusées pour dépassement des limites de revenus

Année 2022 : 262 demandes refusées pour dépassement des limites de revenus sur les 4.020 demandes traitées au 9 mars 2022

Le FNS n'a pas connaissance du nombre de ménages n'ayant pas recours à l'allocation de vie chère. Une éventuelle étude sur le « non-recours à l'allocation de vie chère » a été évoquée avec l'Inspection de la sécurité sociale.

Le coût annuel de l'allocation de vie chère ainsi que le coût total sont repris dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5755 (11.02.2022) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant les **effets de l'interdiction du glyphosate** :

Glyphosathaltig Planzeschutzmittel sinn zu Lëtzebuerg scho säit dem 1. Januar 2021 verbueden. Schonn dat Joer virdrun hatten 72 Biobauern a 727 konventionell Betriber op de Glyphosat verzicht. Dëse Pestizid baut sech relativ schnell of an ass net méi bei der Recolte vun där jeeeweileger Kultur am selwechte Joer erëmzefannen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Ass no engem Joer Verbuet vum Glyphosat scho feststellen, ob dëst en Afloss huet op eis lokal Biodiversitéit, souwuel wat d'Uewerflächplanzenkulturen ugeet ewéi och am Dréckwaasser?

2. Am Joer 2019/2020 goufe bei fräiwëllegem Verzicht op Glyphosat d'Landschaftsfleegeprimm pro Joer op 30 € / Ha beim Akerland erhéicht, op 50 € / Ha am Wäibau an op 100 € / Ha beim Uebstbau. Wéi vill u Primme goufen an dësem Zäitraum ausbezuelte an op wéi vill Betriber - opgeschlüsselt no deenen eenzele landwirtschaftleche Secteuren - deelen dës sech op?

3. Am Joer 2021 war och eng Primm virgesinn, fir eventuell Ertragsausfäll duerch de Verzicht zu Glyphosat auszegläichen. Kann d'Regierung d'Zomm vun dësen ausbezuelte Primmen oplëschen - och opgeschlüsselt jee no landwirtschaftlechem Secteur?

4. Als Alternativ zum Benotze vum Glyphosat an der Landwirtschaft finanziert de Landwirtschaftsministerium eenzel Fuerschungsprojeten. Kann d'Regierung oplëschen, wéi vill Projeten hei konkret ënnerstëtzt goufen a wéi héich d'Gesamtzomm vun dësen Engagementer war?

5. Goufen am leschte Joer Kontrollen zum Glyphosatverbuet duerchgefouert? Wa jo, wéi eng Erkenntnisser hunn sech aus deene Kontrollen erginn? Kann d'Regierung an deem Kontext opschlüsselen, wéi héich d'Gesamtzomm vun den eventuell ausbezuelte Strofe war?

Réponse commune (15.03.2022) de **M. Claude Haagen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Openthaltszäite vu Schuedstoffter am Grondwaasser kënnen an der Moyenne 20 Joer erreechen.

Openthaltszäite am Stauséi si weesentlech manner laang, mee kënnen awer méi wéi ee Joer erreechen. Dofir ass eng signifikant Ausso betreffend den Afloss vum Verbuet vu Glyphosat op d'Dréckwaasserqualität ee Joer nom Verbuet net méiglech. Mëttelfristeg wäert dëse Verbuet awer d'Qualitéit vum Dréckwaasser sécherlech verbesseren. Fir d'Dréckwaasserqualität ze garantéieren ass et indispensable, nohalteg mat sämtleche Planzeschutzmittel ëmzegoen an esou wäit wéi méiglech dorobber ze verzichten. An deene verschidde Dréckwaasser-schutzzone sti landwirtschaftlech Beroder an Dréckwaasseranimatoren der Landwirtschaft zur Verfügung, fir landwirtschaftlech Methoden unzewenden, déi eng gutt Waasserqualität garantéieren.

ad 2. Dës fräiwëlleg Optioun gouf am Kader vun der Erneuerung vum Landschaftsfleegeprimm-Engagement mat ugebueden an an der Landschaftsfleegeprimm 2020 mat ausbezuelte.

Folgend Montante bezéien sech reng op d'Entscheidung fir de Verzicht op Glyphosat:

Programm Landwirtschaft: 810.000 EUR - ausbezuelte u 710 Betriber

Programm Uebstbau: 4.000 EUR - ausbezuelte u 26 Betriber

Am Wäibau war d'Uwendung vum Wirkstoff Glyphosat scho komplett fir all Wënzerbetriber, déi sech an der Landschaftsfleegeprimm engagéieren, ab dem Kulturjoer 2019/2020 verbueden.

Programm Wäibau: 52.000 EUR - ausbezuelte un 157 Betriber

ad 3. Ab dem 1. Januar 2021 ass den Asaz vu Glyphosat iwwert Baseline verbueden an net méi méiglech ze entschiedegen.

Am Joer 2021 huet d'Primmenareal net geännert. Et si keng nei Primme bäikomm.

Fir d'Kulturjoer 2020/2021 gouf reng de Montant vun der Ausgläichszoulag fir benodelegt Gebitter ëm 15 Euro eropgesat. No 20 Joer ouni Verännerung huet den Ausbezuelungstaux net méi de Käschtpunkten am landwirtschaftleche Secteur entsprach.

ad 4. Tëscht de Joren 2018 an 2021 huet de Landwirtschaftsministerium zwee Fuerschungsprojete finanziert, iwwert déi Alternativen zum Glyphosat-asaz getest gi sinn.

Beim Projet „Identifizierung und Entwicklung von Alternativen zum Glyphosat“, gefouert vun der Landwirtschaftskummer an dem „Luxemburg Institute of Science and Technology“, goufen iwwer dräi Joer Versich gemaach, fir Alternativen zum Glyphosat-asaz an der Landwirtschaft ënner Praxisbedéngungen ze préieren, an zousätzlech dës mat enger sozioökonomescher Bewäertung ze analyséieren. D'Gesamtkäschte vun dësem Projet belafen sech op 359.494 €.

D'Landwirtschaftskummer huet zousätzlech am Joer 2018 e Feldversuch geleet, wou et doréms gaangen ass, den Impakt vum Émbruch vum Feldfudder ouni Glyphosatasaz ze testen. Gesamtkäschte vum Projet ware 14.090 €.

ad 5. D'Unitéit de contrôle vum Service d'économie rurale kontrolléiert am Kader vu reguläre Stéchprouffkontrollen am Zesummenhang mat der Cross-Compliance, ob landwirtschaftlech Betriber déi entsprechend europäesch an national Virschreften anhalen. 2020 goufen esou 35 landwirtschaftlech Betriber kontrolléiert, déi ënnert der Landschaftsfleegeprimm fräiwëlleg op d'Uwendung vu Glyphosat verzichten hunn. Et gouf kee Verstouss festgestallt. 2021 goufen 20 landwirtschaftlech Betriber speziell am Kontrollberäich „Sprézmittel“ kontrolléiert. Bei dësen an och anere Kontrolle gouf kee Verstouss a Verbindung mat Glyphosat festgestallt.

D'Administration des services techniques de l'agriculture kontrolléiert an Zesummenarbecht mat der Administration des douanes et accises d'Händler vu Sprézmittel. Zënter dem 30. Juni 2020 ass d'Mise sur le marché vu glyphosathaltege Sprézmittel zu Lëtzebuerg verbueden. Zënterhier goufen 33 Kontrolle bei Händler vu professionellen an net professionnelle Sprézmittel duerchgefouert. An engem Fall gouf e Verstouss festgestallt, et koom net zu enger finanzieller Strof.

Question 5757 (14.02.2022) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Kersch** (*LSAP*) concernant la **séparation entre l'État et les Églises** :

En 2015 furent conclus les accords en vue d'une réforme des relations entre l'État et les communautés religieuses (séparation entre l'État et les Églises) et du financement des cultes. Cette réforme se trouvera confirmée dans les textes de révision de notre Constitution.

Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Cultes quel a été le bilan à ce jour concernant :

- les moyens budgétaires mis à disposition des cultes ;

- le nombre de prêtres ancien régime et nouveau régime ;

- le statut des édifices religieux (propriété du Fonds de gestion des édifices religieux, propriété des communes, édifices désacralisés) ;

- l'évolution du nombre des jeunes inscrits aux cours de catéchèse (enseignement religieux) en paroisse.

Réponse commune (15.03.2022) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Cultes*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Il est signalé, à titre liminaire, que les lois respectives ayant transposé les conventions avec les communautés religieuses sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2016. Dans la mesure où ce fait juridique est pertinent pour la réponse à la question parlementaire, ladite date est prise comme point de basculement entre les modalités appliquées aux cultes avant la réforme (ancien régime) et celles appliquées après la réforme (nouveau régime). Il convient également de souligner que les ministres du culte ayant été engagés avant cette date continuent d'être rémunérés d'après les modalités d'avant la réforme (régime transitoire).

Concernant les moyens budgétaires mis à disposition des communautés religieuses, les montants suivants ressortent des lois portant règlement du compte général des exercices de 2017 à 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'exercice 2016 n'a pas été pris en compte, comme il se trouve à cheval entre les deux régimes et risquerait donc de biaiser les chiffres renseignés ci-dessus.

En ce qui concerne l'exercice 2021, la rémunération des ministres du culte s'élève provisoirement à 24.556.725,91 €. Il est souligné que l'exercice budgétaire 2021 n'est pas encore clôturé.

Il est également rappelé que les variations des montants d'une année à l'autre peuvent être expliquées soit par les différentes tranches indiciaires, soit par l'impact que les changements des situations personnelles des ministres du culte tombant sous le régime transitoire peuvent avoir sur les traitements perçus.

Concernant le nombre de « prêtres ancien régime », il est supposé qu'il est fait référence aux ministres du culte percevant un traitement directement du trésor public, c'est-à-dire les ministres du culte soumis au régime transitoire. Ces chiffres peuvent être résumés comme suit :

au 31 août 2016 : 270 ministres du culte (249,25 ETP),

au 8 mars 2022 : 199 ministres du culte (185,55 ETP).

L'État ne dispose cependant pas d'informations sur le nombre d'employés « nouveau régime » des différentes communautés religieuses.

Concernant le statut des édifices religieux, il est rappelé que la question de la propriété des édifices religieux est réglée par la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes. L'annexe II de la loi précitée fixe comme propriétaire d'un édifice religieux soit la commune territorialement compétente ou bien le Fonds de gestion créé en vertu des dispositions du chapitre 1^{er} de la loi prémentionnée du 13 février 2018.

Parmi les 493 édifices religieux repris à l'annexe II, 356 édifices font partie de la propriété des communes et 137 édifices appartiennent au Fonds de gestion.

Une commune propriétaire d'un édifice religieux peut obtenir le dégrèvement de la destination culturelle de l'édifice. La procédure de dégrèvement est plus amplement décrite à l'article 11, alinéas 2 et 3 de la loi précitée du 13 février 2018.

Étant donné que les décisions portant dégrèvement d'un édifice religieux faisant partie de la propriété d'une commune ne sont pas sujettes à approbation par le Ministre de l'Intérieur et que la cession d'immeubles par une commune n'est soumise à approbation que si la valeur en dépasse 50.000 €, le Ministre de l'Intérieur ne dispose pas de données statistiques sur les dégrèvements et les cessions opérées par les communes.

Concernant finalement l'évolution du nombre de jeunes inscrits aux cours de catéchèse en paroisse, il est signalé que l'État ne dispose pas de ces informations étant donné qu'il s'agit d'une activité privée.

Question 5758 (14.02.2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*) concernant les **remboursements tardifs de la Caisse nationale de santé** :

Selon des informations provenant directement de la part d'assurés, les remboursements de la CNS auraient accumulé un retard considérable pouvant

aller jusqu'à deux mois. Cette situation perdurerait depuis un certain temps. Certains assurés se déplaçant directement au guichet de la CNS pour obtenir un remboursement immédiat n'auraient pas pu être servis à cause de problèmes organisationnels, apparemment liés à un manque de personnel.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant que la CNS accumule depuis un moment des retards de remboursement outre mesure ?

2) Dans l'affirmative, ces retards seraient-ils effectivement liés à un manque de personnel pour assurer le service de remboursement de la CNS ?

3) Monsieur le Ministre est-il prêt à appliquer des mesures d'urgence pour assurer la continuité des services de remboursements immédiats de montants dépassant les 100 euros ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me dire si et de quelle manière le dispositif du tiers payant social reste garanti, même en cas de problèmes organisationnels au sein de la CNS ?

5) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'avancée des travaux concernant le paiement immédiat direct ?

Réponse (15.03.2022) de **M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale** :

ad 1) La situation du département « Prestations en nature maladie-maternité » de la CNS (ci-après le « département PN ») en charge du remboursement des prestations de soins de santé n'a pas changé depuis la dernière question parlementaire n° 4069 du 13 avril 2021 relative au délai de remboursement CNS.

Depuis quelques semaines, le nombre de boîtes contenant les demandes de remboursement s'élève à 220. Leur nombre s'élevait à 70 avant cette période, étant donné que la priorité absolue du département PN et du département « Relation assurés » a été mise sur la réduction des retards accumulés.

Ainsi le délai de traitement des factures s'élève actuellement à six semaines.

ad 2) En ce qui concerne les raisons à la base des retards de remboursement, il est renvoyé aux réponses aux questions parlementaires n° 3259 et n° 3344 du 7 décembre 2020 et n° 4069 du 13 avril 2021. Les raisons étant multiples, dont notamment une hausse des demandes (phénomène d'ailleurs saisonnier) ainsi qu'une réduction des effectifs liée d'une part à l'épidémie de la Covid-19 et d'autre part à des réaffectations internes liées à d'autres projets qui ont pour but de digitaliser la chaîne de prise en charge des mémoires d'honoraires des médecins et ainsi de réduire à terme les délais. S'y ajoute des problèmes de recrutement de personnel répondant aux qualifications spécifiques requises.

ad 3) Le remboursement par chèque dans les guichets de la CNS a toujours été possible. Il n'est d'ailleurs pas prévu de mettre fin à cette option offerte aux personnes protégées. D'ailleurs, en fonction des banques, il est prévu de mettre en place un système de virement direct, qui techniquement est déjà supporté par plusieurs banques, au lieu de remettre un chèque. Ainsi, le résultat serait le même mais les assurés n'auraient plus besoin de faire d'autres démarches relatives aux chèques.

ad 4) Le dispositif du tiers payant social reste garanti indépendamment des retards au niveau des remboursements pour les autres mémoires d'honoraires transmis par papier puisque ces retards n'ont pas d'impact sur le mécanisme du tiers payant social.

ad 5) Le paiement immédiat direct est certainement le projet digital le plus ambitieux de la CNS, parce qu'il ne se limite pas à un projet informatique interne, mais comprend également l'échange digital avec les professionnels de santé et le développement de tout un processus digital qui permet de déclencher un paiement immédiat de la part de la CNS pour les frais lui opposables. Tout doit fonctionner de manière immédiate, donc endéans quelques secondes.

En ce qui concerne le projet informatique interne de la CNS, il est complexe parce qu'il faut mettre en place un moteur de règles de dernière génération et il faut adapter et paramétrer les milliers de règles de la CNS qu'il faut appliquer de manière automatique pour pouvoir déterminer en quelques secondes la prise en charge de la CNS sans intervention humaine.

Le lancement opérationnel du paiement immédiat direct est prévu pour 2023 avec des phases tests qui auront lieu en amont du lancement.

Question 5759 (14.02.2022) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant les **doses de vaccins périmées** :

Den 22. November hat ech eng dréngend parlamentaresch Fro un d'Madamm Gesondheitsminister

gestallt (N° 5271), fir gewuer ze ginn, wéi vill Impfstoff, deen no um Oflassdatum ass, zu Lëtzebuerg nach am Stock ass. Trauregerweis hunn dunn iwwer 13.000 Dosen Enn November missen zerstiéert ginn. An de Wocheberichter vun der Santé zur Unzuel un Impfungen aus de vergaangene Wochen zeechent sech of, dass ëmmer manner Impfdosisse verbraucht ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Kooperatioun des Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch eis d'Oflassdatum grad ewéi déi verbleiwend Unzuel u Flacone vun all deene verschiddenen Impfstoffen ginn, déi Lëtzebuerg am Moment op Stock huet?

2. Hunn d'Santé an de Kooperatiounsministère méttlerweil ee Plang opgestallt, wéi Lëtzebuerg noutfalls séier Impfstoff un aner Länner weider ka ginn, falls sech sollt ofzeechen, dass net all Flacon virum Oflassdatum benotzt gëtt?

Réponse commune (10.03.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire** :

ad 1. De Gesondheitsministère referéiert sech op seng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 5704 an där déi verbleiwend Flacone souwéi déi respektiv Verfallsdatum opgelëscht sinn.

ad 2. Am Fall wou viruszegesinn ass, dass Impfflaconen net méi virum hirem Verfallsdatum kënnen genotzt ginn, setzt sech d'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheidsdirektion direkt mat der Kooperatiounsdirection vum Aussen- a Europaministère a Kontakt fir ze kucken, ob déi concernéiert Flaconen un Drëttstaate kéinte verdeelt ginn, déi bereet sinn se unzehuelen.

Question 5761 (15.02.2022) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant les **congrés de maladie en rapport avec la vaccination contre la Covid-19** :

Säit gutt engem Joer ginn zu Lëtzebuerg Covid-impfungen offeréiert. Vill Leit hunn déi gratis Offer uegheoll a sech impfe gelooss. Vun eventuellen Niewewierkungen ass net alles gewosst, ausser dat, wat mir vun der Pharmacovigilance matgedeelt kréien.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister fir déi sozial Sécherheet:

1. Ass am leschte Joer eng erhéichten Zuel u Krankmeldunge par rapport zu den dräi Joer virdu feststellen?

2. Ginn et Statistiken doriwwer, wéi vill vun dëse Krankmeldungen op d'Niewewierkung vun der Impfung zréckzeféiere sinn?

3. Wéi deelen sech d'Krankmeldungen an deene leschte véier Joer op no Krankheitsbiller?

Réponse commune (10.03.2022) de **M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale**, et de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1. Laut dem leschte Rapport vun der Generalinspektion vun der sozialer Sécherheet (IGSS) iwwer den Absenteismus wéinst Krankheitsfäll², deen den 18. November 2021 vum Minister fir d'sozial Sécherheet der Press virgestallt gouf, ass den Absenteismustaux vun 3,83 % am Joer 2018 op 3,89 % am Joer 2019 geklommen (+1,6 %) an dono op 4,58 % am Joer 2020 (+17,8 %). Och wann d'Donnéeë vun 2021 nach net konsolidéiert sinn, schätzt d'IGSS datt den Absenteismustaux liicht op 4,40 % erfogoe wäert.

Wat den Ufank vum Joer 2022 ugeet, weisen déi provisoresch Donnéeë fir de Mount Januar e besonnen héijen Absenteismus, wat deelweis erkläert gëtt duerch de Grad vun der Ustiechung vun der Omicron-Variant vum Virus Sars-CoV-2. Sou hu méi wéi 100.000 Aarbechter, also bal e Véierel vun allen Aarbechter, am Januar 2022 gefeelt, wat awer net ausschliesslech der Krankheet Covid-19 zouzeshreien ass. Den Absenteismustaux, deen doduerch entsteet, gëtt op 6,10 % geschat, a läit also no beim Rekordtaux, deen am Mäerz 2020 observéiert gouf (6,23 %). Zum Taux am Mäerz 2020 ass awer ze bemerken, datt deen Taux aus enger méi niddereger Unzuel u feelenden Aarbechter (80.000 feelend Aarbechter, dat heescht 20 % vun allen Aarbechter) besteet mee mat méi laangen Absenceperioden.

ad 2. D'Informatiounen, déi op de Krankeschäiner stinn, erlaben et net, eventuell Absencen ze identifizéieren, déi op Niewewierkung vun der Impfung géint d'Covid-19 zréckzeféiere sinn.

ad 3. Am Allgemenge bezéien sech d'Analysen, déi vun der IGSS gemaach gi fir ze kucken, duerch wéi eng medezinnesch Ursachen et zu Absencë kënn, just op Residentsaarbechter. Dëst kënn dohier, datt d'Majoritéit vun den auslännesche Krankeschäiner

² Présentation de l'évolution de l'absentéisme pour cause de maladie des salariés en 2020 et début 2021 - Inspection générale de la sécurité sociale // Le Gouvernement luxembourgeois

keen Diagnoscode hunn, deen am Kader vun der Aarbechtsonfäegkeet benotzt gëtt, an de Grond fir de Krankheitsfall mat fräiem Text beschriwwen gëtt. De Rapport iwwer den Absenteismus wéinst Krankheitsfäll, deen d'IGSS all Joer mécht, proposéiert systematesch fir d'Residenten, déi schaffen, eng Repartitioun vun den Absencendeeg no medezinnescher Ursach. D'Analys fir 2021 ass nach net verfügbar. Déi gëtt am Kader vun der Preparatioun vum nächste Rapport vun der IGSS realiséiert.

Am Joer 2020 sinn 11,3 % vun de Absencendeeg der Krankheet Covid-19 zouzeshreien. Vu datt dës Absencendeeg d'Gewichtung vun den anere medezinneschen Ursachen mechanesch erfdrécken, ass hir Neutraliséierung néideg fir eng Analysen ze erméiglechen, fir kënnen Vergläicher ze maachen an esou eng Evolutioun am Absenteismus ze hunn téschent 2018 an 2020 (Tabell N° 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

No der Neutraliséierung vun den Absencendeeg am Zesummenhang mat der Covid-19, weist den Undeel vun den Absencendeeg verbonne, mat anere medezinneschen Ursachen, keng grouss Variatioun téscht 2019 an 2020 op. D'Haaptännerunge bestinn aus enger Diminutioun vun der Gewichtung vun de „cures de convalescences“ no enger Operatioun an enger Erhéijung vun der Gewichtung vun der Kategorie „autres“ (eng Kategorie déi Absencen enthält, déi ënnert dem Numm „Aner Krankheeten“ gruppéiert sinn, souwéi déi eefel aner am mannsst representéiert medezinnesch Ursachen).

Op der anerer Säit ginn et verschidden Tendancen, déi am Joer 2019 constatéiert goufen an sech am Joer 2020 bestätegt hunn, sou wéi d'Erhéijung vun der Gewichtung vu Mental- a Verhalensstéierungen, eng Diminutioun vun der Gewichtung vun den Traumaen a schliesslech d'Gläichbleiwe vu Krankheete vum osteo-artikuläre System als déi medezinnesch Ursach, mat der gréisster Unzuel un Absencendeeg.

Allerdéngs, trotz der Neutraliséierung vun den Absencendeeg am Zesummenhang mat der Covid-19, muss d'Verdeelung vun der Unzuel un Absencendeeg no medezinnescher Ursach fir d'Joer 2020 mat Virsicht berécksiichtegt ginn, well se nach ëmmer eng gewëssen Unzuel vun Effekter verstoppt, déi a verschidde Richtunge kënnen gräifen.

Tatsächlech sinn d'Absencendeeg betreffend d'Covid-19 ganz warscheinlech net perfekt saiséiert ginn, wéinst der Änlechkeet vun de Symptomen vun dëser Krankheet zu deene vun der Gripp an den initiale limitéierten Testkapazitéiten, déi den Ufank vun der sanitärer Kris charakteriséiert hunn. Och d'Absencendeeg am Zesummenhang mat infektiiv a parasitäre Krankheete falen tatsächlech ënnert d'Absencendeeg betreffend d'Covid-19.

Wann d'Absencendeeg betreffend d'Covid-19 perfekt ageholl gi wieren, wier d'Gewichtung vun infektiiv a parasitäre Krankheete méi niddereg, wéi dat aus der viregter Tabell ervirgeet, während d'Gewichtung vun anere medezinneschen Ursachen méi héich wier.

Dës nei Verdeelung géif awer keng hypotheetesche Situatioun ouni Gesondheetskris reflektéieren, well d'Gewichtung vun den infektiiv a parasitäre Krankheeten duerch d'Geste-barrière besonnen niddereg wier am Verglach zu de Jore virdu, während déi vun anere medezinneschen Ursachen als Konsequenz besonnen héich wieren.

Question 5763 (15.02.2022) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen (déi gréng)** concernant la **prophylaxie préexposition VIH** :

Dans la lutte contre la propagation du VIH, la « Prophylaxie pré-exposition » (PrEP) représente un des principaux piliers de la prévention. La PrEP s'adresse plus particulièrement aux personnes qui ne sont pas atteintes du VIH et consiste à prendre un médicament afin d'éviter de se faire contaminer. Elle s'adresse entre autres aux hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, aux personnes transgenres ayant des relations sexuelles avec des hommes, aux usagers et usagères de drogues injectables et à toutes les autres personnes dont les partenaires sexuel*les appartiennent à ces populations.

La prescription de la PrEP est soumise à un régime de contrôle préalable et de suivi très strict. En effet, les personnes concernées doivent réaliser des analyses régulières de dépistage du VIH, d'hépatites et d'autres maladies sexuellement transmissibles. De plus, en raison des effets indésirables potentiels, des contrôles par rapport à la fonction rénale doivent être effectués tous les trois mois.

La PrEP s'est avérée très efficace dans la lutte contre la propagation du VIH et a contribué à la baisse inédite des contaminations dans plusieurs ré-

gions du monde où elle a été déployée. À Paris, le nombre de nouveaux cas de VIH a en effet chuté de 16 % entre 2015 et 2018, la baisse étant encore plus importante chez les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (- 22 %) et en particulier chez ceux nés en France (- 29 %).³ L'efficacité de la PrEP est également confirmée par l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS) en France.⁴

Dans son dernier rapport disponible⁵ sur le site sante.lu, le Comité de surveillance du sida, des hépatites infectieuses et des maladies sexuellement transmissibles a retenu qu'entre août 2016 et mars 2020, 250 personnes ont débuté une PrEP, dont 235 personnes (82 %) qui sont toujours suivies au Service national des maladies infectieuses auprès du Centre hospitalier de Luxembourg (SNMI). Le Comité a conclu que « parmi ce groupe à haut risque, aucune nouvelle infection pour le VIH n'a été rapportée et de nombreuses autres IST ont pu être dépistées, ce qui nous fait dire que la PrEP est un outil précieux de prévention »⁶.

Au Luxembourg, c'est le SNMI qui est en charge de l'administration de la PrEP, ceci dans le cadre d'un projet-pilote. Elle est gratuite pour les usagers et prise en charge par la CNS. C'est ainsi que le Luxembourg a adopté une approche centralisée auprès d'un service spécialisé national. Cette approche se diffère de celles de la France et de l'Allemagne où la PrEP peut être administrée par des médecins généralistes ou spécialistes.

Dans le rapport de 2019 précité, le Comité de surveillance a recommandé en tant que piste pour l'avenir de prévoir « la prescription en médecine générale, ainsi que la consultation des infirmiers du SNMI ». Cette recommandation nous semble d'autant plus logique dans le contexte de la pandémie du Covid-19 qui continue à solliciter les collaborateurs et collaboratrices du SNMI.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis que la PrEP représente une arme efficace dans la lutte contre le VIH ?

2) Quelles sont les raisons pour lesquelles l'administration de la PrEP continue à se limiter à un projet-pilote géré par le SNMI, alors que dans d'autres États membres de l'Union européenne, dont notamment la France et l'Allemagne, elle figure dans la nomenclature des prestations médicales des médecins généralistes et/ou spécialistes ?

3) Madame la Ministre entend-elle donner suite à la recommandation du Comité de surveillance du sida, des hépatites infectieuses et des maladies sexuellement transmissibles de prévoir la prescription de la PrEP en médecine générale et d'accorder les consultations y relatives aux infirmiers et infirmières du SNMI ? Quel est le cas échéant le délai de la mise en œuvre de la recommandation en question ?

4) Dans la négative, quels sont les obstacles qui empêchent une telle approche et quelles sont les solutions qui pourraient contribuer à décharger le SNMI à court terme ?

5) Quel est l'avis de Madame la Ministre au sujet de la création d'un réseau de médecins de confiance à l'image du concept allemand dit « HIV-Schwerpunkt-praxis » ? En effet, ce dernier consiste à baisser le seuil d'inhibition du public cible potentiel, sachant que dans le cadre d'une consultation pour la PrEP, les personnes concernées sont entre autres tenues de fournir des renseignements sur leur vie sexuelle.

Question 5767 (15.02.2022) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen (ADR)** concernant la **prophylaxie préexposition VIH** :

D'Weltgesundheitsorganisation verfollegt dat ambitionéiert Zil, d'HIV-Pandemie bis 2030 endgültig auszeradéieren. An der Schwäiz gouf et rezent Diskussiounen doriwwer, wéi een dësem Zil méi no komme kann. E wichtege Facteur spillt heibäi notamment e Medikament, wat eng sougenannte Präexpositionssphrophylax (PrEP) bewierkt. Persounen, déi engem erhéichte Risiko ausgesat sinn, sech mat HIV ze infizéieren, kënnen dëst Medikament prophylaktesch anhuelen a sinn esou och bei ongeschütztem Geschlechtsverkeier virum HIV-Virus geschützt. Aktuell diskutéiert d'Schwäiz doriwwer, ob dëst Medikament net och vun de

³ AIDES, La PrEP - Dossier, URL : <https://www.aides.org/pre>

⁴ Réseau Hôpital & GHT, L'efficacité de la PrEP confirmée par l'ANRS, URL : <https://www.reseau-hopital-ght.fr/actualites/specialites-medicales/vih-ist/a-relire-vih-l-efficacite-de-la-prep-confirmee-par-l-anrs.html>

⁵ Comité de surveillance du sida, des hépatites infectieuses et des maladies sexuellement transmissibles, Rapport d'activité 2019, URL : <https://sante.public.lu/fr/publications/comite-surveillance-sida-2019/comite-surveillance-sida-2019.pdf>, p. 45

⁶ Comité de surveillance du sida, des hépatites infectieuses et des maladies sexuellement transmissibles, Rapport d'activité 2019, URL : <https://sante.public.lu/fr/publications/comite-surveillance-sida-2019/comite-surveillance-sida-2019.pdf>, p. 45

Krankeeseen iwwerholl misst ginn. Et géif een domat net nëmmen deene Persounen entgéintkommen, déi en erhéichte Risiko hunn, sech ze infizéieren, mee och de Krankeeseen, vu datt d'Thérapie fir eng HIV-positiv Persoun finanziell ganz opwengneg ass an déi Betreffen iwwerdeems och mental belaauscht.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister an un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

1. Ass et an den Ae vun der Regierung sënnavoll, Medikamenter mat dësem Wirkmechanismus och zu Lëtzebuerg ze promouvieren, fir esou an Zukunft ze verhënneren, datt Persounen, déi engem erhéichte Risiko ausgesat sinn, sech iwwerhaapt nach infizéieren?

2. Am Hibleck op d'Tatsaach, datt esou ee Medikament och d'Krankeeseen finanziell entlaaschte géif: Denkt d'Regierung driwwer no, déi genannte Präexposition prophylax-Medikamenter vun der Krankeeseen rembourséieren ze loossen?

Réponse commune (15.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Le Ministère de la Santé reconnaît parfaitement l'efficacité de la PrEP (Pre-Exposure Prophylaxis) dans la lutte contre l'infection VIH. Elle est une action de prévention parmi d'autres dans le domaine de la santé sexuelle qui inclut également l'éducation sur les préservatifs, les vaccinations et les dépistages réguliers.

Les statistiques récentes d'utilisation de la PrEP confirment son acceptation croissante par le public cible, actuellement surtout des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, et son efficacité (aucune infection détectée parmi ces patients). Au Luxembourg, les partenaires de personnes séropositives et les travailleuses et travailleurs du sexe peuvent également bénéficier de la PrEP.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Initialement, la PrEP a été introduite comme un projet pilote au Service national des maladies infectieuses (SNMI) en 2017 pour une durée prévue de deux ans. Le Luxembourg a été à ce moment le troisième pays en Europe à introduire la PrEP gratuite dans le cadre d'un projet novateur. Un bilan du projet a été réalisé en 2019 et présenté conjointement à la Direction de la santé et à la CNS avec une demande de prolongation du projet au-delà de la phase pilote. L'idée d'élargir la prescription aux médecins de ville avec suivi possible des patients sous PrEP à la consultation infirmière du SNMI a été également évoqué à ce moment. Malheureusement, dès le début de l'année 2020, la pandémie Covid-19 a amené une surcharge de travail à la fois pour le SNMI, comme pour la Direction de la santé et la CNS, et n'a pas permis d'approfondir le concept élargi. Le confinement et les restrictions ont rendu l'accès à la PrEP plus difficile et le Comité de surveillance du sida estime que moins de personnes ont pu commencer une prise de PrEP qu'avant la pandémie. Il convient cependant de noter que le projet a continué à fonctionner et a même inclus de nouveaux participants, malgré la pandémie.

L'élargissement de la PrEP à d'autres groupes à risque, comme les travailleurs du sexe et les usagers des drogues, fait partie du nouveau plan national VIH en voie de rédaction et qui sera appliqué à partir de 2023. De nouvelles molécules anti-VIH, parfois à longue durée d'action et sous forme injectable, permettront potentiellement de nouvelles utilisations préventives parmi des populations vulnérables et précieuses.

L'idée d'une offre « bas seuil » est évidemment à poursuivre, d'autant plus qu'elle fonctionne bien dans d'autres pays. Notre préférence irait cependant vers une prise en charge plus large de la santé sexuelle de type « community-based sexual and reproductive health promotion » que d'une approche étroite « HIV-Schwerpunktpraxis ». En effet, le domaine de la santé sexuelle dépasse largement la problématique du VIH.

Le suivi étroit lié à la prise de la PrEP permet de dépister et traiter d'autres IST dès le début. Une IST active peut favoriser la transmission du VIH puisque les muqueuses sont fragilisées. Les dépistages réguliers faits dans le cadre du suivi PrEP permettent dès lors un dépistage précoce d'une éventuelle infection au VIH et une mise sous traitement permettant d'éviter la transmission du VIH à d'autres personnes par voie sexuelle. Il s'agit là du principe « Treatment as Prevention ». À souligner que la charge mentale générée par la peur de s'infecter et d'infecter d'autres personnes est largement diminuée par la PrEP.

La Direction de la santé est en contact étroit avec le Comité de surveillance du sida, des hépatites infectieuses et des maladies sexuellement transmissibles afin d'avancer dans ce dossier.

En ce qui concerne l'autorisation de mise sur le marché, les médicaments à base d'emtricitabine et de ténofovir disoproxil sont indiqués :

1) en association avec d'autres antirétroviraux pour le traitement des adultes infectés par le VIH-1 et pour le traitement des adolescents infectés par le VIH-1, présentant une résistance ou des toxicités aux inhibiteurs nucléosidiques de la transcriptase inverse (INTI) empêchant l'utilisation des agents de première intention ;

2) en association à des pratiques sexuelles à moindre risque, en prophylaxie préexposition pour réduire le risque d'infection par le VIH-1 par voie sexuelle chez les adultes et les adolescents à haut risque de contamination.

Ces médicaments sont inscrits dans la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie-maternité.

Question 5765 (15.02.2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'indemnisation des dégâts de gibier :

An enger rezenter Entrevue tëscht der Baurenzentral an dem Här Landwirtschaftsminister goug och rieds iwwer d'Entscheidung bei Wëltschied. Wéi et vun der Landwirtschaftsvertrieber heescht, gëtt déi finanziell Entscheidung bei Wëltschied no engem Berechnungsschlüssel kalkuliert, deen ee Mëttelwäert tëscht de Joren 2015 bis 2019 duerstelt. Domat géif déi finanziell Entscheidung awer daitlech ënnert dem Mëttelwäert um europäesche Marché leien, an der aktueller Realitéit net Rechnung droen.

An deem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Landwirtschaftsminister:

- Gedenkt den Här Landwirtschaftsminister, de Berechnungsschlüssel fir déi finanziell Entscheidung bei Wëltschied elo zäitno esou unzepassen, datt dësen der Realitéit Rechnung dréit, fir esou de Baueren an anere landwirtschaftleche Beruffer entgéintzekommen?

Réponse commune (15.03.2022) de **M. Claude Haagen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Den Artikel 49 vum Gesetz vum 25 Mee 2011 betreffend d'Juegd beschreift, wéi d'Entscheidung bei Wëltschied gereegelt gëtt.

« Le collègue des syndicats doit en vue d'un arrangement à l'amiable convoquer le déclarant, le locataire de chasse et l'opposant à comparaître en personne ou par mandataire sur les lieux du domaine. Le représentant de l'État est convoqué chaque fois que le fonds spécial est mis à contribution. La visite des lieux doit avoir lieu endéans un délai de quinze jours à partir de la déclaration du dommage. »

Deemno ass et un deene betreffende Partie fir sech ze arrangéieren.

Opgrond vun enger Demande huet den SER sech ufanks vun den 2000er-Jore bereeterkläert eng Hëllefstellung unzebidden, andeems een Tableau zur Verfügung gestallt gëtt, deen als Diskussionsbasis en Vue vun enger Eenegung tëscht deene betraffene Parteien erugezu ka ginn.

Dësen Tableau gëtt aktuell op Basis vu Standardoutput-Koeffiziente berechent (Annex: Règlement grand-ducal du 17 décembre 2021 fixant les montants des produits standards). De Standardoutput-Koeffizient vun engem landwirtschaftleche Produkt stellt den duerchschnëttleche Geldwäert pro Hektar oder Stéck Véi vun dësem Produkt duer. Dës Koeffiziente ginn dräimol an zéng Joer berechent a stellen ee Mëttelwäert duer vun allkéiers fënnf Joer. Aktuell ass dat ee Mëttelwäert vun de Joren 2015 bis 2019. Dës Koeffizienten si souwuel national wéi um EU-Niveau verifizéiert a publizéiert.

Dës Method gouf esou festgeluecht, fir net ze vill Schwankunge vun engem Joer op dat anert ze hunn, bezéiungsweis ganz schlecht resp. ganz gutt Joren ofzeflaachen. Et ass kloer, dass dës Mëttelwäert gréisser kuerzfristeg Schwankunge vun engem Joer op dat anert net berécksiichtegt.

Wann déi betreffen Acteuren der Meenung sinn, datt dës Approche soll geännert ginn, wéi z. B. op eng järelech Berechnungsmethod iwwerzegoen, sinn ech gäre bereit, doriwwer ze diskutéieren an déi néideg Hëllefstellung unzebidden.

Question 5772 (16.02.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les candidats luxembourgeois aux études de médecine en Fédération Wallonie-Bruxelles :

L'ARES belge (la coupole de l'enseignement supérieur) a présenté lundi ses statistiques détaillées

des cinq premières éditions de l'examen d'entrée en médecine et dentisterie organisé en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ces statistiques montrent que le nombre de candidats étrangers explose. En 2021, un peu moins de la moitié des candidats étaient résidents belges (pour 70 % à la première édition de 2017). Les Français, les non-résidents les plus nombreux, constituaient plus de 34 % des candidats cette année (contre 13,4 % en 2017). Les règles prévoient que les non-résidents ne peuvent pas représenter plus de 30 % du total des lauréats pour chacune des filières. Contrairement aux résidents, les non-résidents peuvent donc réussir l'examen sans pour autant accéder aux études. S'ils sont trop nombreux à avoir passé l'épreuve avec succès, on procède à un classement selon la note obtenue au score total. Et seuls les candidats classés en ordre utile sont reconnus lauréats. Les derniers chiffres montrent qu'il n'y a jamais eu autant de non-résidents arrêtés par le quota.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans quelle mesure les candidats luxembourgeois aux études de médecine en Fédération Wallonie-Bruxelles ont été arrêtés dans leurs projets d'études par ce quota et quelle a été l'évolution de ce chiffre depuis 2017.

- Le ministre dispose-t-il d'informations sur le chemin emprunté par les concernés suite à cette exclusion ?

- Est-ce que les études en médecine organisées par l'Université du Luxembourg pour les candidats luxembourgeois et autres candidats s'étant présentés à l'examen d'admission susmentionné ont constitué une alternative ?

Réponse (16.03.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

Sur base des statistiques fournies par le rapport de l'Académie de recherche et de l'enseignement supérieur en Belgique, entre 2017 et 2021, 202 candidats distincts, qui ont leur domicile au Luxembourg, se sont présentés à l'examen d'entrée et d'accès en sciences médicales et dentaires. 64 candidats ont réussi l'examen, parmi lesquels 15 (7 de nationalité luxembourgeoise, 6 de nationalité française, 1 de nationalité belge et 1 de nationalité allemande) ont été arrêtés par le quota non-résident en 2021. À noter qu'avant 2021, aucun candidat ayant son domicile au Luxembourg n'a été arrêté par le quota non-résident.

Souvent les candidats qui souhaitent faire des études en médecine postulent auprès de plusieurs universités, dont notamment l'Université du Luxembourg.

En effet, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique ont signé en date du 4 janvier 2022 un accord garantissant l'accès de huit détenteurs du bachelier en médecine de l'Université du Luxembourg au deuxième cycle d'études médicales dans une des universités de la Communauté française de Belgique.

Le nouvel accord maintient les dispositions d'un précédent accord particulier relatif à la coopération universitaire en formation médicale, signé à Bruxelles le 17 juillet 2017. Il maintient donc la possibilité pour un maximum de 15 étudiants de l'Université du Luxembourg, disposant d'un diplôme de fin d'études secondaires octroyé par un établissement d'enseignement secondaire au Luxembourg et ayant réussi la première année de médecine à l'Université du Luxembourg, d'accéder en deuxième année d'études en sciences médicales dans une université en Communauté française de Belgique.

S'y ajoute, dans le nouvel accord, la possibilité pour un maximum de huit étudiants de l'Université du Luxembourg, disposant d'un diplôme de fin d'études secondaires octroyé par un établissement d'enseignement secondaire au Grand-Duché de Luxembourg et ayant réussi le bachelier en médecine à l'Université du Luxembourg, d'être admis à poursuivre leurs études dans un programme de deuxième cycle en sciences médicales dans une université en Communauté française de Belgique. Cette possibilité sera offerte à partir de l'année académique 2023-2024, étant donné que les premiers étudiants obtiendront le bachelier en médecine de l'Université du Luxembourg à la fin de l'année académique 2022-2023.

Question 5774 (16.02.2022) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le système de « Contrôle et information du trafic sur les autoroutes » (CITA) :

Le système de « Contrôle et information du trafic sur les autoroutes » (CITA) est défini entre autres comme instrument destiné à coordonner les interventions sur le réseau autoroutier en cas d'incidents ou d'accidents et à informer les usagers de la route en temps réel de toute perturbation de trafic

par signalisation dynamique. Il s'avère cependant qu'en pratique les automobilistes sont informés assez souvent « trop tard », de façon à ce qu'ils se voient privés d'une possibilité de quitter l'autoroute « à temps » et qu'ils se retrouvent alors bloqués dans un bouchon.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre est-il conscient du fait que le système de « Contrôle et information du trafic sur les autoroutes » (CITA) présente des faiblesses en termes de réactivité, voire d'anticipation face à d'éventuels incidents de la circulation ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il soumettre le système à une analyse de ses points forts et de ses points faibles en vue d'éventuelles mesures d'amélioration ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le système devrait informer les automobilistes suffisamment à l'avance afin de leur permettre ou bien de quitter la voie rapide avant même d'entrer dans le secteur des perturbations ou bien de ne pas emprunter l'autoroute dans la zone concernée ?

2) Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il mettre en place dans ce sens sur le réseau autoroutier, sur les routes de desserte, voire sur les bretelles d'accès ?

3) Dans quelle mesure Monsieur le Ministre a-t-il un échange régulier avec ses homologues des pays voisins au sujet de la gestion du trafic en général et de la régulation des flux de circulation sur les autoroutes et les artères principales en particulier et quelles sont les leçons qu'il en tire pour le Luxembourg ?

4) Qu'en est-il d'un projet d'harmonisation transnationale pour la surveillance et la gestion du trafic autoroutier sur les réseaux respectifs des régions frontalières du Luxembourg, de l'Allemagne, de la Belgique et de la France ?

Réponse (18.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Le système de Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA) met tout en œuvre pour éviter des accidents dus à une perturbation connue et garantir une qualité de service optimale.

En effet, il convient de souligner que le CITA ne présente aucune faiblesse en termes de réactivité. Après avoir pris connaissance d'un incident sur le réseau autoroutier, le temps de réaction du CITA est généralement inférieur à une minute. Les informations relatives aux incidents sont communiquées aux usagers de la route, le cas échéant, par le biais de messages affichés sur les panneaux à message variable, en fonction de l'emplacement des panneaux et du lieu de l'incident. Les informations routières sur les autoroutes sont également transmises au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) et à la Police grand-ducale, ainsi qu'à des prestataires externes tels que l'Automobile Club du Luxembourg (ACL), les médias et d'autres fournisseurs de services d'informations routières via le portail open-data luxembourgeois « data.public.lu ».

Dans le cadre des réflexions conceptuelles relatives à la sécurité des infrastructures et à la continuité du service, à l'approche multimodale des infrastructures routières ainsi qu'au développement des systèmes connectés et de la mobilité intelligente, les fonctionnalités actuelles et les besoins futurs en termes de développement et d'équipements ont été récemment revus pour aboutir au concept du LTMS (Lëtzebuurger Traffic-Management-System), qui constituera le CITA du futur. Aujourd'hui, il est clair que les systèmes futurs ne seront pas figés, mais en constante évolution.

De plus, il faut en permanence s'adapter à l'évolution technologique, que ce soit au niveau du matériel ou des logiciels, et trouver des solutions compatibles avec les technologies en cours d'utilisation.

Parmi les développements récemment introduits en tant que projets-pilotes, je cite parmi d'autres les installations CARA (Contrôle et régulation d'accès sur les échangeurs de Steinfort, Mamer et Bridel), la modulation de la vitesse aux heures de pointe matinale sur l'autoroute A6 et le suivi en temps réel des véhicules d'intervention sur l'autoroute grâce à la radio communication digitale. Tous ces projets sont à la pointe de la technologie et doivent être solidement ancrés dans le futur LTMS.

Le concept d'exploitation du CITA a comme objectif d'informer les usagers de la route à l'avance d'une perturbation ou d'un embouteillage afin de garantir leur sécurité. Le CITA ne recommande pas de quitter la grande voirie avant d'entrer dans la zone de perturbation, afin de ne pas surcharger la voirie secondaire, dont la capacité est bien inférieure à celle du réseau autoroutier. La circulation congestionnée sur les autoroutes se dissout en général beaucoup plus vite que sur le réseau secondaire.

En cas de fermeture complète d'un tronçon d'autoroute, le plan de gestion du trafic est déclenché entre les deux échangeurs les plus proches. Dans ce cas, le CITA et les services d'intervention guideront les usagers de l'autoroute sur l'itinéraire de déviation. Aux endroits où l'équipement technique le permet, les usagers de la voirie secondaire sont également informés des perturbations sur le réseau autoroutier.

ad 2) Dans le cadre de différents projets de réaménagement du réseau autoroutier, les équipements CITA seront renforcés et dotés de fonctionnalités supplémentaires. Il est également prévu d'équiper les bretelles d'accès de la voirie secondaire vers le réseau autoroutier avec les équipements nécessaires à l'information des usagers.

ad 3) Au niveau opérationnel, l'Administration des ponts et chaussées est en échange direct avec ses homologues étrangers concernant l'exploitation des autoroutes et la gestion des chantiers d'envergure. Des procédures transnationales sont en place en cas d'incidents majeurs sur le réseau autoroutier.

Des échanges informels ont lieu à un niveau supérieur avec d'autres exploitants et experts. Il convient toutefois de noter que chaque pays a ses propres spécificités, et les enseignements et les connaissances d'un opérateur spécifique ne peuvent pas être transposés tels quels sur d'autres situations.

ad 4) Aucun projet d'harmonisation transnationale n'est actuellement connu. Il existe toutefois des initiatives visant à se mettre d'accord, notamment sur des standards en matière de qualité et de réactivité.

Question 5776 (17.02.2022) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant l'accessibilité des bornes de recharge publiques :

Fir d'CO₂-Emissionen zu Lëtzebuerg ze reduzéieren, müssen d'Emissionen aus dem Verkéier bis 2030 erofgoen. Dofir muss de Fuerpark op de Leescht geholl ginn: Verbrennungsmotore sollen duerch alternativ Technologie ersat ginn, déi op erneierbar Energie setzen, wéi zum Beispill d'Elektromobilitéit.

D'Entwécklung vun der Elektromobilitéit setzt awer viraus, dass mer hei am Land (souwéi an Europa) effikass Opluetinfrastrukturen hunn. Wien een Elektroauto huet, muss och schnell an ëmständlech eng Luetstatioun kënnen fannen, fir net op der Strooss hanken ze bleiwen.

Ugesiichts, dass d'Luetinfrastrukturen hei nach an de Kannerschong sinn (wann ee bedenkt, dass nach eng honnertausenden Elektroautoen an deenen nächste Joren op d'Strooss solle kommen) ass et wichteg, dass d'Notzer vun Elektrogefierer wëssen, wou déi nächst effentlech Luetstatioun disponibel ass.

Verschidden Appe, wéi zum Beispill d'Chargy-App, weisen effentlech Luetstatiounen op Plazen un, déi um Privatterrain vun engem Proprietär stinn a wou d'Automobilisten deemno net einfach esou eraufueren dierfen, well se z. B. hannert enger zouener Barriär stinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Energie dës Froe stellen:

- Ginn och Luetstatiounen, déi op net accessibelen Terraine stinn, als effentlech Statioune gezechent?

- Mellen d'Netzbedriewer esou Luetstatiounen, wa se wëssen, dass se net fir d'Allgemengheet accessibel sinn?

- Ginn dës Bornen och an d'Statistiken zu den effentleche Luetstatioune matgezielt?

Réponse commune (18.03.2022) de M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie* :

Den honorabelen Deputéierte freet Prezisiounen, wéi Luetstatiounen, déi op net effentlechen Terraine stinn, fir de Benotzer gekennzeechent ginn.

Bei der Elektromobilitéit ass et elementar, datt de Konsument déi beschtméiglech Informatiounen kritt, wou an ënner wéi enge Konditiounen hie säin Elektroauto op enger Borne kann nolueden. Heirënner falen net nëmmen d'Informatiounen, déi de genaue Standuert (Adress a Koordinaten) betreffen, mee och Angaben iwwert d'Luede selwer (Stecker-typ, maximal Luetleschtung) an d'Bezuelen (Präis a Bezuelméiglechkeeten). Zousätzlech zu dëse „statisteschen“ Donnéeën sinn och „dynamesch“ Informatiounen an Echtzäit, wéi vill vun den eenzele Luetpunkte fräi sinn, och extreem hëllefräich fir de Notzer.

Wichteg ass heibäi ze preziséieren, datt all dës Donnéeën dem Konsument zur Verfügung gestallt ginn an dëst vun all de Luetstatiounen, déi och op fir de Public sinn. Heirënner falen net nëmmen Bornen, déi op effentleche Parkplaze stinn, mee och solcher op Privatterrainen, wou awer jiddereen op eng net diskriminatesch Aart a Weis Zougang

dorop huet. Heirënner falen zum Beispill och Parkplaze vun engem Geschäft oder Supermarché, op déi ee sech nëmmen stellen dierf, ënner der Konditioun, datt een eng Kommissioun an dësem Gebai mécht.

Alleguerten d'Luetstatiounen, op déi net jiddereen de selwechten Accès huet, sinn net als effentlech accessibel unzegesinn a sollen dem Konsument dowéinst och net ugewise ginn. Luetplazen, déi zum Beispill nëmmen fir bestëmmte Persounen oder Autosmarke reservéiert sinn, sinn dowéinst net als effentlech accessibel ze consideréieren.

Zu Lëtzebuerg um „Chargy“-Reseau sinn esouwuel statesch wéi och dynamesch Donnéeën säit 2017 um Open Data Portal vum Staat fir de Client an Echtzäit (Aktualiséierung all fënnf Minutten) disponibel.

De „Chargy“-System erlaabt iwwert déi 800 effentlech „Chargy“-Bornen eraus och d'Integratioun vu Luetpunkte vun Drëtten. De Standuert an Disponibilitéit vun dëse sougenannten „ChargyOK“-Borne gi fir de Konsument genau d'selwecht ugewise wéi déi 800 effentlech Bornen. Et goufen awer deelweis och Luetstatiounen integréiert, déi net fir jiddereen effentlech zougängelech sinn. Dës Bornen, zum Beispill fir déi elektresch Dénsgschtautoe vum Staat oder vun den Netzbedriewer, goufen ewéi eng „ChargyOK“-Borne integréiert, mam Ënnerscheid, datt dës Luetpunkten eeben net den normale Konsumente sollen ugewise ginn. Bei der Ubannung vun ënnerschiddlechen auslännesche Luetfournisseuren un den „Chargy“-Reseau ass et awer dozou komm, datt och dës maskéiert Luetpunkte fir jiddereen als effentlech ugewise ginn. Dës Problematik ass bekannt an et gëtt heifir un enger Léisung geschafft.

Dës net effentlech accessibel Luetstatioune si bis elo awer nach ni an den „Chargy“-Statistiken opgelëscht ginn. Dëst, well d'Unzuel vun den ekipéierte Parkplaze bis elo unhand vun den uewen ernimmten Donnéeën aus dem Open Data Portal erstallt ginn an déi maskéiert Luetpunkten hei net ugewise ginn.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 4958 preziséiert, huet d'Europäesch Kommissioun am Kader vum „Fit for 55 Package“ ënner anere eng Propos fir een neit Reglement iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoff (2021/0223 COD) gemaach. Heira gouf net nëmmen eng méi kloer Definitioun vun „accessible au public“ proposéiert, mee den Artikel 18 gesäit och kloer Ufuereunge vir, wéi eng Donnéeën vun allen effentlech accessibele Luetborne müssen europawäit disponibel gemaach ginn. Lëtzebuerg huet des Weidere mat 14 anere Memberstaaten um IDACS-PSA-Projet („Action de soutien au programme sur l'émission de cartes d'identité et la collecte de données pour les carburants alternatifs“) vun der Europäescher Kommissioun deelgeholl, wou et ënner anere drëms gaangen ass, fir Attributer an ee Format fir d'Donnéeën vun den effentlech accessibele Luetstatioune auszeschaffen. Fir den Attribut vun der effentlecher Accessibilitéit gouf och eng kloer Syntax festgeloest. Luetpunkten, déi zum Beispill hannert enger Barrière stinn an nëmmen zougängelech während den Öffnungszäite vun engem Geschäft sinn, sollen duerch dës nei Syntax eenheetlech affichéiert ginn, esou datt Servicer an Applikatiounen, déi op dës Donnéeën zréckgräifen, d'Attribut kënnen richteg interpretéieren. Eng Ëmsetzung heivunner ass och zäitno zu Lëtzebuerg geplangt.

Question 5777 (17.02.2022) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant l'analyse du Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) concernant le logiciel d'espionnage « Pegasus » :

An engem Communiqué vum 15. Februar huet de Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) eng Analys zur Spionagesoftware „Pegasus“ gemaach, déi vun der israelischer Firma NSO ausschliisslech u staatlech Informatiounen verkaf gëtt.

De Staatstrojaner hat am Summer fir Skandalen gesuergt, well een Netzwiwerk vun internationale Journalisten erausfonnt hat, dass Pegasus op Handye vun Aktivisten, Journalisten an Oppositionspolitiker genotzt gouf. Et ass deemno net auszuschléissen, dass verschidde Regierungen an der EU dësen Trojaner fir politesch motivéiert Spionageaktivitéite benotzen. D'Regierung konnt an den Äntwerten op meng parlamentaresch Froen N° 4685 a 4692 net ausschléissen, dass och lëtzebuergesch Persounen an Informatiounen vum Spionageskandal betraff waren.

De Communiqué vum 15. Februar léisst kee gutt Hoer un de Praktiken, déi NSO de Staate mam Gebrauch vu Pegasus a proposéiert a senger véierter Recommandatioun, dass d'EU-Staaten de Gebrauch vun der Pegasus-Software ënnerbanne sollen. Notamment kéint een, nom CEPD, op Basis vum Artikel 83 vum TFEU d'Benotze vu Spyware als kriminell Aktivitéit definéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung mat den Argumenter vum CEPD averstanen, déi ee Verbuet vu staatlecher Spyware, wéi dem Pegasus-Programm, fuerderen?

2. Wäerten d'Ministernen dem Opruff vum CEPD nokommen a sech am Conseil vun der EU dofir asetzen, dass Spionagesoftware, wéi de Pegasus-Programm, op europäeschem Niveau verbuede ginn?

Réponse commune (16.03.2022) de M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

D'Regierung huet d'„Preliminary Remarks on Modern Spyware“, déi de Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) de 15. Februar 2022 publizéiert huet, zur Kenntnis geholl.

D'Regierung deelt d'Usiicht vum CEPD, dass den illegalen Asaz vun Trojanerssoftware schaarf ze veruerteelen ass.

Wat d'Situatioun zu Lëtzebuerg ubelaangt, esou ass déi an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 4685 an N° 4692 duergeluecht ginn.

Question 5778 (17.02.2022) de M. Claude Wiseler (CSV) concernant la protection de biens culturels arméniens au Haut-Karabakh :

Malgré l'ordre et les décisions de la Cour internationale de justice, qui imposent à l'Azerbaïdjan de prendre toutes mesures nécessaires pour prévenir et punir la destruction systématique, la profanation du patrimoine religieux et culturel arménien, son président Aliyev a annoncé la création de la commission pour « restaurer le faux héritage arménien dans ses origines albanaises ».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant que, malgré l'ordonnance claire de la Cour internationale de justice, les autorités azerbaïdjanaises prennent des mesures pratiques pour continuer la destruction du patrimoine arménien dans les territoires occupés lors de l'agression en 2020 ?

2) Monsieur le Ministre songe-t-il à intervenir auprès de l'UE pour prendre des mesures afin d'arrêter l'anéantissement du plus ancien patrimoine chrétien au monde sur les territoires sous contrôle azerbaïdjanais ?

3) Une mission d'enquête indépendante de la part de l'Unesco pour examiner les sites du patrimoine culturel n'a, selon mes informations, toujours pas été envoyée sur place. Monsieur le Ministre peut-il confirmer mes informations ? Dans l'affirmative - quelle en est la raison ?

Réponse (18.03.2022) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Nous avons pris note de l'ordonnance n° 180 et n° 181 de la Cour internationale de justice du 7 décembre sur « l'application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale » de par l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Lors de la déclaration sur la politique étrangère et européenne à la Chambre des Députés en novembre 2021, j'ai exprimé ma préoccupation quant aux rapports faisant état d'attaques visant des civils et des infrastructures civiles dans la région du Haut-Karabakh.

Le Luxembourg réaffirme son plein engagement à soutenir les efforts de coopération pour une paix durable et visant à réduire les tensions et à instaurer la confiance dans la région.

ad 2) Ensemble avec les institutions européennes et les États membres de l'Union européenne, nous continuons à travailler en étroite collaboration avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour surmonter leur conflit par la voie diplomatique et parvenir à une paix durable qui respecte le patrimoine culturel de toutes les parties. En soutenant ces efforts de réconciliation au niveau européen, nous contribuons à la création d'un climat de confiance et de stabilité durable dans l'intérêt de tous les habitants de la région.

Lors du Conseil des affaires étrangères du 18 octobre 2021, le Luxembourg a soutenu le programme « Recovery, Resilience and Reform » de l'Union européenne en faveur des pays membres du Partenariat oriental. Le programme a pour objectif de renforcer la stabilité politique des pays membres. En ce qui concerne la question du patrimoine culturel, celle-ci relève plus particulièrement du mandat de l'Unesco.

ad 3) Les États parties au Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé ont accepté que l'Unesco envoie une mission d'enquête dans le Haut-Karabakh et ses environs en décembre 2021. Depuis, l'Unesco travaille avec toutes

les parties concernées pour créer les conditions d'une mission technique indépendante dans le cadre de la Convention de 1954 et a convenu, avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, d'une mission qui, compte tenu de l'impossibilité de couvrir tout le patrimoine culturel, se concentrerait sur une sélection d'artefacts culturels et religieux, proposée à parts égales par chaque partie. L'Unesco a confirmé qu'un accord avait été trouvé sur plusieurs questions clés et que les négociations entre les parties concernées étaient toujours en cours. Le Luxembourg soutient cette mission d'enquête.

Question 5779 (17.02.2022) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les primes pour l'achat de vélos et de cycles à pédalage assisté :

Les aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, plus particulièrement les primes pour l'achat de vélos et de cycles à pédalage assisté, connaissent un tel succès que plusieurs mois, voire un an, s'écoulent avant que la prime correspondante ne soit versée au demandeur. Il convient toutefois de noter que les citoyens aux revenus modestes peuvent s'attendre à recevoir cette même aide à court terme, sachant que l'achat d'un vélo, surtout d'un vélo électrique, peut représenter pour ces gens une dépense considérable.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le délai actuel pour le versement de l'aide financière suite à l'achat d'un vélo ou d'un cycle à pédalage assisté ?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les délais actuels sont trop longs ?

3) Quelles sont les raisons de ce délai ? Sont-elles dues à des contraintes budgétaires ou à une pénurie de personnel ?

4) Quel est le délai que Madame la Ministre considère comme raisonnable voire réaliste ?

5) De quelle façon les mesures évoquées par Madame la Ministre dans sa réponse à une question parlementaire y afférente datant du mois d'août de l'an dernier se sont répercutées sur le délai de traitement des demandes depuis ?

6) Quelles mesures supplémentaires Madame la Ministre entend-elle mettre en place afin de réduire davantage le délai de traitement voire de respecter le délai jugé raisonnable ?

7) Madame la Ministre prévoit-elle de mettre en place un traitement prioritaire des demandes provenant de citoyens aux revenus modestes ?

- Dans l'affirmative, quelles en seront les modalités pratiques ?

- Dans la négative, pourquoi Madame la Ministre juge-t-elle inopportun le traitement prioritaire décrit ?

8) Sachant que le régime de ces aides financières vient à échéance le 31 mars 2022, Madame la Ministre peut-elle m'informer si ces primes seront prolongées au-delà de cette date ?

- Dans l'affirmative, quel sera le dispositif administratif pour subvenir à la forte demande au futur ?

- Dans la négative, pour quelles raisons le régime de aides financières en question ne sera-t-il pas prolongé et de quelle façon l'achat de vélos et de cycles à pédalage assisté sera-t-il encouragé au futur ?

Réponse (17.03.2022) de Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Les délais de traitement des dossiers de subvention pour les vélos et cycles à pédalage assisté avoisinent actuellement une année.

ad 2) Il ne fait aucun doute que les délais actuels sont trop longs.

ad 3) Les demandes en vue d'une aide financière suite à l'achat d'un vélo ou d'un cycle à pédalage assisté continuent à connaître un immense succès. Le nombre de demandes reçues a largement dépassé les prévisions les plus optimistes. Il en résulte que l'Administration de l'environnement n'était pas dotée de suffisamment de personnel pour faire face à cet afflux de demandes.

ad 4) Un délai raisonnable consiste en quatre à huit semaines pour un dossier qui est complet.

ad 5) Les mesures annoncées au mois d'août 2021 comprenaient le support de plusieurs personnes affectées à d'autres unités, et l'engagement de personnel temporaire (OTI, prêt temporaire de main d'œuvre d'une entreprise, ADEM). Depuis, il a été possible d'augmenter le nombre de demandes traitées lequel dépasse, depuis septembre 2021, le nombre de nouvelles demandes introduites.

ad 6) L'Administration de l'environnement sera dotée de personnel supplémentaire pour faire face

aux nouveaux défis. La procédure de recrutement est actuellement en cours.

ad 7) Non. La subvention en nature pour l'achat d'un vélo n'est pas à considérer en tant que mesure sociale. Par ailleurs, l'Administration de l'environnement n'a aucune information par rapport au revenu des requérants et ne serait dès lors pas en mesure de procéder à un traitement prioritaire de certaines demandes.

ad 8) La prolongation des aides financières de deux années supplémentaires a été annoncée au cours de cette semaine. Il est évident que les mesures déjà annoncées s'appliqueront en continu.

Question 5780 (17.02.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **nouvelle génération de cigarette électronique** :

Plébiscitée sur les réseaux sociaux, une nouvelle génération de cigarette électronique visant les jeunes entre 14 et 24 ans a fait son apparition dans nos pays voisins, appelée notamment « puff ». Il s'agit d'un produit jetable, coloré, sucré et contenant une batterie en lithium.

Outre le fait que cette cigarette électrique contenant de la nicotine attire les jeunes vers les produits du tabac, la batterie atterrissant dans les déchets normaux représente un problème environnemental.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé si cette cigarette banalisée au goût fruité est actuellement commercialisée au Luxembourg.

2) Dans le cadre de la lutte antitabac, ce nouveau produit est-il thématiquement dans les mesures préventives élaborées par le Ministère de la Santé ?

Réponse (15.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Les services du Ministère de la Santé ont été rapidement alertés de la commercialisation de cette variante de cigarette électronique, appelée « puff » en France, où elle est en train de mettre à mal tous les efforts de prévention tabac auprès des jeunes pour les raisons que l'honorable Député a décrites dans sa question.

Les produits du vapotage (cigarettes électroniques) sont réglementés en tant que produits du tabac et tombent sous la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac. Cette loi dispose en effet à l'article 4 octies, paragraphe 1^{er}, que « les fabricants et les importateurs de cigarettes électroniques et de flacons de recharge sont tenus de soumettre une notification à la Direction de la santé concernant tout produit de ce type qu'ils ont l'intention de mettre sur le marché ». La notification du produit doit être faite six mois avant la mise sur le marché et une taxe de 5.000 € est due pour chaque notification de produit.

À ce jour, aucune demande de commercialisation pour un produit de type « puff » n'a été introduite à la Direction de la santé. Par conséquent, toute vente de ce produit non déclarée et sans autorisation préalable au Luxembourg est illégale.

ad 2) Ce produit est défini en tant que cigarette électronique selon l'article 2 de la loi précitée comme étant « un produit ou tout composant de ce produit ou dispositif, y compris une cartouche, un réservoir et le dispositif dépourvu de cartouche ou de réservoir, qui peut être utilisé, au moyen d'un embout buccal, pour la consommation de vapeur ou l'inhalation de toute substance contenant ou non de la nicotine; la cigarette électronique pouvant être jetable ou rechargeable au moyen d'un flacon de recharge et un réservoir ou au moyen d'une cartouche à usage unique ».

La stratégie de lutte antitabac développée par le Ministère de la Santé et reprise dans son plan national de lutte contre le tabagisme 2016-2020 (PNLT) a également thématiquement ce type de produit en reconnaissant que la cigarette électronique sous toutes ses formes ou variantes constitue un risque potentiel pour la santé, notamment auprès des jeunes.

Il est reconnu que l'utilisation de la cigarette électronique simule l'acte de fumer à proprement dit et renormalise l'image de fumer en société. La nicotine contenue dans les e-liquides entraîne rapidement une dépendance et constitue pour les jeunes une porte d'entrée vers un tabagisme de longue durée dont il sera difficile de se sevrer. Finalement, les ingrédients utilisés dans les cigarettes électroniques, visant à attirer les jeunes, n'ont pour la plupart pas été testés en inhalation et leurs effets sur la santé à long terme restent inquiétants. De nombreuses études en laboratoire révèlent la présence de métaux lourds, tels que nickel, chrome, plomb et des substances cancérigènes qui sont libérées lors du chauffage de la résistance du produit. Toutes ces substances dangereuses pour la santé se concentrent dans la vapeur finale inhalée par le vapoteur.

Pour protéger la population de l'exposition aux fumées et vapeurs émises par les produits du tabac, des mesures préventives additionnelles qui dépassent le seul cadre de la directive sur les produits du tabac 2014/40/UE ont été mises en place au Luxembourg. Il s'agit des mesures suivantes :

- Il est interdit de vapoter au même endroit où s'applique l'interdiction de fumer, ce qui comprend aussi particulièrement les aires de jeux pour enfants, les enceintes sportives où des jeunes de moins de seize ans pratiquent un sport.

- Il est interdit de fumer dans les véhicules si des enfants de moins de douze ans sont à bord.

- La vente de produits de la cigarette électronique est interdite aux mineurs, au même titre que les produits du tabac.

- La publicité pour la cigarette électronique est interdite, sauf sur les points de vente.

- La vente à distance de produits de la cigarette électronique, depuis ou vers le Luxembourg, est interdite, y compris si le commerçant se trouve à l'étranger. Les boutiques en ligne sont par conséquent interdites.

- Les interdictions citées plus haut sont également applicables aux produits de la cigarette électronique sans nicotine.

- La mise à disposition sur le site <https://sante.pUBLIC.lu/fr/prevention/tabac/index.html> d'informations sur les dangers des produits du tabac à destination de la population.

- Le suivi des campagnes nationales de prévention antitabac, qui a été fortement impacté par la crise sanitaire, sera relancé avec la reprise des campagnes antitabac ciblant les jeunes et les sensibilisant aux dangers des produits du tabac.

Question 5781 (17.02.2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*) concernant le **Traité sur la charte de l'énergie (TCE)** :

Le Traité sur la charte de l'énergie (TCE) est un accord d'investissement international dans le secteur de l'énergie. Signé en 1994, il fait aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques. Des pourparlers internationaux sont par ailleurs engagés depuis un certain temps avec l'objectif d'une refonte ou d'une modernisation du traité.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quel est l'état actuel des discussions et négociations sur l'avenir du TCE ? Quels sont les principaux scénarios envisagés et envisageables ? Pouvez-vous me détailler la position du Luxembourg dans ces pourparlers ?

2) Pouvez-vous me renseigner sur le calendrier des négociations ? Pouvez-vous confirmer que l'Union européenne (UE) s'est fixé comme objectif de trouver un accord avant l'été 2022 ?

3) Quelle est la position du Luxembourg par rapport à la proposition récente du secrétariat TCE qui vise à introduire plus de flexibilités dans le traité ? Est-ce que cette proposition est compatible avec l'objectif de l'UE d'une réduction des gaz à effet de serre de 55% jusqu'en 2030 ?

4) Est-ce que la proposition récente du secrétariat TCE nécessite l'unanimité parmi les pays membres au TCE ? Est-ce que des scénarios sont envisageables qui ne nécessitent pas l'unanimité parmi les membres au TCE, voire qui aboutiraient à une application différenciée à l'intérieur de l'UE ?

5) Est-ce qu'un éventuel changement du traité nécessite l'accord du parlement luxembourgeois ?

6) Est-ce que le Luxembourg soutient un élargissement de la protection des investissements sur de nouveaux secteurs, tels que la production d'énergie à base d'hydrogène ou de biomasse ?

Réponse (08.03.2022) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1) Au début du mois de mars 2022 se tiendra le 11^e cycle de négociations entamées en juillet 2020. Entre chaque cycle, de nombreuses réunions bilatérales ont lieu pour faciliter le processus. Le Luxembourg soutient la proposition ambitieuse portée par l'Union européenne visant à mettre fin à la protection des investissements relatifs aux énergies fossiles en vue d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

ad 2) Les négociations ont été entamées en juillet 2020. Les travaux s'intensifieront au cours des mois à venir avec des cycles de négociations prévus pour les mois de mars, avril et juin 2022. Dépendant des conditions sanitaires, les parties espèrent se rencontrer dans un des États membres lors d'une réunion physique, ce qui facilitera l'avancée des travaux. Le Luxembourg soutient une finalisation des négociations la plus rapide possible.

ad 3) Le Luxembourg soutient une réforme ambitieuse du traité visant à exclure les énergies fos-

siles des mécanismes de protection des investissements. Différentes modalités sont en cours d'examen sur la façon de parvenir à cet objectif tout en respectant le principe de responsabilité commune mais différenciée des États parties au traité face à la question du changement climatique.

ad 4) Les États faisant partie du traité auront le choix de ratifier ou non les modifications proposées à l'issue du processus de modernisation. Ces modifications devront être approuvées à l'unanimité des parties. Chaque État partie demeure également libre de quitter le traité de manière unilatérale à tout moment. Dans ce cas, la « sunset clause » de l'article 47 est d'application et les dispositions actuelles du traité continueront à s'appliquer pour une durée de 20 ans, y compris la protection de l'ensemble des activités économiques listées par le traité, dont les énergies fossiles. Le Luxembourg rappelle l'importance d'une position commune des États membres de l'UE, représentée par la Commission dans les négociations en cours.

ad 5) L'approbation du traité révisé suivra les procédures constitutionnelles applicables en matière de ratification des accords internationaux.

ad 6) Dans le cadre du processus de modernisation, le Luxembourg soutient l'extension de la protection des investissements aux activités économiques liées à l'hydrogène produit exclusivement à partir de sources d'énergie renouvelables.

Question 5782 (17.02.2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant l'**escroquerie sentimentale** :

Den éisträicheschen Televisiounssender Plus24 huet elo rezent iwwert d'Bedruchsmasch „Love Scam“ eng Reportage ausgestraalt.

Doranner goug et ëm e 37-järeg Mann, deen an Däitschland, Éisträich an och hei zu Lëtzebuerg duerch divers Fraebekanntschafte 590.000 € soll ergaunert hunn. De Mann huet vis-à-vis vun de Fraen entweeder behaupt, hien hätt Geldproblemer, oder en huet versicht, datt d'Fraen a verschidde Geschäftsmodeller vun him investéieren.

De Mann ass entre-temps iwwerfouert ginn a sëtzt elo an Éisträich an Untersuchungschaft.

Virun dësem Hannergrond wëll ech folgend Froen un den Här Policeminister stellen:

1. Ass der Police bekannt, wéi vill Fraen an dëser Affär hei zu Lëtzebuerg concernéiert sinn ? Wéi vill Suen huet de Concernéierte vun dëse Frae kritt ?

2. Wéi vill Fäll vu „Love Scam“ ginn all Joers hei zu Lëtzebuerg gemellt ?

3. Wéi gedenkt de Minister, op dëse Sujet opmierksam ze maachen, fir d'Leit virun dëser Bedruchsmasch besser ze schützen ?

Réponse commune (17.03.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. Der Police ass kee Fall bekannt, wou eng Fra hei zu Lëtzebuerg vun dëser Affär concernéiert ass.

ad 2. Et ginn Ermëttlungen betreffend d'Infraction vun „escroquerie“ gefouert, an do fällt de „Love Scam“ drënner. Et ass awer net méiglech, eng genau Unzuel vu „Love Scam“-Fäll unzeginn, well keng Statistike betreffend dës spezifesch Infraction gefouert ginn.

ad 3. D'Police mécht scho säit Joren op hirem Internetsite ënnert der Preventiounsbüro op d'Geforen aus dem Internet opmierksam. Et ass och eng speziell dediéiert Rubrik mat Conseilen iwwert d'Bedruchsmasch „Love Scam“ op där Säit ze fannen. Hei gëtt och op den Internetsite vu BeeSecure verwisen, dee sech ausgiebig mat dësem Thema befasst.

Doriwwer eraus kann een och nach d'Preventiounsservice vun der Police ernimmen, déi am direkte Kontakt mam Bierger sinn, sief et a Schoulen, Altersheimer, Foiren, Wochemäert oder bei allgemenge Berodungen. Dës thematiséieren och regelméisseg déi divers Bedruchsmaschen aus dem Internet.

Question 5783 (17.02.2022) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **protection du patrimoine culturel arménien** :

Le 7 décembre 2021, la Cour internationale de justice a ordonné l'Azerbaïdjan de protéger le patrimoine culturel et religieux arménien. Cependant, il me revient que de nombreuses destructions de biens culturels continuent à se produire dans et autour de la zone du conflit du Haut-Karabakh, zone disputée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Madame et Monsieur les Ministres ont-ils pris des mesures, seuls ou en concert avec leurs homologues, afin de faire respecter la Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux protocoles ? Dans la négative, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre envisagent-ils de réagir à ces développements ?

2) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils favorables à une mission sur le terrain par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) ?

3) Les Ministères mènent-ils des actions de sensibilisation à l'égard de la nécessité de protéger le patrimoine culturel en période de conflit ? Dans la négative, est-ce que les ministres estiment opportun de lancer une telle initiative ?

Réponse commune (18.03.2022) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) La « protection renforcée » de biens culturels, telle que prévue par le Deuxième Protocole de 1999 de la Convention de La Haye (1954) est gouvernée par une procédure multilatérale clairement définie qui ne prévoit pas d'éventuelles actions unilatérales de la part du Luxembourg. En effet, seul un État partie au Deuxième Protocole (1999) de la Convention de 1954 qui a la juridiction ou le contrôle sur un bien culturel peut soumettre une demande d'octroi de protection renforcée au Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, tel qu'instauré par le Deuxième Protocole. Il revient donc à l'État concerné de demander la protection renforcée et à la communauté internationale de décider les mesures à prendre en cas de violation de cette protection internationale selon les dispositions prévues par la Convention de La Haye et ses deux protocoles. Le Luxembourg ne fait pas partie des douze États qui composent le Comité pour la protection des biens culturels, mais suit ses travaux en tant qu'observateur et État partie de la Convention et de ses protocoles.

Notons que parmi les 17 biens inscrits actuellement sur la liste des biens culturels sous protection renforcée figurent le Monastère de Gherart et la Haute vallée de l'Azat pour l'Arménie, et la Cité fortifiée de Bakou avec le palais des Shirvanshah et la Tour de la Vierge et le Site archéologique de Gobustan pour l'Azerbaïdjan

ad 2) L'Unesco a proposé d'effectuer une mission d'expertise indépendante sur le terrain pour dresser un inventaire préliminaire des biens culturels les plus significatifs, comme préalable à une protection effective du patrimoine de la région. Les États membres du Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé ont salué cette initiative et confirmé le besoin d'une mission d'évaluation de la situation des biens culturels dans et autour du Haut-Karabakh. L'Unesco a effectué des propositions et mené des consultations approfondies afin de mettre en place cette mission qui, dans le cadre de la Convention, requiert l'accord des parties.

ad 3) Le Luxembourg est engagé de plusieurs façons dans la protection du patrimoine culturel en période de conflit, y compris en termes de sensibilisation, cela aussi bien à travers les textes normatifs et l'appui à l'adoption de conclusions et résolutions y relatives au niveau multilatéral (p. ex. Conclusion du Conseil de l'Union européenne du 21 juin 2021 sur l'approche de l'UE à l'égard du patrimoine culturel en période de conflit et de crise ; Résolution n° 2347 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies ; Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, etc.) qu'au niveau de la législation nationale (p. ex. dispositions dans la loi sur le patrimoine du 25 février 2022 relatives au trafic illicite de biens culturels qui est souvent corolaire aux conflits) et d'organismes spécialisés (Unesco, Aliph, Iccrom, etc.).

Le Luxembourg fait en outre partie du groupe de travail à composition non limitée d'États parties à la Convention du patrimoine mondial en conformité avec la décision 44 COM 8 et portant réflexion sur les sites associés aux mémoires de conflits récents et à d'autres mémoires négatives. Le groupe de travail est appelé à soumettre au Comité du patrimoine mondial des propositions de recommandations sur les questions techniques : Valeur universelle exceptionnelle, authenticité en conformité avec le critère (vi) de la Convention du patrimoine mondial, ainsi que sur les moyens de gérer les tensions potentielles. Ce groupe de travail a été institué en décembre 2021 suite à la 44^e session élargie du Comité du patrimoine mondial.

Question 5784 (18.02.2022) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **section des sports d'élite de l'armée** :

Am Moment besteet fir d'Spëtzesportler an déi, déi et kéinte ginn, d'Section des sports d'élite de

l'armée. Hei kënnen d'Sportler no enger Grondausbildung Deel vun der Arméi ginn an esou ee reegelmeisseg Akommes kréien, a gläichzäiteg Zäit hu fir sech op hire Sport ze konzentréieren. Zudeem gëtt et fir Staatsugestallten eng änlech Disposition, notamment den Horaire aménagé, deen am Artikel 14 Punkt 1 vum Sportsgesetz vum 3. August 2005 steet a Folgendes virgesäit:

« Un horaire de travail aménagé peut être introduit dans l'intérêt des sportifs d'élite occupés dans le secteur public. Par secteur public il y a lieu d'entendre l'État, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics et la société nationale des chemins de fer luxembourgeois. »

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung, fir den öffentlechen Déngscht a fir Sport dës Fro stellen:

1. Wéi vill Sportler(innen) sinn an der Arméi als Sportzaldot agestallt?

2. Wéi enge Federatioune gehéieren dës Sportler(innen) un?

3. Vu wéi engem Budget ginn d'Depensé fir d'Salairé fir d'Sportler(innen) aus der Section des sports de l'armée bezuelt, an op wéi vill belafen sech déi järelech Ausgabe fir de Staat fir déi Sektouren?

4. Wéi ass deen Horaire aménagé an der Fonction public gereegelt? Wat ass hei d'Base légale niest dësem Saz aus dem Gesetz vum 2005?

5. Kënnen d'Ministère d'Ënnerscheeder tëscht dem Congé sportif an dem Horaire aménagé méi genau erklären? Ginn et hei Ënnerscheeder an de Krittären, déi eng Persoun muss erfëllen, fir dovun ze profitéieren?

6. Ënnert wéi enger Form gëtt deen Horaire aménagé aarbechtsrechtlech ofgeschloss (Avenant zum Aarbechtsvertrag, Arrêté...)?

7. Wéi vill Agente profitéieren momentan vun esou engem Horaire aménagé?

8. Wéi vill Agenten hunn an deene leschte fënnf Joer vun esou engem Horaire profitéiert?

Réponse commune (17.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense*, de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique*, et de **M. Georges Engel**, *Ministre des Sports* :

ad 1. An der „Section de sports d'élite de l'armée“ sinn am Moment 29 Sportler.

ad 2. Déi 29 Sportler deelen sech op folgend Verbänn op:

- 2 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de ski (FLS),
- 3 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de tennis de table (FLT),
- 5 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de basket ball (FLBB),
- 4 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de triathlon (FLTRI),
- 2 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise d'athlétisme (FLA),
- 2 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (FLNS),
- 1 Sportler aus der Fédération du sport cycliste luxembourgeois (FSCL),
- 1 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de boxe (FLB),
- 1 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de volleyball (FLVB),
- 2 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de tennis (FLT),
- 2 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de handball (FLH),
- 1 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de tir à l'arc (FLTA),
- 1 Sportler aus dem Sport automobile (ACLSPORT)
- 1 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise de football (FLF),
- 1 Sportler aus der Fédération luxembourgeoise des arts martiaux (FLAM).

ad 3. Déi järelech Salairé vun de Sportzaldote belafen sech op ongeféier 780.000 Euro a lafen iwwert de Budgetsartikel 01.6.11.005.

ad 4. D'Base légale fir den „Horaire aménagé“ fir d'Spëtzesportler ass am Artikel 14 Punkt 1 vum ofgeännerte Sportsgesetz vum 3. August 2005 festgehalten:

« Art. 14. Des mesures d'appui particulières pour le sportif d'élite

Un horaire de travail aménagé peut être introduit dans l'intérêt des sportifs d'élite occupés dans le secteur public. Par secteur public il y a lieu d'entendre l'État, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics et la société nationale des chemins de fer luxembourgeois. »

Niest dem Saz aus dem ofgeännerte Sportsgesetz vum 3. August 2005 gëtt et soss keng Base légale déi den „Horaire aménagé“ an der Fonction publique reegelt.

ad 5. Den „Horaire aménagé“ ass ganz kloer limitéiert op Elittesportler, déi als solch vum COSL un-

erkannt sinn, an déi en plus schon am définiéierte Secteur public schaffen.

Den Artikel 13 aus dem Sportsgesetz seet effektiv do Folgendes: « Le terme sportif d'élite vise les athlètes dont la qualification sportive est reconnue en tant que telle par le COSL. »

De „Congé sportif“ ass engersäits limitéiert op verschidde Kategorië vu Leit, wou ënner anerem den Elittesportler drënner fällt, mee och beispillsweis déi Leit, déi hie betreien, awer och op verschidden Evenementer. Contrairement zum „Horaire aménagé“, ass de „Congé sportif“ net un d'Aarbechtsplaz vum Demandeur gebonnen. Deemno kann zum Beispill och e Sportler, deen Independant ass oder bei engem private Patron schafft, de „Congé sportif“ ufroen, wann déi aner Konditiounen erfëllt sinn. De „Congé sportif“ ass en plus och limitéiert an der Unzuel un Deeg, déi ee ka pro Joer kréien.

Als eligibel gëllen, laut den ofgeännerten Ausféierungsbestëmmunge vum 30. Abrëll 1991, folgend international Evenementer:

« en ce qui concerne les sportifs d'élite et leur personnel d'encadrement

- les compétitions figurant au programme officiel des Jeux olympiques et Jeux paralympiques d'été et d'hiver ainsi que celles des programmes de démonstration autorisés par le Comité international olympique ;

- les compétitions mondiales et européennes organisées par les fédérations internationales compétentes ou avec leur coopération et réservées, sur le plan individuel ou collectif, aux sélections ou équipes nationales des catégories d'âge auxquelles elles s'adressent ;

- les compétitions internationales comprenant tant les phases finales que qualificatives et les stages auxquels les sportifs d'élite sont inscrits par le Comité olympique et sportif luxembourgeois ou leur fédération et qui ont pour but d'améliorer leurs performances et de parfaire leur préparation ;

[...]

Le congé sportif est limité à douze jours par an et par bénéficiaire.

Le Gouvernement peut déroger à la limitation de douze jours sur proposition motivée du ministre compétent pour les membres d'un modèle spécial de préparation des cadres nationaux appuyé par l'État et le COSL, pour les membres du cadre de sportifs d'élite et pour les sportifs d'élite qui préparent une participation olympique ou paralympique. »

ad 6. De jeeweilege Patron decidéiert selwer ënner wéi enger Form hien den „Horaire aménagé“ formaliséiert. Dat kann ënner Form vun enger Konvention sinn oder engem einfache Courrier. Et gëtt keng virgeschriwwe Prozedur déi d'Form vum „Horaire aménagé“ reegelt.

ad 7. Aktuell profitéieren fënnf Elittesportler vun deem „Horaire aménagé“.

ad 8. An de leschte fënnf Joer hu weider dräi Persounen vun där Mesure fir d'Elittesportler profitéiert.

Question 5786 (21.02.2022) de **MM. André Bauler** et **Gilles Baum** (DP) concernant la **couverture médicale dans le nord du pays** :

Ëmmer méi Leit aus der Nordspëtz bekloen sech driwwer, datt et immens schwéier ass fir an den Owesstonnen, nuets an de Weekend en Dokter ze fannen, deen Hausbesich mécht. Dacks kënnen d'Leit sech net selwer beweegen, well se Féiwier hunn, ënner enger Verletzung oder engem Malaise leiden. De Moment fiert bal kee Generalist méi owes oder nuets am ieweschten Éislek eraus fir dréngend Visitten ze maachen.

D'Distanze spille besonnesch bei schlechtem Wieder eng Roll, a wann ee seriöus krank ass, dann ass den Transport op Ettelbréck an d'Klinick oder an d'Maison médicale net evident.

Aus deene Grënn wollte mir folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

- A wat fir engem Mooss an zu wat fir engem Auerzäite kann d'Klinick zu Woltz Patienten en charge huelen?

- Ass et méiglech fir am Kanton Clief eng (Annexe vun der) Maison médicale (vun Ettelbréck) opzemaachen fir der betraffener, staark wuessender Bevëlkerung wäit Deplacementer ze erspueren? Wéi stuuft d'Madamm Ministesch d'Opportunitéit vu sou enger Maison médicale an der Nordspëtz an?

- Ass d'Madamm Ministesch bereet fir sech mat de betraffene Gemengen auszetauschen fir kuerzfristeg eng pragmatesch Léisung ze fanne bis eng Maison médicale geschaf ka ginn ?

Réponse (24.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

De Centre Hospitalier du Nord huet eng Policlinique am Spidol zu Woltz en Place gesat wou kleng Ur-

gencë kënnen en charge geholl ginn. D'Ëffnungszäite si vu 7.00 Auer moies bis 19.00 Auer owes souwuel an der Woch wéi och de Weekend. Méi schwéier Urgence ginn am Spidol zu Ettelbréck en charge geholl.

Doriwwer eraus hält de Gesondheitsministère un der aktueller Praxis fest, dat eng Maison médicale, grad sou wéi eng eventuell Annexe dovun, ëmmer an der direkter Proximitéit vun engem Akkutschpidol muss fonctionéieren. Am Fall vun Kanton Clief, wéi iwweregens fir all déi aner Deeler vun Land, wou zur Zäit keng Maison médicale an direkter Ëmgégend ass, setzt de Gesondheitsministère weiderhin op déi sougenannten Cabinets de groupe, also Praxen wou op d'mannst 4 Generaliste schaffen an d'Ëffnungszäiten och op den Owend a Weekends ausgedeeent ginn. An deem Sënn ass och de Wëllen do fir en Austausch mat de betraffene Gemengen, fir eng Léisung ze fannen.

Question 5788 (21.02.2022) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant les **informations erronées en ligne** :

Bei der Internetsuchmaschinn Google fënn et bei der Adresse vun Dokteren, Betriber, Geschäfte asw. net méi den Numm vun de jeeweilegen Dierfer, mee ëmmer just nach dee vun der Gemeng. Et ginn also deelweis Adressen uginn, déi guer net existéieren. Dës Onkloerheete féiere fir vill Leit zu Konfusiounen, vill Bréiwer oder Päck ginn op falsch Plaze geschéckt a vill Leit fueren op déi falsch Dierfer.

Ech wéilt dofir folgend Froen un d'Madamm Minister fir Konsumenteschutz an un d'Madamm Innenminister stellen:

- Ass d'Regierung sech dësem Problem bewusst? Wa jo - wat ass geplangt, fir géint dës Irreféierung vun de Bierger virzegoen?

- Gëtt et niewent Google nach aner Betriber oder Internetsuchmaschinen, wou d'Adresse falsch uginn?

- Ass geplangt, fir bei der uewe genannter Firma oder bei aneren, och offiziellen, Instanzen ze intervenéieren?

Réponse (18.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs* :

Déi honorabel Deputéiert huet eng Serie Froen am Zesammenhang mat der Internetsuchmaschinn Google gestallt.

Déi beschriwwen Demarche ass Konsumenten, déi op déi Services vun där Firma zréckgräifen, sécherlech bekannt. Deemno fannen d'Leit net déi Plaz, déi se sichen, ouni dass onbedéngt vun Irreféierung am Sënn vum Code de la consommation ka geschwat ginn.

Et ass och esou, dass dem Verbraucher nach aner Suchmaschinen zur Verfügung stinn. Do derneient kann hien och op Informatiounen zréckgräifen, déi iwwert „open data“-Quellen zougänglech sinn, wéi zum Beispill de Geoportail, deen et och erlaabt, Itinéraires ze konfiguréieren.

D'Regierung wäert trotzdem mat Google Récksprouch huelle fir ze kucken, dass och d'Dierfer an hirer Suchmaschinn consideréiert ginn.

Question 5792 (22.02.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **arnaques par message électronique** :

Régulièrement, les utilisateurs des services e-mail sont confrontés à des convocations falsifiées de la part des services policiers luxembourgeois ou étrangers pour des délits qu'ils auraient commis. Ces messages spam d'un très mauvais goût contiennent des menaces ouvertes en cas d'absence de réaction de la part des destinataires.

Rien qu'au cours des derniers jours, la Police grand-ducale a été contactée par quelque 200 victimes de ce type.

1) Compte tenu de ces désagréments pour les personnes concernées ainsi que du travail supplémentaire pour la police, qui est déjà débordée, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure quels sont les moyens de la police tant luxembourgeoise qu'internationale pour mettre un terme à ces messages malveillants.

2) Comme il semble s'agir de délinquants internationaux, est-ce que les responsables ont déjà pu être identifiés ?

3) Quelles sont les peines que risquent les auteurs de tels délits ?

4) Quelles sont les recommandations à l'attention des victimes ?

5) Quelle est, en général, l'étendue des appels malveillants dont la police est saisie ?

Réponse (04.03.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) Sur base des informations extraites des e-mails indésirables, les recherches nécessaires sont

effectuées par la Police grand-ducale et, si nécessaire, des demandes d'entraide internationale sont sollicitées. Mais, en général, il est malheureusement illusoire d'espérer pouvoir mettre un terme à ce type de messages malveillants via e-mail.

ad 2) Le ministre ne peut pas fournir des informations sur des enquêtes en cours.

ad 3) Concernant les messages actuels transmis au nom de la Police grand-ducale avec des noms réels à l'appui, les faits peuvent être qualifiés d'usurpations d'identité qui sont passibles de peines d'emprisonnement de huit jours à trois mois respectivement d'amendes de 251 euros à 5.000 euros (articles 231 et 232bis Code pénal).

Lorsqu'après la prise de contact, les auteurs transmettent des revendications, les faits peuvent être qualifiés de tentatives d'escroquerie qui sont passibles de peines d'emprisonnement de quatre mois à cinq ans et d'amendes de 251 euros à 30.000 euros (article 496 Code pénal).

ad 4) Depuis des années, la Police grand-ducale tente de sensibiliser le public sur les dangers de l'internet sous la rubrique « prévention » de son site Internet officiel, notamment dans la sous-rubrique « Dangers sur Internet ». Le site Internet de la police renseigne entre autres également sur le site Internet de l'initiative gouvernementale Bee Secure.

Une campagne de sensibilisation spécifique de la part de la police n'existe pas, toutefois ses services prévention, qui sont en contact direct avec les citoyens dans les écoles, les maisons de retraite, sur les foires et marchés ainsi que lors des consultations, thématisent régulièrement les différentes méthodes d'escroquerie via Internet.

S'y ajoutent les messages de prévention réguliers dans la presse luxembourgeoise et dans les médias sociaux.

D'ailleurs, tout récemment encore, et ce à plusieurs reprises, la police a rendu attentif à précisément cette nouvelle escroquerie mentionnée par l'honorable Député.

ad 5) La police ne dispose pas de statistiques quant au moyen utilisé pour effectuer une infraction.

Question 5793 (22.02.2022) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant l'**autorisation d'exercer des médecines** :

An der Äntwert op d'Fro Nr. 2979 vum 13. Oktober 2020 sot d'Ministesch:

„Well zurzäit weeder an dësem Fall nach an engem anere Fall d'Situatioun sech presentéiert huet, datt e Medezinner, deen zu Lëtzebuerg exerzéiert, no dem Ausstelle vu senger Autorisation d'exercer zu Lëtzebuerg säin Droit d'exercer am Ausland komplett an definitiv verluer huet, ass et nach net zu dem Émstand komm, deen den honorablen Deputéierte beschreift. Fir sou Fäll awer virzebeugen, analyséiert de Gesondheitsministère zurzäit, wéi eng nei gesetzlech Reegel kéint an deem Fall gräifen, fir datt eng komplett an definitiv Radiatioun am Ausland d'office kéint zu enger Radiatioun zu Lëtzebuerg féieren.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch dës Fro stellen:

- Goufen déi ugeschwaten Analyse schon ofgeschloss? Falls jo, zu wéi enge Konklusiounen ass ee komm? Falls nee, firwat net a bis wéini ass mat engem Resultat ze rechnen?

Réponse (24.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

De Gesondheitsministère huet effektiv, déi an der Äntwert op d'Fro Nr. 2979, ugedeiten Analyse ofgeschloss. D'Konklusioun dovun ass, datt dat ofgeännert Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer den Exerice vun de Medeziner, Zännokter a Vétérinaire ugepasst muss ginn, fir eng nei gesetzlech Reegel anzeféieren. Dës Reegel gouf virgesinn datt, am Fall wou eng Persoun déi zu Lëtzebuerg eng Zouloossung an engem vun deenen dräi Beruffer huet, an an engem anere Land eng Strof géint dës gesprach ginn ass am Kader vun där hier Zouloossung suspendéiert ginn ass, verléiert si hiert Recht zu Lëtzebuerg ze exerzéieren, fir déi selwecht Periode. Am Kader vun enger nächster Upassung vum uewegenannte Gesetz vum 1983, géif eng Bestëmmung an deem Sënn mat afléissen.

Question 5795 (22.02.2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **formations du CGDIS** :

Fir all aktive Member vum CGDIS ass et eng Obligatioun, fir reegelméisseg Coursë matzemaachen. Dës sinn eréischt no engem Examen ofgeschloss. Laut mengen Informatiounen, besteet esou e Cours aus dräi „Basis-FIS-Coursen“ mat eenzele Moduler. Et ass am Interessi vun der Saach, datt dës Coursen esou séier ewéi méiglech kënnen ofgehalen ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Banneminister:

1. Wéi vill där Coursë goufen an de leschten dräi Joer ofgehalen, opgeschlüsselt no eenzele Kategorien?

2. Laut mengen Informatiounen sinn eenzel Coursen ofgesot ginn, obschonn se voll besat waren. Ëm wéi vill Coursen handelt et sech hei a wat waren d'Grënn, firwat datt dës Coursen ofgesot goufen?

Réponse (10.03.2022) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

De Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ass en autonomen Etablissement public. Deemno intervenéiert d'Inneministesch net am alldeegleche Fonctionnement vum CGDIS, an den Inneministère huet och keng Kenntniss zu deene gestallte Froen.

De CGDIS verëffentlecht all Joer e Rapport d'activités, an deem d'Unzuel vu Coursen, déi vum INFS ofgehalen ginn, sou wéi d'Unzuel vun alle Participanten, déi un dëse Coursen deelgeholl hunn, opgefouert ginn. De Rapport d'activités, deen iwwerengs all Deputéierten zougestallt kritt, kann och um Internetsite vum CGDIS (www.112.lu) erofgeluede ginn.

Question 5796 (23.02.2022) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **syndrome de la Havane** :

A menger parlamentarescher Fro N° 5373 huet den Ausseminister erkläert, dass hie keng weider Informatiounen zu Fäll vum „Havanna Syndrome“ zu Lëtzebuerg hätt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froen stellen:

1. Ginn et laut Informatiounen vum Minister weder Fäll nach Verdachtsfäll vum „Havanna Syndrome“ hei am Land?

2. Wéi ee Service am Ausseministère oder engem anere Ministère ass zoustänneg, fir Informatiounen zum „Havanna Syndrome“ ze verwalten?

3. Am Fall wou eng Persoun mengt, Affer vun enger Attack ginn ze sinn, déi d'Havanna-Syndrom zur Folge huet, u wie kann dës Persoun sech adresséieren, fir dës Virfäll ze mellen? Wéi eng Autoritéit wier responsabel, fir esou Fäll ze traitéieren?

Réponse (17.03.2022) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Der Regierung si keng Fäll vum Havanna-Syndrom zu Lëtzebuerg bekannt.

Deene Bierger, déi gesondheetlech Problemer opweisen, gëtt selbsterständlech geroden, sech un eischter Stell un hiren Dokter ze wenden.

Question 5805 (23.02.2022) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **bruit routier** :

A senger Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 5467 schreift den Här Minister mat Bezuch op soner Radaren, datt „différents seuils d'émissions sonores sont applicables“.

Duerfir hätt ech dës Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an un den Här Policeminister:

1. Kaméidi duerch de Stroosseverkéier ass an eiser Gesellschaft praktesch dee ganzen Dag present. De stéierenden, jo ongesonde Kaméidi gëtt vun der Medezinn an eendeitegen Dezibelzuele festgemaach. Firwat sinn déi ënnerschiddlech Kaméidi sinn, déi d'Gefierer mussen anhale, fir eng europäesch Homologation ze kréien an esou an engem europäesche Land zougelooss kënnen ze ginn. Nieft dësem europäesche Kader ass och op den Artikel 25 vum „Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation

2. Ass et de Sécherheetskäfte méiglech, ouni genee Miessung vum Kaméidi an ouni Radarënnestütz, eenzel Gefierer, déi am Stroosseverkéier als extreem haart opfalen, unzehalen? Wéi eng Interventiounsméiglechkeete bestinn an esou engem Fall?

Réponse commune (31.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Déi honorabel Deputéiert froen zousätzlech Informatiounen zu dem Kaméidi am Stroosseverkéier. An dësem Zesammenhang ass besonnesch op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro N° 2208 vum 14. Mee 2020 souwéi op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro N° 1005 vum 1. August 2019 ze verweisen. An dësen Äntwerten ass detailléiert opgefouert, wat d'Limitten am Beräich vum Kaméidi sinn, déi d'Gefierer mussen anhale, fir eng europäesch Homologation ze kréien an esou an engem europäesche Land zougelooss kënnen ze ginn. Nieft dësem europäesche Kader ass och op den Artikel 25 vum „Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation

sur toutes les voies publiques“ ze verweisen. An dësem Artikel ginn och spezifesche db(A)-Wäerter festgeluecht, déi fir eng Eenzelofnam, heescht eng Zouloossung vun engem Gefier, wat keng Homologation huet oder modifizéiert gouf, agehale mussen ginn. Et sief awer betount, dass d'SNCA bis den Oktober 2021 just eng Standmiessung konform zu enger ISO-Norm bei enger Eenzelofnam verlaangt huet. Dës Miessung ass allerdéngs net identesch zu der Homologatiounsmiessung, déi dynamesch an engem bestëmmten Dréizuelberäich an enger spezifescher Vitess gemaach gëtt. Sait Oktober 2021 applizéiert d'SNCA fir Eenzelofname vu Gefier, déi no 1995 eng éischte Kéier zougelooss goufen, Dispositiounen aus der UNECE-R51-Reegelung (Revisioun 2). Deemno gëtt säit leschem Joer bei enger Eenzelofnam d'Gefier och ënnert dynamesche Konditiounen gepréift. Zousätzlech dozou gëtt wéi an der Homologatioun eng Standreferenzmiessung konform zu der R51 duerchgefouert, wouduerch d'Police et an Zukunft méi liicht soll hunn, d'Geräischiessung vum Gefier ze iwwerpréieren. Am Ënnerschied zu de Standmiessungen aus der ISO-Norm gesäit R51 däitlech manner Ofstand tëschent dem Auspuff an dem Miessapparat vir, wouduerch manner fräi Plaz ronderëm d'Gefier néideg ass, fir keng Schallréckkopplungen bei enger Miessung ze vermeiden a wouduerch Ëmweltafloss däitlech reduzéiert kënnen ginn.

Aus dësen Erklärungen geet ervir, datt d'Stroossegefierer, déi hir jeeweileg-Grenzwaerter anhale, och mussen fir de Stroosseverkéier zougelooss ginn. Wéi an der Äntwert op d'parlamentarescher Fro N° 2208 erkläert, ginn déi maximal Grenzwaerter vun de Geräischiessungen awer progressiv erof. Et sief awer och drop higewisen, datt eng vun den effizientsten Methoden, fir de Kaméidi vum Stroosseverkéier ze reduzéieren, déi ass, d'Unzuel vu Gefierer, déi op enger bestëmmter Plaz fueren, ze reduzéieren.

Wat Kontrollen ubelaangt, esou gesäit de Code de la Route vir, datt all Gefier sech an engem gudden techneschen Zoustand befanne muss, fir op den öffentliche Stroossen kënnen ze zirkuléieren. Deemno dierf och den Auspuff net manipuléiert ginn an dierf net ze vill Kaméidi maachen. Zousätzlech dozou muss d'Gefier sämtlech Grenzwaerter, déi op europäeschem oder gegebenefalls nationalem Niveau festgeluecht goufen, anhale.

Am Kader vun hire reegelméisseg Verkéierskontrollen iwwerpréift d'Police den allgemengen techneschen Zoustand vun de Gefierer. Sou wäit et méiglech ass, ginn an dësem Kader och d'Auspuffanlage kontrolléiert. An deem Kontext gi reegelméisseg Avertissements taxés ausgestallt, déi am Tableau heidrenger opgeléicht sinn.

(*Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Do dernieft kënnen déi Gefierer, déi hei zu Lëtzebuerg immatrikuléiert sinn an net de reglementareschen technesche Bestëmmungen entsprechen, op Initiativ vun der Police iwwer de Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte vun der SNCA zu engem zousätzleche Contrôle technique convoquéiert ginn. Kënn de Propriétaire dëser Opfuederung net no, dann ass dat Gefier net méi am öffentliche Verkéier zougelooss an d'Gro Kaart kann agezu ginn.

Nieft dëse Beméiungen ass och amgaange gekuckt ze ginn, fir, wéi schon uewe beschriwwen, d'Standreferenzmiessung, déi am Kader vun der Homologation oder enger Eenzelofnam nieft der dynamescher Miessung gemaach gëtt, als Referenz ze huelen, fir bei Kontrolle vun der Police méi einfach iwwerpréierungen duerchzuführen. Esou kennen d'Beamten een Indiz kréien, ob ee Gefier ze vill Kaméidi kéint maachen an net méi senger ursprénglecher Homologation entsprécht.

Question 5808 (23.02.2022) de **Mmes Myriam Cecchetti** et **Nathalie Oberweis** (*déi Lénk*) concernant le **contact tracing** :

Suite à votre réponse à notre question parlementaire n° 5501 concernant les conditions de contrats d'embauche dans le cadre du contact tracing, nous voudrions vous demander des précisions cette fois-ci quant aux conditions salariales concrètes dans lesquelles les personnes en CDD auprès du contact tracing sont actuellement embauchées.

En effet, Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre du Travail nous ont fourni les informations concernant les différents types de contrats actuellement en vigueur au sein du contact tracing. Nous avons dès lors pu constater qu'il existe une grande diversité de contrats au sein du CT. De même, nous avons pu prendre connaissance du fait qu'une partie des contrats sont engagés avec une entreprise privée. Vous indiquez d'ailleurs clairement le nom de cette entreprise et le nombre de personnes concernées par ces contrats, à savoir 27

personnes dans votre réponse à notre question parlementaire n° 5501.

Partant, nous aimerions vous demander de nous éclaircir sur ces aspects :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous détailler les salaires afférents aux différents contrats en vigueur dans le cadre du CT ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous expliquer les conditions de la collaboration entre la Direction de la Santé avec l'entreprise privée en question ? Depuis quand cette collaboration est-elle en place et de quand date les premiers contrats de personnel du CT engagés par l'entreprise privée en question ?

3) Quelles sont les raisons sous-jacentes à la collaboration avec l'entreprise privée évoquée dans votre réponse à notre question parlementaire ?

Par ailleurs, nous avons été mis au courant du fait que les activités de la hotline du CT seraient désormais sous gestion privée.

3) Cette information est-elle véridique ?

4) Dans l'affirmative, s'agit-il pour le personnel de la hotline du CT des personnes actuellement sous contrat avec l'entreprise que vous mentionnez dans votre réponse à notre question parlementaire ?

5) Toujours dans l'affirmative à notre troisième question, quelles sont les conditions salariales et la durée des contrats actuellement proposés par l'entreprise privée en question ?

6) Encore dans l'affirmative à notre troisième question, d'autres embauches par cette même entreprise dans le cadre du CT sont-elles prévues, voire ont-elles lieu actuellement ?

7) De manière générale, est-il prévu d'externaliser les activités du service du contact tracing dans le cadre de futures collaborations avec d'autres entreprises privées ? Le cas échéant, veuillez-nous fournir des précisions sur les activités et entreprises concernées.

8) Madame et Monsieur les Ministres ont-ils prévu de faire publiquement part de leurs décisions quant à d'éventuels externalisations vers des entreprises privées d'activités du CT en cours ou à venir ? Une consultation du parlement à ce sujet est-elle envisagée ?

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 5501, Monsieur le Ministre du travail nous a fait également savoir qu'un projet de loi serait en préparation portant dérogation temporaire aux articles L.122-4 paragraphe 1 et L.122-5 paragraphe 1 du Code du travail qui permettrait de prolonger les CDD conclus dans le cadre de la loi Covid jusqu'à 60 mois. Monsieur le Ministre souligne que « cette solution est intéressante pour le contact tracing car elle permettrait de conserver sous CDD les personnes qui ont déjà acquis une certaine expérience au sein du contact tracing. ».

Devant ces informations, nous aimerions vous poser les questions suivantes :

9) Dans la mesure où il serait fait usage de la dérogation susmentionnée, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer en quoi une prolongation des CDD conclus jusqu'à 60 mois sera préférable à une embauche sous CDI ?

10) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il l'inscription dans le texte de loi en question d'une durée de prolongation des CDD en question fixée à 60 mois ? Sur quelles prévisions Monsieur le Ministre se fonde-t-il pour estimer la prolongation des CDD en question jusqu'à 60 mois ?

Réponse commune (25.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Georges Engel**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1) Le personnel affecté au contact tracing dispose de différents contrats en fonction de sa provenance.

Le personnel de la réserve sanitaire est engagé via des contrats étatiques conclus avec la fonction publique. La rémunération est fixée en fonction du niveau d'études du personnel et une allocation de repas s'y ajoute le cas échéant.

Pour ce qui est des volontaires, ceux-ci sont engagés par des contrats d'une durée de 6 mois et reçoivent un repas gratuit par jour. Dans le cas où ces personnes effectuent un minimum de 200 heures, ils touchent une prime de 3.000 euros. Les personnes dites bénévoles ne touchent ni indemnité ni prime, mais reçoivent un repas gratuit par jour.

Le personnel détaché de la Luxair perçoit son salaire habituel ainsi qu'un repas par jour. Le personnel se trouvant sous contrat de type OTI de l'ADEM est rémunéré en fonction de son niveau de diplôme. En ce qui concerne le personnel sous contrat avec PwC Luxembourg (ci-après « PwC ») et Samsic Facility Luxembourg (ci-après « Samsic »), celui-ci perçoit le salaire minimum correspondant

au niveau de diplôme de fin d'études secondaires et a droit soit aux chèques repas, soit à un repas gratuit par jour.

Parallèlement, au vu de la hausse de cas Covid-19 en début d'année, la helpline du contact tracing a été renforcée par du personnel mis à disposition par la société LDL Connect depuis le 3 janvier 2022. Les conditions salariales de ce personnel dépendent des qualifications des personnes. Elles perçoivent soit le salaire minimum qualifié, soit le salaire minimum non qualifié.

Finalement, le personnel détaché de la fonction publique perçoit son traitement habituel ainsi que l'allocation de repas.

ad 2) Au vu du variant Omicron qui a fait son apparition fin 2021 et la hausse de cas Covid-19, le Conseil de Gouvernement a décidé en date du 10 décembre 2021 de procéder via la publication d'un marché public au recrutement de 50 ETP afin de renforcer les équipes du contact tracing. Un seul soumissionnaire a remis une offre, à savoir PwC avec comme sous-traitant Samsic. Tous les critères du cahier des charges étaient remplis si bien que l'offre de PwC a été jugée recevable. Les premières personnes ont été engagées le 3 février 2022 et le marché adjugé à PwC prendra fin en juin 2022.

Un deuxième appel d'offres sous forme de procédure ouverte européenne a été lancé par la Direction de la santé en date du 3 novembre 2021 afin de renforcer la helpline du contact tracing. La date limite de la soumission des offres avait été fixée au 2 décembre 2021. Dans le cadre de cette procédure, aucune offre n'avait été présentée alors que la date de début de prestations était prévue pour le 1^{er} janvier 2022. La Direction de la santé a partant annulé le marché en question sur base de l'article 39 (3) a) de la loi modifiée du 8 avril 2018 des sur les marchés publics et en date du 10 décembre 2021, la Commission des soumissions a avisé favorablement le recours à la procédure négociée sans publication préalable. Un marché négocié a alors été conclu avec la société LDL Connect pour le renforcement de la helpline du contact tracing.

Le personnel sous contrat avec PwC et Samsic est essentiellement venu renforcer l'équipe des appelants le jour 1, constituée pour la majorité d'effectifs de l'Inspection sanitaire. Ce personnel est chargé d'appeler les personnes testées positives à la Covid-19 et devant être contactées le jour 1.

Le personnel de LDL Connect a été affecté essentiellement à la helpline du contact tracing.

ad 3) Au vu de la hausse des cas Covid-19 en lien avec le variant Omicron et vu des difficultés rencontrées pour recruter des agents étatiques à plein temps disponibles sur plusieurs mois, le Conseil de Gouvernement a effectivement décidé le 10 décembre 2021 de lancer un appel d'offres afin de pouvoir renforcer rapidement les effectifs du contact tracing.

En effet, le contact tracing n'était pas en mesure de fonctionner efficacement et de faire face à l'importante hausse de cas à retracer avec le seul personnel issu de l'Inspection sanitaire et de la réserve sanitaire. Par ailleurs, le personnel issu d'autres administrations publiques ne constituait qu'une solution à court terme, mais à long terme un relais a dû être assuré afin de permettre aux administrations d'assurer leurs propres missions. Ce relais ne pouvait être assuré qu'en ayant recours à des prestataires externes.

Le personnel de PwC est donc venu renforcer l'équipe des appelants le jour 1, constituée pour la majorité d'effectifs de l'Inspection sanitaire (combiné d'ETP).

En ce qui concerne la helpline du contact tracing, les effectifs de LDL Connect sont venus renforcer les effectifs qui étaient pour la majeure partie issus d'administrations étatiques et de la réserve sanitaire.

Aussi bien pour le contact tracing (équipes des appelants le jour 1) que pour la helpline du contact tracing, il est donc faux de dire que ces activités ont été placées sous gestion privée. Des prestataires d'entreprises privées sont venus renforcer les équipes présentes sans que la responsabilité de la gestion du Contact Tracing et de la helpline du contact tracing n'ait été délégué à un des prestataires privés.

ad 4) Au vu de la hausse des cas Covid-19 en début d'année, la helpline du contact tracing a été renforcée par du personnel mis à disposition par la société LDL Connect depuis le 3 janvier 2022.

ad 5) Les contrats des effectifs du contact tracing prendront fin en juin 2022. Les contrats pour la helpline du contact tracing prendront fin en partie en avril 2022 et en partie en août 2022. Les conditions salariales dépendent du type de contrat sous lequel le personnel est engagé.

ad 6) Il n'est actuellement pas prévu d'embaucher du personnel supplémentaire dans le cadre du contact tracing.

ad 7) Dans la mesure du possible, les tâches du contact tracing sont assurées par des professionnels de santé sous contrat étatique, surtout en ce qui concerne le suivi de personnes testées positives à la Covid-19. En effet, le suivi par téléphone de ces personnes doit de préférence être assuré par des professionnels de santé sachant apporter réponse à des questions d'ordre médical et qui sont liées par le secret médical. Cependant, au vu de la hausse de cas Covid-19 en début d'année, une partie des activités a dû être assurée pour les raisons évoquées ci-dessus par du personnel sous contrat avec PwC afin qu'un suivi efficace des personnes testées positives puisse être assuré. Il n'est actuellement pas prévu d'externaliser ces tâches à d'autres entreprises privées, sauf si le volume de travail du contact tracing devenait effectivement si important qu'il ne pourrait plus être assuré par le personnel y affecté actuellement.

En ce qui concerne la helpline, les tâches sont différentes du contact tracing et se prêtent en effet mieux à être externalisées. Les réponses fournies sont standardisées et ne requièrent pas nécessairement des compétences aussi spécifiques que pour le contact tracing. Dès lors, pour la helpline, il est plus facile de recruter des personnes avec des profils de « call-taker » généralistes et de les former aux questions spécifiques relatives à la vaccination ou au contact tracing.

ad 8) Les externalisations de missions ont été citées dans les réponses précédentes. De manière générale, tous les appels d'offres sont disponibles sur le portail des marchés publics.

Si la Chambre des Députés souhaite aborder les détails concernant les marchés publics qui ont été réalisés en vue du recrutement de prestataires externes, les ministres sont à disposition pour apporter les réponses demandées.

ad 9) La durée est estimée suffisante par rapport à celle d'une pandémie et des CDD de 60 mois permettent de multiplier les ressources humaines affectées à une activité par 10 ou 20 durant le temps nécessaire. L'activité de tracing des maladies infectieuses en interpanémique étant d'une ampleur nettement plus limitée, ce personnel, s'il était engagé en CDI, devrait être réaffecté à des tâches très éloignées du tracing.

ad 10) Il s'agit effectivement d'une estimation large de la durée d'une pandémie et du surcroît de travail qu'elle engendre. Il n'existe pas de modèle qui puisse prédire avec certitude la durée d'une pandémie telle que nous la connaissons. Ceci étant dit, l'estimation de la prolongation des CDD jusqu'à 60 mois est fondée sur base de l'article 122-4 ainsi que l'article 122-1 (3) sous les points 1, 3, et 4 du Code du travail.

Question 5809 (24.02.2022) de M. Gusty Graas (DP) concernant le détournement de subventions agraires :

La Commission du contrôle budgétaire du Parlement européen met en garde concernant une protection insuffisante contre l'utilisation abusive des fonds agricoles de l'Union européenne. Dans un projet de résolution adopté, les membres de la commission critiquent la propagation des structures oligarchiques dans certains pays de l'UE « à une échelle sans précédent ». Sont notamment mises en cause la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque, la Roumanie et la Bulgarie.

La raison de ces utilisations abusives serait due principalement à un manque de coopération entre les autorités nationales et à un signalement non homogène. Ainsi, selon les membres de la commission, il existe actuellement 292 systèmes de signalement pour les fonds agricoles et de cohésion de l'UE. Ce grand nombre rend difficile d'avoir une vue d'ensemble des bénéficiaires et du montant des fonds de l'UE qui leur sont versés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est la réaction de Monsieur le Ministre face à cette mise en garde ?

2) Quelles mesures devraient être prises au niveau européen afin de mettre fin à l'utilisation abusive des fonds agraires de l'Union européenne ?

3) Quels mécanismes sont en place au Luxembourg pour garantir que de telles malversations ne puissent se faire au Grand-Duché ?

Réponse (16.03.2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1) Il ne revient pas au Gouvernement d'un État membre de commenter la politique agricole respectivement la gestion et le contrôle des mesures d'aide d'un autre État membre.

ad 2) Comme chaque État membre dispose de ses propres particularités en la matière, il incombe donc aux États membres de s'assurer de la bonne utilisation des fonds agraires. Les mesures à prendre devraient être discutées dans un groupe d'experts regroupant des représentants de chaque État membre.

ad 3) Au Luxembourg nous ne disposons que d'un seul Organisme Payeur agréé (qui est le Ministère de l'Agriculture) ce qui nous permet d'avoir une très bonne vue globale des montants effectivement versés aux exploitations. D'autre part, chaque exploitation doit obligatoirement être affiliée au Centre commun de la sécurité sociale et payer des cotisations sur base de son revenu d'exploitation.

Afin de se conformer aux obligations réglementaires de l'Union européenne en matière de prévention de fraude dans le domaine agricole et pour garantir une protection efficace des intérêts financiers de l'UE, le Ministère de l'Agriculture a mis en place des mesures antifraude efficaces et proportionnées. Ainsi un service spécialement dédié à la lutte contre la fraude a été créé. Des procédures internes visant à vérifier la véracité et la légalité de la demande et de l'ayant droit sont en place. Ce service s'occupe aussi bien du contrôle des conflits d'intérêts que des contrôles de la gestion des mesures d'aides, ceci ensemble avec le service de l'audit interne.

Question 5814 (24.02.2022) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la cryptomonnaie :

An der parlamentarescher Fro N° 5082 hunn d'Justizministeresch an de Finanzminister erkläert, dass d'„Section Nouvelles Technologies“ bei der Police schonn iwwert eege Wallets verfüügt, an deene Kryptowärung gespäichert kënnen ginn, déi beschlagnaamt goufen. Wa Kryptowärungen esou beschlagnaamt an aus dem Verkéier gezu goufen, stellt sech d'Fro, wat mat de sougenannte „Coins“ an de Wallets vun der Police geschitt, a wéi virgaange gëtt, falls d'Coins no opgeschlossener Prozedur bei der Justiz erëm un hire Besëtzer missten zeréck iwwerwise ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministeren fir bannenzeg Sécherheet, Justiz a Finanzen dës Fro stellen:

1. Iwwer wéi vill Wallets verfüügt de Lëtzebuerger Staat am Moment?

2. Wat fir Prozedure ginn duerchgelaf am Fall, wou d'Kryptowärungen, déi an dese Wallets gespäichert sinn, sollen a Fiatgeld ëmgewandelt ginn?

3. Ginn et Fäll, wou beschlagnaamte Kryptowärungen vun Drëtten a Fiatgeld ëmgewandelt ginn? Wa jo, wat geschitt am Fall, wou duerch d'Émwandele vun der Kryptowärung op zum Beispill den Euro oder Dollar ee Benefice gemaach gëtt? Erhält de Besëtzer dann dese Benefice?

Réponse commune (24.03.2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances :

ad 1. De Lëtzebuerger Staat verfüügt aktuell iwwer keng Wallets. Separat Wallets gi vun der Police „Section Nouvelles Technologies“ erstallt wann se gebraucht ginn.

ad 2. Ewéi schonn an der Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 5082 ernimmt, gëtt am Gesetzesprojet N° 74521 grad en neien Kader mam „Bureau de gestion des avoirs (BGA)“ geschafen, dee saiséiert an och confisciéiert Gidder verwalte wäert. Duerch déi rezent Amendementer gëtt proposéiert, dass d'Kryptowärungen an engem Wallet vun der Caisse de consignation solle gespäichert ginn.

ad 3. Den uewegenannte Gesetzesprojet gesäit Prozedure vir iwwert eng eventuell Émwandlung während der Saisie, déi just mam Accord vun den zoustännege Justizautoritéite kann erfollegen. Am Gesetzesprojet sinn och weider Dispositiounen virgesinn, fir d'Gestioun vun de Kryptowärungen kloer ze definéieren. Méi generell applizéieren sech hei och déi allgemeng Reegelen iwwert d'Saisie a Confiscatiounen vum Code de procédure pénale an d'Gesetz iwwert d'Consignation.

Question 5815 (24.02.2022) de M. Max Hahn (DP) concernant la location temporaire de terrains à bâtir en friche :

D'Loune vu Bauterrainen, op deene modular Konstruktiounen fir eng bestëmmten Zäit opgeriicht ginn, ass eng villverspriedend Pist, fir séier zousätzleche Wunnraum ze schafen. Besonnesch Baulücken géife sech heifir gutt eegnen.

Grad fir Proprietären, déi hire Bauterrain fir hir Nokomme wëllen halen, wier dëst eng intressant

Méiglechkeet, während z. B. 10, 15 Joer hiren Terrain zur Verfügung ze stellen. Allerdéngs ass an deem Kader ze präziséieren, dass de legale Kader aktuell eng Minimaldauer vu 50 Joer fir de Bail emphytéotique op Wunngebaier virschreift.

Den aktuelle Koalitionsaccord gesäit deemno och Folgendes vir: « La possibilité de la location temporaire de terrains à bâtir en friche sera analysée. »

An deem Kader wollt ech dem Här Wunningsbauminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Baulücke ginn et zu Lëtzebuerg?

2. Wéi wäit ass de Ministère mat der am Koalitionsaccord annoncéierter Analys? Wéi gedenkt den Här Minister dese Modell (modular Bauten op geloungtem Terrain) méi staark an Zukunft ze förderen?

3. Kéinten déi ëffentlech Promoteuren, wéi de Fonds du logement an d'SNHBM, dese Modell haut schonn ëmsetzen?

4. Wa jo, gëtt dat gemaach? Kann den Här Minister Präzisiounen dozou ginn? Wat wieren d'Grënn, sech géint dese Modell ze entscheeden?

5. Wann net, ass virgesinn, de gesetzleche Kader an déi Richtung unzepassen?

6. Kéinten d'Gemengen dese Modell haut schonn uwenden? Ass den Här Minister au courant vun deementspriedende Projeten?

7. Ass virgesinn, d'Gemengen méi staark iwwer dese Modell ze sensibiliséieren? Ass an deem Kader geplangt, de Gemengen en document-type fir d'Bautereglement an deem Sënn unzepassen zur Verfügung ze stellen?

8. Gesäit den Här Minister vir, d'Minimaldauer vum bail emphytéotique rofzesetzen, fir d'Verloune vun Terrainen op 10, 15 Joer ze erméiglechen?

Réponse commune (24.03.2022) de M. Henri Kox, Ministre du Logement, et de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

ad 1. Am Kader vum Projet Raum+ ass dat fräit Bauland fir d'Period 2020/2021 erhuewe ginn. D'Erhiewung ass an all de Gemengen duerchgefouert ginn, déi zu deem Zäitpunkt entweeeder schonn en neie PAG haten oder wou de PAG an der Prozedur war. Dëst bréngt mat sech, datt d'Zuelen sech op 89 vun 102 Gemenge baséieren.

D'Erhiewung huet 9.226 Baulücke gezielt, déi insgesamt 618 Hektar Bauland ausmaachen. Well et ganz vill kleng Eenzelfläche sinn, handelt et sech zueleméisseg ëm 67 % vun den eenzelne Flächen, déi erhuewe gi sinn, a flächeméisseg belafen se sech op 17 % vun der gesamter Fläch vum Wunnpotenzial.⁷

ad 2. Eng Rei Acteuren hunn hir Analys zum Loune vu Bauterrainen, op deene modular Konstruktiounen fir eng begrenzten Zäit opgeriicht kéinte ginn, scho gemaach a sinn och op d'Ministèren zoukomm, fir ze froen, wéi eng Hëllef do méiglech sinn. Finanziell Hëllef wäeren op d'mannst am Kader vun der Gestion locative sociale méiglech. Bis ewell si sou Projeten awer nach net realiséiert ginn. Et läit dem Wunningsbauministère och am Moment keng konkret Demande vir, fir sou e Projet ze realiséieren oder finanziell ze ënnerstëtzen.

ad 3. Ënnert der Bedingung, dass si déi néideg Autorisatiounen vun den zoustännege Verwaltungen, notament de Gemengen, kréien, kéinten de Fonds du logement an d'SNHBM sou e Modell ëmsetzen. Beim Fonds du logement a bei der SNHBM ass dëst awer am Moment keng Prioritéit, well dës Acteuren sech aus Käschten- an Effizienzgrënn op de Bau vun definitive Wunnenge konzentréieren, an dat op Terrainen, déi fir mindestens 50 Joer, besser nach fir mindestens 99 Joer, zu hirer Verfügung stinn.

Doriwwer eraus lafen awer Gesprieder tëscht verschiddegen Acteuren an den ëffentleche Promoteuren SNHBM a Fonds du logement, fir eventuell Terrainen zur Verfügung ze stellen, op deenen innovative modular Baute kéinten opgeriicht ginn.

ad 4. D'Entwécklung vun engem Modell, fir modular Konstruktiounen temporär op Baulücken opzerrichten, ass am Moment keng Prioritéit fir de Wunningsbauministère, aus enger ganzer Rei vun Ursachen:

a) dese Modell erlaabt et net, laangfristeg an nohaltig abordabel Wunnengen ze schafen. Dëst bleift awer d'Prioritéit par rapport zu de begrenzten Ressourcen, déi zur Verfügung stinn;

b) d'Noutwennegkeet vum Relogement vun de Stéit ass bei dëser Zort Projete virprogramméiert, wat zu Laaschte vun hirer lokaler Integratioun geet;

c) modular Konstruktiounen kënnen net belibeg oft op- an ofgeriicht ginn, dëst huet e wesentlechen Impakt op de Käschtpunkt;

⁷ Dës a weider Informatiounen: LISER, ProRaum (2021), Raum+ Zwischenbericht Siedlungsflächenreserven in Luxemburg 2020/2021, Ministère de l'Aménagement du territoire - Département de l'aménagement du territoire, Ministère du Logement, Luxembourg.

d) och fir e provisoereschen oder modulare Bau muss en Terrain op enger Friche als éischt depoluléiert ginn;

e) Käschte fir all d'Uschlëss (Kanal, Waasser, Stroum) muss realiséiert a bezuelt ginn, genee wéi fir definitiv Strukturen. Si kënnen awer nëmmen op eng reduzéiert Existenzzeit ofgeschriwwen ginn;

f) et ass schwierig a méi opwenneg, fir de Baupotential vun enger Baulück mat modulare Konstruktiounen optimal auszenotzen.

Dobäi sief bemierkt, dass d'Situatioun sech anescht stellt am Kontext vun „Tiny Houses“, déi op Rieder stinn an en bloc kéinte versat ginn. An deem Fall stelle sech awer eng Rei aner reglementaresch Froen, op déi schonn an der parlamentarescher Fro N° 5089 geäntwert ginn ass.

ad 5. Eng gesetzlech Upassung ass net néideg, fir sou Projete kënnen ëmzesetzen. Dofir, an opgrond vun der Äntwert op d'Fro 4, ass eng gesetzlech Upassung am Moment net virgesinn.

ad 6. Et ergëtt sech aus der Äntwert op d'Fro 3, dass och d'Gemengen dee Modell scho kéinten uwenden. Dem Minister sinn awer keng praktesch Beispiller bekannt.

ad 7. Et ergëtt sech aus den Äntwerten op déi viregt Froen, dass et momentan net virgesinn ass, fir dee Modell ze förderen.

ad 8. Déi 50 Joer Mindestdauer fir e Bail emphytéotique fir de Logement stellen in fine eng Schutzfunctioun duer fir déi Stéit, déi do wunnen. Doriwwer eraus sinn déi 50 Joer Mindestdauer och ugepasst, fir den héijen Invest ze amortiséieren, deen néideg ass fir d'Schafe vu Wunnengen. Et ass deemno net virgesinn, fir den Delai erfzesetzen.

D'Loune vu Bauterraine fir temporär a modular Bauten ass awer och iwwert de Bail à ferme méiglech, deen eng Mindestlafzäit vu just 6 Joer virgesäit. Dës Lafzäit kann natierlech verlängert ginn.

Question urgente 6462 (08.07.2022) de MM. Sven Clement et Marc Goergen (Piraten) concernant les livraisons d'ArcelorMittal en Russie :

rfl.lu bericht an engem Artikel vum 6. Juli, dass ArcelorMittal Stolprodukter a Russland liwwert. Zitat:

„Dës Produkter kommen aus dem betriebsseegene Wierk am Kasachstan, an deem 35.000 Leit beschäftegt sinn. Et geet an der Haaptsaach ëm Stol fir de Bausecteur.“

rfl.lu schreift weiderhin, dass d'EU-Sanktiounen géint Russland net ëmgaange géife ginn, well ArcelorMittal vu Kasachstan aus operéiert.

De Lëtzebuerger Staat huet Participatiounen bei ArcelorMittal SA an huet deemno een Informationsrecht als Aktionär. An der Chamberssitzung vun haut huet de Wirtschaftsminister, op eng Fro vun eiser Sensibilitéit hin, net konnten äntweren, ob dëst tatsächlech de Fall ass.

An deem Zesammenhang wéilte mir dem Minister fir Wirtschaft dës Fro stellen:

1. Huet de Minister mëttlerweil Kenntnis vun den Aktivitéite vun ArcelorMittal?

2. Ass de Minister der Meenung, dass ArcelorMittal d'EU-Sanktiounen ëmgeet?

3. Fënnt de Minister et moralesch vertriebar, dass ArcelorMittal iwwer Kasachstan den Handel mat Russland weider oprecht erhält?

4. Wäert d'Regierung als Aktionär am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal d'Theema uschwätzen?

Réponse (11.07.2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :

Jiddwer Entreprise ass dofir responsabel, datt am Kader vun hiren Aktivitéiten déi finanziell a wirtschaftlech Sanktiounen respektéiert ginn, déi am Kontext vun russeschen Invasionskrich an der Ukrain zanter dem 24. Februar 2022 no an no decidéiert goufen. Wat elo ArcelorMittal a seng Filial am Kasachstan (ArcelorMittal Temirtau - AMT) ugeet, esou gëtt mir an deem Kontext vun ArcelorMittal, nieft der Kontroll vu Fall zu Fall vum Anhale vun dese Bestëmmungen („due diligence“), des Weidere schréfflech zougedroen: „ArcelorMittal and AMT are in full compliance with applicable sanctions and related export controls.“

Et steet engem Lëtzebuerger Regierungsmember net zou, eng Appreciatioun iwwer kommerziell Decisiounen vun ArcelorMittal Kasachstan ze ginn. De Lëtzebuerger Staat als Aktionär vun ArcelorMittal ass net am Verwaltungsrot vum Grupp vertrueden. Et sief awer gesot, datt de Wirtschaftsminister bei ArcelorMittal insistéiert huet, datt déi néideg Precautionsmesuren an Assurance mussen geholl ginn, fir datt déi Liwwerungen, déi AMT a Russland mécht, net däreft fir militäresch Zwecker gebraucht ginn.